André-J. Bélanger

Département de science politique, Université de Montréal

(1974)

L'APOLITISME DES IDÉOLOGIES QUÉBÉCOISES.

LE GRAND TOURNANT DE 1934-1936.

Un document produit en version numérique par Réjeanne Toussaint, ouvrière
bénévole, Chomedey, Ville Laval, Québec
[Page web](#). Courriel: rtoussaint@aei.ca

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"
Site web: http://www.uqac.ca/Classiques_des_sciences_sociales/

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi
Site web: <http://bibliotheque.uqac.quebec.ca/index.htm>

Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf, .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.

Jean-Marie Tremblay, sociologue
Fondateur et Président-directeur général,
[LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES](#).

Cette édition électronique a été réalisée par Réjeanne Toussaint, bénévole,
Courriel: rtoussaint@aei.ca

à partir du livre de :

André-J. Bélanger

**L'APOLITISME DES IDÉOLOGIES QUÉBÉCOISES.
Le grand tournant de 1934-1936.**

Québec : Les Presses de l'Université Laval, 1974, 392 pp. Collec-
tion : Histoire et sociologie de la culture, no 7.

[Autorisation formelle accordée le 7 décembre 2009, par le direc-
teur général des Presses de l'Université Laval, M. Denis DION, de dif-
fuser ce livre dans Les Classiques des sciences sociales.]

Courriel :

denis.dion@pul.ulaval.ca

PUL :

<http://www.pulaval.com/>

andre.belanger@umontreal.ca

Police de caractères utilisée : Comic Sans, 10 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Micro-
soft Word 2008 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE US, 8.5" x 11".

Édition numérique réalisée le 29 mars 2011 à Chicou-
timi, Ville de Saguenay, Québec.

REMERCIEMENTS

Nous sommes infiniment reconnaissants à la direction des **Presses de l'Université Laval**, notamment à M. **Denis DION**, directeur général, pour la confiance qu'on nous accorde en nous autorisant la diffusion de ce livre ainsi que de tous les livres de cette magnifique collection dirigée par Fernand DUMONT : HISTOIRE ET SOCIOLOGIE DE LA CULTURE.

Courriel : denis.dion@pul.ulaval.ca

PUL : <http://www.pulaval.com/>

Jean-Marie Tremblay,
Sociologue,
Fondateur, Les Classiques des sciences sociales.
20 février 2011.

Histoire et sociologie de la culture

Sous la direction de
Fernand DUMONT et Pierre SAVARD

OUVRAGES EN PRÉPARATION
dans Les Classiques des sciences sociales.

- 1) Sous la direction de Fernand Dumont, Jean Hamelin et Jean-Paul Montminy, ***Idéologies au Canada français 1850-1900***. Québec: PUL, 1971, 327 pp. Collection Histoire et sociologie de la culture, no 1.
- 2) Pierre Thibeault, ***Savoir et pouvoir. Philosophie thomiste et politique cléricale au XIXe siècle***. PUL, 1972. Collection Histoire et sociologie de la culture, no 2.
- 3) ***Les religions populaires. Colloque international 1970***. Textes présentés par Benoît Lacroix et Pietro Boglioni. Québec: PUL, 1972. Collection Histoire et sociologie de la culture, no 3.
- 4) ***Le merveilleux. Deuxième colloque sur les religions populaires 1971***. Textes présentés par Fernand Dumont, Jean-Paul Montminy et Michel Stein. Québec: PUL, 1974. Collection Histoire et sociologie de la culture, no 4.
- 5) Sous la direction de Fernand Dumont, Jean Hamelin, Fernand Harvey et Jean-Paul Montminy, ***Idéologies au Canada français 1900-1929***. Québec: PUL, 1974, 392 pp. Collection Histoire et sociologie de la culture, no 5.
- 7) André-J. Bélanger, ***L'apolitisme des idéologies québécoises. Le grand tournant de 1934-1936***. Québec: PUL, 1974, 392 pp. Collection Histoire et sociologie de la culture, no 7.
- 9) Richard Jones, ***L'idéologie de l'Action catholique de 1917 à 1930***. Québec: PUL, 1974, 359 pp. Collection Histoire et sociologie de la culture, no 8.
- 10) Jean-Paul Hautecoeur, ***L'Acadie du discours***. Québec: PUL, 1975. Collection Histoire et sociologie de la culture, no 10. [Livre disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

11) Sous la direction de Fernand Dumont, Jean Hamelin et Jean-Paul Montminy, ***Idéologies au Canada français 1930-1939***. Québec: PUL, 1978, 361 pp. Collection Histoire et sociologie de la culture, no 11.

12.1) Sous la direction de Fernand Dumont, Jean Hamelin et Jean-Paul Montminy, ***Idéologies au Canada français 1940-1976. Tome 1er: La Presse et la Littérature***. Québec: PUL, 1981, 360 pp. Coll.: Histoire et sociologie de la culture, no 12.

12.2) Sous la direction de Fernand Dumont, Jean Hamelin et Jean-Paul Montminy, ***Idéologies au Canada français 1940-1976. Tome 2: Les Mouvements sociaux — Les Syndicats***. Québec: PUL, 1981, 390 pp. Coll.: Histoire et sociologie de la culture, no 12.

12.3) Sous la direction de Fernand Dumont, Jean Hamelin et Jean-Paul Montminy, ***Idéologies au Canada français 1940-1976. Tome 3: Les partis politiques — L'Église***. Québec: PUL, 1981, 360 pp. Coll.: Histoire et sociologie de la culture, no 12.

« HISTOIRE ET SOCIOLOGIE DE LA CULTURE »

Pendant longtemps au Canada français, soit au moins depuis François-Xavier Garneau, l'histoire à occupé le devant de la scène sinon toute la scène des sciences humaines. L'histoire politique surtout à connu et connaît encore - renouvelée par les techniques de la sociologie électorale - une riche carrière. L'histoire économique et sociale vient d'être véritablement lancée chez-nous et la vogue qu'elle connaît chez les jeunes chercheurs de même que quelques ouvrages parus témoignent d'un succès promis à durer. Quant à l'histoire culturelle, il n'est point besoin d'insister sur son intérêt pour un peuple qui s'est tant défini en fonction de la culture et en un temps où, partout dans le monde, on parle de « révolution culturelle ». Ces divers courants de la recherche historique supposent évidemment des dialogues, plus serrés et plus complexes que naguère, entre l'histoire et les autres sciences humaines. Cela est particulièrement évident pour l'histoire culturelle (ou pour ce qu'on appelle aussi l'« histoire des mentalités »). Du moment où on récuse les cloisonnements rigides entre l'histoire religieuse et l'histoire littéraire, entre l'histoire des idées et l'histoire des attitudes devant la vie, le travail historique fait appel d'une manière infiniment plus directe à la sociologie et aux disciplines voisines.

Par ailleurs, les chercheurs ne croient plus guère à cette illusoire division du travail où le passé et le présent semblaient constituer les domaines respectifs de l'histoire et de la sociologie. L'histoire s'enracine carrément dans l'interprétation des problèmes d'aujourd'hui de même que la sociologie se fait rétrospective, sans que pour autant on veuille céder au syncrétisme des méthodes ou des perspectives.

Cela justifie, il nous semble, cette nouvelle collection consacrée à l'histoire et à la sociologie de la culture. Publiée sous l'égide de l'Institut supérieur des sciences humaines de l'Université Laval, la collection ne se bornera pourtant pas à réunir des travaux effectués au sein de cet organisme. Elle accordera tout naturellement la primauté aux préoccupations interdisciplinaires.

Fernand DUMONT et Pierre SAVARD

André-J. Bélanger

Département de science politique, Université de Montréal

L'apolitisme des idéologies québécoises.
Le grand tournant de 1934-1936

Québec : Les Presses de l'Université Laval, 1974, 392 pp. Collection : Histoire et sociologie de la culture, no 7.

[389]

Table des matières

Collection : [Histoire et sociologie de la culture](#)

Table des matières

[Liste des tableaux](#)

[Deuxième de couverture](#)

[AVANT-PROPOS](#)

[INTRODUCTION](#)

[L'apolitisme, mode d'identification](#)

[Le modèle hartzien et son champ d'application](#)

Première partie.

[La tradition et le quotidien](#)

[Chapitre I. Le Devoir, le rituel nationaliste](#)

[Introduction](#)

I. [L'assise du Devoir](#) : Georges Pelletier et Omer Héroux

1. [Les rapports d'altérité](#)

2. [La gouverne - l'État](#)

3. [Que faire ?](#)

4. [La France](#)

[Conclusion](#)

II. [Albert Rioux et Louis Dupire, dissonance et harmonie](#)

1. [Albert Rioux](#)

Introduction

a) L'économique et le social

b) L'État et le problème agricole

c) L'organisation de la gouverne

d) La participation à la gouverne

Conclusion

2. [Louis Dupire](#)

Introduction

- a) L'illustration d'une « nouvelle » classe
 - b) Les autres
 - c) Vue d'ensemble du social
 - d) La gouverne
 - e) Le concret politique
- Conclusion*

III. Le Devoir dans les grands moments

1. La campagne fédérale de 1935
 - a) La campagne proprement dite
 - b) Les lendemains de la campagne
 2. La campagne provinciale de 1935
 3. La campagne provinciale de 1936
 - a) La campagne proprement dite
 - b) Conclusion sur la campagne de 1936
 4. Un entre-deux-guerres
 5. Position du Devoir devant l'Action libérale nationale et l'Union nationale
 - a) L'Action libérale nationale et l'Union nationale avant le scrutin décisif de 1936
 - b) L'Union nationale et ses premiers mois au pouvoir
- Conclusion*

Deuxième partie.

La recherche d'une mystique

Chapitre II. La Relève, une mystique à prétention universelle

Introduction

- I. Le procès d'une société
 1. Le constat
 2. Les possibles, ou le communisme, vis-à-vis quasi exclusif
- II. La révolution de La Relève
 1. La révolution : le nouveau nous
 2. Le nous social, la patrie, la nation
 3. Le nous économique
 4. Le nous politique

Conclusion

Chapitre III. Lionel Groulx, une mystique québécoise

Introduction

I. Le mythe historique

1. La généalogie de la race
2. La race élue dans l'action
 - a) La vie rurale, notre vie
 - b) L'esprit conquérant - le mythe au service de la ruralité
 - c) L'autorité et la gouverne ou la confusion des mythes
 - 1) Le mode sédentaire-mystique
 - 2) L'Église - le mode sédentaire-ordonné

Conclusion

II. Le nouveau nous face à l'adversité

1. L'adversité
2. Le ressaisissement national
 - a) L'histoire et sa révélation du national
 - b) L'action
 - 1) Le mode sédentaire-ordonné reconstitué
 - 2) La mystique conquérante ressuscitée
 - c) La structure logique des états sociaux proposée par Groulx
3. L'action politique

Conclusion

Chapitre IV. L'Action nationale et les Jeune-Canada, le nationalisme *a cappella*

Introduction

I. Grandeur et décadence du Canada français

1. Le nous d'hier
2. L'adversaire
3. Le nous altéré

II. La reconstitution du Canada français

1. Le nous social
 - a) L'identité du nous
 - b) L'ordre
 - 1) L'Action nationale
 - 2) Jeune-Canada

2. [Le nous politique](#)
 - a) Les principes
 - b) La pratique politique
 - c) L'arène politique

Conclusion

Troisième partie.

[La vie corporative](#)

[Chapitre V](#). L'École sociale populaire, le corporatisme réponse au socialisme

[Introduction](#)

- I. [L'École sociale populaire : réaction au communisme puis au socialisme](#)
- II. [La corporation, produit de l'École sociale populaire et de son entourage](#)
 1. [Ses antécédents](#)
 2. [L'organisation de la corporation](#)
 3. [La corporation et le politique](#)

Conclusion

[Chapitre VI](#) : *Vivre et la Nation : la séduction du fascisme*

- I. [Vivre](#)
- II. [La Nation](#)

Introduction

 1. [L'adversaire](#)
 2. [Le nous](#)
 3. [Les élections de 1936](#)

[Conclusion générale](#)

[L'adversaire](#)

[Le nous](#)

[Le politique](#)

[BIBLIOGRAPHIE](#)

[INDEX](#)

[387]

Liste des tableaux

[Retour à la table des matières](#)

- 1 a. [Les éditoriaux des quatre éditorialistes \(du *Devoir*\) réunis](#) - de janvier 1934 à juin 1936
- 1 b. [Tableau comparatif des éditoriaux et blocs-notes](#) de Georges Pelletier et Omer Héroux - de janvier 1934 à juin 1936
- 1 c. [Fréquence des blocs-notes de janvier 1934 à juin 1936](#) : Les adversaires
- 1 d. [Le nous](#)
- 1 e. [La gouverne](#)
- 1 f. [Les problèmes de la gouverne](#)
- 1 g. [La défense du nous auprès d'Ottawa et des provinces autres que le Québec](#)
- 1 h. [La politique à Ottawa et à Québec](#)

- II. [La France](#) (1934-1935)

- II a. [Albert Rioux, éditoriaux de janvier 1934 à juin 1936](#)
- II b. [Louis Dupire, éditoriaux de janvier 1934 à juin 1936](#)

- III a. [Campagne électorale canadienne](#) - du 15 août au 12 octobre 1935 (*Le Devoir*) : Titres
- III b. [Éditoriaux portant sur la politique fédérale](#)
- III c. [Blocs-notes portant sur la politique fédérale](#)
- III d. [Campagne électorale au Québec](#) - du 30 octobre au 23 novembre 1935 (*Le Devoir*) : Titres
- III e. [Éditoriaux portant sur la politique québécoise](#)
- III f. [Blocs-notes portant sur la politique québécoise](#)
- III g. [Campagne électorale au Québec](#) - du 11 juin au 15 août 1936 (*Le Devoir*) : Titres
- III h. [Éditoriaux](#)
- III i. [Blocs-notes](#)
- III j. [Fréquence des blocs-notes : le gouvernement Taschereau comme adversaire](#) - de décembre 1935 à juin 1936
- III k. [Éditoriaux et blocs-notes du 1er septembre 1936 au 27 mai 1937](#) touchant la politique fédérale et provinciale

- IV. [Les états sociaux selon Groulx](#)

L'APOLITISME DES IDÉOLOGIES QUÉBÉCOISES.
Le grand tournant de 1934-1936.

Deuxième de couverture

[Retour à la table des matières](#)

Les années 30 offrent un champ d'analyse particulièrement intéressant pour l'observation d'idéologies en conflit. Au Québec, agités par la crise et ses séquelles, des mouvements d'idées se multiplient en vue d'entraîner une rupture économique et politique du temps. Toutes tendues vers le renversement des valeurs libérales véhiculées par un régime qui se maintient depuis près de quarante ans, ces idéologies ont en commun la caractéristique de s'être finalement tenues à l'écart du politique.

Un des grands mythes aura été de croire que l'Union nationale fut portée au pouvoir grâce à l'action conjuguée de l'intelligentsia nationaliste. Avec L'Action libérale nationale, sa formation d'origine, elle fut plutôt laissée à son propre sort; si bien qu'il ne resta à la gent politique qu'à s'en emparer et c'est ce que Maurice Duplessis sut faire avec brio.

Cet ouvrage est publié grâce
à une subvention du Conseil ca-
nadien de recherches sur les
humanités provenant de fonds
fournis par le Conseil des arts
du Canada.

Le chemin de la création n'est pas
toujours le même que celui de l'intelli-
gence politique.

Elsa TRIOLET

À Ghyslaine Guertin,
philosophe et musicienne.

L'APOLITISME DES IDÉOLOGIES QUÉBÉCOISES.
Le grand tournant de 1934-1936.

Avant-propos

[Retour à la table des matières](#)

La présente étude ne se rattache exclusivement - du moins dans ses intentions - à aucune école de pensée. Un peu à cause de cette autonomie ardemment revendiquée, sera-t-elle susceptible, dans certains cas, de déconcerter le lecteur. Ni marxiste, ni à proprement parler libérale dans sa démarche, ni nécessairement fédéraliste ou indépendantiste dans ses finalités implicites, cette analyse ne se propose que de mettre en lumière une dimension de la réalité sociale ; elle n'a aucune prétention à expliquer la « québécoisité » dans sa globalité.

En outre, aucun rapprochement avec les temps actuels ne se chargera de joindre le passé au présent. Il reviendra à chacun d'y établir les rapports, multiples sont-ils, qui lui conviendront. De toute manière, une lecture est toujours en soi une nouvelle construction.

À propos de notre construit, nous tenons à remercier d'abord Vincent Lemieux, dont les nombreuses conversations antérieures et concomitantes à la rédaction de ces pages ont grandement contribué à aiguïser notre sens du politique.

Notre gratitude va également à Jean Crête qui a passé de longues heures à vérifier l'analyse de contenu que comporte cet ouvrage.

Nous ne saurions passer sous silence ce sourire d'enfant qui nous a accompagné tout au long de cette entreprise, celui de Mathieu-Emmanuel qui a su, on ne peut mieux, nous distraire en nous rappelant ce que nous étions dans ces années 30.

A.-J. B.

[1]

L'APOLITISME DES IDÉOLOGIES QUÉBÉCOISES. Le grand tournant de 1934-1936.

INTRODUCTION

[Retour à la table des matières](#)

Les années 30, conséquence immédiate de la crise, constituent un moment privilégié pour l'étude des idéologies dans les sociétés occidentales. Elles ont marqué celles-ci de leur sceau, si bien qu'on ne peut plus parler, bien sûr, de l'Allemagne sans la montée d'Hitler, de l'Espagne sans l'avènement et le renversement du *Frente Popular*, mais aussi non plus de la France sans le Front populaire, et même des États-Unis sans le *New Deal* de Roosevelt. Certains États, ayant vécu plus immédiatement les séquelles de la première grande guerre, avaient déjà anticipé cette remise en question collective du social que la crise a suscitée. C'est ainsi que l'U.R.S.S., l'Italie et d'autres, se sont livrés, chacun selon leur dynamique propre, à un remaniement profond de leurs assises politiques, si bien qu'ils ont servi de modèles par la suite.

Ces années de crise offrent un champ d'analyse particulièrement intéressant pour l'observation d'idéologies en conflit. Au Québec, le tournant politique auquel donne lieu la dépression économique se situe entre la fondation de l'Action libérale nationale qui consacre politiquement le programme de restauration nationale, rédigé en 1932, et l'avènement du gouvernement Duplessis, c'est-à-dire une période de deux années, de 1934 à 1936. Durant ce même temps, la scène politique canadienne s'anime elle aussi avec les résultats flamboyants de l'enquête sur l'écart des prix (Enquête Stevens) qui conduira d'ailleurs au renvoi de son président-ministre et à la

fondation d'un tiers parti dit de restauration. Au cours de l'hiver 1934-1935, Bennett lance un programme-virage qui revêt le caractère d'un *New Deal* canadien un peu tardif. Enfin, les élections de l'automne 1935 marquent la fin de l'intermède conservateur, après avoir offert à l'électorat canadien un spectre de possibles relativement varié : conservateurs, libéraux, « cécéfistes » et stevenistes se livrent une lutte très suivie. Au Québec, par contre, la politique sera vécue de façon plus [2] manichéenne et plus respectueuse du bipartisme : on sera pour le libéralisme classique de Taschereau et ses reliquats dix-neuviémistes de favoritisme politique, ou plutôt partisan de la nouvelle symbiose nationalo-conservatrice, création que très tôt Maurice Duplessis fera sienne.

Au point de vue strictement politique, en dehors de toute considération exclusivement économique ou sociale, la période de 1934 à 1936 constitue en elle-même un moment privilégié. Il serait sans doute possible de démontrer qu'à d'autres égards d'autres moments ont été plus féconds ; mais au chapitre de la stricte [mot grec] elle intéresse de par la forte intensité et aussi de par la brièveté qui la caractérisent.

Une reformulation possible du politique - pour ne pas dire de tout le social - figure à l'ordre du jour. Et plus explicitement exprimée à l'intention de la gouverne québécoise, elle donne lieu ou devrait donner lieu à une mobilisation capable d'atteindre le niveau des représentations idéologiques, dans la mesure où, pour une fois, s'affirme une formation politique (l'Action libérale nationale) en étroite sympathie avec le mouvement nationaliste de l'époque, polarisateur premier des aspirations intellectuelles du milieu. Comment donc le levier de la pratique sociale dévolue aux définisseurs de situation reçoit-il cette dynamique aspirée vers l'État et comment agit-il sur elle ? Plus globalement, comment le politique autant au niveau du gouvernement central qu'au niveau du Québec est-il conçu comme action impliquant d'office l'aire censément protégée chez nous des représentations d'ordre idéologique. Bref, l'interrogation ultime que nous proposons se formule ainsi : comment les idéologies à titre de représentations conscientes, telles qu'elles trouvaient leur expression aux moments critiques de 1934 à 1936, c'est-à-dire de la fondation de l'A.L.N. aux élections provinciales de l'été 1936, ont-elles pris position face à ces événements éminemment politiques ? Vu la dichotomie quasi naturelle à laquelle donnait lieu le clivage entre le milieu plus proprement enclin à la formulation des idéologies dans l'abstrait et la gent politique - parlementaire et partisane - nous circonscrivons notre champ au

seul lieu des confections idéologiques externes à la pratique immédiatement politique. C'est dire que nous nous penchons sur les représentations à vocation politique mais extérieures aux formations politiques et à leurs organes de diffusion. Sont donc automatiquement exclues de notre champ d'observation, les publications comme *le Soleil*, *le Canada* et autres de même nature qui avaient pour fonction assez manifeste d'attiser l'ardeur des sympathisants envers les divers partis politiques. À toutes fins utiles, notre examen s'arrête aux formes non libérales qu'ont prises, au cours de l'époque étudiée, les expressions idéologiques au Québec (français). Il serait [3] dérisoire d'entreprendre l'analyse d'auteurs se réclamant du libéralisme, car leur appartenance, larvée ou non, au parti de la même famille de mots ne faisait aucun doute. Asselin, Harvey n'ont jamais à l'époque répudié leurs attaches partisans, même si dans *l'Ordre*, le premier se permettait des licences d'homme de lettres. À tout prendre, l'intérêt porte sur les représentations d'opposition ou de rejet, celles qui se posent d'emblée en affrontement avec les manifestations de la société libérale secouée par la crise.

Or, il nous est donné de constater combien l'apolitisme les a marqués, refus d'une dimension qui, règle générale, est du moins perçue ailleurs - quoique rarement vécue - comme étroitement liée à l'aperçu global d'une société à construire ou à refaire. L'historiographie québécoise est déjà très familière avec l'antiétatisme saisi comme une constante de nos penseurs¹. Dans un texte peu connu de Gérard Bergeron, intitulé ironiquement selon le style volontiers paradoxal de son auteur, *la Philosophie politique du Canada français* (1965), l'absence de philosophie politique en notre milieu y est signifiée sans détour. Plus près de nous dans le temps, Fernand Dumont rend compte d'une attitude de même nature lorsqu'il évoque l'apolitisme des aspirations propres aux milieux intellectuels des années 50 et 60².

S'agirait-il donc d'un phénomène récurrent ? Peut-être et pourquoi pas ? Encore faudrait-il en révéler les causes. De toute manière, deux questions se posent à l'origine. D'abord, faut-il s'entendre sur le terme employé ; qu'est-ce donc pour nous que l'apolitisme ? Puis ensuite, pouvons-nous tenter d'y trouver les causes ?

¹ Michel BRUNET, « Trois dominantes de la pensée canadienne-française : l'agriculturisme, l'antiétatisme et le messianisme », *Écrits du Canada français*, III, Montréal, 1957, pp. 33-115.

² Fernand DUMONT, *la Vigile du Québec*, octobre 1970 : l'impasse ? pp. 14-15.

L'apolitisme, mode d'identification

[Retour à la table des matières](#)

L'apolitisme se pose comme le contraire d'un concept non existant. Déjà dans son étymologie, il est porteur d'ambiguïté. Son préfixe privatif risque de produire une impression de déviance ou de pathologie. On parle volontiers de politisation qui souvent trouve son équivalent dans le terme plus vague de sensibilisation auquel on lui adjoindra l'épithète *politique* pour des fins de précisions. Un courant très à la mode lui substitue la *conscientisation*.

[4]

Selon les schèmes courants, l'apolitisme renvoie à une inconscience dont l'intensité demeure à être déterminée. À un degré zéro hypothétique se situerait l'aliénation classique, celle que la descendance marxiste définit comme l'état de l'exploité, conditionné par une relation qui lui échappe. Pour des fins heuristiques, il est concevable d'imaginer un moment d'inconscience nulle par rapport à des possibles, qui, connus du sujet, l'entraîneraient à s'engager en vue de les obtenir. Cette problématique nous apparaît assez courante. Elle est à la base de presque tous les mouvements de droite ou de gauche, qui défendent un corps de doctrine. La stratégie fondée sur la prise de conscience est désormais trop utilisée pour qu'il soit indiqué de développer davantage.

Notre intention, d'ailleurs, n'est pas de poser notre problématique selon cette préoccupation. Quoique intéressante, et indispensable à quiconque s'engage dans l'action collective, elle n'est pas sans tendre des pièges sérieux à l'analyste. On peut toujours simplifier et affirmer sans ambages que, d'office, tous ceux qui n'ont pas pour objectif social la valeur X sont des inconscients à « sensibiliser ». Position qui se défend, qu'elle vienne de gauche ou de droite. Au stade premier de la théorisation, la mise en place des postulats indique le point X en deçà duquel la discussion est pratiquement impossible.

Pour notre part, nous nous fondons sur le postulat 1) qu'il est possible d'évaluer le degré de *cohérence* d'une action collective par rapport à ses finalités (énoncées)

et 2) qu'il est également possible d'en juger le poids en relation avec les engagements assumés par la collectivité sous l'autorité de l'État.

Ceci nous amène à expliciter notre emploi du terme *politique*. Loin de nous l'intention de « finaliser » dans ces pages une théorie du politique, tel n'est pas l'objet de notre réflexion. Encore bien moins celle d'en révéler pompeusement l'« essence » ou la « substance ». Nous laissons avec plaisir à certaines écoles philosophiques le soin de le faire.

Pour nous, le politique relève d'une dynamique plus explicative du social : le conflit. Il y a initialement politique parce qu'il y a auparavant conflit (s). Et ce n'est qu'à partir de cette réalité première qu'il nous apparaît fécond de déboucher sur un champ plus restreint, le politique. Il va de soi que tout conflit n'est pas politique, mais, en revanche, le politique est nécessairement conflit. Sinon, il se dissout dans l'administration des choses, ou prévoit l'unanimité comme fondement ³.

[5]

Pour les besoins de la présente étude, nous proposons la définition suivante du politique, définition d'emblée provisoire et à laquelle nous assignons un rôle simplement délimitatif et indicatif ; disons d'abord qu'en gros le politique est le phénomène auquel donne lieu la résolution de conflits assumée par une autorité. Pour plus de précision nous devrions nuancer en disant qu'il est le phénomène auquel donne lieu la tentative - réussie ou ratée - de régler un ou des conflits par le truchement d'une autorité. Le politique se révèle donc au travers de processus où sont mis en action des mouvements d'accélération et de freinage ⁴ ; ces derniers pouvant aller jusqu'à une forme de bâillon - lorsque, par exemple, des doléances ne parviennent même pas à atteindre l'agora ⁵. Le système politique est alors constitué des relations sociales qu'impliquent ces processus ⁶.

³ Par exemple, avec l'extinction de l'État, le gouvernement des personnes fait place, nous dit Engels dans son *Anti-Dühring*, à l'administration des choses, thème inspiré de Saint-Simon et repris par LÉNINE dans *l'État et la Révolution*, p. 22.

⁴ Voir David EASTON, *A Systems Analysis of Political Life*, pp. 86ss.

⁵ Voir Peter BACHRACH et Morton S. BARATZ, *Power and Poverty, Theory and Practice*, pp. 6ss.

⁶ Nous ne comptons pas employer la notion de système pour la simple raison qu'elle ne comporte aucune qualité heuristique particulière dans les développements qui vont suivre.

Afin de l'en dépouiller de son contenu normatif, nous substituons fréquemment à l'expression *autorité* celle de *gouverne* qui induit une prise en charge - par opposition au caractère un peu juridico-statique de la première - et ne préjuge en rien de sa légitimité, pas plus d'ailleurs que de sa finalité, un bien commun hypothétique.

De propos délibéré, nous faisons abstraction de plusieurs valeurs sacrées qu'un lourd passé nous a transmises. La notion encombrante de « pouvoir » est d'abord exclue même si nous aurons plus tard recours à des éléments qui s'en rapprochent ⁷. L'État y est également absent pour le moment. À la manière de Dahl, nous ne faisons intervenir la gouverne ultime qu'en seconde instance, au risque de gêner les tenants de l'État qui font de cette entité le facteur déterminant dans l'identification du politique ⁸. Pour notre part, cet aperçu a pour vertu première de démythifier une création toute occidentale, magnifiée par un juridisme séculaire. Nous faisons [6] plutôt nôtre le premier contenu que Dahl propose à la gouverne - qu'il dénomme gouvernement dans son sens générique :

Lorsqu'un système politique est complexe et stable, des rôles politiques se développent. Il se peut que les rôles politiques les plus évidents soient assumés par les personnes qui créent, interprètent et appliquent les règles qui s'imposent aux membres du système politique. Ces rôles constituent des fonctions, et l'ensemble des fonctions au sein d'un système politique constitue le gouvernement de ce système ⁹.

La structure des rôles venant indiquer le type de gouvernement proposé, elle devient universellement applicable quelle que soit la nature du système qui se l'assigne.

Il est en conséquence inutile de se reporter à un groupe ou encore à une société donnée puisque nous ne nous intéressons finalement qu'aux relations engagées aux fins de ce conflit ; *il revient alors aux agents* en présence de définir leur collectif de

⁷ Les condamnations souvent justifiées, parfois outrées, au sujet du pouvoir nous inclinent à éviter cette voie qui demanderait une trop longue argumentation pour vraiment la rendre utilisable. Voir Gérard BERGERON, *le Fonctionnement de l'État*, pp. 35ss ; David EASTON, *The Political System, An Inquiry into the State of Political Science*, pp. 115ss ; James G. MARCH, « The Power of Power », dans David Easton, *Varieties of Political Theory*, pp. 39-70 ; Eugene J. MEEHAN, *Contemporary Political Thought, A Critical Study*, pp. 103-105 ; William H. RIKER, *The Theory of Political Coalitions*, pp. 20ss ; et « Some Ambiguities in the Notion of Power », A.P.S.R., vol. 58, n° 2, juin 1964, pp. 341-349.

⁸ Voir Marcel PRÉLOT, *la Science politique*, p. 9. Maurice DUVERGER, *Institutions politiques et Droit constitutionnel*, pp. 14ss.

⁹ Robert A. DAHL, *l'Analyse politique contemporaine*, p. 39.

référence, à savoir un club de bridge, un syndicat ouvrier, une formation politique, un clan ou une tribu, un peuple, une nation ou l'univers ¹⁰.

Ceci dit, nous nous hâtons de reprendre l'argumentation à ses débuts, accordant la priorité, selon notre processus épistémologique, au conflictuel sur le politique. C'est par lui et à travers lui que notre démarche nous conduira logiquement vers la dynamique propre à la gouverne.

Nous proposons pour ce faire une problématique suivant un triptyque : trois volets ou ensembles d'interrogations. Le premier vise à établir le rapport d'altérité, à identifier les agents en conflit, mais selon la perception de l'idéologie intéressée. Le second rend compte des modes d'action, des stratégies proposées pour le combat ; et, finalement, le troisième porte sur l'autorité, la gouverne : le rôle qu'on lui accorde dans le social, la manière dont on se situe en relation avec elle.

Dans un premier temps, l'interrogation pourra s'adresser directement au groupe de référence que nous serons convenu d'appeler le nous. Comment, en d'autres mots, le discours identifie-t-il le nous ? Selon les idéologies, nous serons à même de constater des variantes significatives. Le nous peut se saisir selon une multitude de critères exclusifs ou en alliage, ce pourra être la race, l'ethnie, la langue, la religion, etc., ou [7] encore une combinaison de ces éléments. Le nous peut être également perçu comme implicite. Plus souvent qu'autrement, il est partout et nulle part : il serait probablement intransigeant de réclamer à un quotidien des valeurs de référence explicitées. Par contre, on s'attendra, d'un périodique engagé, à une identification mieux définie. Enfin, selon le lien qui le tient, le nous exercera sur les unités qui le composent une contrainte plus ou moins grande, il aura sur leurs diverses activités un contrôle plus ou moins étendu.

Au cours de ce processus, le nous se cristallise d'après des finalités dont il établit la hiérarchie. La prise de conscience du nous s'accomplit généralement en simultanéité avec l'élaboration des objectifs, ceux-ci ne pourront être parfois que sous-entendus. La forme journalistique se prête moins par exemple à l'explicitation des

¹⁰ Ce n'est qu'au terme d'une argumentation qui prévoit un étagement possible que Dahl parvient à une définition un peu plus conventionnelle mais tout autant réaliste du gouvernement : « Un gouvernement devient le gouvernement à partir du moment où il soutient avec succès la prétention au contrôle exclusif de l'utilisation légitime de la force physique dans l'application de ses règles à l'intérieur d'un espace territorial donné. » Ibid., pp. 41-42 (définition adaptée de Max Weber).

fins. En revanche, des publications aux prétentions plus abstraites relèveront le défi avec force détails.

L'interrogation première se tournera aussi vers l'identification de l'« autre » ou *alter*, celui ou ceux *contre* lesquels l'action est entreprise. Tout comme pour le *nous*, la détermination de l'autre sera diversement traitée. Il pourra arriver à un *nous* de préciser son identité presque exclusivement en niant l'autre ; comme nous verrons plus tard que l'action du *nous* est susceptible de s'axer uniquement en rapport de conflit avec *alter*.

Le *nous* et *alter* se profileront, bien sûr, selon des alliances, tantôt serrées, tantôt lâches ; elles serviront à établir des niveaux d'intensité divers du *nous* et d'*alter*. L'appartenance à l'un ou à l'autre se révélera en respectant des degrés d'engagement. La logique voudra que, suivant certaines perceptions manichéennes, nul puisse se trouver en situation de neutralité, le choix devant se faire obligatoirement entre l'un et l'autre. Qui n'est pas l'un est nécessairement l'autre, et inversement.

Ce travail d'identification s'impose à l'analyste ; une idéologie se doit de faire *sa place*. Comment se situe-t-elle en termes de forces en présence ? L'omission totale de toute référence à cette opération de reconnaissance, rendra douteuse, pour ne pas dire qu'elle réduira à néant, toute action ainsi entreprise. Si on ne sait qui agit sur qui et pourquoi, le geste n'a plus beaucoup de sens... Or, il nous sera donné de relever des cas où l'un des deux éléments clés est presque absent.

L'identification des agents en présence offre donc déjà un premier indice important sur la qualité de l'engagement en ce qu'il respecte une première règle du conflictuel : la saisie du *nous* et d'*alter*.

Il va de soi que le fait de s'en tenir à ce seul degré d'altérité n'implique pas par le fait même une relation politique pour la bonne raison que le recours à l'autorité ultime n'est pas inévitablement entendu. Une querelle [8] académique, un antagonisme religieux, ou une compétition sportive peuvent ou non prendre un caractère politique selon qu'ils font appel ou non à la gouverne pour régler le litige. Il serait possible de raffiner presque à l'infini la portée de la gouverne sur des activités qui, en apparence, se situent aux antipodes du politique. Là n'est cependant pas la teneur de notre propos.

Il est indispensable de bien souligner la présence de ce tiers qui dans nos sociétés s'appelle communément l'État. L'altérité se politise au fur et à mesure qu'elle

cherche ou trouve une issue auprès de l'autorité étatique. En soi, la politisation ou la non-politisation d'un conflit nous est indifférente sur le plan normatif. Par contre, il nous faut relever les situations où les porteurs d'une idéologie qui implique dans ses finalités un parti pris politique se tiennent consciemment ou non à l'écart de la gouverne, lieu privilégié du politique.

Cette mise en place des protagonistes fait naturellement appel aux armes du combat. Le second volet d'interrogations encadre précisément les modes d'action propres au conflit. Il tient compte des agents et des finalités impliquées, mais seulement dans la mesure où ces modes les concernent ou les contredisent, ou qu'en retour, ils sont limités par ces derniers. Il n'en demeure pas moins que l'intérêt porte avant tout sur le type d'action. Le porteur d'idéologie privilégie généralement un mode plutôt qu'un autre ou, encore, établit un ordre envisagé en termes de priorités ou de combinaisons. De ces modes, nous construisons une typologie assez traditionnelle dans son inspiration, estimant que de subtiles distinctions ne présenteraient pas d'avantages heuristiques aux fins de notre exposé.

Cette typologie n'entretient aucune prétention à l'exhaustivité. Selon la formule $n + 1$, elle rassemble les composantes les plus familières, demeurant ouverte à des additions ultérieures. La coupe proposée retient trois niveaux qui renvoient à l'utilisation de ressources distinctes : matérielles, symboliques et psycho-intellectuelles. L'action se désignera alors par le type de ressources (ou de l'agencement) dont elle fait l'emploi ¹¹.

Les ressources matérielles comportent la panoplie des biens et services dont dispose l'agent. S'ajoute l'argent, facteur universel d'acquisition. [9] L'emploi de ces effets confère à l'action des caractères variés : l'échange et la production, c'est à proprement parler l'action économique ; elle n'affecte les parties que dans ses conséquences. Viennent s'adjoindre des modes plus intimement liés à l'action en altérité : le don, le prêt, mais aussi son contraire, le vol.

¹¹ Cette mise en place des instruments du combat en termes de ressources s'inspire étroitement de Vincent LEMIEUX. Voir en particulier : « Le patronage politique dans l'Île d'Orléans », *l'Homme*, vol. X, cahier 2, 1970, pp. 22-44 ; « Le jeu de la communication politique », *Revue canadienne de science politique*, vol. III, no 3, sept. 1970, pp. 359-375 ; « Les partis politiques dans la région de Québec », *Recherches sociographiques*, vol. X, n° 1, 1969, pp. 97 - 101.

Sous cette première rubrique se classent également les moyens de l'ultime combat, la violence : les armes, la troupe. Leur emploi relève à divers niveaux de l'art militaire, de la guérilla, de l'agitation.

Les ressources symboliques embrassent des moyens tout aussi diversifiés. Elles vont du symbole, instrument de ralliement pour activer l'appartenance : l'hymne, le drapeau, les insignes, à l'information et à l'information la plus structurée, l'idéologie. Il est possible de regrouper ces ressources en deux types : l'un, proprement symbolique, attaché à la transmission de sentiments, l'autre « diffusif », axé sur la communication d'informations. Il arrivera souvent que cette distinction s'estompe à l'avantage d'une symbolique qui absorbe presque totalement l'action prétendument diffusive. Sur ce plan, la réaction négative s'appellera censure : c'est le refus par *alter* de recevoir le message. La réaction à la réaction sera alors la clandestinité.

Quant aux ressources psycho-intellectuelles, R. Dahl les réunit dans une catégorie à part, sous le vocable d'habileté (*skills*¹²). Ce sont des attributs par opposition aux tributs. Cette distinction ne semble valoir qu'à l'intention d'agents identifiables et peu nombreux. À la dimension des grands groupes et, raison de plus, des sociétés entières, elle nous apparaît moins opératoire. À ce niveau, les qualités propres aux êtres dans leur ensemble se confondent à l'avoir du groupe. Nous nous expliquons : les capacités de résistance ou d'intelligence d'un groupe (pris dans son ensemble), par exemple, peuvent être assimilées à des ressources sans préjudice au respect dû aux personnes qui le composent.

Les ressources d'ordre psychologique renvoient généralement à la force d'endurance¹³. La comparaison qui tient de la légende entre la ténacité des Britanniques sous le *Blitz* et la couardise des Italiens au combat - fondée ou pas - sert à l'illustrer. Interviennent, bien sûr, des qualités plus particulières aux individus : la force de caractère, la faculté d'impressionner [10] *alter* et inversement d'affronter sans broncher le défi de ce dernier... Le psychologique rejoint alors la raison.

¹² Robert A. DAHL, op. cit., pp. 41-42.

¹³ Il fut un temps où la force de volonté, le *will*, était fort retenue. Un peu à cause de son acception diffuse et réductionniste à la fois, cette notion est aujourd'hui moins en vogue. Voir : G. E. G. CATLIN, *Systematic Politics*, p. 67 ; et *A Study of the Principles of Politics*, pp. 139ss. Carl Von CLAUSEWITZ, dans *De la guerre*, pp. 92, 129ss, parle volontiers de force morale et de force intellectuelle.

Les qualités intellectuelles dans la perception juste des forces en présence jouent un double rôle : évaluation du conflit et détermination de la stratégie ¹⁴. La sagacité, comme l'a démontré l'expérience de Bonaparte aux beaux temps du Consulat et des débuts de l'Empire, vient parfois à bout de la quantité par la qualité d'aménagement des ressources. De nos jours, les qualités intellectuelles sont comme rassemblées autour de pôles d'attraction que l'on est convenu d'appeler « *brain trusts* ». Comme l'exemple de l'Empereur le fait comprendre, l'action à ce niveau assure la synthèse de tous les autres. Compte tenu des contraintes, de la conjoncture, elle compose la stratégie à adopter.

Un quatrième et dernier niveau, qu'à dessein nous avons omis d'annoncer, concerne une dimension en soi politique : le statut, selon qu'il s'agit d'un poste gouvernemental ou d'une situation sociale avantageuse.

La compétence légitimement reconnue de pouvoir réviser les règles du jeu place l'agent qui en jouit dans une position privilégiée. Nous reconnaissons que, règle générale, ce droit est circonscrit par des contraintes légales qui en atténuent l'impact. N'empêche que cette ressource que nous qualifions de juridique est loin d'être négligeable.

À un autre point de vue, se situe à ce niveau l'ascendant qu'exerce sur un public un agent ¹⁵ de par son prestige, c'est-à-dire de par des qualités présumées ; celles de disposer déjà de ressources ci-haut mentionnées, quant à l'argent, à la propriété, à l'information, etc., et d'être en position de s'en servir au moment opportun. Cette dernière condition est sine qua non, autrement ce genre de ressources s'assimile au prestige qui s'inscrit dans une sous-catégorie du deuxième niveau. Elle se confond à une forme particulière de symbolique.

Comme nous l'avons déjà laissé entendre, la stratégie consiste à déterminer une combinaison et une pondération de ces éléments - à des niveaux divers - en fonction de la situation d'interaction qui met aux prises les agents (*nous* et *alter*) et aussi en

¹⁴ S'y assimilent les notions de « consciousness » et de « awareness » que l'on trouve entre autres chez Amitai ETZIONI. *The Active Society, A Theory of Societal and Political Processes*, pp. 223ss.

¹⁵ Ici comme ailleurs dans le texte, il va de soi que le terme agent renvoie indifféremment à un individu ou à une somme.

fonction des objectifs poursuivis ¹⁶. La jouissance de ressources n'est en soi le gage d'aucun succès. L'ordre stratégique intervient pour disposer un agencement qui, en prévision des mouvements ultérieurs des deux parties, maximise l'effet de [11] pression auprès d'*alter* avec un minimum de ressources dépensées. Cette manoeuvre comporte une double action qui assure auprès de soi la maîtrise de ses troupes (le *nous*) et le *contrôle* sur celles d'*alter*. Ainsi, selon les niveaux intéressés, les types d'intervention feront appel à des dynamiques aux règles distinctes. Les biens et services sont soumis à l'économie ; les armes et les bras à l'art militaire ou à la guérilla, l'information aux impératifs de la diffusion y compris les moyens de la censure et aussi de la clandestinité, etc. L'emploi de ces ressources peut atteindre également des fins multiples. Le recours aux armes dissémine des troupes mais atteint aussi le moral des civils. Est-il utile de rappeler que l'abus d'une arme ou parfois son simple emploi peut se tourner contre soi ?

Hormis le quatrième type, ces ressources participent aux simples relations d'altérité : un roman comme *le Rouge et le Noir* fait dérouler sous nos yeux un spectacle de stratégies habilement conçues par les parties en cause, devant un décor politique qui n'en affecte que très secondairement la trame. Le quotidien est tissé de ces heurts où joue la stratégie bien ou mal menée. Les heurts de personnalités, les querelles de familles, les conflits syndicaux, obéissent à ces lois. Aussi, pour être qualifiée de politique, faut-il qu'au moins, en dernière analyse, la stratégie ait pour but final d'atteindre la (ou une) gouverne.

Le troisième volet du triptyque aborde de front la gouverne. Il donne au politique tout son sens. Les deux précédents proposaient plus simplement une première mission de reconnaissance destinée à découvrir au grand jour le contenu conflictuel du politique. Le troisième tableau justifie la gouverne comme pièce maîtresse confirmant la cohérence du triptyque. Toute la dynamique est, bien entendu, activée à *cause d'elle*, mais non par elle.

Pour le moins qu'on soit un peu juriste de formation ou d'inclination, il nous vient aussitôt à l'esprit le concept résolutif par excellence, l'État. Un publiciste au penchant littéraire parviendrait sans peine à prolonger indéfiniment le lyrisme dont on l'entoure parfois. Il prête souvent à confusion, attendu que l'unanimité ne s'est pas

¹⁶ Dans le même esprit que la combinaison des trois armes chez CLAUSEWITZ, op. cit., p. 312.

formée autour du sens précis à lui accorder. Fabrication du monde occidental, il n'est qu'une entité abstraite. Destiné à désigner une autorité dissociée de ceux qui l'expriment, il consacre la distinction entre l'autorité et les gouvernants qui s'en réclament ¹⁷. Selon cette optique que nous adoptons, l'État ne saurait être confondu à la société ou au territoire qui lui sont assujettis ou alors aux institutions qui l'expriment.

[12]

Le terme *État*, largement employé aujourd'hui, traduit quand même une réalité circonscrite dans le temps. Aussi lui préférons-nous une expression plus générique, la *gouverne*. Elle a l'avantage de ne pas préjuger du type d'autorité et de l'organisation que l'idéologie va proposer. Universelle dans son application, elle sert à identifier l'autorité dans un sens plus actif, et moins normatif. Dans le cas présent, il s'agit normalement de la gouverne de dernière instance, l'autorité finale.

Pour nous, dès lors qu'il y a gouverne, il y a contenu, ou projet ; ne serait-ce que celui de maintenir le statu quo. À nous donc de l'analyser dans les représentations idéologiques : quel rôle est assigné à la gouverne dans le social ? En d'autres mots, que lui revient-il en tant qu'autorité collective ?

Concurremment, selon des modalités variables, apparaît le contenant, la structure organisationnelle de la gouverne. Au-delà des résonances ambiguës que répercutent la symbolique : participation, démocratie, libéralisme, communisme, fascisme, etc., il nous revient d'explorer de plus près la logique même de ces structures eu égard en particulier aux rapports entre gouvernants et gouvernés, à la nature de leurs contrôles réciproques.

À l'intérieur même de la gouverne, il nous faudra faire la part du versant ascendant par lequel s'échafaudent les mesures ou projets, du versant descendant qui en réalise l'application. L'un se situe au lieu critique de la prise de décision où se loge le politique ; l'autre pourvoit à l'effection, c'est l'administration. La confusion serait grossière d'identifier exclusivement la fonction publique à cette dernière. Cette distinction fait précisément apparaître le rôle politique imparti aux fonctionnaires.

Cette dynamique particulière qui, originant d'une conflictuelle, met l'autorité ultime en demeure de résoudre en projet un litige dont on la saisit, risque fort d'être

¹⁷ Nous retenons de Georges BURDEAU le caractère abstrait de l'État. Voir *l'État*, pp. 13ss.

niée dans son existence même ; soit comme fait réel, soit encore comme devant être supprimée dans une ou dans toutes ses manifestations.

Dérivée d'un état conflictuel, l'action de la gouverne s'impose comme une tentative de conciliation de l'ensemble social. C'est dire que son absence d'une construction idéologique est susceptible d'entraîner à sa suite une dislocation aux autres niveaux.

L'apolitisme s'affirme en contradiction au politique ; aussi, pour mieux le cerner, est-il opportun d'en relever les indices les plus frappants quitte par la suite à percer les profondeurs d'un refus global devant toute altérité. Nous sommes donc conduit à renverser le parcours suivi en première section. C'est à partir de l'État, ou plus simplement de la gouverne, qu'il nous sera donné d'entamer le processus.

[13]

La gouverne peut être niée de trois manières. La première s'exprime par l'absence de toute référence à son existence. Le projet social ressortit exclusivement à une dynamique étrangère à l'autorité collective. Il est courant aujourd'hui pour une Église ou un mouvement religieux d'exclure la gouverne de son apostolat. Il en était beaucoup moins ainsi autrefois. À cet égard, la religion sollicite de moins en moins l'État pour la réalisation de son projet. La tendance inverse se reconnaît dans les groupes à vocation artistique ; l'art pénètre en tant que projet le contenu étatique. Le mouvement dépasse la simple invitation au mécénat ; l'art se désigne partie prenante.

Cette mise en retrait de la gouverne peut être consciente ou inconsciente. Dans le dernier cas, elle se manifeste par la place nulle ou fort réduite qu'une idéologie impartit à l'autorité ultime. Sans la nier, on peut aisément l'ignorer, l'oublier, ou ne lui assigner qu'une tâche très diffuse et sans importance.

La seconde manière réduit la gouverne à l'administration des choses. Elle est consécutive à la suppression du politique contenu dans le projet de tradition marxiste-léniniste. En effet, le politique est *au dernier stade* aboli grâce à la dissolution progressive de la lutte des classes : l'État s'éteint et l'administration des choses se

substitue à celle des personnes ¹⁸. Le social n'est plus alors agité par le conflit, il soumet la nature à une gérance.

La troisième manière respecte les deux versants de la gouverne : impération et effection, ou en d'autres mots, les versants politiques et administratifs. Elle se situe entre les deux formes précédentes : le social ne peut se dispenser de la gouverne et ne peut non plus se borner à l'administration. La dimension « *impération* » est admise en principe, mais vidée de son *contenu* conflictuel. L'argumentation postule un *contenu* unique possible ; *un seul projet* susceptible d'être arrêté, à la condition bien sûr que les gouvernants soient autres. Une assemblée (ou encore un gouvernement) de sages, de personnes désintéressées parviendrait aisément à définir la politique conforme au bien commun. Il est remarquable que cette approche se fonde généralement sur la disposition morale des agents et non tellement sur leur intelligence. Ces sages sont surtout jugés d'après la gratuité de leurs desseins. Nous n'excluons pas une vue plus platonicienne qui allierait les deux en plus d'y adjoindre d'autres conditions pour arrêter un idéal total : le roi philosophe.

Ces trois types d'apolitisme ont la qualité de se prêter à une identification relativement facile. Les critères pour les reconnaître s'établissent selon les traits que nous avons relevés. Cependant, si identifiables qu'elles [14] soient, ces formes ne sont pas pour autant très explicatives. Le refus de la gouverne repose sur des options idéologiques plus profondes. Sans avoir ni la prétention ni l'intention de parvenir à découvrir les derniers retranchements de ce refus, il nous semble indiqué de chercher la cohérence du phénomène à des niveaux plus révélateurs. Ainsi sommes-nous conduit à dégager aux deux niveaux inférieurs la logique qui tient ensemble ce qui pourrait pompeusement s'appeler un système.

Avant même de s'engager plus avant dans ce processus de prospection, il nous faut admettre que le second niveau, celui des modes d'action ne peut servir *en soi* comme révélateur, à moins d'y introduire à priori des modes plus politiques que d'autres. Ce serait alors s'avancer dangereusement. En revanche, il prend du sens *en relation* avec les étages inférieur et supérieur. Ce niveau intermédiaire explique, comme nous le verrons, la projection du premier au troisième. À cet égard, l'apolitisme au palier de la gouverne prend le caractère presque d'un épiphénomène.

¹⁸ LÉNINE, *l'État et la Révolution*, pp. 20ss. [Livre disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

C'est donc au stade premier de l'altérité que se révèlent les options fondamentales d'acceptation ou de refus du politique. Les modes d'action les expriment davantage et permettent une explicitation dans la gouverne. Ces perceptions du *nous* et d'*alter* qui servent d'amorce au conflit, puis en second lieu, les stratégies employées en vue des fins poursuivies, sont en conséquence capitales. Car ce ne pourra être qu'en fonction d'une vision bien déterminée de l'altérité de départ et des buts politiques ainsi fixés qu'il sera possible d'évaluer la qualité des interventions. La stratégie légitime alors son rôle foncièrement auxiliaire.

Il va de soi que le refus du conflictuel entraîne nécessairement le refus du politique ; la proposition n'est cependant pas réversible, car l'apolitisme ne comporte pas de nécessité une négation du conflit au niveau social. C'est donc dire que, malgré toute sa fécondité heuristique, le niveau des rapports d'altérité n'arrive pas à tout absorber même si effectivement on prétend qu'il est probablement à l'origine d'une grande part des refus politiques.

De là l'importance de bien circonscrire le *nous*, l'*alter* et les relations de conflit entre les deux. Car, de ces notions découleront des conséquences dont la valeur, au moins au point de vue heuristique, ne fait pas de doute. Les stratégies impliquées préciseront la nature du combat ; selon les modes d'actions, les forces en présence seront perçues différemment. Sans épuiser le sujet, ces niveaux inférieurs mais aussi antérieurs (dans bien des cas) au politique permettront de dégager une structure globale d'action.

Nous ne nous proposons pas d'anticiper sur l'analyse. La démarche de la découverte progressive nous semble plus valable. Ces premières distinctions sur le politique et l'apolitisme demanderaient pour être satisfaisantes de longs développements. Il est impossible d'épuiser ou [15] même de cerner en quelques pages un tel sujet. De plus, cette aventure (puisque c'en est bien une) à travers la forêt noire de nos idéologies a pour but principal de démonter une mécanique au moyen d'instruments encore primitifs, et ce faisant, d'en découvrir la logique. Alors serons-nous entraîné à dégager les principaux ressorts d'une machine, lesquels, il faut bien en convenir, nous échappent encore beaucoup. Si, effectivement, la science politique n'en était pas à ses premiers balbutiements - malgré ses revendications à l'ancienneté - une analyse par la négative ne serait pas très séduisante à entreprendre. Au travers de ce refus comme objet d'étude, c'est toujours la spécificité du politique que nous recherchons.

En cours de lecture, il apparaîtra que ce bref aperçu du politique déborde dans une grande mesure les stricts besoins de la démonstration. Aussi à plusieurs semblera-t-elle pour le moins encombrante. À ceux-là, nous pouvons seulement répondre qu'un allègement substantiel dans l'exposé aurait eu pour effet inévitable de nous empêcher de dégager assez nettement le phénomène d'apolitisme recherché : l'absence, comme objet de constatation, ne se prouve pas en soi, elle ne se perçoit qu'en fonction d'une présence qui n'est pas.

Le type d'investigation étant posé, il reste à déterminer, selon quelle démarche nous nous proposons. d'expliquer les raisons de cet apolitisme.

Le modèle hartzien et son champ d'application

[Retour à la table des matières](#)

Les modes d'explications à la disposition de l'interprète, dans l'analyse des idéologies, sont assez connus. Chacun a souvent d'ailleurs la prétention à l'exclusivité, en ce qu'il rend les autres caducs par le fait même qu'on l'adopte. L'approche de classes marxistes exclut d'emblée la démarche wébérienne qui, elle, se fonde sur les déterminismes « idéels », et vice versa. Dans la présente étude, il nous est apparu plus fécond d'essayer de dégager les freins internes à l'idéologie d'abord, quitte par la suite à démontrer ses rapports étroits à une représentation de classe. Un autre objet se serait tout aussi bien prêté à un cheminement inverse ; notre intention n'est pas de trancher le débat puisque nous reconnaissons pour notre part la valeur des deux optiques qui, quoique contradictoires en principe, ne nous sont pas si incompatibles dans l'observation pratique. Dans le cas qui nous intéresse, les conditionnements de l'un par l'autre révéleront en conclusion la fécondité de leur dialectique. Effectivement, notre modèle de référence ne les considère pas inconciliables. Et pour cause, la thèse de Louis Hartz que nous adoptons pour les fins d'une première interprétation ne pose à cet égard aucune exclusive.

[16]

De Hartz, nous retenons l'idéologie produite par ce qu'il convient d'appeler le fragment qui, se dissociant, permet à celle-ci de gagner son autonomie propre à la faveur d'un événement historique, la colonisation. Qu'est-ce à dire ? Pour Hartz,

l'Europe se présente de par son développement social comme le *lieu* par excellence, en somme le lieu *unique* - à un moment donné - des rapports de confrontation entre deux aspirations opposées du social, à savoir la vision *communautaire* à l'origine du féodalisme et du socialisme, et la vision *individualiste* à l'origine, celle-là, du libéralisme ¹⁹. Ainsi, par voie d'opposition, ou si on préfère, de dialectisation, le féodalisme cède le pas, dans le temps, au libéralisme. Ce faisant, cette vision communautaire se transmue pour offrir une antithèse nouvelle à la thèse dominante - le libéralisme, en l'occurrence - elle se sublime en quelque sorte, pour offrir une réponse valable à l'individualisme libéral, par le socialisme. Pour Hartz, les grands mouvements de l'histoire sont ainsi activés par cette dialectique première, qui met l'Europe en situation constante de conflit majeur, sous-tendu par cette opposition toujours présente selon des formes adaptées à l'évolution des temps.

Or, il advient, en vertu de sa proposition, que les grands départs des Européens lors des *fondations* coloniales en Amérique, en Océanie et en Afrique du Sud ont correspondu au détachement de populations qui adhéraient à une et à une seule des idéologies en présence, selon la conjoncture dans leur pays d'origine respectif. Ainsi, les États-Unis ont été *déterminés* dans leur développement idéologique par le libéralisme lockien qui animait ses fondateurs ; hors de la dialectique britannique d'opposition éventuelle par le travaillisme, cette société est demeurée sur sa lancée libérale, fidèle à sa source ²⁰. L'Amérique latine, colonisée par un noyau formé au « féodalisme », expression douteuse et un peu passe-partout chez Hartz, se serait développée selon cet élan premier, ignorant tout du libéralisme du XVIII^e siècle, etc. ²¹. Ce phénomène dit de fragmentation a pour effet de mettre en orbite, en quelque sorte, un fragment qui, dissocié de son lieu européen de *dialectisation*, gagne une autonomie pour ne pas dire une forme autarcique, en rupture totale avec le jeu antithétique auquel il était normalement soumis. Ce qui était auparavant idéologie, choix plus ou moins conscient, devient *culture* ; le modèle accompli étant sans conteste la société américaine, où la mutation s'est révélée la plus complète.

[17]

¹⁹ Louis HARTZ, *les Enfants de l'Europe*, essais historiques, pp. 11-31.

²⁰ Ibid., pp. 12, 44ss et 81ss. Voir également *The Liberal Tradition in America*, du même auteur.

²¹ Ibid., pp. 36ss.

Le fragment est cependant remis en dialectique et soumis à un processus d'éclatement lorsque, par le truchement des communications modernes, l'immunité idéologique est en somme violée par la pénétration d'idées nouvelles ²². Dès lors, la dialectique des débuts est censée reprendre son cours.

La thèse hartzienne ne veut expliquer qu'un moment des colonies, celui de l'autonomie idéologique qui les aurait toutes marquées, pour autant, bien sûr, qu'elles aient été à la fois des phénomènes de déplacements démographiques en provenance de l'Europe vers ces diverses terres d'élection. Elle exclut donc, en soi, le colonialisme de sociétés autochtones.

Hartz applique son schéma à la société canadienne-française comme à toutes les autres. Une distinction de taille s'impose ; car, quant à nous, il faut d'abord faire la part des choses entre le niveau des représentations qui revenait d'office aux nôtres dont ils pouvaient, jusqu'à un certain degré, en demeurer les maîtres, ou du moins s'en rendre responsables, et, par ailleurs, le niveau de la pratique sociale, économique et politique, qui renvoie nécessairement à une dynamique étrangère, depuis la Conquête, aux représentations d'Ancien Régime. Il nous apparaît indéniable qu'entre ces deux niveaux s'est développé un écart grandissant, qu'avec la révolution industrielle s'est aménagé un système de type libéral sans aucune affinité avec nos antécédents, si bien qu'il serait fort téméraire de tirer des conclusions probantes à ce niveau de la pratique et, plus particulièrement, au niveau de la pratique politique. Ce, à cause même du fossé qui s'est creusé avec les âges entre les nationalistes nostalgiques d'un paradis perdu et un corps électoral qui, que nous sachions, ne s'est jamais particulièrement rebiffé aux mesures de sécurité sociale en dépit des admonestations en provenance d'une élite aux abois. Il ne nous revient pas de clore le débat en ces pages. *Qu'il nous suffise d'affirmer notre intention de ne nous servir de l'instrument hartzien qu'au seul niveau de ce que nous convenons d'appeler, pour les fins de la présente analyse, les représentations idéologiques*, là où nous le croyons plus fécond et aussi plus adéquat. Par représentations idéologiques - ou idéologies - nous entendons ces représentations dissociées de la pratique politique immédiate, qui se situent hors des cénacles de partis que sont les organisations partisans et leurs organes de diffusion officiels ²³. La question s'adresse donc à ces

²² Louis HARTZ, op. cit., pp. 29ss.

²³ Cette définition, qui n'en est pas une à proprement parler, se contente bien sûr de circonscrire, pour les fins strictes de l'analyse, l'aire de l'observation. Elle n'a pour toute

[18] discours qui se déroulent juste au-delà des formations politiques et qui, règle générale, sont le propre de définisseur de situation. Cette frange appartient souvent à ces intellectuels qui adoptent une position médiane entre la spéculation pure et la pratique dans ce qu'elle leur apparaît de trop compromettante.

Ceci dit, il nous faudrait, en bonne logique, démontrer chronologiquement la continuité du fragment depuis l'Ancien Régime jusqu'à la crise, entreprise qui, réalisée avec sérieux, pourrait aisément garnir un rayon de bibliothèque. Aussi devrions-nous définir en quoi consiste ce célèbre fragment chez nous ; qu'est-il au juste ? A-t-il évolué dans son processus de constante cristallisation ? Autant d'interrogations que nous serons forcé de laisser sans réponses mais qui contribuent néanmoins à compliquer l'analyse. Nous sommes réduit, dans l'emploi de ce modèle d'explication, à tenter de dégager quelques *indices* en confrontation avec les lignes maîtresses qui sont censées, aux yeux de Hartz, composer la structure de tout fragment.

Le point névralgique se situe au lieu même de *l'identité* qu'il cherche à se donner. Séparé de la souche mère, le rejeton se consacre tout entier à la détermination de lui-même.

Ainsi, indispensable de ce processus de séparation, se pose le problème de la définition d'une personnalité particulière ²⁴.

La thèse hartzienne stipule en même temps une condition bien précise qui donne au fragment son caractère plus accompli de construction idéologique :

... Ce monde est finalement bâti non point par les premiers colons européens, mais par leurs *descendants* qui n'avaient jamais vu l'Europe et vécurent toute leur existence dans le sein du fragment ²⁵.

Pour les fins de notre étude, nous ne retenons que la *probabilité* d'une continuité que nous acceptons comme postulat, quitte même à convenir d'une édification idéologique sans racines évidentes qui pourrait tout autant demeurer conforme à l'esprit du fragment, à la condition de se vouloir une *reproduction*, une *restitution* de la famille idéologique originelle.

utilité que d'opérer un découpage, sans plus ; découpage qui, dans une autre exploration pourrait être dépourvu de sens.

²⁴ Louis HARTZ, op. cit., p. 20.

²⁵ Ibid., p. 30.

Il apparaîtra assez clairement que la propension à revenir vers une *image*, une *reproduction* de ce que l'on croyait être l'idéal social du Régime français, est invariablement présente. L'unanimité va aisément se réaliser autour du *retour* comme nécessité vitale pour la collectivité [19] québécoise. Mais il faudra bien cerner le type de société que ces idéologies, chacune à sa manière, se proposent de réfléchir. Pour les uns, un monarchisme éthéré servira de point à une vague aspiration vers des valeurs perdues et irrécupérables. Ce sera le cas du *Devoir* qui, sans aucune intention de marche arrière (parce que irréalisable) nourrira une vague nostalgie dans ses jugements sur les autres États et s'imposera à son insu une structure mentale d'Ancien Régime. Cette loyauté à une forme d'autorité rendue caduque chez nous par l'histoire va s'assortir de conditions qui lui feront repousser l'absolutisme des systèmes monarchistes post-renaissants. Sans se rattacher à un médiévalisme assez répandu, cette conception de la gouverne refusera implicitement le poids d'arbitraire apporté par le Grand Siècle. La situation du *Devoir* en sera une de tiraillement entre un impératif absolu et un réalisme qui le nie.

Pour un plus grand nombre, la référence au Moyen Âge comme point d'appui véritable du fragment s'impose soit directement, soit indirectement. Pour certains, comme Groulx, le fragment sera perçu comme tributaire des fidèles héritiers du Moyen Âge, qui, en terre de France, entretenaient encore lors de leur départ une tenace résistance à l'envahissement du modernisme post-renaissant. Nos ancêtres, selon cette optique, ont eu l'insigne privilège d'être tenus à l'abri du XVIIe et surtout du XVIIIe siècle, celui dit des lumières. Tout se passe comme si les colons avaient obéi à une voix intérieure qui les aurait protégés des égarements que connut la France moderne.

Pour d'autres, comme *La Relève*, la seule et unique source d'inspiration ne pourra être que médiévale, les temps ultérieurs ayant été corrompus par l'individualisme rationaliste. Sans se réclamer ouvertement d'un loyalisme indéfectible à la tradition des ancêtres, cette position appartient tout autant à une continuité dans la détermination de nos finalités collectives.

Que les faits aient été tout autres ou que l'esprit médiéval ait présidé ou non à la fondation et à l'élévation de la colonie, n'a évidemment rien à voir avec la perception que les idéologues s'en sont faite plus tard. L'identité du fragment n'a de valeur que dans la mesure où elle réside dans les esprits. Ce qui importe c'est toujours la *définition* que le fragment se donne de lui-même, compte tenu des orientations qui

doivent de soi être conformes à une culture donnée. Que le fragment québécois soit parvenu à se poser en rupture avec la mère patrie ne saurait étonner car dans la perspective hartzienne, c'est le propre du fragment que de s'assigner une mission distincte de la métropole. Ce faisant, il s'en distingue ; autonome, il est disposé à combattre l'évolution de cette dernière.

Au Québec, l'unanimité se réalise sans difficulté autour de finalités aisément accessibles : au plan économique et social, il est toujours possible [20] de tendre vers la restitution d'un passé - imaginaire ou non - par des actions que l'on croit inhérentes à la tradition ancestrale, comme la famille, la paroisse, la terre, etc. Mais, la composante politique pour lier le tout fait presque irrémédiablement défaut. Le Régime français ne fournit pas de modèle politique susceptible d'être adopté tout de go. Le décalque est impossible. Il faudrait préciser la nature de cette gouverne que, mis à part Talon et peut-être Frontenac, aucune grande figure n'a illustrée. Envers les rois de cette époque, il ne se manifeste aucune prédilection particulière ; quant à la monarchie, un certain bon sens la repousse comme un irréalisable. L'attrait, lorsqu'il sera ressenti, se portera plutôt vers de plus vieilles formes qui conviennent davantage à une pensée déjà peu disposée envers l'affirmation politique, à savoir la société organiquement constituée où les conflits sont absorbés par les structures, évocations médiévales où le social a l'apparence de résorber le conflit avant qu'il parvienne à s'exprimer comme vraiment politique.

Les variantes seront nombreuses qui reproduiront chacune à leur manière la restitution d'un passé à récupérer. Cette représentation de l'Ancien Régime épousera des formes diverses tout en demeurant fidèle aux finalités du fragment. Parce qu'elle est précisément production de l'imagination, la reconstitution d'un univers, brisé par la Conquête, est vouée à prendre plusieurs visages surtout si on observe que la dimension politique est en soi des plus difficile à ressaisir. Il semble donc normal que, spontanément, elle fasse défaut puisqu'elle n'est pas apparente à l'origine et que, ceci étant, elle se manifeste secondairement sous des adaptations multiples, mais toujours respectueuses d'un passé lointain.

Il y aurait certes le rôle de l'Église à insérer dans l'ordre des causes. Il serait permis de croire sans doute que la religion telle qu'elle s'est exprimée à l'époque a contribué pour beaucoup à rendre la collectivité étrangère à l'action sur elle-même. Le procès classique intenté à l'Église depuis la Renaissance jusqu'à nos jours ne de-

mande pas à être repris. Il est archiconnu ²⁶. L'essentiel repose davantage sur l'ascendant qu'elle aurait exercé sur la formation de nos représentations. L'influence directe des enseignements papaux est assez évidente, mais souvent plus sélective qu'on serait porté à le croire parfois. Nous verrons, par exemple, comment l'École sociale populaire ne puise à l'encyclique *Quadragesimo Anno* qu'au moment où elle lui sert d'apologétique. À un niveau plus inconscient de la production idéologique, il y aura sublimation où les règles religieuses seront appliquées aux relations sociales et politiques sans référence [21] manifeste à la source d'inspiration. Enfin, en termes de rapprochement possible, il serait indiqué d'opérer une superposition entre, d'une part, la situation de l'Église face à sa perception hiérarchique de l'autorité que les temps décapitent par le passage des régimes monarchiques à la république ; et, d'autre part, la dépolitisation forcée, au Canada français, par la suppression de sa gouverne dans le fragment ²⁷. Dans les deux cas, il y aurait nostalgie d'une autorité irrémédiablement perdue et acceptation plus ou moins forcée de dynamiques sociales et politiques plutôt étrangères. Pour notre part, nous ne retiendrons de l'Église que son influence à travers les auteurs qui s'appliquent à déterminer l'action du fragment. En tant que partie prenante au fragment, elle offre des avenues mais ne pourrait être taxée d'apolitisme que par le biais de son ascendant sur les définisseurs officiels. Sa présence se coule dans le déterminisme imposé par la logique même du mouvement général dans notre milieu.

Selon la démarche inverse, il deviendra probant en cours de démonstration que la crise met en cause une classe aux contours imprécis, classe qui va se sentir éminemment menacée dans son avoir, et qu'en conséquence, au niveau plus abstrait de l'être collectif national, il se dégagera des éléments-reflets produits par une perception plutôt rentière de l'action économique et sociale. Compte tenu de cette forte incidence de classe, nous tenterons néanmoins de montrer que, dans la conjoncture spécifique à ce moment, la dominante s'est imposée au niveau d'un déterminisme idéologique.

²⁶ Machiavel, Rousseau et Marx, pour ne nommer que ceux-là, ont chacun à leur manière prononcé un sévère réquisitoire contre l'action débilite de l'Église sur les fidèles.

²⁷ L'Église a, bien sûr, dans les faits avalisé des régimes autoritaires de droite, néanmoins, elle n'a pas, après la chute des régimes monarchiques, proposé d'alternatives autres que de s'accrocher à l'Ancien Régime ou plus tard prôner le ralliement à la République (*Immortale Dei*).

Plutôt que de forcer un cadre analytique rigide à l'aire idéologique observée, la démarche entreprendra l'observation sur le terrain même des diverses formes étudiées. À partir de leurs structures propres d'action, il y aura lieu de synthétiser. Ce n'est donc qu'après avoir mis en lumière leurs ressorts particuliers sous l'éclairage d'une problématique politique que nous tenterons d'apercevoir à travers la multiplicité des types, les traits communs de leur apolitisme.

L'étude s'amorcera avec l'analyse d'un révélateur privilégié : *le Devoir*. En tant que quotidien, ce journal est forcé de se prononcer à une fréquence nettement élevée sur une foule de questions qu'en comparaison les autres publications, de par leur rythme de parution, peuvent parvenir à contourner. Pour tout dire, il est mis en demeure, de par sa nature même, à se prononcer, à faire des choix de caractère politique - ou encore à refuser [22] consciemment ou non d'en faire - et surtout, à se poser par rapport à des niveaux d'action. À ce titre, il offre un objet d'examen qui se suffit passablement à lui-même. De plus, son nationalisme bourassiste qui perdure au départ du maître, le range dans une catégorie à part.

Par la suite, l'ordre d'exposition procédera des représentants les plus sensibles à la mystique vers ceux qui se rapprochent davantage du politique comme composante de leur action. D'abord, *La Relève* porte la mystique à son plus haut diapason suivie de Lionel Groulx, prototype combien de fois invoqué de la mystique, mais cette fois introduite dans l'exaltation de la nation. En continuité, nous avons cru indiqué de mettre en relief deux de ses épigones, soit *l'Action nationale*, réincarnation de la défunte *Action française* - dont le chanoine fut, on le sait, fondateur et directeur - et les Jeune-Canada, pendant nationaliste de la non moins jeune *Relève*. Enfin, en dernière instance, une dernière partie qui rend compte d'une aspiration en apparence plus politique, le rendez-vous avec le corporatisme qui fera même pencher certains vers un mussolinisme néanmoins édulcoré.

La question qui vient naturellement à l'esprit vise les malheureux absents qui, dira-t-on, ne manquent pourtant pas de mérite. Il faudra bien, en premier lieu, se rappeler que la présente étude se tient résolument à l'écart des expressions proprement partisans, qu'elles appartiennent à l'A.L.N., à l'Union nationale ou encore aux conservateurs - à Ottawa - aux partis fasciste et communiste, ou simplement aux ministériels. Une analyse des divers quotidiens ou hebdomadaires de la province aurait certes constitué un dossier précieux ; mais là encore, pour la plupart, ou ils se définissent souvent à tort comme neutres, le cas le plus patent pour l'époque étant

la Presse de Montréal, ou ils militent ouvertement en faveur d'une formation. Il fallait ensuite se limiter. La sélection proposée veut néanmoins refléter une diversité d'aspirations quitte à devoir mettre de côté des publications ou plus simplement des auteurs, qui, quoique fort estimables, risquaient d'entraîner des redites. Par ailleurs, deux quotidiens avaient vraisemblablement droit de cité, qui n'ont pas été retenus, à savoir, *le Droit* d'Ottawa et *l'Action catholique*. Le premier étant extérieur au Québec se trouve exclu d'office. Reste le second qui fait davantage problème. Organe du clergé, son action est modérée par lui et n'est pas appelée *en soi* à trancher des questions politiques, même si lors du grand virage de 1935-1936, il adopte une attitude très favorable aux forces unionistes. Le journal ne s'assigne pas pour rôle premier une défense politique telle que l'affirme *le Devoir* à la même époque ; il ne peut donc être jugé selon les mêmes critères.

[23]

Les organes d'associations ou de groupes, comme *la Vie syndicale* de la C.T.C.C., les publications agricoles et étudiantes, etc., ont été écartées à cause de leur public de référence trop restreint, et non à cause de leur tirage.

Les représentations étudiées ont au moins la prétention à un degré d'universalité plus élevé quant à leur collectivité de référence, soit le Canada français. Dans le même ordre d'idées, ne seront retenus pour analyse que les messages accessibles au public. Journaux, périodiques, pamphlets, brochures, volumes constituent le matériel documentaire de référence. *Le caractère politique d'un engagement au niveau de l'expression idéologique implique une profession publique ; c'est d'après celle-ci que seront jugées les formulations sélectionnées.* En outre, la démarche sera susceptible de varier selon la nature du texte étudié ; un livre, une revue et un quotidien se prêtent à des instruments d'analyse distincts, de là des différences, même dans le ton employé selon l'objet observé.

[25]

L'APOLITISME DES IDÉOLOGIES QUÉBÉCOISES.
Le grand tournant de 1934-1936.

Première partie

LA TRADITION ET LE QUOTIDIEN

[Retour à la table des matières](#)

[27]

Première partie.
La tradition et le quotidien

Chapitre I

Le Devoir, le rituel nationaliste

Introduction

[Retour à la table des matières](#)

Diverses voies s'offrent dans l'analyse d'un quotidien de ce genre. Nous avons sélectionné trois types de révélateurs qui nous semblent les plus susceptibles à des niveaux et des points de vue différents - et selon les besoins de l'étude - de reproduire les préférences idéologiques du journal en termes d'action : le titre, l'éditorial et le bloc-notes. Chacun de ces éléments révélateurs correspond à des impératifs de rédaction distincts qui nous permettent ainsi de dévoiler, à des couches diverses, les attitudes du journal. D'autres démarches plus ambitieuses auraient pu conduire à une analyse de la totalité du contenu. L'aspect que nous désirons retenir veut rendre compte avant tout de la forme d'engagement que *le Devoir* proposait.

Nous nous attachons donc à étudier exclusivement la page éditoriale. Les titres ne sont retenus qu'à l'occasion des luttes électorales car, en temps normal, la manchette touche des sujets trop variés pour qu'une analyse à court terme permette de tirer des conclusions probantes. À cause de l'intensité même de l'événement, une

campagne électorale concentre suffisamment l'attention du journal pour donner certains résultats valables, susceptibles d'être corroborés par d'autres données. L'élément titre nous apparaît - à brève échéance - comme secondaire et significatif dans la mesure où il s'abouche aux autres. Il n'a de sens en fait que par le caractère plus engagé qu'il prend de façon manifeste aux moments cruciaux.

Il en est un peu différemment de l'éditorial ; dans le cas du *Devoir*, il se fait un découpage qui en rend l'observation plus compliquée. Georges Pelletier, directeur-gérant, et Omer Héroux, rédacteur en chef, se partagent en gros la moitié des articles ; tandis qu'Albert Rioux, président de l'U.C.C. et un peu à titre d'agronome, en prend un sixième (à raison d'un écrit par semaine) ; il revient à Louis Dupire, chroniqueur affecté aux affaires municipales, un tiers des éditoriaux. Si les perspectives de [28] Pelletier et Héroux se fondent assez bien les unes dans les autres, il n'en est pas de même pour les deux autres. Il nous a donc fallu, en abordant *le Devoir*, considérer trois ensembles, trois visions du social et du politique qui, à l'occasion, se recoupent - et souvent dans ce qu'elles ont de plus profond - mais ne sauraient se confondre. En conséquence, nous scindons dans un premier temps la présentation de l'analyse en trois tronçons, quitte par après à les fusionner au moment de les mettre en contact avec les réalités plus concrètes que sont les campagnes électorales.

Dans une première section, nous traiterons exclusivement de Pelletier et Héroux. Ils représentent au fond l'esprit du journal, sa continuité à la suite du départ de Bourassa. Compagnons d'armes de ce dernier dès la fondation du *Devoir*, il n'est pas outré de les identifier au journal. C'est à eux que revient la digne tâche d'en prolonger la tradition. L'influence de son fondateur est d'ailleurs très marquée dans la plupart des thèmes repris en éditoriaux ; il nous sera aisé de la relever au passage.

Dans la section suivante, nous nous tournerons successivement vers Rioux et Dupire. Francs-tireurs jusqu'à un certain degré, ils font intervenir une distance intéressante à observer de près. Tantôt en harmonie, tantôt en dissonance avec le ton du journal, leurs points de vue gagnent à être contrastés avec les aspirations reconnues en première section.

Une troisième section se propose de mettre *le Devoir* en situation, aux tournants décisifs de l'époque : les trois campagnes électorales de 1935 et 1936, de même que

le parcours de l'Action libérale nationale en fusion et en fission avec l'Union nationale.

I. - L'assise du Devoir : Georges Pelletier et Omer Héroux

[Retour à la table des matières](#)

Bon an, mal an, il revient au « directeur-gérant » et au rédacteur en chef réunis un peu plus de la moitié des éditoriaux (voir tableau 1A) et à eux deux, ils se gardent l'exclusivité de la section du bloc-notes - hormis quelques rarissimes exceptions dont la quantité est négligeable. Ils ont donc l'avantage d'une réflexion sur la veille à un des deux niveaux de la page éditoriale, passant de l'un à l'autre et inversement. C'est dans ces deux composantes qu'il nous faut les saisir.

La méthode d'approche se heurte à certaines difficultés. Les éditoriaux tout comme les blocs-notes ne présentent pas tous pour nous un intérêt égal, eu égard à leur contenu. Il est donc nécessaire de retrancher ceux [29] dont la pertinence par rapport à notre champ d'observation est nulle ou quasi nulle, et défalquer les articles qui portent uniquement sur les relations internationales. Notre intention est bien de juger l'engagement politique de nos idéologies en fonction d'enjeux internes reconnus comme importants par les acteurs eux-mêmes. Après cet émondage dont rend compte le tableau 1 B, il nous reste moins de trois cents éditoriaux et néanmoins une masse considérable de blocs-notes. Or, ceux-ci offrent un matériel qui se prête admirablement bien à l'analyse de contenu tout en respectant l'esprit des premiers. Ils sont brefs - contrairement à leur facture présente - leur contenu est facilement identifiable, réduisant ainsi sensiblement les risques d'interprétations faussées ; et ils reprennent sensiblement les mêmes thèmes que l'éditorial comme en témoigne la comparaison en pourcentages (tableau 1 B) que nous aurons l'occasion d'explicitier. C'est donc à l'aide d'une analyse serrée du bloc-notes que nous éclairerons les propos développés en éditorial.

TABLEAU I A
Les éditoriaux des quatre éditorialistes réunis
(hors des campagnes électorales) de janvier 1934 à juin 1936

[Retour à la table des matières](#)

	1934	1935	1935-1936	Total
Georges PELLETIER et Omer HÉROUX	169	101	94	364
Albert Rioux	46	24	22	92
Louis DUPIRE	85	61	40	186
Total	300	186	156	642

Au cours de la période observée, le bloc-notes est en moyenne composé de deux à trois très courts articles constitués chacun de un ou deux paragraphes. Il arrivera parfois aux éditorialistes de ne publier qu'un texte un peu plus long, ou encore cinq brefs paragraphes sur des sujets différents. La formule se veut fort souple, adaptée aux besoins du moment. Règle générale, chacun de ces articles n'aborde qu'une question et s'en tient à celle-ci. Nous avons donc estimé possible, dans ce cas-là, de nous arrêter au sujet traité et d'analyser le contenu d'après l'idée principale - et unique - qui s'en dégage. Les présents tableaux relèvent donc, sous diverses rubriques, la fréquence de thèmes à raison d'une possibilité de un, ou d'une fois par article. Il nous est cependant arrivé quelques fois de [30] scinder en deux un même article qui effectivement abordait deux questions nettement distinctes. D'autre part, lorsqu'un même sujet fait l'objet d'un second article dans le même bloc-notes, nous ne l'avons retenu qu'une seule fois. Il s'agit donc bien d'une fréquence observée en termes de jours et non en termes de récurrence par phrases ou paragraphes. Une fréquence [31] de dix, par exemple, signifie que le sujet a été abordé dix fois, à raison de dix articles dans dix numéros distincts.

[30]

TABLEAU I B

Tableau comparatif des éditoriaux et blocs-notes de Georges Pelletier
et Omer Héroux (hors des périodes électorales) de janvier 1934 à juin 1936

[Retour à la table des matières](#)

	Édito- riaux	%	Blocs- notes	%
L'adversaire :	93	31.7	336	26.2
- Action extérieure	9	3.1	21	1.6
" " symbolique	2	0.7	12	0.9
" " « diffusive »	1	0.3	38	3.0
" " économique	26 + 7 a	11.2	84 + 26 a	8.6
" " physique	16	5.5	57	4.4
" " politique	3	1.0	25	1.9
" " Le gouvernement Taschereau b	29	9.9	73	5.7
Le nous :	108	36.9	384	29.9
- Action extérieure	12	4.1	59	4.6
" " symbolique	32	10.9	125	9.7
" " « diffusive »	36	12.3	114	8.9
" " économique	21	7.2	64	5.0
" " sociale	2	0.7	6	0.5
" " politique	5	1.7	16	1.2
La gouverne :	92	31.4	564	43.9
La gouverne proprement dite	11	3.8	127	9.9
L'ordre	15	5.1	161	12.5
La défense du <i>nous</i>	41	14.0	170	13.2
La politique à Ottawa	12	4.1	82	6.4
La politique à Québec	13	4.4	24	1.9
<i>Total</i>	293	100.0	1284	100.0
La France	8	19.8 c	72	18,4 c
Résidu non classé	63		222	
Grand total	364		1578	

a Actions extérieures.

b De la fin novembre 1935 à juin 1936.

c Pourcentage du grand total.

[31]

L'analyse de contenu qui va suivre, se servant du mode de fréquences expliqué plus haut, tente de dégager en particulier deux niveaux dans la perception du politique : l'action des forces en présence que sont le *nous* et l'adversaire, et l'action de l'autorité qui en quelque sorte les coiffe.

Le premier palier sert à identifier comment *le Devoir* présente l'action du nous par opposition à celle d'*alter*. Ces deux actions peuvent se dérouler à l'extérieur du pays : quelle qu'en soit la forme, elles ne se déroulent que *dans* ou *sur* le prolongement du *nous*, pour autant qu'elles se tiennent à l'extérieur. Si, par contre, elle est interne, comme c'est le cas la plupart du temps, l'action s'exprime d'une certaine manière qui lui confère un impact particulier selon l'objectif poursuivi : elle peut s'arrêter à la symbolique, s'engager dans la diffusion, prendre un caractère économique, etc. L'action peut être entreprise par le *nous*, par *alter* ou par les deux en opposition. À ce stade, qu'on pourrait qualifier d'infragouvernemental, il est impérieux de faire surgir une structure en dialectique qui explique comment l'idéologie - en l'occurrence *le Devoir* - cerne l'action du nous en confrontation avec l'action de l'adversaire. Ainsi s'expliquent les niveaux d'action selon la forme qu'ils prennent (tableau 1 B). Ces diverses rubriques font ultérieurement l'objet d'explicitation.

Au second niveau, se pose la gouverne qui est appelée à régler ce jeu, cette dialectique de forces opposées. Elle peut être perçue comme extension ou encore organe, de l'un ou de l'autre, ou comme régulateur-arbitre. À la limite inverse, il pourrait être nié donc supprimé. Au palier gouvernemental ou étatique, nous nous interrogeons sur la problématique proposée par le journal ²⁸. Sans vouloir anticiper, la simple observation nous a permis de dégager certaines préférences qui capteront son attention : la défense de l'ordre et du nous comme contenu de l'action gouvernementale.

C'est par le truchement de ce tableau de fréquences tiré des blocs-notes, utilisé comme révélateur, que notre réflexion sera amorcée, faisant autant référence à l'éditorial qu'à son pendant, pour l'explicitier. Le tableau sert avant tout à dévoiler

²⁸ L'emploi de l'épithète gouvernemental, à défaut de mieux, renvoie au substantif gouverne dans tous les cas où il s'agit de l'action organisée du nous. Selon le contexte, le lecteur parviendra aisément à distinguer cet usage spécifique de son emploi usuel. Ainsi, lorsqu'il est question des gouvernements Bennett ou Taschereau, aucune équivoque n'est possible.

une structure. Il traduit en fréquences une configuration de messages diffusés par un émetteur conscient de son contenu. C'est bien au niveau du voulu que nous désirons la faire émerger. Ici s'explique [32] la raison pour laquelle nous refusons - pour les besoins de cette étude - à prendre soit le paragraphe ou encore la phrase comme unité de référence. L'idée principale d'un texte correspond à un désiré, un conscient ; nous désirons, à partir de lui, en montrer la structure inconsciente ; l'involontaire à travers ses aspects les plus volontaires. Il s'agit bien d'une structure d'intentions exprimées.

Le bloc-notes offre l'avantage appréciable de ne pas correspondre à un niveau distinct d'expression par rapport à l'éditorial. Nous aurions pu croire que, de par sa nature, il se tenait à proximité d'une spontanéité plus grande en vertu de la souplesse de sa formule. Or, il n'en est pas tellement ainsi, comme nous le révèle le tableau 1 B qui met en parallèle éditoriaux et blocs-notes, selon leur idée principale. Deux rubriques contribuent à introduire une distorsion entre eux : la « gouverne » et l'« ordre ». Les autres se comparent assez bien, avec des écarts acceptables. Les faibles fréquences ne peuvent être retenues puisqu'une légère différence, en termes absolus, prend au moment de la comparaison une importance injustifiée. Afin précisément de pallier les inconvénients des petites unités, les données regroupées à l'extrême droite donnent un aperçu plus intéressant.

En apparence, l'écart est assez grand :

	Éditoriaux	Blocs-notes
Action de l'adversaire	31.7%	26.2%
Action du nous	36.9	29.9
La gouverne	31.4	43.9

Mais après une correction, l'éditorial et le bloc-notes se rencontrent. Comme nous le faisons observer, à l'intérieur de la gouverne, deux titres sont fortement discordants : la « gouverne proprement dite » et l'« ordre » dont nous reproduisons l'écart :

	Éditoriaux	Blocs-notes
La gouverne proprement dite	3.8%	9.9%
L'ordre	5.1	12.5
	8.9	22.4

Si, faisant abstraction pour le moment de ces deux facteurs, nous répartissons ces fréquences à l'ensemble du tableau, selon la proportion de chacun des trois grands regroupements, nous arrivons aux données suivantes :

	Éditoriaux	Blocs-notes
Action de l'adversaire	31.7 = 34.8%	26.2 = 33.8%
Action du nous	36.9 = 40.6	29.9 = 38.5
La gouverne	22.5 = 24.6	21.0 = 27.7
	91.1 = 100.0	77.1 = 100.0

[33]

L'écart nous semble acceptable dans chacun des cas. Il est encore toutefois possible de réduire la différence qui sépare les pourcentages en faisant la même opération qui élimine cette fois totalement la rubrique « gouverne ». On obtient alors le résultat qui suit :

	Éditoriaux	Blocs-notes
Action de l'adversaire	46.2	46.7
Action du nous	53.8	53.3

C'est donc dire que l'éditorial et le bloc-notes aux niveaux de l'altérité maintiennent une fréquence très comparable.

Il en est également de même pour les sous-rubriques de la gouverne, dès lors que sont écartées les deux premières précitées. En tant que somme, les trois autres se comparent passablement bien.

Il reste à tenter d'expliquer brièvement le pourquoi de l'alourdissement des fréquences enregistrées en blocs-notes, au chapitre de la gouverne. Il est assez clair que la formule même du bloc-notes se prête assez naturellement, d'abord à l'aimable bavardage dont rend compte la catégorie consacrée à la « faune politique », - et au sujet de laquelle de plus amples détails seront fournis dans les prochains développements. Très absorbé par la politique, comme jeu, *le Devoir* trouve dans l'expression brève un lieu tout à fait approprié pour rapporter au jour le jour les déplacements d'hommes, de partis et les rumeurs d'échotiers.

Le renforcement de fréquences relevé à la rubrique « gouverne » est ensuite explicable par l'emploi intensif du bloc-notes pour ramener l'ordre dans la cité. Le style de la dénonciation à temps et à contretemps se coule mieux dans la structure de l'exposé très court. Le long éditorial est en contrepartie trop élaboré pour s'adapter à des rappels constants en brève période.

En somme, la fréquence des sujets clés retenus pour les fins d'analyse est sensiblement la même qu'il s'agisse de l'éditorial ou du bloc-notes, à l'exception de deux cas où il est évident que la seconde forme en favorise la manifestation. L'éditorial renvoyant au bloc-notes, et réciproquement, c'est par le biais du second que nous atteindrons le premier, c'est-à-dire que par un premier examen du bloc-notes nous rejoindrons l'éditorial, nous rappelant toujours qu'au stade de l'interprétation les deux se confondent pour ne renvoyer qu'à un même modèle de représentations.

1. Les rapports d'altérité

[Retour à la table des matières](#)

Plusieurs raisons nous incitent à traiter en premier le volet de l'adversaire. D'abord, il est plus cohérent, il est donc plus intelligible. [34] Ensuite, et c'est sa propriété principale, il explique le volet consacré au nous. Confrontée à l'action des adversaires, l'action du nous prendra tout son sens, comme nous le verrons plus loin.

TABLEAU 1 C
Fréquence des blocs-notes
Les adversaires (hors des périodes électorales) de janvier 1934 à juin 1936

[Retour à la table des matières](#)

	1. Agents intérieurs		2. Agents extérieurs
	A	B	C
	Action plus ou moins neutre par rapport à la gouverne	Action à incidence politique interne	Action à incidence politique interne
Action extérieure	—	—	21*
Action symbolique			
action antireligieuse	10	2	—
Action de diffusion (Mass media)	28	10	—
Action économique :			
- Par les Israélites	—	30	—
- L'activité des monopoles et « trusts »	—	36 84	—
- Les opérations de finance et de banques	—	14	—
- Les pratiques malhonnêtes	—	4	—
La pénétration des immigrants	—	—	26
Action « physique » (contrainte physique)			
- L'Empire	—	—	30
- « L'emprise des trusts » de	—	—	57
munitions et d'armements	—	—	27
Action politique :			
- L'activité des libéraux « provinciaux »	—	21	
- Mouvements subversifs	—	4 25	
* Cas d'exception - à incidence politique interne nulle.			

[35]

Quel est l'adversaire ? Il est multiple, il agit en apparence dans des directions diverses et sur des fronts différents. Ainsi, avons-nous cru pertinent d'établir divers paliers d'actions. La colonne A du tableau 1C s'en tient aux interventions plutôt éloignées du politique ; elle vise généralement des gestes ou encore des écrits dont le caractère porte offense au catholicisme ou à une certaine éthique sociale. *Le De-*

voir s'en prend en particulier à des manifestations religieuses menaçantes pour l'Église (l'action religieuse ²⁹) et à l'exploitation de la masse par le jaunisme (mass media). Les adversaires religieux semblent agir de façon isolée. Par contre, la presse a jaune » serait peut-être plus concertée dans certains cas. De toutes manières, il s'agit de manifestations fort circonscrites qui n'engagent en rien les autres niveaux d'action et se tiennent éloignées du politique.

La colonne B regroupe les adversaires qui, tout en se tenant officiellement à l'écart du politique, engagent une action qui s'appuie sur lui pour s'exprimer pleinement. Ils se situent presque exclusivement au niveau de l'action économique. La réciprocité est absolue : tous les adversaires « économiques », sont protégés par l'État.

Les Israélites exercent une menace constante contre nos commerçants. Grâce à la protection du gouvernement, il leur est facile de changer de noms, donc de dissimuler leurs ascendances véritables, et de tromper le consommateur qui ignore avoir affaire à un « Juif ». De même, grâce à la bienveillance de ces mêmes autorités, il leur est permis de se livrer au commerce le dimanche et ainsi léser les nôtres qui observent la journée du Seigneur. Au-delà d'une dizaine d'éditoriaux s'insurgent contre leurs sourdes activités d'autoprotection.

Les autres adversaires relèvent de la grande entreprise. Ils sont présentés comme exerçant une action probablement conjuguée et liée étroitement aux autorités étatiques. Les monopoles, à titre d'exploiteurs du consommateur, sont les plus exposés aux critiques du *Devoir* qui se montre surtout impitoyable envers les services publics et les fabricants de produits indispensables (électricité, charbon, lait, farine, etc.). Ces cartels entraînent « l'enrichissement d'un tout petit nombre » et « la sujétion, l'appauvrissement de la petite et moyenne industrie ³⁰ ». À la vérité, le sort du citoyen-consommateur préoccupe davantage le journal. Quoiqu'on y fasse parfois allusion, le citoyen-producteur est négligé. L'image globale reproduit plutôt l'hyperbole du gros producteur omniprésent par son réseau bien tissé qui tient à sa merci le faible consommateur. Illustration qui va [36] prendre de l'expansion avec les attaches politiques qui étayent cette relation.

De tous les monopoles, c'est au *Trust Webster*, producteur et distributeur de charbon, que *le Devoir* s'attaque le plus fréquemment. Il dénonce sa force fondée

²⁹ Témoins de Jéhovah et autres.

³⁰ *Le Devoir*, 12 mai 1935.

sur l'argent et sa puissance de domination qui lui permet de fixer les prix à sa guise ³¹. Son pouvoir lui permet de réduire les journaux au silence, et ainsi de tenir le petit consommateur dans l'ignorance et l'incapacité d'agir ³². Mais l'influence du groupe Webster s'étend au-delà de ce cercle. Il atteint directement les gouvernants par le biais des partis politiques dont il alimente abondamment les caisses électorales ³³. L'État devient même impuissant à intervenir, tellement les chaînes qui le lient aux monopoles sont solides. C'est le cas du gouvernement libéral à Québec ; au dire de Georges Pelletier :

Il [le parti libéral provincial] a partie liée avec les monopoles. Et ça n'est pas sur lui qu'il faut compter pour mettre au pas monsieur Webster. L'attitude de celui-ci et de ses hommes de paille démontre quel mépris ils ont envers les hommes de gouvernement, qu'ils tiennent dans leur poche et dont ils se gaussent ³⁴.

L'état se resserre sur le consommateur, puisque le recours à l'État lui est en pratique interdit, ou pour tout le moins inutile. C'est en fonction d'une lutte dérisoire, parce que perdue à l'avance, que *le Devoir* est appelé à se prononcer. Georges Pelletier va multiplier les éditoriaux pour tenter d'agrandir la brèche déjà ouverte par la Commission d'enquête Stevens sur l'écart des prix ³⁵. Il rappellera à temps et à contretemps l'impératif de mettre ce monopole à la raison et d'instituer des lois pour le mater. Si le pourquoi est explicite, le comment, lui, l'est rarement. Car effectivement, l'éditorialiste s'intéresse fort peu aux moyens à employer ; bref, à l'action, en tant qu'action précise à entreprendre. Par moments, il parle volontiers de contrôles, sans jamais trop insister. La lueur d'espoir n'apparaît qu'à Ottawa ; à la faveur du changement de gouvernement, les choses vont peut-être changer.

Cette même logique d'enchevêtrement d'intérêts s'applique également aux sociétés distributrices d'électricité. Moins souvent relevées dans les chroniques étudiées, elles répondent, selon *le Devoir*, aux mêmes normes d'exploitation du public par le truchement, en particulier, de l'État.

³¹ Georges PELLETIER, *Bloc-notes*, 20 août 1934 et Éditorial, 22 juin 1935.

³² IDEM, 13 juillet 1935.

³³ IDEM, 15 juin et 13 juillet 1935.

³⁴ IDEM, 20 août 1934.

³⁵ On en compte vingt-cinq en 1934.

[37]

Pris dans son ensemble, l'univers économique des adversaires forme un bloc passablement massif. Hormis parfois les Israélites, il forme un tout cohérent dont les intérêts s'imbriquent les uns sur les autres. Ceux-ci s'appellent et se répondent. Le monde de la finance et des banques est intimement lié à celui du commerce et de l'industrie. C'est un lieu de correspondances qui jouit de l'immunité politique assurée par la servilité de l'État. À bien remarquer ici le caractère conjugué de cette action économique qui, pour s'accomplir, censure au besoin la presse, donc contrôle l'action de diffusion dans la société, et se garantit contre l'État en le tenant docile. Tel qu'il est transmis par *le Devoir*, cet ensemble apparaît comme monolithique, c'est-à-dire agissant toujours à l'unisson sans division apparente, et aussi comme fort dynamique ; on le retrouve partout, il multiplie ses interventions à plusieurs niveaux. Il n'y a pas de faiblesses dans sa cuirasse.

Enfin, de la colonne C, du même tableau, se dégagent en gros deux types d'adversaires. Ceux qui nous touchent de l'extérieur mais également à l'extérieur, et, d'autre part, ceux qui de l'extérieur nous menacent à l'intérieur.

L'action se déroulant à l'extérieur retient suffisamment le journal pour qu'il soit indiqué, au moins d'en faire mention. Périodiquement, l'attention du lecteur est attirée sur le sort des catholiques dans des États qui les persécutent ou leur rendent la vie pénible : le Mexique, l'Espagne, l'Allemagne... En tant que membre de la même Église, le Canadien français est invité à réfléchir sur ces difficultés en terres moins accueillantes. À remarquer qu'encore là le politique est de la partie.

Le second type : menace venant de l'extérieur s'exerçant à l'intérieur, se situe à deux niveaux bien distincts. D'une part, *le Devoir* relève l'activité néfaste des immigrants dans l'économie québécoise. Déjà affectés par un chômage très étendu, nous sommes concurrencés sur le marché du travail par des étrangers britanniques et israéliques qui, en plus de venir renforcer le nombre des anglophones au Québec, prennent la place des nôtres. Cette immigration s'inscrit dans une continuité dont la genèse se situerait au début du siècle. L'Angleterre surpeuplée, et en proie au même mal que les autres pays occidentaux, voit d'un bon oeil et encourage même l'exode vers d'autres lieux ³⁶. Visée de l'Empire, la venue d'immigrants britanniques contribue à nous anémier économiquement et à confirmer notre soumission à l'endroit de

³⁶ Omer Héroux, *le Devoir*, 13 mars 1934.

Westminster. À l'égard des Israélites, le journal est moins loquace et se contente de souligner leur présence envahissante. [38] S'interdisant des propos trop ouvertement hostiles à leur sujet, le journal ne fait que les rappeler au mauvais souvenir de ses lecteurs ³⁷.

Autre menace pour les Canadiens français, en provenance de l'extérieur : l'appartenance à l'Empire et le monopole des fabricants d'armes. Dans ces deux cas, il s'agit d'une contrainte physique virtuelle à laquelle les nôtres sont susceptibles d'être soumis. Dans la tradition bourrassiste, les éditoriaux et blocs-notes vont reprendre à l'envi le thème des guerres impériales du passé et le danger de conflits prochains dans lesquels la Grande-Bretagne nous entraînerait ³⁸. De fait, la campagne électorale fédérale de 1935 sera exclusivement abordée dans ce sens, par le journal.

Vient s'ajouter dans le même ordre d'action, l'influence des fabricants de munitions qui stimulent la production interne en fournissant des armes aux adversaires ³⁹. Ils ont leurs entrées auprès des gouvernements et augmentent par leurs pressions le stock d'armements et, partant, les dangers de conflits et leurs conséquences sur nous.

L'action des adversaires, telle que nous la transmet *le Devoir*, est d'emblée politique. Mise à part la colonne A, d'importance moindre en termes de fréquence que les deux autres, elle implique tantôt la tolérance ou la complaisance de l'État, tantôt son encouragement et sa détermination. Dans tous ces cas, le gouvernement est perçu comme littéralement assujetti à ces puissances externes ou internes. Très souvent leur arrive-t-il d'agir de façon concertée. Elles savent tirer profit d'alliances qui vont jusqu'à compromettre les partis politiques. Le réseau d'*alter* s'étend jusqu'aux gouvernants et les domine. Massivement présentes dans notre économie elles

³⁷ Le thème de l'immigration n'a déjà rien de neuf à l'époque. La menace ressentie depuis le début du siècle fait depuis longtemps partie du répertoire - comme c'est d'ailleurs le cas pour la plupart des rubriques reproduites dans ce tableau. Voir, entre autres, Paul-André LINTEAU, « Georges Pelletier et les questions économiques (1910-1929) », *R.H.A.F.*, vol. XXIII, n° 4, mars 1970, pp. 584-587.

³⁸ La guerre des Boers et la première grande guerre.

³⁹ Georges PELLETIER, *le Devoir*, 15 février 1936.

se retrouvent aussi lourdement présentes auprès de la gouverne, celle-là même qui est censée nous protéger.

Comment, par contraste à l'adversaire, le *nous* se dégage-t-il ? Face à l'action conjugée et fortement politisée d'*alter*, le *nous* offre le spectacle d'agents très dispersés dont souvent le journal ne retient que le statut (tableau 1D).

Comme première manifestation de dispersion s'impose l'importance accordée à l'action extérieure. Celle-ci s'inspire d'une fonction analogue à celle de la diaspora et tente de perpétuer la présence d'une culture en terre américaine. Omer Héroux s'applique à rapporter fidèlement des activités [39] qui relèvent de la symbolique ou de la diffusion. Dans une société comme le Québec, où la menace semble si vivement ressentie, n'est-il pas seulement illusoire mais extravagant de se permettre une telle dispersion d'énergie ? Seule une foi missionnaire pouvait animer ainsi des esprits alors qu'au dire même de leur entourage la nation était très mal en point.

[40] D'après ce tableau, deux éléments déterminent l'existence du Canada français : l'action symbolique et l'action de diffusion. Le rapport entre les deux sera souvent étroit, allant même parfois à se confondre dans le type d'objectif poursuivi.

De l'action symbolique se dégage, de prime abord, le signe. En l'occurrence, il s'agit de toutes les considérations autour de la langue : francisation ou re francisation, anglicismes, respect de la langue, affiches « unilingues » anglaises, etc. Leur importance, à la vérité, décroît avec les années.

[39]

TABLEAU 1 D
Fréquence des blocs-notes
Le « nous » (hors des périodes électorales) de janvier 1934 à juin 1936

[Retour à la table des matières](#)

Action extérieure :	
- Manifestations d'agents hors du Canada	33
- Manifestations d'agents au Canada mais hors du Québec	26
	59
Action symbolique :	
- Signes	33
- Action passée	66
- Action littéraire ou artistique	6
- Action religieuse	20
	125
Action de diffusion :	
- Éducation	16
- Mass media :	
le Devoir	50
Autres journaux du Québec	10
Divers	10
- Institutions nationales et paranationales	28
	114
Action économique :	
- Colonisation et coupe de bois	21*
- Agriculture	7
- Banques, assurances, industries, etc.	17
- Professions libérales	14
- Entraide économique et action syndicale	5
	64
Action sociale :	
- Chômage	1
- Divers	5
	6
Action politique :	
- Henri Bourassa	8
- L'A.L.N. et l'U.N.	8
	16

* À forte incidence politique.

[40]

L'action passée relève pour nous de la symbolique puisqu'elle ne s'exprime plus autrement. De quel type d'action passée traite-t-on ? La question est pertinente car on est rapidement forcé de constater combien cette symbolique détourne de l'action au lieu de lui servir d'appui moral. Ainsi, un grand nombre de blocs-notes encouragent la petite histoire locale et soulignent les célébrations qui marquent les centenaires de villes. On n'interroge pas l'histoire en vue d'un devenir. L'histoire dans cette perspective sert de rappel où se mêle une vague nostalgie, elle se veut strictement évocatrice. Elle n'est même pas contemplation, elle obéit aux exigences du rite. Car c'est bien de rites qu'il faut parler. Le passé n'a pas à la limite la prétention de servir d'exemple. Il situe plutôt les grands moments d'une vie rurale sans histoire : fondations de paroisses, changements de curés, et s'en tient à l'anecdote entre ces points de repère. Inutile d'ajouter que dans l'ensemble le bloc-notes se résume à souligner le travail accompli dans ce sens par tel ou tel historien local. Le contenu n'est jamais révélé ; de quel intérêt d'ailleurs serait-il ?

Sont également retenus sous cette rubrique, les annonces et les rares commentaires autour des cours assurés par Lionel Groulx à l'Université. Le lecteur en apprend peu de chose, sinon qu'on lui recommande vivement de les suivre...

Quant à l'action religieuse, le bloc-notes se satisfait d'évoquer les nominations ecclésiastiques, les décès, etc. À Noël et à Pâques, le journal cède la page éditoriale à un membre du clergé. La vie religieuse disposant de chroniques hebdomadaires ailleurs dans le journal, les éditorialistes s'en sentent probablement pour autant soulagés et ne voient pas la nécessité d'insister.

À tous les niveaux de l'action symbolique, le commentaire s'en tient à un usage très statique de celle-ci. Le symbole n'est que très faiblement employé à des fins de ralliement ou encore d'appartenance tout court. Il sert très peu d'« instrument de participation ⁴⁰ », alors que de la part du *Devoir* on se serait attendu à une utilisation plus engagée.

[41]

De la diffusion, on peut relever la même attitude. Le monde de l'enseignement révèle son existence dans ces chroniques à l'occasion des changements de recteurs,

⁴⁰ Georges GURVITCH, *la Vocation actuelle de la sociologie*, t. I, pp. 95ss.

nominations de professeurs, ou de directeurs d'institution. Pour le reste, tout en valorisant parfois le rôle de l'éducation que l'on voudrait d'ailleurs plus « nationale », le journal par la plume d'Omer Héroux, transmet ses sentiments de satisfaction à l'égard de nos maisons d'enseignement. Ainsi, lors des « Semaines sociales » tenues à Joliette, en juillet 1935, le bloc-notes du 12 félicite les collèges du bon travail accompli en dépit de la forte attraction délétère exercée par l'automobile, le cinéma et la radio ⁴¹.

Les mass media sont abordés en termes de statut, de prestige social, comme les agents précédents. Le journal ne transmet que très peu leur message, il célèbre leur durée en terme d'anniversaires qu'il s'applique à souligner. On distribue les bons points aux élèves modèles sans jamais trop savoir en quoi est leur mérite. *Le Devoir* se porte garant de leur haute qualité et les classe volontiers parmi la « bonne presse », celle qui résiste au gouvernement libéral à Québec. Enfin, le journal rappelle la mémoire de journalistes défunts dont la vie a été consacrée à la bonne cause. Vue statique et passive, face aux événements, elle ne débouche sur aucune action précise. Parfois, relève-t-on une alliance plus ou moins explicite entre publications qui semblent vouloir lutter sur le même front. La concertation demeure flottante et inarticulée.

Enfin, *le Devoir*, comme moyen de diffusion privilégié, consacre un bon nombre d'articles en blocs-notes en vue d'orienter le lecteur dans ses propres pages : lui signaler certains écrits importants et le sens qu'il leur donne. D'autres reviennent périodiquement stimuler le rayonnement du journal et relancer des campagnes d'abonnements. Le nous le mieux senti et entretenu se situe bien là. Chaque année, plusieurs éditoriaux font le point à l'intention du lecteur et ravivent un esprit communautaire autour du journal.

Par opposition, c'est au niveau des institutions nationales et paranationales que la dispersion des énergies est la plus manifeste. Un peu toutes les associations sont mentionnées une fois ou l'autre sans cohérence dans leurs actions. Il s'agit bien

⁴¹ Le frère Marie-Victorin, à qui le journal ouvre sa chronique à deux reprises au cours des trois années étudiées, jette un regard beaucoup plus critique sur l'enseignement. Le 6 décembre 1935, il fait valoir le besoin urgent d'attirer dans nos universités des professeurs étrangers. Le 21 octobre précédent, il se fait l'avocat de la spécialisation et de la recherche que ces mêmes universités ont tendance à négliger. Rares interventions critiques dans cet univers complaisamment satisfait.

d'actions multiples, non concertées, et s'axant sur des [42] objectifs diffus que *le Devoir* nous présente. L'intérêt qu'il leur porte n'est pas très grand comme le traduisent des fréquences peu élevées.

Par ailleurs, il est frappant de constater combien les éditorialistes se tiennent en marge des messages que ces associations désirent transmettre. On dirait que toute leur énergie passe à s'écarter du contenu. L'éditorial du 23 décembre 1935 est un exemple représentatif, parmi tant d'autres, qui montre jusqu'à quel point il leur est possible de faire dévier un sujet sur d'autres plus familiers. En guise de commentaire sur le récent meeting tenu par les Jeune-Canada, Omer Héroux stigmatise la presse montréalaise : la nouvelle aurait été mal diffusée par ses confrères qui ne lui auraient pas accordé l'importance qui lui revenait. En un paragraphe, l'auteur fait le panégyrique du mouvement mais se garde bien de dévoiler la teneur de ses intentions :

Les Jeune-Canada (...) avaient fait à leur auditoire l'honneur de remuer devant eux de hautes idées. Ils lui avaient parlé de questions qui intéressent la vie même de notre race, ils lui avaient proposé des objectifs très élevés à la fois et très pratiques - celui notamment de restituer à Montréal pour son troisième centenaire, le visage français qui devrait être le sien ⁴².

Mise à part l'allusion au tricentenaire de Montréal, le lecteur n'est guère avancé sur ces « hautes idées » qu'on a ainsi « remuées ». L'éditorial se termine sans nous en dire davantage. Pourtant, cette réunion, claironnée par *le Devoir*, avait certes une très grande valeur pour lui. Comme dans les autres domaines, un dispositif de blocage semble rendre ces éditorialistes impuissants à traiter de front une question imposée en quelque sorte de l'extérieur.

Alors que l'adversaire s'appuyait sur l'économique conjuguée au politique, le *nous* s'exprime mieux à travers des types d'actions plus abstraits en apparence. Il faut dire en apparence, car tout comme il nous a été donné de le constater précédemment, si le caractère d'abstraction est loué et encouragé, il n'est pas soutenu par une réflexion de même profondeur. Le journal s'en tient volontiers à des appréciations sur la qualité des personnes et en second lieu sur la moralité de leurs gestes.

⁴² Omer HÉROUX, *le Devoir*, 23 décembre 1935.

L'action économique et sociale arrive bonne dernière et se tient franchement en retrait par rapport aux deux autres modes d'action. Elle est abordée différemment selon qu'elle s'insère dans une vision nationale ou non. La colonisation jouit d'un prestige particulier à cause de sa fonction revitalisante sinon salvatrice au Québec. De concert avec les pressions, exercées de toutes parts, sur le gouvernement Taschereau par le milieu nationaliste, *le Devoir* multiplie les occasions soit avant l'institution [43] du plan Vautrin (1934) soit encore après, surtout en 1936. Dans tous les cas, il se contente d'appuyer l'entreprise en termes très généraux ; il faudra les contributions d'Albert Rioux pour préciser une pensée qui autrement se dissout dans de vagues affirmations, sinon, le lecteur n'apprend rien du *comment*. L'aspect organisation des colonies échappe aux éditorialistes.

La colonisation se greffe, il va sans dire, à une conception plus large de l'activité économique, celle qui est implantée dans le terroir. L'agriculture dans son ensemble offre un refuge assuré contre le chômage.

... Il faut bien songer aussi que, selon ce que déclarait énergiquement ces jours derniers encore l'Association catholique des voyageurs de commerce du Canada..., la terre seule fournira indéfiniment du travail, du pain, du chauffage et du logement. Que l'on discute à la campagne ou à la ville, la question essentielle, c'est toujours de placer sur la terre, d'enraciner au sol le plus possible des nôtres ⁴³.

Malgré toutes ses vertus, la campagne, comme lieu de travail, fait l'objet de peu de références. Cependant, faut-il s'empresse d'ajouter que le journal ouvre sa page éditoriale à un agronome (Albert Rioux) sur une base hebdomadaire, et aussi consacre une chronique, le samedi, à la « terre de chez nous ». Néanmoins, les thèses du « retour à la terre » trouvent peu d'écho auprès des éditorialistes attitrés du journal.

Restent les miettes : les activités de la ville. Des banques canadiennes-françaises : les changements de direction, les rapports annuels... ; des professions libérales : les nominations et les décès. Les autres rubriques traduisent la pauvreté des préoccupations touchant le monde du travail et de la coopération.

Au sujet de l'assurance sur la vie, le journal tient des propos inattendus. À plusieurs reprises, le bloc-notes incite le lecteur à s'en servir comme moyen sûr

⁴³ Ibid., 29 septembre 1934.

d'épargne et favorise le recrutement de nouveaux assurés. Il condamne dans la même lancée les placements à la bourse parce que soumis à un sort trop aléatoire ⁴⁴. Il est pour le moins étonnant que Georges Pelletier, en se montrant si sympathique à l'entreprise, n'en ait pas discerné le contrepoids économique et politique tant dénoncé dans un premier temps.

De l'univers proprement industriel, quelques écrits - éditoriaux et blocs-notes - fort peu nombreux rappellent le sort difficile fait à notre jeunesse en particulier. Le problème du chômage, comme tel, ne retient que fort peu l'attention. Il est presque inexistant. Louis Dupire, éditorialiste affecté aux problèmes municipaux, y fera constamment référence. [44] Mais pour Georges Pelletier et Omer Héroux, le chômage ne s'impose pas du tout comme problème majeur. On verra plus tard qu'il s'insère dans une vision plus globale de la crise, à la façon dont Bourassa la définissait. À ce stade, retenons que pour Héroux, par exemple, le chômage est avant tout envisagé comme une atteinte à la « survivance de la nation ⁴⁵ ». En tant qu'atteinte, il ne fera jamais le sujet d'un éditorial, et comme l'indique le tableau I D, il sera presque ignoré en bloc-notes.

La confrontation entre l'action politique *d'alter* et celle du nous vient confirmer la torpeur du second. Nous n'avons retenu de l'adversaire que les périodes antérieures aux élections fédérales et provinciales, nous réservant la phase subséquente (1935-1936) aux fins d'une analyse plus serrée reproduite au tableau III J. Les forces extérieures auxquelles fait référence le journal sont le communisme et le fascisme. Elles ne pénètrent pas son univers politique intime ; même si, au titre de l'action politique symbolique, le communisme comme idéologie de « consommation » interne occupe tout le champ. *Le Devoir* vise avant tout les libéraux installés et entretenus à Québec. Il y dénonce les moyens de diffusion dont dispose une presse ministérielle bien financée par les fonds publics, les liens trop étroits des ministres avec le milieu des affaires par le truchement des sièges cumulés dans divers conseils d'administration, et, enfin, les manoeuvres gouvernementales, législatives et électorales du parti.

Lorsque le regard se tourne vers le volet du nous, il est surtout frappé par la très faible fréquence des blocs-notes accordés à l'action politique. Au sujet de Bou-

⁴⁴ PELLETIER, *le Devoir*, 14 mai 1935.

⁴⁵ Loco cit., 28 février 1934.

rassa, le journal ne commente qu'une de ses déclarations. Les sept autres articles reviennent à spéculer sur la vie politique du personnage. Envers l'A.L.N., il ne s'intéresse qu'à sa dernière étape, celle qui est postérieure aux élections de 1935. Or, comme il nous sera donné de le constater en détails dans le chapitre qui lui est consacré, l'A.L.N. ne reçoit aucun appui sur le contenu de son programme dans la section bloc-notes et qu'un éditorial de Héroux lors du lancement du manifeste. Le nous politique n'est même pas défendu par le journal. Celui-ci se pose comme plus à l'aise dans la stigmatisation de l'ennemi que dans la cristallisation du *nous*. L'« acoquinement » de l'adversaire avec l'autorité gouvernementale constitue l'étape suivante à franchir.

Le Devoir dégage sans difficulté aucune le caractère politique de l'action engagée par l'adversaire. Dans un premier temps, elle est concertée au niveau où elle se situe, elle trouve par là son *unité*. En effet, par des [45] alliances, des ententes tacites, des rapports de toutes natures, l'adversaire semble maintenir un front commun, au moins à chaque palier. Hormis quelques exceptions, l'ennemi est saisi dans la cohérence de son action. Elle est une. Aussi, faut-il remarquer combien les mêmes agents sont constamment évoqués par le journal. Ce sont les mêmes, fidèles à une même action.

Par contraste, nous avons souligné, on ne peut plus, la dispersion qui caractérisait le nous, tel que le percevait le journal. Ce qui ne veut aucunement dire que, dans la réalité, ce groupe agissait de façon aussi éparse. Et dans le même ordre d'idée, les mouvements de l'adversaire n'étaient pas nécessairement aussi coordonnés et aussi massivement efficaces qu'on nous les présente. L'intérêt porte sur l'image réfléchie par le journal, non sur l'objet lui-même. L'adversaire et le nous sont en opposition de représentations. À ce niveau, le *nous* émerge dans cette confrontation non comme divisé mais plutôt comme fragmenté et cloisonné dans ses actions. L'emploi du pluriel, s'impose. Il y a multiplicité d'actions, par une pléthore d'agents. Et aucune coordination. Ce *nous* n'est cependant pas en proie à des divisions internes, à des schismes. L'orthodoxie n'est pas menacée de l'intérieur, et la ligne de partage avec l'adversaire est bien tranchée. Cette situation serait probablement attribuable au nombre réduit de solutions en circulation, et surtout au peu d'attrait qu'exerçaient

les idées auprès des éditorialistes du journal. Le nous n'en est évidemment pas plus fort, ni plus étendu pour autant ⁴⁶.

Dans un second temps, l'action de l'adversaire est soutenue par l'État qui, à son tour, lui est asservi. Elle est épaulée par lui tout en le dominant. Elle s'en sert, selon *le Devoir*, comme d'un instrument à sa disposition pour se renforcer. Le journal cerne l'ennemi dans sa double action [46] politique : alliance et unité, d'une part, assujettissement de l'État, d'autre part. Action conjuguée par un jumelage habile avec la gouverne. Que sa perception soit juste ou non nous importe que secondairement, d'autant plus que la vérification des faits évoqués et leur insertion dans l'ensemble de la dynamique politique de l'époque réclameraient un travail d'un tout autre ordre. L'étroite collaboration entre la grande entreprise et les gouvernants en ces années, ne fait pas de doute. Il s'agirait d'en évaluer l'intensité. Pour le journal, l'adversaire agit politiquement, il sait influencer sur le gouvernement, souvent selon des moyens peu recommandables. Serait-ce le propre du parlementarisme ? Il nous restera à laisser le journal se prononcer sur la gouverne proprement dite.

L'État sert de lieu de ralliement à ces actions aux finalités diverses. Il agit à titre de chambre de compensation où chacun y trouve un peu son avantage. Les divers niveaux d'actions (extérieures, symboliques, économiques, etc.) selon leur source (interne ou externe) ne parviennent finalement à un point de rencontre que dans leur activité en vue d'affecter la gouverne. Il serait probablement inexact d'affirmer que *le Devoir* percevait les agents comme un, quel que soit leur niveau d'action. Rien ne nous permet de conclure à une telle conjuration, même s'il n'est pas impossible

⁴⁶ *Le Devoir* entretient des vues très pessimistes par moments sur son sort. Reprenant au texte, une appréciation d'Esdras Minville, Omer Héroux reproduit en éditorial, un commentaire pour le moins affligeant sur le nous de demain : « Monsieur Minville vit au contact de la jeunesse, d'une jeunesse qui devrait tenir demain un rôle important. C'est avec un serrement de cœur qu'on lit, sous son nom, ces dures appréciations : « Ceux que leur situation met en contact habituel avec nos jeunes hommes savent combien il est difficile d'éveiller chez eux l'esprit d'initiative, l'ambition de monter dans la vie aussi haut que leurs ressources de tous ordres le leur permettent, le désir d'échapper à l'asservissement sous toutes ses formes, de devenir un jour leurs propres maîtres, de créer l'entreprise, de fonder l'œuvre qui assurera leur subsistance et leur prospérité, et servira en même temps les intérêts de la collectivité. Un salaire, oh ! même modeste, et peu d'efforts : à cet idéal, plus bas que terre, se bornent les aspirations de l'immense majorité de ces jeunes hommes, futurs piliers de la race. » Cela est rude. Cela est dur. Mais si telle est bien la vérité, n'importe-t-il pas surtout de la regarder en face ; puis, de chercher les causes d'un si lamentable état de choses et les remèdes qu'on y pourrait apporter ? » (23 avril 1934)

qu'elle ait été imaginée mais non exprimée par ses commentateurs. Cependant, ces mêmes agents s'accommodent d'un même instrument qui finalement assure une forme d'unité dans l'agir. L'adversaire devient *un*, par l'État, par le politique. La menace vient bien de là.

La position du *nous* se situe, par rapport à l'État, aux antipodes. On recourt très peu souvent à ses services. Les problèmes du nous sont rarement de son ressort, comme le démontre le tableau I D. Une législation touchant les bûcherons y est évoquée en 1934. Seule, finalement, la colonisation s'impose comme action devant être étayée par l'État. Or, comme il a été évoqué dans les pages précédentes, lorsque l'État est sollicité, il l'est un peu à titre d'étranger. On le convie pour mettre sur pied, par exemple, un appareil financé par lui mais dont il devrait céder aussitôt le contrôle. Rôle d'un État discret, effacé, pour ne pas dire absent, associé dans l'esprit - comme nous allons le voir bientôt - à des gouvernants peu responsables. Perception également de problèmes dont les solutions se tiennent en marge du politique.

2. La gouverne - l'État

[Retour à la table des matières](#)

Le Devoir adopte une attitude plutôt négative à l'endroit du politique. Rares sont les interventions en sa faveur. Obligé à traiter de l'actualité au [47] jour le jour, il est en constante confrontation avec une réalité qu'il se refuse à reconnaître et surtout qui s'incarne dans des agents perçus comme peu estimables. L'État-abstraction se coule dans un concret par lequel il est jugé sous son jour le moins favorable, celui de la « politique »...

La politique s'exprime d'abord par les gouvernants regroupés en partis. Déjà, en principe, la polarisation des enjeux selon un axe de partis provoque la réprobation du journal. Le « régime des partis (...) instaure une sorte de guerre civile larvée ⁴⁷ ». Cette condamnation n'est pas récente, elle s'inscrit dans la tradition bourassiste,

⁴⁷ HÉROUX, loco cit., 17 juillet 1935.

elle-même tributaire de Tardivel et d'autres. Les partis politiques, facteur de division et d'anarchie, font partie du répertoire classique de cette époque.

TABLEAU I E
Fréquence des blocs-notes
La gouverne (hors des périodes électorales) de janvier 1934 à juin 1936

[Retour à la table des matières](#)

Aspects théoriques :

- Négatifs :	
Les vices de la démocratie libérale au Canada	25
Les contradictions du système économique	4
	29
- Positifs :	
Mode de scrutin plus équitable, et divers	4
	33

Aspects pratiques - hors de la dialectique nous-alter :

- La « faune politique » - hommes, partis, etc.	
Propos neutres	90
- Les programmes et promesses des hommes et des partis (plutôt négatifs)	4
	94

Néanmoins, le journal, revenant périodiquement à la charge, varie un peu la facture de ses attaques et, au passage, précise ses accusations. Le thème de base n'en demeure pas moins le même : le système actuel trouve sa dynamique dans « l'esprit de parti ». Celui-ci se manifeste par le favoritisme à tous les niveaux, par le chauvinisme d'une presse partisane, qui est l'antithèse de l'information, et par une agitation factice qui tout en [48] divisant les intérêts de la nation débouche sur « une poignée de sottises bleues et rouges ⁴⁸ ». Les partis sont dépourvus d'idées, leurs chapeaux reprenant l'expression de Louis Francoeur, reproduite en bloc-notes, sont « ternes, gris et un peu sales ⁴⁹ ». La politique par ses abus compromet notre groupe

⁴⁸ HÉROUX, loco cit., 12 juillet 1935.

⁴⁹ Ibid., 17 juillet 1934.

ethnique ⁵⁰. Elle nous pousse sur un terrain de faux conflits dont nous faisons les frais.

À deux reprises, le journal croit à l'éclatement prochain des vieux partis au profit d'une plus grande indépendance des gouvernants par rapport à leur groupe d'allégeance. Lors de la célèbre « rentrée » de l'ex-ministre Stevens, en juillet 1935, Omer Héroux est convaincu de la force presque irrésistible exercée par le mécontentement populaire envers les formations traditionnelles. Réaction qui, croit-il, se retrouve depuis l'avènement de l'Action libérale nationale ⁵¹. Georges Pelletier confirmera ce point de vue, un an plus tard, à la veille du scrutin provincial :

Les partis ne leur [les électeurs] importent guère ; d'ici cinq ou dix ans, il n'y aura plus de « fortes lignes de parti » dans la province parce qu'il s'est enfin formé, qu'il existe une opinion publique, nécessaire si nous ne voulons pas mourir d'un excès de politique partisane ⁵².

Viennent s'ajouter, dans cette attitude négative envers les gouvernants, des récriminations diverses sur leur prolixité, leur mauvais français... et, dans un autre ordre d'idées, leur promiscuité avec le monde des affaires.

Les considérations plus globales se font rarissimes. Il faut bien comprendre qu'il ne revient pas à un quotidien d'ébaucher dans ses pages éditoriales une philosophie politique ou encore des théories sur la société. Des contradictions ou incohérences relevées dans le système économique sont parfois retenues en bloc-notes : le déséquilibre existant entre l'excédent de production et la misère. On s'interrogera à savoir si le progrès matériel sert bien les fins de la civilisation.

Au sujet de la gouverne proprement dite, aucun écrit exhaustif n'y est consacré. Cependant, un assez grand nombre d'affirmations, glissées au gré d'autres propos, permet le découpage d'un profil assez convaincant qui ne se départit pas d'une ambiguïté fondamentale.

Suivant en cela les traces de Bourassa, *le Devoir* ne tient pas le libéralisme politique en très haute estime. On a pu le constater déjà, dans son attitude fort critique envers le député. À l'endroit de la démocratie en général, il est pour le moins tiède.

⁵⁰ PELLETIER, *le Devoir*, 28 juillet 1935.

⁵¹ HÉROUX, loco cit., 8 juillet 1935.

⁵² PELLETIER, loco cit., 13 août 1936.

Parlant de la crise qui secoue [49] l'Hexagone, Georges Pelletier écrit : « la démocratie, en France comme ailleurs, est gravement malade de tous les abus qu'elle a commis depuis des années ⁵³ ». Ces abus, nous aurons l'occasion de les expliciter un peu plus loin, car la crise économique elle-même sera considérée comme une maladie causée par des excès ⁵⁴. Plus globalement, Georges Pelletier s'en prend volontiers à l'incompétence de l'électeur ; au sujet de Montréal, il a pu écrire que

l'incompétence provient en somme de ce que nous restons depuis des années à la merci du suffrage universel, douteux en soi, et corrompu, par les pratiques courantes en temps d'élection, de politiciens sans scrupule ⁵⁵.

Le parlementarisme demeure valable, un peu dans la mesure où il sert de garantie contre les abus de pouvoir exercés par des éléments composites ; il permet, lorsque l'appareil fonctionne normalement, de protéger les hommes politiques contre eux-mêmes ⁵⁶. La lassitude envers ce système se traduit surtout, comme nous l'avons vu, dans la pratique même. En théorie, le Devoir se montre critique envers le personnel politique mais ménage le régime dans son ensemble, même si parfois la conjoncture s'y prête. Cependant, la défense de régimes autoritaires sera plus explicite et plus fréquente.

Le Devoir entretient une véritable nostalgie envers le type d'autorité propre à l'Ancien Régime. Celui dont l'unité et la stabilité sont assurées par un même principe directeur. Le caractère équivoque du libéralisme politique, les tensions auxquelles il donne lieu et sa dispersion presque assimilée à l'anarchie, incitent le journal à se porter naturellement vers des formes aux armatures plus distinctes, plus fermes et à la fois plus sûres à ses yeux. Seule la monarchie héréditaire se trouve à satisfaire ces conditions.

Depuis vingt-cinq ans, au dire de Georges Pelletier, huit rois, empereurs ou souverains absolus ont perdu leur couronne, en Russie, en Allemagne, en Autriche, en Hongrie, en Grèce, au Portugal, en Espagne et en Turquie.

⁵³ Ibid., 20 février 1934.

⁵⁴ Ibid., 26 décembre 1934.

⁵⁵ Ibid., 9 avril 1934.

⁵⁶ HÉROUX, loco cit., 10 juin 1936.

Et, ajoute-t-il, qui règne partout dans ces pays, sauf au Portugal ? Ou l'anarchie, ou la dictature la plus dure. Est-ce à dire que l'univers s'en porte fort bien mieux ? Pas plus sous une république ou une dictature que sous un roi, les hommes ne sont meilleurs. Et parfois, ils deviennent de moins en moins bons, de plus en plus matérialistes ⁵⁷.

[50]

Effectivement, les nouvelles formes d'encadrement politique, qu'elles s'inspirent du libéralisme, du marxisme, ou encore parfois même du fascisme, sont repoussées. Le caractère autoritaire d'un régime ne satisfait pas ses exigences : il craint d'emblée l'homme fraîchement « arrivé » et les conséquences qui s'ensuivent. L'autorité doit se fonder sur une assise plus sûre. La pérennité du pouvoir devient la qualité fondamentale du régime, la permanence de l'ordre. À propos du plébiscite de 1934, en Allemagne, Omer Héroux écrit :

La monarchie héréditaire comporte un élément de stabilité et de continuité. Le souverain est d'avance désigné. Sa désignation dépend d'un fait : la naissance, sur lequel les ambitions des sujets ne peuvent rien. Avec la dictature, c'est bien autre chose. Le facteur personnel compte d'abord. Et le dictateur ne saurait s'imposer à la volonté de tous. On ne peut empêcher qu'un autre ne se dise : Pourquoi lui plutôt que moi ? et ne cherche à traduire ce rêve dans les faits...

... Le dictateur abattu, par une conspiration ou l'assassinat, chose trop fréquente, hélas ! ce peut être le chaos ⁵⁸.

Et il ajoute que la monarchie héréditaire constitue en Italie un élément de stabilité derrière Mussolini ⁵⁹. À son sujet, *le Devoir* se montre souvent très sympathique. Il était courant à l'époque d'entretenir chez nous des sentiments favorables au Duce.

Il était, bien sûr, difficile de récupérer en plein XXe siècle un appareil politique incompatible avec l'organisation économique de type libéral, qui s'était implantée au Québec. Comme telle, l'objection pouvait être réfutée, en ce sens que l'idéologie de l'époque permettait de contourner cet obstacle. On avait déjà prévu une structure

⁵⁷ *Le Devoir*, 13 octobre 1934.

⁵⁸ *Loco cit.*, 20 août 1934.

⁵⁹ *Ibid.*, 19 mars 1934.

économique et sociale appropriée à un appareil d'Ancien Régime. En effet, toute la société était perçue en ces termes, selon une vision fidèle à ce qu'on croyait être la vie des ancêtres. La vie familiale, la petite entreprise, le retour à la terre, la colonisation, etc., tentaient de restituer, en plein environnement libéral, une société en hiatus avec son entourage qui, grâce à une forme d'autarcie totale - autarcie économique et autarcie idéologique en particulier -, pouvait être ranimée.

La monarchie héréditaire s'impose alors de tout son poids. La dictature conduisant au chaos, la seule forme d'autoritarisme valable demeure encore la monarchie. Dans l'abstrait, en dehors de toute contingence, *le Devoir* demeure fidèle à lui-même et la considère comme le meilleur des régimes. Elle s'offre comme un modèle idéal. Le journal n'entrera jamais [51] dans le détail, si bien qu'il s'en tiendra au principe et non aux difficultés d'application. La dictature nous est généralement présentée en opposition aux régimes qui l'ont remplacée ; ainsi, en février 1936, quelques mois avant la guerre civile en Espagne, il évoque le spectre des bouleversements auxquels a donné lieu le renversement d'Alphonse XIII en 1931 ⁶⁰.

Néanmoins, la monarchie héréditaire n'est qu'un rêve, ou encore un phantasme, sans plus. Elle est là, comme principe. Il était bien entendu que, dans la pratique, le journal ne pouvait s'en réclamer. Mises à part quelques habiles créations du type bernadottien, elle ne s'institue pas là où elle n'a aucune racine, aucun prétendant. La monarchie trouve généralement sa légitimité dans le passé. Elle est dans la mesure où elle a été.

Privé de son principe moteur, le journal doit se porter vers une valeur de rechange qui risque fort de gêner la cohérence de sa construction idéologique. Dans son cas, il sera permis de parler de désarroi.

À défaut du régime monarchiste, *le Devoir* se rabat sur son contraire, un régime fondé sur l'opinion publique éclairée, un système où les gouvernants sont intimement contrôlés par les gouvernés. L'exercice d'un parlementarisme amélioré.

Comment expliquer ce revirement ? Comment allier des principes autoritaristes à une pratique aussi « démocratique » ou simplement libérale ? La pérennité et la stabilité du régime importait avant tout. À cet égard, la monarchie était la meilleure garante. Au pis aller, il valait mieux se contenter du statu quo. La dictature, instable de

⁶⁰ PELLETIER, loco cit., 28 février 1936.

nature, était rejetée. Attitude tributaire de la tradition bourassiste que de pester contre le parlementarisme, célébrer la grandeur d'autres régimes pour finalement se défendre contre tout changement véritable ⁶¹.

Renversant ses positions théoriques, *le Devoir* valorise dans le concret le rôle de l'opinion publique, au point de lui accorder la fonction de premier moteur. Dans cette dynamique, les gouvernants sont presque réduits à la refléter ⁶², mais selon une logique qui lui est propre.

À la différence des sociétés libérales d'Occident, qui se réclament du suffrage universel direct, *le Devoir* parle plutôt en terme d'opinion publique, même si l'expression *électeur* est parfois employée. Cette opinion publique agit comme contrôleur et juge des gouvernants. À la veille du scrutin de 1936, Omer Héroux écrit :

[52]

... L'Équipe gouvernementale ne donnera son maximum de rendement que si elle est appuyée, aiguillée (sic), surveillée par une forte opinion publique ⁶³.

Celle-ci, d'ailleurs, pour s'exprimer doit recourir à des guides :

Le courant de la politique provinciale dépendra toujours, dans une mesure plus ou moins large, de la force de l'opinion publique, et plus particulièrement encore de l'action des élites ⁶⁴.

Imperceptiblement, il y a glissement et substitution des rôles. Substitution ambiguë, imprécise. L'éditorial ne mentionne pas quels sont les heureux élus convoqués à cette mission salvatrice. Mais, se fondant sur d'autres écrits, on est en droit de croire que *le Devoir*, à titre d'éclaireur privilégié de l'opinion, était des leurs. Cette élite semble se poser comme une tentative de déloger un adversaire redoutable : les partis politiques.

Tout en se berçant de vaines nostalgies sur le régime idéal de jadis, le journal se sent forcé d'accepter des institutions qui, en principe, lui répugnent. Il fait contre

⁶¹ Pour Bourassa, le présent est une sorte de voulu de la Providence qu'on ne saurait renverser.

⁶² PELLETIER, loco cit., 25 janvier 1936.

⁶³ HÉROUX, loco cit., 30 juillet 1936, repris presque textuellement le 17 août 1937.

⁶⁴ Ibid., 2 janvier 1936.

mauvaise fortune bon cœur et tente de jouer, à l'intérieur de normes imposées par le libéralisme, un rôle qui lui serait probablement refusé dans le régime de son choix. Une aristocratie s'installe discrètement entre gouvernants et gouvernés... Le compromis auquel aboutit cette démarche sinueuse et probablement inconsciente ne se réalise pas sans un certain prix.

De cette contradiction entre ses aspirations profondes et son désir d'accommodement, s'explique alors un grand nombre d'incohérences. Se réclamant tantôt de l'un, tantôt de l'autre, *le Devoir* demeure souvent ambivalent, ménage la chèvre et le chou et confond même souvent les genres. Incapable de se fixer sur un modèle précis d'organisation étatique, il se prête volontiers à des emprunts et opère des rapprochements saugrenus qui ne s'expliquent que par une saisie fort confuse de la dynamique politique imprimée par les règles du jeu propres à un régime.

Le bloc-notes en date du 19 février 1934, et signé par Georges Pelletier, laisse assez songeur non seulement sur ses connaissances institutionnelles mais surtout sur son jugement politique. En comparant Roosevelt et Mussolini, il n'y voit aucune différence dans le type d'autorité qu'ils exercent :

On s'imagine encore, si l'on ne réfléchit pas, que les États-Unis ont un régime parlementaire. Oui, à peu près comme l'Italie. Washington a des députés et des sénateurs, comme l'Italie a les uns et les autres ; mais, tout comme l'Italie, les États-Unis ont un dictateur. Et le régime qui existe à Washington comme à [53] Rome, c'est la dictature. Roosevelt n'a rien à envier à Mussolini. L'un et l'autre exercent à peu près les mêmes pouvoirs, ils détiennent l'un et l'autre la véritable autorité. Les parlementaires ne sont là que pour sauver les apparences, et les dictateurs, fort souvent, les écartent ; ou plutôt, ce n'est qu'à de certaines heures que Roosevelt et Mussolini leur permettent de tenir un rôle - un rôle de comparses dans tous les cas. La dictature italienne dure depuis 1923 et elle a réhabilité l'Italie, quoi que l'on pense par ailleurs de celui qui l'exerce. À Washington, la dictature ne date que d'un an ; mais elle a déjà profondément marqué la vie américaine... La finance, le commerce, l'industrie, toute l'économie américaine ont dû se rendre aux interventions et aux ordres de monsieur Roosevelt ⁶⁵.

⁶⁵ L'italique est de nous. *Le Devoir*, 19 février 1934. Cette identification relativement simpliste se retrouve sous la plume de Roger Duhamel dans *La Relève*. Un auteur bien coté de l'époque, en notre milieu, se permettra le même rapprochement. Voir Gonzague DE REYNOLD, *L'Europe tragique*, p. 201 : « De plus en plus Roosevelt devient un « Duce », un « Führer » ; ce qui est davantage qu'un président. De plus en plus, les États-Unis entrent

À partir de ces considérations, le lecteur est conduit à s'interroger sur le contenu de l'action étatique que le journal lui propose, bref sur la gouverne selon son *produit*.

Le type d'action susceptible d'être engagé par l'État révèle le genre d'organisation dont on veut se réclamer. *Le Devoir* se trouve à nouveau enfermé dans son même dilemme. Les réalisations de notre régime parlementaire lui sont peu éloquentes. La politique au Canada, et davantage au Québec, évoluerait dans un état de vacuité inquiétante. Ce régime serait en soi condamnable si on n'était pas contraint de s'en satisfaire.

Le communisme exclu, il y avait toujours la séduction du fascisme que le régime de corporation rendait alléchant à l'époque. Les propos sympathiques à Mussolini se retrouvent sous plusieurs formes dans le journal. Cependant, la solution de l'autoritarisme par le biais d'une dictature n'exerçait qu'un attrait apparent. Le journal appréhende celle-ci dans sa nature même. Cette forme d'autorité dérivée d'une hypostase de l'État lui était absolument étrangère. La prise en main du social par le politique dans un effort conscient de transformation de ce social, comme pouvant être maîtrisé, rompu et réaménagé, se posait comme une hypothèse quasi sacrilège. Toute la pensée de Bourassa dont *le Devoir* lui est tributaire, à cet égard, s'est articulée autour d'un social perçu comme un donné auquel le politique doit se soumettre. Or, le fascisme dans cet élan de dépassement du social par le truchement du politique n'était, comme issue, d'aucune [54] utilité ; pas plus pour ses principes qui lui étaient inacceptables que pour sa consécration dans un dictateur dont le destin conduisait à tous les aléas.

Si *le Devoir* se refuse à l'action collective engagée par l'État en tant qu'État, il accueille avec joie l'action engagée par l'autorité en tant qu'incarnée dans une personne responsable. La distinction est de taille, puisqu'il y a contraste entre une entité abstraite décrivant l'agir collectif et un agent identifiable, concret, le roi. Aussitôt, le journal semble se retrouver, se récupérer pour ainsi dire ; il offre alors une vue plus dégagée et libre des possibles qui s'offrent aux gouvernants. L'action de l'autorité se projette dans l'avenir. Ses plans s'inscrivent dans un devenir réfléchi,

dans la contre-révolution. Et voilà ce qui donne au phénomène américain une immense portée. »

organisé et surtout assuré ; le commentaire d'Omer Héroux sur un discours de Mussolini prononcé en mars 1934, le révèle assez bien :

Notons (...) ce qu'il y a de grand, de réconfortant, en ces termes où la plupart des esprits semblent absorbés et dominés par l'éphémère, à voir un chef de gouvernement faire des plans pour un long avenir, dresser un programme d'action, non point pour cinq ou dix ans, mais pour soixante ans.

Le pourrait-il, cependant, s'il n'avait tenu à conserver pour le régime nouveau le solide appui de la monarchie - prometteuse d'avenir, parce que sa permanence ne dépend point de la vie ou du prestige de tel ou tel homme et qu'elle porte en elle-même le principe de son renouvellement ⁶⁶ ?

L'intérêt de cette citation ne porte pas sur l'enthousiasme un peu naïf et illusoire de ces projections à long terme, et encore moins sur le démenti formel que l'avenir leur a réservé. *Comme telles*, ces prophéties non réalisées font sourire, sans plus. Elles révèlent par contre, et c'est là l'important, des préoccupations qui tentent de restituer un univers désormais dépassé, même en Italie, celui de l'Ancien Régime. Héroux nous entretient des projets de Mussolini, comme au XVII^e siècle, les contemporains de Louis XIV louaient les grands travaux du souverain, notion du politique hors des contingences du moment, au profit de visions hors des contraintes de temps. Il ne lui vient pas à l'esprit que la force du régime repose sur le Duce et non sur le Monarque, que la pérennité de ces programmes est assurée par la pérennité de sa dictature et que la « grandeur » du régime se fonde sur sa dynamique propre : le fascisme disparu, le roi ne représente plus qu'une légitimité susceptible d'être greffée à un autre régime qui serait à la recherche d'une caution morale ⁶⁷.

Comment dans ce conditionnement d'Ancien Régime, le journal peut-il parvenir à concilier des aspirations aussi contradictoires ? Attirait spontané [55] envers la monarchie et compromis en faveur du statu quo. Tenter d'assimiler des valeurs de caractère plutôt aristocratique à une dynamique de type libéral est pour le moins malaisé. Or, effectivement, nous serons en mesure de le voir confirmer plus tard ; le journal n'y trouvera jamais son assiette. Au lieu de réaliser une synthèse - probablement impossible, de toute manière - il inclinera dans un sens ou dans l'autre, s'en-

⁶⁶ *Le Devoir*, 19 mars 1934.

⁶⁷ Le sort réel de la monarchie en Italie ne nous intéresse pas comme tel dans ce développement.

fermera dans la logique de l'un ou de l'autre alternativement. Pouvait-il en être autrement ?

Dans la pratique, *le Devoir* se pose en contradiction flagrante avec ses ébauches théoriques. Autant il condamne les partis de se livrer à des querelles stériles et de s'éloigner des vrais problèmes, autant dans le quotidien il adopte les mêmes attitudes. Le tableau IE regroupe sous la rubrique « faune politique », les propos touchant exclusivement le sort politique des hommes et des partis. Dans l'ensemble, elle maintient une forte fréquence.

Des hommes politiques, *le Devoir* se passionne de leurs allées et venues, de leur destin au sein de leur parti, de leur ascension, s'ils sont ministériels. Parfois, ce seront leurs antécédents politiques, plus souvent leurs chances de succès dans l'avenir. De leurs idées, jamais un mot. C'est l'agent qui compte et non son message : qui se débrouille à travers les méandres de la politique et *comment*. Nominations, démissions, rumeurs alimentent la chronique. Durant l'année 1934, on s'interrogera à loisir sur l'avenir de monsieur Bennett. Viennent ensuite s'ajouter les anniversaires de naissance qui permettent de multiplier les entretiens de cette nature. Le journal, à titre d'observateur plus ou moins impassible selon les circonstances, relate les grands moments d'un match dont les hommes politiques sont les concurrents.

Sa façon d'aborder les campagnes électorales et les résultats de scrutins ailleurs, soit dans les autres provinces ou à l'étranger, est significative. Le lecteur n'apprend strictement rien des programmes, des idées ou plus simplement des enjeux. Le seul enjeu qui l'intéresse effectivement c'est la prise du pouvoir par l'un ou l'autre des adversaires. Les campagnes électorales sont l'occasion rêvée pour jauger les chances de chacun, spéculer sur la faveur de tel ou tel parti auprès des électeurs. Les exemples sont légions. Ainsi, pour prendre un cas parmi tant d'autres, le scrutin de 1934, en Ontario, est évoqué trois fois en bloc-notes. Le 9 juin, le journal situe les forces en présence, conservateurs et libéraux, leurs antécédents - leurs « scores » en quelque sorte -, les hommes dans la lutte -les fiches de « compteurs »... L'auteur se garde bien de nous révéler la nature des thèses qui s'affrontent. Le 15 juin, même présentation. Le 22, résultats des élections, conséquences sans plus. Or, le scrutin de juin 1934 s'inscrivait, [56] d'une part, dans la série des renversements de gouvernements provinciaux et, d'autre part, marquait la fin d'une dynastie conservatrice avec la victoire des libéraux, ayant à leur tête Mitchell Hepburn. P.G. Cornell écrit à propos de cette campagne qu'elle fut « fougueuse, dévasta-

trice et impitoyable ; on accusa le gouvernement de corruption et on lui reprocha de n'avoir pas su mater la crise... ⁶⁸ ». Le sujet même de la corruption dont on soupçonnait déjà le gouvernement du Québec aurait pu au moins être relevé. De toutes manières, c'est dans cet esprit de joute politique que *le Devoir* rendait compte des élections hors du Québec. Qu'il s'agît de résultats provenant de Grande-Bretagne, d'Irlande, des États-Unis, la démarche demeurait fidèle à elle-même. Entre les scrutins, il se repaissait de rumeurs tout en condamnant cette pratique.

D'avril à juin 1935, pas moins de cinq blocs-notes s'interrogent sur la date des élections à venir (fédérales et provinciales). Tout en réclamant des élections à dates fixes, afin de mettre fin à ce jeu de devinettes ou de prédictions assez stériles, le journal se livre au même jeu ⁶⁹.

Au fond, *le Devoir* est tributaire du politique tel qu'il s'offre à lui et tel qu'il le condamne. Les hommes et les partis politiques se voient reprocher de ne s'intéresser qu'à leurs propres intérêts, d'entretenir des situations conflictuelles aux moyens d'artifices de toutes sortes et de fuir le monde des idées. Or, il est manifeste d'après la séduction qu'exerce la « faune politique », sur le journal qu'il est entraîné dans le même jeu et, qui pis est, semble s'y complaire. Est-ce à son insu ? Là n'est pas la question. Il le fait, et au détriment des thèses qu'il soutient depuis sa fondation. Au lieu de parler de programmes, d'idées échangées ou défendues par les partis, bref, de solutions, il prend plus grand plaisir à discuter de « politique » comme le profane de l'époque. Il n'a donc à cet égard rien d'avant-gardiste. Au contraire, il suit. Tout en voulant se tenir en retrait et servir d'observateur éclairé, réfléchi et objectif, *le Devoir* est à la remorque des événements politiques, il se prête au « jeu » même qu'il condamne.

⁶⁸ P. G. CORNELL, J. HAMELIN, F. OUELLET, M. TRUDEL, *Canada : unité et diversité*, p. 486. Cornell situe la campagne en 1933.

⁶⁹ Les 1er et 17 avril, 15 mai, 1er et 27 juin 1935.

3. Que faire ?

[Retour à la table des matières](#)

Le Devoir accepte en dernier ressort les institutions présentes. Comme telles, elles ne font l'objet d'aucun commentaire, sinon, comme nous [57] l'avons fait remarquer, qu'elles prévoient dans des conditions de bon fonctionnement, une variété de contrôles sur l'action gouvernementale.

Le journal s'intéresse davantage aux agents. C'est dans cette optique qu'il condamne les partis politiques et leurs affiliations auprès des forces de l'argent. De même, quand vient le temps d'exprimer un point de vue positif, est-il plus ou moins esclave de cette tournure d'esprit. Compte tenu des contraintes du milieu, à savoir l'acceptation malgré lui du parlementarisme britannique, *le Devoir* limite les problèmes politiques de l'heure à une affaire d'hommes. La réforme s'opérera par un remplacement, par un nouveau personnel politique conçu comme agrégat et non comme entité collective. Elle sera la tâche d'individus rassemblés selon des structures imprécises et imprévues, et non d'organisations ou de partis.

C'est donc dire que, dans sa perception de l'agir politique, *le Devoir* est retenu inconsciemment par des valeurs personnalisées qui, cette fois, s'expliquent par des prédispositions inspirées de valeurs propres à une classe de notables appelée à constituer l'élite.

La gouverne libérale se traduit, en opposition, par un aménagement des énergies cristallisées autour de la notion de groupe. *Le Devoir* n'en est pas à ce stade et prévoit plutôt un rassemblement d'honnêtes hommes. Il mise sur la qualité des agents et sur des qualités autant morales qu'intellectuelles. Il faut, au Canada français, des hommes politiques honnêtes (dans le sens courant du terme) ayant de la « culture », des « idées générales », des députés « intelligents », « probes », « bien avisés », d'« esprit ouvert » par opposition à ceux qui portent au col « la meule de l'égoïste patronage, ... de la politicaillerie de canton...⁷⁰ ». Bref, on se prononce en faveur d'une nouvelle classe de notables : généralistes (peut-être humanistes...), intelligents

⁷⁰ PELLETIER, *le Devoir*, 2 mars 1935 (Éditorial), 17 février 1936 (Bloc-notes) et 25 janvier 1936.

(encore faudrait-il connaître les critères d'évaluation) et probes. Toutes ces qualités n'en font pas des hommes d'action. La compétence, valeur nécessaire à l'action étatique, y est absente ou pour le moins estompée. *Le Devoir* ne juge pas l'agent politique selon son savoir-faire ou encore selon ce qu'il fait. En second lieu, l'homme politique idéal semble dépourvu du sens de la lutte, du combat. L'action comme menée contre aller et contre des obstacles ou des hostilités, est éclipsée en faveur d'un idéal intellectuel et moral.

S'il arrive parfois au *Devoir* d'évoquer la pusillanimité de nos gouvernants - surtout à Ottawa - c'est en vue de les condamner pour leur *bon-ententisme* envers l'interlocuteur anglophone. La combativité y trouve alors sa place dans une stratégie défensive.

[58]

Nous sommes enfin conduit à juger le journal d'après son comportement à l'égard de politiques précises. Après avoir évalué sa perception des forces en présence selon l'antagonisme entre l'adversaire et le nous, et sa conception de la gouverne en tant qu'organisation et action collective à mener, interrogeons-nous sur sa façon d'aborder l'action déjà engagée.

Ses vues d'ensembles sont déjà connues. À l'occasion, *le Devoir* condamne avec vigueur le système présent. C'est vers le « quasi-monopole », vers « l'asservissement de la masse » que tendrait le régime ⁷¹. La contradiction scandaleuse entre l'état de surabondance des uns et de disette chez les autres fait apparaître les fondements matérialistes de cette économie animée par la spéculation des financiers et la cupidité des trustards. Le consommateur en proie à cette exploitation serait le premier à en faire les frais ⁷². La situation est perçue comme tragique même si le journal ne multiplie pas les interventions dans ce sens. De même, Omer Héroux reconnaît que « le problème du chômage est d'une extrême gravité (que) personne ne... conteste ⁷³ ». Donc, au stade premier du constat, le jugement porté est sévère ; par contre, son degré de sensibilité est relativement faible si on se fonde sur la fréquence des articles à ce propos. Disons, pour résumer, que lorsqu'il en parle, *le Devoir* est péremptoire dans ses condamnations mais qu'il ne lui arrive pas souvent de

⁷¹ HÉROUX, *le Devoir*, Bloc-notes, 29 octobre 1934.

⁷² PELLETIER, *le Devoir*, Bloc-notes, 18 octobre 1934.

⁷³ HÉROUX, loco cit., 11 février 1936.

s'y intéresser. Juger sans recours les assises mêmes d'une société, quelle qu'en soit la qualité, présentait malgré tout un danger si on y revenait à loisir. Or, le journal, quoique très critique, n'y voyait pas de valeurs de rechange qui lui permirent de se poser constamment contre le système. Le statu quo, dans toute son ambiguïté, offrait pour le moins une stabilité à laquelle il tenait. On lui reconnaissait explicitement les vices, mais aussi implicitement, les vertus. Concrètement, le comportement est révélateur tellement il est contradictoire.

Dans la pratique, *le Devoir* ne s'intéresse qu'à deux types de problèmes : l'ordre dans tous les domaines et la défense du nous à Ottawa (tableaux I F et I G).

Quiconque se consacre à la défense de l'ordre risque fort de ne s'intéresser qu'au désordre. L'ordre ne représentant qu'un état normal, il est naturel que l'attention dans ces conditions soit riviée aux infractions. *Le Devoir* ne déroge pas à cette tendance. Perçu sous un jour statique, le social serait soumis à des règles très simples, susceptibles d'être facilement respectées par l'esprit de bon sens. Le désordre serait la conséquence [59] d'accrocs au sens commun, celui-ci identifié très tôt à une morale sociale en opposition aux abus.

Georges Pelletier, spécialiste des questions économiques et financières au journal, respecte fidèlement les aphorismes de Bourassa. La crise est le produit de la démesure. Ainsi s'exprimait également le maître au terme de sa campagne dans la circonscription de Labelle en 1935 :

Il n'est pas possible à un seul homme, si intelligent et si instruit qu'il soit, de trouver le remède à la crise...

La crise est due à des causes profondes, *morales*, bien plus qu'économiques et physiques...

Nous avons péché par imprévoyance et surtout par extravagance. Le retour au bon sens, à la modération, à la simplicité s'impose sans délai ⁷⁴.

⁷⁴ Henri BOURASSA, *le Devoir*, 14 octobre 1935. L'italique est de nous.

TABLEAU I F
Fréquence de blocs-notes
Les problèmes de la gouverne (hors des périodes électorales)
de janvier 1934 à juin 1936

[Retour à la table des matières](#)

L'ordre :

- L'ordre financier :	
Finances publiques et fiscalité	45
Questions ferroviaires	47
Autres	16
	108
- Enquêtes et contrôles	44
- Injustices et irrégularités	9
	161

En un mot, nous sommes victimes de nos égarements. La prospérité se recouvrera par une conversion à la « sage économie » et au « bon sens ». Abstraction faite du ton prêcheur, l'éditorialiste fait siens ces principes et exploite les mêmes thèmes, se soulève contre les mêmes excès. Commentant une allocution de Bourassa, il nous rappelle en éditorial que nous avons voulu bâtir trop vite pour rejoindre les Européens ; et, poursuit-il, « notre ambition démesurée a fait que nous avons dépassé de toutes parts la prudence, perdu presque partout le sens de l'équilibre, de la stabilité ⁷⁵ ». Pour remédier à cet état déplorable, il nous faut recourir aux principes éprouvés :

[60]

Et nous voilà dans des difficultés dont nous ne pourrions sortir que par l'assainissement préalable du crédit public et des finances privées, ... le goût du travail, la pratique de l'épargne, de l'honnêteté en affaires, le sens commun, si rare qu'il est aujourd'hui chose la plus précieuse, parce que la moins répandue.

⁷⁵ PELLETIER, *le Devoir*, 2 mars 1935.

Aurons-nous, a demandé monsieur Bourassa, le courage de revenir à tout cela sans fausse honte, sans orgueil, en toute humilité ⁷⁶ ?

Mettons de côté les appels à l'ascèse et à la pénitence. Il y a manifestement une intention bien arrêtée de retour en arrière, de récupération. Notre ambition nous a poussés vers une croissance prématurée et surtout monstrueuse. Il faut opérer un volte-face, redevenir ce que nous étions. Une autarcie relative fondée sur « une industrie moyenne, diversifiée, agrippée au sol, mettant en valeur les produits indigènes » nous aurait vraisemblablement tenus à l'écart des secousses provoquées par l'économie surdéveloppée des États-Unis ⁷⁷. Pour *le Devoir*, comme pour Bourassa, la solution relève du bon sens et des bonnes dispositions ; un peu d'intelligence et beaucoup de bonne volonté. La complexité de la *res economica* et les compétences auxquelles on devrait faire appel pour la maîtriser, leur échappent complètement. De façon traditionnelle, l'administration de la collectivité est envisagée comme soumise aux mêmes règles que celles de la gérance domestique. La subtilité des modèles économiques et de leurs applications n'y a pas sa place.

Le constat s'en tient résolument à la dimension financière de la crise. Dans l'imédiat, la grande priorité porte sur l'assainissement des finances publiques anémiées par des abus de toutes sortes ; la dépression sera matée par le retour à l'équilibre budgétaire et la suppression de la dette nationale, ou du moins à son amoindrissement. L'État doit commencer par faire le ménage chez lui.

La dette nationale offre un thème aux variations multiples. Tous les facteurs de dépenses gouvernementales peuvent être évoqués à loisir. Suivant la tradition bourrassiste, *le Devoir* s'attardera à trois causes d'endettement. Les deux premières sont relativement lointaines, mais se font encore bien sentir ; les dépenses occasionnées par la participation du Canada à la guerre 14-18 et par la « mégalomanie » ferroviaire ⁷⁸. La troisième plus immédiate, les allocations versées aux chômeurs ⁷⁹.

⁷⁶ Ibid.

⁷⁷ Cette valorisation du sens commun aurait convenu à l'optimiste docteur Pangloss.

⁷⁸ Il s'agit, dans les deux cas, de constantes fort tenaces. Voir, à ce sujet, l'exégèse de Paul-André LINTEAU sur les perceptions économiques de Georges Pelletier : *la Pensée économique et sociale de Georges Pelletier, 1910-1929*, pp. 67-74 et 83-87 et « Georges Pelletier et les questions économiques 1910-1929 », *R.H.A.F.*, vol. XXIII, n° 4, mars 1970, pp. 591-594.

⁷⁹ Georges PELLETIER, 14, 22 et 24 février 1936 et 20 avril 1936.

[61]

Le coût de la participation canadienne au premier conflit mondial, comme question, est intégré à l'opposition systématique du Devoir envers tout engagement militaire à l'extérieur du pays. Il n'est donc pas étonnant qu'on en évoque les séquelles, lorsque le moment s'y prête.

Vieille préoccupation du *Devoir* : le réseau ferroviaire, établi à des coûts prohibitifs, grève les finances de l'État depuis plusieurs décennies. Entretenu par des financiers intéressés, les gouvernants ont permis une quasi-dilapidation des biens publics en subventionnant une dispersion et le dédoublement des efforts. Un seul réseau suffisait amplement ; en subventionner trois ou quatre, était au-dessus de nos moyens. Aujourd'hui, nos finances publiques sont gravement affectées par la « mégalomanie » d'hier. Tout au long de ces trois années étudiées (1934 à 1936), Georges Pelletier entretient le lecteur sur le sort des chemins de fer nationaux. À l'époque, il est grandement question de fusion avec l'entreprise privée. Devant le danger d'une union qui se ferait au détriment du trésor public, le gérant-directeur du *Devoir* alerte constamment son public contre une mainmise possible par des intérêts financiers sur des investissements publics chèrement acquis.

Enfin, dernière cause de l'alourdissement de la dette : la crise et le chômage dont il est issu. Comme nous aurons l'occasion de le souligner à de multiples reprises, le manque d'emploi est traité exclusivement comme un fardeau financier pour l'État. Très peu souvent abordé, le chômage est toujours intégré aux problèmes de la dette, si bien que nous l'avons tout simplement intégré dans le tableau 1 F au titre général des « finances » ⁸⁰.

Accabler *le Devoir* de reproches pour son peu d'imagination dans le domaine des finances publiques serait de très mauvais aloi. Nombreux sont ceux qui, à l'époque, s'en tenaient aux axiomes de l'orthodoxie libérale. La crise devait être résorbée par un retour à l'austérité. Le lecteur du *Devoir* n'était pas en droit de réclamer des solutions innovatrices dans cet ordre de pensée. Néanmoins, la visière d'un avoir

⁸⁰ En guise de compression budgétaire, il arrive périodiquement à Omer Héroux de proposer au gouvernement québécois une réduction dans le nombre des députés qui siègent à l'Assemblée législative. Ainsi, réaliserait-on une économie appréciable de \$75,000 par année (*le Devoir*, les 2 mars, 27 avril et 25 juillet 1935). Le rédacteur en chef du *Devoir* semble avoir pris sa suggestion au sérieux, puisqu'il y revient assez souvent pour nous convaincre du bien-fondé de ses avancés.

menacé lui impose une fermeture. Fermeture sur le *présent*, comme distinct du passé. Dans l'ordre économique, il fallait revenir aux préceptes d'une vision depuis longtemps dépassée, celle de petites unités prétendument taillées à la dimension de l'homme et adaptées à notre niveau de développement. Malgré la staticité de l'idéal proposé, le journal reconnaissait, à l'instar de [62] Bourassa, l'existence non pas de l'évolution mais bien du développement. Nuance importante qui consacrait un aperçu vitaliste de la société par opposition à une vision plutôt historiciste. Dans leur esprit, le corps social prend de l'expansion sans se transformer, sans changer.

Inspirées d'une préoccupation d'ordre, les enquêtes en cours sont assez suivies par le bloc-notes. La plus valorisée est sans conteste celle que le ministre Stevens préside à ses débuts. La Commission dite des « onze », sur l'écart des prix, s'est illustrée autant par les révélations auxquelles ont donné lieu ses séances que par les réactions qu'elle a suscitées auprès des ministériels. Sensibilisé par Bourassa aux abus du capitalisme, *le Devoir* reprend périodiquement les thèmes partagés avec la commission : l'agiotage, l'exploitation de la main-d'oeuvre, les profits exagérés.

La Commission Lapointe, dont la période de contact avec le grand public fut réduite à quelques semaines, défraie quelques chroniques en bloc-notes. Par contre, il faut s'empresse d'ajouter que, à défaut de forte publicité au niveau des éditoriaux, la commission décroche la manchette à un rythme effréné durant tout le mois de novembre 1934. Lors de la publication de son rapport, en janvier 1935, Georges Pelletier, dans deux blocs-notes presque successifs, l'accueille favorablement ⁸¹. Ni pour l'étatisation de l'électricité ni pour le laissez-faire le plus débridé, il se situe entre les deux et préconise, à l'instar de Lapointe, un contrôle mais probablement plus poussé à tous les stades du processus : financement, production, distribution.

La défense du nous, qui constitue en quelque sorte le second volet des préférences exprimées par *le Devoir*, s'en tient à un niveau symbolique. Le journal réclame d'abord de bons services de traduction, des documents et des formules dans les deux langues, des services dans la langue maternelle des Canadiens français. Les billets de banque dits « bilingues » occupent comme objet de revendication une place de choix en 1934 et 1935. C'en est presque une obsession ; le sujet se prêtant guère à des développements prolongés ou approfondis, le journal adopte le ton d'une campagne au cours de laquelle il s'applique à reprendre constamment le même thème.

⁸¹ *Le Devoir*, 24 et 26 janvier 1935.

Au niveau de la diffusion, Omer Héroux rappelle périodiquement le sort des écoles hors du Québec. L'année 1934 est également ponctuée par des notes sur le bilinguisme à la radio.

Au plan économique, les revendications du journal prennent des connotations multiples. Le sujet appartient à plusieurs niveaux à la fois, avec à peu près la même intensité. Qu'est-ce, pour *le Devoir*, que réclamer une participation plus grande des Canadiens français à la fonction [63] publique ? La part du symbolique n'est pas négligeable, et la tentation a été forte de loger le sujet à cette enseigne. Mais il a aussi une résonance économique qui, même si elle est souvent plus implicite qu'explicite, est indéniable. À défaut de plus de précisions, et surtout afin de rendre justice au journal, nous avons opté pour une solution mitoyenne. Politique, cette réclamation se pose en demi-palier : économico-symbolique.

TABLEAU I 6

**La défense du « nous » auprès d'Ottawa et des provinces autres que le Québec
(hors des périodes électorales) de janvier 1934 à juin 1936**

[Retour à la table des matières](#)

Selon l'objet :

- Symbolique - Documents, formules et billets « bilingues »	88
- « Diffusif » - Éducation et radiodiffusion	23
- Économique (politico-économico-symbolique) - Les Canadiens français dans la fonction publique	18
- Politique - La représentation des nôtres dans les grands organes de décision	41

170

Cette défense du nous est sans équivoque, c'est-à-dire fort intense en termes de fréquence. Par contre, la distribution selon les divers niveaux choisis, démontre le caractère abstrait de cette réclamation. La symbolique domine et dans ce qu'elle a de moins « concrétisable » : la monnaie « bilingue » est privilégiée par rapport au bilinguisme dans les services administratifs qui, lui, peut avoir pour effet secondaire de renforcer la représentation des Canadiens de langue française dans la fonction publique. Et même dans le cas des services bureaucratiques, *le Devoir* prête encore

beaucoup d'attention à l'usage de formules administratives (à remplir) dans les deux langues.

La présence du français auprès des moyens de diffusion est perçue dans une opinion analogue. Elle n'offre rien de très dynamique excepté d'être là. Il en est un peu de même aussi pour celle des nôtres dans la fonction publique, ou encore auprès du gouvernement. Ainsi, la représentation des francophones est-elle étroitement surveillée dans la formation des cabinets et dans les divers services et commissions du gouvernement. Il ne se dégage cependant aucune dynamique de l'ensemble. On ne voit d'ailleurs pas beaucoup d'affinités entre l'idéologie de ce nous telle qu'elle est proposée par *le Devoir* et celle des gouvernants.

[64]

Après avoir défendu l'ordre et le nous, *le Devoir* a épuisé son souffle ; le reste de l'action revenant à la gouverne est passablement diffus. Auprès du gouvernement central, il s'en tient, comme l'indique le tableau 1H, à des demandes de nature symbolique. Le sujet le plus constant au cours de ces trois années porte sur l'opportunité de nommer désormais un Canadien et non plus un Britannique au poste de gouverneur général.

Les problèmes d'ordre économique et social, provoqués par la crise, plus particulièrement le chômage, passent presque inaperçus. Que de rares références ou allusions. La situation des gouvernés, dans une idéologie d'Ancien Régime, est somme toute secondaire ou même insignifiante ; à moins qu'elle soit « exploitée » à des fins révolutionnaires. *Le Devoir* ne s'apitoie pas sur le sort des chômeurs comme tel ; quelques écrits, fort peu nombreux, font référence au manque d'emploi comme problème national. Le journal est affecté dans la mesure où la nation, le nous, est atteint dans son sens collectif.

TABLEAU I H
La politique à Ottawa et à Québec
(hors des périodes électorales) de janvier 1934 à juin 1936

[Retour à la table des matières](#)

Résidu	Canada et provinces hors du Québec	Québec
Selon l'objet :	6	2
- Symbolique	6	3
- « Diffusif »	22	10
- Économique	11	1
- Social		
Politique	11	8
- Politique symbolique	10	—
- De politique extérieure	16	—
	82	24

La crise dans ses conséquences sociales n'a pratiquement aucune résonance auprès du *Devoir* ; aucun éditorial ne lui est consacré. De même, les blocs-notes sont aussi « silencieux ». Durant les trois campagnes qui étaient des temps forts, permettant de se ressaisir, le sujet figure parmi les grands absents.

Les autres questions sont dispersées et durant la période agitée entre les deux élections provinciales, de décembre 1935 à juin 1936, on ne relève plus que treize écrits relatifs aux problèmes relevant de la compétence fédérale.

[65]

Les activités du gouvernement provincial sont encore moins suivies. Par contre, la dimension économique-sociale prend du relief à certains moments. Les politiques affectant l'exploitation du bois et la colonisation (le plan Vautrin) soulèvent un enthousiasme mitigé. Du moins on en parle. Autrement, c'est le calme plat dont témoignent les faibles fréquences enregistrées.

Hormis l'ordre et la défense dans l'immédiat du collectif franco-canadien, l'action gouvernementale est fort distraitement suivie.

Le dernier stade de l'analyse se doit d'avoir recours aux omissions. Un jugement sur l'action ne peut se passer d'une évaluation antérieure sur l'éventail des possibles dont disposait l'agent. Or, dans le cas du Devoir, les « absents » sont de fortes tailles. Car, durant cette période assez brève, de janvier 1934 à juin 1936, les divers gouvernements vont s'engager dans des programmes de réforme ou de simple redressement qui ne pouvaient laisser insensible l'observateur même profane.

C'est surtout d'Ottawa que sont suscitées les initiatives. Elles sont d'ailleurs multiples. L'année 1935 marque un grand tournant dans l'histoire du Canada. Dès le début de l'année, Bennett, alors premier ministre, pose à la radio les premiers jalons de son *New Deal* canadien. Celui-ci se traduira par une série de mesures toutes aussi importantes les unes que les autres. Ce sont, entre autres : la législation sur le salaire minimum, la semaine de quarante-huit heures, la journée de huit heures, le jour de repos par semaine, les assurances sociales, l'assurance-chômage...

Les entretiens de Bennett sur les ondes et sur les tribunes publiques sont suivis de quelques commentaires ; le bloc-notes des 4, 5, 8, 14 et 16 janvier les reprennent pour n'en retenir qu'une impression générale : ce ne sont en dernier ressort que des promesses comme le premier ministre a pu en faire pleuvoir aux élections qui l'ont porté au pouvoir en 1930. Parfois, il arrive au journal de se dissimuler derrière les observations critiques de confrères comme la *Gazette*. On trouve aussi ces exposés trop longs. Au cours de cette amorce législative, *le Devoir* demeure sur ses gardes ; il se méfie des astuces du leader conservateur. Aussi attend-il, à son dire, l'annonce de la législation proprement dite avant de se prononcer⁸². Or, malheureusement pour lui, comme pour nous, le journal n'y donne aucune suite, et le grand train du *New Deal* canadien va passer inaperçu sans aucun titre, aucun éditorial, aucun bloc-notes.

L'institution de la Banque du Canada, l'année précédente, donne lieu à deux blocs-notes. L'un, de Omer Héroux, réclame une monnaie « bilingue⁸³ ». L'autre, de Georges Pelletier, donne un compte rendu de la [66] position respective des partis touchant le projet et ajoute qu'il faudra y revenir, pour finalement ne jamais reprendre le sujet...⁸⁴

⁸² PELLETIER, *le Devoir*, 16 janvier 1935.

⁸³ HÉROUX, *le Devoir*, 23 février 1934.

⁸⁴ PELLETIER, loco cit., 24 février 1934.

Ce total désintéressement à l'endroit de l'action politique, hors de l'ordre et du *nous*, se confirme au seuil de la campagne électorale fédérale. Quelques semaines avant le déclenchement des élections, le scrutin est devenu imminent puisque le Parlement a complètement épuisé son mandat ; les formations politiques anticipent donc un peu sur les événements et soumettent leurs manifestes électoraux au public. C'est ainsi que la dernière quinzaine de juillet s'anime par des meetings enthousiastes qui laissent présager une âpre lutte. Au sujet des programmes de la C.C.F. et du Parti de la Restauration conduit par l'ex-ministre Stevens, *le Devoir* - en bloc-notes - n'a qu'une observation à faire : les textes remis à la presse étaient exclusivement en anglais ⁸⁵. Dans le même état d'esprit, le correspondant à Ottawa, Émile Benoist, fera observer une dizaine de jours après que monsieur Stevens s'est amendé par la suite en transmettant la traduction française d'un de ses discours au journal *le Droit* ⁸⁶. C'est l'occasion pour lui reprocher de ne pas avoir ouvert ce geste à toute la presse francophone. Enfin, ce même commentateur d'occasion salue le discours inaugural de King en ne tenant compte que de cette seule considération ; il souligne donc avec satisfaction le fait que plus aucune discrimination à cet égard ne s'est exercée puisque les textes ont été fournis dans les deux langues ⁸⁷. Ainsi absorbé par cette priorité qui lui semblait majeure et primordiale, le journal met de côté le message qu'ils contenaient. Après avoir tant houspillé les hommes politiques pour leur manque d'initiative et, plus simplement, leur manque d'idées, *le Devoir* s'en tient à l'écart. Il en sera de même durant les deux campagnes de 1935 et celle de 1936.

Plusieurs cas analogues touchent les dispositions du *Devoir* envers les politiques proposées par le gouvernement provincial. Le célèbre « Plan Vautrin », qui affectait dix millions de dollars à la colonisation au cours des trois années à suivre, n'a été retenu qu'une seule fois par Héroux qui, en bloc-notes, s'est inquiété du danger que représentaient les intermédiaires politiques (les « pitons »), et s'est aussi interrogé sur le nombre suffisant de terres à disposer ⁸⁸. Albert Rioux plus versé dans le domaine, viendra sauver la situation...

[67]

⁸⁵ Ibid., 15 juillet 1935.

⁸⁶ Émile BENOIST, *le Devoir*, 26 juillet 1935.

⁸⁷ Ibid., 2 août 1935.

⁸⁸ *Le Devoir*, 27 février 1935.

Dans le même mois, un peu auparavant, Omer Héroux se prononce contre le projet de loi qui prévoit une aide accrue aux chômeurs. De ce texte, à deux reprises, les 7 et 14 février 1935, il ne s'attache qu'à faire ressortir les aspects inquiétants, à savoir, les pleins pouvoirs législatifs et financiers accordés au gouvernement ⁸⁹.

Notre intention n'était pas d'épuiser les possibilités de contrastes entre l'action législative proposée, discutée et adoptée par les gouvernants et, d'autre part, la fermeture du journal sur les problèmes socio-économiques de l'heure. Il nous aurait été possible de pousser cette confrontation dans le détail. L'intérêt portait avant tout sur les enjeux majeurs posés aux deux niveaux de gouvernement. L'analyse des trois campagnes électorales et de l'image de l'A.L.N. que réfléchissait *le Devoir*, nous permettra de pousser plus loin cette observation. Mais avant d'atteindre cette phase des grandes épreuves qui servent de révélateurs, nous nous permettons d'introduire une parenthèse sur la France, comme théâtre d'une situation conflictuelle idéale.

4. La France

[Retour à la table des matières](#)

Le tableau I I rassemble deux années entières : 1934 et 1935 qui, chacune d'elles, renvoie plus d'une trentaine de fois à la politique française ⁹⁰. De tous les États étrangers, la France jouit de la fréquence la plus élevée. Bien des affinités, même un peu émoussées, retenaient encore *le Devoir* à l'ancienne métropole. La communauté de langue pouvait demeurer un facteur de rapprochement de sa part. Nous croyons néanmoins qu'un facteur déterminant permettait à l'influence française, propre à certains milieux, de s'imposer : celle-ci imprégnée de la tradition de *l'Action française*, posait la problématique politique de l'Hexagone en termes d'un combat définitif entre l'ordre, l'ordre monarchiste, il va sans dire, et l'anarchie (et non le mouvement) avec ses succédanés : le libéralisme, antichambre du bolchévisme. Nourris de publications de droite et d'extrême droite, comme *le Figaro*, *Gringoire*. *Je suis*

⁸⁹ Que l'on soit ou non d'accord avec le projet gouvernemental, n'est pas pertinent en l'occurrence.

⁹⁰ L'année 1936, très absorbée par les remous politiques au Québec, ne se tourne que très rarement vers la France, en dépit du Front populaire.

partout, la *Revue hebdomadaire*, Georges Pelletier puise à loisir des extraits abondants qu'il soumet au lecteur à titre de réflexions en bloc-notes ⁹¹. La manoeuvre se [68] voulait habile ; elle consistait à proposer des valeurs sous la plume de Gaxotte, Legrix et cie., sans se compromettre trop ouvertement en leur faveur. Le décalage entre les arènes politiques française et canadienne était trop évident pour permettre des transpositions immédiates. Cependant, la France offrait un vécu politique plus conforme à la structure mentale du Devoir. Là s'opposait, au dire de la droite, deux forces irréductibles, deux visions politiques, résolument incompatibles : la monarchie, une forme d'Ancien Régime aux variantes multiples selon les sources et les tendances ⁹² évincée par la République et son cortège de crises et de révolutions. La politique française s'imposait comme lieu privilégié mettant en confrontation l'idéologie, qu'au fond *le Devoir* aurait probablement aimé défendre, au libéralisme sous toutes ses formes.

⁹¹ À tous les samedis, le journal ouvre ses colonnes à cette même presse que viennent compléter la Croix, et Écho de Paris.

⁹² Il y a une distance quasi infranchissable entre la « physique sociale » de Charles Maurras, en filiation avec le patrimoine, et, d'autre part, la tradition des ultras attachées au droit divin.

TABLEAU I i
Fréquence des blocs-notes
La France (1934-1935)

[Retour à la table des matières](#)

Adversaires :

(le désordre)

Les étrangers dans la cité	7	
Les maçons, anticléricaux, communistes, etc.	6	
La faune politique décadente	7	
L'affaire Stavisky - les agents	5	35
Les agents de crises politiques	8	
Divers	2	

La droite :

(l'ordre)

donc, favorable :

L'extrême droite	8	
Divers (l'enseignement religieux)	2	10

Politique extérieure :

Favorables au rapprochement avec l'Italie ou l'Allemagne	13	
Défavorables au rapprochement avec l'U.R.S.S.	5	
Les deux précédents historiques combinés		29
propos favorables au rapprochement allemand et contraires au rapprochement soviétique	8	

Divers (politique)

3

Grand total 74*

* Dont deux en période électorale.

[69]

Le tableau I i indique bien, noir sur blanc, que malgré le caractère idéal du combat, le journal conserve une attitude tout aussi négative que pour la réalité politique canadienne ou québécoise. Sur quarante-huit propos intéressant la politique intérieure, au-delà des deux tiers s'acharnent à dénoncer l'ennemi. Dégagé de toutes contraintes, cédant la parole aux autres, *le Devoir* ouvre pour ainsi dire son bloc-notes à une rhétorique caustique inspirée de la droite. Les « étrangers en France », ceux qui minent la nation, ont droit à une place d'honneur : ces « immigrants exoti-

ques », juifs, métèques, bolchéviques, espions sont à l'origine de bien des maux ; et comme outre-Atlantique, ils sont source de chômage. La xénophobie classique de la droite nationaliste donne libre cours à ses récriminations sans que les éditorialistes soient obligés d'en assumer l'entière responsabilité. Suivent les grands courants à dénoncer : la maçonnerie, l'anticléricisme, le communisme. La « faune politique », Herriot et consorts servent volontiers de têtes de turcs. Avec la célèbre affaire Stavisky, le 6 février, et les crises politiques successives, c'est tout le parlementarisme qu'on remet en question. Comme nous l'avons déjà fait remarquer, le grand avantage du *Devoir*, dans cette reproduction fidèle d'extraits tirés de publications monarchistes pour la plupart, réside dans l'immunité apparente qu'il s'accorde. Lorsque vient le temps du bref commentaire maison qui suit généralement ces propos, le journal reprend un ton modéré pour ne pas dire discret. Néanmoins, le message a été transmis...

Les écrits favorables à la droite se font nettement moins nombreux. Les décès offrent d'excellentes occasions pour entretenir le lecteur du passé... Quelques paragraphes sympathiques à la cause des Jeunesses patriotes et des Croix de feu repoussent toute équivoque ⁹³.

En matière de politique extérieure, *le Devoir* se conforme également aux préférences de la droite. D'abondants et nombreux extraits de Louis Bertrand favorisent le rapprochement avec l'Allemagne et condamne sans retour l'amélioration des rapports de la France avec l'U.R.S.S. Tributaire des affections et aussi des afflictions de son pendant français, le journal ne prend aucun recul devant ces appréciations. Il fait sienne une image qui reflète fidèlement les nostalgies d'un mouvement ambigu, partisan à la fois d'une hiérarchie décentralisée d'Ancien Régime en théorie et d'un autoritarisme totalitaire dans la pratique.

Le caractère de mimétisme un peu servile de ces emprunts n'est peut-être pas sans intérêt. Mais il nous touche davantage en ce qu'il ne heurte en aucune manière son transmetteur. *Le Devoir* semble ravi de se trouver enfin dans une arène où les parties en cause peuvent poser le problème de [70] l'autorité comme il désirerait le voir posé chez nous. L'idéal de la conjoncture politique française l'habile à radicaliser son opposition au libéralisme. Il ne va pas cependant jusqu'à défendre ouvertement les solutions offertes par la droite. Aussi se contente-t-il d'appuyer sur la

⁹³ PELLETIER, *le Devoir*, 2 mars 1934.

négative. Au stade de l'action à réaliser, il se contente de mettre en valeur les hommes plus que leurs idées ; et, plus souvent qu'autrement, il vante des gestes consacrés par le passé. L'action inquiète *le Devoir* même dans un univers plus propice à la réalisation de ses objectifs. Suivant la tradition bourassiste, le statu quo vaut toujours plus que le *statu quo ante*. Le mieux, parfois ennemi du bien, est susceptible de conduire au désordre. Aussi est-il tout naturel pour Georges Pelletier d'accueillir très favorablement la résurrection politique du « bon monsieur Doumergue » qui, à la suite des événements de février 1934, vient « mettre un peu d'ordre dans le pays ⁹⁴ ». L'homme-sauveur n'est-il pas celui-là même que *le Devoir* attendait pour nous ? Mais pas un dictateur...

Il devient apparent que, même dans un contexte plus favorable, le journal, quoi que aspiré vers des valeurs d'Ancien Régime, maintient une attitude de prudence. Peut-être était-il assez lucide - sans l'exprimer - pour se rendre compte que même en milieu plus propice, la partie ne serait pas gagnée. En outre, il garde bien ses distances vis-à-vis du fascisme en France ; du moins, en principe ⁹⁵. La monarchie ne saurait être dictature.

Mais, en dépit de toute cette circonspection, *le Devoir* laisse transparaître ses préférences sans les exprimer ouvertement. De plus, il se compromet à fond dans la négative, ne se réservant qu'un peu de symbolique à l'intention de la construction positive. Même dans un lieu idéal, le combat est vécu selon les mêmes coordonnées idéologiques. La complexité de la conjoncture québécoise ou tout simplement canadienne ne saurait donc expliquer ou encore excuser le caractère ambigu de son engagement.

Conclusion

[Retour à la table des matières](#)

Le blocage se manifeste avec clarté à tous les niveaux de l'analyse. Et le parallélisme *a contrario* avec la puissance d'*alter* le fait ressortir encore plus nettement. Au stade de la saisie même du nous, la dispersion pour ne pas dire la désagrégation

⁹⁴ *Le Devoir*, 12 février 1934.

⁹⁵ HÉROUX, le 12 février 1934 et le 5 juin 1935.

est déjà criante. Cet état, comme nous l'avons vu, se détériore aux étapes subséquentes. L'absence d'organisation du nous en tant que force stoppe tout élan vers une consécration virtuelle par le politique.

[71]

L'objet de la gouverne et son organisation propre sont laissés en suspens. En théorie, autant qu'en pratique, l'État fait figure de gêneur. Il est même encombrant par sa seule présence. *Le Devoir* ne sait trop qu'en faire. Il l'aborde dépourvu de toute technique ou stratégie d'approche. Lorsqu'il est perçu comme instrument, c'est qu'il sert aux fins d'*alter*. Comment le *nous* pourrait-il en faire usage puisqu'il ne s'est pas encore « ramassé » dans son esprit ?

Autoritaires dans leurs aspirations les plus intimes, Héroux et Pelletier doivent, de par leur situation, refuser à l'État libéral l'étendue du pouvoir qu'ils accorderaient d'emblée à la gouverne idéale. Tirillés par des valeurs contradictoires, ils inclinent en faveur de représentations assez floues de l'ordre public ; cet ordre inspiré d'une morale sociale aussi imprécise. Leurs propos ne donnent prise sur aucune action déterminée et se tiennent ainsi à l'écart des grandes décisions gouvernementales. Ils traduisent un état de frustration et de contradiction qui se résout partiellement dans la négation. La trajectoire de Rioux et Dupire montre comment, par antithèse, il était possible de s'aiguiller sur des voies un peu moins courtes.

II. - Albert Rioux et Louis Dupire dissonance et harmonie

1. Albert Rioux

Introduction

[Retour à la table des matières](#)

Alors que Georges Pelletier et Omer Héroux se conforment admirablement bien au modèle hartzien, il n'en est pas de même pour Albert Rioux. On se doit de raffiner l'analyse afin de bien saisir en quoi il s'y conforme et en quoi il s'en éloigne. Car dans son cas, il s'agit d'une vision hybride du social, inspirée d'une tentative de syn-

thèse tournée vers l'Ancien Régime, mais aussitôt contredite par une nouvelle conception fondée sur les exigences propres à l'immersion du Québec dans un univers libéral. Par le biais de ses préoccupations agricoles, l'auteur est contraint à corriger ses vues traditionnelles, s'il désire tirer l'agriculture du marasme. L'observation l'y convie, au point de l'obliger à concilier l'inconciliable. Sa [72] conception d'ensemble se propose d'intégrer à des structures traditionnelles des emprunts tirés de la société industrielle. Elle conduit à une nouvelle synthèse, l'État corporatif.

a) L'économie et le social

Albert Rioux, comme la plupart de ses contemporains, puise à loisir dans le patrimoine national. Une lecture de ses écrits pourrait facilement laisser croire que rien ne l'en distingue de son entourage idéologique. Plusieurs affirmations d'ailleurs inciteraient volontiers à le ranger parmi les moralistes olympiens de l'école groulxiste. Commentant la Semaine sociale de Joliette de juin 1935, il écrivait :

Les économistes attribuent la dépression actuelle à toutes sortes de causes. Ils oublient la véritable : la méconnaissance de la morale chrétienne dans la politique, les affaires et les autres activités humaines.

Notre peuple traverse actuellement une crise morale. Entouré d'une civilisation matérialiste, il est tombé sans préparation dans une période de prospérité inouïe, puis dans une dépression sans précédent. Ces secousses ont ébranlé sa santé morale jusqu'au fond des campagnes où l'honnêteté, à tous les points de vue, était pourtant traditionnelle ⁹⁶.

Les remèdes à cette situation alarmante prévoient, en premier lieu, une reconversion des esprits. En continuité avec cette vision, un commentaire fort louangeur de Groulx, à l'occasion de la publication d'*Orientations*, lui permet de préciser les solutions dans la ligne de pensée du maître ⁹⁷. On y trouve effectivement tous les poncifs de l'époque : l'histoire indicatrice de nos « devoirs » et de notre « voca-

⁹⁶ *Le Devoir*, le 25 juin 1935.

⁹⁷ *Ibid.*, 30 décembre 1935.

tion religieuse », la langue gardienne de la foi, l'agriculture : notre planche de salut, etc. ⁹⁸.

Malgré toutes ces affirmations tirées du répertoire québécois le plus éculé, Rioux affirme son originalité dans sa tentative de dépasser ces conceptions traditionnelles sans par contre les ignorer ou les nier. L'agriculture, comme objet d'analyse, va l'entraîner à s'engager sur des pistes encore relativement inconnues au Québec. Et par cette ouverture un peu à son corps défendant, il sera appelé à remettre discrètement en question certaines constantes de la « vie nationale » au Canada français.

[73]

Albert Rioux est amené à envisager l'agriculture dans une perspective économique. De par la force des choses, elle perd un peu son caractère sacré pour devoir satisfaire aux exigences de l'extérieur ; car c'est bien en fonction d'une confrontation et d'un accommodement inévitable qu'elle doit être perçue.

Tout l'aspect dynamique et original de la démarche de Rioux s'articule au cours de la période étudiée en fonction d'un affrontement. Effectivement, il se voit en opposition avec un système dont le ressort n'a rien de commun avec le sien. L'économie de type libéral qui domine tout le continent nord-américain ose - si on peut dire - menacer directement le secteur agricole québécois. Au début des années 20, les « intellectuels » de l'époque s'étaient déjà interrogés à l'occasion de la récession d'après-guerre, sur les méfaits de l'influence économique américaine en voie de supplanter l'entreprise britannique ⁹⁹. Cette fois, la réflexion se veut de nature bien différente. Agronome de formation, Rioux entend bien passer au-delà des explications globales afin de proposer des solutions valables pour un avenir relativement immédiat. Ses intentions sont tournées vers la réflexion comme moyen d'atteindre l'action efficace.

⁹⁸ Entre autres : « Nous étions un peuple agricole, c'est parce que nos ancêtres se sont cramponnés au sol, autour de leurs clochers, que notre race a survécu. »

« Nos campagnes restent encore le réservoir de la race. En restaurant notre agriculture, en préparant un grand mouvement méthodique de vraie colonisation, en poursuivant une croisade d'éducation nationale, il serait facile de ressaisir notre peuple. » (Ibid).

⁹⁹ Voir : *Notre avenir politique*, Montréal, Bibliothèque de l'Action française, 1923.

Le point de rencontre le plus critique des deux systèmes se situe, à son dire, au stade de la mise en marché des produits de la ferme. Là se ressentent les secousses les plus fortes qui risquent d'ébranler l'économie agricole du Québec.

TABLEAU II A

Albert Rioux

Éditoriaux du 1^{er} janvier 1934 au 9 juin 1936
(hormis les périodes électorales)

[Retour à la table des matières](#)

L'agriculture et l'État	11
La mise en marché	11
Le crédit agricole	18
L'électrification rurale	3
La colonisation	18
L'organisation : l'U.C.C., les coopératives (les caisses populaires)	15
L'agriculture et la grande industrie (les monopoles)	2
Le sort des bûcherons	4
L'A.L.N.	1
Divers	9
	92

[74]

Au premier chef, Rioux s'en prend aux monopoles ¹⁰⁰, en particulier aux entreprises de salaison (Canada Packers, Wilsils, etc.) qui exploitent systématiquement l'agriculteur. Le propos n'est pas nouveau, il y avait déjà plusieurs années qu'il défrayait la chronique. Bien sûr, Rioux réclame qu'on les mate en instituant des modes de contrôle. Armé d'une masse de statistiques tirées des comptes rendus de la Commission Stevens sur l'écart des prix, il condamne la cupidité des monopoles qui touchent selon lui des profits scandaleux ¹⁰¹. Or, et c'est là l'intérêt de sa pensée, il ne s'agit plus uniquement de condamner ces activités et de réclamer une surveillance étroite, il faut surtout passer à l'action : le monde agricole doit s'organiser ¹⁰². Il

¹⁰⁰ *Le Devoir*, 2 avril 1935.

¹⁰¹ Ibid., 15 mai 1934.

¹⁰² Ibid., 2 avril 1935.

est bien entendu que, dans un premier moment, il doit le faire dans une vue défensive. Mais celle-ci doit déboucher, dans l'esprit de Rioux, sur une perspective beaucoup plus positive, celle de permettre aux produits agricoles une mise en marché reposant sur des assises proprement économiques. Le problème est, au départ, posé en ces termes :

Le producteur offre son produit, le consommateur le demande, et le lieu où se concentrent ainsi l'offre et la demande s'appelle le marché. Mais il est clair que la loi de l'offre et de la demande ne joue pas normalement quand de formidables monopoles s'entreposent (sic) entre producteurs et consommateurs ¹⁰³.

S'il se montre impitoyable envers les monopoles, et reprend ce thème périodiquement au cours de ses éditoriaux, Albert Rioux consacre finalement beaucoup plus de son temps à réclamer une politique rationnelle de mise en marché. Celle-ci comporte des exigences diverses que l'auteur perçoit très bien : il existe des méthodes à suivre ¹⁰⁴, des contraintes économiques à respecter ¹⁰⁵ - l'offre et la demande du commerce international, la concurrence des pays étrangers - et surtout des impératifs relevant de la nécessité de s'organiser, car tous ces défis ne peuvent être relevés sans l'association. Au cours de l'année 1935, en particulier, plusieurs de ses propos portent effectivement sur ces questions. Il passe en revue, d'un mardi à l'autre, la mise en marché de divers produits bien de chez nous, tantôt celle du beurre et du fromage, tantôt celle du bétail ou du porc, etc. Dans chaque cas, l'auteur s'arrête sur les problèmes particuliers que pose son écoulement sur le marché et propose des solutions tirées d'expériences tentées dans divers pays. Grâce à ces [75] perspectives, le lecteur est plongé dans l'univers des échanges commerciaux et propulsé également dans un monde beaucoup plus vaste et diversifié que celui dans lequel évoluent les éditorialistes attitrés du journal.

Or, la lutte contre les cartels, la diffusion de l'information économique indispensable à l'action et, finalement, l'action elle-même de commercialisation rendent l'organisation impérieuse. L'agir économique se structure en fonction de contraintes, bien sûr, mais aussi d'obstacles que seule l'association permet de franchir. C'est

¹⁰³ Ibid., 15 mai 1934.

¹⁰⁴ Ibid., 12 mars 1935.

¹⁰⁵ Ibid., 12 mai 1935 et 28 mai 1935.

donc en termes d'affrontement que le regroupement des *forces* sera conçu, affrontement avec des agents économiques coalisés et affrontement avec un réel, l'échange commercial.

On se sera vite aperçu que le stade de la production ne pouvait être négligé. L'organisation ayant pour but premier de protéger ses membres se devait de le faire à tous les stades de l'activité agricole. De même, il lui revenait presque naturellement de proposer des mesures susceptibles d'améliorer la qualité des produits et de réduire les coûts, mais seulement à titre d'incitation. Car Rioux se pose le problème au niveau de la commercialisation des denrées et tente d'éviter le plus possible la contradiction susceptible de s'installer entre les modes de vente et ceux de la production.

L'organisation du monde agricole est présentée généralement par Rioux sous une forme assez globale. À titre de président de l'Union catholique des cultivateurs, il sera normal chez lui de présenter son association comme prédestinée à coiffer les diverses entreprises de mise en commun. Dans une de ses chroniques de janvier 1936, il expose à grands traits le rôle d'animateur dévolu à cette organisation-couple ¹⁰⁶. L'action de diffusion de l'information y est privilégiée : « Il faut savoir pour agir ¹⁰⁷. » Et ce, à plusieurs niveaux : information à des fins de recrutement, à des fins strictement « professionnelles » (méthodes modernes de culture ...), à des fins commerciales, à des fins politiques (touchant la législation agricole, et l'attitude du gouvernement à l'endroit de l'agriculture)... L'auteur est loin de la simple transmission de symboles d'appartenance ¹⁰⁸. Son regard fixe l'action. Il y poursuit bien sûr le rêve d'une « élite » guidant la « masse » : « c'est l'élite qui fait marcher la masse ¹⁰⁹ » ; mais, s'empresse-t-il d'ajouter dans la même phrase, « à condition d'acquérir la compétence professionnelle qui lui gagnera l'estime et lui donnera l'autorité ».

[76]

¹⁰⁶ *Le Devoir*, 28 janvier 1936.

¹⁰⁷ Ibid.

¹⁰⁸ Tournure pléonastique, le symbole renvoie nécessairement à l'appartenance par opposition au signe.

¹⁰⁹ *Le Devoir*, 28 janvier 1936.

Aussi, l'U.C.C. devrait présider, par son réseau de cellules dans chacune des paroisses, à l'organisation de diverses sociétés rassemblées sous son initiative : établissement de coopératives d'achat et de vente, caisses populaires, etc.¹¹⁰. Les « cultivateurs organisés » grâce à cette « association professionnelle » parviendraient à réaliser des avantages à tous les stades de la production agricole : achat des instruments, méthodes plus rentables de culture et d'élevage, commercialisation intégrée avec profit aux grands réseaux de distribution. Bref, les cultivateurs gèreraient leurs propres affaires dans leur intérêt¹¹¹.

Mais, au-delà de la défense des intérêts en rase-mottes, l'association professionnelle aspire à des objectifs plus étendus et plus engageants pour ses membres. Elle se propose, selon Rioux, surtout de développer chez les siens un « sens social » plus poussé afin d'atteindre le statut de syndicat. « Pourquoi, s'interroge-t-il, la majorité de nos agriculteurs reste-t-elle réfractaire à l'idée syndicale¹¹² ? » Le terme même prête à confusion, à l'époque on l'employait en lui donnant une acception étendue.

Rioux ne s'arrête cependant pas à préciser la nature des structures de l'association. Les tensions entre l'U. C. C. et la coopérative fédérée, ne s'étant pas encore dissipées, il était peut-être normal en l'occurrence d'y prêter moins d'attention. Le sujet demandera, par contre, à être élucidé surtout lorsque l'association sera appelée, comme on le verra, à jouer un rôle politique¹¹³.

¹¹⁰ « Il faut savoir pour agir. Chez nous des gens bien intentionnés ont fondé des caisses populaires et des coopératives sans connaître le mécanisme et les principes essentiels de ces institutions. Et on dénigre ensuite la coopération des caisses populaires. Pour édifier une oeuvre comme pour semer, il faut préparer le terrain. Le cercle de l'U.C.C., qui aura discuté pendant quelques mois la fondation d'une caisse populaire ou d'une coopérative, aura neuf chances sur dix que l'oeuvre naisse viable. » (Ibid.).

¹¹¹ Ibid., 19 février 1935 et 8 janvier 1936.

¹¹² Ibid., 28 janvier 1936.

¹¹³ Les bûcherons, comme entité dépourvue d'organisation véritable et ainsi exposée à l'exploitation des monopoles et de la grande entreprise en général, offrent, selon Rioux, un second modèle analogue à celui des agriculteurs. Dans un premier temps, il leur recommande de se grouper dans un but strictement défensif - il leur offre le 27 février 1934 de s'intégrer à l'U.C.C. - et de réclamer par après le secours de l'État. Le gouvernement Taschereau proposait effectivement la création d'une commission pour les protéger.

b) L'État et le problème agricole

Malgré toutes ses qualités, le régime coopératif ne semble pas avoir eu suffisamment de prise sur les nôtres. Rioux s'en plaint. En dépit des [77] campagnes en faveur de la coopération, les intéressés ne s'y sont pas reconnus. Il faut donc recourir à d'autres moyens : « l'Office des marchés ».

Il faut organiser sur le plan national la vente de tous les produits que nous exportons ¹¹⁴.

Il faut remédier à l'anarchie actuelle dans le commerce des produits de la ferme. Les cultivateurs ne sont pas organisés pour faire face aux formidables monopoles qui achètent leur lait, leur tabac, leur viande, leurs oeufs, leurs grains et leurs autres récoltes. Ils ne sont pas prêts... à constituer un bloc solide par la coopération ¹¹⁵.

Même s'il le fait à regret, reconnaissant ainsi une faillite dans l'action coopérative, Rioux apporte son complet appui à l'Office des marchés que le gouvernement central s'était enfin décidé à instituer ¹¹⁶. Et c'est ainsi que l'État fait son entrée par la porte du besoin et même de la nécessité. Si l'organisation est indispensable de même que la rationalisation des méthodes employées, l'État par contre est appelé à jouer un rôle ; un peu par défaut, comme on peut le voir. Car ce n'est qu'à ce titre qu'il peut être admis.

Le problème de la mise en marché des produits agricoles assurée par l'État fera l'objet d'un éditorial révélateur intitulé : « L'économie dirigée et l'agriculture ¹¹⁷ ». À cette occasion, Rioux manifeste une franche ouverture d'esprit : à la suite d'un inventaire rapide mais documenté sur les formules existant dans divers pays (selon son ordre : l'Italie, l'Allemagne, la Tchécoslovaquie, la Bulgarie, le Japon, les États-Unis, les Pays-Bas, le Danemark, la France, la Grande-Bretagne, l'Australie et la

¹¹⁴ *Le Devoir*, 30 juin 1936.

¹¹⁵ Ibid.

¹¹⁶ Les éditoriaux faisant référence de façon louangeuse à l'Office des marchés ne se comptent plus : *Devoir*, 12, 19 et 26 mars 1935, 30 avril 1935, 2 juillet 1935...

¹¹⁷ *Le Devoir*, 12 mai 1936. Le terme économie dirigée avait reçu son imprimatur en quelque sorte après avoir été employé par le Pape Pie XI, *le Devoir*, 9 janvier 1934.

Nouvelle-Zélande), il arrive à la conclusion que dans chacun de ceux-ci, l'État est intervenu pour régler selon des modalités différentes une situation qui aujourd'hui ne saurait lui échapper. Ce dernier poursuit, il va sans dire, son rôle de gendarme, car c'est bien de régulation qu'il s'agit. Elle est permise et doit même être encouragée. Néanmoins, l'auteur demeure attaché au maintien d'une certaine autonomie par rapport à l'État tel qu'il s'exprime par l'intermédiaire des gouvernants.

L'aide ¹¹⁸ de l'État est soumise à trop d'influences diverses. Les producteurs eux-mêmes doivent organiser la vente de leurs produits. Tout ce qu'ils demandent à l'État, c'est de pouvoir imposer les décisions adoptées par la majorité des [78] producteurs de la denrée réglementée. C'est tout ce que comportait ¹¹⁹ la législation instituant l'Office des marchés ¹²⁰.

Dans ce cas-ci, la défense de l'autonomie des intéressés est facile à démontrer puisqu'elle semble déjà reconnue par les gouvernants. Mais il n'en sera pas toujours de même. À la vérité, Rioux désire obtenir le droit à l'autocontrainte des agriculteurs par un encadrement « démocratique » ou simplement libéral qui évoluerait en dehors de l'appareil étatique, comme si les décisions de cet organisme n'affectaient en rien le reste de la société.

Il est assez clair que les propos tenus par Albert Rioux relèvent d'une conception plutôt mercantiliste de l'État. Les réclamations portent sur une protection de l'agriculteur en tant que commerçant dans ses échanges sur le marché intérieur (c'est-à-dire avec les monopoles et les grandes entreprises) ou encore extérieur (selon les exigences propres à l'exportation des produits agricoles). L'agriculteur en sa qualité de producteur n'en est pas affecté. Sa liberté d'action demeure intacte à cet égard. Il se tient délibérément à l'écart des préoccupations propres à la production de type industriel. Les cycles économiques, selon l'auteur, affectent directement les grands ensembles de monoculture comme ceux qui, dans l'ouest du pays cultivent le blé, dans le sud de l'Ontario, le tabac, ou encore en Australie, se consacrent à l'élevage exclusif du mouton ¹²¹. Ceux-là sont soumis aux aléas de l'économie

¹¹⁸ Dans le sens d'intervention.

¹¹⁹ À l'imparfait dans le texte puisqu'il s'agit d'un texte de loi remis en question par la Cour suprême.

¹²⁰ *Le Devoir*, 30 juin 1936.

¹²¹ Ibid., 22 janvier 1935. L'intention de préserver un certain mode de production est ici manifeste. Plus tôt, le 26 juin 1934, il avait écrit : « La ferme n'est pas une usine ordinaire ».

industrielle. Par contre, l'agriculture fondée sur la famille qui offre son surplus ¹²² au marché se tient à l'abri des oscillations cycliques. La régulation s'en tient à l'aspect strictement commercial de l'activité agricole et de préférence exercée par les intéressés eux-mêmes. L'auteur se refuse résolument à laisser l'esprit d'entreprise - de type industriel - pénétrer le monde de l'agriculture. L'État doit se contenter d'intervenir à la périphérie, c'est-à-dire soit aux fins de la commercialisation comme dissociée de la production, soit comme apport indispensable à la production, sans jamais l'atteindre comme telle. Deux [79] excellents exemples s'offrent pour l'explicitier : le crédit agricole et l'électrification rurale.

Plusieurs éditoriaux seront consacrés au cours du printemps 1936 au prêt agricole, sujet très discuté à Québec ¹²³. Rioux en profite à chaque occasion pour revenir à la charge et rappeler qu'un crédit agricole d'État serait dangereux, puisque sujet à devenir facilement - surtout au Québec, ajoute-t-il - un moyen de chantage électoral. On doit le mettre à l'abri de l'ingérence politique par le truchement des caisses populaires. Quel que soit le mode adopté, il semble bien entendu qu'en aucun cas l'État ou son intermédiaire ne pourrait être en droit d'instituer, par le biais du prêt, des normes à suivre dans la production. La question n'est pas posée par Rioux et ne méritait probablement même pas la peine de l'être. Bref, le crédit agricole sert d'appoint, sans plus. Il en sera un peu de même pour le second exemple.

L'électrification rurale illustre bien le genre de préoccupations susceptibles de retenir Rioux. Elle intéresse directement la production et non plus la simple commercialisation. Par contre, et c'est là le hic, elle peut et doit se réaliser sans affecter les rapports de production. Par opposition aux autres instruments de travail, l'électricité a la propriété fort commode de pouvoir être diffusée à bon compte. Dès lors que cette innovation ne remet pas en question la structure sociale établie, elle devient éligible aux meilleurs sorts. Le monopole de l'électricité n'est plus seulement

re qu'on exploite pour s'enrichir. Elle est en même temps un foyer familial, un mode de vie, une occupation qui répond à tous les besoins de l'existence. Elle fournit à la famille, même en temps de crise, le foyer, le chauffage, la nourriture, le vêtement. Tous les membres de la famille fournissent à l'entreprise agricole la main-d'oeuvre économique et variée qui la fera prospérer. Aussi, ajoute-t-il, la famille constitue le premier marché de l'exploitation agricole. Seul le surplus est vendu sur les marchés « domestiques » et « étrangers ». »

¹²² Ibid., 22 janvier 1936.

¹²³ *Le Devoir*, 3 et 31 mars et 7 et 14 avril 1936.

attaqué par le consommateur de la ville, mais également par le producteur des campagnes. Dans sa lutte contre ce monopole, Rioux est par contre mieux outillé que les éditorialistes attitrés qui, eux, s'en tiennent au problème dans ses très grandes lignes. Un éditorial publié en 1934 ¹²⁴ révèle l'intérêt qu'il porte à la question selon la multiplicité de ses facettes. Les monopoles sont mis en cause par rapport à des objectifs précis dont en particulier l'exploitation des richesses naturelles, la variété des usages possibles à des fins agricoles, et la diversité des types d'installation en milieu rural. Reprenant la lutte du citoyen-consommateur contre les monopoles, il l'oriente autrement lorsqu'il fait valoir le caractère non rentable de l'électrification rurale. C'était le moyen le plus simple d'accepter l'intervention de l'État, non plus cette fois comme régulateur mais à titre d'appoint sans contrôle à effectuer sur les rapports de production proprement dits ¹²⁵.

[80]

En dépit de cette conception assez étroite de l'État dans ses relations avec l'agriculture, il est permis de parler de déblocage. Forcé par une situation critique dans un domaine bien précis, où la logique même du freinage ou de l'exploitation était plus évidente, et les solutions pour s'en sortir plus à la portée de la main, l'auteur est parvenu à accéder à une réalité qui lui aurait échappé autrement. La nature même du problème dans toute sa singularité a permis un décrochage des vues synthétiques reçues depuis plusieurs décennies. C'est par cette ouverture pratiquée dans la muraille que l'auteur débouche sur une perspective nouvelle, il tentera d'intégrer cette nouvelle perspective à un ensemble traditionnel.

À ce stade, l'évolution dans les attitudes mentales de l'auteur est significative : il y a passage d'un modèle d'explication univoque à une perception beaucoup plus relative d'une réalité saisie dans la multiplicité de ses formes d'application. Cet éventail de solutions tirées d'expériences très diversifiées, dans des sociétés aussi variées, révèle que dans l'esprit de Rioux il n'est plus seulement question de permettre et même d'encourager chez nous l'intervention de l'État dans certains cas, mais de constater combien sa mise en pratique est polymorphe. Le pas est important puisqu'il donne accès à un univers d'un tout autre ordre. On est bien loin des vues mora-

¹²⁴ Ibid., 6 mars 1934.

¹²⁵ Thème repris le 12 novembre 1935.

lisantes des débuts avec lesquelles cette nouvelle perception est plus ou moins heureusement intégrée.

L'objectif d'Albert Rioux c'est de tenter de concilier deux types d'activités économiques, assez peu compatibles entre eux. Pour lui, il s'agit d'intégrer une économie rurale de type familial à un réseau commercial conditionné par des impératifs relevant de l'économie industrielle.

Ce modèle très cohérent subit tout de même des entorses qui risquent de remettre en cause l'autonomie sacrée des unités familiales de production. Car malgré toute sa bonne volonté à préserver les vieilles structures, Rioux rogne de façon irrémédiable les contours à l'intérieur desquels les agents seront appelés à évoluer. Le cloisonnement entre les activités de production et de commercialisation risquait fort d'être factice et l'auteur a tôt fait de reconnaître de façon implicite qu'une mise en marché efficace se devait d'établir des normes quant à la qualité et la quantité du débit. Que le contrôle s'exerçât avec ou sans l'assentiment de la majorité des intéressés n'affecte que fort peu le fondement même de ce contrôle. La production s'en trouve touchée directement ou indirectement. Il est d'ailleurs assez frappant de constater combien au fond Rioux se passionne de monoculture. Ses écrits du printemps 1935 décrivent à grands renforts d'exemples tirés de l'étranger des expériences propres à l'exploitation d'un type particulier du produit. Ce ne sont jamais les problèmes de l'entreprise familiale à la recherche d'une forme d'autarcie et qui écoule son surplus [81] sur le marché. Ce genre de propos, Rioux les tient, mais dans un tout autre contexte. Les vertus de l'exploitation familiale ne sont célébrées qu'accompagnées des grandes orgues de l'orthodoxie ; lorsque dégagé de ses préoccupations agricoles, il se mêle aux chantres des grandeurs de la vie nationale. Il est frappant d'observer combien finalement l'auteur libéralise sa pensée jusqu'au seuil de la tolérance idéologique. Nous aurons l'occasion de préciser cette affirmation après avoir abordé sa conception de la gouverne.

c) L'organisation de la gouverne

Privé d'un modèle politique cohérent, le spécialiste en agriculture est mis en demeure de se construire une structure avec les moyens du bord. Quels sont-ils ? Premièrement, un bagage idéologique et une expérience antérieure qui concourent à le

rendre très circonspect envers l'État tel qu'il s'offre à lui. Est-il indiqué de reprendre à nouveau le thème de l'antiétatisme si répandu à cette époque ¹²⁶ ? Dans le cas de Rioux, il importe avant tout de reconnaître les effets néfastes de la politique sur les nôtres. La démonstration est classique. « La politique divise au lieu d'unir », elle se traduit par l'esprit de parti qui conduit en somme à un comportement irrationnel, à des combats artificiels, selon des « couleurs » politiques ¹²⁷. Les luttes électorales en particulier auraient des effets néfastes sur les ruraux. Elles auraient contribué plus que tout à l'abaissement de l'honnêteté dans leur milieu ¹²⁸.

La grande responsabilité de cet état de déchéance reviendrait en gros au personnel politique dont la seule préoccupation se loge à l'enseigne de l'électoralisme. Le mal semble fort étendu, presque généralisé, lorsque l'auteur lui donne une extension fort grande : « Trahis par leurs mandataires dans les parlements, les agriculteurs de tous les pays s'organisent pour se faire entendre des gouvernements ¹²⁹. » Chez nous, la politique se résumerait à l'art de prendre le pouvoir par tous les moyens : substitution de personnes, chantage, menaces, alcool... ¹³⁰ Sa critique pousse l'observation au-delà des tactiques employées et de leur caractère répréhensible. Rioux porte en plus un jugement sévère sur la qualité de cette gent politique. « Combien de députés, s'interroge-t-il, sont qualifiés pour [82] représenter l'agriculture ? Même ceux qui sont cultivateurs sont avant tout les hommes d'un parti ¹³¹. » Selon lui, les ruraux ont été entraînés à trop attendre de l'État, soumis qu'ils ont été à l'influence néfaste de la politique.

En guise de correctif, il n'est pas question pour lui de modifier les règles officielles du jeu. Il ne méprise pas le libéralisme pour autant, alors qu'on pouvait s'y attendre. « Seule l'expression libre du vote populaire, écrit-il, peut nous donner une administration saine ¹³². » La phrase n'est malheureusement suivie d'aucune explicitation.

¹²⁶ Michel BRUNET, « Trois dominantes de la pensée canadienne-française : l'agriculturisme, l'antiétatisme et le messianisme », *Écrits du Canada français*, t. III, pp. 33-115.

¹²⁷ *Le Devoir*, 17 septembre 1935 et 28 janvier 1936.

¹²⁸ Ibid., 22 janvier 1936.

¹²⁹ Albert Rioux, *le Devoir*, 22 octobre 1935. L'italique est de nous.

¹³⁰ Ibid., 22 octobre et 19 novembre 1935.

¹³¹ Ibid., 22 octobre 1935.

¹³² Ibid., 19 novembre 1935.

Rioux reconnaît d'emblée l'effet corrosif de la malhonnêteté électorale et préconise à l'instar du cardinal Villeneuve une croisade de moralité publique ¹³³. Mais avant tout, et c'est là sa force, il mise sur l'électeur éclairé comme juge de dernière instance. Sa campagne tend vers un ressaisissement, une prise de conscience : les ruraux doivent désormais apprendre à ne plus compter que sur eux-mêmes ¹³⁴. Cette réorientation ne peut se réaliser sans doute que par le regroupement formel des intéressés. Elle est d'autant plus nécessaire qu'au plan strictement politique le monde agricole est vivement menacé ¹³⁵ : la ville et la campagne sont dans un état de guerre déclarée, et les agriculteurs de la province en font les frais. La plupart des crédits agricoles sont conçus en fonction des grands espaces de l'ouest ; de même le récent traité de réciprocité (1935) aura des effets défavorables à l'est du Canada. « Morale : les cultivateurs devraient envoyer au Parlement des députés qui connaissent leurs problèmes ; ils ne doivent pas attendre leur salut des gouvernements ; c'est par l'association professionnelle qu'ils défendront efficacement leurs intérêts ¹³⁶. » La solution ne renvoie plus au premier chef à l'honnêteté des représentants comme le répétait à loisir Georges Pelletier. Il faut avant tout des hommes de compétence, c'est le premier critère d'évaluation du député. Viennent ensuite les qualités d'honnêteté et de dévouement ¹³⁷. Deuxième impératif qui revient toujours : la défense des intérêts par l'organisation.

L'« association professionnelle » comme mode de regroupement conduit imperceptiblement vers une autre structuration du politique. Pour l'auteur, il n'y a pas d'ambiguïté, mais simplement une transition qui doit conduire ultimement à l'expulsion (au moins partielle) de l'État et du politique.

[83]

Jusqu'ici nous n'en sommes encore qu'au stade des *intérêts* bien défendus par un groupe aguerri qui évolue, on peut le présumer, dans une dynamique libérale selon les règles du jeu propres au parlementarisme. L'idéal se trouve cependant ailleurs. S'il est désirable et même impérieux de stimuler le rassemblement des forces agri-

¹³³ Ibid., 17 septembre 1935.

¹³⁴ Ibid., 22 janvier 1936.

¹³⁵ Ibid., 10 mars 1936.

¹³⁶ *Le Devoir*, 10 mars 1936.

¹³⁷ Ibid., 19 novembre 1935.

coles, car dans cet univers c'est bien de cela qu'il s'agit, il est encore préférable de l'émanciper totalement en lui restituant sa place et son autonomie.

« L'agriculture qui occupe le premier rang dans la nation doit avoir sa place dans l'État ¹³⁸. » L'actuel Conseil d'agriculture devrait être exclusivement constitué de représentants désignés par les principales associations agricoles et non plus nommés par le gouvernement. Et de un : évincer le gouvernement du Conseil d'agriculture. L'étape suivante constituerait en « Conseil national économique » tous les grands états de la nation. Celui-ci serait appelé à remplacer le Conseil législatif conformément d'ailleurs au programme de l'Action libérale nationale de 1934 ¹³⁹. (Chapitre VI, « Réformes politiques et administratives ».) Dès lors, les gouvernants se voient coiffés d'un appareil dont la dynamique politique n'est pas la même ¹⁴⁰. Ou encore, les gouvernants ne sont plus les mêmes.

Désormais, la voie royale est tracée. Il ne reste plus qu'à franchir le Rubicon et accéder de plain-pied dans l'État corporatif. Rioux ne dissimule d'ailleurs pas que le stade du Conseil économique s'inscrit dans l'évolution à poursuivre ¹⁴¹. L'étape ultime est presque atteinte, celle d'un effacement important de l'État. Celui-ci est convié à céder une plus grande part de ses responsabilités aux groupes professionnels. Comme il l'a déjà fait à l'intention des professions libérales, il devrait inciter les agriculteurs à organiser par eux-mêmes la vente de leurs produits, dans le cadre d'un ordre de type corporatif : « Au lieu de passer (sic) toutes sortes de lois mal assorties, bourrées d'erreurs, sans autorité ni confiance, prêtant à la fraude, l'État ne ferait que coordonner, codifier, sanctionner les décisions des agriculteurs organisés ¹⁴². » En d'autres termes, la gouverne actuelle s'est contentée d'allier la malhonnêteté à l'incompétence, il faut désormais lui substituer un appareil disposant des qualités contraires. À remarquer ici que Rioux ne se satisfait plus seulement d'une condamnation portant [84] sur la qualité morale des gouvernants, il se prononce sur le *savoir* comme élément indispensable à l'action. Attaché à une réalité, il ne peut pas

¹³⁸ *Le Devoir*, 9 janvier 1935.

¹³⁹ *Ibid.*, 8 janvier 1935.

¹⁴⁰ Une telle « greffe » soulève la question à savoir s'il y a dans ce cas hiatus ou non. Le moment n'est pas propice à un développement à ce propos quoique le sujet en vaille la peine. La différence de représentativité des deux chambres entraîne-t-elle nécessairement une discordance qui gêne sérieusement le fonctionnement de l'ensemble ?

¹⁴¹ *Le Devoir*, 8 janvier 1935.

¹⁴² *Ibid.*, 2 juillet 1935.

en ignorer l'existence distincte de l'éthique sociale. Le second élément de sa phrase est également fort révélateur. Il exprime en quelques mots une conception en apparence contradictoire de l'État. En effet, si ce dernier coordonne au sens plein du terme, il ne peut plus être réduit à la codification et à la simple confirmation des décisions prises aux niveaux inférieurs. Ici nous touchons une perception sous-jacente de l'ensemble qui implicitement concilie le tout en nous laissant croire à la cohérence de leurs décisions, à l'état de non-conflictualité des rapports entre les agents agricoles. Enfin, le problème de la coordination au niveau de toute la société ne semble pas le préoccuper. Nous aurons l'occasion d'y revenir avant la fin du présent chapitre.

Avant de traiter la gouverne comme « finalisateur » des décisions proposées par diverses de ses composantes, arrêtons-nous un moment sur le secteur agricole en tant que soumis à l'autorité d'une organisation, comme Rioux aime le rappeler. Qu'il ne se soit pas attardé à imaginer la nature des relations entre la « piétaille » et ses représentants, n'est pas de la première importance. Quelques phrases ici et là nous laissent entrevoir une structure hybride composée d'éléments inspirés 1° de la démocratie de type libéral : c'est l'aspect représentation des agriculteurs selon leur volonté et 2° de l'élitisme élémentaire propre à cette époque : la tâche d'éducateur dévolue à une intelligentsia. Puis, subrepticement, s'insère une exigence d'autoritarisme :

Ils [les agriculteurs] commencent à comprendre que tous leurs intérêts sont aussi solidaires que les membres du corps humain. Ils doivent donc s'enrôler dans une association qui maintiendra l'hygiène, la discipline et la cohésion dans tout le corps professionnel ¹⁴³.

La nécessité de resserrer l'étau apparaît évidente. L'« organe » corporatif prend sa place. À remarquer cependant que tout au long de ses développements sur l'à-propos de coordonner, codifier, sanctionner des décisions, celles-ci ne touchent explicitement que la mise en marché des produits agricoles et non le travail, c'est-à-dire la production elle-même. La contradiction devient alors apparente.

Aussitôt que Rioux se sent obligé de traiter du politique dans son ensemble, il recourt spontanément aux modèles reçus et révèle à la fois sa conformité avec l'es-

¹⁴³ Albert Rioux, *le Devoir*, 22 octobre 1935.

prit de cette époque. Deux paragraphes expliquent assez bien sa pensée. Après avoir parlé du rôle des commissions, il poursuit :

[85]

En nommant ces commissions, les gouvernements démocratiques admettent implicitement qu'une majorité populaire obtenue aux urnes électorales ne confère pas la compétence nécessaire pour résoudre les problèmes de plus en plus compliqués de notre époque.

Notre système de gouvernement devient de plus en plus complexe et dépendieux. Pourquoi pas tout simplement, comme en Italie, des commissions et un Pouvoir exécutif ? Des groupes d'experts représentant les différentes branches de l'activité humaine conseilleraient plus efficacement le gouvernement que les élus du suffrage universel ¹⁴⁴.

Sa pensée n'offre donc rien de particulièrement original. L'intérêt de sa démarche est ailleurs : la contradiction s'installe dès lors qu'attaché à une réalité économique et politique (car l'univers des monopoles revêt un caractère carrément politique) il se heurte à celle-ci, qu'il la saisit comme résistance et qu'il décide de la mater tout en essayant de s'intégrer dans une synthèse organique d'ordre pré-établi, immuable.

Au fond, Rioux tente tout simplement de rétablir l'équilibre « naturel » des forces en présence. Face aux monopoles et aux grandes puissances économiques, il faut élever un système de défense contre un ennemi dont les armes ne sont pas les mêmes que les siennes. Attaqué, il faut se défendre. Sans plus. Il ne lui viendrait pas à l'esprit de constater que la mise en marché rationnelle conditionne la production.

d) La participation à la gouverne

Cette armature idéologique ne ferme pas la porte, dans la pratique, à une certaine forme d'intervention politique. Sans doute, Rioux s'interdit de faire le jeu de la gent politique : l'U.C.C. se tient, à son dire, à l'écart des luttes électorales et préfère laisser ses membres libres de voter à leur guise. Elle tient à conserver jalouse-

¹⁴⁴ *Le Devoir*, 27 février 1934.

ment son indépendance envers les formations politiques : elle doit donc se garder d'appuyer l'une ou l'autre et s'abstenir de présenter des candidats. Par contre, il s'empresse de préciser que l'U.C.C. « ne peut se désintéresser de la vraie politique, celle qui a pour mission de diriger la société vers sa fin ¹⁴⁵ ». Ainsi, il lui revient d'appuyer les programmes de réformes en agriculture qui lui conviennent ¹⁴⁶. À l'occasion de la campagne électorale de l'automne 1935, Rioux se permet même de rendre la réplique à T.-D. Bouchard afin de lui rappeler que l'U.C.C. a le droit de s'intéresser à l'électrification rurale, de même qu'à la politique en général, pour autant qu'elle en est touchée ¹⁴⁷.

[86]

Certains politiciens sont scandalisés d'entendre l'association professionnelle exprimer son opinion sur les questions de son ressort. Qu'ils nomment donc un seul problème agricole qui ne touche pas la politique ¹⁴⁸.

Au fond, il sollicite davantage. Il ne s'en tient pas à légitimer son droit d'intervention, il réclame une reconnaissance de caractère ouvertement politique. À plusieurs reprises, il regrette que l'action gouvernementale en matière agricole se fasse en l'absence de l'association professionnelle qui, elle, représente les premiers intéressés. La législation agricole devrait être adoptée après consultation auprès d'elle ¹⁴⁹.

Malgré une forte réticence envers l'État libéral, et aussi en dépit des portes closes auxquelles il se heurte à Québec, Rioux maintient ses considérations au niveau de l'action qui se fait. Contrairement à Pelletier et Héroux, la *res publica* est observée selon son produit - son output. L'œil alerte, il identifie les problèmes propres à son domaine, il en fait la critique, parfois de façon expéditive, puis débouche sur un projet. Cette démarche l'incite à engager des comparaisons avec des réalisations heureuses outre-frontières. Le lecteur est alors sollicité à une ouverture sur le monde extérieur. Alors que *le Devoir* invite presque naturellement à un certain ethno-centrisme, Rioux ouvre des fenêtres.

¹⁴⁵ Rioux, loco cit., 19 novembre 1935.

¹⁴⁶ Ibid., 9 janvier 1934.

¹⁴⁷ Ibid., 19 novembre 1935.

¹⁴⁸ Rioux, loco cit.

¹⁴⁹ Ibid., 3 décembre 1935 et 7 juillet 1936.

Rioux suit de très près la législation agricole soumise à la Chambre des communes ou à l'Assemblée législative. Il sélectionne certains sujets primordiaux à ses yeux et avec ténacité tente de gagner à sa cause lecteurs et gouvernants. Ses interventions dans un même sens se font alors très nombreuses, il revient volontiers à la charge sans craindre de lasser. De 1934 à 1936, il est surtout absorbé par l'Office des marchés à Ottawa, le crédit agricole, la colonisation et l'électrification rurale ; le premier sujet nous semble avoir été suffisamment traité pour qu'il ne soit nécessaire d'y revenir ; le problème de l'écoulement de la production agricole le retenait d'ailleurs presque autant que la législation destinée à y remédier. Le crédit agricole et la colonisation n'en gardaient pas moins une plus grande importance en termes de fréquence. Comme l'indique le tableau II A, ces deux sujets ont été les plus exploités, constituant ensemble près de 40 p. cent des éditoriaux publiés en période non électorale du 1er janvier 1934 au 10 juin 1936.

La crise avait atteint le rural à deux moments stratégiques de son activité, au stade de la commercialisation comme nous l'avons constaté, et aussi au stade du financement. Rioux est très inquiet de l'endettement profond où le rural est réduit. Avec l'effondrement des valeurs, le paysan [87] demeure dans l'impossibilité réelle de rembourser les dettes contractées à l'occasion d'achat d'outillage agricole. Le recours au crédit de l'État s'impose donc. L'organisation des intéressés, bien longtemps dans le passé, aurait pu permettre, à son dire, par le truchement des caisses populaires, la circulation d'un flot monétaire à circuit fermé ; l'épargne de la terre aurait servi de crédit à la terre ¹⁵⁰. Au point où en sont les choses, l'emploi des grands moyens s'impose, et seul l'État est en mesure d'agir. Pour ce faire, Rioux joue sur les deux tableaux ; il sollicite les deux niveaux de gouvernement. D'Ottawa, il réclame une délégation de compétence en faveur des provinces. L'expérience de 1926, qui s'est soldée par un échec, prouverait que le crédit agricole, pour atteindre son but, doit s'adapter dans sa forme à de multiples contingences au niveau local. Il serait donc recommandable d'en laisser l'administration aux provinces ¹⁵¹. Tout au long de la session de l'hiver 1934, Rioux commente la politique législative du gouvernement Bennett à ce sujet. Envers Québec, il tient un langage insistant, talonne Taschereau et Godbout, ministre de l'agriculture, afin de les forcer à légiférer dans le domaine. À titre de président de l'U.C.C. il reprend à loisir les recommandations vo-

¹⁵⁰ Loco cit., 19 juin 1934 et 4 juillet 1934.

¹⁵¹ Ibid., 6 février 1934.

tées par son association dans ce sens. Près d'une douzaine d'articles au cours de l'année 1934 abordent la question et soumettent des suggestions. Rioux ne se contente pas de commenter la législation en train de se faire, il la sollicite.

Les solutions proposées relèvent cependant d'une préoccupation désormais familière. Bien sûr, Rioux saisit l'autorité gouvernementale du problème, mais c'est au fond pour l'en dessaisir aussitôt. L'État n'a de raison d'être qu'à titre de pourvoyeur. Bon prince, il devrait se retirer après avoir posé un geste généreux et en laisser la gérance à des organismes « apolitiques ». Rioux propose que l'administration des sommes affectées au crédit agricole, dans un système hypothétique à Québec, soit confiée aux caisses populaires. Invité à souscrire, le gouvernement est également convié à se désister ¹⁵².

La même formule devait servir à ranimer la colonisation. Pour Rioux, cette grande oeuvre revêt un caractère sacré que « la » politique ne peut que ruiner. C'est en ces termes empruntés au langage du curé Labelle qu'il engage la croisade ¹⁵³. La colonisation comme activité avait fait l'objet d'une exaltation nationaliste dont les racines sont profondes. Thérapeutique miracle, elle servait à guérir tous les maux économiques. Par contre, elle faisait partie de l'héritage national et, à ce titre, elle devait être tenue à [88] l'abri de la politique. Plus la cause est consacrée par la tradition, plus elle participe au patrimoine, plus elle doit être tenue à l'écart des tentatives d'absorption en provenance de l'extérieur. Il n'en demeure pas moins que depuis bien des années l'encouragement à la colonisation par l'État était réclamé avec insistance par ceux-là mêmes qui en appréhendaient les propensions envahissantes. Donc, en dépit de ses réticences instinctives, pour ne pas parler de résistances, Rioux accueille favorablement le célèbre Plan Vautrin, tout en maintenant certaines réserves. Dès son lancement, au stade de projet pré législatif, à l'occasion du Congrès de la colonisation tenu à l'automne 1934, il y consacre deux articles, mais en profite aussi pour proposer une forte décentralisation en faveur des sociétés locales de colonisation ¹⁵⁴. Au cours de l'hiver qui suit, il commente divers aspects du projet. Aussi est-il bien placé en décembre 1935 pour critiquer vertement certaines erreurs dans l'application de la loi : de nombreux lots impropres à la culture sont assignés inconsi-

¹⁵² Ibid., 13 février, 19 juin, 4 juillet, 18 et 25 septembre, 20 novembre, 27 novembre, etc.

¹⁵³ Ibid., 20 mars 1934.

¹⁵⁴ Loco cit., 9 et 23 octobre 1934.

dérément à la colonisation ¹⁵⁵. De plus, une bonne part des célèbres dix millions est en voie d'être dépensée à d'autres fins, soit à la construction de ponts et au parachèvement de bouts de routes dans des régions déjà cultivées ¹⁵⁶. Rioux ne ménage pas ses reproches à une entreprise aussi hâtivement engagée.

Ceci dit, l'article du 18 février 1936 conclut sur une note bien conforme à son attitude à l'égard de l'État :

Nous croyons cependant que seule une commission indépendante pourrait réduire au minimum le coût de la colonisation. Cette commission serait chargée de préparer un programme d'ensemble, de voir à son exécution avec un budget suffisant. Soustraite au patronage et aux préoccupations électorales, elle pourrait choisir un personnel compétent ; elle ne serait pas tenue de verser à la Caisse électorale un pourcentage des contrats d'approvisionnement, de chemins et de matériaux.

Avec la collaboration des sociétés de colonisation, elle suivrait le colon aussi longtemps qu'il ne peut vivre par lui-même ; elle mettrait à son service l'instruction agricole, l'organisation coopérative et professionnelle, qui lui permettraient de se passer le plus tôt possible du trésor public.

Le visage qu'offrait chez nous le politique au président de l'U. C. C. ne pouvait probablement que le rebuter. Toute solution sérieuse d'un problème social ou économique devait passer à côté du politique, s'en servir le moins possible et s'y soustraire au plus tôt.

Sous-jacent à sa trouée sur le politique, se manifeste un désir de l'expulser en dernier ressort. Rioux rêve d'évincer la politique de [89] l'agriculture afin de susciter l'institution par l'association d'un régime qui consacrerait l'autonomie de la gérance agricole. C'était, sans s'en apercevoir, chasser le démon de la politique par la porte de devant et le réintroduire par la porte de service.

¹⁵⁵ Ibid., 10 décembre 1935.

¹⁵⁶ Ibid., 18 février 1936.

Conclusion

La comparaison avec les grands ténors du Devoir offre un contraste révélateur. Le profil original de Rioux se découpe avec plus de netteté. Ils ont évidemment un point de départ commun, ils s'alimentent aux mêmes sources idéologiques lorsqu'une saisie globale leur est nécessaire. La colonisation en est un excellent exemple. Rioux partage avec les autres les mêmes aspirations propres aux milieux nationalistes traditionnels de l'époque : « Nos campagnes restent encore le réservoir de la race ¹⁵⁷. »

Beaucoup d'anciens agriculteurs sont fatigués de l'asservissement de l'usine de l'humiliation des secours directs. Ils reconnaissent qu'ils se sont trompés en méconnaissant les beaux côtés du travail des champs, sa noblesse, sa valeur sociale, ses avantages aux points de vue matériel, moral, familial, religieux... ¹⁵⁸

Dans l'abstrait donc, rien ou presque ne distingue Rioux de son environnement idéologique. Il fait chorus avec son entourage et on ne peut extraire de ses écrits aucune volonté de se différencier.

Dans le concret, lorsque l'objet s'offre à lui comme objet, la démarche se raffine. Elle tente de coller à la réalité et à en faire émerger les possibles mais aussi les contraintes qui les accompagnent. Dans et par l'action à réaliser, Rioux contraste on ne peut plus avec Héroux et Pelletier. Ces derniers, dans certains cas, oseront parfois faire un bien court chemin avec lui en tête. La colonisation sert alors de révélateur. Les pages précédentes nous montrent un Rioux très attentif à examiner le problème sous tous ses jours. Ses critiques tomberont souvent à propos grâce à sa structure de perception. Dans une situation analogue, Omer Héroux s'est satisfait de relever des cas individuels sans grand intérêt pour le lecteur : une institutrice dans telle localité est demeurée sans traitement depuis, etc. (v. p. 132). Par l'intérêt qu'il porte à la colonisation, Rioux s'impose en opposition à Héroux qui l'envisage exclusivement comme une manière d'être nationale.

¹⁵⁷ *Le Devoir*, 30 décembre 1935.

¹⁵⁸ *Ibid.*, 26 juin 1934.

La confrontation des deux modes d'approche laisse présager l'issue probable. Chez le spécialiste, la réalité est saisie à travers une diversité [90] d'expériences qui en relativise la perception, l'analyse ne se contente pas non plus de références à la qualité des agents ou à la moralité diffuse de leurs actes. La démonstration s'échafaude au moyen d'arguments portant sur l'objet ¹⁵⁹. Au sujet de problèmes précis et immédiats, il suggère volontiers des solutions partielles, des moyens à prendre ; par exemple, l'électrification rurale, la mise en marché des produits agricoles... À un niveau intermédiaire, l'action se veut conjuguée : l'association professionnelle se porte à la défense des intérêts agricoles. L'organisation permet de récupérer de façon plus systématique les activités du niveau inférieur. À ce palier, la réalité est vécue en termes de combat, d'affrontement. Lorsque Rioux déclare que « notre agriculture a besoin de science, de capital et d'organisation ¹⁶⁰ », c'est à ces deux niveaux qu'il se pose, et plutôt au second qu'au premier.

Finalement, au niveau de totalités, il rejoint les aspirations plutôt éthérées du milieu idéologique ambiant. L'affrontement fait place à la concorde.

2. Louis Dupire

Introduction

[Retour à la table des matières](#)

Albert Rioux abordait un objet dont la coïncidence avec les structures sociales de type traditionnel était presque naturelle. Sans doute, il lui fallait s'en éloigner et prendre un certain recul afin de l'adapter aux exigences contemporaines. Il était malgré tout réconfortant pour lui de partir d'un univers familier, pour se lancer ensuite vers un inconnu. Louis Dupire se soumet à une expérience plus brutale puisqu'il est idéologiquement parachuté dans un milieu très industrialisé : la ville de Montréal. Chroniqueur du Devoir, attaché aux questions municipales depuis nombre d'années, il lui revient en moyenne deux éditoriaux par semaine. La fréquence de ses écrits et

¹⁵⁹ Rioux ne prétend pas à l'inédit, et ses arguments puisés çà et là révèlent généralement leurs sources.

¹⁶⁰ *Le Devoir*, 19 novembre 1935.

l'ampleur des problèmes posés par la crise dans la métropole le forcent à déborder le champ limité de la politique municipale et à étendre son domaine aux incidences nombreuses des politiques définies [91] par Québec et Ottawa, tout autant qu'à la portée de la dépression sur l'économie et le social ¹⁶¹.

Pour relever ce défi, Louis Dupire doit opérer une sorte de mutation. Les objets observés et les instruments d'observation ne ressortissant plus à la problématique reconnue du *Devoir*, il est mis en demeure de composer avec les moyens du bord un schéma d'explication et d'action. Il lui faut bien accepter le caractère industriel de la métropole et donc pénétrer dans un univers que nos valeurs négligeaient et, plus souvent qu'autrement, condamnaient. Dupire, dans l'ensemble des idéologies reçues, fait cavalier seul. La tradition dérivée de la révolution industrielle trouvait ses porte-parole parmi les organes de partis comme *le Canada* ou encore parmi les quotidiens de la presse à grand tirage - non protégés d'ailleurs des influences politiques : deux acteurs peu prisés des nationalistes.

TABLEAU II B

Louis Dupire

Éditoriaux du 1^{er} janvier 1934 au 9 juin 1936
(hormis les périodes électorales)

[Retour à la table des matières](#)

Le système politique municipal	7
La politique municipale	9
La fiscalité	19
L'administration	27
L'urbanisme	7/3
Le transport en commun	13 /3
Les rapports de Montréal avec Ottawa et Québec	5 /3
Les gouvernements central et provincial	5
Le port de Montréal (navigation)	20
Questions d'ordre social :	36
Logement salubre et chômage	27
Autres	63
Divers	10
	186

¹⁶¹ Voir le tableau IIB.

L'aventure était périlleuse : garder un oeil critique sur le libéralisme économique et politique, et à la fois reconnaître Montréal comme réalisation de ce même libéralisme, avec laquelle il faut compter. Démarche qui part d'une vision traditionnelle du social pour tenter de définir, sans appui idéologique aucun, une nouvelle synthèse. Celle-ci excluait, il va sans dire, tout semblant de rapprochement avec le socialisme. Le résultat sera boiteux mais non stérile.

[92]

a) L'illustration d'une « nouvelle » classe

L'édifice social que Dupire propose d'élever, ou plutôt de préserver, repose sur la consécration avouée de la notion d'ordre. En osmose avec son environnement idéologique, il s'accroche avec ténacité à cette valeur de permanence de l'état social. Celui-ci serait réalisable à la condition de respecter certaines règles d'équilibre. L'auteur fait alors appel à des *forces* susceptibles de garantir la stabilité recherchée. Il les propose selon un schéma mitoyen de la tradition et de la révolution industrielle : la propriété à la disposition d'une classe moyenne.

L'ordre chez Louis Dupire trouve son point d'appui sur une classe sociale : le petit propriétaire. La plupart de ses écrits gravitent autour d'une tentative de le réhabiliter en vue de rétablir l'équilibre perdu.

Ses critères d'identification sont quasi absents. Seul le concept par lui-même sert d'indicatif. Il n'est jamais question d'en déterminer un certain contour, ni même de laisser entrevoir la nature de ses activités. Le « petit propriétaire » se prête alors à une acception fort étendue et se révèle une terminologie plus évocatrice qu'opératoire. L'essentiel consiste à remonter un ressort indispensable à la société, un ressort que la crise a fortement relâché.

C'est donc en fonction de ses qualités présumément équilibrantes et rassurantes que son existence est défendue. Pour Dupire, il s'agit de relever une classe qui, à ses yeux, constitue un fondement de la stabilité sociale. À de nombreuses occasions, il lui arrive de la légitimer de façon explicite à cet égard : le petit propriétaire est bien sûr l'« assise d'un quartier », il s'acquitte avec régularité de ses dettes alors que le locataire a la faculté de changer de quartier lorsqu'il perd son crédit auprès de ses

fournisseurs ; « citoyen modèle, industriel et économe par essence », il est donc un « facteur de bonne administration » ; il est « le rempart du régime capitaliste » tout en demeurant « le contrepoids aux abus du grand capital » et le « meilleur agent contre la propagation des idées communistes ¹⁶² ». Les divers dérivés du mot *stabilité* pour le qualifier sont fréquemment employés.

Or, cette classe éminemment précieuse pour notre société est menacée dans ce qui la définit : la propriété. Elle l'est aussi par le fardeau toujours grandissant que les finances publiques lui imposent. C'est donc à une tâche de relèvement que s'attelle Dupire. Les autres classes de la société seront ou combattues ou associées à ce programme de revitalisation, elles lui seront presque toujours subordonnées. Le grand cheval de bataille portera [93] sur le réaménagement de quartiers insalubres, que viendront renforcer une masse de considérations pour en démontrer les avantages universels.

Dupire part d'une constatation très simple : à son dire, la crise a exterminé la moitié des propriétaires fonciers qui ont dû céder leurs biens aux grandes compagnies de prêts ¹⁶³. Rendu à cette extrémité, il faut tout d'abord sauver le peu qui survit encore ¹⁶⁴. La solution consiste à ranimer les quartiers déchus puisque là se trouvent les plus menacés, ceux dont les logements se sont le plus dépréciés, le loyer payé se situant bien en deçà de la valeur réelle. Ces petits propriétaires sont menacés de subir un sort analogue à leurs semblables dont les économies sont allées garnir les coffres de grandes sociétés financières.

Le projet de logement salubre proposé par la Commission municipale Doucet aurait tout pour remédier à ce marasme. L'ignorer serait évidemment consentir à la disparition progressive d'un garde-fou contre les idées subversives et à la reprise en main par le grand capital étranger de la presque totalité de la propriété foncière. En quel cas, prévient Dupire, la ville même n'y serait pas gagnante puisque, selon l'auteur, ces puissantes sociétés savent se soustraire aux impositions fiscales ¹⁶⁵.

¹⁶² Louis DUPIRE, *le Devoir*, 16 et 21 novembre 1934, 16 janvier 1936, 13 mai 1935, 25 octobre 1934 et 21 novembre 1935.

¹⁶³ Ibid., 13 mars 1935.

¹⁶⁴ Ibid., 16 janvier 1936.

¹⁶⁵ Ibid., 13 mars 1935.

La construction de logements salubres est présentée en guise de substitut au présent régime de secours direct qui semble tenir à sec le trésor municipal. Autant Dupire multiplie les appels en faveur du projet, autant il s'insurge contre les prestations aux chômeurs qui grèvent trop lourdement le budget de la ville et sont en voie de la rendre insolvable. Les sollicitations pressantes de mise en tutelle proposées par les milieux d'affaires auprès du Gouvernement de Québec, rendent encore plus dramatiques les propos de l'éditorialiste. Le projet se veut une contrepartie aux secours directs ; au lieu d'entretenir une masse de chômeurs, autant disposer de ces crédits pour les occuper et, d'une pierre deux coups, réhabiliter la classe des petits propriétaires.

Nous avons assisté le prolétaire tombé dans la misère, si nous avons aidé le petit propriétaire tombé dans le même état, la crise serait surmontée. Dans la distribution de l'assistance, nous nous sommes trompés d'étage ; l'erreur est tragique ¹⁶⁶.

Si ce langage prête à peu d'équivoque, il n'en est pas toujours de même, car il se permet des rationalisations multiples pour les fins de la bonne cause. Ainsi, dans un premier temps, Dupire sensibilise le lecteur à l'état [94] déplorable auquel est réduit l'occupant de taudis. L'émotion y est fortement sollicitée à chaque occasion.

Le logement insalubre (...) accumule ruines morales et physiques : désertion du foyer repoussant avec la désagrégation familiale que cela entraîne (sic) ; perte des santés ; on connaît des maisons qui tuent, des maisons si malsaines que ceux qui s'y succèdent y ont tous le même sort. La tuberculose prend les adultes, le rachitisme prépare les enfants aux atteintes de celle-ci ¹⁶⁷.

Plusieurs articles, surtout en 1934, reprennent ce thème à l'envi. La rénovation de ces quartiers vétustes est défendue au nom de la santé publique, autant morale que physique ¹⁶⁸. Et encore là, il nous apparaîtrait très injuste d'y voir un calcul ou plus simplement de l'opportunisme. Ce nous semble un recours à la rationalisation ; il n'y a chez Dupire aucune intention machiavélique.

¹⁶⁶ Ibid., 23 février 1934.

¹⁶⁷ DUPIRE, loco cit., 16 novembre 1934.

¹⁶⁸ Ibid., 16 janvier, 21 février, 25 avril et 16 novembre 1934.

Ce n'est pas non plus le cynisme qui le conduit plus tard à faire observer avec candeur que le coût des nouveaux immeubles en remplacement des anciens permettra au propriétaire de réclamer des loyers plus élevés ¹⁶⁹.

Dans un second temps, non seulement Dupire désire soustraire la ville d'une responsabilité qui ne serait pas la sienne mais il condamne d'emblée le principe même du secours direct apporté aux chômeurs. Dans l'éditorial du 9 août 1935, intitulé « La *dole* nous saigne à blanc », l'auteur informe le lecteur non averti qu'au cours de l'exercice financier, se terminant le 30 avril précédent, la ville a dû verser au chapitre de l'aide directe, pas moins de \$6 500 000. Cette charge trop lourde pour la municipalité devrait être assurée par le gouvernement central qui, en plus de pouvoir mobiliser les ressources nécessaires à cette opération, a l'obligation de s'en occuper puisque le chômage s'étend à tout le territoire canadien, et qu'en plus les grands centres sont dans l'incapacité de se prémunir contre l'afflux des populations extérieures.

À la vérité, Dupire s'oppose carrément à toute forme d'aide unilatérale de la part de l'État. Contre la politique concertée des divers niveaux de gouvernement en faveur de la « *dole* », comme était assez communément appelé le régime de secours direct, Dupire multiplie les editoriaux. Mesure « ultra socialiste », elle serait symbolique des peuples décadents ¹⁷⁰. Elle encouragerait l'oisiveté ; tout comme le chômage, le secours direct développerait « des idées subversives, la démoralisation, la perte d'énergie, de l'esprit d'initiative, le goût de l'effort chez les masses ¹⁷¹ » De par sa [95] nature, donc, cette initiative gouvernementale lui apparaît condamnable, elle « remplace l'esprit d'initiative par le laisser-aller, l'esprit d'économie par l'insouciance, la fierté par le parasitisme, l'honnêteté par la ruse et la finasserie ¹⁷² ». Elle se solde donc par la déchéance de ceux-là que la société désire protéger. Dans l'immédiat, elle incite le chômeur à ne plus solliciter d'emploi car souvent les largesses de l'État sont supérieures à un salaire éventuel ¹⁷³. Et puis, plus de 90 p. cent de ces assistés s'assurent d'un revenu d'appoint grâce à de menus travaux faits çà et

¹⁶⁹ Ibid., 25 avril 1934.

¹⁷⁰ Ibid., 14 février 1934.

¹⁷¹ Ibid., 29 janvier 1936 et 10 octobre 1935.

¹⁷² Ibid., 23 janvier 1936.

¹⁷³ Ibid., 20 juin 1935.

là, en catimini. Enfin, le secours direct produit ultimement « des épaves humaines, des mécontents, des aigris, dangereux pour la tranquillité publique ¹⁷⁴ ».

Tous ses arguments militent contre ce régime de soulagement au chômeur. Il coûte cher, il prolonge une situation pénible, et il menace l'ordre ; tout cela sur le dos du petit propriétaire, ce « cochon de payant ».

L'argumentation contre l'aide directe au chômeur est axée sur une réorientation à réaliser dans la distribution des crédits publics. Les gouvernants ont versé annuellement plus de soixante millions en secours directs qui n'ont rien rapporté, ces mêmes sommes devraient être désormais affectées à la construction de logements salubres. Selon cette formule de substitution, presque tout le monde en sortirait gagnant. Le petit possédant, le premier intéressé, serait évidemment le premier choyé dans l'immédiat. Mais les autres ne devraient pas tarder à l'être...

Le chômeur figure parmi les avantagés puisque la construction ranime l'emploi et active la circulation de l'argent. Selon Dupire, la grande masse des chômeurs se recrute dans le milieu de la construction. D'ailleurs, c'est à ce secteur de l'économie qu'il faut se consacrer pour se rétablir de la crise car, à son dire - et il le répétera à loisir - « quand le bâtiment va, tout va... ¹⁷⁵ ».

Avantage pour la collectivité donc, bien sûr, avantage aussi pour sa classe de référence : les coffres de la ville se garniraient par suite de l'augmentation de la valeur qu'occasionnerait le réaménagement des quartiers dévalorisés.

Enfin, le projet, en plus de représenter des avantages économiques et fiscaux, permettrait de régler en même temps plusieurs problèmes relevant de l'urbanisme ¹⁷⁶.

¹⁷⁴ Ibid., 17 août 1934.

¹⁷⁵ Ibid., le 22 novembre 1934.

¹⁷⁶ Dupire, en tout premier lieu, s'avise de sauver du marasme certains édifices publics : « Sauver les vieux quartiers, c'est chez nous une nécessité particulière, vu nos églises et vu nos écoles que nous ne pouvons pas laisser désertir sans provoquer des désastres financiers. » (*Le Devoir*, 22 nov. 1934.)

Cette observation n'est pas secondaire dans son esprit, elle s'intègre dans une vision d'ensemble qui se propose de préserver le patrimoine national (25 avril, 22 nov. 1934 et 23 janv. 1935). Le réaménagement de logements salubres est conçu en vue de contrer les déplacements démographiques et l'invasion des usines dans ces quartiers autrefois domiciliaires dans leur totalité (5 nov. 1934).

[96]

Le projet offre, il va sans dire, des avantages financiers certains. C'est d'ailleurs une de ses premières qualités. Il couvre ses frais après un certain laps de temps : il s'agit effectivement d'une simple avance de fonds par les deux gouvernements (Ottawa et Québec) qui serait remboursable ¹⁷⁷. Ce plan se distinguerait de l'homologue torontois qui, lui, apporte un concours financier réel en offrant des logements en dessous du prix coûtant : « socialiste d'inspiration », une telle politique serait discriminatoire à l'endroit des propriétaires non subventionnés ¹⁷⁸. Le modèle proposé par Dupire, et calqué à son dire sur le mémoire Doucet, respecte l'orthodoxie de la non-intervention étatique.

Le moment serait unique puisque la crise justifie les travaux de grande envergure et contraint les trois niveaux de gouvernement à collaborer. Il ne reste plus qu'à en profiter...

b) Les autres...

Si Louis Dupire attache une attention particulière à la petite propriété et y subordonne plus souvent qu'autrement les autres composantes de la société, il serait injuste de conclure qu'il s'en tient là. Bien entendu, le petit propriétaire garde la cote d'amour. Les autres facteurs n'ont par rapport à lui qu'une valeur secondaire.

Il est intéressant de noter que la plupart de ses réflexions, au sujet des autres secteurs de la société, portent sur une réalité industrialisée. Son regard tourné avec fixité sur une classe somme toute assez peu dynamique ne lui interdit pas parfois des ouvertures passablement étonnantes de par l'écart qui les sépare des options assez étroites du Devoir en général.

Au cours de 1935, Dupire développe un souci plus marqué envers le développement industriel de Montréal. À l'instar des *industrial boards* établis à Toronto et à

De plus, cette entreprise de stabilisation règle en partie le problème de l'engorgement dans les transports publics. L'ouvrier demeurera plus près de son lieu de travail. Enfin, considération plus générale, les rues seront élargies donc plus accessibles (21 fév. 1934). Ibid., 12 février et 25 avril 1934.

¹⁷⁷ Ibid., 12 février et 25 avril 1934

¹⁷⁸ Ibid., 13 septembre 1934.

Hamilton, qui, à son dire, auraient eu sur ces villes des effets marquants de stimulation, il propose que la métropole se dote [97] d'un organisme analogue pour susciter l'implantation de nouvelles entreprises et aussi pour rapatrier celles qui s'en sont éloignées depuis le début de la crise.

L'autre versant de la vie industrielle ne lui échappe pas non plus. Le chômage y est abordé comme un problème important. La facture des propos agacerait probablement aujourd'hui. Elle évoque un paternalisme qui « se penche » avec condescendance sur le sort du chômeur. Hormis le ton, il faut bien reconnaître au départ que, déjà, la nature de ces préoccupations tranche un peu sur l'ensemble des éditoriaux du *Devoir* à qui il arrive rarement d'aborder le sujet.

Dupire intègre le problème du sans-emploi dans la globalité du social dont il devient en quelque sorte un sous-produit. Il perçoit le chômeur, dans un grand nombre de cas, comme victime d'un « système radicalement faux ¹⁷⁹ ». Et dès lors qu'on est engagé dans l'engrenage, il est très malaisé de s'en sortir. Le point ainsi posé l'amène à postuler l'intervention de l'État pour rétablir la situation. Ce mal, émanation du social, doit pour ainsi dire trouver son remède dans le social. Aussi Dupire se permet de parler de droits, droits des prolétaires réduits au chômage, donc droit au travail et droit au secours de la société. Contre la crise, il préconise une forme d'autorité similaire aux gouvernements sur un pied de guerre, c'est-à-dire un état-major habilité à coordonner tous les efforts en vue de la mater.

Plusieurs solutions s'offraient à lui. La première dérivait spontanément du credo nationaliste, elle recommandait le retour à la terre. Assez réaliste, sans illusion sur les chances de succès, Dupire se consacre plutôt à trouver une issue plus respectueuse de l'ère industrielle.

La deuxième solution consistait à poursuivre, dans le cadre de l'époque, les versements de secours direct. La répulsion naturelle de l'auteur est déjà suffisamment connue pour qu'il soit indiqué d'y revenir. La *dole* n'est qu'un encouragement à la paresse pour les uns et un fardeau fiscal pour les autres.

Le règlement du problème consiste à remédier au chômage par « le seul remède efficace et adéquat : le travail... ¹⁸⁰ » Le principe de sa nécessité est fréquemment

¹⁷⁹ Ibid., 29 janvier 1935.

¹⁸⁰ Ibid., 14 décembre 1934.

évoqué en termes d'aphorismes et de lieux communs : « travaille ou meurs de faim », « tu travailleras à la sueur de ton front ¹⁸¹ », etc. Il revient donc de l'aménager. Or, le moyen par excellence c'est la mise sur pied de grands travaux commandités par l'État. Fervent d'une large offensive à la manière de Roosevelt aux États-Unis, Dupire propose [98] que notre société s'engage à fond dans cette voie ¹⁸². À bien des égards, cette vaste entreprise prend le caractère d'une panacée. Par moments, tout va sembler se résoudre par l'enchaînement positif que provoqueraient, dans l'économie du pays, des travaux de grande envergure. Ses préférences le portent sans contredit vers le réaménagement de quartiers insalubres. Il lui arrive cependant, à quelques rares occasions, de parler de construire un « tramway souterrain ». Il n'en demeure pas moins que sa thèse en faveur des grands travaux vise la réalisation du Projet Doucet. Il a pour qualité première de ranimer sans douleur un moribond : l'argent destiné à cette fin doit être ultérieurement récupéré ¹⁸³.

La condition sociale du Montréalais le retient assez souvent comme en témoigne le tableau. Bien des chroniques se contentent d'appuyer des mouvements charitables. D'ailleurs, Dupire n'est pas à l'abri de certains relents de bourassisme : la charité, « meilleure solution du problème social ¹⁸⁴ ». Cette même vertu sera parfois mise au service d'un utilitarisme avoué ; à l'occasion de la sollicitation annuelle en faveur de la Fédération des oeuvres de charité canadienne-française, l'auteur estime que contribuer est, pour le chrétien, un devoir social, car l'État se verra dans l'obligation de se substituer au citoyen si ce dernier se soustrait à ses obligations. « Les adeptes du capitalisme doivent, pour prouver le bien-fondé de leur doctrine,

¹⁸¹ Ibid., 27 juillet 1935 et 7 avril 1936.

¹⁸² Louis DUPIRE, loco cit., 16 janvier 1934.

¹⁸³ À défaut de travaux publics, la société peut, au dire de l'auteur, organiser un réseau de chômeurs qui offriraient leurs services gratuitement, quitte à ce que les patrons et les autorités gouvernementales à tous les niveaux s'engagent à leur accorder la priorité de l'emploi lorsque les temps seront meilleurs. Ce serait le meilleur moyen pour se protéger de l'« oisiveté » et des « séductions de la fainéantise » (*le Devoir*, 27 août 1935). Ainsi, il serait possible de faire le tri entre ceux qui, sans emploi, désirent travailler et les autres pour qui le chômage est un état désiré et entretenu (9 août 1935).

Quelques chroniques sur le salaire minimum de la femme, et la manière dont certaines entreprises en font fi, indiquent à l'occasion qu'il s'intéresse aux problèmes soulevés par la société industrielle (3 août 1934).

¹⁸⁴ Ibid., 28 février 1934.

donner généreusement ¹⁸⁵. » La défense d'une classe de la société incline alors Dupire vers un réalisme passablement intéressé...

c) Vue d'ensemble du social

Dupire accepte jusqu'à un certain point la dynamique industrielle mais il l'observe selon une problématique traditionnelle. Ses considérations révèlent combien chez lui le besoin est pressant de ramener la réalité à quelques lois directrices. Il semble avoir trouvé un agencement logique [99] selon lequel des dominantes fixent de façon plus ou moins implacable une situation d'équilibre quasi parfait. Il s'agit vraisemblablement de combiner quelques pièces maîtresses pour réaliser un tout harmonieux. Dupire se pourvoit d'un trousseau de clefs passe-partout : la construction, clef du succès économique ; Montréal, clef de la prospérité dans le reste du pays ; la petite propriété, gage d'une classe moyenne forte, clef de la stabilité sociale. Ainsi, le logement salubre est envisagé selon des propriétés multiples qui rassemblent et réconcilient s'il y a lieu ces éléments en apparence dispersés : la reconstruction ravive l'économie de Montréal, qui, à son tour, transmet ses bons effets sur l'ensemble du territoire ; ce faisant, la classe moyenne est restaurée et l'équilibre est rétabli. Cette politique est présentée d'ailleurs comme une recette assurée ; la construction de logements salubres « c'est le remède préconisé partout, essayé dans presque tous les pays ¹⁸⁶ ».

Cette démarche réductionniste s'explique par le jeu de transposition auquel la réalité industrielle donne lieu lorsque la marche arrière est refusée. Tout comme la terre, la famille, la vie religieuse, etc., s'emboîtaient pour réaliser un ensemble de représentations cohérent et séduisant de par sa simplicité ; les nouvelles composantes doivent se soumettre à un principe d'harmonie. Dans cette optique où des exigences idéologiques perdurent, le recours aux transpositions devient inévitable. Par exemple, l'industrie de la construction - la valeur immobilière en général - semble tenir le lieu qu'occupaient les richesses de la terre et de la forêt dans les esprits

¹⁸⁵ Ibid., 17 mai 1935.

¹⁸⁶ Ibid., 21 février 1934.

moins apprivoisés à la ville. Sans doute, la réduction comme instrument d'explication ne contribue pas à rapprocher Dupire d'une réalité encore rébarbative.

Tout mécanique que puisse apparaître ce mode d'approche, il laisse entrevoir par après ses implications morales. Le déséquilibre économique entraînerait des secousses qui se répercuteraient à leur tour sur le social et par ce biais atteindrait la morale. Le petit propriétaire ne présente pas seulement des qualités de stabilité économique et sociale, n'oublions pas qu'il sert de caution à une forme d'orthodoxie dont les principes encore mal définis assurent la pérennité d'un modèle de vie collective.

Malgré ce rétrécissement imposé par des antécédents idéologiques fort perceptibles, Dupire, à l'instar de Rioux mais suivant une voie différente et moins dégagée, débouche sur une ouverture vers l'extérieur. Ses références à l'étranger seront moins nombreuses que celles de Rioux mais, par contre, il poussera plus loin l'observation. Avec Dupire, c'est un nouveau regard [100] sur soi et forcément un nouveau « soi », il donne accès à la ville, mais par la porte étroite.

À travers ces simplifications, ces raccourcis inexplicables, ces affirmations lapidaires, émerge un état d'esprit ouvert et inquiet à la fois, peut-être en dernier ressort plus inquiet qu'ouvert ; probablement ouvert parce qu'intelligemment inquiet. L'économie nord-américaine à laquelle appartient Montréal est un produit de la révolution industrielle ; elle est là et va le demeurer. Cette valeur semble imposée. Nos idéologues lui faisaient grise mine, et proposaient des contre-valeurs traditionnelles. Dupire a choisi, au contraire, d'assumer cette réalité industrielle. Avec une structure mentale de son temps et de sa formation, il devenait inévitable que certains hiatus s'insinuent dans sa pensée. En dépit de ce handicap, sa faiblesse sera force en comparaison avec le comportement de ceux qui se croyaient sur un terrain plus sûr. Dans ces prises de positions touchant le concret politique, il se révèle en meilleure situation que les autres éditorialistes du *Devoir*.

d) La gouverne

Sous bien des aspects, Dupire rejoint Albert Rioux. Sa démarche critique l'entraîne à tirer des conclusions analogues. Il s'en distingue néanmoins par son caractè-

re plus allusif qu'explicite. Les chroniques de 1934 à 1936 ne permettent pas de dégager un profil satisfaisant du politique tel qu'il pouvait le concevoir implicitement.

Du régime présent et de son personnel, à quelque niveau gouvernemental que ce soit, il n'entretient souvent qu'un profond mépris. Attitude propre à l'époque : l'électoratisme, l'esprit de parti, etc., composaient l'arsenal classique du nationalisme. Ses références au politique sont dans la plupart des cas négatives et se concentrent surtout à mettre en lumière les vices du régime électif. L'étendue du suffrage universel lui semble faux et dangereux :

Notre système gouvernemental s'est trouvé radicalement désaxé le jour où on a mis sur un pied d'égalité, devant le scrutin, celui qui acquitte sa feuille d'impôt et celui qui ne l'acquitte pas ¹⁸⁷.

C'est, à son dire, de la « representation without taxation... » À deux occasions, il s'oppose ouvertement au droit de vote accordé aux chômeurs. Il se montre volontiers favorable à une restriction du suffrage si notre société veut éviter l'anarchie. Or, ses perspectives d'avenir sont fort sombres. Le suffrage universel aura pour aboutissement logique l'anarchie ; la démagogie issue du phénomène électoral entraîne un accroissement [101] constant des dépenses publiques à des politiques ruineuses. Par exemple, les travaux publics entrepris durant la crise n'auraient pas donné de résultats satisfaisants et auraient coûté très cher parce que les fins poursuivies étaient subordonnées au relèvement des chômeurs ¹⁸⁸. La démocratie s'est installée aux frais du petit propriétaire, ce « cochon de payant » qui, par les taxes, finance l'opération ¹⁸⁹.

Certaines parenthèses laissent entrevoir à la dérobée l'antipathie naturelle de l'auteur envers le milieu anglo-saxon. Les programmes politiques en provenance de Washington ou Londres seraient à redouter. Le socialisme proposé par le travaillisme anglais semble particulièrement menaçant parce que susceptible d'être véhiculé par l'élément anglophone au Canada ¹⁹⁰.

¹⁸⁷ Ibid., 22 mai 1936.

¹⁸⁸ Ibid., 4 janvier 1934.

¹⁸⁹ Ibid., 27 juillet 1935.

¹⁹⁰ Ibid., 22 février 1935 et 16 janvier 1936.

Très pessimiste sur l'avenir, Dupire ne caresse que l'espoir de freiner le mouvement afin d'éviter une chute trop brutale. Car il ne croit pas possible de remonter la pente ¹⁹¹. Plus globalement, Dupire ne reconnaît pas au libéralisme politique une très grande faculté d'adaptation dans les moments critiques.

Les palliatifs relèveraient de deux ordres. D'abord, la désignation des gouvernants devrait être confiée à un corps électoral responsable, bref aux possédants. Le petit propriétaire, en particulier, serait « le meilleur surveillant des intérêts de la municipalité ¹⁹² ». Toronto serait bien géré parce que c'est une ville de propriétaires par opposition à Montréal qui est une ville de prolétaires ¹⁹³.

À l'occasion des élections municipales du printemps 1934, Dupire élabore certains critères à retenir dans l'évaluation des divers candidats en lice. À son dire, il revient d'abord à l'électeur de les juger d'après leur honnêteté et, seulement ensuite, d'après la nature de leurs engagements. Cette hiérarchie dans l'appréciation du personnel politique ne diffère en rien des attitudes officiellement affichées par *le Devoir*. Dupire s'en distingue lorsqu'il souhaite au cours de l'hiver précédent que « les prochaines élections (...) donnent une administration d'hommes d'affaires, de gens clairvoyants, capables de voir le fond même d'une situation au lieu d'être arrêtés par ses aspects superficiels ¹⁹⁴ ». Là se manifestent les préoccupations d'une classe soucieuse de bonne gérance... Dupire se [102] rapproche alors de Rioux. Comment concilier ces normes un peu divergentes ? Les autres textes ne nous permettent pas de pousser plus loin.

Dans un second ordre d'idées, Dupire est facilement enclin à réclamer une compétence autonome et autoritaire à l'intention de commissions créées pour les fins de programmes précis. Lorsque Mackenzie King, fraîchement réinstallé, s'apprête à mettre en branle une commission sur le chômage, Dupire l'appuie et réclame pour son bon fonctionnement des pouvoirs « quasi dictatoriaux ¹⁹⁵ ». Il en est de même pour la Commission d'urbanisme de Montréal qui devrait être munie des pleins pouvoirs ; dans ce domaine, la « dictature (est) essentielle pour diriger et pour assurer le dé-

¹⁹¹ Ibid., 16 mars 1934 et 20 septembre 1935.

¹⁹² Ibid., 21 novembre 1935.

¹⁹³ Ibid., 28 mars 1934.

¹⁹⁴ Ibid., 21 février 1934.

¹⁹⁵ Ibid., 8 avril 1936.

veloppement harmonieux et économique de la ville... ¹⁹⁶ ». D'une part, l'auteur mise sur l'épuration du corps électoral, de l'autre, il réclame une éviction de la gent politique. Il lui manque, en comparaison avec Rioux, un trait d'union indispensable : un lieu de rencontre où se conjugueraient des forces concourantes.

À la manière des autres éditorialistes, Dupire dénonce à tout coup l'activité intensive des puissances de l'argent. Il y dévoile les agissements occultes qui réduisent les édiles à un rôle de pantin. Néanmoins, au versant de l'action du nous, aucun canal n'est prévu. Dans un article daté du 20 octobre 1934, l'auteur souligne l'importance de la concertation : notre faiblesse dans le domaine économique serait causée par la dispersion de nos activités. Il recommande de grouper, de consolider, de lier, bref de « fasciser » : « fondons ¹⁹⁷ désormais dans le sens de fusionner, de grouper, de consolider, de fondre ». C'est la seule intervention du genre qu'il nous a été donné de relever. Le discours de Dupire n'incite pas à l'action collective. Le lecteur éprouve un ressenti plutôt qu'une virtualité d'action. Le petit propriétaire, en tant que classe, représente sans doute une force ; mais avant tout une force de conservation, de résistance au mouvement. Toute sa démarche ressortit à un équilibre à maintenir ou à rétablir, un équilibre garant de l'ordre qui en est sa finalité ultime. Happé par une dynamique nouvelle, Dupire essaie d'en tirer le principe de stabilité.

e) Le concret politique

Dans la pratique, Dupire est celui qui serre de plus près la conjoncture en fonction de politiques à concevoir et à réaliser. En comparaison avec Rioux, il est avantage. Son champ d'observation lui offre une étendue plus [103] vaste et plus diversifiée. Il lui est possible de se prononcer sur une variété de sujets alors que Rioux devait *nolens volens* se cantonner au milieu agricole.

À l'intention de l'administration municipale, Dupire adopte une double attitude. D'une part, il met en vedette un nombre limité de sujets qu'il ressasse à tout propos : la fiscalité, la construction de logements salubres.... l'urbanisme conçu comme

¹⁹⁶ Ibid., 14 mai 1936.

¹⁹⁷ Pris dans le sens de fonder.

l'introduction d'une rationalité dans l'aménagement de la ville par opposition au laissez-faire et au favoritisme. D'autre part, il soulève une foule de problèmes, souvent pêle-mêle, qu'il reprend épisodiquement.

Le gouvernement du Québec se retrouve souvent dans le box des accusés. Globalement, le Régime Taschereau est condamné pour son immobilisme et sa tacite acceptation dans la dégradation de la métropole ¹⁹⁸.

Au sujet du gouvernement fédéral, les interventions sont plus nombreuses ; d'abord, la reconstruction de logements salubres prend la vedette, il va sans dire. Viennent en second, tout naturellement, les propos sur le chômage. Puis, à intervalles réguliers, Dupire souligne la négligence du gouvernement d'Ottawa envers Montréal : les chemins de fer nationaux, les postes, etc. ¹⁹⁹. Le Port de Montréal constitue entre autres un sujet mineur de prédilection. Le ministre Duranleau - ministre de la Marine - est fréquemment tenu sur la sellette.

Conclusion

Il ne nous appartient pas de retracer l'itinéraire intellectuel de Dupire, pas plus qu'il n'en a été question pour Rioux. Les mobiles qui l'ont conduit à traiter de la chronique municipale ne nous intéressent pas dans l'immédiat. Une chose est certaine c'est que de 1934 à 1936, à un moment politique critique, il réagit d'une certaine façon et non d'une autre, il pose tel problème plutôt qu'un autre et soumet telle solution plutôt qu'une autre. Notre interrogation porte plus sur une situation que sur une évolution.

[104]

¹⁹⁸ Au plan politique, le gouvernement rejette la carte d'identité aux élections municipales et encourage implicitement la substitution de personne (Louis Dupire, *le Devoir*, 20 mars et 4 avril 1934). Plusieurs écrits s'opposent à la mise sous tutelle de la ville alors que les pressions se font de plus en plus intenses dans cette direction (7 et 12 mars 1934). Même en juin 1936, quelques jours avant la démission de Taschereau, Dupire se montre assez favorable au Plan Bouchard qui se proposait d'enrayer le chômage, encore, ajoutait-il, que le présent gouvernement, ayant perdu la confiance du peuple, il revenait à d'autres de le réaliser.

¹⁹⁹ Ibid., 27 avril 1934.

L'aspect à retenir pour nous vise l'objet d'observation qui nécessairement conditionne l'observateur. Rioux et Dupire, de par leur situation particulière au journal, quels qu'aient été leurs cheminements antérieurs, jouissent d'un avantage certain qui leur sert souvent à dépasser l'idéologie assez vague de la maison et à réorienter le lecteur vers des voies plus concrètes. Les gouvernements seront désormais jugés non plus d'après les vagues intentions qu'on peut leur prêter mais bien plutôt selon leurs perceptions pertinentes à un problème posé.

Dupire construit avec des matériaux nouveaux selon des techniques non encore éprouvées. Il se tient aussi au seuil du politique. De façon moins originale, mais plus sûre, Rioux chapeaute son édifice social d'au moins un semblant de politique. Déjà s'amorce une pénétration de la gouverne par des forces sociales en mouvement. Chez Dupire, la notion de conflit est absente, de même que la concertation des forces que le conflit peut susciter. L'auteur touche le politique au moment où, en somme, il quitte la défense de la classe du petit propriétaire comme telle et pose le problème selon les coordonnées d'une interrogation précise. Le logement salubre tient lieu de limite exemplaire : il le préconise en tant que solution à une question déterminée - gardant en tête l'intérêt d'une couche sociale identifiée - et non comme l'aboutissement d'une réflexion ayant la classe moyenne comme dynamique première. Son point d'appui n'en est pas un. Si Rioux atteint le politique par la logique de sa structure mentale, il s'en écarte aussi pour les mêmes raisons. Dupire, lui, se tient en marge du politique dans la mesure où il ignore sa classe de référence comme force sociale ; il se reprend sur des objectifs limités. Là il excelle et tente dès lors de les faire renvoyer les uns aux autres dans un jeu de correspondances qui convainc rarement.

Dans les deux cas, l'objet en tant qu'objet leur sert, chacun dans son domaine, à déborder les limites officielles de leur idéologie d'appartenance ; même si également chacun à sa manière échoue en tentant, dès lors qu'il le possède, d'évincer le politique.

L'étape suivante consiste à mieux juger *le Devoir* et ses collaborateurs à l'occasion des minutes de vérité que nous proposent les grands virages des années 1935 et 1936 ; virages dangereux pour nos idéologies.

[105]

III. - Le devoir dans les grands moments

[Retour à la table des matières](#)

L'analyse monographique des débuts nous conduit à évaluer le comportement des protagonistes aux moments critiques ; trois campagnes électorales vont animer une même année de août 1935 à août 1936. Un quasi-interrègne à Québec, la période intense de décembre 1935 à juin 1936, alors que le régime libéral chancelle sur son socle, vient se superposer et donner une allure haletante à la politique en temps de crise.

Nous aborderons chaque campagne selon sa facture propre et non selon un cadre trop serré qui ne lui rendrait pas justice. Nous gardons toujours le même ordre de préoccupations mais en tentant de respecter l'esprit du Devoir à chacun de ces scrutins. La méthode demeurera évidemment la même. Et comme nous l'avons annoncé au début, la fréquence des titres est retenue puisqu'en ces périodes elle prend un sens qu'il est plus difficile de déceler en temps normal. L'étau en quelque sorte se resserre puisque la grille d'analyse ne tient plus compte que des traits propres à la gouverne et aux agents engagés dans la lutte : les partis, la presse partisane... Les autres éléments, pris isolément : alter et nous n'auraient aucune portée en un si court laps de temps.

1. La campagne fédérale de 1935

[Retour à la table des matières](#)

La campagne fédérale de 1935 apparaîtra particulièrement longue. Objectivement, elle s'étend de la mi-août à la mi-octobre, laps de temps tout à fait dans la norme. Subjectivement, l'effet de longueur est ressenti parce que cette campagne est attendue depuis fort longtemps. En effet, Bennett se rend jusqu'à l'extrême limite de son mandat ; à quelques jours [107] près, les chambres devaient être dissoutes d'office. Les partis sont donc sur un pied d'alerte depuis plusieurs mois :

déjà des assemblées électorales se sont tenues en juillet. Des manifestes de partis ont paru avant même l'ouverture officielle de la campagne. C'est donc dire que le fer est chaud, et Bennett se propose astucieusement de ne le battre qu'après le délai maximal.

[105]

TABLEAU III A
Campagne électorale canadienne du 15 août au 12 octobre 1935
(Le Devoir) Titres

[Retour à la table des matières](#)

L'Éthiopie	37
L'impérialisme (ou son contraire)	3
Relations internationales	3
Politique fédérale (élections)	2
Politique provinciale	2
Divers	3
	<hr/> 50

[106]

TABLEAU III B
Campagne électorale canadienne du 15 août au 12 octobre 1935
(Le Devoir) « Éditoriaux » portant sur la politique fédérale

A) Négatifs :		
Le conflit abyssinien et ses dangers pour le Canada	20	
Les dépenses du gouvernement	2	22
B) Neutres :		
Les partis et les hommes		
- la « faune politique »	2	
« L'article 98 »	1	4
C) Positifs :		
Le bilinguisme et la présence de Canadiens français dans l'administration	2	
Pour un gouverneur général canadien	2	4
D) Catégorie distincte :		
Albert Rioux	2	3
Louis Dupire	1	
Évaluation finale (5 et 12 octobre)		2
		<hr/> 35

TABLEAU III C
Campagne électorale canadienne du 15 août au 12 octobre 1935
(Le Devoir) « Blocs-notes » portant sur la politique fédérale)

[Retour à la table des matières](#)

A) Négatifs :

a) Les adversaires de l'extérieur :	9	
Le conflit abyssinien et ses dangers de guerre	9	25
L'Empire	7	
L'Immigration		
b) Le personnel politique		54
Les gouvernants en général		
Exagérations dans les propos et abus dans le comportement		23
c) Questions de politiques diverses		6

B) Neutres :

Les partis et les hommes		
- la « faune politique »		10

C) Positifs :

a) Le sort des Canadiens français et du français en général auprès du gouvernement central	8	
b) Henri Bourassa	3	12
c) Divers	1	

D) Multiple

1

77

[107]

L'issue du scrutin ne semble devoir réserver aucune surprise. Le répit que s'accorde le Premier Ministre conservateur apparaît clairement à ses contemporains comme son dernier. C'est donc après une attente interminable doublée d'impatience que se déclenche une campagne qui n'en finira plus - en temps subjectif - tellement les jeux sont faits et que la défaite est assurée au gouvernement.

a) La campagne proprement dite

Il saute aux yeux, à la vue des tableaux III A, B et C, que *le Devoir* se montre avant tout sous un jour *défensif* dans sa manière d'évaluer et aussi de vivre cette campagne. Si les titres et les éditoriaux accordent la part du lion à la guerre en Éthiopie, c'est bien parce que ce conflit risque de nous atteindre dans ses conséquences. Par contre, la campagne électorale proprement dite passe nettement au second plan. Ainsi, la manchette est dans 80 p. cent des cas consacrée à la crise abyssinienne ou à l'Empire. Elle ne touche à la campagne en cours que deux fois, c'est-à-dire à une fréquence de 4 p. cent. De même, mais à raison d'une récurrence moins forte, l'éditorial retient le sujet à l'avant-scène. Sur trente-cinq éditoriaux affectant de près ou de loin la politique fédérale, vingt, soit près de 60 p. cent, touchent directement ou indirectement la guerre et ses dangers pour le pays. Cette forte proportion permet de comprendre la portée de la crise telle qu'elle est ressentie par le journal.

La question abyssinienne n'est donc intéressante pour *le Devoir* que dans la mesure où elle soulève l'épineux problème de la participation canadienne à un éventuel conflit mettant aux prises la Grande-Bretagne avec un autre pays. Le journal se porte tout simplement à la défense des Canadiens français et des Canadiens tout court. Il ne s'attarde pas à juger le geste de Mussolini comme tel. On le sait complaisant envers le Duce à l'occasion d'un commentaire qui considère politiquement normale cette recherche d'expansion italienne en Afrique ²⁰⁰. Cette fois, le journal porte un jugement conforme à une *Realpolitik* dont il lui arrive par moment de se réclamer. À cette époque, il ne dissimule pas certaines sympathies envers [108] le fascisme ; c'est-à-dire que l'aspect moral du conflit prend donc une importance moindre. De toute manière, là n'est pas le litige. Il porte sur l'engagement possible du Canada dans une guerre qui n'est pas la sienne.

Suivant le mode de pensée propre à Bourassa, le journal s'empresse d'évoquer les moments pénibles du Transvaal et multiplie les rappels au souvenir des guerres

²⁰⁰ Omer HÉROUX, *le Devoir*, 6 mai 1936.

impériales ²⁰¹. C'est dans cette séquence d'événements que se situe, selon lui, le conflit éthiopien. Et, rapidement, *le Devoir* s'engage massivement contre les tendances favorables à l'Empire dans notre société, surtout contre les journaux anglophones qui s'en font les échos ²⁰². Percevant qu'« une campagne s'amorce pour entraîner le Canada dans une nouvelle guerre », il met en garde ses lecteurs en vue de la contrer auprès de l'opinion ²⁰³. Très tôt, d'ailleurs, le journal incite l'électeur à « forcer les chefs politiques » et les candidats à s'exprimer sur cette question et les met presque en demeure de prendre publiquement position de façon irrévocable ²⁰⁴.

Oui ou non [leur demande Omer Hérroux], êtes-vous d'avis que le Canada devrait éventuellement, à propos d'une aventure aussi lointaine, aussi étrangère à ses propres intérêts, s'engager dans une guerre nouvelle ²⁰⁵.

À un moment donné, Georges Pelletier va même jusqu'à exprimer la crainte que l'entente entre Roosevelt et Bennett au sujet du traité de réciprocité puisse être un mode de diversion du problème éthiopien ²⁰⁶.

Puisqu'il s'agissait foncièrement d'une opposition systématique à une politique possible, il était difficile pour le journal d'adopter un ton qui soit autre que celui de la dénonciation, là où le danger semblait prendre naissance. La page éditoriale, consacrée aussi intensément à cet affrontement, mettait en veilleuse les autres enjeux de la campagne.

Malgré son engagement contre les aventures impériales sous toutes ses formes, le bloc-notes fait tout de même une place à d'autres considérations. Sa formule d'exposés brefs permet au journal de multiplier et de diversifier ses commentaires. Regroupés, ils révèlent une architecture semblable à celle qu'offre le tableau des éditoriaux, mais observée d'un point de vue différent. Sa tournure toute négative demeure la même et s'applique sensiblement aux mêmes sujets. Comme l'indique le

²⁰¹ *Le Devoir*, 26, 29 et 30 août, et 9 septembre 1935.

²⁰² Le 29 août 1935 contre le *Herald*, le 3 septembre contre la *Gazette*, le 19 septembre contre le *Evening Journal* d'Ottawa et les 3 septembre et 9 octobre 1935.

²⁰³ Ibid.

²⁰⁴ *Le Devoir*, 22 août et 3 septembre 1935.

²⁰⁵ Ibid., 31 août 1935.

²⁰⁶ *Le Devoir*, 31 août 1935.

tableau [109] III B, la crainte d'être atteint de *l'extérieur* domine cette campagne, et par la fréquence et par l'intensité des interventions. C'est l'appréhension d'une double menace, l'Empire et l'immigration.

Également en bloc-notes, le journal monte une offensive de taille contre le personnel politique qui, à ce niveau, est comparable à celle lancée contre les adversaires de l'extérieur. De fréquence moindre, elle contribue néanmoins à sérieusement alourdir le poids des « négatifs ». En plus de s'en prendre aux hommes politiques dans leur ensemble, il concentre ses attaques contre deux traits mieux identifiés. Plusieurs exagérations dans leurs propos sont montées en épingle : par exemple, l'exploitation par les conservateurs de l'anti-bolchévisme et de l'anticommunisme tournée contre les libéraux agace *le Devoir*. Ces rappels à l'ordre n'empêchent pas son directeur de manifester vers la fin de la campagne une certaine satisfaction qui n'est pas sans étonner :

De façon générale, les partis ont mené pendant cette élection-ci, une campagne de publicité intelligente et sérieuse ²⁰⁷.

De même, le journal se soulève contre certains abus dans leur comportement : le coût des élections, la collusion de Bennett avec le milieu des affaires et la multiplication de ses promesses, le fait que Taschereau se soit exprimé exclusivement en anglais à l'occasion d'une manifestation radiodiffusée ²⁰⁸, etc.

Les propos à caractère non (ou très peu) engagé se recueillent surtout dans le bloc-notes. À forte fréquence, reviennent ces commentaires sur la « faune politique » : situation des hommes et des partis, avenir politique des uns et des autres, nominations... Bref, une chronique quasi régulière sur des activités perçues comme faisant partie d'une joute au cours de laquelle l'arbitre se livre au décompte des points.

²⁰⁷ Georges PELLETIER, *le Devoir*, 8 octobre 1935.

²⁰⁸ En mineur, quelques points plus précis sont relevés : en éditorial, à deux reprises, le journal manifeste son aversion naturelle pour le désordre financier. Le premier reprend la question ferroviaire et les dangers de fusion. Le second, très significatif dans son genre, souligne le conditionnement idéologique auquel il s'était soumis : du plan Bennett prévoyant la mise à la retraite à un certain âge, comme solution au chômage, Georges Pelletier n'en retient qu'un aspect, le coût, prohibitif il va sans dire. En bloc-notes, un article isolé contre le traité de réciprocité qui sera paraphé par King quelques jours après le scrutin. Un autre rend compte du mauvais état de la canalisation du Saint-Laurent et du port de Montréal, etc.

Un premier-Montréal signé d'Émile Benoist, suppléant de fortune, fait un inventaire des opinions exprimées par les partis en lice au sujet du litigieux article 98 adopté en 1919 et que les libéraux promettent de [110] supprimer dès leur retour au pouvoir ²⁰⁹. La question souvent reprise au cours de la campagne n'obtient aucune résonance dans *le Devoir*.

Le troisième volet du triptyque, le dernier en importance, découvre des thèmes connus. Le gros des interventions porte sur la défense des Canadiens français auprès du gouvernement central et sur le sort de la langue française dans les milieux politiques. L'éditorial se distingue par deux écrits en faveur d'un gouverneur général de citoyenneté canadienne. Le bloc-notes de son côté tient quelques propos sur la candidature de Henri Bourassa dans la circonscription de Labelle : son itinéraire proprement politique, ses qualités d'homme qui mérite bien d'être réélu, le point de vue de Lapointe à son sujet ; mais absolument rien sur le contenu de ses discours ou encore de ses idées en général. Peut-être présumait-on qu'elles étaient trop connues pour devoir être reprises ? ou encore le journal désirait-il garder ses distances à la suite de son départ ?

Le bloc-notes renforce considérablement l'aspect défensif qui se manifestait déjà dans les titres et les éditoriaux. Au naturel, *le Devoir* se révèle fondamentalement négatif au cours de cette campagne. Il critique, condamne, refuse... Il sait ce qu'il *ne veut pas*. Dépourvu de solutions autres que celles dérivées du plus strict bon sens dont il se réclame et se félicite, lui était-il possible d'adopter une autre attitude ? Il s'en tient fermement à une idéologie de protection : le thème premier porte sur la défense du *nous* physiquement menacé, le second, bien en retrait du premier et qui émerge avec plus de force dans le bloc-notes, l'immigration, autre danger d'ordre démographique, relève d'une inquiétude analogue. Ces deux périls extérieurs conjurés, le journal se cherche davantage. Rien de mieux alors que de se poser en grand justicier de la gouverne et de pourfendre la gent politique. Exutoire naturel d'une idéologie qui viscéralement les refuse et se trouve condamnée à vivre avec

²⁰⁹ L'article 98 du Code criminel voté au moment de la grève générale de Winnipeg interdisait, dans la pratique, le droit d'association à tout mouvement le moins activiste ou à virtualité d'activisme. Au cours des années 20, les divers gouvernements King avaient tenté à sept reprises de l'annuler mais avaient été défaits par un Sénat à majorité encore conservatrice.

eux. Enfin, défense du *nous*, défense quasi symbolique auprès de l'administration fédérale.

La crise demeure importante dans les esprits et les problèmes qu'elle pose ne sont pas tout à fait ignorés. Au niveau du conscient, on se voudra assez résolu à la combattre :

La crise présente [écrit en bloc-notes, Georges Pelletier], étant de nature sociale et économique, les questions d'ordre économique ont pris et vont garder le premier plan ²¹⁰.

[111]

On sait que dans les faits, il en a été autrement. Les réalités sociales et économiques ont presque été reléguées aux oubliettes. Et lorsque le journal y a fait allusion, il les a abordées en fonction de l'équilibre budgétaire des finances publiques. À toutes fins utiles, le marasme économique prend, durant la campagne, les dimensions d'un simple fléchissement de parcours.

Georges Pelletier met, en deux temps, le point final aux commentaires de cette longue campagne. Le premier (5 octobre) porte un titre représentatif des préoccupations du journal : « Les partis après les hommes ». Dans cet écrit, se résume la vision du *Devoir* touchant la gouverne proprement dite. Insensible aux programmes et aux promesses tant bafoués dans le passé, Georges Pelletier invite l'électeur à personnaliser la lutte, dans la pratique. Il faut des hommes « intelligents, honnêtes, énergiques », des hommes « de bonne foi » capables « d'écarter les préjugés de parti, de se placer au-dessus, de lutter pour l'idée, pour la cause canadienne ». Une semaine plus tard, à la veille du scrutin, il reprend en un second temps le même thème : « Votons lundi, votons pour un gouvernement stable, votons pour les meilleurs candidats ²¹¹. »

Des trois propositions de cette dernière phrase, la seconde est loin d'être à l'abri des contradictions avec la troisième. Un vote de tout le corps électoral en fonction des meilleurs candidats n'est pas très compatible avec un vote tourné vers la stabilité d'un gouvernement. Cette incohérence ne nous semble pas fortuite mais, au contraire, inhérente à la contradiction même dans laquelle s'est enfermé le jour-

²¹⁰ Op. cit., 10 septembre 1935.

²¹¹ PELLETIER, *le Devoir*, 12 octobre 1935.

nal en composant dans la *pratique* avec le régime parlementaire. Voilà en une seule petite phrase résumé le déséquilibre auquel donne lieu le compromis initial : un désir profond de stabilité et d'ordre, jumelé à une antipathie indiscutable à l'endroit d'éléments diviseurs, les partis, d'une part, et, d'autre part, une acceptation du régime parlementaire mais vécu autrement...

Côté programme, dans ces deux finales, peu de commentaires, sinon des propos très embrassants. Incrédule envers les programmes, Georges Pelletier, préfère évoquer les aptitudes générales des diverses formations. De Bennett, il ne sait que faire de ses promesses, recette connue du scrutin précédent (1930). De Stevens, parti de la Restauration, il se méfie discrètement : « l'on n'est pas assuré que tout cela [ses réformes proposées, sans précisions] soit possible et d'ordre praticable ²¹² ». C'est à King que revient l'honneur d'être appuyé par le journal sans être porté en triomphe ; ainsi se poursuit le raisonnement :

Votons lundi, votons pour un gouvernement stable, votons pour les meilleurs candidats. S'il doit y avoir un changement de régime - comme nous pensons [112] que cela s'impose - voyons que ce ne soit pas d'abord à l'avantage de tel ou tel parti, mais à l'avantage du Canada ²¹³.

Sur cette note un peu timorée, le directeur du journal quitte son lecteur à la veille du scrutin. Auparavant, l'éditorial du 5 octobre se terminait sur une consigne pleine d'enseignements :

Qu'ils [nos gouvernants] ne nous engagent point dans des expériences sociales bien intentionnées, certes, mais de caractère audacieux et prématuré, à un moment où ce dont nous avons le plus besoin, c'est le retour à l'ordre et au bon sens, oubliés, perdus depuis si longtemps, de bas en haut de notre société ²¹⁴.

Quant aux interventions de Rioux et de Dupire, elles se conforment en gros à la dynamique de l'ensemble. Il faut dire que le premier ajoute une touche agricole importante. Le second se tient plutôt à l'écart, se distinguant néanmoins par son commentaire sur une circulaire publiée par la Commission du chômage, qui fait état de la

²¹² PELLETIER, op. cit., 5 octobre 1935.

²¹³ PELLETIER, *le Devoir*, 12 octobre 1935.

²¹⁴ Ibid., 5 octobre 1935. L'allusion du début vise à n'en pas douter les stevenistes.

santé altérée des chômeurs. Sans cette intervention indirecte, le journal risquait de n'avoir consacré aucun écrit sur la question brûlante de la crise ²¹⁵.

Le Devoir discute vaguement de thèmes, et que très rarement d'opinions, à moins que certaines affirmations publiques se heurtent de front à sa structure idéologique ; dès lors ce devient la riposte pour la riposte.

b) Les lendemains de la campagne

Le langage tenu au cours de la campagne n'épuise pas le sujet, car aussitôt après le scrutin, *le Devoir*, par l'intermédiaire de son directeur-gérant, fait le point et propose tout un programme d'action à l'intention du nouveau premier ministre. Sous le titre « Qui envierait monsieur King », il montre combien la tâche sera lourde :

Dur temps pour prendre la barre, alors que le navire est à la dérive près d'une côte dangereuse, dans un épais brouillard, et qu'un pilote outre mesure téméraire ²¹⁶ a coincé le gouvernail. « Tous les problèmes qui tiennent à la crise subsistent, appellent une solution... Plaignez les gouvernants de demain. Souhaitez-leur succès, aidez-les », écrivait douze heures après le verdict de lundi notre rédacteur en chef. C'est exact. Quel écrasant programme pour les cinq années à venir ²¹⁷ !

[113]

Ce combat postélectoral sollicite plusieurs commentaires. Le ton légèrement complaisant envers le nouveau gouvernement peut laisser croire que le journal ne le tenaillera pas trop dans un avenir immédiat afin de lui permettre de se faire la main. *Fair play* à la britannique. Néanmoins, il est à propos de rappeler qu'au cours de la campagne électorale *le Devoir* s'est montré fort respectueux du gouvernement Bennett, même s'il était en complet désaccord avec lui. Les attaques qu'il lui adressait n'avaient rien de particulièrement audacieux. Tout s'est passé entre gens fort polis. Le ton sera bien autre lors des élections provinciales de l'été 1936. C'est donc dire qu'au fond le statut de gouvernant légitime assure à l'administration en place

²¹⁵ DUPIRE, *le Devoir*, 10 octobre 1935.

²¹⁶ Bennett, sans doute.

²¹⁷ PELLETIER, *le Devoir*, 19 octobre 1935.

une attitude déferente à son endroit de la part du journal. L'autorité, quelle qu'elle soit, a droit à des égards qui s'accordent mieux avec l'esprit courtisan d'une publication d'Ancien Régime qu'avec celui d'un journal de combat. C'est aux nouveaux gouvernants comme tels que le journal s'adresse et non à une formation portée au pouvoir par un consensus réalisé autour d'un programme d'action qui l'engagerait.

Il lui semble donc normal, à l'issue d'un scrutin qui donne lieu à un changement de gouvernement, d'expliquer au lecteur les difficultés qui se poseront aux remplaçants. Et un peu à titre de corps intermédiaire, membre d'une élite éclairée, *le Devoir* se permet par la même occasion d'indiquer la route à suivre malgré les embûches. Il dresse à l'intention de deux interlocuteurs de niveaux différents une marche à suivre. Avec les sujets, le ton incite à la compréhension, presque à la soumission ; avec les grands, il s'entretient des affaires de l'État. L'exhortation aux gouvernés est explicite dans l'extrait cité précédemment : c'est l'aspect « écrasant » du programme. Quant au contenu de ce programme en soi, il ne réserve pas ou très peu de surprises, il comporte plusieurs leitmotive propres au *Devoir*. Par contre, il étonne en ce qu'il contraste avec les propos tenus par le journal tout au long de cette campagne de deux mois.

D'abord, silence absolu sur l'engagement possible du Canada dans le conflit abyssinien. Plusieurs interprétations sont alors possibles. Ou bien l'éditorialiste fait confiance aux propos rassurants du futur premier ministre. Ou bien, encore, il ne désire s'attacher qu'aux questions d'ordre interne ou, plus simplement, de problèmes qui, tout en relevant de la politique extérieure atteignent directement la collectivité dans ses rapports internes. D'autres explications sont également plausibles. Contentons-nous pour le moment de remarquer une absence qui contraste avec une grande priorité d'hier...

En un bon paragraphe, Georges Pelletier expose le programme. En premier lieu, il aborde la future politique tarifaire et recommande qu'elle soit modérée, à mi-chemin entre le libre échange intégral et le protectionnisme [114] étroit. En second lieu, il propose un remaniement des impôts qui, à l'heure actuelle, atteignent trop vivement les familles nombreuses. Puis, c'est le problème ferroviaire qu'il faudrait régler une

fois pour toutes. Suit l'immigration des Britanniques et des Israélites ²¹⁸. Enfin, presque en dernier, le chômage qui est d'ailleurs traité de façon très significative :

Il y a le chômage, fardeau de plus en plus coûteux pour les échiquiers provinciaux et municipaux et dont une commission fédérale essaiera de décharger les uns sans grever les autres, ce qui sera presque le problème de la quadrature du cercle ²¹⁹.

C'est le chômage vécu comme poids pour les gouvernants. Enfin, il termine par la « fort délicate question » des relations fédérales-provinciales.

Cette énumération, dont nous avons respecté l'ordre, est fort révélatrice. Primo, sans être en rupture avec les écrits des semaines précédentes, elle n'est certes pas non plus en continuité avec eux. Elle constitue un ordre différent, presque distinct, de priorités par rapport aux propos de la campagne électorale. Hormis l'immigration, les sujets surgissent d'assez loin. Plusieurs, comme le remaniement des impôts, le chômage, les relations fédérales-provinciales, n'avaient même pas fait l'objet d'un bloc-notes depuis le déclenchement des élections. Ils n'étaient pas inédits, en ce sens qu'on y avait déjà touché, mais jamais de façon intensive, ou même soutenue. Souvent, dans le passé, on y a fait qu'allusion. Pour des sujets brûlants de l'heure, il est pour le moins surprenant de les voir ainsi imposés sans préalable. Le phénomène « élection » perd son sens courant. Il n'est pas le moment privilégié pour définir un nouveau plan d'action, ou pour forcer par l'intermédiaire de la presse l'adoption d'un projet ou tout simplement d'une plateforme ²²⁰. Le scrutin affecte d'abord et avant tout le sort des gouvernants ; c'est d'eux qu'il s'agit et c'est d'eux qu'on parlera. Le grand jeu terminé, *le Devoir* parle volontiers de gouverne mais avec un interlocuteur valable : l'autorité et non plus l'électeur ²²¹. Ce dernier ne se voit retenu qu'un rôle, celui de légitimateur de l'autorité. Aussitôt choisi, désigné, le gouvernement semble gagner une autonomie d'Ancien Régime. Le dialogue s'engage

²¹⁸ L'antisémitisme est toujours larvé dans *le Devoir*, les Israélites sont cette fois identifiés par la périphrase suivante : « un élément ethnique remuant, qui cherche la Terre promise depuis des siècles ».

²¹⁹ PELLETIER, *le Devoir*, 19 octobre 1935.

²²⁰ Plateforme pris dans un sens plus restrictif que programme.

²²¹ Des prédécesseurs plus illustres ont ouvertement défendu des thèses analogues. Montesquieu trouvait le peuple admirable pour choisir l'autorité, mais aucunement doué pour l'exercer. Et Burke tenait sensiblement le même langage auprès de ses électeurs de Bristol.

alors entre lui et l'élite que se veut incarner *le Devoir*. Que les propos avant et après le scrutin ne soient pas les mêmes, ne prêtent [115] plus à critique, à la seule condition que ne s'insinuent pas de contradictions flagrantes. Se tournant vers le lecteur-sujet en conclusion, l'éditorialiste peut se permettre la recommandation suivante, et clore sur celle-ci :

N'envions pas monsieur King. Il s'attelle à la meule asservissante du pouvoir. Avec sa forte majorité, sa foule de députés, d'amis, dont un grand nombre intéressés... Avec les problèmes qu'il lui faudra tenter de résoudre, quel ouvrage, quels ennuis l'attendent d'ici cinq ans ! Encourageons-le et avec lui ses collaborateurs. Gardons-nous de les critiquer trop tôt. Patientons. Plus que nous-mêmes, monsieur King a besoin de temps, de patience et de force d'âme ; il prend un patient fort mal en point et combien malcommode ²²².

Invitation non équivoque à la complaisance, elle n'incite ni à la participation active, ni au contrôle de la part des gouvernés. L'exercice de l'autorité est d'ailleurs réduit et concentré par cette exclusion implicite prononcée contre son entourage de gens intéressés.

Ce programme succinct se présente comme un assemblage. Ainsi, émerge le caractère composite d'une pensée qui ne s'est pas encore fixée. Idéologie de compromis, étrangère au libéralisme, elle ne parvient pas à se saisir ni à se définir dans une dynamique politique qui lui est étrangère. Plongée malgré elle dans un univers dont elle n'a qu'une vision partielle, elle exprime un agrégat de représentations, ensemble de solutions timides et souvent discontinues. Elle s'interdit alors de concevoir l'unité de son action à engager, la nécessité d'établir un ordre de priorités tenu en rapport avec une cohérence de cette action. Ce discontinu déconcerte. Il nuit certainement à l'action quelle qu'elle soit, car celle-ci réclame l'expression d'une stratégie consciente pour être efficace.

Cependant, cette pensée n'est pas si diffuse qu'elle semble le laisser apparaître. Ce sont des représentations plus *compartimentées* que dispersées. Elles répondent à *des logiques* et non à une seule. Une première logique satisfait à la structure d'attitudes envers les gouvernants en tant que gouvernants : respect de l'autorité, autorité incarnée. Dans cette perspective, les gouvernés n'ont de valeur que dans la mesure où ils appartiennent au tout auquel ils sont assujettis. La gouverne prend le dessus

²²² PELLETIER, *le Devoir*, 19 octobre 1935.

comme problème de l'ensemble. Vue très mercantiliste de l'État : la situation de ses coffres, les rapports commerciaux avec l'extérieur deviennent les questions de l'heure. Une seconde logique toute aussi importante essaie de s'accorder à la première, c'est la défense du *nous* : le « baroud » contre les menaces extérieures, plus que sa présence dans le milieu administratif et politique. Encore là, ce *nous* s'impose dans sa globalité et fait abstraction des membres qui le composent. L'entreprise [116] devient audacieuse, illusoire et presque contradictoire lorsque, à ces deux conditionnements idéologiques, on tente de leur concilier les règles du jeu parlementaire qui implique la participation des gouvernés et celle des formations politiques. À cette dimension se rattachent les appels à l'opinion publique éclairée et les incitations à forcer les candidats à prendre position et à s'engager.

Cette conjonction de trois dimensions, toutes aussi impératives les unes que les autres, exclut un acteur important, les gouvernés, qui font figure d'illustres absents pour ne pas dire d'évincés. L'indice le plus sûr pour cette époque consiste à observer la fréquence et l'importance accordées au chômage, de même que la perception qu'on en a eue. Or, dans le cas du *Devoir*, il n'y a pas d'ambiguïté possible : le chômage constitue un problème somme toute mineur puisque le sujet ne revient que très rarement et, lorsqu'il est posé, il est abordé en termes de lourd fardeau pour le trésor de l'État. Les gouvernés encore très fortement atteints par la crise se situent en dehors de son champ de vision. De même, dans un tout autre ordre d'idées, le célèbre article 98 du *Code criminel*, adopté en 1919 lors de la grève de Winnipeg, et à propos duquel les partis politiques livraient une campagne virulente, n'engage en rien le journal qui s'en tient, par la plume de son correspondant auprès d'Ottawa, à exposer le point de vue de chacun sans prendre position ²²³.

Les gouvernés sont alors réduits au strict rôle de *légitimateur* de l'autorité. L'opinion publique n'a de valeur et doit être éclairée qu'à ce titre. Le grand compromis du *Devoir* semble avoir porté sur ce statut accordé aux « sujets » de devenir électeurs.

²²³ Émile BENOIST, *le Devoir*, 15 août 1935.

2. La campagne provinciale de 1935

[Retour à la table des matières](#)

La campagne provinciale, habilement déclenchée une quinzaine de jours après la victoire de Mackenzie King, s'étend sur une très brève période. Autant Bennett l'avait intentionnellement prolongée avec l'espoir que le temps travaillerait en sa faveur, autant Taschereau tire profit d'une campagne éclair. Le scrutin se déroule à la suite d'une série d'échecs cuisants infligés aux autres gouvernements provinciaux que la crise a mis en mauvaise posture. C'est donc avec l'intention d'être porté par le succès des libéraux aux élections fédérales que Taschereau tente - avec un succès relatif - de faire échec aux vents contraires.

[117]

À peine dix jours après le scrutin fédéral, le premier ministre du Québec annonce la dissolution prochaine des chambres et la tenue d'élections pour le mois de novembre. La campagne officielle durera moins d'un mois, c'est-à-dire du 30 octobre au 25 novembre. Nous nous en tiendrons généralement à cette dernière tout en tenant compte de ces quelque quatre jours de grâce qui lui sont antérieurs.

TABLEAU III D
Campagne électorale au Québec du 30 octobre au 23 novembre 1935
(Le Devoir) Titres

[Retour à la table des matières](#)

<i>Le Devoir</i>		<i>Le Canada</i>
13	- Le Québec -	11
2	- Canada * -	3
5	- Éthiopie -	2
1	- Autres -	2
21		21

* Incluant le traité de réciprocité avec les États-Unis.

TABLEAU III E
Campagne électorale au Québec du 30 octobre au 23 novembre 1935
(*Le Devoir*) « Éditoriaux » portant sur la politique québécoise

[Retour à la table des matières](#)

A) Défavorables aux libéraux :		
(en tant que gouvernants et parti)		
Éditorialistes attitrés		
(Omer Héroux et Georges Pelletier)	9	
Albert Rioux	3	13
Louis Dupire	1	
B) Favorables au groupe Duplessis-Gouin		
dont un de Louis Dupire		3
		16

La fréquence des titres (tableau III D) montre bien que *le Devoir*, en comparaison avec un journal très partisan, accorde une grande importance à ces élections, si bien que le traité de réciprocité signé avec les États-Unis passe presque inaperçu. Il n'y a que l'Éthiopie, et pour cause, qui résiste comme sujet d'actualité. Toutefois, le contenu du journal, dans l'ensemble, en est moins affecté qu'au cours de la campagne fédérale.

[118]

La fréquence des éditoriaux à l'occasion de cette campagne, est sensiblement la même qu'au cours de la précédente, soit 17 sur 25, c'est-à-dire 68 p. cent du 25 octobre au 23 novembre, ou encore 16 sur 21, c'est-à-dire 76 p. cent du 30 octobre à la veille du scrutin. La lutte gagne en intensité au cours de la seconde semaine de novembre, car du 8 au 23, tous les éditoriaux traitent, de près ou de loin, des élections. Les blocs-notes observent cette tendance, à raison de 18 sur 21. Sur la base de deux ou trois topos par numéro, il est toujours plus facile d'entretenir le lecteur assidûment et presque à un rythme quotidien. Ces commentaires proviennent surtout de Omer Héroux à qui il revient de suivre les événements. Lors des élections du mois précédent, la « couverture » était assurée de façon plus équilibrée par le tandem directeur-rédacteur. L'apport des éditorialistes de soutien (Albert Rioux et Louis

Dupire) est plus sensible cette fois. Leurs sujets ont, il est vrai, plus d'affinités avec la politique provinciale.

Les tableaux III E et III F révèlent assez distinctement l'approche non plus cette fois défensive mais surtout négatrice du *Devoir* en abordant cette campagne. Le journal ne s'oppose plus tellement à une politique, ou encore à un gouvernement, mais à un *régime*. Éditoriaux et blocs-notes s'attaquent sans relâche aux libéraux installés depuis la fin du siècle dernier. Les éditoriaux s'en tiennent à des problèmes plus vastes et à l'opportunité de changer de gouvernement. Les blocs-notes, pour leur part, touchent des points plus précis et se distinguent par des disputes avec les confrères du *Devoir*.

TABLEAU III F

Campagne électorale au Québec du 30 octobre au 23 novembre 1935
(Le Devoir) « Blocs-notes » portant sur la politique québécoise

[Retour à la table des matières](#)

A) Défavorables aux libéraux :		
a) Gouvernants et parti	8	
b) Journaux sympathiques au gouvernement	8	16
B) Neutre		1
C) Favorable au groupe Duplessis-Gouin		1
		18

* Invite tout simplement les électeurs à voter.

Les attaques sont dirigées contre des personnes, et non contre des politiques ou des lois. Le journal s'oppose à de *mauvais gouvernants*. Dans le cadre d'une pensée d'Ancien Régime, la tyrannie et l'oppression font [119] parfois perdre à l'autorité sa légitimité ; et c'est à ce titre que le gouvernement Taschereau est combattu par *le Devoir*. Vers la fin de la campagne, commencera à poindre la remise en question du régime pour des raisons de malhonnêteté flagrante ; le régime aura alors perdu tous ses droits à l'autorité et pourra par conséquent être vilipendé plus agressivement. Ce déchaînement ne sera déclenché véritablement qu'après le scrutin du 25 novembre ; avant celui-ci, le gouvernement inspire encore un certain respect, comme en témoignera la facture timorée de ses appels au changement de ministère. La campa-

gne de l'été 1936 sera tout autre. Mais, pour le moment, le journal s'en tient à une vive critique de l'administration Taschereau en tant que *régime* oppressant.

Le régime repose sur une dynamique de parti omniprésent et presque omnipotent. Georges Pelletier l'exprime en une phrase qui ramasse bien sa pensée lorsqu'il parle de « la force de la puissance (sic) du régime qui domine toutes les avenues du pouvoir et les garde barricadées contre tous, sauf ses domestiques et ses favoris ²²⁴ ». Plusieurs écrits reprennent et précisent parfois cette condamnation du gouvernement. Son « esprit de parti », ses attaches à la formation libérale fédérale, son opportunisme et, plus généralement et fondamentalement, son favoritisme, constituent un premier volet critique à l'endroit du ministère. Déjà commencent à prendre forme des observations sur les manoeuvres électorales auxquelles le parti a recours. Des références à la loi Dillon ²²⁵ annoncent un raidissement prochain qui est confirmé par des manchettes vitrioliques à la toute fin de la campagne. Le titre du 14 novembre annonce une « vaste conspiration pour paralyser les forces oppositionnistes » ; plus engagé que les éditoriaux, il coiffe un reportage biaisé mais non virulent. Par contre, les nouvelles des derniers jours laissent plus que planer des doutes sur l'intégrité morale du gouvernement : des religieux auraient été, à dessein, radiés ou omis des listes électorales. Mais le déchaînement véritable contre la malhonnêteté patente du gouvernement ne prend vraiment forme qu'après le scrutin.

Les blocs-notes viennent mettre en relief le contrôle informationnel exercé par les libéraux grâce à une presse bienveillante pour ne pas dire servile à son endroit. Le gouvernement s'assure les faveurs des journaux à large diffusion en leur accordant des subventions sous forme de contrats d'impression. C'est ainsi qu'en plus d'exercer une discrimination dans ses rapports directs avec les gouvernés, en favorisant les uns au détriment des [120] autres, l'administration Taschereau dispose d'un monopole sur l'information et tient par le fait même les gouvernés-électeurs dans l'ignorance. Cette presse ministérielle aurait souvent recours, selon *le Devoir*, à la calomnie et au mensonge. Le trucage de clichés permettrait parfois de doubler des assistances, si besoin est. Enfin, ce sont de basses attaques contre la « bonne presse » et les membres de l'Action libérale nationale. Néanmoins, les quotidiens minis-

²²⁴ *Le Devoir*, 9 novembre 1935.

²²⁵ Loi votée en 1931 en vue de contrer rétroactivement la vague de contestations électorales qui suivit le scrutin de la même année. Ce texte rendait coûteux et assez difficile le recours à la justice.

tériels offrent l'avantage d'être au moins une forme d'interlocuteur ; dialogue brutal, mais dialogue quand même.

Le second volet met plutôt en cause l'entourage du gouvernement et, plus précisément, ses appuis. Le cabinet Taschereau est soutenu par les milieux financiers auxquels il est lié. Contrairement à leurs homologues à Ottawa, les ministres libéraux de la province demeurent en étroits rapports avec ces milieux, cumulant les postes dans divers conseils d'administration. Ils touchent volontiers de l'argent de ces groupes financiers sans se préoccuper des conflits d'intérêts possibles. Pourquoi, s'interroge Georges Pelletier, monsieur Taschereau ne démissionne-t-il pas de son poste à la Barclay's Bank comme l'a fait monsieur Dunning en accédant au cabinet de King ? La complaisance du gouvernement envers le monopole du charbon n'est pas sans soulever l'ire du journal, qui lui rappelle volontiers ses attaches financières. Aussi, en bloc-notes, Georges Pelletier arrive-t-il à la conclusion qu'il fait de l'« affairisme ». Or, « l'affairisme, c'est la gangrène de la politique contemporaine. Coupons les membres gangrenés ²²⁶ ».

À la suite de ce double constat, à savoir que le présent régime est oppressif dans son expression et soutenu pour ne pas dire entretenu par les milieux de l'argent, *le Devoir* doit franchir le stade d'une définition de l'action à entreprendre, même s'il ne s'agit pas pour lui de l'engager. Bref, c'est à nouveau la question : que faire ? La réponse se pose au niveau même du constat ; elle ne va pas au-delà et se satisfait donc d'une solution immédiate. Deux éditoriaux au cours de la dernière semaine précédant le scrutin sont éclairants à ce sujet, ceux des 18 et 20 novembre. Le premier porte d'ailleurs un titre significatif : « Que risquons-nous à voter contre le gouvernement ? »

La première et principale raison pour légitimer un changement de gouvernement est explicitée dans les deux éditoriaux :

Voici trente-huit ans que le même parti domine à Québec. Cela veut dire que, pendant trente-huit ans, personne de l'extérieur n'a pu vérifier à fond le fonctionnement du régime. Ne vaudrait-il pas la peine d'installer là, temporairement tout au moins, une autre équipe qui prendrait la peine de faire

²²⁶ *Le Devoir*, 23 novembre 1935.

une [121] vérification complète... Après tout, cette équipe ne serait là que pour quatre ou cinq ans ²²⁷.

Il est temps qu'une vérification de l'administration provinciale, de toute l'administration, soit faite par d'autres que les principaux intéressés. Il est temps qu'on puisse aller partout au fond des choses ; il est temps surtout qu'on fasse disparaître les soupçons qu'engendre l'état de chose actuel.

Et c'est une première raison pour changer de gouvernement ²²⁸.

S'il est permis de parler d'action pour désigner ces propos d'Omer Héroux, il faut bien s'empresse d'y ajouter qu'il s'agit d'une action négative qui se contente d'exercer un contrôle sans plus. C'est vouloir vérifier si l'autorité, qui n'est pas à l'abri de tout soupçon, s'est bien exercée en termes administratifs, durant quarante ans.

La seconde raison découle également du constat, elle se fonde sur la crainte d'une sujétion plus oppressante encore :

... Si le gouvernement est maintenu au pouvoir, ce régime, selon toutes les vraisemblances ira s'accroissant, s'aggravant encore. Et la caste dominante appesantira sur la province une main de plus en plus lourde ²²⁹.

Le journal demeure logique avec lui-même. Il garde sensiblement les mêmes attitudes qu'au cours de la campagne fédérale précédente. Il les pousse plus loin en les précisant. Le discours est plus direct, car il faut croire que les gouvernants sont devenus moins supportables. La campagne de 1936 poursuivra dans cette même veine, atteignant presque la limite dans ce genre réquisitorial.

Les fautes commises ne relèvent pas d'erreurs de gouverne à proprement parler. *Le Devoir* n'établit pas un bilan des politiques suivies par la succession des ministères libéraux, ou simplement celles du cabinet Taschereau depuis son installation. Le gouvernement est jugé en fonction d'infractions à la justice. Justice prise dans son sens large et vague à la fois.

²²⁷ Omer HÉROUX, *le Devoir*, 18 novembre 1935.

²²⁸ Ibid., 20 novembre 1935. Le thème est repris le 22 novembre par le même auteur.

²²⁹ Ibid.

Les articles d'Albert Rioux sont différents parce que précisément ils s'attachent à contrer le gouvernement mais par rapport à des politiques non ou mal réalisées. L'auteur juge le gouvernement d'après ses réalisations, réalisations qui sont à leur tour évaluées en fonction de préférences bien explicitées. À titre de spécialiste agricole, c'est sur son propre terrain qu'il critique l'administration Taschereau. Deux écrits sont consacrés à l'électrification rurale, problème que la Commission Lapointe avait abordé et à propos duquel il avait soumis des recommandations ²³⁰. Or, [122]

Rioux s'intéresse surtout à démontrer combien la récente législation à ce sujet se tient bien en deçà du rapport de la Commission. Dans une précédente chronique, il condamnait la spéculation à laquelle donnait lieu la politique du gouvernement en matière de colonisation et d'exploitation des richesses naturelles ²³¹. C'est donc dire qu'il s'attaque à des actions relevant de la gouverne même si, dans le dernier cas, il est permis de parler de situation mitoyenne avec la démarche coutumière du *Devoir*. Il vise l'action du gouvernement avant de se prononcer sur le sort des gouvernants. À cause de ses préoccupations, de sa familiarité avec un objet - agricole cette fois - force lui est de se dégager, du moins à l'occasion, des généralités propres au prétendu humanisme d'Ancien Régime, qui baignait l'atmosphère du journal.

La même observation s'applique à Louis Dupire qui, dans l'éditorial du 15 novembre, rend le gouvernement Taschereau responsable du déficit encaissé par la ville de Montréal à la suite des retards de Québec à verser les sommes qui lui sont dues.

Grâce à leurs points d'appui respectifs, ces éditorialistes parviennent par moments à dépasser l'univers des personnes pour se prononcer sur leurs actes en tant que politiques affectant un secteur précis de l'activité sociale ou économique.

Seulement trois éditoriaux sont favorables à l'opposition dont deux, sous la plume du rédacteur en chef du *Devoir*, se conforment plutôt aux tendances naturelles du journal ²³². Il se porte d'abord à la défense de l'honneur, celui de la coalition

²³⁰ Rioux, op. cit., les 12 et 19 novembre 1935.

²³¹ Ibid., 5 novembre 1935

²³² Le troisième, signé par Louis Dupire, se prononce en faveur de l'Union nationale à la suite entre autres de l'engagement pris par Duplessis de dégrever les petits propriétaires.

tant exécrée et vilipendée par les libéraux et notamment celui de Paul Gouin dont le geste de dissociation prend chez les ministériels le caractère d'un scandale et presque d'une trahison. Omer Héroux s'en prend alors à l'esprit de parti qui, selon lui, rend les libéraux si aveugles et chauvins. Aussi s'empresse-t-il de rappeler à leur mémoire le geste d'Honoré Mercier, grand-père de Paul Gouin, qui, cinquante ans auparavant avait, à la tête de libéraux, fondé le Parti national. Il est significatif que *le seul* article en bloc-notes à l'appui de l'opposition porte sur cette argumentation. L'important repose donc sur la légitimation de gouvernants en puissance. Le contenu de leur programme et de leurs idées passe au second plan. À la vérité, il est à toutes fins utiles oublié. L'éditorial du 8 novembre est celui qui va le plus loin, tout en s'en tenant pas mal à l'écart :

Deux groupes d'origine différente, mais dont les programmes se rapprochaient singulièrement, reflétant tous deux, avec des idées anciennes et [123] communes à tous chez nous, un ensemble de conceptions élaborées, mises à la mode ces dernières années par des observateurs, mêlés ou non à la politique active ; deux groupes que la logique de leurs idées, de leurs sentiments et de leurs répulsions dressaient contre le même adversaire ; deux groupes qui, poursuivant en somme des buts très voisins, risquaient, au moment de l'assaut décisif, de se contrarier..., ont finalement décidé de faire contre cet adversaire un front uni... 233

Et d'ajouter, quelques paragraphes plus loin, que « la coalition Duplessis-Gouin, c'est le fait qui domine et peut profondément modifier la situation politique dans notre province ». Or, de ce grand renversement, un seul paragraphe, assez court, le précise et porte sur l'autonomie des deux politiques : provinciale et fédérale. Bref, l'auteur revient à son même thème. L'autonomie de ces deux gouvernements signifie, en termes plus précis pour *le Devoir*, la rupture de l'empire libéral.

Même dans ses écrits les plus positifs, Omer Héroux se porte tout simplement à la défense de Gouin contre les attaques des ministériels. C'est en riposte à un assaut, si on peut dire, que le journal intervient. Il est littéralement conditionné par l'adversaire auquel il répond selon la conjoncture 234. La silhouette de Taschereau

233 Omer HÉROUX, le 8 novembre 1935.

234 D'ailleurs, les éditoriaux favorables aux forces de l'opposition ne se situent pas à la veille du scrutin, mais simplement en cours de campagne et n'occupent pas non plus une place stratégique dans la chronologie des opinions exprimées par le journal.

se profile partout, même là où il ne semblerait pas désirer l'apercevoir. Et tout le combat se livre, aux yeux du *Devoir*, sur la *qualité* des hommes en présence. La question posée porte sur les gouvernants, non sur la gouverne et ses problèmes ; jamais sur le sort des gouvernés. Tout comme le gouvernement n'était pas condamné à cause de certaines politiques suivies mais pour des raisons d'injustice, la coalition Gouin-Duplessis n'est pas évaluée d'après ses intentions exprimées, son programme ou ses déclarations, mais d'après la valeur personnelle de ses membres. L'élection, encore une fois, a pour fonction quasi exclusive de sanctionner une autorité, et ne va pas beaucoup au-delà. Omer Héroux peut bien écrire pour se donner bonne conscience que « nous aurons à choisir entre deux programmes, entre deux équipes ²³⁵ ». La teneur de ces deux programmes n'est jamais discutée. On sait qu'ils existent, c'est tout. La référence à deux équipes est, soit dit en passant, contradictoire avec la thèse du « meilleur homme ». Encore le 28 octobre, à propos du scrutin à venir, le même auteur écrivait en conclusion d'éditorial :

Nous voudrions (...) recommander (à nos lecteurs), partout où ils peuvent exercer quelque influence, d'inciter au choix des candidats les meilleurs.

[124]

Qu'ils soient libéraux, conservateurs, ou libéraux-nationaux, nous avons tous intérêt à ce que, moralement et intellectuellement, nos futurs députés constituent une élite ²³⁶.

Plusieurs facteurs sont probablement intervenus dans ce revirement de positions. L'alliance de Duplessis avec Gouin n'était pas encore réalisée. Peut-être était-ce une simple tactique afin de désolidariser le plus d'électeurs du groupe ministériel, croyant ce dernier invincible ? La détérioration de l'autorité (et non de l'État, terme peu usité dans ce vocabulaire) incitait elle aussi à un raidissement inspiré de machinisme.

Comme nous l'avons déjà constaté, le journal est assez habile à démonter la mécanique de ses adversaires, il en révèle les principaux rouages et le mouvement de coordination. Sa perception de l'action politique au cours de la campagne provinciale se conforme au modèle déjà décrit. *Le Devoir* cerne assez bien le jeu des libéraux :

²³⁵ HÉROUX, *le Devoir*, 8 novembre 1935.

²³⁶ Ibid., 28 octobre 1935.

saisis comme ennemis, ils sont débusqués à tout moment dans leurs entreprises de séduction ou d'intimidation auprès de l'électeur. Mais le journal ne s'en tient qu'à ce stade et pour deux raisons. Premièrement, dans une perspective de relative immédiateté, il s'engage à renverser légitimement un gouvernement qui n'est plus méritant et à le remplacer par des hommes de meilleure qualité. Pour arriver à cette fin, la dénonciation des gouvernants qui disposent de puissants moyens pour se maintenir, devait lui paraître plus efficace que la louange ou encore l'apologie de l'opposition. Deuxièmement, resituées dans la logique de l'ensemble, cette incapacité de définir un programme d'action et cette impuissance à épauler fermement une formation, qui en est la conséquence, relèvent d'une définition ambiguë du politique. La réalité électorale est vécue comme la sanction légitime d'une autorité, c'est la substitution du sacre dans l'Ancien Régime.

Comme lors des précédentes élections (fédérales), les propos postélectoraux ne sont pas sans signification. Dès le lendemain du scrutin, Omer Héroux amorce un nouveau type de campagne dont on a déjà aperçu le présage et qui atteindra sa pleine dimension au cours de l'été 1936 : la malhonnêteté des gouvernants. Ceux-ci élus par escroquerie, deviennent par le fait même illégitimes, donc condamnables. Ainsi aiguillé, *le Devoir* va pousser sa course dans cette direction, excluant à toutes fins utiles d'autres orientations possibles. Engagé dans cette voie, il aura en août la satisfaction de savourer une victoire sur le « régime ». L'hiver 1936 sera presque exclusivement alimenté par le scrutin du 25 novembre et ses [125] séquelles. Mai 1936 agrandira la brèche par l'enquête sur les comptes publics.

Il revient cette fois à Louis Dupire, relativement peu engagé durant la campagne, de tracer un programme d'action lorsque les jeux sont faits. Ainsi, deux jours après le scrutin, l'auteur soulève de nombreuses priorités propres à la métropole qui n'avaient pas retenu son attention au cours du dernier mois ; ce sont : la fiscalité - problème aigu à l'époque - la commission métropolitaine, le mode administratif pour Montréal, l'urbanisme, les relations de la ville avec les monopoles de services publics dont la *Montreal Light Heat and Power*, le transport en commun...²³⁷ Comme Pelletier, au lendemain du 14 octobre, Dupire s'entretient de gouverne avec les gouvernants lorsque les gouvernés sont réduits au rôle de spectateurs. Malgré un certain

²³⁷ Que ces sujets aient déjà été abordés antérieurement n'infirmes en rien ces conclusions, car en l'occurrence, c'est le moment qui compte en premier puis, bien sûr, l'intensité qui se traduit en terme de contenu et de fréquence.

avantage sur la direction, de par sa spécialisation, il ne s'est pas dépouillé de cet esprit d'Ancien Régime.

Tout absorbé à condamner les gouvernants, *le Devoir* se tient cette fois encore plus en marge des enjeux. Sans les commentaires de ses spécialistes, il resterait dans les généralités les plus dépourvues de contenu. Il s'agit d'un affrontement sur la qualité des hommes ; c'est l'adversaire pour l'adversaire que le journal combat. La gouverne en est totalement exclue comme raison possible de la lutte. À la décharge du Devoir, on peut toujours invoquer la marge très réduite d'action qu'offrait un budget de 65 millions de dollars, à l'époque ²³⁸. Dans ce cas, il est possible de répliquer que le journal investissait alors beaucoup d'efforts pour si peu. Et encore restait-il tout de même des mesures de régulation dont le programme de A.L.N. faisait amplement état. À la lumière des analyses précédentes, il est permis de croire plutôt à une logique dans le comportement. Ce ne sont pas les contraintes d'ordre économique qui paralysent *le Devoir*, mais plutôt un conditionnement idéologique.

3. La campagne provinciale de 1936

[Retour à la table des matières](#)

Durant la campagne de 1936, *le Devoir* monte à l'assaut de la forteresse libérale dont les murailles se lézardent déjà. Il est enhardi par la demi-défaite de l'adversaire au dernier scrutin et par l'effet présumé dévastateur [126] des témoignages entendus par la Commission des comptes publics. Il se dépouille de sa modération de l'automne précédent et fait flèche de tout bois. Son ardeur au combat s'explique assez bien : il ne reste plus l'ombre d'un doute en faveur des gouvernants. La corruption les a gagnés totalement : elle préside à leur choix lors des élections et vicie toute leur gestion par la suite. Le journal se sent donc en droit de dénoncer l'usurpation et l'exercice malhonnête du pouvoir. « Ce qu'il faut d'abord, écrit Georges Pelletier, c'est une équipe honnête à Québec - et vraiment neuve... Nous allons chas-

²³⁸ Le total des dépenses réelles en 1935-1936, s'élève à plus de \$65 millions ; voir l'état des comptes publics de la province de Québec, 1936, p. X.

ser demain, pour des raisons de *salubrité publique*, le régime pourri que nous avons... ²³⁹.

TABLEAU III G
Campagne électorale au Québec du 11 juin au 15 août 1936
(Le Devoir) Titres

[Retour à la table des matières](#)

A) Les ministériels :		
Le gouvernement ou le parti (neutres)	9	
Titres négatifs :		
La corruption électorale ou administrative	15	11
Le parti ou le gouvernement en tant que tels	9	
B) L'opposition :		
L'Union nationale	4	
Scission A.L.N.-U.N.	7	13
Paul Gouin et l'A.L.N.	2	
C) Politique provinciale générale :		
Les partis en présence (en général)	4	
Autres questions	3	7
D) Divers :		
Relations internationales, etc.		3
		56

a) La campagne proprement dite

La présentation et le contenu du journal montrent de façon manifeste qu'il est tout entier absorbé par la campagne. Tout concourt à river l'attention du lecteur sur le combat à livrer. Durant les dix semaines de la campagne qui « s'étire » du 11 juin au 15 août, la manchette ne s'écartera de cette préoccupation que quatre fois. C'est dire que sur cinquante-six [127] numéros, cinquante - une proportion de 90 p. cent - « couvrent » l'événement. Ils s'imposent par leur fréquence élevée, mais aussi par

²³⁹ *Le Devoir*, 8 août 1936. L'italique est de nous.

l'intensité de l'engagement contre les ministériels. Ils donnent donc déjà le ton au contenu. Éditoriaux et bloc-notes, nous le verrons, poursuivent dans la même veine. C'est l'occasion également de multiplier les formes de propos. Périodiquement, en page frontispice, une « fenêtre » en guise de reportage, commente la campagne de façon non équivoque. De même, en vingt-neuf tranches (occupant la première ou la deuxième page, ou encore les deux à la fois), le récit détaillé de faits déjà connus est repris avec délectation par Antoine Say sous la rubrique obsédante : « Au temps des scandales révélés au Comité des comptes publics ».

TABLEAU III H
Campagne électorale au Québec du 11 juin au 15 août 1936
(Le Devoir) Éditoriaux

[Retour à la table des matières](#)

A) Défavorables aux libéraux :		
La malhonnêteté du gouvernement :		
Malhonnêteté électorale	5 1/2	
Malhonnêteté administrative	9 1/2	19
Le gouvernement de « sosies »	4	
Le parti libéral		8
Les propos, les idées des libéraux (hors des rubriques précédentes)		7
B) Favorables à l'Union nationale		3
C) Neutres à l'égard des deux partis		3
D) Autres		16
		56

Vers la fin de la campagne, les élections accaparent en totalité le journal. La dernière semaine (du lundi 10 au samedi 15 août) se traduit par une absence presque complète de nouvelles canadiennes ou internationales. À peine quelques très brefs aperçus de la guerre d'Espagne témoignent de l'existence de réalités extérieures. Déjà depuis le 1er août, il y a à peine un peu plus de nouvelles autres que celles se rapportant à la lutte électorale. Au cours de cette dernière quinzaine, les titres deviennent nettement plus engagés et la teneur des reportages se départit de son ton habituel pour adopter celui d'un combat à finir. La manchette du 3 août annonce : « Le dernier coup du régime Taschereau-Godbout » et donne suite au sous-titre sui-

vant : « La machine ministérielle ne négligera rien. La C.E. ²⁴⁰ est [128] abondamment alimentée. L'argent qu'il faudra, elle l'a... » Le contenu est à l'avenant, assez incisif à l'égard des libéraux. Certains reportages prennent le caractère d'éditoriaux. Ainsi, ce qui paraît être la première nouvelle du 15 août donne lieu à une attaque forcenée contre *le Soleil* et *l'Événement*.

Bref, tout est mis en branle en fonction du scrutin. La campagne fédérale de l'année précédente avait occupé une place importante, mais sans jamais atteindre cette ampleur. *Le Devoir* se définit comme engagé dans son entier à mettre fin au régime » libéral. Tous les moyens à sa disposition sont mobilisés à cette fin.

TABLEAU III I
Campagne électorale au Québec du 11 juin au 15 août 1936
(Le Devoir) Blocs-notes

[Retour à la table des matières](#)

A) Libéraux :		
Favorable		1
Défavorables :		
La malhonnêteté du gouvernement		
Malhonnêteté électorale	14	
Malhonnêteté administrative	10	28
Le gouvernement de « sosies »	4	
Le parti et la presse ministérielle		14
L'impéritie des gouvernants		10
Propos et idées des libéraux		6
B) L'Union nationale :		
Favorable		1
C) Neutres à l'égard des deux partis		2
		<hr/> 62

Les manchettes accordent la part du lion aux nouvelles défavorables à l'endroit du gouvernement. L'Union nationale ne retient l'attention qu'à des moments bien précis. Il est frappant de constater que la scission entre Duplessis et Gouin - aspect négatif en quelque sorte - sera deux fois plus retenue que les autres manifestations du parti. L'Union nationale comme telle ne fera l'objet que de quatre titres durant

²⁴⁰ La Caisse électorale.

les dix semaines de la campagne, dont deux avant même que les formations aient vraiment fourbi leurs armes. Les deux seules manchettes accordées durant la campagne proprement dite reviendront, l'une au Dr Philippe Hamel, l'autre, au lendemain de la grande assemblée du 12 août, alors qu'au dire du journal Duplessis est reçu à Montréal par une ovation sans précédent. [129] Ce titre est le seul et unique à favoriser positivement les forces de l'opposition au cours des sept dernières semaines précédant le jour du scrutin.

Les libéraux, par contre, monopolisent l'attention du journal. Le remue-ménage de juin : le remplacement de Taschereau par Godbout, le remaniement auquel donne lieu ce changement de premier ministre, remaniement qui tardera, prolongeant ainsi le suspense de quinze jours, et enfin le déclenchement des élections, expliquent l'importance (neuf manchettes) accordée de façon très neutre aux libéraux en tant que constituant le gouvernement et en tant que parti. Le déferlement de titres défavorables ne prend forme qu'en juillet et se poursuit jusqu'à la fin. Au total, plus de vingt titres sont consacrés à des manifestations, déclarations ou événements nuisibles au gouvernement, l'accent étant mis il va sans dire sur les activités malhonnêtes des libéraux, soit dans l'administration de la province - en conformité avec les révélations faites à la Commission des comptes publics - soit à l'occasion du scrutin précédent (novembre 1935). Comme le montre le tableau III G, les libéraux sont mis en évidence trente-trois fois sur une fréquence possible de cinquante-six, c'est-à-dire 60 p. cent du temps. L'Union nationale est réduite à la part congrue avec une proportion de 20 p. cent. Le décalage est, dans ce cas, manifeste : le journal combat un gouvernement, il ne défend pas, à ce niveau, une formation de rechange.

La politique éditoriale telle qu'elle trouve son expression dans l'éditorial et le bloc-notes confirme de manière plus explicite encore les tendances relevées dans la fréquence des manchettes. 70 p. cent des éditoriaux (40 sur 56) et un peu plus de la moitié (62 sur 116) des bloc-notes portent sur la campagne électorale. La proportion moindre des bloc-notes s'explique par le fait qu'à chaque jour on y traite plus d'une question.

L'intensité de la fièvre électorale qu'on observait par la haute fréquence des titres, se transpose dans les commentaires. Le contraire aurait été très étonnant. De même que les manchettes accordaient une place de choix aux libéraux, pour mieux les dénoncer, le journal poursuit cette politique dans les deux types de chroniques étudiées. 85 p. cent des éditoriaux (34 sur 40) portant sur la campagne s'appliquent

à combattre le *parti* au pouvoir en dégageant (hormis un cas) son caractère manipulateur : il est surtout malhonnête et use de toutes sortes d'astuces pour se maintenir.

L'attitude antigouvernementale est, dans le bloc-notes, fortement accentuée. Les idées de l'Union nationale et les propos de son chef n'y trouvent aucune place. Deux types de références permettent au lecteur de connaître l'opposition : 1) par un seul écrit sur la rupture Gouin-Duplessis, façon plutôt négative de l'aborder, en soulignant une faiblesse, et 2) par deux autres qui répliquent à des attaques lancées contre elle par les [130] libéraux. L'Union nationale est éclipsée par les méfaits du gouvernement ; en tant que parti en voie de prendre le pouvoir, comme il était perçu à l'époque par les éditorialistes mêmes du *Devoir*, le bloc-notes s'en désintéresse totalement.

Comme le révèlent les deux tableaux III H et III I, les méfaits administratifs du gouvernement retiennent encore le journal. Dans cette catégorie, deux types de propos ont été retenus, ceux qui se contentaient de faire écho aux témoignages entendus lors de la célèbre enquête ouverte par la Commission des comptes publics et aussi ceux qui réclamaient qu'on poursuive ces travaux dans les plus brefs délais. Du premier type relèvent des propos tenus au début de la campagne alors qu'on était encore ébranlé par la précipitation des événements. Dans l'ensemble, les éditorialistes ont préféré adopter la tactique du harcèlement. De la mi-juillet jusqu'à la fin des hostilités, le gouvernement sera mis en demeure d'explicitier ses intentions. Les titres d'éditoriaux qui parfois servent de manchettes à la fois tiennent le lecteur en haleine : « Pourquoi avez-vous dynamité cette enquête ? » (14 juillet), « Veulent-ils supprimer le comité des comptes publics ? » (21 juillet) ; suivent en août quatre éditoriaux qui enjoignent le gouvernement de publier le décret instituant la Commission royale d'enquête sur l'administration du gouvernement. Le ton des manchettes se veut alors résolument inquisiteur. *Le Devoir* entend bien voir mener à bon terme l'enquête amorcée en mai et interrompue par un gouvernement qui a saisi la première occasion pour la faire avorter. En plus de réclamer la publication du décret, il donne à l'avance son avis. À plusieurs reprises, la Commission royale créée par le gouvernement, en guise de remplacement, est vivement critiquée. Elle arrive trop tard et ne dispose pas de compétences aussi étendues que sa consœur de l'assemblée.

Ont été également intégrés à la catégorie « administration » des blocs-notes (tableau III I) tous les genres de pressions et intimidations auprès des fonctionnaires et même du lieutenant-gouverneur, dont *le Devoir* fait état. Effectivement, le bloc-

notes permet très souvent la diffusion d'informations et de dénonciations que la grande formule éditoriale aurait de la difficulté à réaliser. Dans ce cas-ci, il est intéressant de noter que l'attaque contre la malhonnêteté du gouvernement se concrétise différemment à chacun des niveaux. Le premier-Montréal s'en prend surtout aux intentions qu'il prête aux libéraux de saboter l'opération-clarté. Le bloc-notes s'attachera davantage à lever le voile sur les agissements répréhensibles de l'administration. Dans les deux cas, l'objectif est sensiblement le même : combattre une autorité corrompue.

Le jeu des libéraux, toujours selon *le Devoir*, consiste à laisser croire à un changement radical de l'équipe gouvernante. L'astuce lui semble [131] suffisamment subtile puisqu'il consacrera quatre éditoriaux et le même nombre de bloc-notes à dénoncer la supercherie. Le gouvernement Godbout est héritier en ligne directe du « régime » Taschereau, son chef était membre du cabinet démissionnaire depuis 1929, il a voté en faveur de la loi Dillon et ne s'est jamais dissocié de ses collègues. L'entourage du premier ministre ne se distingue que très peu du précédent. On a affaire à un « gouvernement de sosies » qui ne doit pas nous duper. Ce sont les mêmes, ils ont tout intérêt à faire oublier leur passé. Les propos tenus par les ministériels sur le caractère de nouveauté chez les libéraux - nouveaux hommes, nouveaux programmes - ne font qu'exacerber les éditorialistes qui reviennent constamment à la charge : le cabinet Godbout tente de dissimuler ses antécédents corrompus et ainsi de se blanchir devant l'opinion publique. Ce sont les mêmes qui appuyaient Taschereau et tiraient profit des abus du « régime ».

Dans un second ordre d'idée, qui n'est pas sans apparentement avec le premier, le journal s'en prend à l'adversaire en tant que parti auquel les Québécois se sont depuis longtemps identifiés. Cette allégeance inconditionnelle, ce « vieux fond rouge » est susceptible de faire oublier un passé fort récent. La campagne serait longue afin précisément de permettre au parti libéral de récupérer cette allégeance profondément enracinée chez les nôtres. C'est l'appel au parti, de la part des libéraux, à la dichotomie traditionnelle entre « rouges » et « bleus » qui permettrait de ranger habilement l'U.N. parmi les seconds et rendre la partie plus facile. Également, la recherche, selon *le Devoir*, d'une certaine confusion entre les deux paliers de gouvernement : haro donc sur le sempiternel « rouge à Québec comme à Ottawa » (et réciproquement) ! À plusieurs reprises, le journal rapplique contre la vieille symbolique d'appartenance, l'« esprit de parti » sur lequel les libéraux semblent miser. À ce

sujet, Omer Héroux, le jour même du scrutin, comme il l'a fait un peu auparavant, se félicite des progrès réalisés par l'opinion publique et semble croire à l'effacement prochain de cette loyauté dépassée :

... Rien n'atteste plus clairement la diminution de l'esprit de parti, l'un des maux qui nous ont causé le plus de dommage dans le passé ²⁴¹.

Si le parti libéral trouve une assise presque naturellement favorable au Québec, il le tient entre autres à l'appui que lui assure une presse complaisante pour ne pas dire servile. À l'occasion de la campagne, *le Devoir* entreprend la dénonciation de la « presse ministérielle » celle qui [132] s'alimente à même les fonds publics, par le biais des contrats d'impression que lui accorde le gouvernement ²⁴².

Le journal appréhende des libéraux les pires manoeuvres électorales. Dès le surlendemain de la dissolution des chambres, Georges Pelletier rappelle les antécédents troubles du gouvernement. Depuis 1923, plusieurs scrutins ont été faussés par des pratiques malhonnêtes. Celui de novembre 1935 semble avoir atteint un sommet puisqu'on y revient à tout moment. *Le Devoir* réclame encore en juillet l'arrestation des « bandits du 25 novembre » et laisse planer des doutes sur l'influence des Israélites ²⁴³. Le parti libéral est accusé de se tenir à la fine pointe de la fraude électorale, encourageant la distribution illicite d'alcool et d'argent, la manipulation des listes électorales et la substitution de personnes. Le gouvernement Taschereau a consacré, selon le journal, le « banditisme politique » par l'institution de la célèbre loi Dillon qui rend pratiquement impossible la contestation d'élections ²⁴⁴. Enfin, le gouvernement libéral ne s'est pas seulement contenté d'agir par des intermédiaires officiels, il a mis la Sûreté du Québec à son service. Le système est consacré par la loi et ceux-là mêmes qui se disent la défendre.

L'incompétence du gouvernement comme telle intéresse les blocs-notes. Aucun éditorial ne lui sera consacré et pour cause : sur les dix blocs-notes relevés, sept portent sur le sort d'inspecteurs d'écoles et d'institutrices en colonies, qui n'ont pas encore touché leur traitement, et autres questions de cette nature. Les trois autres remettent le gouvernement en cause, de façon générale. Il n'est pas permis,

²⁴¹ HÉROUX, *le Devoir*, 17 août 1936.

²⁴² HÉROUX, *le Devoir*, 23 juillet 1936.

²⁴³ Ibid., 2, 3 et 6 juillet 1936.

²⁴⁴ Ibid.

en l'occurrence, d'interpréter ces critiques comme s'inspirant d'une remise en question systématique de l'administration libérale. Ce sont plutôt des cas que le journal soulève, un peu comme un parti d'opposition pourrait le faire. Les problèmes relevant de la gestion globale ne retiennent pas l'attention du journal.

Le programme du parti libéral ne touche que très peu les éditorialistes attitrés du journal. Georges Pelletier et Omer Héroux totaliseront, à eux deux, quatre éditoriaux. Deux d'entre eux répliquent à la proposition du premier ministre qui prévoit dans l'avenir un partage plus équitable entre les journaux des contrats d'impression offerts par le gouvernement. La réponse est incisive et tranchée ; le titre de l'écrit laisse prévoir la teneur de son contenu : « Pas de régime de faveur même pour la presse libre ».

Ce que nous subissons depuis près de quarante ans - et ce dont les libéraux se plaignaient il y a quarante ans - c'est un système radicalement faux qui [133] partage en deux catégories, différemment traitées, les imprimeurs contribuables ; qui permet au groupe vainqueur de solder indirectement, avec l'argent de la province, une partie de ses frais de propagande... C'est un système surtout qui dessert les intérêts de la province en passant au cou de toute une partie de la presse le plus lourd des colliers, celui de l'or, et en gênant, du même coup, l'essor de la presse libre ²⁴⁵.

Refus donc de la « presse domestiquée » et défense de la « presse libre ». Le journal réclame l'adoption du régime des soumissions publiques ; au meilleur offrant, le contrat.

Mises à part ces préoccupations sur le sort de la presse libre, préoccupations légitimes mais également fort intéressées, les deux représentants du journal se tiennent passablement à l'écart de la plate-forme libérale ²⁴⁶. Ils en tirent parfois quelques extraits, mais c'est toujours pour mieux se tourner contre l'ennemi.

²⁴⁵ HÉROUX, 8 juillet 1936.

²⁴⁶ L'éditorial du 6 juillet, critiquant vertement la réforme électorale proposée par Godbout a été reporté à la catégorie (A.a) du tableau. Deux autres articles sont d'un intérêt mineur dans l'ensemble de la campagne. L'un met en doute l'interprétation que le ministre T.-D. Bouchard donne de la législation outaouaise sur les pensions de vieillesse. L'autre se contente de jouer quelques variations sur le thème usé des « promesses », surtout celles des ministériels.

Dès le début de la campagne véritable - quatre semaines après le déclenchement des élections - Omer Héroux résume bien, en éditorial, les intentions du journal et l'esprit dans lequel vont s'inscrire ses réflexions à venir :

Monsieur Godbout voudrait une campagne électorale LIMITÉE à la discussion franche et nette des idées. Nous comprenons ce désir ; mais, le 17 août prochain, l'électeur n'aura pas à choisir qu'entre des idées ; il lui faudra opter aussi entre les hommes qui défendent, combattent ou ont combattu ces idées ²⁴⁷.

Certaines omissions contribuent à expliciter cette orientation. Antérieurement, la grande entreprise et les monopoles défrayaient la chronique. Ayant partie liée avec les gouvernants, ils constituaient un mastodonte tout aussi impressionnant qu'écrasant. Le rôle des trusts, celui du charbon et de l'électricité, était constamment souligné. Cette fois, en pleine campagne, ils sont ignorés au profit d'attaques plus localisées sur les gouvernants et la médiatisation de leurs rapports avec les gouvernés assurés par une presse servile. Le rôle de la haute finance n'apparaît plus qu'une fois comme sujet de bloc-notes.

[134]

Hier, *Le Devoir* s'attaquait à l'empire libéral, aujourd'hui, c'est à la tyrannie et surtout à l'illégitimité du « régime ». Élu grâce à des moyens illicites, il perd tout droit au respect le plus élémentaire qui est dû à l'autorité. Après s'être livrés à des pratiques malhonnêtes dont font état des révélations non équivoques, les gouvernants perdent leur titre de gouvernants, leurs droits à la gouverne. En termes d'Ancien Régime, ce sont des usurpateurs que la société doit évincer.

Le Devoir se prononce très solennellement pour l'Union nationale à l'occasion de l'éditorial écrit par Georges Pelletier, le jeudi, 13 août, et qui porte pour titre : « Qui choisirons-nous ? Duplessis ou Godbout ?), La première moitié est consacrée à démolir le « Régime Taschereau » dont le ministère Godbout est le « fils naturel ». C'est sans surprise qu'on y reconnaît tous les thèmes servis durant la campagne. Accusations multiples suivies d'une condamnation sans rémission, « Morte est la bête ²⁴⁸ ».

²⁴⁷ Ibid., 6 juillet 1936.

²⁴⁸ *Le Devoir*, 13 août 1936.

L'intérêt porte plutôt sur la défense que Georges Pelletier présente du « groupe Duplessis ». Le lecteur n'apprend strictement rien du programme ou des idées exposées par l'opposition durant la campagne. De Duplessis, on sait qu'il s'oppose à la confusion des deux niveaux de gouvernement - fédéral et provincial - de laquelle les libéraux ont tant tiré profit. Aussi, a-t-il été contre les abus de l'administration Taschereau alors que Godbout en fut solidaire. Le contraste était facile à faire ressortir...

L'Union nationale, comme formation, prend peu de relief à la lecture des éditoriaux et bloc-notes. Elle est connue par son leader. Celui-ci d'ailleurs est surtout mis en vedette et valorisé par le rôle qu'il s'est donné lors de l'ouverture des comptes publics. *Le Devoir* parlera naturellement de « l'enquête Duplessis ». De lui, le journal retient l'aspect du censeur, du grand justicier. C'est un peu à titre de redresseur de torts, après avoir si bien défendu celui d'accusateur public, qu'on nous présente le chef de demain. Nous verrons que Duplessis, excellent stratège politique, avait tout avantage à camper ce personnage. *Le Devoir*, d'après la définition qu'il se donne de lui-même, en avait-il autant à le suivre dans cette démarche ?

Le texte du 13 août est éclairant sur la vision d'ensemble que se fait *Le Devoir* de la gouverne : qualité des gouvernants et ordre de priorités.

Il y a dans l'Union nationale des hommes venus de tous les anciens groupes, de tous les anciens partis et qui sont d'une grande diversité morale et intellectuelle. La nécessité de l'heure les a rapprochés, unis. Il y a là des bleus honnêtes ; des rouges honnêtes, dégoûtés du régime et qui ne veulent pas prendre le risque de le voir survivre ; des indépendants aussi et des gens libres.

[135]

Ils demande et demanderont à monsieur Duplessis s'il est, comme l'on pense, premier ministre mardi prochain, cette chose à laquelle nous tenons plus qu'à tout le reste en matière de politique : un gouvernement honnête, qui sache administrer la province, lui donner de bonnes et justes lois, qui nettoie la législation et les mœurs politiques, un ministère qui ne tombe dans aucun des nombreux excès qui ont à la longue tué le cabinet Taschereau, excès qui

tueraient un ministère Duplessis, s'il allait commencer de les commettre, plus vite que ne mourut le ministère d'avant-hier ²⁴⁹.

La campagne provinciale de 1935 avait été suivie et commentée par Omer Héroux, avec des interventions épisodiques des autres collaborateurs. Celle de 1936 revient à nouveau au même avec une participation réduite de Albert Rioux et Louis Dupire. Assez tôt dans la campagne, le premier abandonne sa chronique hebdomadaire afin d'aller faire la lutte au ministre T.-D. Bouchard dans Saint-Hyacinthe, son fief. Quant à Louis Dupire, sur une douzaine d'articles, trois renvoient le lecteur à la campagne en cours : l'un porte un jugement fort sévère sur le refus d'imposer la carte d'identité aux élections municipales de Montréal. Deux autres, moins incisifs, tentent de situer la place que le gouvernement accorde à la ville de Montréal. Au total, quatre de ces cinq éditoriaux contribuent à l'alourdissement de la charge contre le gouvernement. Un seul peut être considéré favorable à l'opposition. La critique de Dupire porte, il va sans dire, sur des objets plus précis et s'écarte des sentiers battus. Elle ne se satisfait pas de récriminer contre la malhonnêteté de l'administration. Dupire vise des objectifs déterminés : les institutions et la fiscalité municipales, la commission métropolitaine, le logement salubre... ²⁵⁰

b) Conclusion sur la campagne de 1936

[Retour à la table des matières](#)

Le Devoir, en toute lucidité, se définissant comme chien de garde de la société canadienne-française, ne pouvait se dérober à l'impératif d'évaluer les parties en présence. Il le fait, assurément, mais conditionné par un aperçu du politique qui restreint son champ de vision à quelques éléments. Cette espèce d'autocensure idéologique n'est pas sans porter de graves préjudices à la sagacité dont le journal se réclamait à loisir.

À l'occasion de la campagne de 1936, ministériels et oppositionnistes s'affrontent en employant des stratégies contraires qui leur conviennent dans chacun des cas. Le rôle du *Devoir*, dans l'esprit du type d'action qu'il [136] se proposait d'enga-

²⁴⁹ Georges PELLETIER, *Le Devoir*, 13 août 1936.

²⁵⁰ *Le Devoir*, 12 août 1936.

ger (selon ses prétentions), revenait à démanteler en quelque sorte chacune d'entre elles, et tenter de montrer à son public qu'au-delà des moyens employés pour atteindre le pouvoir, il lui revient d'évaluer non seulement, il va sans dire, les intentions manifestes des antagonistes mais aussi les virtualités qu'ils offrent en termes de capacités de gouverner et de légiférer.

Comme nous l'avons vu, la stratégie libérale est rapidement détectée. Le gouvernement essaie de se composer un nouveau visage en faisant croire que la formation du nouveau cabinet n'a plus rien de commun avec l'entourage de Taschereau ²⁵¹. Dans un autre ordre d'idées, par contre, *Le Devoir* est peu prolix et pour cause. Le programme du parti libéral semble avoir fait plusieurs emprunts à l'opposition et surtout au manifeste de l'A.L.N. Adélard Godbout va jusqu'à dire : « un programme national ? C'est nous qui l'avons ²⁵² ».

Par surcroît, le premier ministre multiplie ses professions de foi agricoles. Agronome lui-même, il lui était permis, sans perdre la face, de présenter le gouvernement sous ce jour engageant et que pouvait difficilement renier *Le Devoir*. Moins d'un mois avant les derniers soubresauts de juin, Adélard Godbout, alors ministre de l'agriculture, célèbre la population rurale, « base de l'édifice social et économique de notre province », celle « que les angoisses internationales ne troublent pas ²⁵³ ». Exposant les raisons qui l'ont conduit à prendre la relève de Taschereau, il s'exprime ainsi le 13 juin : « Je me suis dit qu'un homme de la terre qui croit au salut de la nation par le retour aux traditions paysannes peut quelque chose pour (les chômeurs) eux. » Et il renchérit dans la même veine en juillet au plein de la campagne ; dans un volte-face par rapport aux politiques des cabinets Gouin et Taschereau, Godbout estime que l'agriculture est notre principale caractéristique, qu'elle constitue une condition essentielle au relèvement économique de la province. À son dire, les vingt-cinq années précédentes auraient marqué une « industrialisation à outrance » au

²⁵¹ Le premier ministre sera d'ailleurs forcé de battre en retraite sous la pression des forces de l'opposition. Ainsi, est-il amené à déclarer vers la fin de la campagne : « Nous ne sommes pas des hommes nouveaux mais nous prétendons présenter un gouvernement et un programme nouveaux. » *La Presse*, 12 août 1936. La distinction est vraiment mince.

²⁵² *La Presse*, 3 août 1936.

²⁵³ Ibid., 23 mai 1935. Et il poursuit : « ... C'est pourquoi notre population rurale, saine, vaillante et tenace, groupée autour de ses clochers, obéissant aux avis éclairés et désintéressés de ses pasteurs, ouverte aux enseignements de la science agricole, demeure, en ces jours de matérialisme et de fièvre que vivent nos villes, la plus belle garantie de notre avenir, le refuge le plus sûr contre le souffle des propagandes tendancieuses. »

Québec, ayant pour conséquence néfaste, « la centralisation dans les [137] grandes villes ». L'administration aurait fait fausse route en consentant des avantages excessifs aux entreprises industrielles ²⁵⁴.

Aujourd'hui [déclare-t-il], n'est-il pas logique de créer un mouvement en sens inverse pour intensifier le retour des cultivateurs dans les campagnes ? Les ouvriers des villes retrouveront ainsi de l'ouvrage...

Si notre programme est agricole, c'est parce que la société a besoin du retour à la terre ²⁵⁵.

L'auditeur était susceptible de demeurer sceptique devant ce qui pouvait lui sembler (à tort ou à raison, il ne nous revient pas en l'occurrence de l'apprécier) soit une conversion pour le moins récente, soit du simple verbiage électoral. Le langage de T.-D. Bouchard en faveur de l'électrification rurale et de travaux à l'intention des chômeurs pouvait également le laisser perplexe, se demandant ce que le ministre pouvait bien faire au temps chaud.

Avec ces multiples références à des valeurs que *Le Devoir* partageait, il était difficile à ce même journal de ne pas en tenir compte. La position la plus aisée à défendre, sans être nécessairement la plus éclairée, consistait à mettre en doute la crédibilité des ministériels, Adélard Godbout en tête, et de refuser par ce biais l'ensemble du message comme non recevable de la part d'interlocuteurs au passé aussi lourd. Il est intéressant de noter qu'à bien des égards les programmes se ressemblaient ; mimétisme de circonstance que les forces gouvernementales ne parvenaient pas à dissimuler.

Par contraste, Maurice Duplessis adopte la stratégie inverse ; autant le premier ministre se plaint du bas niveau des propos électoraux chez l'adversaire et réclame une campagne d'idées, autant le leader de l'opposition y trouve son profit à mettre son programme sous le boisseau et donner le coup de grâce aux ministériels.

²⁵⁴ *La Presse*, 25 juillet 1936.

²⁵⁵ Ibid. Quelques jours plus tard, Adélard Godbout poursuit sa pensée en termes que ne peut repousser *Le Devoir* : « Avec ce programme agricole, on m'a accusé de vouloir soulever les villes contre les campagnes. Mais nous avons aussi pensé aux ouvriers qui sont la meilleure garantie de l'avenir des villes. Par les périodes difficiles que nous traversons, l'ouvrier ne sera pas oublié. Mais l'oeuvre principale à laquelle je voudrais m'attacher, c'est l'orientation de la jeunesse vers les professions libérales surtout. » *La Presse*, 27 juillet 1936.

De toute évidence, il serait grossièrement inexact d'affirmer que Duplessis n'a jamais parlé de son programme. Presque à tous les meetings, il y fait allusion, mais aussi se contente-t-il de s'en tenir là. Le programme sert d'horizon très éloigné, donne un peu de profondeur au décor, mais n'affecte pas le rôle des acteurs et ne semble pas destiné à toucher le spectateur. C'est ce qui fera dire à Godbout que le chef de l'Union [138] nationale n'en a pas ²⁵⁶. En effet, lorsque Duplessis l'expose, c'est toujours sous la forme d'une énumération plus ou moins marginale à ses propos. Il trouve sa verve au moment de terrasser l'ennemi sur le dos duquel se déroule sa campagne.

Duplessis garde le haut du pavé de mai à août 1936, depuis l'ouverture de la Commission des comptes publics jusqu'au jour du scrutin. Et c'est par la tactique de la dénonciation constante qu'il parvient à se maintenir. Elle obéissait à une stratégie fort habilement conçue : demeurer sans démordre, à l'offensive, et à une offensive négative, c'est-à-dire dirigée contre le gouvernement. Autrement dit, il s'agissait de maximiser le harcèlement et de minimiser la contrepartie qu'il offrait en retour.

Grand justicier de la politique québécoise, depuis mai 1936, Duplessis le demeure jusqu'à la fin, jusqu'au jour du scrutin. Son jeu consistait à imposer la carte de l'alternative manichéenne, à savoir qu'entre lui et les libéraux passait la frontière qui délimite le bien du mal. Or, il était évidemment plus facile de démontrer la malhonnêteté du gouvernement que de faire preuve de sa bonne foi. La campagne de Duplessis se veut donc un prolongement des séances tenues à la Commission des comptes publics. Tout y est ; l'accusateur public demeure fidèle à son rôle et à son style ; il s'agit simplement d'étirer la durée du réquisitoire contre un accusé moribond. Le message se compose alors d'un déluge de qualificatifs tous aussi incriminants les uns que les autres : la justice dont il s'incarne le garant, est engagée dans une guerre contre la « canaille », les « voleurs », il est même fréquemment question des « voleurs du temple ²⁵⁷ », etc. Aussi faut-il ranimer l'esprit justicier et rappeler l'importance de poursuivre l'oeuvre engagée.

Si nous ne continuons pas l'enquête, le peuple finira par croire que la loi n'existe que pour les petits et les faibles et que les gros et les puissants sont hors d'atteintes. Ce sera ni plus ni moins qu'ouvrir la porte au radicalis-

²⁵⁶ *Le Devoir*, le 21 juillet 1936.

²⁵⁷ *La Presse*, 5 août 1936. 5

me, au bolchévisme et au communisme, doctrines malsaines contre lesquelles notre population a jusqu'ici été immunisée ²⁵⁸.

Ces paroles le rapprochent du sauveur ; de juge improvisé qu'il est, il se projette dans un rôle plus embrassant, plus large. Ainsi composé, le personnage peut désormais avoir la prétention de se situer au-delà des partis.

Notre lutte n'est pas celle d'un parti politique, c'est le cri de toute une race dont nous sommes l'écho ²⁵⁹.

[139]

C'est dans la même veine qu'il se réclamait de la probité :

La lutte actuelle n'est pas une lutte bleue, rouge ou de toute autre couleur ; c'est la lutte de l'honnêteté contre la canaillerie. Or, l'honnêteté n'a pas de couleur ²⁶⁰.

Ces salves nombreuses contre l'esprit de parti servaient à rallier un plus large consensus contre les libéraux identifiés comme groupe. Il est bien entendu qu'à ce moment-là, il aurait été très difficile aux conservateurs, en tant que parti, de noyauter une opposition de taille à renverser le gouvernement. La réalité politique de l'époque était certainement perçue ainsi. Les libéraux au pouvoir depuis 1897, même ébranlés par novembre 1935, étaient un ennemi assez redoutable pour que Duplessis tente de maximiser les forces contre lui.

Par contre, *Le Devoir*, très sévère à l'endroit du gouvernement auquel il prête une sourde oreille, n'est guère vigilant envers l'Union nationale. Les appels intéressés de Duplessis à l'esprit de non-partisannerie sont mieux que bien reçus par le journal ; ils le séduisent. Georges Pelletier, à la veille du scrutin, est convaincu que l'esprit de parti est chose du passé.

Dire que des hommes politiques plus lucides n'ont pas alerté l'opinion publique et en particulier « l'élite » éclairée dont se réclamait *Le Devoir*, serait passer sous

²⁵⁸ Ibid., 6 août 1936.

²⁵⁹ *La Presse*, 8 août 1936.

²⁶⁰ Ibid., 29 juillet 1936. C'est sensiblement dans les mêmes mots qu'il reprenait ce thème en août : « Notre mouvement n'est pas bleu, n'est pas rouge, il est national. Il y a des rouges honnêtes, il y a des bleus honnêtes, il y a des rouges canailles, il y a des bleus canailles ; dehors la canaille et vive les honnêtes gens ! » *La Presse*, 11 août 1936.

silence certaines interventions importantes faites par des esprits déçus, il est vrai, mais aussi conscients des ambitions de Duplessis. À la suite de la scission, les irréductibles de l'A.L.N. expriment des critiques importantes et inquiétantes au sujet de l'Union nationale. Le secrétaire du comité central de l'A.L.N., Horace Philippon, fait observer que « sous le nom de l'Union nationale, le parti conservateur essaie de re-naître ²⁶¹ ». Aussi se plaint-il de ne plus retrouver les principes et les idées de l'A.L.N. chez les unionistes. Monk, candidat libéral indépendant dans Jacques-Cartier, révèle qu'il n'a jamais eu confiance en Maurice Duplessis. La campagne de l'Union nationale, exclusivement tournée contre le gouvernement, leur semble mettre en péril le programme d'action dont ils s'étaient fait les promoteurs. Édouard Lacroix traduit avec plus de circonspection ces mêmes inquiétudes :

Constatant (pour le scrutin de 1935) que c'est bien de notre programme, du programme de l'A.L.N., dont le peuple veut l'application immédiate et fidèle, les deux partis s'en réclament actuellement pour capter la faveur populaire. Je [140] ne suis pas sûr que l'un ou l'autre des vieux partis, conservateur et libéral, réalisera pleinement le programme... ²⁶²

De même, la position ni chair ni poisson de Paul Gouin ²⁶³, à la veille du scrutin, comporte-t-elle un avertissement :

Il est permis de se demander si, du côté unioniste, on n'attache pas une importance exagérée à cette enquête, nécessaire sans doute, mais négative en somme, au point d'oublier la tâche primordiale, c'est-à-dire l'étude et l'application des mesures législatives et budgétaires qui ramèneront l'équilibre économique ²⁶⁴.

D'une part, Édouard Lacroix n'y va pas par quatre chemins ; pour lui, cette campagne revient à la lutte classique entre conservateurs et libéraux. Le programme tracé par l'A.L.N. en est donc compromis. D'autre part, Paul Gouin le rejoint en mettant plutôt l'accent sur l'action positive à entreprendre, par opposition à l'action négative qui a pour unique ressort la dénonciation.

²⁶¹ Ibid., 23 juillet 1936.

²⁶² *La Presse*, 18 juillet 1936.

²⁶³ Ses propos radiophoniques, à la fin de la campagne, coupaient la poire en deux en accordant un appui qui se voulait judicieusement pondéré, mais trop bien équilibré pour ne pas révéler l'embarras qu'il éprouvait.

²⁶⁴ *La Presse*, 13 août 1936.

Ces mises en garde, avant même que les jeux soient faits, laissent *Le Devoir* insensible. Cette indifférence est tout de même étonnante à l'observateur qui croit à l'image que le journal tente de projeter de lui-même. Elle l'est moins lorsqu'il se rend compte combien le journal demeure à la remorque de Duplessis.

Soumis à un conditionnement idéologique qui lui interdisait toute ouverture sur le politique dans le contexte libéral auquel il était lié, *Le Devoir* suit un homme et non une pensée, ou encore un programme. L'astuce de Duplessis consistait à river l'attention sur les méfaits du gouvernement, et ce faisant, de réduire le plus possible la marge de ses engagements auprès du public. L'avenir a montré qu'il n'avait aucun intérêt à se compromettre avec les « antitrustards », en particulier, puisque certains services publics que le Dr Philippe Hamel s'astreignait à combattre étaient ceux-là mêmes qui alimentaient la caisse électorale de l'Union nationale. *Le Devoir* se laisse donc guider par le leader trifluvien, plus préoccupé qu'il était lui aussi à combattre un gouvernement qu'à proposer une politique de rechange. Il est assez remarquable de constater que la croisade du Dr Philippe Hamel n'aura eu, à toutes fins utiles, aucun écho dans le journal. De même, le chômage, préoccupation des libéraux, laisse *Le Devoir* dans l'indifférence la plus totale. Il en sera ainsi et encore [141] davantage pour les autres idées contenues dans le programme officiel de l'Union nationale.

Le Devoir n'offre aucune résistance aux ambitions de Duplessis. Il se laisse prendre, sans réticence aucune, à une manœuvre qui aujourd'hui, avec le recul du temps, crève les yeux de l'observateur le plus myope.

4. Un entre-deux-guerres

[Retour à la table des matières](#)

Cette période constitue par elle-même un autre temps privilégié. Elle largue dès le lendemain du scrutin les dernières amarres qui retenaient *Le Devoir* et l'obligeaient au respect naturel dû à l'autorité. L'après-campagne se caractérise par une virulence amplifiée que ne pouvaient laisser présager les éditoriaux précédant le 25 novembre. De par la nature des revendications qui prennent corps au cours des révélations produites à la Commission des comptes publics, cette même période s'inscrit

comme une anticipation des élections à venir. Elle appartient donc également à la consultation d'août 1936, dont elle prépare le terrain. Il s'agit cette fois d'un tournant, d'une transition, et non d'un intermède. Car, en réalité, la campagne provinciale de 1935 est comme prolongée par le scrutin, et surtout renforcée. Le ton des éditorialistes reprend de la vigueur dès le 26 novembre et tentera de se maintenir ainsi jusqu'à la chute du gouvernement Taschereau.

Le passage de l'opposition forcenée dont *Le Devoir* tentait de se revêtir durant la campagne 1935 à la rupture totale avec les gouvernants en juin 1936 est franchi en deux étapes. La première prend son origine le 25 novembre, jour du scrutin, et s'étend jusqu'en mai 1936, au seuil de l'ouverture des comptes publics. Deux facteurs interviennent simultanément pour rendre la position du gouvernement - reporté de justesse au pouvoir - intenable auprès du journal. Il semble établi dès le lendemain, le 26 novembre, que l'élection a été gagnée grâce aux multiples irrégularités commises par les libéraux. Cette autorité fondée sur une forme d'usurpation perd donc sa légitimité. À vingt-deux reprises, comme l'indique le tableau III J, le gouvernement, en tant qu'autorité responsable de la bonne tenue des élections, s'est tantôt servi de moyens illicites pour se gagner des voix, a tantôt invoqué l'inique loi Dillon pour se couvrir et faire obstacle à toute contestation judiciaire. De plus, second facteur, le journal est convaincu que les forces de l'opposition ont recueilli plus de votes que les ministériels en dépit des manœuvres illégales pratiquées contre elles. Avec chiffres à l'appui, la preuve est faite selon lui que le gouvernement dispose d'une majorité de sièges fondée sur une minorité de voix. Le [142] décalage doit être fortement ressenti à l'époque car il est coutumier pour les libéraux provinciaux de remporter des victoires écrasantes et concluantes. Ainsi, entre 1897 et 1931 inclusivement, le pourcentage des voix exprimées en leur faveur oscille entre 54.3 et 70.0 C'est donc sous un double chef d'accusation que l'administration est constamment tenue en demeure de répondre. Au plan de la stricte légitimité, les gouvernants sont pris en défaut. Leur prétention à l'autorité leur est comme enlevée. C'est par usurpation qu'ils dirigent. Ils perdent donc par conséquent le droit de gouverner.

TABLEAU III J
Fréquence des blocs-notes
Le gouvernement Taschereau comme adversaire
de décembre 1935 à juin 1936

[Retour à la table des matières](#)

En tant que gouvernement :		
Incompétence, non-représentativité	16	
Favoritisme, malhonnêteté administrative (Commission des comptes publics)	14	
Interventions dans la tenue des élections (irrégularités, la Loi Dillon, ...)	22	
		52
En tant que formation politique :		
Activités du parti - la machine -	2	
Affiliation aux monopoles	4	
Affiliation informationnelle - la presse ministérielle	15	
		21
Total		73

Au cours de cette phase qui se poursuit jusqu'au printemps 1936, *Le Devoir* monte une offensive fondée sur cette double accusation. Encore en février, Omer Héroux rappelle que le corps électoral s'est prononcé en faveur d'un « ordre nouveau »- qui n'a été et ne sera jamais explicité - contre non seulement un « état de choses » mais un « régime ²⁶⁵ ». À ces deux occasions, il poursuit en exploitant un thème très souvent relevé durant la campagne de novembre, et repris à satiété durant cette première étape : la nécessité d'une vérification générale des affaires de l'État ²⁶⁶. Elle doit, bien sûr, être réalisée par l'opposition enfin portée au pouvoir. Dans le même esprit, le journal s'insurge contre le gouvernement qui, d'intention délibérée, retarde l'ouverture de la session ; or, l'objectif poursuivi est assez clair : il faut convoquer au plus tôt les chambres afin de mettre sur [143] pied diverses commissions parlementaires appelées à mener certaines enquêtes pressantes. Les sujets brûlants portent sur la façon dont s'est déroulé le dernier scrutin, la gérance

²⁶⁵ Omer HÉROUX, *Le Devoir*, 19 et 24 février 1936.

²⁶⁶ Ibid., 3 et 24 janvier, 19 et 24 février 1936.

de la Régie des alcools (ladite Commission des liqueurs), la construction du célèbre pont de l'Île d'Orléans et l'état des comptes publics ²⁶⁷. S'imposait, également en priorité, la situation financière de la ville de Montréal, situation aggravée par les délais du remboursement que la province, débitrice, laissait se prolonger ²⁶⁸. On y retrouve ici les préoccupations naturelles du journal : la probité et l'ordre, accompagnés des moyens qui les garantissent, la surveillance et le contrôle... Quant à l'« agir », au « faire » législatif ou simplement gouvernemental, il est presque ignoré. Encore a-t-il droit parfois d'être cité au gré d'un développement d'ordre général. Sous le titre évocateur de « L'imbroglia provincial », Omer Héroux entame ainsi la nouvelle année en se livrant à une prospective :

L'avènement d'un nouveau régime aura deux avantages indiscutables : il permettra l'examen et la vérification complète de tous les services ; il permettra pareillement l'adoption plus facile de réformes ou d'idées nouvelles, car les nouveaux maîtres ne seront liés à rien de ce qui existe présentement ²⁶⁹.

Ces réformes, ces idées nouvelles, le lecteur sait, tout comme l'auteur, qu'elles ont été exposées dans le programme de l'A.L.N. fondée plus de trois ans auparavant et qu'elles ont été reprises par certains orateurs. Mais jamais ne sont-elles développées, reprises ou plus simplement diffusées dans ces pages éditoriales. Même en dehors des combats électoraux, *Le Devoir* concentre ses énergies contre l'ennemi qu'il faut surveiller, à défaut de l'avoir vaincu.

La seconde étape marque les derniers moments du cabinet Taschereau, ce sont les six semaines que les séances de la Commission des comptes publics vont rendre fatales aux libéraux. Dans un premier stade, le gouvernement perdait ses fondements de légitimité, dans un second, il confirme son illégitimité par la révélation de ses agissements condamnables. Malhonnête à l'origine, lors du scrutin de novembre, il le demeure dans son comportement. Il est donc à rejeter tout d'une pièce. En termes d'Ancien Régime, il serait permis de parler de tyrannie.

Le six juin, quelques jours avant la démission du premier ministre, Georges Pelletier identifie brutalement le « régime » au désordre. Désordre dans les finances

²⁶⁷ HÉROUX, 6 février 1936, PELLETIER, 16 mars 1936.

²⁶⁸ HÉROUX, op. cit.

²⁶⁹ Ibid., 3 janvier 1936.

publiques ; désordre dans le fonctionnarisme où siègent en maîtres le népotisme, le favoritisme, où sont entretenus des sinécures et [144] des emplois inutiles ; désordre dans la diffusion de l'information par l'asservissement de la presse québécoise qui n'est que louanges envers le gouvernement et dissimule les abus, le gaspillage et les détournements de fonds ; désordre aux élections, par le vol des votes, les listes truquées, la loi Dillon ; désordre dans l'administration de la « police provinciale » ; enfin, désordre parmi les contribuables de la province puisque sont favorisés les amis du parti ²⁷⁰. Et de poursuivre en montrant les rapports intimes du gouvernement avec les « riches conseils d'administration » et les milieux bancaires. Se tournant contre le parti libéral, il l'accuse en dernier ressort de l'avoir (la province) « pour parler net, réduite à l'esclavage politique, économique, financier ».

Novembre 1935-Juin 1936, lien entre deux paliers dans l'escalade contre l'adversaire politique, traduit plus fidèlement que tout autre moment, long ou bref, l'amplitude de l'image que *Le Devoir* tente de projeter à son lecteur. Par la place négative qu'occupe le régime libéral, il n'y a aucune hésitation à conclure que, conformément aux deux campagnes qui l'encadrent, cette période est, elle aussi, hantée par l'ennemi à pourchasser. Le *nous* politique, l'A.L.N., dans laquelle *Le Devoir* pouvait se projeter, tient tout juste un rôle de figurant. C'est à ce *nous* qu'il revient maintenant de se tourner.

5. Position du *Devoir* devant l'Action libérale nationale et l'Union nationale

a) L'Action libérale nationale et l'Union nationale avant le scrutin décisif de 1936

[Retour à la table des matières](#)

Si *Le Devoir* est aussi indifférent envers l'Action libérale nationale et par la suite envers l'Union nationale, il ne manifeste pas plus d'enthousiasme pour les activités propres à ces formations. Que ce soit au moment de leur premier engagement,

²⁷⁰ Georges PELLETIER, éditorial du 6 juin 1936. L'ordre donné à l'argumentation est celui de l'éditorialiste. Nous nous sommes cependant permis d'omettre les redites.

lors de congrès, ou encore lorsque l'Union nationale s'acquitte de la gouverner, le journal réagit peu, ou pas du tout, et se garde bien d'en faire l'analyse.

La parution du manifeste à la fin de juillet 1934 marque un point de départ pour l'Action libérale nationale. Il obtient la manchette du journal [145] qui le reproduit en entier ²⁷¹. Albert Rioux s'en empare dans sa chronique du 7 août, c'est-à-dire plus d'une semaine après la nouvelle. Le retard se comprend, puisque sa chronique suivait un rythme hebdomadaire. On s'explique moins bien pourquoi Omer Héroux met plus de quinze jours avant d'en faire le commentaire.

La comparaison entre ces deux textes à paraître sur le sujet est instructive ; elle dégage, en traits contrastants, le gouffre qui les sépare. L'éditorial du 7 août s'intitule : « En marge du programme de l'Action libérale nationale », et porte le sous-titre « Un programme complet - la représentation des professions dans le gouvernement ». Dans un premier point, Rioux se plaît à rappeler que le manifeste ne contient rien d'absolument inédit, qu'il s'agit d'une fusion de propositions avancées par l'opposition, des groupements professionnels, des journalistes, des hommes d'action sociale... Et d'ajouter que « ceux qui ont essayé de former l'opinion publique depuis vingt ans ont donc la consolation de voir quelques-unes de leurs idées concrétisées dans un programme d'action politique ». Suit une énumération de la réforme en dix points du manifeste sur l'agriculture. Le tout se termine sur une reprise de son leitmotiv favori, l'association professionnelle et le régime corporatif dont la réalisation en assurerait l'épanouissement.

En revanche, l'éditorial du 13 août intitulé « La *campagne* de l'Action libérale nationale ²⁷² », porte plutôt, comme il est annoncé, sur le combat et non sur les enjeux ; ses intentions sont d'ailleurs explicitées par le sous-titre « Qu'advient-il ? - Monsieur Paul Gouin - Essaiera-t-on d'étouffer ce mouvement sous le manteau du silence - Ce que nous ferons ». Le contenu du programme fait presque figure de gêneur, aussi Héroux en dispose-t-il assez allègrement avec quelques phrases parsemées ici et là dont la fonction première serait peut-être de donner bonne conscience à l'auteur. Le lecteur apprend que « des idées auront été portées à la connaissance du grand public que l'on ne pourra plus dédaigner ou ignorer », qu'en outre cette campagne « c'est de la belle, de l'utile discussion, parce qu'elle porte sur le fond des

²⁷¹ *Le Devoir*, 28 juillet 1934.

²⁷² L'italique est de nous.

choses... » et qu'enfin « le public a le droit d'être amplement renseigné sur ces choses²⁷³ ». L'indétermination de cette dernière expression sert en passant d'excellent indice.

À la vérité, c'est le sort des leaders, des meneurs, qui intéresse Hérroux au premier chef : Gouin, l'homme, ses ascendants familiaux, sa filière intellectuelle et politique ; finalement, ses chances de succès. La grande [146] interrogation porte sur l'accueil que lui réservera la presse, surtout la presse dévouée à la cause des ministériels. En d'autres termes, Hérroux s'inquiète du sort qui attend un mouvement qui pourrait être, à son dire, étouffé sous le lourd manteau du silence. Il s'en tient résolument au contenant. Le contenu est toujours sous-entendu et demeure méconnu.

Dès sa sortie, le programme de l'Action libérale nationale n'est pas expliqué ; il ne sera plus jamais repris au cours de la période étudiée et encore moins explicité. L'éditorial du 13 août donne en quelque sorte le ton aux très rares autres propos que le lecteur attentif pourra glaner sur ce sujet au cours des deux années qui conduiront l'aventure à l'impasse que nous connaissons. L'été 1934 était pourtant propice à une forme d'exégèse, aucune animation politique ne venait altérer la sérénité nécessaire à une réflexion un peu prolongée.

Le congrès des conservateurs, tenu l'automne précédent (octobre 1933) avait été apprécié selon la même démarche. En quelques lignes, le bloc-notes du 25 septembre signé Georges Pelletier, met en garde contre la division dans le parti qui ne peut que servir Taschereau, et se garde bien de se prononcer en faveur d'un candidat, estimant qu'il revient exclusivement aux membres du parti de le faire. L'éditorial du même jour, sous la plume de Omer Hérroux, peste comme il se doit contre l'esprit de parti et s'en prend largement aux « rouges ». Le même auteur dans le premier-Montréal du 29 transmet ses appréhensions, à savoir que les « excellentes idées » - sans plus de détails - soumises par Thomas Tremblay, risquent de passer inaperçues à cause de la course au leadership.

Le bref bloc-notes du 30, intitulé « À lire », résume en quelques paragraphes toute une attitude ; encore là, y trouve-t-on, une fois n'est pas coutume, une référence au contenu :

²⁷³ L'italique est de nous.

Nous publions tout à côté le texte du programme de restauration sociale, élaboré par un groupe d'hommes d'étude. C'est un texte qu'on voudra lire et méditer à loisir.

Il contient une abondante substance.

Certains textes portent beaucoup plus loin qu'on ne le penserait peut-être à une première et rapide lecture. Celui-ci, par exemple : « Faciliter l'accès des terres colonisables partout où elles se trouvent, qu'elles appartiennent à la Couronne, ou qu'elles soient concédées en seigneurie, ou en réserves forestières », qui amorcerait une grande entreprise politique.

On sera peut-être particulièrement frappé du détail des réformes financières proposées.

En tout cas, texte à lire et à méditer, encore une fois, et sur lequel nous recueillerons avec plaisir, pour notre part, l'opinion des observateurs.

[147]

L'éditorial du 2 octobre s'en tient à un niveau encore plus élevé d'imprécision lorsque, sous la plume de Héroux, il salue « le remarquable programme de restauration sociale » sans plus, et entretient le lecteur, pour le reste, du *Devoir* comme journal ouvert, écrit-il, aux « idées saines » et dont il faut encourager la publicité.

Aucun éditorial ne commente ultérieurement l'issue du congrès. Le programme de colonisation proposé le 4 octobre par Duplessis, demeure sans écho. Un bloc-notes porte sur des rumeurs au sujet d'Onésime Gagnon, le candidat défait ²⁷⁴.

D'étapes en étapes, *Le Devoir* demeure fidèle à lui-même dans son comportement. La campagne radiophonique de Paul Gouin en quatorze causeries, au cours de l'année 1934, n'est nullement retenue en page éditoriale. Il en est de même pour la tournée de meetings tenus durant l'été 1935 tantôt par Gouin, tantôt par Duplessis, à divers endroits de la province.

Les interventions des membres de l'Action libérale nationale en chambre, au cours de l'intense session du printemps 1936, ne s'attirent aucun commentaire du journal. Or, les discours auxquels donne lieu l'ouverture de cette session sont particulièrement longs et incisifs. Grégoire y prononce une allocution d'une durée totale

²⁷⁴ *Le Devoir*, 6 octobre 1933.

correspondant à pas moins de cinq heures. Paul Gouin, un des derniers à parler au cours du débat en réponse au Discours du trône, reprend les grandes lignes du manifeste de 1934. Aucune répercussion n'est enregistrée en page éditoriale. Il en est ainsi du long discours du Dr Philippe Hamel qui, malheureusement pour lui, est prononcé un mercredi saint. Certaines de ces interventions sont retranscrites *in extenso* dans le journal mais ne sont pas commentées.

Il est bien entendu qu'en tant qu'informateur *Le Devoir* suit étroitement les activités de l'Action libérale nationale. Il lui consacre des pages entières : meetings, émissions radiophoniques, débats à l'assemblée, etc., sont même très souvent mis en relief par la disposition du journal. Comme nouvelle, comme participant à l'actualité dont on rend compte, l'Action libérale nationale est choyée. Mais au stade du commentaire, de l'explication, de l'engagement du journal, l'Action libérale nationale est éclipsée par l'adversaire, elle est presque ignorée.

Le Tableau I E, révèle la très basse fréquence des blocs-notes consacrés à l'Action libérale nationale et l'Union nationale. Elle est nulle pour les années 1934 et 1935. Elle s'élève néanmoins à huit durant la période de décembre 1935 à juin 1936. De ces huit articles, six, c'est-à-dire les trois [148] quarts, perçoivent l'Action libérale nationale en tant qu'opposition orientée contre le gouvernement.

Deux blocs-notes adoptent un ton positif à son endroit. L'un, daté du 29 décembre, tente de légitimer l'alliance de Gouin avec Duplessis, en se fondant sur le précédent historique de la coalition réalisée par Honoré Mercier. Le second se contente de reproduire un extrait du *Winnipeg Free Press*, favorable au nouveau tandem. C'est donc dire que, même dans ses gestes de sympathie, le journal ne se départit pas d'une certaine retenue.

Durant ce que nous serions convenu d'appeler le mai brûlant de 1936, seul Duplessis tient la vedette par son inquisition corrosive dans les affaires du gouvernement. Obnubilé par une action aussi dévastatrice, *Le Devoir* se satisfait d'en reproduire les effets flamboyants.

L'analyse de la campagne de 1936, en particulier, a mis à jour la conduite pour le moins fort distraite du journal. À la remorque de Duplessis, il le demeure même lorsque les intentions du leader unioniste deviennent plus manifestes. Comme nous le verrons, l'évincement du Dr Hamel ne contribuera pas du tout à le secouer. *Le Devoir* va assister impassible au processus de réinstallation d'un pouvoir à la Taschereau.

b) L'Union nationale et ses premiers mois au pouvoir

L'Union nationale arrivée au pouvoir, *Le Devoir* ne change en rien sa vision de la gouverne. Les thèmes traditionnellement repris conservent leur vitalité de toujours. L'augmentation des crédits militaires absorbe une grande part de ses énergies. Le tableau III J, révèle combien, durant la période d'installation du nouveau gouvernement, l'Empire a gardé la vedette. La défense du bilinguisme auprès d'Ottawa et la promotion des Canadiens de langue française dans la fonction publique fédérale demeurent une pièce maîtresse de l'idéologie du journal. Nous parvenons enfin au point névralgique, l'attitude du journal envers la législation unioniste. La période observée s'étend intentionnellement du 1er septembre 1936, moment où les commentaires sur la formation du cabinet s'étant fait entendre, le gouvernement est perçu comme une réalité donnée, au 27 mai 1937, journée de clôture de la seconde session. Or, à travers la session spéciale de l'automne 1936 et celle du printemps suivant, il est instructif de mettre en parallèles le programme législatif débattu en chambre avec la réflexion du journal à ce même propos. Comme on peut légitimement s'y attendre, *Le Devoir* se tient bien à l'écart des grandes délibérations de l'Assemblée.

Ces deux trains législatifs comportaient des projets que le journal, de par son orientation, pouvait difficilement se permettre de négliger. À cette [150] occasion, le célèbre Office du crédit agricole est institué et la colonisation reçoit une injection importante de huit millions -les dix millions du plan Vautrin étant épuisés. Le social n'est pas négligé : la législature vote des pensions aux aveugles et l'assistance aux mères nécessiteuses ; dans la foulée elle touche également aux pensions de vieillesse et à la loi des accidents du travail. De plus, l'Office des salaires raisonnables est fondé. La loi qui prévoyait à l'intention des municipalités la vente des propriétés grevées par des taxes dont l'arrérage dépassait deux ans, est abrogée. Enfin, dans le même ordre, les petits épargnants se voient protégés par une mesure qui met fin aux abus de la « surcapitalisation ».

[149]

TABLEAU III K
Éditoriaux et blocs-notes du 1er septembre 1936 au 27 mai 1937
touchant la politique fédérale et provinciale

[Retour à la table des matières](#)

	Éditoriaux %		Blocs-notes %	
Québec :				
- L'électricité	4	4.2	6	4.2
- La mauvaise administration libérale	6	6.3	5	3.5
- Autres sujets	15	15.8	21	14.7
Ottawa :				
- L'Empire :				
la guerre, dépenses militaires, etc.	44		42	
- Sous-produits :				
Le Canada aux Canadiens (un gouver- neur général canadien, suppression des appels à Londres)	4	52 54.7	6 54	37.7
- Immigration	4		6	
- La défense du nous à Ottawa	1	1.1	21	14.7
- Autres sujets de politique cana- dienne	16	16.8	20	14.0
La faune politique	1	1.1	16	11.2
		100.0		100.0

[150]

Des mesures politiques de premier ordre sont adoptées : l'abrogation de la loi Dillon tant exécutée par le journal, la refonte de la loi électorale et l'interdiction aux membres du Conseil exécutif d'occuper des postes dans les conseils d'administration - le cumul des fonctions ayant été monnaie courante sous les cabinets précédents.

La magistrature est remaniée dans ses structures. L'illustre « loi du cadenas » contre le communisme voit le jour en mars 1937. La dette assez délicate de six millions et demi des Sulpiciens est finalement réglée.

Et, bien sûr, trois lois portant sur l'électricité viennent se substituer à la législation libérale précédente : l'une autorise les mesures de « municipalisation », l'autre met sur pied une Régie provinciale de l'électricité, et une troisième fonde un Syndicat national de l'électricité.

Il ne nous appartient pas à ce moment-ci, en tout cas, de nous livrer à une appréciation de ce programme législatif. L'énumération nous est nécessaire pour des fins très strictes de confrontation. Aussi, nous parvenons assez rapidement à la constatation attendue, à savoir que la réaction du *Devoir* demeure inchangée. Abstraction faite des six articles contre la mauvaise administration des libéraux, moins de vingt éditoriaux ont pour objet des problèmes québécois. Comme l'indique le tableau III K, quatre d'entre eux reprennent la question de l'électricité. Aucun de ceux-ci n'abordent les trois projets proposés en chambre. Plus de la moitié de la quinzaine d'éditoriaux affectés à la rubrique « Autres sujets » sont de la plume de Louis Dupire qui s'intéresse surtout aux politiques de voirie et de transport urbain ²⁷⁵. Une allusion de trois lignes, le 19 octobre, sur les arrérages de taxes municipales fait mention de la législation en cours. On peut compter ainsi sur le bout des doigts ses interventions sur les grandes lignes de la politique québécoise. Georges Pelletier et Omer Héroux, se contentent de moins. Sous leurs plumes, les blocs-notes sont presque aussi insensibles à la législation québécoise que leurs éditoriaux. Encore sous le [151] coup du régime précédent, ils s'attachent avant tout, soit à faire « le bilan de l'intendant infidèle ²⁷⁶ », soit encore à proposer des réformes afin de mettre la justice, en particulier, à l'abri des interventions politiques. Si le discours du trône d'octobre 1936 demeure sans écho, celui de 1937 sert d'occasion à Georges Pelletier pour exposer brièvement, et en termes un peu précis, sa pensée sur l'épineuse question de l'électricité. Le bloc-notes du 23 octobre indique son approbation au projet interdisant aux ministres de siéger dans les conseils d'administration. Le mobile moral est apparent. Pas moins de quatre articles en blocs-notes soulignent la menace que le patronage fait planer sur un gouvernement fraîchement installé ²⁷⁷. Quant au reste, *Le Devoir* respecte un silence quasi religieux, si bien que ses interventions s'en tiennent à une position de nouveau défensive. L'aspect positif est généralement flou. L'éditorial du 26 décembre 1936, qui tente de faire le point au seuil

²⁷⁵ *Le Devoir*, 16, 18 et 25 septembre, 3 octobre et 25 novembre 1936.

²⁷⁶ Georges PELLETIER, 10 octobre 1936.

²⁷⁷ Les 17 et 18 décembre 1936, 13 et 20 janvier 1937.

d'une nouvelle année est assez typique : intitulé « *Le Devoir* et les problèmes de 1937 », il soumet un programme aussi vague que général : juste réévaluation des fonctionnaires du gouvernement précédent, rechristianisation de nos lois sociales faussées par l'électoratisme et le libéralisme, et attitude vigoureuse à l'égard des services publics (privés) et des trusts en général.

Envers l'élément « faire » du politique, devant l'« agir », *Le Devoir* se tient bien en retrait des acteurs, qu'il leur soit favorable ou non. L'action de ce gouvernement national n'est finalement pas suivie autrement que par le sec reportage des correspondants parlementaires. Le nous porté au pouvoir laisse le journal dans la plus grande indifférence. Cet état de torpeur n'est même pas secoué par les multiples soubresauts que font subir à l'Union nationale les démissions et scissions des premiers mois.

Pour commencer, l'éviction cavalière et préméditée du Dr Philippe Hamel, par Duplessis, lors de la formation de son cabinet, surprend bien sûr le journal comme d'ailleurs un peu tout le monde. En éditorial, Omer Héroux, le 27 août, manifeste son étonnement ; l'absence du Dr Hamel et de Grégoire est inattendue. Le 31, Louis Dupire excuse Duplessis dans l'« affaire Hamel » et présume que le malentendu ne porte que sur l'insistance du compagnon d'armes à vouloir créer une « hydro » provinciale. Il passe volontiers l'éponge se rassurant lui-même à la pensée que l'entourage de Duplessis et ses paroles mêmes sont une garantie contre les « forces de l'argent ». En réalité, *Le Devoir* s'empresse de fermer le dossier. Il n'y reviendra plus au cours des mois qui suivront.

Absolument aucun écrit en page éditoriale ne commente la rupture officielle de Hamel, Grégoire et Chaloult d'avec l'Union nationale en [152] février 1937. Le processus de détérioration qui l'a précédée et le sens aigu que progressivement prenait cette dislocation n'atteignent pas le journal. Quinze jours plus tard, tout juste avant l'ouverture de la session, Oscar Drouin quitte le cabinet avec fracas, il démissionne à titre de ministre et laisse également son poste d'organisateur en chef du parti. Son départ ne fait aucun doute puisqu'il en donne lui-même la raison : il abandonne à cause de son différend au sujet de l'« hydro ». À cette occasion, il rappelle l'importance des engagements pris dans le passé : le programme de l'Action libérale nationale auquel le gouvernement a souscrit doit être exécuté. Suit une charge contre les trusts de l'essence et du charbon... *Le Devoir* se contente de prendre note du chan-

gement, sans plus ²⁷⁸. Les élections partielles dans la Beauce, en mars 1937, sont très animées, elles mettent aux prises l'Union nationale, le groupe dissident du docteur Hamel et l'Action libérale nationale. L'enjeu était important puisqu'il permettait de jauger la popularité du gouvernement à la suite des nombreuses défections sur sa gauche. Dans une même journée, Duplessis, Hamel et Édouard Lacroix se rendent successivement dans la même salle d'assemblée pour y défendre leurs candidats respectifs. *Le Devoir* garde un mutisme désarmant. Deux blocs-notes y font mention, l'un pour souligner que, malgré la surchauffe, il n'y a pas eu de rixe lors d'un meeting contradictoire, le second commente les résultats en termes de chiffres au lendemain du scrutin ²⁷⁹.

À l'heure de ce grand débat (1936-1937) qui marque au Québec un tournant politique et qui nous semble *ressenti comme tel par les agents en présence*, *Le Devoir* s'accommode d'un rôle de spectateur. Alors que les débats en chambre prennent un tour acrimonieux à cause même des déceptions essuyées par les dissidents qui ont pris conscience d'une imposture, le journal jette un regard réprobateur sur le chahut dont l'Assemblée est le théâtre, sans jamais s'interroger sur le contenu de ces échanges, sans même s'apercevoir que la partie se jouait à ce moment-là ²⁸⁰.

Un des derniers blocs-notes de la période étudiée est plein d'enseignements. Nous nous permettons d'en tirer un extrait important pour mieux y revenir par la suite. Parlant d'un projet relatif à la réorganisation des tribunaux, Georges Pelletier s'exprime en ces termes :

Il y a là des dispositions qui paraissent très raisonnables, à première vue, d'autres qui demandent réflexion et, dans l'ensemble, c'est l'une des mesures les plus importantes que députés et conseillers législatifs aient eu à étudier depuis février dernier, au cours d'une session fort chargée de législation de [153] tout ordre mais qu'on a tant soit peu perdue de vue à cause des incidents de nombreux débats et du ton de certaines attrapades - qu'on souhaitera ne pas voir recommencer (sic) ²⁸¹.

²⁷⁸ Le 24 février 1937.

²⁷⁹ Les 12 et 18 mars 1937.

²⁸⁰ Blocs-notes des 3 et 4 mai 1937.

²⁸¹ 21 mai 1937.

À remarquer, pour commencer, que c'est le seul écrit au sujet d'un projet jugé des plus importants. Le lecteur n'est pas mieux informé qu'auparavant. Le moment est plutôt saisi pour morigéner les députés sans même faire de distinctions. Effectivement, cette citation parle d'elle-même ; il serait superflu d'épiloguer davantage sur celle-ci.

Le seul point de rencontre du Devoir avec la pratique politique de cette période porte sur l'électricité. Le tableau III K révèle qu'à une dizaine d'occasions le journal s'y est intéressé ²⁸². Il est cependant nécessaire d'ajouter qu'à aucun moment il ne s'est penché sur la législation en cours, à ce sujet. Parler en termes de point de rencontre n'est donc pas tout à fait juste : *Le Devoir* tient plutôt des propos en parallèle avec la pratique politique. Il faut reconnaître au départ que le journal, et son directeur-gérant en particulier, se trouve somme toute un peu embarrassé quant à la définition d'une politique de l'électricité. Anti-étatiste, presque d'instinct, il désire qu'on épuise tous les moyens, y compris la menace de l'étatisation, avant d'y avoir recours ²⁸³. Inclinant pour une commission autonome de contrôle, il appréhende toute initiative plus audacieuse pour le moment. Aussi est-il contraint de ménager un peu les deux parties et de manifester de l'indulgence envers les velléités du gouvernement. De toute manière, Georges Pelletier met en garde le lecteur contre la précipitation, et recommande beaucoup de prudence ²⁸⁴. Un des arguments invoqués touche la pénurie de techniciens canadiens-français qu'il faudrait former avant d'instituer un régime d'État. Car, pour lui, il serait inadmissible, en raison de son nationalisme, d'embaucher des techniciens qui ne soient pas des nôtres...

Bref, le journal ne néglige pas ce problème. De la mi-février à la mi-avril 1937, Émile Benoist, courriériste parlementaire à Ottawa, entretient le lecteur dans un article de plus de vingt tranches épisodiques sur les expériences étrangères dans le domaine : Roosevelt aux États-Unis, la Scandinavie, etc. Néanmoins, *Le Devoir* se montre très réticent au moment de l'action. Cette circonscription un peu tardive ne pouvait qu'encourager la modération intéressée du gouvernement. C'était, par conséquent, désavouer tout un mouvement à la minute de vérité.

[154]

²⁸² Dont quatre éditoriaux, les 31 décembre 1936, 4 janvier, 6 février et 13 mars 1937.

²⁸³ Georges PELLETIER, *Le Devoir*, 31 décembre 1936.

²⁸⁴ Éditorial du 20 mars 1937, intitulé « Aller vite ou savoir où nous allons ».

À tous les stades de son évolution, l'Action libérale nationale n'est pas suivie par celui-là même qui fait profession de l'appuyer. Envers l'Union nationale, *Le Devoir* adopte la même attitude. Il offre à l'occasion des cautions morales. C'est le plus loin où il peut se rendre. Nous ne pouvons conclure qu'à un constat d'impuissance chronique : le journal parvient au moment du commentaire à censurer ce qu'il a appris dans ses pages d'actualité. Cette autocensure indique combien l'inaction pouvait avoir atteint profondément les éditorialistes.

Conclusion

L'orthodoxie défendue par Georges Pelletier et Omer Héroux se retrouve spontanément dans la logique politique de ce qu'on est convenu d'appeler l'Ancien Régime - valeur qui n'a de sens, rappelons-le, qu'à titre de représentation, d'image. Rationalisation parfaite, répondant aux impératifs d'ordre et de durée politiques, cette reproduction idéale de l'organisation sociale s'offre comme la finalité ultime ; mais parce que absolue dans ses conditions d'existence - elle est ou n'est pas -, ne pouvant donc pas souffrir de situations intermédiaires propres à un cheminement, elle ne peut non plus servir de limite désirable. Elle est donc foncièrement irréalisable et ainsi comprise par ces auteurs. Par contre, même dans l'abstrait, ceux-ci ne prisent pas outre mesure l'autoritarisme. D'abord, ils lui refusent l'accès à la cité sans la garantie de la durée et, par voie de conséquence, repoussent les formes dictatoriales contemporaines qui sont déjà perçues comme passagères et aléatoires. Quant à l'absolutisme même en régime monarchiste, on n'en voit nulle part l'apologie ; si bien que l'Ancien Régime ne sert en définitive que de toile de fond même s'il est employé comme critère d'évaluation des autres. Il pèse lourd cependant lorsqu'on le repère dans les attitudes du journal.

L'autorité envisagée dans l'optique de l'Ancien Régime permet presque de transcender la réalité sociale qu'elle recouvre ; c'est du moins dans cette vision qu'elle semble perçue. Cette gouverne paraît enviable parce que, précisément, elle n'est pas atteinte, selon toute vraisemblance, par l'animation au niveau infraétatique. La représentation idéale propose un politique éthéré : un souverain dissocié de ses sujets au versant ascendant, et des réalisations qui se projettent dans l'avenir - au-delà du temps - au versant descendant. Or, au fond, Georges Pelletier et Omer Héroux ré-

clament précisément une forme d'autorité ainsi dégagée des contraintes immédiates. Là s'explique en partie cette distance entre eux et la condition sociale de leur époque. À les lire, on se doute à peine qu'il y a crise. Et [155] celle-ci n'est évoquée que dans la mesure où elle affecte le fonctionnement de la gouverne et, en particulier, les coffres de l'État. Regard tourné exclusivement vers les problèmes de l'autorité en tant qu'autorité, *Le Devoir* traite ces problèmes de gérance comme un siècle et demi auparavant les gazettes pouvaient entretenir leurs lecteurs des réformes de Necker.

Mais, comme nous le disions au début, l'Ancien Régime ne pouvant être, en théorie, réformé ou adapté, absolu dans ses exigences d'existence, il ne permet donc aucun accommodement à notre société. Ceci revient à dire que par définition toute tentative orthodoxe de construction du social sera nécessairement dépourvue de sa coupole politique, donc vouée à l'échec.

Or, en plus d'interdire au Devoir l'accès à la gouverne, dans la formulation de ses représentations, ce cloisonnement étanche l'empêche d'envisager l'agir selon une perspective politique. Très habiles à détecter l'action de l'adversaire sous ses formes les plus diversifiées, Pelletier et Hérroux sont comme frappés de paralysie au moment venu de produire, soit une image du *nous*, soit un projet à l'intention de ce nous condamné à demeurer informé. L'agir collectif leur échappe à tous les niveaux : aux stades de la prise de conscience du nous, de la combinaison des forces, de l'organisation, de l'institutionnalisation de la gouverne et, finalement, de l'expression de la gouverne par la législation ou l'administration. *Le Devoir* est privé de mouvement. Et son idéologie de base le conditionne encore davantage puisque ce n'est que par le sommet - inexistant - que doit venir l'inspiration de l'action.

Si Rioux et Dupire réalisent un déblocage, une trouée, ils n'en demeurent pas moins récupérés aux moments critiques, c'est-à-dire au stade de l'insertion de leurs nouvelles valeurs à l'ensemble du tableau. Pour autant qu'ils sont originaux, leurs propos se tiennent en marge de l'idéologie, donc sans point d'appui ; et leur isolement est mis en relief par leur manque de correspondance entre eux. En dépit de cette faiblesse marquée, ces auteurs annoncent une rupture à venir, un cadre à rompre ; c'est l'amorce de l'éclatement du fragment.

Rioux, qui conditionne la gouverne à son groupe de référence, parvient à une idée cohérente de l'autorité. À l'opposé, Dupire, un peu démuni à cet égard, demeure impuissant à créer un modèle de gouverne en remplacement.

Pour ce qui est de l'aspect organisationnel de l'action, Dupire se rapproche sensiblement de Héroux et Pelletier. Il semble aussi divisé qu'eux. Cependant, il s'en distingue par son contact avec les politiques en voie de formation. Si au versant de la gouverne en tant qu'autorité, il est [156] conforme à l'esprit général du Devoir, il s'en dissocie franchement au versant de la prise de décision. L'objet même de sa réflexion le contraint à une démarche plus circonscrite. De ce fait, émerge presque spontanément un foisonnement de problèmes. Par le truchement de sa classe pivot, Dupire tente d'assurer une certaine cohérence à des considérations qui risquent de le disperser. Effectivement, il est débordé ; apparaissent le chômage, le travail de la femme, etc., qui l'obligent à faire éclater son cadre de référence un peu trop étroit. Souvent dépassé par les événements, Dupire n'en demeure pas moins, avec Rioux, plus près de la pratique sociale. La crise est toujours présente dans ses textes. Elle a un sens, une portée. Elle est vécue, sans doute à la façon d'un notable, sentie ; alors que chez Héroux et Pelletier, elle est pratiquement ignorée. Et c'est par elle qu'il atteint le politique. Ainsi Dupire y parvient par son objet qu'il l'y incite fortement ; sa spécificité le restreignant avec le temps, à une vision moins confortablement globalisante. L'élan subit bien sûr un freinage idéologique assez puissant. L'environnement ne peut que contribuer à le comprimer davantage. Malgré cette forte résistance, le social débouche sur le politique. Il est alors permis d'exprimer cet événement en termes de déblocage.

D'après un objet tout autre, Rioux pour sa part reconstruit un univers pseudo-politique comme suite à un cheminement bien différent de celui suivi par Dupire. Néanmoins, ces deux francs-tireurs se rejoignent en ce que leurs démarches respectives s'inspirent d'une prise de conscience analogue ; dans ces deux cas, il s'agit bien d'un contact avec un concret économique et social.

À cette vision de la gouverne s'accommode à merveille un aperçu rentier de la société. Très éloquent chez Dupire, il est discernable également chez Pelletier et même Héroux, qui s'inquiètent énormément des finances publiques et forcément de leur incidence sur la fiscalité. Une autorité confinée à la surveillance du bon ordre et tout à la fois sensible aux abus des gros capitalistes perçus, pour les besoins de la cause, comme des agents de désordre social, voilà très brièvement résumée leur

conception de la gouverne. Avec Rioux, ils défendent en somme les intérêts des petits propriétaires et, sans trop en avoir l'air, le statut d'une élite de profession libérale, celle-là fortement liée dans son existence au maintien d'une classe dite moyenne qui, d'après sa situation, ne pourra être que modérée.

[157]

L'APOLITISME DES IDÉOLOGIES QUÉBÉCOISES.
Le grand tournant de 1934-1936.

Deuxième partie

LA RECHERCHE D'UNE MYSTIQUE

[Retour à la table des matières](#)

[159]

Deuxième partie.
La recherche d'une mystique

Chapitre II

La Relève, une mystique à prétention universelle

Introduction

[Retour à la table des matières](#)

La Relève inaugure dans les années 30 une forme de discours qui se veut en rupture avec son entourage idéologique. Sous la direction conjointe de Robert Charbonneau et Paul Beaulieu, la revue paraît pour la première fois en mars 1934, moment qui correspond au Québec à une prise de conscience face à la crise. L'expérience, le vécu des cinq années précédentes, incite quelques jeunes à se définir par rapport à leurs aînés. Aussi, la revue se livre-t-elle au procès de notre société. Sans verser dans le réquisitoire pour le plaisir du réquisitoire, elle s'engage à renouveler la face du monde par une forme de régénérescence de l'homme qui opère un retour aux sources. Mouvement foncièrement mystique, il n'atteindra le politique que dans son prolongement.

I. - Le procès d'une société

1. Le constat

[Retour à la table des matières](#)

La Relève légitime son existence en fonction d'un diagnostic qui révèle un état pathologique avancé du social. Elle se veut réaction à une situation intolérable qu'il faut corriger en profondeur. Toute la logique de son engagement découle de cette première prise de conscience.

La source du mal remonterait à la « fausse Renaissance » par opposition à la vraie, qui, elle, demande à être engagée ²⁸⁵. Expression de l'individualisme forcené, la première aurait, au cours des siècles, confirmé ses [160] positions par une évolution progressive. Alliage de matérialisme et de rationalisme, l'esprit moderne envahissant n'aurait presque rien épargné sur son passage.

Robert Élie monte en épingle les vertus bourgeoises que les temps ont magnifiées. Elles sont conséquentes à une rupture entre le temporel et le spirituel qui se traduit dans les faits par le clivage qui séparera l'Église et l'État. ²⁸⁶ La « soumission au charnel ²⁸⁷ » devenue nécessité s'inscrit dans la logique du temporel proposé comme fin absolue. Dans cette foulée, intervient le culte de la raison pure : « le rationalisme se donne partout des droits de propriétaire ²⁸⁸ ». L'homme devient habilité à tout réduire à sa mesure. Et le tableau demeurerait incomplet si l'esprit d'hédonisme ne venait compléter cette équipée.

Roger Duhamel, décrivant avec nostalgie la mort lente des corporations que les siècles du modernisme achèvent dans l'euphorie de l'émancipation, poursuit :

²⁸⁵ Claude HURTUBISE, « Compassion pour une jeunesse catholique », *La Relève*, 1er série, 2e cahier, avril 1934, p. 29.

²⁸⁶ Robert ÉLIE, « Rupture », *La Relève*, 2e série, 1er cahier, 1936, p. 173.

²⁸⁷ Ibid., p. 175.

²⁸⁸ Ibid.

L'esprit chrétien, base de tout ordre social sain, est battu en brèche par les idées encyclopédistes naissantes. À la charité succède un égoïsme calculateur et mesquin, l'exclusivisme fait place à la solidarité professionnelle ²⁸⁹.

Le matérialisme, comme caractéristique plus globale, marque selon la revue tout ce mouvement, et ce, dans son élan comme dans son aboutissement.

Progressivement, au cours des premières années de la revue, se dessine un profil des aspirations contemporaines que campe à merveille le bourgeois. Prototype et incarnation de ces aspirations combinées, il sert à identifier dans le concret l'esprit même que par des références multiples la revue offre comme repoussoir :

(Un bourgeois) ... c'est, dans quelque milieu qu'il appartienne, tout individu incapable d'élévation spirituelle, mystique ou intellectuelle, rivé à sa vie terre-à-terre, jaloux de ses aises, hostile aux pauvres, insoucieux de l'art, un être mesquin qui place le centre du monde dans le bien-être de son ventre et de son compte de banque et qui se retranche derrière la moralité et la décence comme derrière un rempart qui protège ses écus et la tranquillité de sa digestion ²⁹⁰.

Quoiqu'elle nie au bourgeois l'aptitude rationaliste que Robert Élie lui accorde, cette description ramasse en termes directs des attitudes que *la* [161] *Relève* préfère normalement condamner dans un langage plus abstrait et plus universel. Car, au fond, la revue s'oppose avant tout à une culture qui déborde même le contenu de l'idéologie. Ses allusions au libéralisme, par exemple, ne posent ce courant que comme manifestation d'un malaise beaucoup plus profond. L'individualisme en marche, le matérialisme, etc., perçus de façon très précise, demeurent des valeurs plus significatives à ses yeux. Les idéologies des temps présents seraient des dérivées de ces premières options. En conséquence, la critique sociale de la revue s'en tient plutôt à un niveau très général qui ne donne aucune prise à des problèmes précis. Le désordre est ; c'est un *donné* qui dispense d'une argumentation plus élaborée. Les symptômes sont trop évidents pour qu'il soit nécessaire d'en approfondir l'examen. Si bien que les allusions au chômage sont rares. Aucun article, si bref soit-il, ne lui est consacré. La *crise* dans son contenu économique et social, n'est pas retenue. Le recours à une

²⁸⁹ Roger DUHAMEL, « À travers l'histoire des corporations », *La Relève*, 1er série, 6e cahier, 1934, p. 130.

²⁹⁰ Paul DUMAS, « Léon Blois », *La Relève*, 1er série, 8e cahier, mars 1935, p. 186.

terminologie plus « noble » et plus générale permet un effet plus intense et plus diffus. Sur le ton du catastrophisme, il sera aisé de parler de « civilisation mortellement blessée ²⁹¹ » de « désordre ²⁹² », de « déchéance du monde actuel ²⁹³ ». Claude Hurtubise écrit que « le monde dans sa forme actuelle n'est plus viable, il conduit aux pires catastrophes, ... la crise, ajoute-t-il, est d'abord métaphysique... » Bref, « le monde est sans âme ». Aussi peut-il arriver à la conclusion qu'« encore une fois, il est acquis pour nous que le monde entre dans une période révolutionnaire décisive ²⁹⁴ ». Encore faudra-t-il préciser de quel grand soir il s'agit ; Roger Duhamel partant de l'hypothèse que la crise est morale avant d'être économique, pose la nécessité d'une révolution intérieure. Selon *La Relève*, tout est là dans l'homme à refaire de l'intérieur.

Certaines observations s'imposent à ce stade de la clinique sociale telle que la revue la réalise. Hormis la brièveté du diagnostic, une double constatation est susceptible d'éclairer le cheminement à venir : cette approche propre à *La Relève* s'inspire ouvertement et consciemment de la revue personnaliste *Esprit*, fondée quelques années auparavant par Emmanuel Mounier. Or, en comparant les deux revues, à la même époque, une différence fondamentale les distingue : autant *Esprit* est sensibilisée à l'action politique qui l'entoure, autant *La Relève* se réfugie dans les univers [162] éthérés de la critique sociale où le politique est considéré comme une valeur négligeable auquel on ne réserve que quelques allusions fugitives.

Les livraisons de 1934 à 1936 de *Esprit* - pour fixer une correspondance avec *La Relève* - touchent à de multiples aspects de la chose publique ; les considérations d'ordre théorique côtoient des observations sur l'actualité. Les grands développements sur la révolution personnaliste et communautaire, la propriété, le fascisme et ses pseudo-valeurs spirituelles sont relayés par des exposés plus circonscrits quant à leur objet : les « problèmes ouvriers » ; le syndicalisme, la fonction publique, « la crise de la démocratie et la réforme de l'État », « la médecine dans le monde de l'argent », etc., servent d'intermédiaires à des sujets encore plus immédiats, comme

²⁹¹ Claude HURTUBISE, loco cit., « De la révolution spirituelle... préliminaires », 2e série, 3e cahier, novembre 1935, p. 78.

²⁹² R. CHARBONNEAU, « Jeunesse et Révolution », *La Relève*, 2e série, 1er cahier, septembre 1935, p. 3 ; « Note sur la jeunesse », 2e série, 4e cahier, p. 100.

²⁹³ Robert ÉLIE, « Rupture », *La Relève*, 2e série, 6e cahier, p. 172. Déjà les nôtres s'attaquent au désordre établi.

²⁹⁴ Ibid.

la crise monétaire, la conjoncture européenne, l'Allemagne...²⁹⁵ Le ton dénonciateur force, à l'avant-scène des figurants, des acteurs historiques de demain : « la vérité sur l'Afrique équatoriale française », « la colonisation... » dont l'Indochine²⁹⁶. Des chroniques régulières sur des problèmes d'actualité politique garnissent régulièrement les dernières pages de la revue²⁹⁷.

Donc, déjà à l'étape du constat, *La Relève* maintient une vision très indistincte des réalités sociales et se satisfait d'une approche globale et morale des choses. Le politique est exclu de son champ d'observation : il [163] n'est perçu qu'à titre d'appendice ou encore de manifestation d'un mal se situant ailleurs. Par contre, on est en droit de s'interroger sur les fondements de cette distanciation par rapport à la revue mère.

Force nous est de nous demander si effectivement *La Relève* s'inscrit en filiation aussi étroite avec *Esprit* que ses promoteurs veulent bien le laisser croire. Les renvois aux maîtres français de cette école abondent dans les écrits de Charbonneau, Hurtubise et cie. Les apparences pourraient induire à une conclusion pour le

²⁹⁵ Des numéros entiers sont fréquemment consacrés à un sujet exclusif :
 « La Révolution personaliste », 3e année, n° 27, décembre 1934 ;
 « L'art et la Révolution spirituelle », 2e année, n° 25, octobre 1934 ;
 « La propriété », 2e année, n° 19, 1er avril 1934 ;
 « Le fascisme, pseudo-valeurs spirituelles », 2e année, n° 16, 1er janvier 1934 ;
 « Les problèmes ouvriers », 4e année, n° 42, 1er mars 1936 ;
 « Le syndicalisme », 4e année, n° 4, 1er juillet 1936 ;
 « Le fonctionnaire », 4e année, n° 40, 1er janvier 1936.

Articles séparés :

D. VILLEY, « L'or, fausse monnaie ? », 3e année, n° 26, 1er novembre 1934, pp. 231-279 ;

E. LÉVINAS, « Quelques réflexions sur la philosophie de l'hitlérisme », 3e année, n° 26, 1er novembre 1934, pp. 182-198 ;

Aldo DAMI, « La crise de la démocratie et la réforme de l'État », série : 3e année, de mars 1935 et numéros suivants.

Dr A. VINCENT, « La médecine dans le monde de l'argent », 2e année, série de juin à décembre 1934 ;

« Les années d'apprentissage de Karl Marx », à propos du volume d'Auguste CORNU, Karl Marx, l'homme et l'oeuvre, série : avril, juin, septembre et octobre 1935.

²⁹⁶ Livraison consacrée à la colonisation, 3e année, n° 39, 1er décembre 1935. L'article de Marcel HORNET, « La vérité sur l'Afrique équatoriale française », 2e année, n° 18, 1er mars 1934, pp. 916-954.

²⁹⁷ Par contre, que deux articles très courts qui témoignent d'un certain détachement envers le Front populaire : A. PHILIP, « St-Agnès », 4e année, n° 43, avril 1936, pp. 35-38 ; A. DAMI, « Élections », 4e année, n° 43, avril 1936, pp. 29-34.

moins hâtive. Une confrontation des deux publications serait susceptible d'apporter bien des éclaircissements. Sans s'arrêter à la présentation, au format, au volume, etc., qui confèreraient tout de go un caractère collégien à *La Relève*, elle pourrait probablement dévoiler nombre de divergences imprévisibles. Notre tâche portant sur un aspect assez précis de cette revue, il ne nous apparaît pas pertinent d'entreprendre un tel parallèle. Qu'il suffise pour le moment d'en retenir le fait. Dès lors, l'interrogation se porte vers des facteurs exogènes à la revue *Esprit* et endogènes au bagage idéologique de *La Relève*.

La revue se veut en *rupture* avec le passé. Son évaluation du désordre ambiant entretient de fortes prétentions à l'originalité. En un mot, elle se pose en avant-garde par rapport à son milieu. Or, cette prise de position n'est pas aussi originale qu'elle le croit et s'inspire largement d'une tradition bien enracinée au Québec à cette époque. Il y a écart, bien sûr, mais d'un ordre plus restreint : il s'agit en l'occurrence d'une différence de niveau qu'il nous reviendra d'explicitier. Ce n'est pas la constatation du désordre qui la distingue des autres, mais la manière dont cette prise de conscience est vécue. Le vocabulaire servant à décrire la situation donnée demeure en stricte conformité avec le langage de l'orthodoxie nationaliste. Pour ne s'en tenir qu'au XX^e siècle, il ne suffit que de feuilleter au hasard d'une bibliothèque les pages du grand répertoire. Bourassa et Groulx à sa suite, pour ne nommer que ceux-là, ont pourfendu l'esprit de la réforme que charrie le libéralisme moderne ²⁹⁸.

C'est donc dire que l'inédit des propos, dont se réclame cette jeunesse en rupture avec ses antécédents, n'est fondé que sur l'illusion que l'ignorance leur permettait d'entretenir. Néanmoins, comme nous l'avons laissé entendre, le vécu face au « désordre » occasionné par la crise est peut-être plus intense ; il contraste avant tout par son caractère métaphysique. Il se pose à un niveau distinct, propre à *La Relève* qui en garde l'exclusivité. Antérieurement, le constat était sensiblement le même, mais ne portait aucune atteinte au moral des intéressés. Dans ce cas-ci, il provoque un état [164] d'âme : l'angoisse. Robert Charbonneau l'exprime mieux que tout autre dans un article intitulé « Jeunesse et Révolution » :

Le matérialisme n'offre plus rien aux jeunes pour les distraire de leur angoisse. Ils arrivent à l'âge d'homme dans un monde fermé qui n'a rien pour

²⁹⁸ Entre autres ouvrages : H. BOURASSA, *Femmes-hommes ou hommes et femmes ?*, p. 4 ; L. GROULX, *Orientations*, p. 33.

eux, quelle que soit leur compétence ou leur valeur, et, ce qui est pire, ne leur laisse aucun espoir positif pour l'avenir ²⁹⁹.

Le chaos et la ruine parviennent à habiter *La Relève*. La menace ne se tient plus à l'extérieur ou au seuil, elle envahit l'intérieur et provoque le désarroi. C'est à partir de cette situation partagée avec le monde, à partir d'une communauté de situation, qu'elle tente de renverser le mouvement. Dans cette optique, le nous ainsi constitué dépasse le cercle étroit de la revue, pour rassembler tous ceux que le siècle atteint dans la profondeur de leur être. En somme, *La Relève* se veut un phare pour orienter les uns, ce nous qui apprécie le guide dans la nuit, et aussi à l'intention des autres, pour affirmer ce qu'est la lumière en contraste avec les ténèbres qui aujourd'hui les enveloppent. Ce premier stade, la prise de conscience, circonscrit un nous assez flou, indistinct, presque vaporeux.

Disponible, la revue scrute en seconde instance l'univers des possibles, devant une telle stagnation morale, que leur offrent les autres, hormis bien sûr, le libéralisme, oeuvre de mort ?

2. Les possibles, ou le communisme, vis-à-vis quasi exclusif

[Retour à la table des matières](#)

Le communisme comme mouvement et très peu comme parti jouit d'une position privilégiée sur l'échiquier idéologique de *La Relève*. Il ne sert pas d'interlocuteur mais tout simplement de contraire plus ou moins irréductible. Selon les auteurs qui l'abordent, il est comme un élan révolutionnaire anticipateur, ou systématiquement rejeté comme modèle à combattre, c'est alors le repoussoir classique.

Robert Charbonneau et Robert Élie, chacun à sa manière et selon des démarches différentes, mettent en relief l'expérience communiste. Le premier, dans un article intitulé « Jeunesse et Révolution », manifeste une sympathie à l'endroit de la révolution russe qui à sa suite a déclenché une réaction en chaîne ; par sa remise en cause de l'ordre établi, elle a sensibilisé les esprits encore disponibles au besoin de régé-

²⁹⁹ *La Relève*, 2e série, 1er cahier, septembre 1935, p. 3.

néer l'homme par la révolution ³⁰⁰. Son grand mérite est alors d'avoir forcé ses contemporains [165] à une prise de conscience. Il lui sait donc gré d'avoir amorcé le processus. Le lieu de la rupture se situe pour lui au stade proprement politique du renversement nécessairement violent d'un état de fait inacceptable. Pour l'auteur, comme il sera explicité un peu plus loin, le mode à adopter se propose plutôt d'opérer une révolution dans les esprits avant de l'engager dans les institutions. Effectivement, cette dernière étape ne fera jamais l'objet d'approfondissement.

Si Robert Charbonneau s'intéresse un peu à la dérobée au communisme, il n'en est pas de même pour Robert Élie qui s'applique à développer sa pensée en l'opposant, comme antithèse et antidote à la fois, au marxisme. Excluant d'office le libéralisme comme irrecevable dans les réalisations mêmes dont il se réclame, l'auteur réduit l'aire des possibles à un choix manichéen entre le communisme et le catholicisme. Tous deux de portée universelle, mais irréductibles l'un par rapport à l'autre, ils sont mis en opposition. C'est la lutte classique entre le matérialisme perçu comme (étant) à l'état pur, en conflit avec le spirituel, « l'homme total » du communisme confronté à « la personne » du catholicisme. Cette problématique assez courte n'offre, il va sans dire, rien de particulièrement original. Il était de bonne guerre à l'époque de réduire toute altérité idéologique à un combat entre la chair et l'esprit. Cette même terminologie est reprise à l'envi par l'auteur qui, un peu à son insu, prolonge une tradition presque séculaire au Québec. L'argument ultime porte sur l'homme.

Le communisme, en voulant solidariser les êtres par ce désir de satisfactions charnelles ne fait que détourner l'homme... Il nie un climat intérieur qui, seul, peut permettre la communauté ³⁰¹.

Malgré sa prétention à vouloir rendre à l'homme sa dignité, le communisme la combat par son matérialisme. Son intention de communion ne serait qu'un mythe : fondé sur la satisfaction illimitée de « l'instinct », il évacue au même rythme le spirituel ³⁰². Dans cette veine, le communisme devient l'achèvement du monde bour-

³⁰⁰ Ibid., pp. 3-6.

³⁰¹ Robert ÉLIE, « Communion », *La Relève*, 2e série, 2e cahier, octobre 1935, p. 45.

³⁰² Ibid., p. 49.

geois ³⁰³. La logique du second aboutit au premier. Pour Robert Élie, le communisme rend plus absolues des valeurs charnelles, matérialistes, que l'hypocrisie bourgeoise tente de dissimuler. La confrontation entre le temporel et le spirituel, autrefois camouflée par le libéralisme, prend aujourd'hui son vrai sens. [166] D'ailleurs, il est revenu à l'Europe de mettre en évidence ce dualisme fondamental ³⁰⁴.

La personne expulsée des finalités du communisme, le recours à la contrainte gagne en légitimité : « il ne reste plus au communisme qu'à déchaîner des forces physiques ³⁰⁵. » Il s'adresse désormais à une *masse indifférenciée* qui justifie l'emploi des mesures despotiques. La communion que se propose d'établir le communisme ne s'appuie pas sur la personne mais se fonde exclusivement sur une institutionnalisation des rapports sociaux. L'État commande aux agents un comportement et leurs gestes répondent à un stimulus de soumission et non de coopération.

Robert Élie résorbe le communisme à une question étatique qui trouve son expression véritable dans la tyrannie. Dominée à l'origine par des exigences économiques, cette idéologie, selon lui, en respectant ses postulats conduit à l'esclavage. Entraîné dans cet engrenage, l'homme est ramené, à l'instar du capitalisme, aux impératifs du strict productivisme.

C'est assez dire que le politique, providence de ce monde, aura pour tâche de procurer des satisfactions hédonistes à un homme qui se définit par ses instincts ³⁰⁶.

La condamnation rejoint ici la semonce traditionnelle. Elle la confirme davantage dans ce même texte lorsque l'évocation des représentations orthodoxes vient illustrer l'étendue du danger.

Nous sommes devant l'homme abstrait celui qui ne peut que se chiffrer. Détaché, amputé du spirituel, arraché du sol, et de tout ce qui lui permettait une certaine dignité personnelle : famille, propriété, on le voit crier dans les

³⁰³ Robert Élie, dans « De l'esprit bourgeois », écrit : « Le libéralisme, le communisme, l'inertie de toutes les institutions politiques et économiques qui tendent à annihiler l'homme sont nés de l'esprit bourgeois », *La Relève*, 2e série, 4e cahier, décembre 1935, p. 114.

³⁰⁴ Robert Élie, « Rupture », *La Relève*, 2e série, 6e cahier, février 1936, pp. 172-177.

³⁰⁵ IDEM, « Communion », p. 45.

³⁰⁶ Ibid., p. 44.

défilés énormes, se solidariser par la misère à tous ses frères qui attendent leur pain ³⁰⁷.

Dépouillée de son revêtement d'époque, cette argumentation s'apparente beaucoup plus à l'apologétique du terroir qu'aux préoccupations du mouvement personnaliste. Quoique assez manichéen, Mounier n'a jamais tranché le sujet dans ce sens. La dichotomie se posait alors entre la personne et l'individu.

La brève réplique de Robert Charbonneau à l'élan communiste respecte par contre en tout point l'orthodoxie personnaliste ; ce qu'il repousse c'est la thèse de l'homme réconcilié et libéré par la seule domination de la nature ³⁰⁸.

[167]

Se tournant vers le fascisme et le nazisme, le directeur de la revue les renvoie dos à dos avec le bolchévisme : dans toutes ces élaborations idéologiques ; la révolution dans la personne n'est assurée que de « façon extrinsèque (25) ». À ce propos, l'absence de critique systématique envers le fascisme marque une distanciation importante d'avec la publication mère. *Esprit* combat vivement les forces d'extrême droite à cette époque, alors que *La Relève* se montre, par l'intermédiaire de ses collaborateurs, d'une complaisance assez symptomatique à leur endroit. Ce clivage entre les deux revues est d'autant plus grand que la menace fasciste était au Québec probablement plus présente - quoique à un très faible degré - dans les milieux dits intellectuels que pouvait l'être l'influence tout simplement marxiste.

De toute manière, Robert Charbonneau parvient à se rallier à la problématique personnaliste même si, dans les faits, la revue ne sera pas toujours très vigilante envers le fascisme.

Non partisan d'une révolution communiste ou fasciste, mais d'un changement qui sera spirituel si nous voulons, ou matérialiste si nous attendons la révolte des esclaves ³⁰⁹.

Puisque l'ordre présent est parvenu à un tel degré de turpitude, Charbonneau en conclut qu'il rend la révolution inévitable. Le changement nécessaire ne s'impose plus selon une alternative entre la réforme et la révolution, car désormais la révolution

³⁰⁷ Ibid., p. 45.

³⁰⁸ « Jeunesse et Révolution », *La Relève*, 2e série, 1er cahier, septembre 1935, p. 5.

³⁰⁹ Ibid., p. 4.

sera. Acculé au mur, il reste à savoir de quel type de révolution il s'agira. Les mouvements qui se sont concrétisés dans les institutions se sont inspirés d'une conception à « rebours de l'individualisme » dont ils sont une conséquence, « faute, précise Robert Charbonneau, d'un retour assez lointain dans le passé ³¹⁰ ».

La revue se confronte toujours à des mouvements, des idées ou encore, plus globalement, à des cultures. Mais les agents porteurs de ces valeurs jouent un rôle plus qu'effacé. Ils servent à titre d'auteurs sur lesquels on s'appuie ou encore que l'on repousse au moment d'une argumentation. L'altérité en termes d'agents qui s'opposent demeure totalement absente du discours. L'adversaire pourra parfois sembler être stéréotypé par la caricature mais, à l'examen, il se révèle clairement qu'elle sert non pas à désigner l'autre en tant que personne, mais plutôt l'autre en tant que mouvement. Elle est employée pour incarner, aux fins de la démonstration, un ensemble de valeurs contre lesquelles le lecteur est invité à combattre.

[168]

Alors que *Le Devoir* va s'attarder à personnaliser des valeurs au risque plus souvent qu'autrement de les oublier en cours de route, *La Relève* fait abstraction des agents-porteurs au profit des courants qui les véhiculent. La lutte est appelée à s'engager sur le terrain de la symbolique et de la diffusion. Robert Élie précise que l'enjeu repose sur une prise de conscience, ainsi s'explique une stratégie axée presque exclusivement sur la communication :

Il semble urgent et de tâche nécessaire, d'éclairer le monde, plus que de combattre l'ennemi qui est un esprit non incarné. Satan ne se vainc pas par les armes de la chair que ce soient les barricades ou la politique. Tout cela ne vaut que nourri d'un jaillissement intérieur ³¹¹.

L'homme nouveau devra émerger d'une action intérieure ; c'est, totalement absorbée par elle, que la revue s'engage dans un type d'action qui lui sera propre.

³¹⁰ Ibid.

³¹¹ Robert ÉLIE, « Rupture », *La Relève*, 2e série, 6e cahier, février 1936, p. 177.

II. - La révolution de La Relève

1. La Révolution : le nouveau nous

[Retour à la table des matières](#)

La Relève entretient de fortes prétentions à l'innovation. Au cours de sa première année d'existence, la revue entreprend une action toute symbolique qui mise sur un renversement de valeurs par le truchement de la spiritualité et de l'esthétique. L'universalité de ces deux composantes sert de garantie à un double dépassement : dépassement des valeurs matérialistes, mais aussi, dépassement d'un matérialisme bien *d'ici*.

Le catholicisme offre un « terrain de rencontre » à nul autre pareil. Par delà les particularismes de races et de nationalités émerge une conception universelle de l'homme ³¹². Néanmoins cet élan va souvent chercher son dynamisme auprès d'expériences traditionnelles : l'évocation aux vies de saints sert même de point d'appui dans certains cas.

Les arts et les lettres jouissent au départ d'une position privilégiée qui leur sera un peu ravie au cours de la deuxième année, quitte à être reprise [169] en main un peu plus tard. À partir de son catholicisme, *La Relève* compte implicitement réaliser certains changements par l'action esthétique :

... la crise, le désarroi spirituel d'un grand nombre d'adeptes du matérialisme, qui aujourd'hui déchantent, rendent plus imminent notre devoir laïc dans les lettres comme dans les arts en général ³¹³.

En dernier ressort, la revue se propose de « prendre position devant toutes les questions : politique, littérature, sociologie ³¹⁴ ».

Dans son ensemble, la direction engage avant tout une action destinée, écrit-elle, à restituer au monde la primauté du spirituel. Les premiers numéros témoignent de

³¹² La Direction, « Positions », *La Relève*, 1er série, 1er cahier, mars 1934, p. 2.

³¹³ Ibid.

³¹⁴ Ibid.

cette préoccupation mais selon une démarche prudente. Dès le premier article, la revue fait sienne un mot de Maritain qui, à son dire, résume ses intentions :

Nous ne luttons pas pour la défense et le maintien de l'ordre politique et social actuel. Nous luttons pour sauvegarder les éléments de justice et de vérité, les restes du patrimoine humain, les réserves divines qui subsistent sur la terre, et pour préparer et réaliser l'ordre nouveau qui doit remplacer le présent désordre ³¹⁵.

Devenue mot d'ordre, cette citation révèle bien la position adoptée par la revue durant l'année 1934-1935. Elle lance l'équipe sur la piste de la réforme. Il en sera différemment dès la seconde année d'existence. L'« homme intérieur », si on peut le désigner ainsi, fait son apparition au cours de l'année 1935-1936 et sera accompagné en contrepoint d'un thème nouveau, la révolution. Dès lors, *La Relève* prend une allure plus métaphysique et mystique à la fois. Elle semble avoir trouvé une voie, et donc par le fait même une identité, qui la distingue des autres. Plus étroitement inspirée par le mouvement Esprit auquel les références se multiplient, elle embouche volontiers la trompette de la révolution qui marque une radicalisation dans les intentions de changement. C'est avant tout à cette phase plus originale de la pensée québécoise que nous allons nous attarder sans nécessairement quitter des yeux ses premières ébauches.

C'est donc en termes de *révolution* que *La Relève* s'adresse à son lecteur. Les exemples foisonnent d'appels au renversement absolu des valeurs contemporaines. Comme nous l'avons déjà fait observer, la situation est déjà perçue comme explosive. Il est acquis que « le monde entre dans une période révolutionnaire décisive ³¹⁶ ». La question revient alors à déterminer [170] le type d'action révolutionnaire que *La Relève* est disposée à entreprendre. En d'autres mots, quelle sera sa voie révolutionnaire ?

La réponse ne tarde pas à venir car l'unanimité se fait rapidement à la revue pour affirmer la primauté de l'esprit. Pour contrer le matérialisme, l'emploi de son contraire s'impose sans hésitation. Il se pose comme finalité et comme moyen.

³¹⁵ Ibid., p. 3.

³¹⁶ Claude HURTUBISE, « De la Révolution spirituelle... préliminaires », *La Relève*, 2e série, 3e cahier, novembre 1935, p. 78.

Sous l'influence jumelée de la scolastique traditionnelle et du personnalisme, *La Relève* établit une hiérarchie de valeurs qui la guidera dans toutes ses analyses ultérieures. Elle dégage trois niveaux d'activités chez l'homme, en subordination les uns par rapport aux autres : au sommet : la « vie contemplative » qui conditionne les deux autres paliers, l'éducation ou conquête de la personnalité et, dans les bas-fonds, les ressorts de la vie animale que sont l'économique et le politique ³¹⁷. Tout au long des raisonnements, quels qu'ils soient, la dislocation entre *l'homo sapiens* et *l'homo faber* est partout apparente, quoique la revue s'en défende bien. Vient se superposer à cette première dichotomie, une seconde mettant en opposition la mystique et la raison. Par ce dispositif en étagements étanches, la revue met en évidence le caractère à la fois exclusif et prétendument original de son action.

La revue mise, il va sans dire, sur les valeurs qui occupent le premier rang de l'activité humaine. Dans cet ordre, l'intelligence perçue comme dépassement de la raison poursuit une démarche contemplative la conduisant à la mystique. La problématique abandonne le philosophique pour embrasser le théologique et finalement la mystique. Elle fait intervenir la communion des saints animée par la grâce, communauté qui sous-tend tout cet édifice en paliers.

C'est à partir de ces hautes sphères de l'activité humaine que doit s'amorcer le mouvement susceptible de se « finaliser » dans la révolution totale. À plusieurs reprises, les divers collaborateurs s'entendent pour donner la priorité à l'homme intérieur. La révolution prescrite dans « l'homme d'abord » s'oppose en quelque sorte au « politique d'abord » de l'école maurrassienne. Elle s'inspire de l'esprit comme « principe informant » qui opère de l'intérieur avant de trouver son achèvement perceptible de l'extérieur. La liberté, dont il est rarement question dans ces pages, consiste dans la possession de soi-même ³¹⁸.

[171]

Une première ascèse s'acharne à chasser en soi le « vieil homme », le désordre qui est en soi ³¹⁹. Dans un second cheminement, l'élan mystique pousse la liberté

³¹⁷ Étagement proposé par la Direction dans « Positions, la notion de personne », *La Relève*, 1er série, 7e cahier, janvier 1935, pp. 153-156.

³¹⁸ Ibid., p. 155.

³¹⁹ André LAURENDEAU, « Préliminaires à l'Action nationale », *La Relève*, 2e série, 21e cahier, octobre 1935, pp. 35-36.

vers l'homme intérieur et, finalement, vers Dieu. Cet appel à la sainteté et à l'incarnation de la vérité, s'accompagne plus souvent qu'autrement d'une théologie assez conventionnelle que Robert Élie et Claude Hurtubise font leur aisément. Dans un texte intitulé « Communion », Robert Élie fait le passage d'une vision spirituelle de la vie qui se veut transcendance au monde vers un aperçu plus classique où nommément le catholicisme, de par sa position de médiation, est seul habilité à résoudre le conflit entre la chair et l'esprit. L'auteur poursuit davantage dans un autre article où il célèbre les grandeurs de l'irrationnel qui n'est qu'à l'amour et qui « donne à la raison sa seule raison ³²⁰ ». L'itinéraire à suivre serait de se consacrer à en reconnaître les manifestations, présence de l'infini... Arrivée à ce stade, la réflexion semble interdite au profit de voix intérieures...

La primauté sera accordée à des valeurs « intemporelles » de charité et de bonté. Par contre, la vie communautaire est passablement absente de ce schéma. En dépit d'une fréquence assez élevée dans l'emploi du terme, la communauté demeure confinée à l'étage supérieur, confinée à un type de rapport qui ne donne prise à aucune formalisation. Sa vocation universelle et englobante lui confère en contrepartie un caractère de fluidité qui est d'ailleurs le propre des communions.

La « communauté » secrétée par la pensée personnaliste compromet plus profondément les personnes. Tenue *en deçà* de la communion des saints, pour des raisons probablement stratégiques à l'endroit des incroyants auxquels la revue *Esprit* se voulait accueillante, et tenue *au-delà* de la simple communauté des consciences dans la reconnaissance d'un *tout*, elle se réalise dans des structures identifiables et souples à la fois. Cette dialectique entre les niveaux évitait le cloisonnement que s'impose *La Relève*. Le *nous* personnaliste engage la personne saisie comme un tout, il implique des exigences à tous les niveaux, et *s'intéresse* à tous les niveaux, où d'ailleurs il se réalise. Il se retrouve à tous ces paliers en respectant une hiérarchie qui est la sienne.

Le genre d'action que Robert Charbonneau arrête à l'intention de la revue offre déjà un indice révélateur de sa vision d'ensemble. Se rapportant à ses prises de positions, l'auteur rappelle aux lecteurs les grands axes de son engagement :

[172]

³²⁰ Robert ÉLIE, « Rupture », loco cit., p. 175.

Notre fonction qui est de dégager une doctrine nous imposait de rester libres à l'égard de tous les groupes directement engagés dans l'action. Par ce fait même de son caractère délibérément plus universel, *La Relève* suggérait toutes sortes de possibilités de spéculation ; elle ne s'interdisait aucune critique, elle restait fidèle à sa destination supérieure ³²¹.

Le nous constitué précédemment par une communauté dans l'angoisse, se mue en un nous de communion mystique. Indistinct au premier stade, il se rend maintenant à peine plus saisissable. Au lieu de se préciser dans l'action, il demeure sensiblement égal à lui-même.

2. Le nous social, la patrie, la nation

[Retour à la table des matières](#)

Pour aussi emportée qu'elle soit vers des idéaux illimités et inaccessibles à la raison, la revue affiche un conservatisme fort rassurant lorsqu'il lui arrive de retomber dans l'univers prosaïque des représentations plus concrètes. Le moment de la désignation précise des objets sociaux nous sert de minute de vérité. Sans être solidement échafaudée, se dégage une structure qui, à travers des propos clairs-obscur par l'ambiguïté de leurs modes d'application, révèle les préférences latentes de la revue.

La vie active n'est pas un moyen d'atteindre la vie contemplative, c'est son opposée. Mais la vie contemplative incomplètement vécue est la condition de toute action durable ³²².

Cette affirmation de la « direction » touchant les paliers inférieurs de l'action, résume en quelques mots la perception que se fait *La Relève* du non-mystique.

Le niveau intermédiaire - l'éducation - passe volontiers inaperçu parce qu'il est généralement confondu à des propos moins préoccupés dans l'immédiat à l'établissement d'une échelle de valeurs. Il apparaît de façon diffuse le long de développe-

³²¹ Robert CHARBONNEAU, « Troisième année », *La Relève*, 2e série, 7e cahier, mars 1936, p. 195.

³²² La Direction, « Positions, la notion de personne », *La Relève*, 1re série, 1er cahier, mars 1934, p. 156.

ments littéraires. Il sert également à fixer une stratégie : c'est donc à titre de moyen qu'il sera abordé. Employé comme accès à l'étage supérieur, sa présence ne se pose pas en rupture avec le spirituel, mais en continuité vers lui. L'étage inférieur par contre apparaît plus fondamentalement disjoint des deux autres. C'est davantage à lui que revient la part de vie active par opposition à la contemplative, et l'incompatibilité du niveau suprême par rapport au palier inférieur.

[173]

Certaines tentatives de syncrétisation des trois niveaux manifestent un besoin parfois ressenti d'unifier une construction qui autrement se présente en pièces détachées. Les aperçus de la société idéale sont rarissimes. Robert Charbonneau a eu beau écrire que ce n'était pas aux individus en tant que tels qu'il s'en prenait, mais au régime lui-même ³²³, l'observateur est néanmoins forcé de constater que la revue s'est attachée à renouveler l'homme en laissant passablement de côté l'armature sociale susceptible de le soutenir dans son action. Il y a pour le moins un bris entre la logique de la dénonciation et celle de la reconstitution.

La société dans l'abstrait n'est abordée nulle part. La communauté ne semble avoir de raison d'être dans cette élaboration que dans la mesure où elle renvoie très immédiatement à l'homme individualisé, si bien que le tout n'est saisi qu'à partir des unités qui le composent. Finalement, *La Relève* gravite autour d'une conception très atomiste du social. Le trait d'union qui lie les agents entre eux relève d'une communion hors d'atteinte du concret. Il s'agit bien d'une *communion* mais qui ne contraint ses membres que dans l'abstrait de la mystique. Dans le réel observable, cette communion s'évanouit et renvoie chacun à lui-même dans le temporel sans aucun point d'appui. L'ordre organiquement institué suffira à retenir l'appareil social.

Se voulant conforme à l'interprétation qu'elle retenait de Maritain, à savoir que, contrairement aux perspectives médiévales, le temporel » devait jouir d'une autonomie - à titre de « fin intermédiaire » - bref, se suffire à lui-même d'une certaine manière, *La Relève* adopte une perception dichotomique de l'homme ³²⁴. Par le biais de ce partage « binivelaire » de forte étanchéité, il lui est possible de dissocier avec

³²³ Robert CHARBONNEAU, « Les cahiers noirs », *La Relève*, 2e série, 2e cahier, octobre 1935, p. 58.

³²⁴ Les problèmes spirituels et temporels... d'une nouvelle chrétienté », *La Relève*, 1re série, 5e cahier, octobre 1934, p. 122.

aise les deux cités. Inspirée de « l'idéal historique d'une nouvelle chrétienté » (Maritain), cette conception propose au monde terrestre une « oeuvre commune, non divine mais humaine ³²⁵ ». À la vérité, cette autoconsigne ne sera pas toujours respectée, du moins en *apparence*.

La publication d'un ouvrage de Berdiaeff offre à la revue l'occasion de dévoiler ses aspirations profondes par le biais d'un résumé plus ou moins commenté où se mêlent harmonieusement les préférences de chacun, auteurs et commentateurs ³²⁶. La longueur du texte (cinq pages, alors qu'un grand nombre d'articles jugés importants en comportent moins) et la [174] responsabilité collective assumée par l'ensemble de l'équipe qui signe par le titre de la revue, soulignent l'intérêt que lui portent ses auteurs.

Coiffé du titre même du volume, *Un nouveau Moyen Âge*, le commentaire rappelle l'origine du présent malaise qui remonte, on s'en souvient, à la rupture fatale opérée par l'humanisme renaissant. Depuis lors, l'homme moderne n'a connu que matérialisme, positivisme, socialisme, anarchisme... Seul un retour inconditionné à l'ascétisme médiéval pourra relever notre temps. La régénérescence de l'homme ne s'accomplira que par une nouvelle Renaissance mieux inspirée, fidèle aux sources. À la manière de Lionel Groulx qui préconise un renouvellement du « petit peuple » canadien-français par une réhabilitation des valeurs de conquête propres au Régime français, sans nécessairement rétablir ses structures politiques, *La Relève*, sous l'inspiration de Berdiaeff, sinon par lui, propose un retour aux aspirations médiévales sans une organisation strictement semblable qui, de toute évidence, serait impossible. Placée sous le signe de la lutte religieuse, ce devenir à instituer s'illustrera par son caractère sacré, mettant aux prises le Christ et Satan.

Le texte insiste sur le passage à traverser, qui, dans le concret, se traduira par un retour à la nature, à l'économie rurale, aux métiers. Dans cette cité réformée, la coopération se substitue à la concurrence. Une constante guide imperceptiblement cette démarche de récupération : le recouvrement d'un *ordre* perdu. L'« atomisme moderne », cause d'anarchie, est mis en demeure de céder le pas à la « hiérarchie organique ».

³²⁵ Ibid., pp. 122 et 101.

³²⁶ « Un nouveau Moyen Âge », *La Relève*, 1re série, 8e cahier, 1935, pp. 210-214.

Un écrit de Robert Élie vient préciser les conséquences d'une rupture bien d'ici. Au lieu de renvoyer le lecteur au tournant de la Renaissance, il télescope la chronologie de l'événement et fixe la coupure au moment de la Conquête. « Sous le régime français, écrit-il, le temporel était intimement lié au spirituel ³²⁷. » Suivant un chevauchement des juridictions, l'Église avait, entre autres, voix aux conseils et la justice se rendait selon son esprit : c'était la colonisation activée par l'élan évangélisateur. Intervient le changement de régime qui a, pour conséquence capitale, l'abolition d'un « gouvernement familial ³²⁸ » - terme non explicité - au profit d'un système politique venu d'ailleurs. À la suite de cette scission entre le spirituel et le temporel traduit dans les institutions par la séparation entre l'Église et l'État, l'homme comme totalité cesse d'exister et se trouve partagé ; tantôt il est tout entier incliné vers le matériel, tantôt il est tout entier élevé vers le spirituel :

[175]

Ainsi régnaient deux esprits et, de plus en plus, l'Église voyait la société perdre son âme. L'homme social n'était qu'un corps tendu vers le bien-être matériel, le fidèle n'était qu'une âme ordonnée au salut. Sur aucun plan l'homme entier n'existait. Cette rupture se manifesta en l'homme et la soumission au charnel devint une nécessité... ³²⁹

Cette Weltanschauung des plus traditionnelles tente en ces pages de réintégrer les deux niveaux initialement dissociés. En apparence, les affirmations en ce sens paraissent probantes. Néanmoins, il faut bien se rendre compte où le joint ne se fait pas : nulle part sera-t-il question que la communion initiale pénètre le social. Celui-ci doit sans doute permettre l'accès des agents à la vie spirituelle, mais il n'en est jamais le prolongement. D'ailleurs, l'accent mis sur l'ordre à ce niveau ne laisse aucune place à la spontanéité d'une communion. La mise en place des diverses expressions du social le démontre assez bien, à commencer par l'identification du collectif temporel.

Malgré sa réticence naturelle à donner une forme trop circonscrite à sa pensée, *La Relève* consent, après plusieurs mois de retard, à soumettre son point de vue sur

³²⁷ Ibid., p. 214.

³²⁸ Ibid., p. 172.

³²⁹ Ibid., p. 173.

le nationalisme ³³⁰. Annoncé à plusieurs occasions, l'article tant attendu paraît, comme par hasard, quelques semaines après le scrutin d'août 1936 qui, pour beaucoup, marquait le triomphe du mouvement nationaliste. Pour une fois, le texte est copieux ; il comprend un peu moins de vingt-cinq pages et suffit à remplir tout le premier numéro de cette troisième année commençante. Le titre garde un cachet de modestie : « Préliminaires à un manifeste pour la patrie ». Il est signé conjointement par les quatre piliers de la revue. Avant même de pénétrer dans le cœur de l'article, le lecteur est prévenu qu'il s'agit d'une analyse assez fouillée qui leur a réclamé passablement de temps et d'énergie. Il ne saurait donc être question d'un écrit de passage.

On aura certes observé que, pour un exposé sur la nationalisme, le titre marque une certaine réserve. Même si, comme nous le verrons, le terme de nation évoque chez eux un univers plus riche que celui de patrie, il est permis de penser que cette priorité accordée au second terme n'est pas sans révéler une intention bien arrêtée de temporisation.

L'article se fonde sur l'étagement en trois paliers que nous avons déjà abordé et qu'eux-mêmes reprenaient textuellement d'un écrit précédent de la « direction » publié en janvier 1935. Cette distinction leur permet de situer la différence entre la patrie et la nation. La première appartiendrait [176] plutôt au niveau le plus concret : saisie spontanée et confuse à la fois de l'environnement, la famille, le village, la commune.... elle rejoint par l'histoire le pays et, par là, la nation, qui, elle, renvoie à une représentation abstraite. Cette dernière situe un lieu culturel. L'une est ressentie, l'autre relève d'un mouvement supérieur chez l'homme ; objet culturel, il est appréhendé par la conscience qui le fait sien. Par analogie, la nation est à la patrie ce que l'âme est au corps ³³¹.

L'article s'applique à dégager ces distinctions tout en montrant bien, implicitement, que ces objets ne peuvent être isolés. En continuité, selon un processus de spiritualisation, le réel s'épure vers le divin. Et c'est d'après cet élan que toute l'économie de la personne est dirigée. La patrie, phénomène universel, sert à son accomplissement. Au risque de confondre le lecteur, le texte entame le sujet en

³³⁰ R. CHARBONNEAU, R. ÉLIE, P. BEAULIEU, C. HURTUBISE, « Préliminaires à un manifeste pour la patrie », *La Relève*, 3e série, 1er cahier, septembre-octobre 1936, pp. 6-31.

³³¹ CHARBONNEAU, ÉLIE, BEAULIEU, HURTUBISE, loco cit., p. 9.

mettant de l'avant le premier devoir envers la patrie : la piété ; disposition de l'intelligence et non de la raison qu'elle transcende, selon un « mode spirituel ³³² ». Mais il s'agit là d'une participation au divin dans ce rapport intime de l'être avec le charnel, avec la terre. Tout est alors communion.

Le texte gravite autour de la personne qui se sert de la communauté d'un ordre tantôt physique, tantôt culturel, en vue d'atteindre une plénitude mystique. Le collectif en cette vie semble dissocié de la communion d'en haut ; il sert de point d'appui à la personne singularisée pour parvenir à un stade supérieur de contemplation où là elle se fond à une communion toute mystique. En fait, les deux ne se rejoignent pas, à proprement parler.

En conclusion, les auteurs se tournent enfin vers la réalité québécoise. Elle apparaissait assez souvent en filigrane tout au long du texte : la manière dont la problématique était posée ressortissait à des préoccupations aisément identifiables chez nous. Néanmoins, l'interrogation directe n'intervient qu'au dernier moment et s'étend sur moins d'une page. Elle est couchée dans les termes suivants : quelle direction est celle de notre nation ?

Le lecteur est déjà prévenu contre tout messianisme national ; Robert Charbonneau s'était déjà prononcé dans ce sens auparavant. Contredisant un précédent écrit de Paul Beaulieu qui, à la suite de Lionel Groulx, « donnait » volontiers dans « notre mission de Catholique et de Français », Charbonneau avait été catégorique ; on ne pouvait imposer au peuple canadien - le collectif de référence n'étant pas tout à fait le même - un « idéal apostolique que l'histoire dément ³³³ ». D'ailleurs, avait-il ajouté, [177] l'apostolat relevant du spirituel, il revient à l'Église de l'exercer ; il ne peut être même proposé comme idéal à un peuple. Malgré sa longueur, le paragraphe clef, qui est effectivement le dernier et aussi celui qui sert à lancer l'action, mérite d'être retenu :

Comme point de départ, l'homme actuel, en qui reste encore quelque chose d'une culture française, d'un contact direct avec la nature canadienne, d'un sentiment religieux qui engage plus entièrement que tout et, avec cela, lumineux de conscience, à un moment d'une inquiétude mystérieuse et très

³³² Ibid., p. 8.

³³³ P. BEAULIEU, « Orientations », *La Relève*, 2e série, 3e cahier, novembre 1935, p. 93. R. CHARBONNEAU, « Troisième année », *La Relève*, 2e série, 7e cahier, mars 1936, p. 197.

profonde (parce qu'elle appréhende les plus secrets et les plus essentiels mouvements de la nature) s'engage dans une oeuvre simplement parce qu'il a découvert un lieu qui lui permette de se donner. Ainsi seulement l'oeuvre mettra en jeu ce qu'il reste en nous du chrétien et du Français ; cela seul permettra de grandir ce don qui est de l'histoire mais d'une histoire qui n'est pas sans Providence. Alors seulement l'oeuvre aura valeur de témoignage, et le prochain pourra vérifier à cet engagement les misères de sa vie ³³⁴.

La note qui suit en dit davantage :

Cette direction intérieure ne saurait se faire par des mouvements de masse. Ils peuvent servir, mais jamais créer. La solitude qui devient par l'oeuvre un bien pour toute la communauté est le point de départ de toute création et son point d'arrivée ³³⁵.

3. Le nous économique

[Retour à la table des matières](#)

L'équipe de la revue affirme en lui donnant son sens premier que « la vie politique découle du fait que l'homme est un animal social ³³⁶ ». Prise au pied de la lettre, cette phrase les conduit à désigner très succinctement les nécessités de cet ordre inférieur, ils se réduisent à trois postulats que les auteurs ne croiront jamais utile de développer : droit à la vie, au travail et au salaire ³³⁷. Aussitôt proclamés, aussitôt oubliés, ces droits logeront là où est leur lieu de correspondance : les bas étages. Alors que pour Mounier, par exemple, le travail occupait, à la manière de Proudhon qui l'avait inspiré via Péguy, ou encore à la manière de Marx, un point stratégique ; pour la revue, *l'homo faber* fait fondre les ailes de ce nouvel Icare.

La part congrue réservée à l'économique se réduit au rôle de moyens ou encore de conditions qualifiées de ressort externe à la culture. À toutes fins [178] utiles, la revue ne tire aucune ligne directrice susceptible d'orienter cet ordre secondaire à peine auxiliaire. Elle condamne sans retour ses manifestations viciées par le moder-

³³⁴ CHARBONNEAU, ÉLIE, BEAULIEU et HURTUBISE, loco cit., pp. 30-31.

³³⁵ Ibid., p. 31.

³³⁶ La Direction, « Positions, la notion de personne », loco cit., p. 156.

³³⁷ Ibid., p. 155-156.

nisme. Contrairement au personnalisme, elle n'esquisse même pas un profil, ou encore un trait de la cité économique. Le mot d'ordre désormais célèbre de Mounier reprenant à son compte celui de Péguy, à savoir que : « La révolution morale, sera économique ou ne sera pas (et que) la révolution économique sera « morale » ou ne sera rien », n'a aucune résonance auprès de *La Relève* ³³⁸. Mounier met fréquemment son lecteur en garde contre cet écartèlement pseudo-cartésien de l'action et de la pensée, qui, à son dire, conduit à deux impasses, le marxisme pour qui tout est dans la praxis, et le moralisme classique qui clame à la crise de l'homme, des mœurs, des valeurs... ³³⁹

En conformité avec les idées reçues du milieu, *La Relève*, semble identifier volontiers l'économique au matérialisme issu du libéralisme. La dimension économique des rapports sociaux surgit comme un mal nécessaire à propos duquel il est souhaitable de ne pas s'arrêter indûment. Certains principes posés, ou plutôt certains droits platoniquement proclamés, il ne reste plus qu'à dépasser avec empressement ce niveau. L'ascendant du nationalisme traditionnel est trop frappant pour qu'il soit indiqué de développer davantage. Il était de bon ton, à l'époque, de reconnaître du bout des lèvres l'importance capitale de l'économique à travers des considérations qui, de toute évidence, en faisaient fi aussitôt la page tournée.

Les problèmes sociaux connaissent sensiblement le même sort, à moins qu'ils portent atteinte à la mystique. Ainsi, le libéralisme est violemment combattu parce qu'en premier lieu il touche l'esprit, la conscience. Il en est de même pour l'ensemble du social. Ou bien la revue condamne certaines pratiques pour les raisons invoquées, ou bien, alors elle se porte à la rescousse de la tradition menacée.

Globalement, *La Relève*, au lieu d'innover dans le domaine tente plutôt de consolider les structures sociales existantes, celles pour lesquelles les idéologies traditionnelles ont toujours un penchant marqué. Dans un texte déjà mentionné, Robert Élie poursuit sa lutte contre l'action délétère du machinisme et plus généralement de la vie moderne en milieu industrialisé : la constatation n'offrait rien de neuf, elle faisait désormais partie du répertoire ; l'étonnant c'est que l'auteur recommande

³³⁸ Emmanuel MOUNIER, *Qu'est-ce que le personnalisme ?* Paris, Éditions du Seuil, 1946, p. 14.

³³⁹ Ibid.

des solutions tout [179] autant éculées ³⁴⁰. Selon lui, l'ouvrier, bien sûr, ne saurait se retrouver dans le travail à la chaîne et les loisirs abrutissants ; il se retrouve plutôt en d'autres « oeuvres : l'Évangile les a enseignés : la famille, la propriété, la patrie ³⁴¹ ». La première permet l'échange entre les êtres, la seconde « recouvre ce foyer de « vie », aide à la collaboration dans la conquête des forces de la nature, la dernière ouvre sur une communion plus large ³⁴² ». Au nom de l'« harmonie intérieure », Robert Élie corrobore toute une lignée d'idéologues nostalgiques.

Il faut bien comprendre que le sens donné ici au terme propriété n'a qu'un rapport éloigné avec la grande propriété industrielle. L'auteur se porte à la défense d'un style de vie déjà en voie de disparition. L'univers évoqué pour décrire la patrie ci-haut, dégage un parfum champêtre des plus connus. Il en est de même pour l'apologie de la petite propriété. Claude Hurtubise établit à ce propos une distinction significative lorsqu'il écrit qu'il faut d'abord « une vision claire de l'état de choses actuel afin d'y distinguer ce qui n'est qu'accidentellement corrompu (la notion de propriété) et ce qui l'est par essence (dictature de l'argent) ³⁴³ ». Or, en même temps, Mounier et la revue *Esprit* soumettaient à un examen fort sévère la notion même de propriété. De plus, le petit propriétaire identifié à la classe moyenne est perçu implicitement comme contrefort de la société. Paul Beaulieu souligne la responsabilité qui revient à cette classe d'élite à laquelle appartient finalement l'élite intellectuelle ³⁴⁴.

Ce beau langage plonge dans l'ombre la plus obscure les problèmes les plus voyants : la crise et ses séquelles. Hormis le droit au travail et au salaire lapidairement proclamé, aucune référence, et encore moins un article, n'a porté sur le chômage par exemple. D'autre part, il faut bien admettre que tous ces éléments se retrouvent dispersés dans le discours ; qu'il soit question de droits platoniquement énoncés ou d'élites menacées, la démonstration n'est pas soutenue par une armature idéologique très ferme. Le lien social y est assez ténu, la société n'est souvent per-

³⁴⁰ « Communion », loco cit., p. 47.

³⁴¹ Ibid.

³⁴² Ibid., p. 48.

³⁴³ « De la révolution spirituelle ».... loco cit., p. 80.

³⁴⁴ Paul BEAULIEU, « Orientations », *La Relève*, 2e série, 3e cahier, novembre 1935, pp. 94-95.

que qu'en tant qu'instrument. Lorsqu'elle se revêt des traits de la communion, elle perd son caractère concret à l'avantage d'une mystique qui la dépasse.

[180]

4. Le nous politique

[Retour à la table des matières](#)

Le *nous* social proposé par *La Relève* garde un caractère de fluidité qui n'offre aucune prise à l'action. Les textes, quels qu'ils soient, manifestent une résistance farouche à toute formalisation et encore davantage à toute institutionnalisation de leur action. La seule exception, d'ailleurs évidente, c'est la revue elle-même ; elle appartient à un niveau d'action conforme aux objectifs de l'équipe. Au fond, le *nous* de *La Relève* s'étend à un public très restreint, un cercle d'élus. Elle est résolue à répandre une mystique qui fait appel à une élite d'un type bien particulier.

Dans ces conditions, l'action engagée par le nous se veut, au premier chef, *surnaturelle*. Le premier *nous*, le mystique, appartient à la grande communion des saints où l'esprit de pauvreté s'impose comme disposition primordiale de l'âme. Lié par la grâce, le *nous* incline vers des sentiments de compassion qui assurent la concordance entre les êtres. Autre valeur de rapprochement, la souffrance demande à être rétablie. Toutes ces dispositions et moyens relèvent de la mystique ³⁴⁵. À la limite, ils s'associent à l'action symbolique vers laquelle ils s'orientent dans leurs manifestations.

En harmonie avec ces niveaux, la revue mise sur une stratégie exclusivement tournée vers la diffusion. L'action privilégiée envers les autres repose sur la prise de conscience à susciter chez eux ³⁴⁶. L'éducation dans son sens large, englobe à peu près tous les moyens mis en place pour réaliser les finalités arrêtées par la re-

³⁴⁵ Claude HURTUBISE, « Primauté de la souffrance », *La Relève*, 1re série, 7e cahier, janvier 1935, pp. 174-175.

³⁴⁶ Robert CHARBONNEAU, « Jeunesse et Révolution », *La Relève*, 2e série, 1er cahier, septembre 1935, pp. 5-6.

vue ³⁴⁷. Robert Charbonneau précise bien qu'elle se propose de toucher l'élite hors de la force comme moyen, ou encore des partis politiques.

Plus sensibilisé aux instruments concrets d'action, André Laurendeau, auquel la revue accorde parfois les honneurs de l'écriture, parvient à rejoindre un peu cette visée lorsqu'il dit :

Plus encore dans l'action qu'au théâtre - l'action au service d'une pensée désintéressée - je crois à l'efficacité des *moyens pauvres*. Pauvres, restreints, limités par un manque de publicité, un manque d'argent. Cela aide à la vie intérieure. On gagne en intensité ce qu'on perd en étendue. Rien ne distrait l'attention... La propagande massive a des effets sans durée. L'homme s'y abrutit, y perd confiance en l'esprit. Gloire aux moyens pauvres ³⁴⁸ !

Plus logique que philosophe, celui qui deviendra demain le remplaçant de son père à la direction de *l'Action nationale*, conclut :

[181]

Forcer l'admiration de ceux que leurs idées (ou leurs intérêts) forcent à nous combattre.

Faire de sa vie le plus bel argument ³⁴⁹.

Il ne nous appartient évidemment pas de nous prononcer sur les options spirituelles de la revue. Si les objectifs et les moyens pour y parvenir s'étaient tenus dans cette voie, ils n'auraient été l'objet que d'un développement fort réduit. Or, il n'en est pas tout à fait ainsi. En deçà de ces finalités suprêmes, interviennent des intermédiaires qui, eux, impliquent une prise de position sur le social et sa gouverne. Ces préoccupations somme toute secondaires dans l'économie de leur engagement découvrent malgré tout une structure de pensée fondée sur un matériau médiéval. Souvent, par le biais de ces aperçus fugitifs parce que intégrés à un texte, se révèlent des intentions profondes qui mettent en péril les intentions exprimées. Car dans la pratique sociale et politique, la revue va se préoccuper d'ordre plutôt que de mystique.

³⁴⁷ Paul BEAULIEU, op. cit., p. 94.

³⁴⁸ André LAURENDEAU, « Préliminaires à l'Action nationale », loco cit., p. 38.

³⁴⁹ Ibid., p. 39.

Les problèmes de la gouverne au plan théorique touchent peu les collaborateurs attitrés de la revue. Dans l'article clef, « Préliminaires à un manifeste pour la patrie », l'État fait quelques brèves apparitions. C'est, sans en douter, un objet peu estimable, un meuble nécessaire mais encombrant. On lui reproche surtout son caractère abstrait et impersonnel : on le situe en opposition aux aspirations fécondes de la collectivité qu'il coiffe :

L'État ne connaît pas la souffrance et la joie : il est pour la justice ³⁵⁰.

Cette justice ne peut demeurer qu'imparfaite, la charité, l'amour en sont l'expression achevée et, partant, inaccessible à l'État. Voilà pourquoi, explique la revue, la primauté est accordée à la charité qui, elle, est ouverte à tous ; elle n'exige pas la « sagesse » comme condition de son existence mais la « grâce... ³⁵¹ ».

Dans le rapport État-nation, les auteurs admettent qu'« il se peut que la nation, pour atteindre ses fins culturelles, ait besoin de l'indépendance... ³⁵² », mais s'empressent-ils d'ajouter que :

Dans un État bien organisé, et respectueux des valeurs spirituelles, la nation peut poursuivre ses fins tout en collaborant avec les autres nations qui composent avec elle l'État, au bien commun de la cité ³⁵³.

[182]

Valeur-cendrillon, l'État est comme exclu de la nation, il semble reporté à plus loin, non à titre d'entité supérieure, mais comme plus éloigné des aspirations culturelles. Il s'en distingue par sa dimension rationnelle à laquelle la revue s'intéresse très peu. La sécheresse de cet appareil juridique le rend insensible aux mouvements de l'âme. On ira même jusqu'à parler de « l'agnosticisme de l'État ³⁵⁴ ». À contra-

³⁵⁰ CHARBONNEAU, ÉLIE, BEAULIEU, HURTUBISE, loco cit., p. 11.

³⁵¹ Ibid.

³⁵² Ibid., p. 24.

³⁵³ Ibid.

³⁵⁴ Roger DUHAMEL, « L'ordre corporatif : sous le signe du fiasco », *La Relève*, 1re série, 8e cahier, 1935, pp. 197-198.

rio, la société organisée en tant que constituant un tout soulève l'intérêt de quelques-uns et, en particulier, Robert Élie et Roger Duhamel ³⁵⁵.

La revue se passionne davantage pour une dynamique sociale qui vibre au même diapason que les personnes et qui, par le fait même, rend compte des mêmes mouvements. Ici s'exprime sous son jour le plus éclatant la conciliation nécessaire à faire entre les agents et les structures selon les exigences de *l'ordre* comme finalité.

La gouverne occupe le lieu de révélateur. Il sert d'indice à localiser des points de fermeture et de rigidité idéologiques. Dans l'ensemble, le modèle idéal qu'affectionne la revue s'inspire franchement de certains modes médiévaux. À propos de l'ouvrage déjà cité de Berdiaeff, *Un nouveau Moyen Âge*, l'équipe termine son compte rendu avec un aperçu fort bref de l'organisation politique à préconiser : le retour à l'esprit médiéval exige le rétablissement d'une hiérarchie dite organique qu'une monarchie est appelée à coiffer ³⁵⁶.

La préoccupation majeure vise à restituer une forme *d'ordre* perdu qui sera elle-même à l'origine d'une harmonie retrouvée. Tout s'explique par l'intention affirmée de réconciliation : réconciliation des parties avec le tout, réconciliation des parties entre elles. Ce qui est aujourd'hui tension, conflit, donc désordre ou anarchie, se transformera en concorde, grâce à la structure d'un passé bien identifiable.

Dans cet esprit, *La Relève* souscrit au modèle corporatiste envisagé précisément comme dispositif de conciliation. Ce faisant, elle intègre à son insu une préoccupation qui était susceptible de combler d'aise une classe moyenne inquiétée par les problèmes sociaux issus de la crise. Le lecteur est tenu loin des zones éthérées de la mystique, et rattaché au bas d'un concret menaçant qu'il faut ramener à l'ordre. Il revient à Roger Duhamel, après d'être inspiré du Moyen Âge et des expériences plus récentes, de rendre explicites les intentions contenues dans cette réhabilitation de la corporation. Ses propos souvent repris au sujet des classes [183] laborieuses sont révélateurs. Nostalgique, il évoque cette belle époque révolue où l'ouvrier ne connaissait pas la fébrilité des usines alors que n'existait pas non plus ces aléas de la spéculation qui obligent à un travail en série ; travail en soi incompatible avec la no-

³⁵⁵ Robert ÉLIE, dans « Rupture », loco cit., et Roger Duhamel dans ses nombreux articles en faveur du régime corporatiste.

³⁵⁶ *La Relève*, « Un nouveau Moyen Âge », p. 214.

tion de l'ouvrage bien fait ³⁵⁷. La concurrence entre les ouvriers joue selon lui un rôle important, il sert de « ferment indispensable à l'activité économique » en stimulant les travailleurs ³⁵⁸. Et aussi, la propriété est consacrée dans ses privilèges :

On ne saurait nier que le corporatisme (italien) a sauvé de la débâcle la *propriété privée*, fondée en droit naturel ; en consolidant le *capitalisme*, il a préservé de la ruine la notion du profit, assise psychologique du labeur humain. Il a également provoqué la renaissance de l'esprit public, en atténuant les conflits sociaux, par la suppression réelle des grèves et des lock-out ³⁵⁹.

Selon l'auteur, la corporation a rendu féconde l'*idée syndicale* par la collaboration qu'elle assure entre le capital et le travail ³⁶⁰. Elle réduit à néant la lutte stérile entre les classes ; les principaux ressorts de la société se soumettent, dans ces nouvelles conditions, aux exigences du bien commun. Apprentis, valets et maîtres sont organiquement liés sous une autorité arbitrale.

Enfin, dans le cadre de ce nouveau régime, la femme « plus liée que l'homme aux premières formes élémentales (sic) » recouvre ses droits, au dire de la revue, ceux de « l'éternel féminin (sic) » qui renvoient tout naturellement à la natalité et à la famille... ³⁶¹

S'il y a hiérarchie, il y a surtout *ordre* dans cette vision du social. Tout est rassemblé, ordonné ; les conflits sont résorbés dans un corps qui en règle à toutes fins utiles l'homéostasie. L'ensemble, en tant qu'ensemble, prend constamment conscience de lui-même comme déterminé à une finalité qui est toujours la même, de sorte que l'agencement des parties - on pourrait dire des organes - est toujours préservé. Le plus naturellement du monde, l'équipe peut écrire à la suite de Berdiaeff que :

Pour mettre en pratique ces principes, une monarchie n'est pas une utopie, pourvu que le formalisme juridique le cède au réalisme social, qu'aux cas-

³⁵⁷ Roger DUHAMEL, « L'âge d'or des corporations », *La Relève*, 1re série, 5e cahier, octobre 1934, p. 116.

³⁵⁸ IDEM, « L'ordre corporatif : sous le signe du fiasco », loco cit., p. 198.

³⁵⁹ Ibid., p. 202. L'auteur y revient dans « Une initiative anglaise », *La Relève*, 2e série, 1er cahier, septembre 1935, pp. 22-23. (L'italique est de nous.)

³⁶⁰ Roger DUHAMEL, « L'ordre corporatif... », loco cit., p. 198.

³⁶¹ *La Relève*, « Un nouveau Moyen Âge », loco cit., p. 214.

tes se substituent les organes professionnels et culturels unis dans une structure hiérarchique ³⁶².

[184]

Il faut bien comprendre que ces structures, grossièrement aménagées, ne répondent, comme nous l'avons déjà fait remarquer, qu'à des exigences secondaires dans l'ordre du discours. Elles sont révélatrices en ce qu'elles ont de peu commun avec les formes initiales qui se distinguaient par leur générosité spontanée.

Les situations concrètes ou immédiates sont appréciées selon des critères beaucoup plus stricts. Il est remarquable que la grandeur d'âme accordée à l'homme en union mystique lui est pas mal refusée dans ses relations sociales. Bien entendu, il sera convenu que le social doit permettre l'épanouissement de l'homme jusqu'au stade suprême, etc. Mais face à l'organisation du réel social en termes de gouverne, la revue est beaucoup moins optimiste. Le mouvement personnaliste, avec Mounier en tête, fondait beaucoup d'espoir sur l'homme en société, allant même puiser dans le fédéralisme, que l'on croit parfois anarchisant, de Proudhon. En comparaison, la tentation serait grande de souligner un certain augustinisme - probablement inconscient - dans *La Relève*. Ce serait là se payer de grands mots d'un usage délicat. Qu'il suffise de dire que le contraste est grand, et qu'ainsi confrontée la revue penche vers une réserve très accentuée envers la gouverne. La place prévue à l'intention d'une communauté active et sécrétrice de ses propres relations d'autorité et d'organisation est réduite au strict minimum.

L'article de Paul Tremblay et Marcel Cadieux sur la démocratie est éclairant à ce propos ³⁶³. En termes de quantité, plus de la moitié du texte rappelle ses antécédents historiques. Le reste prend la facture d'un quasi-procès à l'issue duquel la démocratie en sort plus qu'amoindrie. Le temps « travaillant » contre elle en diminue chaque jour la raison d'être.

Un peu à la fortune du pot, la démonstration en brefs paragraphes puise dans un répertoire désormais classique. Les auteurs s'en prennent pour commencer au principe du suffrage universel ; le vote, quoi qu'il advienne, ne demeure toujours que l'expression d'intérêts particuliers. Les hommes étant ce qu'ils sont, l'intérêt géné-

³⁶² Ibid.

³⁶³ « Démocratie », *La Relève*, 1re série, 9e cahier, avril 1935, pp. 223-230.

ral ne saura jamais s'imposer à eux. La démocratie postule la bonté inhérente de l'homme ; or, la réalité n'est pas ainsi. De contradictions en contradictions, la démocratie s'enfonce plus profondément. « En démocratie, tous les gouvernants sont responsables. Donc, aucun ³⁶⁴. » Et les auteurs de revenir sur le phénomène électoral et son univers de promesses en surenchère. S'ajoute l'incompétence consacrée par le monde moderne, la « foule » en vient à se méfier de la [185] « distinction... ³⁶⁵ » Enfin, le principal vice de la démocratie repose sur son incapacité d'offrir aux gouvernants un appareil qui assure la continuité nécessaire aux « grands peuples ». Évocation toquevillienne ³⁶⁶ ? Nous ne saurions dire. Ainsi outillée, la démocratie est réduite à la solution par expédients.

Peu original, ce jugement sur le régime s'assortit d'une appréciation encore plus sévère du rôle grandissant que les développements récents ont dévolu à l'État. Le nombre et la complexité des lois mettent en danger le droit et la justice...

Malgré leur situation de collaborateurs d'occasion, Tremblay et Cadieux ne détonnent pas des autres par l'orientation de leurs propos. Ils rendent explicites des représentations que l'équipe de la revue ne daigne pas concrétiser. On remarquera d'ailleurs que la direction se compromet fort peu à cet égard, préférant planer un peu au-dessus de ce vil temporel.

En dépit donc de positions - du moins, en apparence - très démocratiques qui, à la suite de Maritain, consacraient la « parité d'essence » entre dirigeants et dirigés, par opposition à la disparité rigide instituée au Moyen Âge, *La Relève* ne déroge pas, dans les faits, de la société organiquement constituée ³⁶⁷. Bien sûr, cette société demeure vague, elle ne recèle rien de très autoritaire ou de très hiérarchisé ; elle est bien là cependant pour garantir l'ordre. Arbitre ou gendarme, elle s'en tient là et se garde bien d'aller au-delà, car ce serait au fond l'aventure. Il est à observer que la revue situe la gouverne dans la société qui, hors de toute référence à l'État, s'autodiscipline. Introduire la notion d'autogestion serait des plus inapproprié car il n'y a nulle part une prise en charge de la société par elle-même. Bien au contraire, tout concourt à la priver de son autodétermination et à la soumettre à une règle plus

³⁶⁴ Paul TREMBLAY et Marcel CADIEUX, loco cit., p. 229.

³⁶⁵ Ibid.

³⁶⁶ Ibid.

³⁶⁷ « Les problèmes spirituels et temporels... d'une nouvelle chrétienté », *La Relève*, 1re série, 5e cahier, octobre 1934, p. 101.

ou moins fixe, celle-là, assujettie à un pseudo-droit naturel. Le mouvement est réservé à la mystique alors que les objets sociaux doivent demeurer statiques. Dans la réalité, la revue se cherche et se trouve constamment, mais à des niveaux distincts. Elle se cherche selon une problématique qui l'universalise en ce qu'elle s'ouvre au monde et se soumet aux interrogations angoissantes de son temps. En revanche, elle se trouve, mais ailleurs, par une réaction de fermeture. Bref, elle refuse en grande part l'action au profit de la mystique ; elle scinde volontiers ces deux univers qui lui sont, dans sa situation, inconciliables. Elle ne peut que les superposer : c'est un avenir et [186] un passé mis en parallèle sous les apparences d'une synthèse où, en définitive, le premier cède le pas au second, et où le présent n'y trouve pas son compte.

Le politique immédiat

Dans le concret plus immédiat, les allusions au vécu politique canadien ou québécois sont peu fréquentes. Roger Duhamel se fait l'apologiste du régime seigneurial français qui, issu de la féodalité, a facilité par son instauration en Nouvelle France, la colonisation et, plus globalement, notre survivance ³⁶⁸.

Quelques rares incursions dans cet univers bien de chez nous sont l'occasion de reprises en main, de lamentations familières : les nôtres demeurent trop absorbés par « la politique », ils sont esclaves des journaux qui rapportent les événements sans aucun souci de véracité. On décrie les députés « assis » à Ottawa, etc.

L'aération de la revue se fait beaucoup par la critique d'ouvrages qui ne suivent pas le même parcours intellectuel qu'elle. La publication du volume de Maurice Olivier, intitulé *L'Avenir constitutionnel du Canada*, entraîne Paul Beaulieu à inciter la jeunesse à une meilleure connaissance de son histoire. Notre ignorance des faits nous met, selon lui, dans une posture de faiblesse lorsque nous revendiquons de meilleurs arrangements constitutionnels ³⁶⁹. Dans un même ordre d'idées, mais selon une logique opposée, Jean Chapdelaine commente l'oeuvre de Groulx en suivant la techni-

³⁶⁸ Roger DUHAMEL, « Histoire de la population canadienne-française », *La Relève*, 1re série, 7e cahier, janvier 1935, p. 179 ; et « Profils d'épopée », *La Relève*, 1re série, 2e cahier, avril 1934, pp. 22-26.

³⁶⁹ Paul BEAULIEU, « L'avenir constitutionnel du Canada », *La Relève*, 2e série, 5e cahier, pp. 140-143.

que du bref tour d'horizon ³⁷⁰. Conquis par le maître, il accentue les disparités ethniques au Canada et parvient à la séparation du Québec comme solution possible.

De toute manière, ces coups d'oeil fuyants sur la réalité constitutionnelle n'affecte en rien la vision globale de la revue qui se tient à l'écart des problèmes propres à notre gouverne. C'est ainsi que les trois campagnes électorales qui ponctuent la période étudiée (1934 à 1936) passent totalement inaperçues dans ces pages. Ni pour ni contre, la revue se pose au-dessus, très au-dessus de cette mêlée. Elle ne craint pas d'affirmer sa transcendance par rapport à la pratique sociale et politique.

187

Conclusion

Il est normal que la revue ne parvienne pas à imposer par l'intermédiaire de ses collaborateurs une cohérence parfaite. Le tenter aurait été illusoire. Néanmoins, nous devons souligner, avant de conclure, la disparité des orientations qui contribuent à gêner le mouvement d'ensemble. Il s'agit bien là d'évaluations susceptibles d'être infirmées. Ainsi, il nous est apparu que les divers collaborateurs ne vibraient pas avec la même intensité aux impératifs de la vie intérieure et que certains semblaient même rechercher plus activement une issue plus conforme aux aspirations traditionnelles du milieu.

Robert Charbonneau émerge comme l'âme de la revue. Plus sensible au désarroi, il fait figure de solitaire ; son renoncement plus appuyé aux solutions de facilité le range dans une catégorie un peu à part. Vient ensuite Claude Hurtubise qui, déjà, introduit des valeurs plus traditionnelles ; l'écart s'agrandit avec Robert Élie, et davantage avec Roger Duhamel - pour ne mentionner que les plus assidus. Compte tenu de ces clivages apparents, nous aurions nettement préféré établir des distinctions selon les auteurs. Le nombre assez élevé des textes signés en collaboration nous ont interdit de le faire.

Causes de nouveaux clivages, nous n'avons pas retenu les auteurs européens invités à se prononcer dans la revue. Des figures marquantes de l'époque s'y sont prêtées semble-t-il avec beaucoup de grâce : Emmanuel Mounier, Jacques Maritain, Da-

³⁷⁰ Jean CHAPDELAIN, « L'abbé Groulx », *La Relève*, 1re série, 4e cahier, septembre 1934, pp. 77-78.

niel-Rops, le père Paul Doncoeur, jésuite, René Schwob et autres. Dans bien des circonstances, leurs démarches rendaient compte de l'univers politique tel qu'ils le vivaient en France. À leur insu, ils forçaient de l'extérieur la revue à pratiquer des ouvertures là où autrement il n'en aurait pas été question. En revanche, elle se trouve parfois liée par des engagements qui ne sont pas les siens ; ces auteurs par moments la compromettent ou la mettent tout simplement en contradiction avec elle-même. Par le truchement de ces interventions, elle est forcée de s'ouvrir au monde à un rythme plus accéléré. Là s'explique en partie la confusion dans laquelle *La Relève* s'installe.

La revue tire son originalité de sa démarche intellectuelle. Composition ambiguë de philosophie, de théologie et de mystique, elle rompt avec l'environnement idéologique. L'antilibéralisme au Québec se nourrissait surtout aux sources d'un nationalisme aux incidences philosophiques assez faibles pour ne pas dire nulles. Il appréhendait toute remise en question de lui-même. Si bien que le mouvement de Charbonneau et Beaulieu participe à l'amorce d'un éclatement idéologique. Le fragment hartzien commence à se fissurer ; et plus inquiétant encore pour les intéressés, la critique atteint [188] le patrimoine commun dans ses postulats et sa démonstration. En dépit de cette dislocation du noyau, la périphérie demeure presque intacte. Le travail en profondeur, cette mise à sac de l'intérieur est activement combattue par la rigidité des formes extérieures. Le tampon est suffisamment absorbant pour contrer les coups de l'intérieur et ainsi préserver l'armature extérieure.

Expliquons-nous. *La Relève* se distingue de ses prédécesseurs et de son entourage par le sens métaphysique qu'elle attribue à son action. Elle est d'abord procès ; procès non circonscrit à l'*homo quebecensis*, *canadensis* ou même *américanus*, procès de l'homme d'aujourd'hui. C'est notre civilisation des derniers siècles qu'elle juge irrévocablement. N'est-il pas légitime qu'en retour la revue éprouve une angoisse ? Très vingtième siècle dans son vécu, elle fait tache d'huile sur le tissu de nos certitudes idéologiques. Là réside sa plus grande originalité.

Le nous se constitue, à l'origine, par une prise de conscience négative. Il s'agit, en premier lieu, d'un nous qui se saisit sous le coup de la menace. Il groupe une communauté de personnes en situation, qui vivent une atteinte à leur être intérieur. Cependant, combien il importe plus pour *La Relève* de transmettre un état d'âme, le

désarroi, que de l'y soumettre à l'analyse ³⁷¹. Le réel menaçant est plus vécu qu'observé. La priorité est accordée à la diffusion d'une manière d'être plutôt qu'à l'examen d'une situation donnée. Ce qui expliquerait pourquoi l'éducation au Québec n'est pas remise en cause comme le fait remarquer Jacques Pelletier ³⁷².

Le nouveau nous forme en second lieu une communion qui brise le cadre étroit de la nation et de son hypothétique mission. Il se veut révolutionnaire, donc, à prime abord, rupture brutale avec tout ce qui est. Un tel langage, renforcé d'intentions aussi catégoriques, a toutes les apparences d'un éclatement brusque du fragment. C'est à l'endroit de ces manifestations qu'il est permis de postuler l'apparition d'une fissure importante dans la muraille.

Tout comme la communion est dissociée de la société, qui ne la rejoint que par les agents individualisés, de même le politique est également dissocié du social en ce que précisément le conflit est tout entier absorbé pour ne pas dire supprimé par l'organisation montée hors de la gouverne. *L'ordre* est surtout réconciliation des parties par une règle admise d'arbitrage quasi automatique. Son caractère prétendument *organique* et *hiérarchique* ne contribue qu'à préciser, et ce fort imparfaitement, les [189] intentions premières d'ordonnancement ; il n'est d'ailleurs que très secondaire dans le discours et ne doit pas capter l'attention outre mesure.

En même temps s'insère le désir d'établir soigneusement une ligne de démarcation entre la communion et la société qui la sous-tend à travers les *individus*. À l'étagé supérieur, l'action prosélyte opère des *conversions singularisées*. La communion n'existe à tout prendre qu'au strict niveau de la mystique, là où les individualités consentantes se dissolvent mais toujours *hors* des cadres sociaux qui en deviennent fort statiques pour ne pas dire aussi fort rassurants.

Mais, progressivement, au fur et à mesure que le *nous* se concrétise, il recouvre au passage les valeurs de son entourage que son premier mouvement a laissées pour compte. Plus le *nous* s'exprime dans le social, plus les antécédents pèsent lourd dans sa formation. Si bien qu'arrivé à l'étape de sa formalisation, il y a discontinuité entre le *nous* du premier élan et le nous de l'institutionnalisation. Le dernier marque une récupération par des représentations plus que traditionnelles. Le *nous* s'évanouit

³⁷¹ Jacques PELLETIER, *La Relève : une idéologie des années 1930*, thèse de maîtrise en Sciences sociales, Université Laval, 1969, pp. 82-83.

³⁷² Ibid.

comme facteur de dynamisme. Des structures d'ordre empruntées au médiévalisme se substituent à la spontanéité du *nous*.

La gouverne fait mauvais voisinage avec le nous. Elle contraste par sa rigidité à la fluidité de ce dernier qui se prête malaisément à une structuration quelle qu'elle soit. Les grandes finalités et les grandes actions du nous s'inscrivent dans un mouvement étranger à la gouverne. Ce qui fait dire à Jean-Charles Falardeau que « *La Relève* vit dans un climat de haute tension spirituelle et de raréfaction politique ³⁷³ ». Claude Hurtubise peut écrire :

La misère n'est pas une question politique, comme le dit bien Daniel-Rops, elle est une question de révolution, mais il faudra beaucoup d'amour de Dieu et des hommes à ceux qui la feront. En définitive, la misère est une question du spirituel ³⁷⁴.

La Relève choisit son champ de bataille au strict niveau de la symbolique : partage et diffusion. Son combat se livre avec des armes non politiques. Il y a chez elle perception d'un ennemi élevé à une condition d'assez grande indétermination. Le nous mystique lutte contre un système, une globalité dont les manifestations tangibles ne sont senties que comme des épiphénomènes. La revue oppose à ce système un nous dont le champ d'action véritable se limite aux aires des solidarités idéologiques, sans prolongement dans le concret. Il va donc de soi, que par surcroît elle [190] néglige comme par instinct toute structuration de l'action en termes d'organisation politique ou même parapolitique.

La Relève, dans sa remise en question du monde, participe à un mouvement quasi universel de cette époque, et ce faisant, elle contribue à l'éclatement du fragment. Cependant, elle demeure fidèle au milieu à un double point de vue : elle recherche synchroniquement à ce renversement des valeurs occidentales le rétablissement d'un univers inspiré de médiévalisme, mais aussi son mysticisme la conduit-elle à un reniement quasi total de recours au politique comme instrument d'action ; à cet égard, elle s'inscrit à sa manière dans la ligne de refus. Refus qui ailleurs, comme par exemple chez Groulx, est également déduit d'une mystique, mais cette fois, nationale.

³⁷³ « La génération de *La Relève* », *Recherches sociographiques*, vol. VI, n° 2, mai-août 1965, p. 127.

³⁷⁴ « La misère et nous », de Daniel-Rops, *La Relève*, 2e série, 7e cahier, mars 1936, p. 201.

[191]

Deuxième partie.
La recherche d'une mystique

Chapitre III

Lionel Groulx, une mystique québécoise

Introduction

[Retour à la table des matières](#)

Entreprendre l'étude de Lionel Groulx c'est à la fois prendre position par rapport à tout un mouvement qui s'est prétendu en continuité avec son oeuvre. Nous l'abordons en ayant dans l'esprit l'intention de l'apercevoir le plus fidèlement possible au moment crucial du grand tournant politique que nous nous sommes fixé au départ comme minute de vérité. Puisque le chanoine représente toute une école et que pour lui rendre justice il fallait forcément déborder les cadres de la période à laquelle nous nous arrêtons, nous croyons légitime de présenter l'image que ce nationaliste proposait aux nôtres, du Canada français, depuis les débuts de sa carrière jusqu'en 1936 inclusivement ³⁷⁵. Nous nous sommes permis de retenir l'ouvrage intitulé Directives qui, quoique publié l'année suivante (1937), rassemble bon nombre de propos tenus antérieurement. Lorsqu'il nous arrive de puiser dans ses oeuvres ultérieu-

³⁷⁵ S'être contenté des écrits des années 1934 à 1936 n'aurait apporté probablement aucun résultat probant à cause de leur quantité trop réduite.

res, et surtout postérieures à la dernière grande guerre, nous prévenons le lecteur, conscient que nous sommes des dangers que représentent de tels emprunts. Ils servent généralement à confirmer une stabilité dans les grands thèmes groulxistes.

Notre intention première nous tiendra éloigné des parentés d'influences. Qu'elles originent du Québec, de France, de Suisse ou d'ailleurs, elles ne sont *dans le cas présent* d'aucune utilité. Un peu à la manière de Lucien Goldmann mais sans suivre sa problématique, nous serions plus consentant à renverser l'interrogation classique sur le jeu des ascendants en se demandant non pas tellement si, par exemple, X a subi l'influence de Y mais pourquoi, dans l'affirmative, X a-t-il subi l'influence de Y ; pourquoi, en d'autres termes, l'agent a-t-il des dispositions à faire sienne telle pensée plutôt qu'une des autres que le hasard des lectures et des rencontres lui a proposée ? Nous ne sommes pas sans connaître la configuration idéologique [192] des préférences littéraires du chanoine. Ses auteurs de prédilection composent une galerie familière à tout groulxiste : De Maistre, Veuillot, Lacordaire, Montalembert, dans sa jeunesse et, plus tard, Barrès ...

On lui connaît également une admiration, assez répandue à l'époque, pour Gonzague de Reynold dont *l'Europe tragique* a beaucoup touché son milieu. S'ajoutent Lucien Romier (1937) et quelques autres. C'est donc sans les ignorer, non plus que les quelques grandes figures du cru, Tardivel, De Nevers, Bourassa..., que nous amorçons cette analyse avec nos instruments, compte tenu de leur limite (ils ne prétendent pas tout expliquer).

Parler de Groulx c'est aussi évoquer fatalement le débat classique à son sujet sur la célèbre race dont il s'est fait le défenseur et, pour certains esprits malins, le fondateur ³⁷⁶. Dans *le Nationalisme de Lionel Groulx*, Jean-Pierre Gaboury met plus d'une dizaine de pages (pp. 27 à 39) à établir une variété de distinctions en vue d'éclairer cette question. Pour notre part, nous ne nous proposons pas de rouvrir ce dossier dans son entier. Tout au long de ce chapitre consacré au chanoine, nous ferons nôtre la diversité des termes qu'il s'est appropriés au cours de sa vie pour décrire une même réalité, sous divers jours. Sa terminologie, reconnaissons-le, n'est pas marquée au coin de la plus grande rigueur : les mots *race*, *nation*, *nationalité*, *âme*, etc., sont employés dans des contextes qui ne les différencient guère quant à leur contenu propre. Ils se rapportent certes à des manières distinctes de percevoir

³⁷⁶ Lionel GROULX, *Directives*, p. 136.

la collectivité ; lorsque Groulx parle de la race, il renvoie à une certaine hérédité, à une dimension physique dont en apparence le terme *nation* ne rendrait pas compte. Le « sang », par exemple, n'est pas absent de ses propos, quoique nous ne le croyions pas raciste. L'expression *race* était à son époque d'un usage aussi courant qu'ambigu. Bourassa l'avait utilisée de même que André Siegfried...³⁷⁷ Néanmoins, au cours des années 30, Groulx opte pour un emploi plus fréquent du terme *nation* qui chez lui introduit l'idée de culture ; mais il se reprend aussitôt en gonflant l'acception de « culture » qui devient le « climat physique et spirituel du milieu national³⁷⁸ ».

Par notre naissance, par le sang que nous portons dans nos veines, par les hérédités dont notre être est chargé, nous sommes prédestinés à certaines façons de penser et de sentir³⁷⁹.

[193]

À *nationalité* il accorde une signification plus volontariste (qu'il ne nierait probablement pas à la nation), un « vouloir vivre collectif » dont l'inspiration au maître de « Qu'est-ce qu'une nation ? » est plus qu'apparente³⁸⁰. C'est pour lui l'occasion de trancher la question de la race :

La nationalité n'est pas la race, simple résultat physiologique fondé sur le mythe du sang³⁸¹.

Nous ne nous livrerons pas à une confrontation de textes qui mettrait l'auteur dans une position contradictoire trop facile...

Groulx croyait également à la psychologie des peuples, perception assez à la mode de son temps, par laquelle s'expliquaient les mouvements de leur « âme »... Sans tenter une explication d'ethnologue qu'il se gardait bien d'être, Groulx établit une espèce d'écologie où interviennent pêle-mêle la géographie, le climat, et à laquelle s'ajoutent quelques traits héréditaires mal définis.

Tout compte fait, race ou nation comportent la même ambiguïté tactique. La race offre l'avantage de retenir implicitement certaines données proprement physiques

³⁷⁷ Pour plus de précision, voir Lionel GROULX, *Mes mémoires*, t. III, p. 52ss.

³⁷⁸ Directives, p. 142.

³⁷⁹ Ibid., p. 143.

³⁸⁰ IDEM, Orientations, p. 277.

³⁸¹ Ibid., p. 277.

dont ne rend point compte l'idée de nation - lorsque comprise dans son sens courant. Il n'y a donc rien d'étonnant à ce que l'auteur force le sens de *nation* afin de le substituer à un terme désuet et délicat d'emploi, la *race*. Il est clair qu'au cours de la période étudiée Groulx tient encore à ne pas être confiné au contenu exclusivement culturel de la nation et à renforcer cette nation d'un certain ascendant héréditaire imprécis ³⁸².

Ouvrons donc sans plus tarder ce grand livre imaginaire, l'histoire groulxiste qui, à ses débuts, se penche sur le berceau de la race.

1. - *Le mythe historique*

1. La généalogie de la race

[Retour à la table des matières](#)

Antérieure aux prédispositions de l'élue, doit s'affirmer dans l'esprit de Groulx la nature élevée du projet colonisateur. Là s'impose l'examen des [194] visées de la métropole et, d'autre part, celle de l'explorateur, lui qui progressivement se transforme en colon sédentaire. Quelles sont donc les fins de la monarchie dans cette entreprise ? Groulx ne dissimule aucunement le caractère intéressé, pour le moins, des premières explorations. L'historien se sent fort à l'aise de se livrer à une froide analyse de la question. À ce stade des premières approches, il fait montre en effet d'un détachement que seuls certains facteurs permettent d'expliquer : il fait valoir son sens critique sur des hommes et des événements *contingents* à la colonisation du siècle suivant. Ainsi, les mobiles de François 1er n'ayant nullement affecté le développement ultérieur de la colonie, rien n'interdisait d'en dévoiler leur orientation calculée. Du Valois, l'auteur en retient le visage, à ses yeux, peu orthodoxe : homme de la Renaissance et aussi de la Réforme, il s'est entouré d'une cour gagnée aux « idées nouvelles » dont les femmes se seraient faites les propagandistes empressées. Or, sachant combien il « subit toute sa vie la tutelle de l'éternel féminin », on

³⁸² À ce sujet, Léon Dion a déjà tenu des propos tendant à démontrer la fluidité inhérente à la réalité sous-jacente que couvre le concept de nation : « Le nationalisme pessimiste, sa source, sa signification, sa validité », *Cité libre*, n° 18, novembre 1957, pp. 8-9.

s'explique aisément sa conduite ondoyante ³⁸³. Groulx ne cache pas l'attrait premier qu'exerçaient sur le monarque, l'or et les femmes... ³⁸⁴

Il en est de même pour Jacques Cartier ; l'historien reconnaît que le premier mouvement du Malouin était pour le moins intéressé. Le « précieux métal » comptait parmi les premiers objectifs poursuivis ³⁸⁵. Parlant de son premier départ, Groulx écrit : « S'il y a une mystique en tout cela... c'est une mystique de commerçants, derrière laquelle se profile une rivalité politique ³⁸⁶. » Telles étaient les intentions du roi, telles devaient être également celles de l'explorateur. Mais, hâtivement, Groulx s'efforce d'édulcorer cette première constatation. En dépit de ces desseins aussi prosaïques, l'auteur essaie tant bien que mal de réhabiliter le personnage. C'est à profusion qu'il relève les manifestations de foi en terres inconnues ³⁸⁷. L'arrivée à Gaspé montre d'emblée la noblesse et la grandeur du découvreur ³⁸⁸.

Cette réhabilitation n'atteint cependant pas la couronne de France. Une plume lucide lui fait dire de François 1er que « peut-être est-il permis de lui accorder le mérite de la sincérité, chaque fois que, chez lui, foi et politique sont d'accord ³⁸⁹ ».

[195]

La composition des divers équipages lors de chacune des traversées est jugée avec la même rigueur. La qualité de ces gens n'affectait en rien les fondations futures ; l'historien se sent alors libre de faire la part des choses ³⁹⁰. Seules comptent quelques expressions symboliques d'attachement à la foi ; elles préjugent les engagements plus formels des siècles futurs.

Le mythe ne s'impose vraiment qu'au second stade de notre histoire, celui de la fondation et de la consolidation de la colonie. Quels qu'aient pu être la qualité et les intérêts des premiers découvreurs, ils ne pouvaient compromettre l'élan vital du

³⁸³ Lionel GROULX, *la Découverte du Canada*, pp. 230-231.

³⁸⁴ Ibid., p. 227.

³⁸⁵ Ibid., pp. 36, 228.

³⁸⁶ Ibid., p. 148.

³⁸⁷ Ibid., pp. 210, 211, 229.

³⁸⁸ Ibid., pp. 172-173.

³⁸⁹ Ibid., p. 232.

³⁹⁰ Ibid., pp. 240-244. L'apport de prisonniers lors de la troisième expédition est admis et accepté par l'auteur.

grand siècle. C'est donc à partir de Champlain, plusieurs décennies plus tard, que l'histoire groulxiste se rigidifie et, ce faisant, établit une zone interdite à la libre interprétation. Dès lors, s'enchevêtrent le censuré et le non-censuré selon les objets observés. Appartient à un domaine réservé, tout ce qui, de près ou de loin, touche la « race » canadienne-française dans ce qui lui garantit sa nature originale : les hommes, les moeurs, les coutumes, les institutions familiales et paroissiales. Objets d'un culte sacré, ils jouissent d'une immunité absolue qui rend sacrilège toute atteinte à leur intégrité. C'est dans cet esprit que Groulx entreprend l'étude de notre genèse. Le terme *genèse* est intentionnellement choisi pour bien marquer les débuts d'une collectivité distincte, qui se détache graduellement de la souche mère.

Suivant les exigences de cette vision mythique, s'imposent au premier chef les attributs des sujets appelés à fonder la race. Avec quelle application l'historien va composer le profil type de l'élue ! Combinaison harmonieuse de qualités enviables, autant physiques que morales, autant psychologiques qu'intellectuelles, le fondateur de la race réunit en un seul type à peu près toutes les richesses d'une civilisation. Celle dont une forme d'humanisme se réclamera avec force conviction.

Groulx se dépense beaucoup à faire la démonstration de notre ascendance honorable. Au moment même de son installation en terre nouvelle, il est impérieux de prouver la légitimité de notre vocation. Déjà, dans cette amorce, se dessine le grand destin auquel nous sommes appelés. Importance capitale donc de faire la preuve de notre généalogie remarquable.

Dans cette construction, pourraient prendre place, en premier lieu, les qualités physiques des fondateurs et des nouveaux arrivants. Groulx explique qu'une sélection assez sévère préside à leur choix. Les femmes autant que les hommes sont soumises à des exigences rigoureuses quant à [196] la robustesse de leur physique ³⁹¹. L'historien prend bien soin d'établir une complémentarité de leur condition nouvelle avec leur situation antérieure. À ces colons biens constitués, est destiné un pays des plus propices au renforcement de leur acquis physique. Au dire du chanoine la « parfaite salubrité » de notre froid climat est par tous fort louée. À preuve, les témoignages nombreux en ce sens et, en dernière instance, la natalité qui y a rapidement

³⁹¹ La Naissance d'une race, pp. 41-42.

fleuri ³⁹². Aussi ajoute-t-il que le colon s'est rapidement laissé façonner par la géographie et le climat de son lieu d'élection ³⁹³. Thèse nécessaire à la légitimation d'une race distincte en formation...

En second lieu, sont retenues les qualités morales des nouveaux arrivants. Dans la hiérarchie des valeurs groulxistes, elles occupent évidemment le sommet. Le poids très lourd des affirmations contraires à la bonne réputation de ces immigrants rend plus ardue la démonstration ³⁹⁴. Avec ténacité, Groulx tente de réfuter ces dires : sans être fortunés, ces sujets ne sont pas des hommes liges ni des dégradés dans leur situation, comme ce sera le cas après 1672 en France, période de grande misère dans la métropole ³⁹⁵. Encore moins seraient-ils des déportés. Une « infime minorité », convient-il, aurait rallié les rangs, et dans ce cas, il s'agissait souvent de condamnés pour larcins sans importance... ³⁹⁶ Ailleurs, se permet-il d'écrire plus péremptoirement que les « hugenots et gibiers de prison furent écartés d'une terre où l'on voulait fonder un peuple apôtre ³⁹⁷ ». Il en est de même pour l'apport féminin. Entre les filles de joie et les filles du roi, le chanoine a tôt fait de choisir ³⁹⁸. Et, de plus, furent-elles triées sur le volet...

L'auteur multiplie donc les témoignages pour réhabiliter nos origines et débusquer les préjugés. Le recours à l'argument portant sur les intentions et non sur l'action précise des autorités est souvent employé ; les intentions apostoliques de l'élite servent de preuve. Tantôt ce sont les Jésuites qui ne devaient laisser entrer que « des unités d'un choix irréprochable ³⁹⁹ », tantôt c'est Maisonneuve dont le désir d'apostolat lui interdisait tout laxisme. Et [197] pour meilleure preuve, au dire de l'historien, un coup d'oeil sur la moralité des lieux suffit à convaincre :

³⁹² Ibid., p. 83. « L'acclimatation rapide et complète de la race française en ce pays se démontre par la fécondité qu'elle y a tout de suite trouvée. »

³⁹³ Ibid., p. 232.

³⁹⁴ *La Naissance d'une race*, p. 49. « Quelle énigme douloureuse, écrit-il, que l'acharnement déployé depuis trois cents ans à les noircir à qui mieux mieux ! »

³⁹⁵ Ibid., pp. 44-46.

³⁹⁶ Il faut ici admettre avec le chanoine que la sévérité des sanctions à cette époque était souvent hors de proportion avec la nature des infractions commises.

³⁹⁷ *Notre maître, le passé*, p. 272.

³⁹⁸ *La Naissance d'une race*, pp. 57ss.

³⁹⁹ Ibid., pp. 54-55.

Rendons leur cet hommage : les autorités de la Nouvelle France défendirent avec une impitoyable fermeté les mœurs de la colonie ⁴⁰⁰.

Et un peu plus loin, précise-t-il :

La pureté de mœurs, les fleurs de vertu et d'héroïsme qui s'épanouirent en Nouvelle France ne pouvaient avoir poussé sur une pourriture morale ⁴⁰¹.

L'auteur s'empresse, dans cette même veine, de montrer combien leur foi ardente rehaussait l'honorabilité de leur condition. Ces immigrants s'étaient fortifiés au combat ; venus de ces régions qui ont contré les ennemis de la guerre de Cent Ans et des guerres de religion, ils ont ravivé leur élan spirituel dans l'épreuve.

Enfin, Groulx pousse de l'avant une quatrième valeur, en vue de contourner les thèses qui prétendent démontrer l'indigence intellectuelle de nos ancêtres. Groulx tente à de multiples reprises de démontrer par divers témoignages qu'une place importante était réservée à l'enseignement dans les temps les plus reculés de la colonie. Les toutes premières pages de *1'Enseignement français au Canada* appuient sur le rôle important dévolu à la formation intellectuelle du colon. Inutile d'insister sur la haute qualité de la culture qu'apportaient avec eux les immigrants. Descendants de France, ils s'étaient abreuvés à la source même de la culture. Tout concourt donc à détruire le préjugé assez répandu qui ne voyait dans les premiers colons qu'une bande d'illettrés ⁴⁰².

Tous ces attributs harmonieusement assemblés forment déjà un type privilégié que d'autres facteurs contribueront à rendre exclusif. Car de ce noyau va germer une essence particulière qui progressivement affirmera son originalité. Car, en plus de vouloir faire la preuve de notre honorabilité dès le berceau, Groulx envisage dans un même temps l'émergence assez rapide d'une collectivité distincte. En cent cinquante ans se serait constituée une nouvelle race, rejeton de la France classique.

Dans un premier temps, il revient à l'auteur de fonder sa thèse sur deux caractères essentiels : l'homogénéité de cette nouvelle collectivité et, d'autre part, l'originalité accusée de cette dernière, par rapport à la mère patrie.

⁴⁰⁰ Ibid., p. 61.

⁴⁰¹ Ibid., p. 66.

⁴⁰² Chez nos ancêtres, p. 11.

L'homogénéité des immigrants ne fait pas problème. Groulx y voit une collectivité dont les caractéristiques ethniques, sociales, religieuses lui [198] confèrent une cohérence parfaite. Pour les besoins de la cause, il se donne beaucoup de mal à dégager les facteurs favorables à l'unicité de l'ensemble ;

Tout d'abord, le type français, très divers là-bas de province en province, s'est fondu ici rapidement dans un type presque uniforme. Les quelques unités provençales, gasconnes, bourguignonnes ou languedociennes que nous avait jetées l'immigration, ont vite disparu dans la grande majorité percheronne, normande, angevine et saintongeaise presque identique de mœurs et de pays ⁴⁰³.

Ceci dit, le second trait indispensable aux fins de la démonstration procède presque naturellement du premier. Cette homogénéité, qui n'est pas le propre de la France entière, découle d'une rencontre heureuse de traditions communes.

Pour le grand nombre [écrit-il], ils viennent, nous l'avons dit, du nord-ouest et du sud-ouest de la France, la Gascogne et la Bretagne exceptées. En conséquence, ils viennent d'une région presque universellement agricole ⁴⁰⁴

Groulx met beaucoup d'insistance sur leur origine paysanne. L'exclusion bien pesée envers la Bretagne comme point de départ ⁴⁰⁵ s'expliquerait peut-être par des motifs idéologiques. Car, revenant pour la ième fois à la charge, il reprend :

Le fond de la population, il faut y revenir et y insister après monsieur Rameau, provient d'un véritable démembrement de la souche des paysans français... Les fondateurs de la Nouvelle France appartenaient en grande majorité à la classe des artisans et à celle des travailleurs du sol. Eux seuls étaient propres à une colonie de défrichement ⁴⁰⁶.

Et d'ajouter que ce ne sont que les artisans et les agriculteurs que les recruteurs s'emploient à rechercher. Nous verrons plus loin les raisons de cette persistance à confiner les colons à quelques types particuliers d'occupations.

⁴⁰³ La Naissance d'une race, p. 232.

⁴⁰⁴ Ibid., p. 36.

⁴⁰⁵ Ibid., p. 29.

⁴⁰⁶ Ibid., p. 39.

D'une pierre deux coups, Groulx parvient à établir par le biais de l'homogénéité une bonne amorce vers la reconnaissance d'une collectivité distincte. Déjà, avant même d'avoir foulé le sol canadien, les recrutés partagent en commun des caractéristiques qui les différencient d'autres provinces de France. Alors ne reste-t-il à l'auteur qu'à indiquer le cheminement en terre coloniale d'une entité sociale originale.

Il n'est pas sans intérêt de mettre en évidence le court laps de temps qu'impartit Groulx pour l'établissement d'une société aux traits distinctifs. [199] En moins d'un siècle, la race canadienne-française se serait affirmée comme identité : ceux qui débarquent après 1700 et même, dit-il, un peu avant trouvent, paraît-il, une jeune race en pleine formation. Et de préciser : « Ses traits généraux pourront encore se modifier sous l'action du milieu et de l'histoire ; dans leurs lignes essentielles ils sont à jamais fixés ⁴⁰⁷. » Il apparaît évident qu'ici l'auteur tient résolument à préserver la race des influences d'une France, à ses yeux, moins exemplaire ; celle de la Régence et du règne de Louis XV qui provoqua par son impéritie la liquidation de la colonie. L'intention est un peu plus accusée dans un ouvrage ultérieur où il écrit :

Originaire de France et, peut-on dire, des pays de France les plus français, dès les débuts du dix-huitième siècle, ses traits nationaux sont déjà fixés. Il constitue une variété de la race française... ⁴⁰⁸

Enfin, il devient manifeste que Groulx compte prendre ses distances par rapport à la société mère, « nation déviée de son destin ⁴⁰⁹ ». À bien des occasions lui arrive-t-il de manifester une certaine tiédeur envers la métropole et surtout envers sa politique coloniale. Qu'il nous soit permis de rappeler son peu d'estime à l'endroit de François 1^{er}. Nous verrons plus tard que l'empreinte apostolique de notre cheminement historique est plutôt redevable aux explorateurs qui ont heureusement corrigé les premiers desseins du monarque. Touchant la contribution démographique de la France à l'établissement de la colonie, Groulx est catégorique :

⁴⁰⁷ La Naissance d'une race, p. 35.

⁴⁰⁸ L'Enseignement français au Canada, tome I, p. 245.

⁴⁰⁹ *Orientations*, p. 287.

Dix mille immigrants ! Voilà tout ce que la France a jeté sur les rives du Saint-Laurent pour y fonder une race et créer un pays ⁴¹⁰.

Il ne se montre guère plus tendre à l'endroit de son organisation interne ; se proposant de disculper les nôtres des attitudes chicanières dont la tradition les accuse, il écrit :

Les anciens Canadiens portaient les conséquences de leurs hérédités sociales. Hiérarchisée, réglementée avec de minutieux excès, la société française d'alors entretenait plus que de raison les susceptibilités et les occasions de conflit ⁴¹¹.

Nous aurons certes l'occasion de donner son sens plein à cet extrait qui déborde en l'occurrence les besoins de la preuve. De même, il nous sera donné de constater le peu de sympathie qu'entretient l'auteur auprès des Bourbons.

[200]

L'opération de réduction qu'entreprend Groulx obéit à un impératif bien identifiable : cerner une collectivité, lui donner une identité et, par la suite, un destin. Toutes ses considérations contribuent à valoriser cette race naissante, lui désigner une ascendance enviable et surtout lui garantir une légitimité. Légitimité fondée sur des qualités intrinsèques à la race et distinctes de la souche. L'argument se corse et prend une plus grande signification lorsqu'on s'aperçoit qu'au fond le rejeton se différencie du tronc dans la mesure où ce dernier se développe autrement que prévu : c'est parce que la France a évolué dès le XVIII^e siècle dans un sens qui ne devait pas être le sien et que synchroniquement le Canada français est demeuré le parti de la fidélité qu'il est permis de parler de différenciation. Le fragment canadien-français se réclame alors de l'authenticité par opposition à la perversion de la même patrie. Ainsi s'explique toute l'application que met Groulx à vanter la valeur unique de la francité originale : esprit latin qui a le mieux assimilé les cultures grecque et romaine, elle a conçu un humanisme inédit qui, activé par l'idéalisme chrétien, dépasse les cultures anciennes ⁴¹². Pour nous, elle exprime une réalité qui, au dire de l'auteur, garde encore toute sa validité. La France, la vraie, l'authentique, la pure, elle

⁴¹⁰ La Naissance d'une race, p. 22.

⁴¹¹ Ibid., p. 243.

⁴¹² Orientations, p. 96.

est presque immuable ; c'est au plan politique, celle du Moyen Âge, celle qu'illustrèrent Du Guesclin, Bayard et Jeanne d'Arc. L'ordre achronologique de l'historien révèle ici l'intemporalité du phénomène ⁴¹³. Au plan littéraire, ce ne pouvait être Villon, ou plus tard Rabelais, Montaigne... Force lui est donc de puiser dans des temps plus modernes, mais tellement plus rassurants, ce sont donc Pascal, Racine, Bossuet... On serait en droit de s'étonner que l'auteur de *Phèdre* dame le pion à celui de *Polyeucte*, surtout lorsqu'on se rappelle l'enthousiasme avec lequel il s'était, jeune, repu de tragédies (comédies ?) cornéliennes.

Groulx mise sur la fixité du modèle d'action : il est un, inaltérable et invariable. Toute dérogation devient négation pure et simple du modèle. La France s'étant en quelque sorte dévoyée, il ne reste plus en son sein que quelques éléments incarnant son authenticité. Il est apparent que le flambeau passe au cours de cette transition entre des mains plus sûres, la « race élue » : nous ⁴¹⁴.

À remarquer ici les précautions dont s'entoure son discours. Groulx prend bien soin de préserver l'élue contre tout mélange ethnique. Les apports étrangers au moment de la colonie, qu'ils aient été anglais, suisses ou allemands auraient été fort bien contrôlés à tous égards ⁴¹⁵. Le gros de [201] l'intérêt porte plutôt sur nos rapports avec les Indiens. À ce propos, l'historien s'emploie activement à préserver la race de tout métissage ⁴¹⁶. Pour lui, il n'y a aucun doute :

Il est bien connu que la francisation des sauvages aboutit à un brillant échec et qu'aucune cohabitation des deux races n'a pu vraiment se réaliser ⁴¹⁷.

Relevant quelques cas de mélanges, il se hâte de conclure qu'ils n'ont laissé aucune descendance, « leurs enfants étant décédés avant la fin du dix-huitième siècle... ⁴¹⁸ »

Dans cette argumentation sur la genèse de la « race » rien n'est ignoré pour lui assurer une cohérence parfaite et, peut-être avant, une légitimité indéniable. Que

⁴¹³ *Directives*, p. 101.

⁴¹⁴ *Orientations*, p. 30.

⁴¹⁵ *La Naissance d'une race*, pp. 22-27.

⁴¹⁶ *Ibid.*

⁴¹⁷ *Ibid.*, p. 26.

⁴¹⁸ *Ibid.*, p. 27.

d'énergie dépensée pour se prémunir contre toute atteinte dans l'ordre du droit à l'existence ! Le recours au mythe historique ⁴¹⁹ permettait surtout l'affirmation d'un destin particulier, d'une mission supérieure ⁴²⁰. Groulx pouvait sous ces auspices déclarer très naturellement :

C'est encore un lieu commun de le rappeler : toutes les nations ont une mission à remplir ici-bas qui est de se mettre au service de la vérité. Il en est d'elles toutefois comme des individus : toutes n'y sont pas appelées aussi impérieusement ⁴²¹.

Les assises bien fondées, il nous revient maintenant d'observer ces grandes dispositions à l'oeuvre, second volet de ce grand mythe.

[202]

2. La race élue dans l'action

a) La vie rurale, notre vie

[Retour à la table des matières](#)

Groulx distingue trois types de héros au Canada français : l'explorateur, le défricheur et l'évangéliste ⁴²². De ces trois, il n'est pas outré d'affirmer que le défricheur jouit de sa préférence. Formulée autrement, sa vision de l'ensemble pourrait s'exprimer ainsi : le Canada français, c'est la vie rurale et ensuite le rayonnement.

⁴¹⁹ Edmond de Nevers a exprimé autrement une tournure mythique. Avec plus de franchise, il écrivait dans l'Avenir du peuple canadien-français : « Quelquefois, je me prends à regretter que la nuit n'ait pas présidé à notre entrée en Amérique, que le passé de notre race, sur ce sol qui nous est cher, n'embrasse pas des milliers d'années et qu'il ne flotte pas quelque étrange mystère de beauté ou d'horreur dans les plis obscurs de son voile. L'imagination a bientôt pénétré les trois siècles qui se sont écoulés depuis l'arrivée des premiers navires transportant des colons dans le golfe Saint-Laurent. Elle a embrassé en un instant l'épopée glorieuse dont nos pères furent les héros, mais elle voudrait encore aller plus loin, remonter plus haut vers le passé infini, en évoquant toujours sur son passage des âmes d'ancêtres, d'ancêtres qui auraient vécu, aimé, combattu et souffert dans la patrie. » (Pp. 216-217.)

⁴²⁰ Orientations, p. 29.

⁴²¹ Ibid. L'italique est de nous.

⁴²² Directives, p. 158 ; l'Enseignement français au Canada, p. 245.

Le nous de première référence c'est le *nous* rural. En lui se retrouve la quintessence du Canada français. Il détermine une action, la colonisation et surtout l'agriculture ; il détermine aussi, et au premier chef, une manière de vivre, de sentir ; bref, une manière d'être. Et par cette dernière un univers politique réduit.

L'exégétique canadienne-française a suffisamment disserté sur notre ruralisme pour qu'il soit indiqué d'en reprendre la description. Il ne fait pas de doute que Groulx s'inscrit dans la grande lignée ruraliste même si en fait il n'a jamais recommandé un retour systématique à la terre. Il en a bien sûr célébré et chanté les grandeurs et vivement revendiqué un programme de réhabilitation agricole. L'aspect qui nous retiendra davantage portera plutôt sur les conséquences politiques de cette consécration de la terre. En tant que mode de vie exclusif à lui-même, comme nous le verrons, elle implique un mode particulier d'organisation politique. C'est donc à ce titre que nous nous tournons vers un sujet qu'on pourrait croire épuisé.

Comme nous l'avons constaté précédemment, le colon, tiré de régions à traditions agricoles, emporte avec lui un patrimoine rural qui le prédispose à s'établir à demeure. Il reste donc en contrepartie (pour l'auteur) à démontrer la fertilité du sol et plus universellement l'accueil que lui fait cette terre nouvelle. Laissons-le l'exprimer en ses propres termes ; faisant le bilan des relations rédigées par Cartier, il écrit :

L'admirable, en ces descriptions de marin, c'est la part faite à la terre, aux beautés et à la fécondité du sol, à ce que l'on pourrait appeler sa prédestination agricole. Tout invitait à la colonisation ⁴²³.

L'intérêt du marin pour le sol nouveau semble toucher profondément l'historien, et lui donner encore plus d'assurance dans la défense de sa thèse. L'arrivée et l'installation des colons le confirment dans son opinion. « Il semble, écrit-il, que la rencontre de la terre et de l'homme n'ait laissé à [203] celui-ci que de réconfortantes impressions ⁴²⁴. » Les épousailles sont consommées...

Mais à cette « opulente végétation ⁴²⁵ » la sylve giboyeuse lançait un terrible défi. Comme le serpent de l'Éden, la forêt exercera sur le colon une séduction cor-

⁴²³ La Découverte du Canada, Jacques Cartier, p. 235.

⁴²⁴ La Naissance d'une race, p. 72.

⁴²⁵ Ibid., p. 74.

ruptrice. Avant même la venue de l'ennemi - l'Anglais, la Réforme... -, le mal, la tentation sont là qui guettent :

La richesse est telle et d'un accès si facile qu'elle va devenir un danger plutôt qu'une force. Quelle incitation à délaisser, pour la chasse et le commerce, l'exploitation du sol, à sacrifier à une richesse caduque l'établissement même de la colonie ⁴²⁶ !

À plusieurs reprises, le chanoine se sent comme obligé de bien mettre en relief la sollicitation très intense qu'exerçait le bois sur les pionniers. Et c'est toujours avec empressement qu'il tente de faire la preuve de leur attachement indéfectible au terroir. La résistance à ces appels tient presque de la sainteté aux prises avec la tentation. Il était capital que l'agriculturisme, de par ses implications morales, l'emporte haut la main. L'historien est formel : « les colons français ne forment pas, comme on l'a dit parfois, un peuple de trappeurs et d'aventuriers. Ils sont, plus que toute chose, un peuple de paysans ⁴²⁷. »

Se greffe à ce type de labeur, la vie familiale, l'assise sociale de cette entreprise collective. Dans ses textes plus typiques, comme ceux qu'il publie dans les divers tomes de *Notre maître, le passé*, Groulx chante les grandeurs de la vie rurale axée sur la famille. Vie au grand air, loin des centres de corruption, là où sont réunies les « conditions hygiéniques et morales les plus propres à entretenir la vigueur de la race ⁴²⁸ ».

Cet univers prévoit comme objectif ultime la disposition d'unités familiales parfaitement autarciques ⁴²⁹. Par le travail des champs et l'artisanat, Groulx imagine une organisation passablement autonome.

L'une des caractéristiques de la famille canadienne, c'est d'être une coopérative du travail et une petite société presque indépendante dans le domaine économique. Le budget familial veut que la production commune suf-

⁴²⁶ Ibid., p. 76. Il ajoute plus tard (p. 273) que le plus souvent l'esprit de famille l'emporte sur l'esprit d'aventure.

⁴²⁷ *Notre maître, le passé*, t. II, p. 276.

⁴²⁸ Ibid., t. I, p. 144.

⁴²⁹ *Chez nos ancêtres*, p. 14.

fise à tous les besoins. Et tout le monde travaille et tous les métiers fonctionnent pour que, du labeur de chacun, tous aient à manger et à se vêtir ⁴³⁰.

[204]

À ces considérations en apparence élevées malgré parfois une certaine étroitesse, se fait jour un esprit de petit propriétaire assez accentué. Groulx appuie avec insistance sur l'avantage d'être propriétaire. « Tout ce qui veut durer, prétend-il avoir entendu, doit posséder ⁴³¹. » Le legs de la maison et de la terre, la transmission de l'héritage ⁴³², retiennent son attention. Être maître chez soi, comme il prend plaisir à le répéter, renvoie à ce monde assez réduit. La propriété se porte garante d'une vie sédentaire recherchée pour ses qualités inhérentes ⁴³³. Elle fait taire l'esprit d'aventure qu'on assimile au vagabondage et, ce faisant, affermit un état de stabilité sociale instamment recherché. Groulx n'hésite pas à déclarer que le modèle de la famille rurale qu'il propose aujourd'hui est conforme à celui de l'Ancien Régime ; il est celui qui s'est perpétué jusqu'à nous ⁴³⁴.

Ce sont les petits labeurs des petits paysans qui ont conquis le sol pied à pied, qui ont bâti la Nouvelle France pièce par pièce. Une croissance d'une progression lente, mais autonome, sans forte poussée de l'extérieur ; une croissance qui est le résultat de petits efforts accumulés, souvent traversés d'obstacles ; telles sont les lois de ce développement ⁴³⁵.

En opposition à ce régime économique-social, se dressait la classe mercantile. Pour Groulx, l'antagonisme est « irréductible ». Entre le commerce et la culture, aucun dénominateur commun ne peut les concilier. L'un signifie la chasse, la vie nomade, l'exploitation ; l'autre l'existence même de la colonie ⁴³⁶. Richelieu fait figure de grand « colonial » pour avoir favorisé la colonisation, et Colbert de vulgaire mercantiliste pour avoir encouragé le commerce ⁴³⁷.

⁴³⁰ Ibid., p. 23.

⁴³¹ Lendemain de conquête, p. 186.

⁴³² Notre maître, le passé, t. I, pp. 145ss.

⁴³³ La Naissance d'une race, p. 247.

⁴³⁴ Notre maître, le passé, t. I, p. 116.

⁴³⁵ La Naissance d'une race, p. 145.

⁴³⁶ Ibid., pp. 136, 137 et 182.

⁴³⁷ Ibid., p. 104.

Quant à l'apport des militaires, des nobles et des autres bourgeois, l'auteur ne leur cède souvent que des rôles de figurants ⁴³⁸. Il nous reviendra dans les prochaines pages d'expliciter celui des politiques.

En dépit de sa facture monolithique, où tous les éléments paraissent s'emboîter sans heurt selon une logique implacable, la pensée de Groulx semble s'être parfois modifiée ; il était normal pour un historien, pionnier lui-même dans le domaine, de devoir rajuster son tir au gré de ses découvertes. Nous comprenons cependant moins bien une affirmation relevée dans un ouvrage qui chronologiquement contredit les textes [205] antérieurs et postérieurs à cet écrit. Ne serait-ce que pour des raisons de rigueurs, nous en soumettons l'extrait incriminé :

Les idées fondamentales, directrices de notre peuple, avant 1760, se réduisent à l'expansion lointaine, à la pénétration chez les peuplades indigènes, à un infatigable effort pour devancer partout un rival ambitieux, à une course à la fortune rapide dans les postes de l'ouest.

Après 1760, la métamorphose est brusque et complète. C'est le règne absolu et universel de la pastorale. C'est la vie familiale et paroissiale reconstruite et recommencée avec les moeurs des petites collectivités communautaires et bien closes ⁴³⁹.

Est-ce à dire qu'il y eut récupération d'une organisation préexistante qui se serait dissoute à la faveur des guerres ? Nous ne saurions l'affirmer. Le lecteur cependant apprend que la Conquête a eu au moins pour bon effet de restituer les « oeuvres de paix » et ainsi de déshabituer les Canadiens des « exaltations chevaleresques » à l'avantage d'un « enracinement » au sol ⁴⁴⁰.

Jetons donc un coup d'oeil sur cet esprit conquérant des nôtres que l'arrivée des Anglais aurait étouffé ou calmé.

⁴³⁸ Ibid., pp. 36-39.

⁴³⁹ Lendemain de conquête, pp. 185-186.

⁴⁴⁰ Ibid., p. 185.

b) L'esprit conquérant - Le mythe au service de la ruralité

Sous cette rubrique générique, englobons tout ce qui ressortit à l'esprit d'ouverture, de rayonnement, d'apostolat, d'exploration et même de combat. Qu'en est-il au juste, chez Groulx, de cet esprit de conquérant dont ses conférences publiques font tant état ? Pour se conformer à sa triade initiale, examinons combinés les deux attributs qui complètent le défricheur, à savoir l'explorateur et l'évangéliste. Si le premier se prête à une analyse individuelle, les deux autres se dissocient péniblement l'un de l'autre ; affectés au rayonnement de nos valeurs, ils renvoient l'un à l'autre. L'histoire voudrait probablement que l'explorateur devance en importance l'évangéliste, l'histoire groulxiste en revanche lui préférerait certainement un renversement dans l'ordre des priorités, ou pour le moins, leur accordait une importance égale.

De l'exploration proprement dite, Groulx a tôt fait d'en dépister les dangers. Si le fleuve invite aux relations de voisinage, il sollicite aussi l'expansion démesurée, donc la dispersion ⁴⁴¹. Loin de demeurer indifférent à ces audacieux explorateurs, l'historien en fait un fleuron à notre couronne : « Ils vont les joyeux coureurs de fleuves, avec une auréole au [206] front, une chanson française aux lèvres, et ils mettent, à la marge de notre histoire, je ne sais quel passionnant merveilleux ⁴⁴². » C'est bien à la marge que s'insère leur action dans l'économie générale du salut canadien-français. De par son étendue disproportionnée à sa population, la colonie court de grands risques. Pour cette bonne raison, la hardiesse doit être tempérée par le sens des réalités. Qui pourrait l'en blâmer ?

À ce point de vue, le chanoine n'a pas changé d'avis ultérieurement : son *Histoire du Canada français*, publiée au début des années 50, demeure fidèle à une modération assez marquée à l'endroit de l'exploration dans son ensemble. Malgré la beauté et la grandeur du geste qui marque la « glorieuse époque » des conquêtes territoriales, Groulx se garde d'en faire l'apothéose ⁴⁴³. Pour lui, elles s'inscrivent dans une

⁴⁴¹ La Naissance d'une race, p. 79.

⁴⁴² Ibid., p. 185.

⁴⁴³ Histoire du Canada français, t. I, p. 104.

politique globale, celle de Talon, qui répond à un déterminisme : soit la géographie, le politique ou le militaire. Chacune des expéditions célèbres s'expliquerait selon un de ces trois axes (ou encore selon une combinaison de ceux-ci). Il ne ressort donc pas de ses propos une intention proprement conquérante. Si l'enthousiasme gagnait les agents qui s'y livraient, et de ce fait a donné à l'histoire un cachet d'audace, on doit ajouter que Groulx se charge d'en dégager la témérité sans toutefois parvenir à l'intégrer complètement à l'ensemble. Bien loin de là.

À titre de mythe, cependant, l'auteur en fera un usage fréquent mais hors de ses propos historiques. Et là réside chez lui une première ambivalence. L'historien sera volontiers contredit par le propagandiste. L'esprit conquérant est proposé comme idéal, comme modèle à suivre, auprès de ses contemporains qui lui paraissent en être plus que dépourvus.

L'équilibre sera alors difficile à maintenir. Groulx ne nie pas la haute qualité morale de l'exploration, il l'exalte comme mythe lors de ses conférences publiques. Par contre, dans ses études d'histoire, il l'envisage sous un jour différent : la vie sédentaire, l'installation d'une société à vocation rurale le contraignent à tempérer ses ardeurs au point de lui accorder une place en définitive très secondaire. Moins de sept pages de son *Histoire du Canada français* sont consacrées à l'exploration sous Talon, qui fut effectivement la grande période ⁴⁴⁴. Il faut l'effort vigoureux de *Notre grande aventure*, publié en 1958, pour apporter un correctif à cette perception.

Le même phénomène est observable lorsqu'on examine de près la manière dont l'évangélisation est traitée dans les textes de Groulx.

[207]

À titre exceptionnel, nous nous permettons de puiser dans des écrits postérieurs aux années 30, et ce, pour les fins d'un premier volet consacré à l'échec des diverses tentatives d'apostolat auprès des Indiens. *La Naissance d'une race* et autres ouvrages de caractère exclusivement historique ne s'attardent aucunement à l'oeuvre entreprise par les missionnaires autrement que pour baptiser cette nouvelle race du sang de martyrs.

⁴⁴⁴ Ibid., pp. 98-104.

L'Histoire du Canada français, publiée en 1950, refuse systématiquement l'Indien que l'auteur convient d'appeler fréquemment sous le vocable de « sauvage ». Repoussant toute forme de métissage dans la formation de la race élue, il lui était naturel de tenir l'« homme des bois » à bonne distance des nôtres. La colonie se forme donc à côté de l'indigène - et souvent même contre lui. L'opinion de Groulx est bien arrêtée, l'Indien est un fainéant qui ne sait que « pétuner, festoyer, chasser et guerroyer » ; habité qu'il est par un sensualisme « qu'épouvante les lois de la morale chrétienne », il n'offre à son interlocuteur qu'un « vide spirituel ⁴⁴⁵ ».

Dans ce même ouvrage, Groulx est formel ; l'action missionnaire dans ses diverses phases s'est soldée par des échecs cuisants ⁴⁴⁶. À peine est-elle parvenue à toucher une élite. L'auteur n'en fait pas moins l'éloge de ce mouvement ; à ce stade, il n'est plus conquête, il n'est que témoignage, nuance importante qui donnera une signification bien précise au martyre.

Ceci nous amène au second volet qui rend mieux compte des visées précises de Groulx. À la limite, il aurait été possible de faire abstraction du premier. Il ne sert au fond qu'à mieux introduire le second, tableau d'une foi qui vient valoriser et confirmer à la fois un univers tourné sur lui-même. Les écrits proprement *historiques* des années antérieures à la seconde grande guerre décrivent une activité apostolique confinée à la colonie. Bien entendu, le grand élan missionnaire est glorifié à l'occasion des voyages de Cartier ; le moment est bien choisi et la partie fort belle puisqu'il prend forme *hors* de la colonie dont l'établissement ne se réalisera que près d'un siècle après. Le panygérique atteint son but sans compromettre la logique interne du futur système social : il permet d'emboucher la trompette sonore de la conquête évangélique comme valeur première de notre « race » sans impliquer l'action future des fondateurs. Comme levée de rideau à notre histoire, pouvait-on, dans l'esprit de l'auteur imaginer mieux ?

[208]

⁴⁴⁵ *Histoire du Canada français*, p. 55.

⁴⁴⁶ *Ibid.*, pp. 54-55. Au sujet des missions sous l'administration de Talon, il écrit, à la page 108 : « Encore cette fois, les succès ont-ils répondu à tant d'héroïsme ? Pour avoir quelques rudiments de culte, l'Indien des Lacs ne diffère qu'assez peu de l'Indien de l'est du Canada. Même paganisme têtu, mœurs privées et publiques aussi déplorables. Les résultats de ces missions ressemblent à ceux qui nous sont déjà connus : peu de conversions, peu de conquêtes foudroyantes, les baptêmes d'enfants, de vieillards, de moribonds l'emportent de loin sur les baptêmes d'adultes en santé. »

Cette dynamique tournée vers l'évangélisation des indigènes s'atténue sensiblement dans ses textes au fur et à mesure que prend corps la Nouvelle France, comme collectivité. L'historien prend alors plaisir à s'attarder à la qualité de la foi qui anime ces âmes au détriment des conquêtes qu'elles auraient pu y faire. Aussitôt que se constitue la colonie, l'action extérieure se dissout progressivement. Dans *la Naissance d'une race*, il est manifeste que c'est la formation d'un foyer animé et autonome qui importe. Groulx commence par montrer la grande valeur du clergé immigrant par opposition au piètre état dans lequel se trouvent les clercs français. La Providence a certes veillé au choix des premiers pasteurs en Nouvelle France, car c'est miracle selon lui qu'ils n'aient pas été atteints par la dissolution des mœurs qui sévissait dès la première moitié du XVII^e siècle, surtout dans le clergé du nord-ouest de la France ⁴⁴⁷.

Aussitôt installée, l'autorité religieuse se heurte aux « prétentions insoutenables du gallicanisme » et aux entraves « d'un césarisme tracassier ⁴⁴⁸ ». Mais, à travers ces épreuves, s'impose le « dessein particulier de la Providence ⁴⁴⁹ ». Et finalement le message de l'historien porte sur l'intensité de la foi à l'intérieur même de la race. La triade célèbre constituée de Jeanne Mance, Marie de l'Incarnation et Marguerite Bourgeoys - qui entrèrent un peu plus tard dans l'histoire - signale une réussite interne à cette nouvelle collectivité.

Les martyres subis aux mains des Indiens prennent une signification mystique qui n'a aucune portée sur les tortionnaires et leurs tribus. Ils apparaissent comme ces manifestations d'une foi toute française qui alimentent une communauté exclusive à la race. Ils montrent aux contemporains et à leurs successeurs que nous sommes l'abnégation qui anime la spiritualité ici installée. Nous sommes donc loin de la conquête apostolique : tout gravite autour d'un univers fermé qu'universalise une Église toute européenne. Il s'agit bien d'une vue propre aux années 30, puisque plus tard l'historien proposera dans le *Canada français missionnaire* (1962) un idéal élargi.

L'action religieuse comporte une double fonction. Fonction d'une part *d'identification* : elle sert à souligner une fidélité qui échappe déjà à la France du grand siècle.

⁴⁴⁷ *La Naissance d'une race*, p. 114.

⁴⁴⁸ Ibid., p. 125.

⁴⁴⁹ Ibid., p. 117.

La Nouvelle France se différencie de la mère patrie dès les premiers moments de sa découverte et de sa fondation : elle affirme sa distanciation d'avec l'esprit de la Renaissance et du gallicanisme endémique. La foi retenue par Groulx dans ces pages puise à des [209] aspirations franchement médiévales, et vante les qualités de vertus dites primitives ⁴⁵⁰.

Le catholicisme médiéval devient un des traits distinctifs du Canada français.

D'autre part, l'action religieuse assure une fonction à incidence sociale : la vie paroissiale, prolongement de la vie familiale. Pour des raisons qui commencent seulement à s'explicitier, nous intégrerons ce second élément de l'univers rural à la gouverne dont il devient l'axe central.

Nonobstant ses professions de foi à l'esprit conquérant de nos ancêtres, il apparaît que Groulx recherche la reconnaissance d'un type idéal qui se définit totalement par la ruralité et la sédentarité. L'explorateur et l'évangéliste sont absorbés par le défricheur et le cultivateur. Leurs gloires passées serviront à raviver des âmes au nationalisme défaillant ; car comme valeur d'action concrète ne subsiste que l'action campagnarde à l'ombre du clocher.

Comment alors concilier cette interprétation avec la hardiesse et souvent même la témérité dont sont gratifiés les valeureux défenseurs de la patrie ? Le terme « défenseur » n'est pas employé par hasard, dans le présent contexte. L'histoire groulxiste valorise l'action militaire *défensive* et *non conquérante*. C'est parce que nous sommes menacés que le militaire prend sa place dans l'histoire. Menacés sommes-nous par les Indiens et les Anglais, pour l'être plus tard par le conquérant britannique comme autorité ultime.

Ceux que célèbre Groulx sont ceux-là qui terrassent les éléments dangereux pour l'existence de la colonie ; ce sont, par ordre d'importance dans la galerie des tableaux héroïques, Dollard, Madeleine de Verchères, Tracy... Contre les « barbares », la collectivité à vocation agricole secrète les éléments propices à sa défense ⁴⁵¹. Devant le fait que « l'âme de la Nouvelle France est toujours assaillie ⁴⁵² », le *sacrifice* revêt un caractère quasi religieux. Groulx élève sur le pavois non telle-

⁴⁵⁰ Notre maître, le passé, t. I, pp. 32-33.

⁴⁵¹ La Naissance de la race, p. 154.

⁴⁵² Notre maître, le passé, p. 58, à propos de Dollard.

ment les gloires militaires du Régime français mais plutôt les défenseurs de la colonie. Aussi revient-il souvent à des non-militaires les honneurs de l'histoire.

À Ville-Marie, la vaillance n'a pas de rang social ; elle est la vertu commune. L'héroïsme est demandé à tous et il est offert par tous comme la besogne quotidienne ⁴⁵³.

[210]

La hiérarchie s'estompe au profit d'une vision d'ensemble qui réunit tous les membres dans un même esprit. Cette forme d'égalitarisme nous achemine aux rouages politiques de nature très rudimentaire que rassemble la paroisse.

c) L'autorité et la gouverne ou la confusion des mythes

Groulx affiche une double préoccupation que lui impose la survivance de la race : une participation uniformément partagée par tous les membres de la société à des valeurs devant être préservées, et, en second lieu, un foyer d'autorité en vue de sauvegarder ces dernières. Préoccupation où le risque de contradiction est élevé. La conciliation de ces deux fins ne pourra se réaliser qu'en les interposant à des niveaux différents : ce seront la paroisse et l'Église.

1) *Le mode sédentaire-mystique*

L'unité privilégiée demeure sans conteste la cellule familiale. Son organisation de type autarcique la garantit contre la plupart des intempéries. En conséquence, la paroisse ne surgit que comme cadre social second, bien assujetti au cadre premier :

Nous allons voir la vie familiale se reproduire dans la paroisse et l'organiser. La paroisse n'est, chez nos ancêtres, que la famille agrandie, c'est le transport d'une collectivité à l'autre, des mêmes cadres, des mêmes éléments, du même esprit ⁴⁵⁴.

⁴⁵³ Ibid., p. 31.

⁴⁵⁴ Chez nos ancêtres, p. 56.

Cette famille élargie qu'est la paroisse se tient malgré tout en retrait de la cellule première. L'autarcie de cette dernière la met en position d'autonomie qui ravit à la paroisse toute forme très organisée au-delà du religieux. Nous n'avons relevé que de rares cas de mise en commun au niveau local :

À défaut de main-d'oeuvre, les premiers pionniers s'organisent parfois en associations fraternelles. Ils inaugurent le « coup de main » que la servabilité chrétienne va généraliser ⁴⁵⁵.

L'extrait est significatif. Le ton conditionnel de ces propos, le caractère épisodique des cas relevés, la nature non organisée et très accidentelle du [211] « coup de main » contribuent à vider ce type d'entreprise de tout contenu formalisant. Il y a effectivement une application chez Groulx à tenir la famille à l'écart d'une contrainte éventuelle du social, serait-ce en provenance d'une collectivité tenant à peine des relations secondaires. De là les nombreux développements qui s'attardent à mettre en relief l'esprit d'indépendance - à ne pas confondre avec l'individualisme, aspiration issue de la Réforme - qui était censé caractériser nos ancêtres.

Ce qui reste d'attaches avec l'extérieur est assimilé par la paroisse qui assume une fonction double : elle est d'abord le lieu religieux de référence et, ensuite, elle est le lieu politique également de référence, puisqu'elle confine en pratique tout le politique à ses frontières, projetant dans l'ombre la plus obscure l'existence d'une instance civile supérieure.

À l'autarcie familiale ou domestique du rural, correspond, en parallèle, une forme d'autarcie religieuse, non dans les dogmes ou mêmes les rites mais plus simplement comme communauté de référence qui répond directement, mais de manière très lointaine, à l'autorité diocésaine. Dans le concret, la collectivité vécue c'est la paroisse et non le diocèse ou, moins ecclésiastiquement, la colonie... Groulx vante bien sûr les aspirations et la valeur de la colonie priante, mais à ce moment, il se réfère à une communion plus qu'à un groupe structuré selon l'armature diocésaine. Il en était effectivement de même pour la famille par rapport à la société civile, selon Groulx toujours ; elle était économiquement autarcique *mais* son modèle d'organisation, de

⁴⁵⁵ *La Naissance d'une race*, p. 147. Parlant de la paroisse, il écrit dans Notre maître le passé, 2e série, aux pages 294 et 295 : « Là pareillement se manifeste une forte solidarité ; les pauvres n'existent point ; les quêtes, les coups de main s'organisent le plus facilement du monde pour aider le voisin qui bâtit ou que le malheur a frappé. »

gestion, de pratique religieuse, etc., était universel. Il faut bien convenir que cette autonomie n'était qu'apparente car au fond - toujours selon le modèle, mais de façon implicite - elle ne souffrait aucune déviance dans les attitudes et les comportements. À cette autonomie religieuse de la paroisse, se joint l'autonomie politique.

Groulx fonde son argumentation sur un constat d'échec : l'autorité civile est impuissante à gouverner la colonie par suite, entre autres, de l'éparpillement que lui impose la disposition géographique des lieux. La dispersion impose une contrainte insurmontable à l'administration centrale qui ne parvient pas à instaurer un réseau efficace ⁴⁵⁶. Pour l'auteur, la colonie s'est développée hors du pouvoir civil : à ce phénomène d'inaccessibilité des gouvernants par rapport aux gouvernés s'ajoutent des dispositions plus propices à l'obéissance aveugle chez les gouvernés. La collectivité forme donc un tout non coiffé d'une autorité véritable ; elle se retrouve, se définit et s'oriente hors du politique reconnu, hors d'un projet collectif dûment arrêté par la gouverne.

[212]

À propos d'un des administrateurs les plus illustres du Régime français, Groulx traduit bien cet écart :

Sauf ce progrès dans la prise de la terre, on cherche en vain ce qui a marché de l'oeuvre de Talon. L'initiative du petit tenancier, qui a appris à se passer du pouvoir, va toujours de l'avant. Pour le reste, c'est une décadence complète ⁴⁵⁷.

Le fardeau de la tâche à accomplir revient comme nous le voyons, à la base qui se saisit *individuellement* d'un idéal à réaliser. Parier en termes exclusifs de déterminisme serait aux yeux du chanoine refuser la part dévolue à l'action providentielle. Sans exclure l'accommodement aux conditions géographiques, il y a certes de sa part une intention bien fixée, celle de montrer l'action d'une race élue qui fait fi du politique et s'oriente selon un mouvement qui le transcende.

Loin du gouvernement et de ses agents, le colon, sur son coin de terre, mène sa vie libre et indépendante, sans autre société que sa famille et son

⁴⁵⁶ La Naissance d'une race, pp. 85-105.

⁴⁵⁷ La Naissance d'une race, p. 179.

voisinage, sans autre loi que sa conscience, sans autres chefs que son curé et son Seigneur ⁴⁵⁸.

La part réservée au *mystère* est trop visible, ce nous semble, pour nécessiter de longs développements. Les agents sont perçus par l'historien comme animés du feu sacré. Individuellement et collectivement, leur vie entière est empreinte d'une mystique à laquelle ils ne sauraient se dérober. L'autorité se dissout dans une telle société où les unités communautaires s'autosuffisent et s'autocontrôlent, tout en maintenant une uniformité remarquable dans l'action. Les chefs ne jouissent dans ce contexte que d'un rôle d'influence : l'autorité du seigneur était, au dire de l'auteur, fort réduite, celle du curé continue un peu celle de la famille. À partir de ce moment béni, la collectivité est tenue par une valeur sacro-sainte, le Saint Graal de l'auteur qui s'appelle *l'unanimité*.

Les implications politiques de cet état de béatitude sont nombreuses pour la cohérence du modèle. Il pose, comme postulat, *l'égalité* des agents en présence ⁴⁵⁹. La hiérarchie n'a pas ici sa place. L'action désignée à la race élue est confiée en quelque sorte à la masse des Canadiens français qui s'en rendent les premiers responsables.

Le gros de l'action revenant à la collectivité comprise comme largement indistincte, la gouverne et surtout ses gouvernants, n'occupent pas une place importante dans l'histoire groulxiste. Influence de Michelet ? Peut-être. Mais il nous faudra pousser plus loin dans l'interprétation, car cette [213] manière de nous apercevoir hier est peut-être liée à sa manière de nous apercevoir aujourd'hui...

Ceci dit, jetons un coup d'oeil sur les grands du Régime français, tels qu'on peut les voir à travers la lunette de Groulx. Comme nous pouvions nous y attendre, peu de figures de proue illustrent cette période : les rois, les gouverneurs et les intendants n'obtiennent de l'auteur qu'un accueil réservé. Talon gagne en faveur selon la chronologie des textes, *l'Histoire du Canada français* lui assure une postérité plus brillante que les premiers écrits. Parmi les ecclésiastiques, se dégage surtout monseigneur de Laval. À son sujet, Groulx valorise son intervention vigoureuse qui a préser-

⁴⁵⁸ Ibid., p. 103.

⁴⁵⁹ Lorsque Groulx parle de la puissance de ce « clergé plébéen » qui se tient près du peuple, c'est sûrement à cet état d'égalité relative qu'il se réfère. *La Naissance d'une race*, p. 123.

vé les nôtres de « l'alcool dans le sang de leur père ⁴⁶⁰ ». Avec regret, il note que nos historiens n'ont pas compris combien dans cette affaire se trouvaient engagés « la santé physique de la race, l'honneur même de notre sang ⁴⁶¹ ».

Les grandes figures politiques semblent être retenues en fonction inverse de leur compétence au pouvoir politique. Champlain et Maisonneuve occupent le premier rang, suivis un peu en deçà par Cartier. Est-ce coïncidence que l'auréole coiffe ceux qui les premiers foulent des lieux prédestinés ? Les plus politiques sont jugés sévèrement. Groulx s'en prend même à l'autoritarisme de Frontenac ⁴⁶². Dans cette critique, l'auteur prend la part du démocrate. Quant aux autres hommes politiques à diverses époques du Régime français, hormis Talon, ils apparaissent comme des figurants de l'histoire.

Ce premier modèle sert donc à démontrer l'existence d'une collectivité capable de perdurer malgré une décapitation d'autorité ; l'historien s'applique à décrire un univers autarcique, décentralisé à l'extrême (la famille) pour ne pas dire atomisé, qui se prolonge par contre dans la paroisse. Aussi est-il capital de remarquer combien la paroisse est conçue comme un *décalque* de la communauté première, et quelle insistance il met à la cloisonner autant à l'horizontale qu'à la verticale. À l'horizontale, les rapports sont presque inexistantes, nous savons par ailleurs que ces unités sont homogènes et constituent une communion, à la limite, une prière... À la verticale, des relations ténues, gages de cette autonomie jalousement entretenue.

Nous nous permettons de terminer en laissant à l'auteur le soin de nuancer en conclusion une pensée qui, aiguillonnée par le mythe du conquérant, s'épuise rapidement dans le mythe de la société close.

214]

Que manque-t-il à cet ordre social pour atteindre à la perfection ? Peut-être faudrait-il à son sommet le dernier sentiment hiérarchique qui élèverait les collectivités partielles jusqu'à la réalité de la patrie. Le sentiment patriotique n'est nullement étranger aux anciens Canadiens ; mais leur esprit familial très fort et très envahissant s'achève volontiers en un esprit de clocher exclusiviste. Le sens et l'expérience de la vie publique leur font défaut trop

⁴⁶⁰ La Naissance d'une race, p. 126.

⁴⁶¹ *Notre maître, le passé*, 1re série, p. 104.

⁴⁶² La Naissance d'une race, pp. 94-95.

entièrement. Le sens social en demeure plus ou moins teinté d'individualisme. Les interventions intermittentes d'une autorité civile lointaine, les guerres pour la défense des frontières, les exercices militaires mensuels sont les seuls rappels à une collectivité terrestre plus haute que la paroisse.

Cette faiblesse n'offrait pourtant rien d'irréparable. Une société organisée dans l'ordre social chrétien, selon les cadres éternels fournis par l'Église, ne garde-t-elle point la promesse de toutes les guérisons et de tous les progrès ? Cette espérance est bien celle que nous accueillons à la fin de ce tableau d'histoire où la race canadienne nous apparaît dans l'intégrité de ses forces ⁴⁶³.

2) L'Église - le mode sédentaire-ordonné

Cette collectivité prend les apparences de sous-collectivités fortement décentralisées, réunies en un faisceau par le lien mystérieux de la mission portée au cœur de chacun des membres. Tous sont censés vibrer au même diapason, ils semblent vivre en communion. Or, Groulx pose en parallèle un second modèle qui, lui, ne comptant plus sur la haute valeur des agents, refait l'unité de la collectivité par l'action d'une *structure*, elle aussi distincte du réseau propre à l'autorité généralement reconnue qu'est la gouverne ; cette structure, c'est évidemment l'Église. Le modèle original s'efforce d'offrir l'image d'une cohésion culturelle forte ; le second se propose au contraire de fournir une légitimité à l'autorité unificatrice de la hiérarchie ecclésiale. Désormais, l'Église en tant qu'*institution* préside aux grandes destinées de l'histoire.

Dès l'origine, elle donne le ton et impose ses vues à des monarques plutôt tièdes ⁴⁶⁴. Elle devient bientôt dans la colonie, un bon garde-fou contre les périls moraux suscités par le nomadisme auquel succomberait « une trop grande partie de la population ⁴⁶⁵ ». Le lecteur est en droit de se demander où sont les vertueux sédentaires ? Le bonheur pour la Nouvelle France a donc été à ses yeux d'être « gouvernée » par des évêques, pour qui, ajoute-t-il, le progrès et la civilisation ne s'expriment pas par le lucre ou la gloire. Eux savaient qu'elle consiste dans la « dignité des

⁴⁶³ La Naissance d'une race, pp. 280-281.

⁴⁶⁴ Notre maître, le passé, t. I, pp. 271-272.

⁴⁶⁵ Ibid., p. 274.

mœurs », dans « la domination de la volonté sur les mauvais instincts de la nature humaine ⁴⁶⁶ ». [215] C'est le visage nouveau, autoritaire de l'Église, censeur et bouclier contre « les corrupteurs ». Groulx accepte le terme de théocratie même s'il ne lui trouve pas que des avantages ; l'essentiel pour lui c'est plutôt de légitimer l'action épiscopale qui pourrait être mise en cause par une interprétation trop exclusivement juridique ⁴⁶⁷ :

Mais quel crime auraient donc commis ces hommes d'Église à prendre la place d'un pouvoir qui abdiquait et à sauver ainsi la Nouvelle France ⁴⁶⁸ ?

Et, suivant son « génie organisateur », l'Église poursuit son oeuvre :

Pour la défense de la race, il est deux bastions, entre autres, que *nos évêques ont élevés de leurs mains* : la famille et la paroisse ⁴⁶⁹.

La dynamique sociale est alors perçue à l'inverse du mouvement initial. Elle détonne sur les thèses antérieures en accordant à cette autorité un caractère de surdétermination qui s'accompagne d'ailleurs d'un appui formel. De hiérarchique, la société devient, pour les fins de la nouvelle démonstration, un ensemble structuré. Chaque famille devient, à la suite du mot de monseigneur de Saint-Vallier, « une communauté bien réglée » où le père, à l'occasion par exemple du nouvel an, remplit la fonction de « pontife domestique ⁴⁷⁰ ». L'institutionnalisation des rapports sociaux sous l'emprise du clergé se substitue à la spontanéité des élus de la première histoire.

... Une institution s'est implantée au sein de la paroisse, ou plutôt l'a fait grandir en elle, lui a imposé ses cadres et l'a conservée maternellement. Au-dessus du rang ou de la côte se dresse la puissance de l'Église, plus haute encore que les clochers au-dessus des chaumières et des champs. Dans chaque paroisse, cette puissance est représentée par le curé. Le curé canadien, homme de vérité et gardien de morale, devient un chef aisément obéi ; son

⁴⁶⁶ La Naissance d'une race, pp. 124ss.

⁴⁶⁷ *Notre maître, le passé*, t. I, pp. 274-275.

⁴⁶⁸ La Naissance d'une race, pp. 124-125.

⁴⁶⁹ *Notre maître, le passé*, t. I, p. 275. L'italique est de nous.

⁴⁷⁰ Ibid., p 276.

autorité, faite de paternité spirituelle, ne trouve d'ailleurs, autour d'elle, aucune rivale ⁴⁷¹.

Sous ces auspices, l'Église ne se contente plus de maintenir un pouvoir hérité, mettons du Moyen Âge, elle le renforce et l'étend considérablement au point d'évincer en pratique tout vestige à l'autorité civile. Les propos de Groulx sont pourtant très explicites :

L'autorité du curé s'étend... à tous et à tout ; elle protège les intérêts matériels, prend ou seconde toutes les initiatives, plane au-dessus des consciences, de [216] toute la hauteur du sacerdoce, elle défend et régit la morale du troupeau. L'Église et le curé deviennent le centre, le lien de la paroisse, le seul cadre administratif. Et de même que l'habitant se suffisait dans sa famille, il se suffit dans sa paroisse, avec ce gouvernement temporel et spirituel qui lui garantit l'ordre, assure la stabilité des foyers, les unit dans une charité supérieure ⁴⁷².

Tout au long de l'histoire, l'Église assure la pérennité de la race. Elle est gardienne de la foi au lendemain de 1760 et préservatrice de la nation devant « 65,000 paysans ruinés par la guerre et abandonnés à eux-mêmes ⁴⁷³ ». Le curé occupe alors un poste stratégique, car à la fin du XVIIIe et au XIXe siècle, il demeure « la plus grande et quelquefois, la seule autorité sociale ⁴⁷⁴ ».

Par le prêtre toujours, l'organisme religieux acquit assez de force pour animer de son esprit l'organisme scolaire et même l'organisme civil qui se développèrent en lui ⁴⁷⁵.

Grâce à son épiscopat, la nation évite le pire. Monseigneur Hubert, par son opposition inconditionnelle aux mariages mixtes, a protégé la foi et l'homogénéité de la collectivité ⁴⁷⁶. L'Église s'est chargée globalement des « intérêts généraux du peu-

⁴⁷¹ La Naissance d'une race, p. 280.

⁴⁷² La Naissance d'une race, p. 280.

⁴⁷³ Notre maître, le passé, t. I, p. 281.

⁴⁷⁴ Ibid., p. 283.

⁴⁷⁵ Ibid.

⁴⁷⁶ Ibid., p. 282.

ple ⁴⁷⁷ ». Sans l'assistance de l'État, elle a mis sur pied l'enseignement secondaire et supérieur et relevé de ses ruines le primaire.

Pendant longtemps, il n'y aura d'école qu'à l'ombre de l'église. Lorsque, enfin, échappés à la servitude politique, nous commencerons à organiser les fonctions de notre vie sociale, nous retrouverons encore l'Église dans le même rôle ; elle défendra les droits de la famille contre les nouveaux pouvoirs comme elle les avait défendus jadis contre les assimilateurs. Et le régime d'enseignement public qu'elle fera prévaloir, s'il n'est point sans infirmité, n'en a que d'imputables à l'ambition de l'État et à la faiblesse des hommes ⁴⁷⁸.

Dans ce schéma, la part de l'Église prend sans conteste une place grandissante. Cette institution qui, dans le premier modèle, exerce une *influence*, le fait en termes d'*autorité* dans le second. Si, dans le premier, elle occupait une infime part de l'aire politique, elle est en passe dans le second de l'occuper beaucoup. Elle le fait d'autant plus qu'elle se veut [217] réplique à une menace. Conditionnée de la sorte, elle rigidifie ses structures et parvient à remplir tout espace libre.

La foi catholique, cela veut dire, pour un peuple, la vérité domestique (sic) la vérité politique mise hors de question ; cela veut dire, dans un pays, la salubrité intellectuelle, la préservation des aventures doctrinales qui se paient en reculs quand ce n'est pas en catastrophes ⁴⁷⁹.

Dans la logique du nouveau système, il ne faut pas s'étonner de voir apparaître des notions extrinsèques à l'idéal type original qui, lui, se passait d'armatures rigides, tout se logeant dans les dispositions vertueuses distribuées uniformément parmi les élus. L'ordre se veut pour le moins « organiquement » mieux aménagé ; parlant de l'Église, Groulx établit une loi qu'il croit universelle à savoir qu'« en toute vie composée d'éléments divers, le progrès s'affirme avec puissance où l'élément supérieur gouverne les autres ⁴⁸⁰ ».

Autant le premier modèle se nourrissait d'une mystique débordante, toute de confiance en la force intérieure des agents, autant le second s'affirme en négation

⁴⁷⁷ Ibid., p. 283.

⁴⁷⁸ Ibid., pp. 283-284.

⁴⁷⁹ *Notre maître, le passé*, t. I, p. 285. L'italique est de nous.

⁴⁸⁰ Ibid., p. 283.

du premier, se rassurant dans les structures immuables de l'organisation ecclésiastique⁴⁸¹. Ces deux perceptions s'entremêlent imperceptiblement dans les propos de l'historien, elles correspondent à des aspirations paradoxales chez lui, faites de confiance et de méfiance en l'homme. Elles se retrouvent comme des tendances qui s'enchevêtrent dans un même discours. Si bien qu'elles émergent difficilement comme des structures distinctes, mais renvoient plutôt l'une à l'autre, comme deux pôles d'attraction disposant chacune d'une logique propre.

Par voie d'analogie, cette configuration opposant la spontanéité individuelle à la rigidité des cadres, n'est pas sans réplique avec son pendant qui oppose le mythe conquérant au mythe sédentaire. Ce constant déchirement entre deux propensions contradictoires font de Groulx un penseur divisé.

Conclusion

Nous nous gardons bien de mettre en doute cette habile construction de l'histoire. Faire la part du fondé et du non-fondé, du certain et de [218] l'hypothétique, ne nous appartient pas. Certes, la genèse de la race se confond avec la légende ; la vie sédentaire et paisible, avec le folklore. L'une, chez Groulx, s'inspire de l'épique, l'autre du lyrique. Que certains développements soient conformes à l'orthodoxie historique ne compromet en rien la structure d'ensemble qui, de toute manière, relève d'une composition. Échafaudée probablement à l'insu de son auteur, elle combine des faits ; les uns singuliers, propres à quelques cas particuliers, d'autres plus universels à l'ensemble de la colonie. Peut-être y a-t-il aussi une part laissée à l'imagination ? Ne nous intéressent en dernière analyse que la totalité de la construction et la cohérence qui renvoient les éléments constituants entre eux.

Le mythe historique essaie de justifier l'originalité et l'autonomie du peuple choisi qu'est la race. En première instance, il anoblit cette dernière en lui assignant les qualités d'une francité intemporelle que la souche mère n'a jamais assumée dans son intégrité à aucun moment de son histoire. En seconde instance, il rend acceptable

⁴⁸¹ Dans un article déjà cité, Léon Dion ramène sensiblement la pensée de Groulx à une perspective ecclésiastique de l'histoire nationale. « Le nationalisme pessimiste... », *Cité libre*, n° 18, novembre 1957, p. 5.

la longue traversée du désert depuis 1760, grâce à la composition d'une société qui peut se dispenser d'une structure pour la chaapeuter.

L'univers décrit par Groulx pourrait être illustré, selon sa formulation originale, par une figure géométrique assez familière : un cône tronqué où la partie supérieure manquante exprimerait la vacuité politique du système et où la partie inférieure compartimentée en petits bâtonnets verticaux (ou à peine inclinés) montrerait l'agglutination d'unités analogues. Cette image, consécration de l'apolitisme, présuppose un semblant d'harmonie. Lorsque celle-ci est rompue par l'adversaire, une nouvelle composition doit s'y substituer en tenant compte de cet atavisme idéologique, l'apolitisme.

Selon la seconde formulation, l'organisation ecclésiale vient combler mais encore assez imparfaitement le vide supérieur laissé par l'autorité civile. Agent de cohésion, elle l'est, mais selon une dynamique impossible à préciser davantage. Aussi verrons-nous dans la récupération ultérieure du fragment, c'est-à-dire dans les prochains chapitres, la confection de nouveaux gendarmes de *l'ordre* qui, en somme vont se substituer à l'influence ecclésiale sans complètement l'écarter. Le second modèle se veut avant tout une garantie de l'unité, mais aussi de l'ordre, celui qui vient d'en haut. Cet ordre cependant prend forme hors du politique et même face à des perturbations majeures comme le revirement culturel que l'adversaire est en voie de nous imposer.

[219]

II. - Le nouveau nous face à l'adversité

1. L'adversité

[Retour à la table des matières](#)

La race canadienne-française est déterminée chez Groulx par les impératifs de sa naissance et de sa prime enfance. Il serait permis de parler dans un sens large d'un déterminisme quasi génétique. Les notions d'« hérédités », de patrimoine, d'héritage culturel, reviennent constamment sous sa plume. En plus de croire en une

transmission par apprentissage de ces valeurs, Groulx incline en faveur d'un certain conditionnement qui se rapproche d'une filiation biologique. La race, le sang, les « hérédités » renvoient à un contenu de cette nature. L'application avec laquelle il décrit autant le physique que le moral de la collectivité naissante ne fait pas de doute sur l'importance que revêtait à ses yeux cet aspect.

Dans cette ligne de pensée, la fidélité aux origines prend un caractère d'absolu qui engage la collectivité entière. C'est en fonction de ce respect des origines que s'échafaude la thèse de Groulx. Son déterminisme quasi génétique rétrécit au maximum la marge des possibles. Seules certaines adaptations nécessaires, et encore ! permettent des corrections de parcours.

La situation gagne en limpidité par l'antagonisme qu'impose la présence de *l'autre*. Suivant cet affrontement entre deux modes de vie, se précise un esprit préoccupé de conserver une identité constamment menacée par cet *autre*, le milieu anglo-saxon sécréteur d'un type de société foncièrement condamnable.

La Conquête marque, il va sans dire, le moment d'un grand tournant. Avec l'occupant s'introduit dans notre milieu des oeuvres de mort : l'esprit de la Réforme, que le régime précédent était parvenu à retenir sur les rives de France, fait une entrée triomphale en cette terre jusqu'à ce jour protégée de son influence. Le mouvement s'amorce avec la reconnaissance de certains principes libéraux qui rendent absolu le droit à la propriété et consacrent l'intérêt individuel. Il aboutit à l'exploitation systématique au profit des commerçants et de la grande industrie, et à la spéculation entre les mains de puissances financières ⁴⁸².

Dans cette mêlée, le Canada français assume les frais. Depuis la Conquête, et surtout au XIX^e siècle, notre classe paysanne déchoit. La colonisation et l'agriculture se détériorent sans jamais avoir de cesse. Nos [220] campagnes progressivement désertées alimentent une migration massive vers les villes. Le régime économique inflige à notre société un déséquilibre démographique aux conséquences des plus graves ⁴⁸³. L'assise même sur laquelle reposait notre collectivité s'en trouve, par ce déplacement, sérieusement ébranlée. L'industrialisation à travers le monde se serait accomplie sur le dos de l'agriculture. La « folie du gigantisme industriel » a eu pour

⁴⁸² Lionel GROULX, *Orientations*, pp. 68, 69, 72, 80 et 81.

⁴⁸³ Lionel GROULX, *Directives*, p. 58.

effet chez nous de conduire à la ruine notre agriculture ⁴⁸⁴. L'inquiétant pour Groulx c'est évidemment l'affaiblissement et la disparition éventuelle d'une « force » sociale et plus absolument du Canada français selon l'identité qui nous distinguait, nous rendait ce que nous sommes.

Or, en plus de compromettre notre spécificité agricole et plus globalement rurale, l'industrialisation nous mine de l'intérieur par l'influence néfaste qu'elle exerce ultérieurement. Le déracinement qu'elle opère sur les nôtres les rend vulnérables à l'action délétère des milieux urbains. Dans un premier temps, la rapidité effarante avec laquelle se serait effectuée cette migration aurait contribué pour beaucoup à donner un caractère encore plus funeste au changement de vie qu'impliquait un tel déplacement. Pour Groulx, l'industrialisation s'est faite trop rapidement au Québec ⁴⁸⁵. Le passage du rural à l'urbain s'est effectué à un rythme trop accéléré ⁴⁸⁶. Les intéressés ont subi à leur insu un « déracinement » dont les conséquences sont aujourd'hui observables.

Sans préparation ni apprentissage d'aucune sorte, ces « déracinés » à la recherche d'un emploi, sont venus apporter leur contribution à l'excroissance des villes ⁴⁸⁷. Ce faisant, ils ont gonflé le nombre des nôtres assujettis au servage industriel, au machinisme ⁴⁸⁸. De cette migration, l'auteur en retient bien sûr le dépérissement des campagnes, mais accentue surtout le phénomène de *prolétarianisation* auquel elle a donné lieu ⁴⁸⁹. Ses conférences des années 30 reprennent fréquemment ce thème : déchéance d'une paysannerie qui s'avilit presque irrémédiablement au contact de *l'usine* et à celui de la *ville*.

À partir de cette constatation douloureuse, le chanoine se livre au procès de cette nouvelle société vers laquelle nous sommes aspirés. Sans trop nous rendre compte des fondements ni des finalités qu'elle s'est donnés, nous [221] sommes en passe, à son dire, d'y être absorbés. Le ton dénonciateur de Groulx s'explique d'autant mieux qu'il s'assigne un rôle d'éveilleur. Ce qui apparaît comme transition doit être situé sous son éclairage véritable, celui de la *rupture*. L'urbanisation du Québec

⁴⁸⁴ IDEM, *Orientations*, p. 162.

⁴⁸⁵ *Méditation patriotique*, p. 4.

⁴⁸⁶ *Orientations*, p. 110.

⁴⁸⁷ *Directives*, p. 58. Est-il nécessaire d'en souligner l'inspiration barrésienne ?

⁴⁸⁸ *Orientations*, p. 89.

⁴⁸⁹ « La bourgeoisie et le national », dans *l'Avenir de notre bourgeoisie*, p. 105.

correspond non seulement à un changement dans le travail, le mode de vie et l'organisation sociale, mais plus totalement à un autre être. De possesseur du sol, maître de son existence et respectueux de l'harmonie assurée par la communauté rurale, le Canadien français s'est soumis à un état de servilité, de sous-homme ⁴⁹⁰.

Dans cette situation de subordination s'exprime l'adversaire qu'on s'est donné comme maître. Dès lors, *alter* jouit d'un statut de domination et son action est sujette à se diffuser dans tous les ordres de l'activité humaine. Elle déborde l'action économique par laquelle elle a pénétré. Sans être absolument explicite, Groulx lui attribue une fonction de *détermination première* dans notre apprivoisement aux valeurs de l'adversaire. Celles-ci ont accès chez nous par la porte de la nécessité et du mieux-être économique.

Quelles sont ces valeurs ainsi introduites ? Une rétrospective familière à nos idéologies sert volontiers d'amorce. L'industrialisation en principe s'appuie sur les postulats condamnables de la Réforme. Celle-ci relayée et exprimée par le libéralisme découle d'une conception viciée de l'homme. À partir de cette scission d'avec l'orthodoxie, s'explique l'évolution logique de cette école qui consacre l'individualisme. L'esprit de la Réforme est aux yeux de l'auteur foncièrement *diviseur* ; il s'est donné pour première tâche de créer la confusion dans l'Église une et universelle du Christ ⁴⁹¹. Puis il a déformé le social en altérant les principes d'ordre et de justice ⁴⁹². L'industrialisation en est l'apothéose. Par elle sont véhiculées les manifestations les plus perverses : matérialisme, paganisme, agnosticisme, libre pensée... ⁴⁹³ La civilisation américaine en serait à la fine pointe.

Par le biais de l'industrialisation s'insinue une menace de plus en plus inquiétante pour l'ordre social. Ces ismes militent en faveur de thèses considérées comme anti-sociales : « le féminisme malsain, suprême triomphe 222] des théories égalitaires »,

⁴⁹⁰ *Orientations*, pp. 128-130.

⁴⁹¹ *Ibid.*, pp. 28 et 35.

⁴⁹² *Ibid.*, p. 33 : « L'on sait comme en certaines provinces de la Puissance, l'esprit de la réforme a faussé les notions de la justice, du droit, de l'État et de son autorité, les relations des classes, du capital et du travail ; l'on sait comme on y sacrifie facilement à l'État les droits naturels du père de famille sur l'éducation de ses enfants ; comme les fondements de la famille s'y dissolvent par des concessions de plus en plus bénévoles au divorce ; comme on y entend mal les rapports du temporel et du spirituel dans la vie publique ; comme on y a de peine enfin à trouver les principes d'une saine économie sociale. »

⁴⁹³ *Ibid.*, pp. 37-42.

le laïcisme et ses sous-produits « protestants » que sont l'enseignement obligatoire et la loi du divorce ⁴⁹⁴. Viennent s'agglutiner des éléments plus subtils mais combien dévastateurs : l'immigration de la main-d'oeuvre « cosmopolite », le « cinéma démoralisateur » qui désormais rejoint les campagnes ⁴⁹⁵. Ce maelstrom s'exprime dans sa plénitude à Montréal. « Excroissance monstrueuse » qui, comparée au reste de la Province, se présente en termes démographiques comme une « tête de géant sur un corps de nain ». Ville monstrueuse, la métropole l'est davantage par son caractère cosmopolite tourné vers les États-Unis dont elle adopte les pires travers ⁴⁹⁶.

Comme il lui arrive plus souvent qu'on le croit parfois, Groulx condamne sans retour cet ordre de choses mais se ménage à la fois une issue discrète. Cette fois-ci, elle se réduit à une phrase ; elle est par contre de taille puisqu'elle se veut la définition même de l'urbanisation, à savoir, « l'influence malsaine, délétère de la ville sur des esprits ou des tempéraments mal adaptés, impuissants à se défendre ⁴⁹⁷ ». Nonostante cette précision à retenir, Groulx maintient un ton dénonciateur non équivoque de refus aux valeurs urbaines. Il en sera de même pour l'encouragement à prodiguer en faveur de l'agriculture ; nous n'avons, pour notre part, trouvé aucun texte prônant ouvertement le retour à la terre ; mais le contenu est tout comme. Plus loin, nous serons en mesure d'insérer cette prudence toute stratégique dans l'économie de son oeuvre.

Groulx ne dissimule pas ses préoccupations profondes. Ce diagnostic sert des fins nationalistes. L'économie et le social ne le retiennent que par leurs répercussions sur le national :

... Chez nous, le malaise économique n'affecte pas seulement le social ; chacun le sait, il rebondit dans le national ⁴⁹⁸.

Quoiqu'il soit difficile d'imaginer qu'il puisse en être autrement, retirons à cette affirmation son côté truisme pour lui restituer le sens que l'auteur veut bien lui donner. Bien comprise, elle éclaire toute sa démarche. L'avalissement humain comme tel le touche peut-être ; à la vérité, ses écrits en font peu état sinon pas du tout.

⁴⁹⁴ Méditation patriotique, pp. 4 et 11.

⁴⁹⁵ Ibid., pp. 4-5 et *Orientations*, pp. 229-230.

⁴⁹⁶ « La bourgeoisie et le national », loco cit., p. 102.

⁴⁹⁷ Ibid.

⁴⁹⁸ *Directives*, p. 61.

Mais l'avilissement de la collectivité perçue dans sa globalité et exprimant ainsi une atteinte à l'identité collective, là va faire vibrer ses cordes sensibles. Le désordre social surtout s'il prend de l'ampleur est nécessairement sujet à intéresser la nation. À ce [223] titre, il est reconnu. De même en est-il du chômage. Ce sont donc des problèmes de collectivité en tant que collectivité que l'auteur s'attarde à soulever et selon un mode en somme assez aristocratique qui s'alimente à la fierté.

Parce que le « régime économique est en voie de nous préparer le pire des esclavages », Groulx s'émeut ⁴⁹⁹. À cette occasion intervient la batterie d'arguments contraires au libéralisme économique. En termes non équivoques, il condamne l'état de « guerre économique » qui sévit, la dictature des puissances financières, et pose à quelques reprises le problème selon un clivage qui frise la lutte des classes : la dictature d'une minorité de 6 p. cent de la population sur une majorité livrée à sa merci ⁵⁰⁰. La portée de cette disparité sur le national est évidente. L'« asservissement économique » est indéniablement à l'origine de notre anglicisation. Les conséquences en sont pour autant criantes : anglicisation de l'école, de la langue, de l'esprit et des mœurs ⁵⁰¹. L'emprise intellectuelle de l'« anglo-saxonisme » gagne le peuple et, pis encore, l'élite bourgeoise ⁵⁰².

Si Groulx déplore en somme la décadence d'une classe sociale dont le mode de vie était censé refléter notre modèle idéal, il assène de plus durs coups aux élites qui, par insouciance ou intérêt, ont permis ce dépérissement. Sa conférence célèbre sur la « Bourgeoisie et le national » de 1939 compte parmi les textes les plus exhaustifs sur ce sujet. Le thème est bien sûr repris ailleurs mais jamais avec autant de souffle.

Dans son esprit, on se doit de bien distinguer entre les bons et les mauvais bourgeois. Il s'agit bien chez les seconds d'une trahison. Ceux-là sont absorbés par le réseau d'*alter* au point, à son dire, de se livrer aux mêmes types de loisirs. C'est effectivement à ce stade du développement que pointe un certain exclusivisme qui n'est pas sans faire sourire aujourd'hui. Les mauvais bourgeois sont parfois parvenus ; le qualificatif a un sens dans la logique groulxiste ; il souligne une non-légitimité

⁴⁹⁹ *Orientations*, p. 102.

⁵⁰⁰ *Directives*, pp. 19, 71 et 120 et *Orientations*, p. 103.

⁵⁰¹ *Directives*, pp. 172-173 et *Orientations*, pp. 108-109.

⁵⁰² *Orientations*, p. 108.

première qui déjà anticipe la qualité de leurs gestes à venir. Ces parvenus sont « adorateurs intrépides du veau d'or ⁵⁰³ », et regardent de haut notre race. Groulx poursuit dans cette veine à l'aide d'une typologie de fortune qui lui permet au besoin de discerner le snob du défaitiste ou encore de l'indifférent.

[224]

Là où il devient apparent que les modes de vie forment des blocs monolithiques indissociables, c'est quand la cohérence de sa pensée l'entraîne presque à censurer les loisirs qui accompagnent la vie moderne. Des mondanités, il passe au « bridge », aux « coquetels », puis plus loin au ski et au golf, estimant que ces activités ne nous appartiennent pas ⁵⁰⁴. Ces aspects sont très secondaires dans l'esprit de l'auteur, mais ils traduisent l'irréductibilité de son opposition entre le *nous* et l'*alter*. Or, précisément, il s'acharne à déloger les manifestations les plus lourdes de conséquences dans nos rapports avec *alter*. Il lui revient comme première urgence de dénoncer la compromission dans le milieu des affaires, là où les risques d'absorption sont les plus élevés.

La pire des trahisons s'est commise par les bourgeois en politique. Par cet esprit de parti qu'ils ont répandu et entretenu ; ces politiciens ont contribué plus que tous à diviser la nation ⁵⁰⁵. Ses ravages ne se comptent plus ; cette division artificielle alimente ce jeu que la bourgeoisie a institué, faisant de la politique son affaire pour ne pas dire son industrie... Elle y a aussi laissé son « âme ». L'agora au Québec se résume au « règne des bavards » auquel souscrit un « patriotisme de tréteaux ⁵⁰⁶ ».

Quand on écrira l'histoire de notre génération [nous dit Groulx], il faudra se rappeler qu'enfants, nous eûmes, pour héros, le politicien ⁵⁰⁷.

Pour lui, c'était tout dire... D'une trahison, la bourgeoisie politicaïlleuse s'est empressée d'en commettre une autre ; car non satisfaite de diviser le national, elle l'a par la suite évincé de la politique ⁵⁰⁸. Nous avons donc été doublement trompés. Dans nos rapports avec le gouvernement central, les conséquences sont là pour en

⁵⁰³ « La bourgeoisie et le national », loco cit., p. 95.

⁵⁰⁴ Ibid., pp. 96 et 99.

⁵⁰⁵ « La bourgeoisie et le national », loco cit., pp. 106-111.

⁵⁰⁶ *Orientations*, pp. 101-102.

⁵⁰⁷ *Les Rapailages*, p. 72.

⁵⁰⁸ « La bourgeoisie et le national », loco cit., pp. 110-111.

témoigner : la langue française est bafouée dans les ministères, et la politique outaouaise en matière d'immigration est toute faite pour nous submerger. À Québec, les effets de cette défection envers la nation se sont traduits par la désastreuse dilapidation pour ne pas dire déprédation du territoire. L'indifférence de l'État entre mauvaises mains a conduit à un gaspillage éhonté des richesses naturelles ⁵⁰⁹. Bref, « la trahison d'en haut », pour reprendre son expression, nous a réduits à l'esclavage politique, à l'exploitation des nôtres par *alter* grâce à la combine de bourgeois avec les puissances de l'argent ⁵¹⁰. Celles-ci s'appesantissent [225] non seulement sur l'organisation économique de notre collectivité, mais atteignent son réseau d'autorité et aussi, comme nous l'avons vu, son patrimoine culturel.

Le Canada français, dont Groulx prend le pouls, c'est un Canada français bien mal en point. Nous avons subi avec l'ère industrielle un déracinement même spirituel, notre sens national est en voie de dissolution, de là s'expliquent bon nombre de nos défauts dont l'auteur fait la nomenclature : absence d'ambition, prodigalité, servilité, goût de l'à-peu-près, indolence, absence de ponctualité, besoin bâclée ⁵¹¹, etc. Il ne nous reste à son dire qu'un asile, nos âmes ; et même là, s'interroge-t-il, « l'asile inviolable est-il inviolé ⁵¹² ? »

2. Le ressaisissement national

a) L'histoire et sa révélation du national

[Retour à la table des matières](#)

Pour affronter ce mal d'origine économique que la crise des années 30 contribue à exacerber, Groulx propose de dépasser l'économique.

Notre mal, notre grand mal, il y a longtemps que je le dis, il n'est pas d'abord dans l'ordre politique, ni dans l'ordre économique, il est dans nos es-

⁵⁰⁹ Ibid., p. 111 et *Orientations*, p. 227.

⁵¹⁰ *Directives*, pp. 29 et 50 et *Orientations*, p. 165.

⁵¹¹ *Orientations*, pp. 128 et 132, 177 et 260.

⁵¹² Ibid., p. 254.

prits ⁵¹³. Notre mal économique tient à un manque d'orientation nationale ⁵¹⁴.

Or, quel principe est digne de présider à la détermination de cette orientation nationale ? Ce sera au premier chef *l'histoire*. La légitimité de ce mouvement s'appuie sur la révélation historique. Elle proclame d'abord ce que nous sommes, elle nous définit une identité : voilà le sens par exemple de cette invite à « redevenir ce Canadien français intégral ⁵¹⁵ ». À Ce titre, l'histoire se veut garante de l'orthodoxie : elle assure l'unité, la cohésion de l'entité nationale, ce faisant, elle est un gage de conservation, c'est-à-dire de permanence de valeurs. Très absorbé par le salut de la « race », Groulx ne s'est pas attardé, du moins au cours de l'entre-deux-guerres, à expliciter sa conception de l'histoire en fonction de la légitimité dont il la rendait comptable. Il lui assigne sans hésitation une fonction [226] tantôt de conservation, tantôt de stimulation, selon les besoins ; les deux parvenant souvent à se rejoindre.

Les écrits de l'historien retiennent davantage la dimension patrimoniale. L'histoire est alors mode de conservation et de transmission de la vie nationale. Elle réfléchit « l'âme enrichie des aïeux », la « vertu héréditaire ⁵¹⁶ »... Elle maintient un idéal.

Par ailleurs, le propagandiste saisit surtout l'histoire au moment où il la voit se mouvoir. « Essentiellement dynamique, écrit-il, elle ne saurait se passer d'inspirer, sinon de formuler, des disciplines d'action ⁵¹⁷ ». Il en parle volontiers en termes de « science d'action » qui est autant une « science de l'avenir ⁵¹⁸ ». Ce mouvement demande d'être examiné de plus près. Ce qui en apparence est dynamisme risque fort de ne révéler à l'examen qu'une *disposition* à l'action. En d'autres mots, l'histoire-mouvement sera susceptible d'être remplacée par l'histoire, source de dispositions dynamiques. Le déplacement est de taille puisqu'il renvoie à deux perceptions bien distinctes de l'histoire. Dans la première, elle affiche une forme d'historicisme, dans la seconde, elle s'inspire du passé pour élever le moral des contemporains.

⁵¹³ Directives, p. 81.

⁵¹⁴ Ibid., p. 64.

⁵¹⁵ Ibid., p. 137. « Intégrité française, intégrité catholique », clame-t-il, en vue de nous dépouiller de tous nos emprunts à l'anglo-saxon, dans *Méditation patriotique*, p. 15.

⁵¹⁶ Notre maître, le passé, t. I, pp. 19-20.

⁵¹⁷ Directives, p. 9.

⁵¹⁸ Ibid., p. 165.

Groulx adopte cette dernière conception et refuse dans l'action d'en appeler à une quelconque évolution. Nous serons à même de constater les difficultés d'adaptation à une réalité qui déborde la tradition et qui se lance comme un défi au passé.

Dire que chez Groulx l'histoire est mise au service d'impératifs nationaux ne serait pas lui rendre justice en ce que cette démarche serait ainsi consciemment arrêtée. Pour lui, la nation se définit dans le temps et l'histoire se charge d'en restituer l'accomplissement. Il ne saurait être question dans son esprit d'une reconstitution ou d'un idéal type. Il n'y a rien de kantien ou de weberien dans l'approche historique du chanoine. Il se perçoit comme évoluant toujours dans le réel, celui de l'âme d'un peuple. Donc, au niveau du conscient, son histoire se veut fidèle à un réel quasi comptable. Par contre, il va presque de soi qu'à son insu Groulx se livre à une construction, et c'est bien en tant que telle que sa reconstitution du passé nous intéresse. Celle-ci servira alors inconsciemment d'instrument à une action devant être entreprise ; l'histoire devient même l'instrument privilégié de notre émancipation. Au niveau du conscient, elle est voulue *révélation*.

Puisqu'il doit y avoir ressaisissement, Groulx mise sur une dynamique qui, dans son construit, n'est qu'apparente, le Canada français conquérant. [227] Nous l'avons vu rapidement ramené dans ses textes d'histoire à un rôle soit défensif, soit de pure dispersion. Chez Groulx-propagandiste, le conquérant jouit d'une forte antériorité sur le sédentaire. Ce déplacement n'a rien d'étonnant : il correspond à la logique des *moyens*. Car cette fougue est vite refroidie lorsque au niveau des *finalités* elle se heurte à la résistance du fragment. On verra donc dans les prochaines pages cette mutation progressive d'un élan qu'arrête la rigidité d'un cadre.

Le ressaisissement se fonde sur la nécessité d'une « réaction vitale ⁵¹⁹ ». Celle-ci implique un recouvrement du « sentiment national ⁵²⁰ ». Sans « renaissance nationale ⁵²¹ » opérée dans notre âme collective, aucune chance de survie ne nous est offerte. L'élan gagne en profondeur lorsqu'il s'empare d'une dimension religieuse pour s'exprimer totalement. Non satisfait d'accorder au patriotisme une caution morale, Groulx insère son action nationale dans les tréfonds de l'engagement hu-

⁵¹⁹ Orientations, p. 45.

⁵²⁰ Ibid., p. 107.

⁵²¹ Directives, p. 174.

main : « Ce qu'il nous faut, dit-il, c'est une mystique ⁵²². » L'expression n'est pas fortuite puisqu'elle est fréquemment reprise et souvent en rapport direct avec la vie française, la vraie, celle de la colonie. Les textes sont formels : « Point d'État français, point de peuple français, sans une mystique française ⁵²³. » Aussi s'interroge-t-il sur ce qu'est devenue cette mystique de notre « destin français ⁵²⁴ ». De là le devoir de se raviver à la source.

La langue de Groulx est constamment empreinte d'un style qui n'est pas sans évoquer la chanson de geste. Empruntant tantôt au lyrique, tantôt à l'épique, elle porte aux nues les vertus conquérantes des ancêtres. Rares sont ses écrits qui ne font une large place à l'héroïsme d'autrefois. Dans ces considérations tout est audace, une audace bien particulière, une audace française... ⁵²⁵ L'intention de l'auteur est manifeste : faire passer chez ses lecteurs ou auditeurs un souffle de fierté et de grandeur ⁵²⁶.

Parlant de Ville-Marie, il écrit :

Là, dans l'évocation vivante de la petite cité militaire et mystique, devant le défilé des héros et héroïnes et fier et doux visage, puissions-nous nous souvenir de quelle race nous sommes, et de quels devoirs (sic) ⁵²⁷.

[228]

Si nous ne sommes pas fiers, c'est que nous ignorons ce que nous avons été : « la masse de nos pauvres gens ne connaît hélas que l'époque où elle a vécu... ⁵²⁸ » L'histoire est justement là pour témoigner d'un passé illustre ; à ce titre, elle est source de réflexion sur les problèmes nationaux mais, avant tout, elle fournit au sentiment national son meilleur aiguillon ⁵²⁹. Car ce qu'il faut, c'est « redonner aux fils des

⁵²² *Orientations*, p. 266. « ... dans l'âme baptisée, le patriotisme dépasse la qualité déjà très noble de la « vertu morale naturelle » pour s'élever jusqu'au rang de la vertu infuse subordonnée à la charité ». *Orientations*, p. 15.

⁵²³ *Orientations*, p. 266. Cette mystique sera parfois « organique », p. 184.

⁵²⁴ *Ibid.*, p. 219.

⁵²⁵ *Notre maître, le passé*, t. I, p. 99. *Orientations*, pp. 122 et 138.

⁵²⁶ *Directives*, p. 242.

⁵²⁷ *Notre maître, le passé*, t. I, p. 35.

⁵²⁸ *Ibid.*, p. 21 et *Orientations*, p. 145.

⁵²⁹ *Orientations*, p. 165.

conquérants de jadis la volonté de devenir maîtres chez eux ⁵³⁰ ». L'histoire s'inscrit bien alors dans une tentative de relèvement du national. L'opération la plus urgente porte sur la transformation des *dispositions* chez l'agent. Avant même de l'entretenir d'action ou de projet, il faut s'assurer en quelque sorte de son état de grâce. La raison y est totalement absente à ce premier stade de la mise en train. Les conséquences ne seront pas négligeables, puisque la dimension rationnelle sera toujours reléguée au second plan. L'action chez Groulx s'amorce par une *élévation*. À cette « espèce tragique » qu'est le Canada français, il destine une oeuvre d'inspiration mystique.

L'engagement dans l'action postule chez Groulx l'affirmation d'une identité collective qui, de par sa dynamique, fixe des finalités. Pour le Canada français, de manière privilégiée, la tradition est révélatrice de son être et de son destin. Or que sommes-nous ? La « définition » est simple : nous sommes de foi catholique et de race française, c'est notre originalité, nous n'en avons point d'autre ⁵³¹. Nous disposons pour nous guider, en tant que collectivité, de deux grandes idées directrices : l'idée catholique et l'idée nationale ⁵³².

L'action se définit progressivement en fonction de la logique du fragment hartzien. Après avoir célébré la grandeur des temps passés, il faut maintenant établir la jonction avec le présent. Groulx ne s'embarrasse pas de multiples contraintes, au contraire ; pour lui, la culture des ancêtres après la Conquête était celle de la France du XVII^e siècle. Au seuil de notre ère d'industrialisation, la collectivité était demeurée fidèle à elle-même, fidèle à l'esprit de la colonie. Quelques grands personnages au XIX^e siècle se sont consacrés à cette oeuvre de constance à travers les vicissitudes : Papineau, Lafontaine... ⁵³³

Observant nos virtualités avant le combat, il écrit :

Nous n'avons, Dieu merci, ni le sang malade, ni le sang épuisé des vieilles races ou des civilisations décadentes ⁵³⁴.

⁵³⁰ Ibid., p. 178.

⁵³¹ Ibid., p. 188.

⁵³² *Directives*, p. 74.

⁵³³ *Notre maître, le passé*, 2^e série, pp. 141ss et pp. 157ss.

⁵³⁴ *Directives*, p. 244.

[229]

C'est donc dire qu'en dépit de sa fragilité présente, la race demeure objet d'espoir. À nous de ranimer le flambeau français, de restituer chez nous une « atmosphère française ⁵³⁵ ». C'est par notre loyauté à notre « essence culturelle » que nous parviendrons à « survivre ». Notre « âme » est française, il s'agit bien là d'un trait imposé à propos duquel il serait inconvenant d'en réclamer la démonstration ⁵³⁶. Il s'agit chez Groulx d'un donné plus qu'agréable à exalter. C'est donc dire que notre être individualisé ne peut se dissocier de notre appartenance à un être collectif qui nous identifie. Ainsi, Groulx peut-il exhorter les enseignants à bien se rappeler que l'enfant qu'ils ont à former n'est pas un enfant abstrait, mais bien un petit Canadien français ⁵³⁷. Il n'y a donc pas de choix devant ce déterminisme collectif. L'appel se veut par contre élevant plutôt que contraignant ; être canadien-français c'est « porter dans (son) âme, toutes les noblesses de (notre) culture, toutes les aspirations de (notre) race ⁵³⁸ ».

La grandeur était hier pour nous et aussi pour la France. C'est celle-là vers laquelle Groulx propose d'aspirer. Vénération à la langue française, langue de clarté ⁵³⁹. Affirmation encore plus nette de la langue comme intégrée à la culture française. Reconnaissance d'une combinaison par analogie aussi intime que l'âme au corps, celle de la foi à la langue ; « l'une et l'autre mêlées dans une sorte d'union mystique ⁵⁴⁰ ».

Groulx préfère lier ces deux éléments en terme d'âme et de foi ⁵⁴¹. La langue évoque pour lui une réalité trop restrictive. De toute manière, cette dualité tend dans la logique de l'idéologie à se fusionner. Car qu'est-ce que vivre en conformité avec l'authentique culture française, sinon l'intégration du catholicisme aux schèmes généraux d'action ? Groulx ne parvient pas à l'exprimer aussi clairement quoique la cohérence de son tout culturel français de référence imposait la nécessité de l'apport catholique - et non seulement chrétien - à sa composition même. La France à

⁵³⁵ *Orientations*, p. 212.

⁵³⁶ Ibid., p. 148.

⁵³⁷ Ibid., p. 119.

⁵³⁸ Ibid., p. 171.

⁵³⁹ Ibid., p. 145.

⁵⁴⁰ *Le Français au Canada*, p. 227.

⁵⁴¹ *Orientations*, p. 154.

laquelle le fragment se rapporte, c'est nécessairement la France, fille aînée de l'Église.

L'indissociabilité des deux composantes, langue (ou âme) et foi est confirmée par l'argument à contrario ; à savoir que l'abandon de l'une des deux entraîne presque automatiquement l'abandon de l'autre. « Une [230] apostasie ne va jamais toute seule ⁵⁴² ». Le refus du national, en particulier, aura pour conséquence probable la perte de la foi ⁵⁴³.

Ce riche patrimoine légué par les ancêtres offre selon l'auteur le bagage de valeurs nécessaire à la pleine réalisation d'un nous à refaire.

b) L'action

1) Le mode sédentaire-ordonné reconstitué

La ruralité. Suivant les deux modèles confectionnés dans le tissu historique, Groulx soumet deux grandes formes possibles de ressaisissement national qui, effectivement, ne se contredisent pas dans l'absolu mais se contentent d'offrir des choix de possibles fort éloignés l'un de l'autre. L'écart sera tel que tenter de les joindre serait une pure fantaisie de notre part. Ce sont, chez Groulx, deux manières d'envisager l'avenir.

Le premier bloc de solutions respecte dans ses grandes lignes le modèle du type sédentaire comme type de vie collective, et celui de la structure sociale comme guide de directives. C'est la formule la plus conservatrice, elle révèle le Groulx de l'ordre social et de l'avoir patrimonial. Elle s'ouvre naturellement et spontanément sur la ruralité.

Sa *Méditation patriotique*, brochure écrite probablement sous le coup d'une plus grande spontanéité, est révélatrice et péremptoire.

Défendre notre intégrité française veut surtout dire, dans notre esprit, ressouder nos âmes à nos ancêtres canadiens, à tout le passé de la Nouvelle France. Et nous l'entendons ainsi pour que nous soit conservée la substance

⁵⁴² « La bourgeoisie et le national », loco cit., p. 123.

⁵⁴³ Ibid., pp. 123-124 et *Orientations*, p. 154.

de notre *vieil état social*, le dépôt de nos traditions familiales et paroissiales sur lequel ont vécu tant de générations et dont la haute valeur doit être suffisamment établie ⁵⁴⁴.

Le ton ne laisse qu'une marge d'interprétation plutôt étroite. Et même s'il ajoute, en guise de concession, qu'on ne peut refuser tout ce qui s'est fait depuis 1760, autant en France que chez nous, l'intention globale du chanoine ne semble pas faire de doute. D'ailleurs, nous aurons l'occasion de constater combien l'action proposée hors du fragment sera dépourvue de prise concrète sur le réel.

À l'intérieur des frontières délimitées par le modèle sédentaire, l'auteur parle d'abondance et surtout précise les terres d'élection conformes aux exigences de l'intégrité française et catholique ⁵⁴⁵ : le sol et la paroisse.

[231]

Groulx n'a jamais proposé que nous sachions le « retour à la terre » ; ou, pour être plus juste, il n'a jamais prononcé les mots de cette devise ⁵⁴⁶. Néanmoins, il a fait tout comme. Les variantes selon les textes introduisent des nuances qui rendent simplement sa pensée un peu moins précise, sans plus. La préférence marquée pour l'agriculture sur les autres secteurs de l'économie est évidente, même lorsqu'il tente d'atténuer son enthousiasme par des considérations moins terriennes.

Il est clair que notre collectivité doit d'abord reposer sur une forte position paysanne ⁵⁴⁷. La terre constitue en soi un « milieu générateur » ; l'idée d'harmonie avec la terre qui, par sa nature et ses contraintes, nous façonne, n'est pas étrangère à sa réflexion ⁵⁴⁸. Ce qui fait que, malgré les atteintes qu'elle a subies, la campagne demeure encore le « meilleur de nous-mêmes ⁵⁴⁹ ». Il n'y a donc pas d'hésitation à recommander la reconstitution et le maintien prochains de notre paysannerie. Pour

⁵⁴⁴ *Méditation patriotique*, p. 14. L'italique est de nous.

⁵⁴⁵ Ibid., p. 15.

⁵⁴⁶ « Quand j'ai parlé de vocation paysanne, je n'ai pas dit cette sottise que tous nous devrions être des paysans, mais j'ai voulu signifier qu'une longue tradition historique nous a ménagé des aptitudes particulières et qu'alors, dans toute la mesure du possible, nous devons rester une population agricole. » Tiré de *Une politique nationale à Québec*, p. 11, dans J. P. GABOURY, *le Nationalisme de Lionel Groulx*.... p. 176.

⁵⁴⁷ *Directives*, p. 212.

⁵⁴⁸ Ibid., pp. 230 et 167.

⁵⁴⁹ *Orientations*, pp. 252-253.

Groulx, la « vocation paysanne » du Canada français est évidente ⁵⁵⁰. Donc, fortes sollicitations à préconiser dans les plus brefs délais une politique d'agriculture et de colonisation.

Restaurer d'abord, dans l'esprit paysan, l'amour, la dignité du sol ; placer par arpent ou mille carré le plus de Canadiens français possible ; conquérir la terre québécoise jusqu'à ses extrêmes limites, jusqu'à sa dernière motte cultivable... ⁵⁵¹

Après, auront droit les autres programmes de relèvement économique. Il restera à voir quelle en était leur nature...

Les propos de Groulx louent l'agriculture presque sans réserve, dans son devenir. Son état présent laisse à désirer, à son dire. La critique est parfois assez acerbe envers l'agriculteur. Apathique, celui-ci vivrait replié sur lui-même ; fermé aux courants extérieurs, il s'encroûterait dans la routine, ignorant les méthodes courantes de culture. Il y a chez l'auteur pour le moins une part d'ambivalence. Car, au fond, les campagnes sont conçues, du moins en partie, comme des refuges contre l'envahissement de la modernité. Que Groulx accepte les éléments positifs du progrès, nous [232] sommes prêt à en convenir même si en réalité la preuve serait difficile à faire ; mais il ne dispose d'aucune mesure pour distinguer le bon du mauvais dans l'époque qui est la sienne.

La restitution groulxiste de l'organisation rurale respecte sa représentation initiale de la colonie. Mises à part quelques réformes nécessaires à sa survivance économique qui ne sont finalement que des concessions indispensables à l'ère contemporaine, le modèle demeure *presque* intact ; le cultivateur d'aujourd'hui ou de demain doit ou devra fidélité à celui d'avant-hier. Il y a néanmoins une grande valeur oubliée, la mystique. De l'idéal type du sédentaire, Groulx n'en extrait pour les fins du modèle rural que l'ordre social auquel il participe.

L'action au-delà de la ruralité. Le projet hors du rural appartient à la marge de l'orientation groulxiste. Si la ruralité déborde l'aire stricte de l'économique pour occuper tout un univers social, à l'inverse, le programme de réhabilitation économique indique l'acceptation par voie de compromis d'une réalité nouvelle que l'auteur

⁵⁵⁰ *Directives*, p. 229.

⁵⁵¹ *Ibid.*, p. 230.

semble ne prendre que par *nécessité*. Sa problématique est toute simple à cet égard : il ne s'agit plus de savoir si nos richesses seront exploitées ou non, mais plutôt de savoir si elles le seront « par nous et pour nous » ou bien « par des étrangers et contre nous ⁵⁵² ». Groulx reconnaît l'existence de la dimension économique dans la mesure où elle *s'impose* à lui. Écrasés sous le poids de la domination économique et paralysés par lui, dans ses conséquences, il nous faut entreprendre notre opération de relèvement. « L'État normal d'un peuple civilisé, dit Groulx, exige qu'il soit maître de sa vie économique ⁵⁵³. » En se privant de l'appoint économique, la société compromet sa vie spirituelle ⁵⁵⁴. C'est dans cette optique que se situe son intention de redevenir « Maître chez nous ⁵⁵⁵ ».

L'ascendant de la mentalité possessive qui empreint souvent la pensée de la bourgeoisie intellectuelle de l'époque se fait visiblement sentir chez Groulx. À la vérité, l'auteur paraît songer en fonction d'un *fonds* à établir, un « patrimoine économique », selon son expression, et qui n'est pas étrangère à la notion de « butin » dont un premier ministre a fait un usage abondant ⁵⁵⁶. Pour le chanoine, la vie économique se définit comme suit :

[233]

La possession et l'utilisation pour nous-mêmes de notre capital humain, la propriété ensuite du sol et du domaine national, enfin les moyens de satisfaire à nos besoins matériels ⁵⁵⁷.

On notera le ton « possesseur » de ces lignes, qui rejoint même les ressources humaines. L'objet recherché relève d'une tentative d'asseoir la collectivité sur un bien-fonds qui ne donne plus prise à l'adversaire. À son insu, Groulx légitime assez souvent l'appartenance au collectif d'après des règles fondées sur un droit de l'avoir. L'intérêt national par exemple, à titre dit-il d'« avoir spirituel », est autori-

⁵⁵² Directives, p. 20.

⁵⁵³ Orientations, p. 104. Ailleurs, dans *Directives* (p. 55), il écrit : « Il n'y a de peuple et d'État viables, maîtres de leur destinée, que l'État et le peuple maîtres de leur vie économique. »

⁵⁵⁴ Dans *Orientations*, p. 95, il l'applique à la « puissance financière ».

⁵⁵⁵ *Orientations*, pp. 178 et 226.

⁵⁵⁶ Ibid., p. 131.

⁵⁵⁷ *Orientations*, p. 209.

sé à gouverner notre destinée ⁵⁵⁸. De même, les devoirs des particuliers envers la nation dérivent d'une justice sociale qui leur impose de payer en services les bienfaits reçus d'elle ⁵⁵⁹.

L'autonomie économique ainsi préconisée puise à trois sources de richesses : un patrimoine national comprenant « sol et sous-sol » à l'intention des nationaux, un travail dirigé par les nationaux et fructifiant à leur intention, et un revenu national leur revenant de plein droit ⁵⁶⁰. Mais dans sa totalité, l'univers économique est ramené avec hâte à des considérations ou nationales ou simplement morales. Dans une première approche, il est abordé selon une interrogation nationaliste et se résout sensiblement dans la satisfaction d'un « avoir », type de minimum vital et de minimum nécessaire qu'on se doit de retenir dans l'accomplissement du national ⁵⁶¹. La « solidarité économique » dont dérive « l'achat chez nous » se greffe à cette démarche tournée vers l'achèvement du collectif ⁵⁶². Dans une seconde approche, Groulx admet l'existence de préoccupations plus universelles qui relèvent de la morale humaine ⁵⁶³. Mais il les réduit assez tôt à une vue [234] d'ensemble où les agents en tant que personnes individualisées n'ont pas leur place :

⁵⁵⁸ *Directives*, p. 80.

⁵⁵⁹ *Orientations*, p. 16.

⁵⁶⁰ *Directives*, p. 56.

⁵⁶¹ « ... Nous ne proposons la recherche de la richesse matérielle que pour en faire le fondement de notre supériorité intellectuelle et morale. Ici se présente le problème classique. Un peuple qui veut aspirer aux plus hautes formes de la vie doit assurément se pourvoir d'une certaine somme de bien-être matériel. Mais comment empêcher que l'économie ne finisse par dominer trop entièrement la vie nationale ? Voilà bien l'éternel conflit. » *Directives*, pp. 25-26.

Plus tard, durant la seconde grande guerre, Groulx projetait l'image suivante de notre destin économique : « Travaillons à nous déprolétarianiser le plus possible et le plus vite possible ; en gardant et en fortifiant nos positions dans l'agriculture ; en nous donnant activement à la reprise des ateliers familiaux ou patronaux, des petits métiers, des petites industries, des petits commerces. » *Paroles à des étudiants*, p. 62.

⁵⁶² *Directives*, pp. 42 et 260.

⁵⁶³ *Ibid.*, pp. 21 et 24.

Une vie organique nous fera découvrir le rôle du facteur économique dans la vie d'un peuple, la nécessité pour ce peuple, pour ses intérêts spirituels, d'une certaine indépendance matérielle ⁵⁶⁴.

La notion de projet d'ordre économique est totalement absente de ses préoccupations. La dimension économique lui apparaît négligeable au regard des autres dimensions qui, en dernier ressort, absorbent cette première. Elle n'a qu'à se ranger...

Au-delà de l'avoir, Groulx vise la formation d'un ordre adapté aux conditions contemporaines, mais qui respecte intégralement *l'ordre* tout court. *L'avoir* dans cette optique constitue une pièce maîtresse de l'entité à reconstituer, il se porte garant précisément de l'ordre. Important pour son maintien, il l'est pour l'urbain mais tout autant pour le rural. À la ville, comme nous allons le voir, il sous-tend une élite qui en prend la responsabilité ; à la campagne, la situation est moins claire, la propriété semble plus directement liée au bon ordre, sans forcément se passer de l'intermédiaire de l'élite.

L'ordre. La possession a pour fonction de rétablir un ordre social. Dans la pensée de Groulx, *la vérité* a des qualités de transparence, elle est donc facilement identifiable. Le passé est selon lui révélateur : il est manifeste que les ancêtres se sont soumis à l'ordre familial et social qui, lui, est d'inspiration divine ⁵⁶⁵. L'ordre est un donné assujéti au droit naturel qui participe aux « lois de la vie ». Selon l'auteur, il n'y pas l'ombre d'un doute qu'il existe une « hiérarchie naturelle des valeurs ⁵⁶⁶ ». L'important, c'est de la rétablir ; il n'y a pas d'hésitation ⁵⁶⁷.

Groulx se réjouit d'ailleurs de constater que la situation quoique dégradée ne soit pas complètement désespérée. Par bonheur, le prolétaire résigné est demeuré ici un élément social de tempérament conservateur ⁵⁶⁸. Notre « ordre social » est censé, selon l'auteur, faire l'envie des autres ⁵⁶⁹. Et ce, grâce à notre foi héritée

⁵⁶⁴ *Orientations*, p. 234. Réduit à une dimension de pure technicité, l'aspect économique pourrait, à son dire, être confié à un conseil économique qui, à son tour, imposerait un plan à devoir être exécuté par les politiques. *Directives*, p. 111.

⁵⁶⁵ *Chez nos ancêtres*, p. 52.

⁵⁶⁶ *Notre maître, le passé*, 1re série, p. 10.

⁵⁶⁷ Il existerait même un ordre chrétien qui, en soi, n'est pas sans créer certaine confusion ; s'il existe un ordre, il n'a pas à être qualifié. *Orientations*, p. 24.

⁵⁶⁸ *Orientations*, p. 90.

⁵⁶⁹ *Notre maître, le passé*, 1re série, p. 11.

des ancêtres, don de Dieu qui fait notre [235] originalité... ⁵⁷⁰. Néanmoins, il entretient pas mal d'appréhensions eu égard à l'état explosif qu'entretient le chômage dans notre société. Et c'est bien par ce biais qu'il en tient compte. Le chômeur présente une menace réelle ou virtuelle à la « paix sociale ⁵⁷¹ ». La meilleure thérapeutique consistera à rétablir l'équilibre entre les populations urbaine et rurale ⁵⁷².

La consolidation d'une nouvelle classe dans le modèle vient assurer la formation d'une stratification plus forte. L'émergence d'une classe moyenne bien assise renforce l'appareil qui, autrefois, se dispensait allègrement de l'aristocratie. Dans cette version, l'idéal type se refait en se fondant sur l'action de ce groupe privilégié que l'auteur identifie volontiers à l'*élite*, cette moyenne bourgeoisie à vocation de relèvement national. À son intention, il lui fournit des avantages non négligeables. Le régime économique de son choix est au fond conçu en fonction d'elle et des classes supérieures. Certaines pages en ces temps de dépression économique ne laissent pas d'étonner. Sans complètement négliger les classes laborieuses, Groulx se porte avant tout à la défense d'éléments bien particuliers : ceux qui, dans sa nouvelle hiérarchie, sont susceptibles d'exercer un ascendant bienfaisant sur l'ensemble de la collectivité. Ainsi, par exemple, les élites intellectuelles. À leur sujet, on ne saurait trop y revenir tellement l'auteur leur ménage une place de choix : « hommes de pensée », « intellectuels », « hommes de lettres ⁵⁷³ », etc. Il reviendra en outre aux « intellectuels catholiques » de s'arrêter sur le catholicisme qui sait « montrer le vrai bien social et dompter les égoïsmes anarchiques ⁵⁷⁴ ».

⁵⁷⁰ Groulx poursuit : « Nos compatriotes anglo-saxons, doués avant tout de sens pratique, rendent hommage, à leur façon, à la bonne santé morale du Canada français. Ils ont vite découvert que le Québec, d'esprit foncièrement catholique et conservateur, possède, plus que toute autre province, la stabilité sociale. Notre main-d'oeuvre offre, à leurs yeux, les plus hautes garanties de tranquillité et de probité. La solidité financière de l'État québécois leur paraît la plus ferme du Dominion. Leurs journaux, leurs revues, vantent volontiers la supériorité de notre état social... et voici les Anglo-Canadiens et les Américains qui transportent dans le Québec leurs usines et leurs capitaux avec un zèle où n'entre pas que de l'admiration pour notre province et ses institutions. » *Notre maître, le passé*, 1re série, p. 295.

⁵⁷¹ *Directives*, pp. 76-77.

⁵⁷² Ibid., p. 76.

⁵⁷³ *Orientations*, pp. 18, 22, 25, et *Directives*, p. 68.

⁵⁷⁴ *Orientations*, p. 21.

Plus globalement, le milieu de notre bourgeoisie (nécessairement moyenne) est fortement avantage :

Votre propre intérêt, hommes d'affaires, vous commande de réhabiliter, dans l'esprit populaire, l'idée de la propriété et de la richesse. Si vous ne travaillez [236] point à cette réforme, la masse s'en chargera, mais prenez-y garde : en vertu de son idéal et de son dynamisme propre ⁵⁷⁵.

À côté de la bourgeoisie des traîtres, celle qui, dans d'autres pays, a composé avec les éléments subversifs - bien entendre les communistes - comme en France et en Espagne, il y en a une autre, une bourgeoisie en quelque sorte renouvelée sur laquelle Groulx fonde ses espoirs ⁵⁷⁶ :

Bourgeois, donnez-nous des directives conformes à nos aspirations, à notre vocation. Donnez enfin à notre peuple l'impression d'être guidé, aimé, stimulé ⁵⁷⁷.

Ceci dit, il serait inexact d'en conclure que l'auteur prévoit une structuration qui soit *hiérarchisée*, ou plus simplement *institutionnalisée*. Le modèle original rendait l'image d'une société qui se suffisait en dehors de réseaux d'autorité organisés. Son empreinte demeure dans la version révisée et là se révèle, au fond, le déterminisme du fragment. Cette nouvelle classe ou élite est condamnée à demeurer plutôt informelle ; et même si l'auteur fait quelques concessions à l'ère industrielle en acceptant la formule de l'entreprise, et ce, du bout des lèvres, il reste fidèle et à la fois esclave d'une perception « inorganisationnelle » de la dynamique sociale. Sa perception des agents *en situation* fait d'ailleurs apparaître plus distinctement le caractère diffus de leur action.

Ce premier bloc de réponses au désordre présent renvoie, comme nous l'avons dit, à l'aspect timoré de la pensée groulxiste. Dans cette perspective, l'ensemble se résorbe à des composantes qu'il veut très rassurantes : l'avoir et la stratification sociale. Aucune place n'est faite par exemple à la mystique du sédentaire rural comme il était le fait de ses ancêtres de même condition. L'accent est mis délibérément sur le *cadre* de vie et non plus sur son contenu. La ruralité est gage de stabilité sociale, et elle semble être sollicitée à cette fin. De même, la moyenne et la petite

⁵⁷⁵ *Directives*, p. 78.

⁵⁷⁶ « La bourgeoisie et le national », loco cit., pp. 117-119.

⁵⁷⁷ Ibid., p. 123.

bourgeoisie qui la composent sont tirées d'une conception très rentière de l'avoir. Il n'y a aucune conquête économique dans cette vision possessive des choses. Le lecteur est en droit de s'interroger sur le dynamisme des directives émanant d'une classe aux aspirations aussi étriquées. Fixé d'après un plan d'ordre, l'auteur omet le principal, l'action. Le caractère franchement apolitique de cet échafaudage saute aux yeux. Par opposition, la société sédentaire-ecclésiale était au moins soutenue par une institution aux assises très fermes.

[237]

L'élite, qui, par définition, n'exclut pas le clergé sans par contre l'intégrer dans son ensemble, prend carrément le pas sur l'Église comme cadre de soutènement social. Autant la société ecclésiale est présente dans le modèle historique aspiré vers l'ordre, autant également l'épiscopat est vanté pour sa présence bénéfique après la Conquête, autant par contre l'Église comme structure et non comme religion est comme délaissée au profit d'une classe plus proche du temporel. Est-ce laïcité de sa part ? Reconnaissance des gains réalisés par l'autorité civile, du moins dans l'abstrait ? Nous ne saurions nous prononcer catégoriquement. Ce qui importe, pour nous, c'est que l'aire politique s'en trouve en partie libérée. Nous disons « en partie », à dessein : Groulx demeure adepte de l'intervention du clergé (que nous pourrions désigner plus noblement par l'expression *participation*) dans certains champs d'activité comme l'enseignement. Néanmoins, l'ordre religieux ne semble pas pouvoir s'imposer comme jadis. Par ce fait même, la vacuité politique déjà observée s'agrandit pour autant sans être remplie de manière aussi efficace par cette classe moyenne en position de relèvement. Avec son effacement comme structure d'autorité, l'Église n'est remplacée que fort imparfaitement. Le politique en sort diminué, ou bien se dissout dans la fluidité d'une élite informe.

2) La mystique conquérante ressuscitée

Les hérauts de la diffusion. À l'opposé de la formule première, l'axe rentier, le second bloc de solutions s'inspire en ligne directe de la mystique conquérante des premiers colons. Deux voies s'offrent au lecteur, qui peuvent à la limite se fondre : l'action d'une intelligentsia-prosélyte, et l'action du chef charismatique. Ce sont deux modes d'action qui ne s'excluent pas formellement mais qui, à la vérité, ne relèvent pas tout à fait de la même dynamique ; le premier s'exerce selon un rapport

intime de consciences, nous conviendrons de l'appeler le mode mineur, réservant au second mode, le majeur.

Si la fonction motrice du renouvellement national revient d'office à l'élite dite intellectuelle, elle revient à son côté dynamique. Or, de par son départage entre les forces actives et les forces d'ordre, la confusion entre les deux est on ne peut plus réduite ; car, à tout prendre, le chanoine ne s'adresse sensiblement qu'à un seul milieu, celui de l'enseignement. À lui, il confie cette gigantesque entreprise de relèvement national qui exige une action prolongée pour parvenir à renverser la vapeur. Ce doit être, selon l'auteur, l'affaire d'une génération ⁵⁷⁸. Et c'est par la base qu'elle doit être [238] amorcée. Il faut susciter dans l'enseignement « un esprit nouveau » qui, en plus d'aviver notre fierté, nous refera une « âme française », un « idéal national... » ⁵⁷⁹ Travail de reconversion, cette opération a pour objectif final le recouvrement d'une espèce de nature sociale perdue. Pour ce faire, Groulx soumet un programme souvent repris sous sa plume ; sa stratégie repose sur la transmission d'un état d'âme qui, à la manière d'une grâce sanctifiante, ouvre à l'élus les portes de son salut. Dans cette dynamique, Groulx propose aux « maîtres » de stimuler les jeunes esprits par la géographie et surtout l'histoire. Cette histoire qui leur découvrira la « pureté de race originelle » et la grandeur des ancêtres ⁵⁸⁰. Suivra de très près l'exaltation du français, langue de clarté. Ainsi initiés, ces jeunes seront appelés à reconnaître l'apport puissant de l'école confessionnelle, de la famille catholique, de la paroisse ⁵⁸¹, etc.

Avec l'Église, l'école demeure l'élément formateur qui n'a pas abdiqué son rôle dans notre société. Nous avons, au dire de Groulx, le théâtre populaire et le journal quotidien. Or, à la suite de leur dégénérescence, de leurs compromissions avec l'environnement, il ne reste plus que ces piliers de la diffusion ⁵⁸². Et puisqu'il n'est pas indiqué, pour des raisons évidentes, d'embrigader ou même de solliciter l'Église, l'école fait cavalier seul.

⁵⁷⁸ *Orientations*, p. 232.

⁵⁷⁹ *Orientations*, pp. 156, 171.

⁵⁸⁰ *Ibid.*, pp. 112ss.

⁵⁸¹ *Ibid.*

⁵⁸² *Ibid.*, p. 21.

Puisqu'il s'agit d'une mystique à répandre, d'une communion à étendre, il était dans la logique des choses d'en assigner la fonction clef à la diffusion. Dans l'esprit de Groulx, les « maîtres » sont censés opérer un travail de l'intérieur : raviver la flamme des vertus héréditaires. Tout cela ne saurait se dérouler à même un réseau fortement structuré ; en toute logique, il aurait pu en être autrement, mais selon les impératifs du modèle l'accent est précisément mis sur la transmission d'un état d'âme qui échappe en quelque sorte à l'organisation. Certains propos sont formels à cet égard :

Une chose est sûre : dépourvus de la puissance du nombre et de l'appoint des grandes forces matérielles et politiques, nous ne vivons que par notre vigueur interne, par l'exceptionnelle énergie de notre armature morale ⁵⁸³.

Ainsi *réduit*, le modèle ne peut compter que sur la disposition des âmes. Celle-ci peut déboucher sur une action plus grandiose, lorsqu'elle se jumelle à une force plus emportée, celle du chef. Avec lui, nous passons au mode majeur.

[239]

Le chef - Le héros. Groulx est connu pour avoir salué à de multiples occasions l'avènement des dictatures contemporaines, et plus est, pour avoir lancé autant d'appels au chef en notre milieu. Un des plus célèbres date de 1939 :

Et vous, jeunesse, qui tant de fois nous avez déçus, mais qui toujours avez ranimé nos espoirs, faites que, par tous vos labeurs et par toutes vos prières, nous arrive ce qui, pour tout peuple trop affaissé, est une indispensable condition de ressaisie, faites que nous arrive ce qui est arrivé au Portugal, à l'Espagne, à l'Irlande, à la Pologne, à l'Italie, même à la Turquie : un chef, un entraîneur, un exciteur d'enthousiasmes et de volonté, qui soit aussi un calme ordonnateur d'énergies, un homme qui sache par quelle politique organique, persévérante, l'on sauve un pays ; et alors, par vous, jeunesse, c'en sera fini de porter nos âmes en berne ; nous les hisserons à hauteur d'homme, à la hauteur des grands Français, nos aïeux ⁵⁸⁴.

La plupart, sinon toutes ces invocations au destin, sont soutenues par un langage quasi incantatoire qui témoigne des aspirations manifestes de son auteur. À ce sujet,

⁵⁸³ Ibid., p. 17.

⁵⁸⁴ « La bourgeoisie et le national », loco cit., p. 125. Une invite analogue mais moins percutante se retrouve dans *Orientations*, p. 218.

les risques d'interprétation erronée nous semblent élevés car la tentation est forte d'assimiler les intentions de l'auteur soit au fascisme classique, de par les exemples choisis, soit à un autoritarisme qui lui serait plus ou moins voisin. Or, la nature des propos, qui dans le feu d'une certaine exaltation évidente porterait à conclure hâtivement en ces deux sens, nous incite à un examen un peu plus judicieux. Car à la suite d'une relecture, ces textes ne nous apparaissent pas aussi définitifs qu'on pourrait aisément le croire.

D'abord, le sens de l'expression *dictature* telle que l'entend Groulx à l'époque où il l'employait était, il faut en convenir, beaucoup moins chargé qu'au cours de l'après-guerre où le mussolinisme, l'hitlérisme et un peu plus tard le stalinisme ont donné à ce mot une acception nettement péjorative. Dostaler O'Leary pouvait, en 1937, se prononcer en faveur d'une dictature de type corporatiste sans trop sourcilier des yeux ⁵⁸⁵. Sans être nécessairement d'un usage très répandu, ce terme n'avait certes pas un contenu aussi lourd qu'aujourd'hui. Il ne s'agit pas de tenter de blanchir l'auteur mais encore faut-il lui épargner des blâmes gratuits de notre part. On peut toujours s'entendre pour croire qu'une expression moins évocatrice d'autorité arbitraire eût évidemment été plus heureuse. De toute manière, l'essentiel n'est pas là.

[240]

Il n'y a pas de méprise possible, Groulx attend la venue d'un sauveur qui nous sera accordé selon une visée providentielle ⁵⁸⁶ :

Le sauveur de demain, s'il doit se lever, sera l'homme de foi et de génie qui aura embrassé, dans la vue la plus large et la plus cohérente, l'ensemble de nos problèmes, qui voudra mettre à les résoudre le sacrifice magnanime de sa vie et n'empruntera qu'à ce noble emploi de ses facultés son magnétisme de chef ⁵⁸⁷.

Jouissant de cette qualité olympienne, ce sauveur, ce chef, sera nécessairement porteur d'une *mystique*. Là se découvre progressivement l'univers que veut créer ou recréer l'auteur. Le chef de demain, d'après le contexte de tous ses écrits, établit un rapport, un lien, presque indicible avec les membres de la société renouvelée. Pour

⁵⁸⁵ Dans *Séparatisme*, pp. 182-183.

⁵⁸⁶ *Orientations*, p. 218.

⁵⁸⁷ Notre maître, le passé, t. I, p. 11.

cette raison, Groulx touche, à la limite, le célèbre « élan vital ». « Un mystique ! s'exclame-t-il. Là seul, pour le chef, réside le secret des prises toutes-puissantes sur les masses ⁵⁸⁸. » À ce propos, il ne nie pas quelques affinités avec Bergson auquel il fait au moins une fois allusion ⁵⁸⁹. « L'appel du héros » permet certains rapprochements mais, à la vérité, fort ténus ⁵⁹⁰. Le parallèle, par contre, avec la vision gaulliste des rapports directs entre le gouvernant et les gouvernés n'est pas dépourvu d'intérêt, mais sans pertinence en termes d'influence. Encore doit-on admettre, à la suite de Jean Lacouture, l'ascendant bergsonien dans la formation également barrésienne du général ⁵⁹¹. Tous des apports dont il faudrait tenir compte.

Mais en dépit de ces rapprochements et de ces sources d'inspiration possibles, notre attention doit avant tout s'arrêter à la nature du lien qui tient ensemble, dans un même transport, le chef et la collectivité à sa suite. Le caractère charismatique de cette relation est indéniable. Il y a probablement davantage, c'est-à-dire fusion, interpénétration de l'un avec les autres. Ces « heures de réveil, d'exaltation, d'enivrante reconstruction », telles qu'il aimerait les vivre chez nous ⁵⁹², font fi selon toute apparence des appareils intermédiaires dont il n'est pour le moins nulle part question. Célébrant, encore en pleine guerre, ce qu'il dénomme « la mystique du chef », il pouvait déclarer :

[241]

Que nous vienne un rassembleur d'esprits et de volontés qui, au-dessus de toutes nos désunions, nous fera nous retrouver dans la joie de notre fraternité, dans l'orgueil d'un incomparable destin à vivre, côte à côte, dans le même rythme du cœur ⁵⁹³.

Selon nous, l'apothéose que fait Groulx des régimes autoritaires, et plus souvent qu'autrement fascistes, relève d'un souci de parvenir à la démonstration d'un salut national possible au XXe siècle, et ce, grâce à l'action bienfaisante d'une ligne direc-

⁵⁸⁸ *Orientations*, p. 297.

⁵⁸⁹ Ibid., p. 296.

⁵⁹⁰ H. BERGSON, *les Deux Sources de la morale et de la religion*, P.U.F., 1965, pp. 27-31 ; l'affinité avec Gonzague de Reynold est même avouée. [Livre disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

⁵⁹¹ Jean LACOUTURE, *De Gaulle*, Paris, Éditions du Seuil, 1965, pp. 9-11.

⁵⁹² *Directives*, p. 93.

⁵⁹³ Paroles à des étudiants, p. 79.

trice - celle-là incarnée dans le dictateur. Son enthousiasme pour Dollfuss qui a « refait à ses compatriotes une conscience nationale », en Autriche, et son éloge des « éveilleurs nationaux » de type mussolinien ont pour but ultime de rendre vraisemblable au Québec l'avènement d'un chef ⁵⁹⁴.

Ce qui est plus remarquable dans sa construction c'est, à n'en pas douter, l'absence ou encore la suppression de la dimension politique. Dans le premier modèle, le fragment ressortit à une dynamique sociale immanente aux agents qui, par l'entremise de structures primaires et primitives, la famille autarcique et la paroisse rurale, occupe presque la totalité de l'aire politique. La gouverne centrale n'y est pour rien dans cette société animée par un souffle intérieur, une unanimité tacite.

Le modèle révisé à l'intention du chef, respecte dans ces grandes lignes, la dynamique première. La nouvelle dynamique s'inspire d'une forme d'*unanimité* nostalgiquement recherchée et enfin retrouvée, elle renvoie à une *mystique*, cette fois un peu plus explicitée. De même que, selon la première version, l'armature de l'autorité est tout aussi ignorée sinon mise de côté. Voilà restitué un état de béatitude perdu un moment. Reste à intégrer la présence pour le moins encombrante - peut-être qu'en apparence - du chef-sauveur.

Nous avons déjà observé le rapport direct du chef avec les gouvernés, rapport qui dédaigne la lourdeur des appareils institutionnels et juridiques à l'avantage d'un charisme de communion spontanée et totale. Or, la dimension religieuse de cette manifestation ne doit pas nous échapper. Le sacré maintient ensemble cette construction. La terminologie largement empruntée au langage religieux est loin d'être fortuite ; le salut, par exemple, ne sera assuré que par une oeuvre rédemptrice ; de même, la mystique lie les membres dans une action unanime qui se passe de l'organisation. Tout est communion, participation à un idéal presque uniformément partagé. En conséquence, l'ordre n'a pas à être explicité ou rendu tangible par des institutions, il règne dans les esprits pour ne pas dire [242] dans les coeurs, où il s'est imposé. L'autocontrainte s'exerce naturellement chez chacun. Les liens dits organiques, et que Groulx ne définit jamais, tiennent à cette même logique, et s'ordonnent selon une problématique de valeurs en hiérarchie, pour sûr, mais non exprimés dans des formalisations concrètes. Chez Groulx, la vérité est une, donc indissociable.

⁵⁹⁴ « Vivre », dans *l'Action nationale*, novembre 1934, pp. 175-176.

Lorsque l'unité quasi parfaite est réalisée, l'ordre est nécessairement respecté et les formes extérieures tombent d'elles-mêmes.

Dès lors qu'est établie la nature du lien social, nature qui participe au corps mystique animé par la foi nationale, la figure du chef s'insère plus aisément dans l'ensemble du tableau. Encore devons-nous avouer que tout en convenant d'une relation mystique, donc dépourvue d'intermédiaire, entre le sauveur et les « appelés », nous ne disposons pas des instruments ni des documents qui nous permettent de restituer à la notion de chef tout son sens. Les envolées de Groulx en faveur du chef sont nombreuses, certes, mais fort peu explicites et surtout très brèves. L'intensité du verbe compense sa courte durée. De là le nombre élevé d'interprétations possibles. Pour nous, l'analogie avec le dictateur autoritaire susceptible de vives répressions est désormais exclue. Il ne saurait être question non plus d'un monarque de type héréditaire. Certains pourraient y voir l'émergence d'une forme de paternité ; le chef envisagé comme le père de la nation, bref, de la famille élargie qui dépasse la communauté paroissiale, elle-même prolongement de la famille. Dans ce cas, il faut admettre que l'autorité du père est rarement abordée dans les écrits de l'auteur. Parmi les possibilités restantes, demeure sensée l'analogie à l'autorité religieuse. Encore que des distinctions sérieuses s'imposent. Dans l'optique du chef-sauveur, la dimension cléricale nous semble négligeable pour ne pas dire nulle. Quant à nous, il n'y a aucun relent de cléricalisme dans l'apothéose du chef. Il y en a évidemment dans d'autres pages, mais là n'est pas notre propos pour le moment. L'analogie à la vie paroissiale serait plus plausible ; elle se fonderait sur ces nombreux passages qui s'appuient sur la vie à l'ombre du clocher, cette vie animée par une figure compréhensive qui n'a rien d'autoritaire ni de très hiérarchique dans l'exercice de son autorité. Pour vraiment saisir la portée de cette mystique collective soumise à un quasi-sortilège, il faut porter l'analogie au-delà, dans le religieux.

Idéalement, le chef-sauveur de la race revêt tous les attributs d'un *messie*, c'est-à-dire d'un libérateur désigné par la Providence pour établir un état de grâce perdu. Il est désigné pour accomplir une oeuvre rédemptrice, de rachat de la nation en vue d'un salut collectif ⁵⁹⁵. La [243] présente période peut être assimilée à un temps fort de vigile, à un moment de préparation.

⁵⁹⁵ L'expression se retrouve lorsqu'il sollicite l'avènement d'un nouveau F. Le Play, dans *Orientations*, p. 45 et aussi en parlant des intentions de la jeunesse, *Directives*, p. 132.

Il n'est pas contestable... que la force expansive des grands mouvements ne finisse par créer à la longue des incitations ou une atmosphère qui favorisent singulièrement la naissance des individualités fortes. En ce sens, il est vrai qu'à force de l'appeler, le chef peut paraître ⁵⁹⁶.

Combien de fois le chanoine n'a-t-il pas convié ses auditeurs à prier Dieu qu'il nous envoie ce chef tant désiré. Heureux serons-nous si, à l'instar de l'Autriche, nous nous trouvons un chef et avec lui le « chemin de la résurrection... ⁵⁹⁷ » En dépit de l'improbabilité d'une si heureuse conjoncture, Groulx relève dans l'histoire des figures de chefs qui tendent à démontrer l'avènement possible de personnalités marquantes. Puisant intentionnellement dans le régime dit anglais, donc plus près de nous à de multiples égards, il propose au lecteur quelques portraits célèbres : Papi-neau, grand chef charismatique, dont il dit qu'il « nous donna le sens d'une collectivité », Lafontaine qui a incarné les deux qualités maîtresses du leader, un esprit intuitif, c'est-à-dire, selon Groulx, une vision supérieure des choses et un « vouloir de grand volontaire... ⁵⁹⁸ » Il est permis de croire, cependant, que la carrure morale et politique du chef décrit dans ses textes enflammés nous laisse intuitionner un personnage de plus grande envergure que les exemples proposés et surtout un chef dont le magnétisme ralliera à lui un consensus sans commune mesure avec ses prédécesseurs.

Groulx recherche un meneur d'hommes mais en vue d'une mission très lourde. S'il commande aux enseignants, ce corps d'élite en puissance, de préparer le terrain, l'auteur confie néanmoins au chef, le grand maître, la mission de recréer une « communion doctrinale », de donner par le fait même un sens, une fin à l'activité collective ⁵⁹⁹. Sachant si peu, à son dire, ce que nous voulons ni où nous allons, il nous faut une nouvelle unanimité venue d'en haut ⁶⁰⁰. Voilà résumé le mythe du libérateur, projection dans l'avenir qui fait l'heureux pendant au mythe historique d'un peuple élu, d'une race privilégiée. À cause de notre nature collective altérée par l'adversai-

⁵⁹⁶ Jacques BRASSIER (pseudonyme de Lionel Groulx), « Pour qu'on vive » *l'Action nationale*, janvier 1934, p. 54.

⁵⁹⁷ Ibid., p. 53.

⁵⁹⁸ *Directives*, p. 164.

⁵⁹⁹ *Orientations*, p. 166.

⁶⁰⁰ Ibid., p. 210.

À aucun moment les appareils n'ont leur place. Et, comme nous l'avons constaté, l'élite déjà informe dans son esprit s'estompe complètement en présence du chef ⁶⁰¹.

c) La structure logique des états sociaux proposés par Groulx

Il est possible d'ordonner, selon une logique séquentielle, les divers états que propose Groulx ; nous en avons dénombré pas moins de huit : le premier est totalement imprégné de la mystique conquérante, il est de brève durée et ne sert finalement qu'à justifier une reprise en main de la collectivité lors du relèvement national - qui renvoie au cinquième état. Il retient les noms de fondateurs, de grands chefs, des tout débuts de la colonie : Champlain, Maisonneuve ; il retient aussi un esprit missionnaire intense. Néanmoins, il est très tôt récupéré par le second, le sédentaire-mystique, état de référence par excellence, état de béatitude quasi permanent.

[245]

Chacun, dans cette société, participe à un projet unique. L'unanimité des volontés et des consciences sous-tend l'unité de la collectivité. Celle-ci peut se dispenser de l'autorité, du moins dans une large part. Le modèle renvoie à chacun la responsabilité d'assurer la cohésion de l'ensemble. Selon un aperçu de type anarchiste conservateur, chacun des agents se prend en charge mais selon un idéal unique, la mission propre au Canadien français. La gouverne est par conséquent inexistante, du moins en principe. Aussi, Groulx laisse présager les limites de son modèle, tout en l'appliquant à l'ensemble de la société :

Notre devoir sera d'examiner jusqu'à quel point l'éloignement systématique du petit peuple canadien de la conduite de ses propres affaires aura pesé lourdement sur sa formation sociale et politique ⁶⁰².

⁶⁰¹ « Si Dollard revenait », conférence prononcée en 1919 et reprise dans Dix ans d'Action française, expose, aux pages 106 et suivantes, le rôle d'un Dollard réincarné au XXe siècle prenant la tête d'une élite intellectuelle. C'est un des rares moments où Groulx relie le chef à l'élite, et dans ce cas le chef n'a rien du charisme qui anime les formulations ultérieures, particulièrement celles concomitantes à l'avènement des dictatures en Europe au cours des années 30.

Le déterminisme a-gouvernemental, ou plus simplement a-étatique de cette construction ne tarde pas à se manifester dans les projets d'avenir de l'auteur.

Le troisième état, déduit du second, fait intervenir l'Église pour renforcer l'armature sociale d'une collectivité aux structures trop flasques. Il enlève au précédent une part de spontanéité et de mystique pour lui substituer un cadre plus ferme. La société ainsi guidée par l'Église parvient à passer l'épreuve au cours du XIX^e siècle jusqu'à aujourd'hui. Ce modèle anticipe le cinquième état dont il se veut la justification, à l'instar du premier par rapport au septième. La symétrie ne s'ingère pas pour des raisons d'esthétique dans l'exposé, mais comme source de légitimité produite par l'histoire. Le modèle sédentaire-ordonné rend compte de l'action en provenance *d'alter* : la structure ecclésiale dès son origine a pour fin de contrer une influence délétère. Mais en dehors de son réseau, règne l'absence la plus totale d'autorité véritable.

Le quatrième état se veut la représentation des temps présents, la déchéance en comparaison avec les états antérieurs. Il est par contre la clef de voûte de l'ensemble puisqu'il leur donne un sens, et leur permet de renvoyer les uns aux autres. La construction groulxiste de l'histoire-révélation ne s'explique que par cette intervention *d'alter* auprès du nous.

Le cinquième état, le modèle de la quiétude pastorale et boutiquière retenu par une structure de classe moyenne a, pour société de référence, le troisième état de type sédentaire-ordonné qui restitue un agencement inspiré par un impératif d'ordre explicite. Hors du mythe, hors du millénaire, Groulx recourt à des expédients qui révèlent une incapacité chronique à reconstruire le social : des aspirations vers des formes hiérarchisées semblent animer sourdement ces appels à la vie organique, [246] mais elles ne donnent aucune prise à une concrétisation de sa part. L'idée de gouverne y est totalement absente. L'autorité s'exerce selon une stratification assez lâche de classes qui assure une forme d'équilibre probable. Ce projet s'appuie sur une perception de rentier appliquée à l'ensemble du social.

Le sixième fait appel aux hérauts, annonciateurs et constructeurs par le verbe d'une collectivité reconstituée sous l'influence de l'esprit conquérant. Il relève néanmoins du sédentaire-mystique où l'action ressurgit surtout d'une poussée intérieure. Les maîtres agissent comme stimulants d'une disposition à transmettre au-

près d'éventuels élus : les jeunes. Depuis, dit-il, qu'il faut compter avec « la souveraineté de l'opinion », le combat met aux prises « les forces du bien et du mal », « les puissances de la vérité et de l'erreur ⁶⁰³ ». Il s'agit donc presque d'une guerre de religion ; c'est, en tout cas, une lutte d'abord morale.

Vous voulez agir sur la politique de votre province ? Commencez par agir... à côté d'elle et surtout au-dessus d'elle : sur les idées, sur les idées spirituelles et nationales. Car [selon lui], de la politique bienfaisante ou malfaisante de tout État, on peut dire que cette politique ne se fût jamais faite, si tel courant d'idées ne l'eût favorisée ⁶⁰⁴.

Enfin, le septième état, pendant du premier, tout en sollicitant le second, porte le héros sur le pavois. C'est ainsi que malgré la fréquence élevée de ses interventions en faveur des propagandistes du type précédent, Groulx inverse la logique de sa stratégie. Tandis que l'action de diffusion tentait de répandre *l'unanimité* dans les esprits par le truchement des hérauts et travaillant sur les « âmes » en vue d'atteindre dans l'avenir l'unité perdue, la nouvelle stratégie impose, d'entrée de jeu, un agent incarnant *l'unité* qui ralliera la troupe et convertira cette dispersion en *unanimité* retrouvée et garante cette fois de l'unité, probablement sans chef. Le sauveur semble n'intervenir que pour rétablir un ordre disparu.

Il est à remarquer que, dans les deux sens, la vision mystique s'applique sans restriction ; ce sont toujours des conversions tantôt par l'élite, donc plus près de la base, tantôt par le sommet s'affirmant comme déjà un. Dans cet univers élevé, il serait incongru de prononcer même le mot *politique*, puisque tout est grâce...

Groulx préfère porter ses réflexions au-delà des structures qui, autrement, gênent sa prolixité ⁶⁰⁵. Il lui est donc plus aisé, même si l'argument [247] porte peu, de développer une pensée sur *l'ordre* (immuable il va sans dire) et sur la fonction ordonnatrice de l'Église en général, ou encore de la moyenne bourgeoisie, que de s'attaquer à l'organisation de la société. Tout au long de son schéma les agents, privilégiés ou non, évoluent hors du cadre organisationnel à quelque niveau que ce soit :

⁶⁰³ Notre maître, le passé, 1re série, p. 21.

⁶⁰⁴ Directives, p. 74.

⁶⁰⁵ Nous rappelons, à cette occasion, que Groulx est souvent revenu sur la notion d'une société organiquement constituée, mais il en est toujours demeuré là, sans jamais l'expliquer. Si bien qu'elle demeure une valeur suspendue.

le chef agit isolément, l'élite est instruquée et la base sans armature. La dispersion est parfois même légitimée et encouragée :

La renaissance de l'Acadie, l'essaimage dans toutes les provinces canadiennes de notre population québécoise font que le Canada de langue française ne saurait plus se limiter aux frontières de la vieille province. Entité nationale beaucoup plus qu'entité géographique, tel il se définit ⁶⁰⁶.

Sa logique conduit à une sorte d'évasement du *nous*. Les manifestations de l'ordre explicite que sont les modes du sédentaire-ordonné servent plutôt de transitions à un état d'ordre implicite qui progressivement se dissout après le passage du chef dans la société renouvelée, la vraie société de référence, celle de type sédentaire-mystique où l'animation par les hérauts ne serait plus requise, un huitième état social, cette fois, définitif.

3. L'action politique

[Retour à la table des matières](#)

L'action politique est celle qui fait le plus cruellement défaut dans cette construction. D'entrée de jeu, l'État est à peine retenu comme instrument de renouvellement. Il est surtout condamné pour ce qu'en ont fait les hommes politiques. Au versant positif, Groulx est finalement peu loquace. L'État a pour objet premier la paix publique ; et, en second, il a pour fonction de promouvoir « une prospérité organique..., où les facteurs, temporels et spirituels, s'agencent et s'ordonnent hiérarchiquement ⁶⁰⁷, ». La hiérarchie nous semble simplement un agencement ordonné de valeurs et non une structuration institutionnalisée, qu'on ne trouverait d'ailleurs nulle part dans ses écrits.

À tout prendre, l'État sert d'appoint. Son rôle est d'abord défensif et il est normal qu'il en soit ainsi puisque, bien activée, la société modèle peut se suffire à elle-même. L'État est donc appelé à freiner la déchéance de notre classe moyenne, à rétablir l'équilibre démographique entre la ville et la campagne, à mettre un terme à l'exploitation économique des nôtres. De même doit-il, dans une perspective protec-

⁶⁰⁶ *Orientations*, p. 123.

⁶⁰⁷ *Directives*, pp. 65-66.

tionniste, sauvegarder la [248] primauté du fait français ⁶⁰⁸. Parfois, il vient à l'auteur d'en parler en termes un peu plus actifs mais, à ce moment-là, il s'en tient à une représentation fort vague de la gouverne ⁶⁰⁹. Il revient alors à l'État de favoriser l'épanouissement de la nation ⁶¹⁰.

Si l'État se réduit en somme à un garde-fou fragile, s'il est également sans consistance sous la plume de Groulx, il est encore diminué lorsqu'il est aperçu sous son jour organisationnel. Il est permis de parler dans ce cas d'une vacuité quasi totale. Le gros de l'énergie se consume à condamner les institutions d'inspiration libérale. Non sans rappeler Émile Faguet, l'auteur aperçoit la réalité actuelle de façon toute négative : de un, la souveraineté du peuple est un principe faux, la « masse humaine » n'est à ses yeux que « la mer apparemment immobile, mais prête à subir tous les souffles, les guettant même de tous les coins de l'horizon ⁶¹¹ ». De deux, la politique consacre la vénalité et le régime de la ploutocratie ⁶¹². Et de trois, cette gouverne soumise à ces divers aléas poursuit une action discontinue, incapable qu'elle est d'observer une quelconque politique d'ensemble ⁶¹³.

Dans un texte ultérieur à l'époque observée, Groulx confirme son opposition inconditionnelle au libéralisme politique :

Dans le domaine politique, deux obstacles apparemment insurmontables barrent le chemin de toute réforme : le suffrage universel, la dictature financière. Le premier choisit mal les représentants du peuple, la seconde les avilit. C'est le cycle infernal. Quel est l'avenir des démocraties ⁶¹⁴ ?

Selon ses préférences organicistes, Groulx propose, en contrepartie, un seul principe directeur, inspiré, on le reconnaîtra, de l'Action française, à savoir que le

⁶⁰⁸ Ibid., pp. 182-183.

⁶⁰⁹ Ibid., pp. 67 et 261, et *Orientations*, p. 270.

⁶¹⁰ « Un devoir absolu, un rôle sacré s'impose à l'État : préparer, favoriser les conditions matérielles et morales, l'harmonieuse combinaison d'une politique économique et d'une politique de l'esprit par quoi les Canadiens français, fils authentiques du sol, immense majorité en cette province, atteindront leur fin d'hommes et leur fin de nation. » Directives, p. 235.

⁶¹¹ *Orientations*, p. 22, et *Notre maître, le passé*, t. II, p. 224.

⁶¹² J.-P. GABOURY, *le Nationalisme de Lionel Groulx...*, p. 144.

⁶¹³ *L'Enseignement français au Canada*, t. I, p. 287.

⁶¹⁴ *Paroles à des étudiants*, p. 46.

problème se résume à tenter de réconcilier le « pays légal » avec le « pays réel ⁶¹⁵ ». Ceci dit, il s'esquive et fait volontiers place au chef comme solution finale.

Et lorsque une vague expression de formalisation est reconnue dans les rapports sociaux, le politique n'y trouve jamais son dû :

[249]

Être fort, pour un peuple, c'est l'être d'abord par la vigueur intérieure de son âme, par sa constitution sociale, économique, intellectuelle et morale ⁶¹⁶.

Or, il serait injustifié d'imputer cette absence remarquée à quelques déficiences chez ses précurseurs québécois. Errol Bouchette dont il se réclame parfois, avait conçu au tournant du siècle un régime où l'État en tant qu'organisation du collectif fixait des finalités et voyait à leur réalisation. En dépit d'une contradiction dans son exposé, qui tentait de réconcilier une vision plutôt progressiste de l'économie avec une vision fort traditionnelle du social, Bouchette était parvenu à une prospective du Canada français secondé par l'État ⁶¹⁷.

Henri Bourassa, malgré ses multiples charges contre la démocratie et les dangers de l'étatisme, était quand même parvenu à cerner une forme de gouverne ; si féodale qu'elle ait pu être, cette perception de l'autorité lui donnait également accès à un réel qui échappe à Groulx ⁶¹⁸. Il en est sensiblement de même pour Tardivel qui s'intéressait malgré tout à l'État et à sa structuration. De ces journalistes, ses aînés, l'auteur apparaît s'être contenté de reprendre leurs sempiternelles jérémiades sur les cliques, la presse asservie aux partis et les vulgaires politiciens à l'esprit partisan. Au plan de la gouverne, il ne les a pas dépassés ; à bien des égards, il est demeuré en deçà.

Invoquer à la décharge du chanoine qu'il s'était dissocié du politique afin de ne pas porter atteinte à son sacerdoce ne tient guère. Qu'il se soit abstenu comme il le prétend de donner des directives politiques dans des conjonctures données, il est

⁶¹⁵ *Directives*, p. 182.

⁶¹⁶ *Notre maître, le passé*, 1re série, p. 10.

⁶¹⁷ Errol BOUCHETTE, *l'Indépendance économique du Canada français*, chap. 9 et suivants. [Livre disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

⁶¹⁸ Henri BOURASSA, *l'Affaire de Providence*.... pp. 15-16.

facile d'en convenir ; même si, dans les faits, il ne se soit pas tenu autant à l'écart qu'il s'en est parfois défendu ⁶¹⁹. Mais, ajoutait-il, « fûssé-je libre de me mêler à vos querelles politiques, je refuserais de le faire ⁶²⁰ ». Au fond, Groulx n'a pas seulement répudié la politique il s'est systématiquement refusé au politique.

« **La politique** ». Groulx s'est prononcé sur diverses questions d'actualité dans l'Action nationale et ailleurs. Comme de raison, nous l'avons saisi au [250] moment du tournant politique qui est notre champ d'observation, c'est-à-dire de 1934-1936. Mais afin de lui offrir un spectre plus étendu, nous avons légèrement anticipé la chronologie en allant puiser dans les débuts de la revue, soit dès 1933. Sa vision de l'ensemble se ramasse habilement en quelques perspectives maîtresses qui commandent le tout. Nous avons été surtout frappé de constater combien les formes institutionnelles existantes étaient importantes pour lui.

Ses prises de positions au sujet de la Confédération ont été rien moins qu'inconsistantes. Elles peuvent être abordées par l'une des deux extrémités, la fédéralisante ou ladite « séparatiste ». Nous avons choisi la première démarche car elle nous apparaît plus fidèle à l'économie de sa pensée. Nous convenons que l'approche inverse serait défendable.

Devant l'actualité, Groulx rassemble en faisceau les divers événements au pays pour les lier intimement à l'engagement collectif de 1867. Toute sa pensée gravite autour de l'autonomie consentie au Québec depuis la dissolution de l'Union. D'après certains écrits, il n'y aucune équivoque possible, « la Confédération c'est nous qui l'avons voulue, nous qui l'avons exigée ⁶²¹ ». Et il va plus loin en affirmant que nous sommes les seuls ou presque les seuls responsables de ce texte perçu comme libérateur. Justement appuyée par le clergé et les politiques, la Confédération a été

⁶¹⁹ J.-P. GABOURY, op. cit., p. 158.

⁶²⁰ *Directives*, p. 64. Dans une conférence faite au Collège Sainte-Marie, le 2 novembre 1937, le chanoine Groulx disait : « Je ne fais point de politique. Je n'en ferai jamais. Je n'appartiendrai jamais à aucun parti politique, quel qu'il soit. Je laisse ce marécage, ou cette fosse à ceux qui, par goût, par nécessité ou par devoir, veulent bien y descendre. J'appartiens à ma conscience, à ma foi, à l'Église. Cela me suffit. Mais historien, l'histoire politique m'appartient comme toute l'histoire. Appuyé sur le passé, j'ai le droit d'indiquer à mes compatriotes la ligne de leur avenir. » On trouve cette citation dans R. RUMILLY, *Henri Bourassa*, p. 760.

⁶²¹ *Orientations*, p. 248.

confirmée dans ses droits par la forte majorité des électeurs. C'est donc dire que sa légitimité ne fait aucun doute, non plus le caractère consensuel de son appui ⁶²².

Les fins poursuivies dans la défense de cette constitution sont pour lui manifestes. La Confédération a été réclamée pour des motifs d'abord, dit-il, d'ordre *moral* et non économique ou politique ; c'est-à-dire d'ordre *national et spirituel* ⁶²³. L'autonomie ainsi obtenue garantissait en somme notre « survivance » ⁶²⁴. Ce document a donc en conséquence un caractère sacré. Il indique pour lui l'amorce d'une émancipation politique indispensable à notre épanouissement collectif. Il consacre en plus les droits de notre communauté dans le tout canadien, droits que nos courageux pères ont eu la volonté de défendre jusqu'au bout ⁶²⁵. À cet égard, la constitution canadienne se pare d'une auréole d'inviolabilité. Groulx est formel, nous avons obtenu à cette occasion « la résurrection du Canada français » par la résurrection du Québec comme entité politique ⁶²⁶. En fait, cette interprétation [251] ne pêche pas par son originalité ; par contre, elle insiste beaucoup sur la détermination des nôtres aux moments cruciaux de sa rédaction.

Ses propos sur l'actualité se greffent presque tous exclusivement à ce tronc d'information. Sous le pseudonyme de Jacques Brassier, l'auteur poursuit une chronique épisodique en 1933 et 1934 où sont repris avec parfois plus de précision des thèmes abordés déjà dans ses conférences - celles-ci reproduites dans *Orientations* et *Directives* entre autres ⁶²⁷. Les sujets sont vraiment peu variés et demeurent fidèles à une tradition dans le genre ; ils ne diffèrent guère de ceux exploités dans *le Devoir*. Quels sont-ils ? Le sort fait au français par le gouvernement central, particulièrement dans la fonction publique. Reviennent périodiquement les billets dits

⁶²² *Directives*, p. 55, et *Notre maître, le passé*, 2e série, pp. 245ss.

⁶²³ *Directives*, p. 53, et *Notre maître, le passé*, 2e série, pp. 245ss.

⁶²⁴ *Orientations*, p. 121.

⁶²⁵ *Notre maître, le passé*, 1re série, p. 16.

⁶²⁶ *Directives*, pp. 232-233.

⁶²⁷ La chronique intitulée « Pour qu'on vive » offrait à Groulx une tribune où il semble plus à l'aise pour attaquer de front certains sujets que son état sacerdotal pouvait lui interdire de faire en son propre nom. Le nom de plume choisi, Jacques Brassier, de même que celui de Aloné De Lestres, qu'il s'était donné pour la publication de ses deux romans, *l'Appel de la race* et *Au Cap Blomidon*, voulaient rendre hommage à ces valeureux défenseurs de la patrie qui accompagnèrent Dollard au Long Sault.

bilingues, l'immigration, la centralisation...⁶²⁸ Ces considérations s'insèrent dans une critique qui se veut révélatrice des nombreuses entorses que la politique outaouaise s'est permis de donner à l'engagement original. S'il y a un dégoût aussi marqué, croît-il, pour la Confédération auprès du public, c'est qu'elle n'a pas été respectée⁶²⁹.

Certains thèmes connexes à notre survivance économique, politique ou sociale sont développés au gré des circonstances. L'immigration, par exemple, ne risque pas seulement de nous noyer dans une mer anglo-saxonne, elle introduit dans l'ouest des éléments souvent peu recommandables au plan politique. Par ailleurs, un peu dans la même veine, Groulx verse dans l'antisémitisme mais avec des gants blancs jusqu'aux aisselles : se gardant bien d'être peu charitable envers les Israélites, il s'en prend à la « dictature juive », dictature commerciale, à l'internationalisme juif qui comprend de « dangereux agents de dissolution morale et sociale à travers le monde⁶³⁰ ».

Globalement, Groulx s'en tient à une défense dans le concret des intérêts presque strictement nationaux et moraux de la nation canadienne-française. L'aspect économique et social le touche très peu, une fois lui est-il [252] arrivé d'aborder le problème des monopoles, celui du charbon⁶³¹. Le chômage n'a trouvé sa place dans aucune chronique. Ces aspects de la vie nationale ne le touchaient au fond qu'à travers un tout global.

En dépit des dénégations de Groulx qui se défend de n'avoir jamais été « séparatiste », de nombreux écrits dégagent une saveur plus qu'autonomiste. Des textes anciens, comme *Notre avenir politique* du début des années 20, prévoient l'effondrement prochain de la Confédération qui ne tient plus. À l'instar de son entourage de l'époque, il semblerait qu'il s'attendait tout simplement à voir ce lien se dissoudre de lui-même : Rodrigue Villeneuve, futur cardinal, se figurait cette éventualité

⁶²⁸ Jacques BRASSIER, « Pour qu'on vive », *l'Action nationale*, novembre 1933, pp. 187-193. « Regards autour de nous », *l'Action nationale*, février 1933, p. 111. Une exception : « Pour qu'on vive », décembre 1933, aborde brièvement, en page 265, le besoin pour les agriculteurs de s'organiser, sujet chéri d'A. Rioux. « Pour qu'on vive », *l'Action nationale*, février 1934, p. 120 et *l'Action nationale*, avril 1936, pp. 222-234.

⁶²⁹ « Pour qu'on vive », *l'Action nationale*, décembre 1934, p. 243.

⁶³⁰ Ibid., juin 1933, p. 364.

⁶³¹ Ibid., février 1933, p. 11.

comme une réalité devant laquelle les Canadiens français faisaient figure de spectateurs ⁶³².

La déclaration en a été faite tout à l'heure : nous ne courons au devant d'aucune séparation ; nous n'accepterons que celles-là seules que viendront nous imposer la nécessité ou les hasards de l'histoire et contre lesquelles, par conséquent, ni les uns ni les autres ne pourrions quoi que ce soit ⁶³³.

L'extrait parle de lui-même, Groulx nous apparaît trop respectueux de l'ordre institutionnel - et ce, pour une foule de raisons possibles - pour en prononcer l'arrêt de mort ⁶³⁴. Il se laisse de toute évidence porter par les événements. Ailleurs, il s'en prend à la précarité de ces constitutions rédigées à la sauvette ⁶³⁵. Enfin, on n'a qu'à se rappeler sa déclaration célèbre qui, en guise de péroration, proclame que « notre État français, nous l'aurons ⁶³⁶ ». Tout dépend du sens accordé à l'État français ⁶³⁷. En plus d'être évocateur, donc plus fortement symbolique qu'opératoire, il haussait la Province à un statut de grandeur nationale. Quant à son contenu, il devait confirmer une certaine autonomie dont les frontières sont toujours restées assez floues.

On ne conçoit point la nation ni même le milieu national sans une certaine autonomie sociale, intellectuelle et économique ⁶³⁸.

Il faut croire que le reste revenait à de vulgaires exécutants...

En pratique, ses considérations sur le politique sont très unilatérales. [253] Elles sont rivées à l'aspect historique de son déroulement : la constitution et les entorses que la mafia politique lui a fait subir. À la vérité, toutes ses observations à ce sujet, ou presque, gravitent autour d'une légitimité, d'un ordre reconnu qu'il n'oserait pas personnellement corriger ou changer par le biais d'une mobilisation, par exemple, de l'opinion ou même plus strictement de l'opinion dite éclairée. Aucun propos n'est

⁶³² « Et nos frères de la dispersions », dans *Notre avenir politique*, Montréal, Éd. Albert Lévesque, 1923, p. 119.

⁶³³ Lionel GROULX, *Notre avenir politique*, p. 27.

⁶³⁴ *Orientations*, p. 247.

⁶³⁵ *Notre maître, le passé*, 1re série, p. 232.

⁶³⁶ *Directives*, p. 242.

⁶³⁷ Pour plus de précision, consulter *Mes mémoires*, t. III, p. 342ss.

⁶³⁸ *Orientations*, p. 208.

tenu sur les consultations électorales de 1935 et 1936, si bien que nous ne sommes pas parvenu à trouver un seul écrit qui puisse se rattacher de près ou de loin à cette affirmation faite en 1956 à A. Vanier, son correspondant, au sujet de Maurice Duplessis :

... Je ne puis lui pardonner d'avoir tué le mouvement de 1935-1936 que tous ensemble, vous le savez, et fui avec nous, avons si péniblement déclenché ⁶³⁹.

Généreuse et suprême illusion...

Conclusion

Groulx est complètement absorbé par la régénérescence du nous. La lutte engagée contre *alter* se résume à un combat tantôt d'ordre matériel qui comporte une accumulation en vue de constituer un patrimoine, tantôt, et c'est plus souvent le cas, d'ordre mystique qui ouvre la voie à un prosélytisme dont le meilleur aboutissement serait un messie. Le chanoine reporte sur la « nation » une perception propre au salut des âmes. Il relève le nous du contexte de la laïcité et du temporel pour l'introduire dans une dynamique qui le met à part des autres. Son premier ouvrage, *Une croisade d'adolescents*, qui relate l'expérience, au Collège de Valleyfield, d'un apostolat mû selon les principes de l'Action catholique naissante et à propos de laquelle l'auteur fait grand état à nouveau dans ses *Mémoires*, permet de mieux apercevoir, par voie de transposition, le type d'action que Groulx désirait engager ⁶⁴⁰. Sous sa plume, cette croisade toute religieuse à ses débuts qu'il célèbre comme un « cantilène héroïque », une « chanson de geste », - terminologie déjà profane - débouche tout naturellement sur une croisade nationale qui se confond à la première ⁶⁴¹. Le mode demeure le même, et c'est là qu'il est significatif. La propagation d'une mystique religieuse ou nationale obéit aux mêmes lois, du moins dans son esprit. L'élitisme de ces premières années (1901 à 1906), qui soulignait l'excellence de ce corps de privilégiés militant au plan religieux en un milieu [254] indifférent sinon hostile, se re-

⁶³⁹ Dans J.-P. GABOURY, op. cit., p. 148.

⁶⁴⁰ *Mes mémoires*, t. I, 1878 à 1920, chap. XI et XVIII.

⁶⁴¹ Ibid., chap. V et VI, pp. 138ss.

trouve dans l'action nationale présente. Tout est dans la diffusion d'un état d'esprit.

Groulx résout le conflit avec *alter* en le portant à un niveau supérieur, celui de l'échange des symboles. L'action économique d'*alter*, qui s'accompagne d'une vision du monde propre à sa logique, est combattue par une dynamique inverse qui supprime tout conflit interne par l'unanimité, donc tout danger de politisation, et qui aussi procède par une reconquête des « âmes » avant d'atteindre leurs comportements sur le marché.

Le nous et sa réalisation à entreprendre se rapproche de celui proposé par *la Relève*, mais il se distingue profondément par le type de mystique que chacun secrète. La mystique de Groulx s'incarne dans la nation à un point tel que sa religion, ce ressort des premières heures, nous apparaît un peu vidée de son apport mystique au profit d'une conception plutôt sécuritaire. Sans être réduite à un pur rituel, elle n'a plus les apparences du moins d'une communion aussi intense que la nation. À l'inverse, *la Relève* concentre le nous à une globalité mystique supranationale d'abord ; quitte à faire des concessions au national, mais qu'après. Deux mystiques donc, qui se rapportent finalement à deux communions distinctes.

Selon la logique du fragment hartzien, la dimension apolitique maintient une constance remarquable. À travers les multiples états sociaux possibles, la décapitation de l'autorité est sensible même dans son type le plus hiérarchisé, la société ecclésiastique. Par la disposition symétrique des états de référence, il est apparent que les modèles renvoyant au fragment sont divers ; le cas présent est probant puisqu'il offre une certaine diversité chez le même auteur. L'intérêt porte donc sur le besoin de légitimer le fragment plutôt que sur sa nature même qui, elle, est variable. Selon les exigences de la preuve, Groulx recourt à des époques différentes qui n'ont pour seule qualité que d'être antérieures ou concomitantes à la fondation de la colonie. En conformité avec le modèle hartzien, la vraie France est bien celle que nous avons en quelque sorte emportée avec nous. Dans un ouvrage précédant de quelques années la période plus immédiatement observée, le chanoine ne dissimule en rien le peu d'attrait qu'exerce sur lui le XVIII^e siècle, et encore moins le romantisme du XIX^e (en dépit des affinités littéraires et intellectuelles qui le lient à cette période) ⁶⁴². En 1926, c'est le grand siècle qu'il discerne dans l'action de Champlain, Talon, Fronte-

⁶⁴² Dix ans d'action française, pp. 11ss.

nac, Montcalm (l'ordre est de lui)... Plus tôt, c'était, on s'en souvient, les élans mystiques que le XVII^e siècle parvenait à prolonger d'un profond Moyen Âge. Encore est-il opportun d'en observer la retenue.

[255]

L'appartenance à la nation s'enracine dans le sol et, ce faisant, rapproche des idéaux de prime abord fort peu conciliables. L'attachement à la ruralité par le biais de la paroisse est fortifié au dire de l'auteur par le « sentiment de la propriété » et d'une propriété, précise-t-il, souvent chère parce que liée au souvenir d'une lignée d'aïeux... ⁶⁴³ Habile manoeuvre inconsciente qui permet à la mystique de rejoindre la propriété et vice versa. Là se dévoile chez un des auteurs, en apparence les plus éloignés des aspirations petites-bourgeoises, une construction cohérente où les valeurs rentières ne sont pas seulement intégrées à un projet d'ensemble mais servent implicitement de *fondements* à celle-ci. Cet idéalisme ayant pour point de départ la sédentarité rurale se marie à des exigences beaucoup moins désintéressées. Voilà constitué un certain ordre de valeurs qui unit ciel et terre. Il reste à voir cependant quels traits seront empruntés au maître par sa suite.

⁶⁴³ « La survivance canadienne-française et la terre », dans *le Problème de la terre. Semaines sociales du Canada*, XII^e session, Montréal, 1933, p. 338.

[257]

Deuxième partie.
La recherche d'une mystique

Chapitre IV

L'Action nationale et les Jeune-Canada, le nationalisme *a cappella*

Introduction

[Retour à la table des matières](#)

Dans les années 30, Lionel Groulx fait école. Il sert de caution morale à tout mouvement nationaliste qui à cette époque désire avoir pignon sur rue. Le maître est par chance généreux, et les lettres de créance ne tardent pas à parvenir à ceux qui les sollicitent. Des publications aussi audacieuses (pour ne pas dire gavroches) pour l'époque, que *Vivre* et *la Nation* produiront chacune le *nihil obstat* du chanoine qui, sous forme de lettre louangeuse et encourageante, leur tient lieu de légitimité. Il est des groupes, plus sages ou plus modérés, qui se définiront davantage en continuité avec le maître, et se poseront en fidèles disciples - sans en être les esclaves pour autant - ; *l'Action nationale*, mensuel, reprise de la défunte *Action française*, autrefois animée par Groulx lui-même, est instituée en continuité avec un nationalisme classique fortement influencé par l'éminent historien. Une équipe, contrastant par sa jeunesse et sa fougue, les Jeune-Canada, fait également son apparition, presque simultanément avec *l'Action nationale*. Les deux datent de l'hiver 32-33 : effectivement, les Jeune-Canada émergent sur la place publique en décembre 1932 - après

un certain activisme universitaire qui leur ont assuré une audience de départ - alors que *l'Action nationale* paraît quelques semaines après, soit en janvier 1933. Les deux partagent les mêmes aspirations de base et, mises à part des distinctions d'accent et de ton, elles occupent une aire idéologique commune. Il ne serait pas possible d'en dire autant, par exemple, de la tradition plus fascisante de *Vivre*, des *Cahiers noirs*, de *Indépendance* et de *la Nation*, qui puisent parfois à des sources exogènes au nationalisme des premières heures sans pour autant le récuser du moins dans ses axes principaux.

Pour liés qu'ils soient par leurs fondements, *l'Action nationale* et les *Jeunes-Canada* gardent des caractéristiques propres, que d'aucun pourrait confondre. La revue *l'Action nationale* adopte une facture assez traditionnelle [258] autant de par son contenant que de par son contenu. La présentation est terne si nous la comparons à celle de *la Relève* ou de *Vivre*. Son contenu est presque toujours très respectueux des canons reçus de l'orthodoxie nationaliste. Vu avec presque quarante ans de recul, ce mensuel semble s'être assigné pour tâche la diffusion d'une quantité limitée de messages qui, à force d'être repris sans grandes variantes, pénétreront par leurs accents répétés la couche d'un public encore indifférent. Quiconque voudrait être cruel, le comparerait à un catalogue des poncifs propres à cette époque. Clairsemés sont les articles qui se posent tant soit peu hors du courant. Dépourvue de la mystique qui avivait la pensée de Groulx, *l'Action nationale* se trouve réduite, après le prophète, à se livrer - mais de bon gré, semble-t-il - à une oeuvre de propagation très scolastique dans sa teneur et dans sa formulation. Les outrances de langage se trouveront effectivement là où par hasard le maître s'est abstenu de franchir le seuil des propos compromettants, comme par exemple l'antisémitisme débridé, ou encore le retour inconditionnel à la terre. La diversité des collaborations a peut-être contribué pour une large part à l'absorption d'une mystique d'origine, celle de Groulx, par un rituel qui garantissait contre les élans hétérodoxes. Pas moins de soixante-sept auteurs ont collaboré à la revue (à des fréquences diverses), de janvier 1933 à juin 1936 - aucune livraison n'étant prévue pour les mois d'été - soit en trois ans et demi, ou trente-six numéros. En dépit de ce danger éminent de dispersion quant aux dogmes de l'idéologie porteuse, il est étonnant de constater combien le monolithe demeure intact. Or, le prix de cette harmonie de langage, en dehors de la censure et des corrections dont pouvait évidemment se prévaloir la direction, se paie en termes d'une perte sensible des mouvements spontanés dont s'alimentent

généralement les idéologies en gestation. Un second facteur a pu également contribuer à cette absence d'âme au profit d'un rite, à savoir les antécédents de ce nationalisme. À la lecture de *l'Action nationale*, il est apparent que beaucoup d'écrits s'insèrent dans la logique d'une symbolique à transmettre : si bien que la part du personnel est généralement autant exclue que celle d'une spontanéité propre aux prosélytes fraîchement convertis. *L'Action nationale* fait nettement figure, lorsqu'elle n'est pas aiguillonnée par les quelques interventions de la génération montante, d'un véhicule de transmission où la part de création est nulle.

Les Jeune-Canada, tout en demeurant fidèles à la pensée du maître, se veulent des propagandistes enthousiastes. Assez nombreuse, c'est-à-dire groupant un ensemble moins homogène qu'on pourrait le croire à première vue, l'équipe parvient à réaliser son unité dans la lutte, et plus spécifiquement dans la lutte contre certains adversaires bien circonscrits : les [259] politiciens, nommément les libéraux à Québec, et les Juifs. Plus emportés que *l'Action nationale*, les Jeune-Canada s'engageront dans des combats publics où les nationalistes traditionnels laissaient auparavant aux politiques, du type de Bourassa et Lavergne, le soin de se compromettre. Dans ce sens, ces jeunes comptent bien sortir des ambiances ouatées qui marquaient même les illustres conférences du grand maître. De ce dernier, ils retiennent un dynamisme intérieur qui atteint parfois à la mystique sans cependant en être complètement habités. Ces échappées seront réservées à une minorité comme Laurendeau, qui participait à la fois au mouvement de *la Relève*, ou encore comme Claude Robillard qui mordait à la mythique historique de Groulx.

Malgré ces divergences, *l'Action nationale* et Jeune-Canada s'alimentent sensiblement à la même source, défendent les mêmes thèses nationalistes, bref, participent, compte tenu de leur âge et de leur style, à une même idéologie dont Groulx, à l'époque, s'affirme comme l'émetteur privilégié. À l'exemple du maître et de la tradition, leurs cheminements se rencontrent, le nous de jadis, l'identification des adversaires, le nous altéré par l'adversité et la reconstitution du nous, sortent d'un même cadre de référence. Seule y fait cruellement défaut la mystique du maître que parfois corrigeront les plus groulxistes des Jeune-Canada.

I. - Grandeur et décadence du Canada français

1. Le nous d'hier

[Retour à la table des matières](#)

Le mythe historique accouché de Groulx a plus de prise auprès des Jeune-Canada qu'auprès de *l'Action nationale* qui, en définitive, s'en tient plutôt éloigné. Ils parviendront même parfois à le dépasser. À l'instar du maître, Paul Dumas et Claude Robillard reprennent à leur compte le thème de la race légitimée par la noblesse de ses origines - quoique non aristocratiques. Nous constituons une race pure et sans métissage. Nos « pères » fraîchement débarqués de France, jouissaient d'une constitution physique indéniable et surtout offraient les garanties d'une qualité morale à l'épreuve de tout soupçon. Donc, parmi eux, aucun déserteur, aucun « raté », aucun prisonnier ni pirate ⁶⁴⁴.

[260]

Le Canada français n'a pas été peuplé par des aventuriers, des émigrants de qualité douteuse ou des forçats, comme l'Australie, les États-Unis, voire même le Canada anglais ⁶⁴⁵.

Thuribe Belzile pousse plus loin la logique de la race élue et prête à Cartier des intentions que Groulx n'aurait jamais osé lui accorder ; le « découvreur » du Canada, par son geste, s'inscrit dans l'esprit du Christ qui engage les apôtres à enseigner toutes les nations. Race conquérante, derrière l'étendard du roi de France, nous affirmons, dès le XVI^e siècle, notre vocation mystique par opposition à la civilisation américaine qui célébrera le culte du dollar ⁶⁴⁶.

⁶⁴⁴ Jean-Marie FORTIN (pseudonyme de Claude Robillard), *Notre position au Canada*, Tracts Jeune-Canada, n° 6, mars 1936, p. 8.

⁶⁴⁵ Paul DUMAS, *Nos raisons d'être fiers*, Tracts Jeune-Canada, n° 1, novembre 1934, pp. 14-15.

⁶⁴⁶ Thuribe BELZILE, *Sur les pas de Cartier*, Les Cahiers des Jeune-Canada II, 1934, pp. 5-10.

À n'en pas douter, nos grandes racines hellénistes, latines, chrétiennes, françaises, et les qualités de mesure, de grâce, de logique qui marquent ces dernières, s'harmonisent pour former « notre âme française », en retenant toujours que la « vraie France » c'est la catholique ; distincte, précise bien Dumas, de la France des politiciens ⁶⁴⁷. Conformément à la dichotomie classique qui a en monseigneur Paquet son meilleur apologiste, l'auteur, inspiré du Père Louis Lalande, jésuite, établit la supériorité probable de notre race en mettant de l'avant son caractère spirituel comme valeur primordiale, en opposition aux autres qui ont le malheur d'être absorbées par la matière ⁶⁴⁸.

D'après une vision groulxiste, et imprégnés d'un besoin impérieux de légitimer le nous par l'histoire, les Jeune-Canada tentent de faire la démonstration que le Canada français peut avoir la prétention d'être une race qui « a fait ses preuves » : c'est 1775, 1812 (...) ⁶⁴⁹. Elle est donc valeureuse. Sa conquête la plus valable ? Le sol, bien sûr ; par la « hache et la charrue ⁶⁵⁰ ». Gérard Filion va jusqu'à confronter l'agriculture au « négoce ⁶⁵¹ » ; inutile de préciser combien le commerce est réservé au vulgaire.

Sans en faire une pièce maîtresse de leur enseignement, les Jeune-Canada s'approprient le mythe historique comme point de départ indiquant l'orientation à poursuivre. L'histoire comme laboratoire de travail ou encore comme révélateur est surtout mise à profit pour [261] corroborer un état de soumission qui se prolonge depuis la Confédération, alors que cette nouvelle constitution se devait d'être l'origine de notre libération collective. C'est, en conséquence, d'après un présent très appuyé, que l'histoire est interrogée, et surtout l'histoire récente dont les Jeune-Canada ressentent l'aboutissement naturel et oppressant.

⁶⁴⁷ Paul DUMAS, op. cit., p. 26.

⁶⁴⁸ Monseigneur L.-A. PAQUET, « Sermon sur la vocation de la race française en Amérique », dans *Discours et Allocutions*, pp. 181-202 ; Père Louis LALANDE, s.j., *la Race supérieure*, 1919.

⁶⁴⁹ Paul DUMAS, op. cit., p. 16.

⁶⁵⁰ Gérard FILION, « Les Canadiens français sous l'Ancien Régime », dans *Sur les pas de Cartier*, Les Cahiers des Jeune-Canada II, 1934, p. 14.

⁶⁵¹ Ibid., p. 15.

2. L'adversaire

[Retour à la table des matières](#)

Les adversaires sont sensiblement les mêmes pour tous les nationalistes mais avec des accents différents. À la suite de Groulx, et enfin selon cette tradition, héritée de Bourassa et de ses prédécesseurs, *l'Action nationale* combat le capitalisme dans ce qu'il offre d'excessif ; par contre, les Jeune-Canada concentrent leur artillerie sur des objectifs bien précis, en particulier les monopoles. Pour Groulx, l'industrialisation massive, comme phénomène de brisure, de fragmentation de l'ordre ancien et monolithique, est la première coupable. La vision du chanoine se veut plus large, plus englobante ; celle de *l'Action nationale* est plus axée sur le capitalisme dans son accomplissement donnant lieu à des abus, et celle des Jeune-Canada rétrécit le champ afin de mieux atteindre la cible, sans viser l'horizon d'ensemble.

Si *l'Action nationale* embrasse le tout capitaliste, elle le fait à une fréquence assez faible. En dépit de la crise, les articles ne sont pas légions, et à cause de leur vue tout de même assez large, ils se contentent de reprendre des thèmes connus. À bien remarquer qu'il s'agit toujours de condamner les abus d'un système économique qui autrement serait acceptable aux yeux de tous. Ce faisant, la revue se conforme à l'état d'ambiguïté dans lequel s'enferme depuis nombre d'années la doctrine sociale de l'Église, que confirme d'ailleurs *Quadragesimo Anno*. Elle s'en prend donc à la dimension dictatoriale, oppressive, que le capitalisme a pris avec les âges : monopoles accapareurs, milieux financiers véreux, pratiques commerciales répréhensibles... En contrepartie, elle veut protéger une collectivité menacée par ces formes d'exactions sur le patrimoine et avant tout sur les classes moyennes.

En avril 1933, l'éditorial fait écho à *Quadragesimo Anno*, publiée deux ans auparavant ; le paragraphe d'ouverture donne le ton ⁶⁵². Il légitime d'abord le capitalisme parce que fondé sur la propriété privée. Rien en soi de particulièrement nouveau. La réflexion ne prend de l'intérêt que lorsqu'elle parvient à reproduire la structure qui retient la cohérence de [262] cette idéologie et que les autres articles explicitent. Au-delà du respect dû à la propriété, suit un chapelet de récriminations qui,

⁶⁵² « Le régime capitaliste », *l'Action nationale*, t. I, n° 4, avril 1933, pp. 193-194.

reconsidérées dans leur ensemble, reproduisent l'univers type d'une classe menacée dans son avoir.

La dictature des *trusts*, en particulier l'électricité, est l'aspect le plus retenu. Rares sont cependant les allusions à la Commission Lapointe, affectée à cette fin ; Paul Guillet lui fait un peu de publicité et pousse jusqu'à recommander l'étatisation du réseau d'électricité ⁶⁵³. Les autres articles abordent le phénomène dans son ensemble et, plus souvent qu'autrement, par le biais d'autres considérations. L'oppression imposée par les agents économiques fait contrepoint à un thème plus général : l'état de sujétion globale ⁶⁵⁴ dans lequel nous nous trouvons.

Les Jeune-Canada font converger leurs efforts vers un nombre restreint d'objectifs. La tentation est forte de se restreindre à la lutte contre les monopoles, mais l'affirmation ne rendrait pas justice à quelques charges parallèles dont il ne faudrait pas négliger la résonance ; l'antisémitisme par exemple.

L'activité chez ces jeunes semble presque inconsciemment concentrée afin de renforcer le caractère dualistique du combat. Il arrive rarement qu'une assemblée n'offre pas un bon spectacle « antitrustard » et nombreux sont les meetings qui sont exclusivement réservés à cette lutte ⁶⁵⁵. Les Jeune-Canada se déplacent même parfois d'une salle paroissiale à une autre pour transmettre la bonne nouvelle. Les redites sont fréquentes quand ce ne sont pas des séances entières qui sont reprises d'une soirée à une autre. L'équipe compte ses spécialistes qui se sont partagé des terres d'élection : Paul Simard se consacre au monopole de l'essence, Georges-Étienne Cartier, à celui de l'électricité. Le groupe qui les entoure fait généralement chorus autour de ces deux-là, en portant la démonstration à un niveau plus universel. Le trust est l'adversaire de choix ; avec le politicien d'ailleurs à sa solde, il se dresse comme le repoussoir idéal. Cependant, le discours s'arrête là ; il nous sera donné

⁶⁵³ Paul GUILLET, « À propos d'une enquête », *l'Action nationale*, t. IV, n° 4, décembre 1934, pp. 265-272.

⁶⁵⁴ Dominique BEAUDIN, « Capitalisme étranger et vie nationale », *l'Action nationale*, t. I, n° 6, juin 1933, pp. 323-335. Eugène L'HEUREUX, « La dictature économique dans la province de Québec », *l'Action nationale*, t. I, n° 2, février 1933, pp. 66-78.

⁶⁵⁵ Bernard HOGUE, *le Devoir*, 26 mai 1933, p. 8. Pierre DANSEREAU, G.-E. CARTIER, P. SIMARD et André LAURENDEAU, *le Devoir*, 14 novembre 1934, p. 4. Georges-E. CARTIER et Cie., *le Devoir*, 11 janvier 1934, p. 8. Georges-E. CARTIER et P. SIMARD, *le Devoir*, 22 février 1934, p. 8. Pierre DAGENAI, P. SIMARD, G.-E. CARTIER, *le Devoir*, 13 février 1936 et 20 février 1936.

d'en offrir une explication que plus loin, lorsque le cadre de référence de cette idéologie révélera l'étroite marge de manoeuvre qu'elle s'impose.

[263]

L'adversaire second de *l'Action nationale* comme des Jeune-Canada, ne s'incarne plus dans des personnes morales, il vise l'autre race ou l'autre ethnie. Les deux tombent d'accord pour s'attaquer féroce-ment à la communauté juive installée au Québec. Ce qui était implicite chez Groulx par le détour de certaines phrases où le Juif était mis en cause, est abordé de plain-pied par ses émules. Autant que *le Devoir*, ils font flèche de tout bois ; pour Anatole Vanier, ce sont des immigrants qui ne s'implantent nulle part ; nomades, sans racines, ils se prêtent au Québec à des actions antinationales ; ils se livrent à une concurrence déloyale auprès des nôtres, ils ne respectent ni dimanches, ni jours fériés ; la loi du salaire minimum demeure pour eux lettre morte au même titre que celle régissant les heures ouvrables ; ils exercent impunément leur droit de vote en dépassant par leurs bulletins le nombre des électeurs inscrits dans les bureaux de scrutin qui couvrent leur territoire ; enfin, ce sont des agents du socialisme et du communisme ⁶⁵⁶. À la vérité, Vanier résume la litanie habituelle de griefs souvent reprise contre eux ⁶⁵⁷. Les Jeune-Canada y vont avec acharnement surtout à l'occasion d'un meeting spécialement conçu en vue de combattre la manifestation israélite convoquée pour protester contre les persécutions hitlériennes ⁶⁵⁸. Avaient assisté à cette manifestation des hommes politiques fédéraux, provinciaux et municipaux. Les Jeune-Canada ne tardent pas à riposter ; Pierre Dansereau déclare sans ambages que « nous avons tout ce qu'il nous faut pour devenir une race supérieure ⁶⁵⁹ ». Gilbert Manseau, s'inspirant de Pascal, considère le Juif comme un chancre nécessaire au christianisme, et confirme l'incompatibilité des Israélites avec les chrétiens ⁶⁶⁰. Pierre Dagenais y voit un danger pour « la santé de la nation ⁶⁶¹ ». Selon lui, les Juifs sont maîtres de l'U.R.S.S. ; que dire de leurs

⁶⁵⁶ Anatole VANIER, « Les Juifs au Canada », *l'Action nationale*, t. II, n° 1, septembre 1933, pp. 5-21.

⁶⁵⁷ IDEM, « L'internationalisme juif », *l'Action nationale*, t. I, n° 6, juin 1933, pp. 380-382 ; « Dieu ou Mammon », *l'Action nationale*, pp. 192-193.

⁶⁵⁸ Pierre DANSEREAU, Gilbert MANSEAU, Pierre DAGENAIS, René MONETTE et André LAURENDEAU, Politiciens et Juifs, *Les Cahiers des Jeune-Canada*, n 1, 1933.

⁶⁵⁹ Op. cit., p. 9.

⁶⁶⁰ Op. cit., p. 21.

⁶⁶¹ Op. cit., p. 27.

prédécesseurs dans cette lignée, Karl Marx pour débiter, puis Lénine, Trotsky, Kérensky ⁶⁶². Einstein fait également son apparition dans ce tableau équivoque ⁶⁶³. Enfin, il faut surtout retenir que les reproches fusent contre ces politiciens qui prêtent une oreille servile aux réclamations juives, pour ne pas parler de la législation en matière d'immigration qui [264] leur rend l'entrée facile au pays ⁶⁶⁴. Selon André Laurendeau - qui, plus tard, on le sait, regrettera amèrement cette soirée illustre - les Juifs dominent la scène politique par le truchement de la caisse électorale. Leurs intentions à cet égard n'offrent aucune ambiguïté :

Les Juifs, qui peuvent être, et sont souvent de fait, de paisibles citoyens, ne représentent pas moins un rêve chimérique et dangereux qu'il faut à tout prix étouffer : le messianisme. Les Israélites aspirent - tout le monde sait cela - au jour heureux où leur race dominera le monde. Ils ne sont d'aucun peuple, mais ils sont de tous les pays ; partout, par la puissance que communique l'argent, ils dirigent la politique, jusqu'au jour où, par un violent sursaut, le peuple s'en délivre et les dépouille ⁶⁶⁵.

Le Juif, par la place importante qu'il occupe dans le commerce, et par les modes d'accès qu'il se ménage, empruntant le biais des canaux gouvernementaux, si nécessaire, incarne pour *l'Action nationale*, et davantage pour les Jeune-Canada, *l'ennemi identifié* hors des structures. Combien d'Israélites, par exemple, perçoivent-ils comme se dissimulant derrière le paravent des trusts ⁶⁶⁶ ! L'idéologie se prétend donc démystificatrice : elle dénonce les agents qui animent les structures. Elle va plus loin en voulant dévoiler en plus leurs effets dévastateurs sur la morale du *nous*.

Comme il nous a été donné de le souligner pour *le Devoir*, les Jeune-Canada de même que *l'Action nationale* détectent le Juif comme agitateur, possesseur de moyens de diffusion et véhicule d'idéologies subversives ⁶⁶⁷.

L'ethnie anglophone n'est évidemment pas épargnée dans cette chevauchée. Néanmoins, elle demeure l'interlocutrice, position refusée au Juif qu'il faut se hâter

⁶⁶² Ibid., pp. 30-31.

⁶⁶³ Ibid., pp. 40, 43, 50, 58, 59 et autres.

⁶⁶⁴ Ibid., pp. 58-59.

⁶⁶⁵ André LAURENDEAU, op. cit., p. 62.

⁶⁶⁶ Ibid., pp. 43, 60, etc.

⁶⁶⁷ Paul SIMARD, Qui sauvera le Québec, pp. 32-33. Bernard HOGUE, « Les Juifs véhiculent le communisme », *le Devoir*, 20 décembre 1935, p. 7.

implicitement d'évincer. Quelques phrases conservent le parfum d'une apologétique un peu éculée ; l'anglophobie d'Arthur Laurendeau, père d'André, donne dans cette veine lorsqu'il affirme que « le protestant le plus authentique est toujours en instance d'athéisme ⁶⁶⁸ ». Plus généralement, l'accusation porte sur l'obstination de la partie adverse qu'est l'Anglais, de nier la présence du nous, dans le commerce, l'industrie et la politique. Là-dessus, *l'Action nationale* et Jeune-Canada s'entendent sans distinctions de nuances très sensibles. *L'Action nationale* se permettra un article du genre « La méthode anglaise » sous la plume un peu aigrie [265] d'Anatole Vanier mais, en gros, les deux incorporent leurs critiques anglophobes à des écrits dont la visée première est d'un autre ordre ⁶⁶⁹. Dostaler O'Leary, dont l'opinion deviendra de plus en plus suspecte aux yeux des Jeune-Canada, atteint un sommet probablement inégalé dans cet esprit, tout en résumant assez bien l'intention de l'équipe.

Il y a affaires et affaires. L'Anglo-Saxon, « étatsunien » ou britannique est l'homme des grosses combines, des affaires qui rapportent beaucoup, beaucoup d'argent à un seul homme ou à un groupe d'hommes qui n'ont pas toujours à cœur l'intérêt de la multitude de leurs employés. Il est aussi l'homme du « trust », des entreprises supercapitalisées, des associations tentaculaires, des « chain Stores », etc. ; avec le Juif, il peut se vanter de monopoliser les monopoles ⁶⁷⁰.

Comme nous l'affirmions précédemment, le champ de bataille choisi par les Jeune-Canada est retenu dans des limites assez restreintes. L'extrait tiré de Dostaler O'Leary en témoigne avec éloquence. Cette vision assez réduite du conflit leur offrira l'avantage de fixer un tandem solide liant ensemble trusts et politiciens, avec le petit Juif dans le porte-bagages. *L'Action nationale*, plus étendue dans ses préoccupations, et à cet égard plus dispersée, n'atteindra pas ce degré d'altérité qui marquera, comme nous le verrons plus loin, les Jeune-Canada dans leur combat.

Mais avant la lutte, faut-il faire l'inventaire des dégâts causés chez nous par l'adversaire dont on se plaint si aigrement ?

⁶⁶⁸ Arthur LAURENDEAU, « Politiciens et Éducation nationale », *l'Action nationale*, t. V, n° 4, avril 1935, p. 206.

⁶⁶⁹ Anatole VANIER, « La méthode anglaise », *l'Action nationale*, t. V, n° 4, avril 1935, pp. 229-245.

⁶⁷⁰ Dostaler O'LEARY, *L'Inferiority Complex*, Tracts Jeune-Canada, n° 2, Montréal, mars 1935, p. 13.

3. Le nous altéré

[Retour à la table des matières](#)

Sous les coups répétés de l'ennemi, qu'advient-il du *nous*? L'interprétation groulxiste fait ici presque jurisprudence. Le jugement porté par les uns et les autres emprunte allègrement au répertoire du grand maître. Les Jeune-Canada excelleront dans le genre, au point de presque afficher une certaine complaisance dans l'exposition de nos torts. Effectivement, certaines affirmations débordent l'univers groulxiste et, à ce point de vue, vont à contre-courant. Il en est ainsi particulièrement de Thuribe Belzile qui, dans *Nos déficiences, conséquences, remèdes*, viole dans ses propos introductifs le mythe historique lorsqu'il s'arrête sur les « travers et les vices » légués par nos ancêtres.

[266]

Nos pères [se permet-il d'écrire] nous ont donc transmis un double héritage de déficiences : aux vices qui leur étaient venus directement de la nation française, ils ont ajouté les défauts engendrés par leur histoire propre ⁶⁷¹.

.....

... nous n'avons pas eu la liberté d'accepter l'héritage de nos pères sans bénéfice d'inventaire ⁶⁷².

Le style notarial du texte en dit assez long sur la mentalité rentière qui progressivement se déploie. L'ouverture en quelque sorte terminée, l'auteur fait un bilan de nos déficiences présentes qu'il partage en deux catégories selon qu'elles proviennent du caractère, donc pour lui, absences ou déviations de la volonté, ou selon une déformation ou faiblesse de l'intelligence, déficiences du jugement ⁶⁷³. En dépit de

⁶⁷¹ *Tracts Jeune-Canada*, n° 4, mai 1935, p. 4.

⁶⁷² Ibid., p. 5.

⁶⁷³ Deux catégories de déficiences : a) déficiences du caractère - absences ou déviations de la volonté - : la paresse intellectuelle ; l'indiscipline, c'est-à-dire l'individualisme, l'ar-rivisme, le manque de ponctualité, l'absence du sens de l'honneur ; l'inconstance, c'est-à-

sa distinction « savante », ce réquisitoire porté sur soi est conforme, dans son intégralité, aux lamentations périodiques qui truffaient les conférences de Groulx. L'équipe respecte ce ton qu'il fait sien à plusieurs occasions ⁶⁷⁴ ; elle décrit également avec une forte fréquence l'anglomanie et un degré moindre, son jumeau, le « bilinguisme intégral », destiné évidemment qu'aux francophones ⁶⁷⁵.

Si le chanoine attribuait cet état aboulique à l'action délétère de l'adversaire, le pendant ne se retrouve que fort imparfaitement chez les [267] Jeune-Canada. Bernard Hogue reprendra bien le thème chéri du maître, à savoir la prolétarianisation des nôtres, leur déchéance économique ; mais, globalement, les causes du mal ne sont pas très apparentes ⁶⁷⁶. La démarche s'anime d'un volontarisme presque à l'état pur. La ressaisie semble devoir se réaliser d'elle-même, par une affirmation de fierté nationale. Groulx, sans conseiller des remèdes nécessairement autres, était sensible au rapport de cause à effet dans l'attitude des Canadiens français face à l'action.

L'Action nationale maintient une position plus orthodoxe, et, à cet égard, plus conforme à celle du maître, sans jamais cependant pousser très loin l'analyse. L'insistance à retourner le blâme sur soi l'en distingue peut-être de Groulx qui n'y mettait aucune complaisance dans l'exposé. Esdras Minville s'avance jusqu'à dire :

dire la peur des responsabilités ; enfin, la prodigalité, c'est-à-dire le goût du luxe et du confort (pp. 6-13) ; b) déformations ou faiblesses de l'intelligence - déficiences du jugement - : la routine dans l'agriculture, le commerce et l'industrie ; l'esprit de défaitisme, le manque d'initiative, la résignation ; le pragmatisme emprunté de l'environnement américain alors que notre ethnie ne nous y prédispose nullement, à son dire : le verbalisme, la partisanerie politique (pp. 14-21). Les conséquences sont navrantes : dans le domaine intellectuel, la production est quasi nulle ; en science, nous copions naïvement les maîtres ; nous manquons d'une « philosophie nationale » alors qu'il nous faudrait des armes contre les théories économiques et sociales subversives ; la médiocrité professionnelle, le culte de l'à-peu-près ; la domesticité dans le domaine économique ; en politique, nous sommes ignorés d'Ottawa et, à Québec, nous subissons la domination des puissances de l'argent (pp. 22-23).

On retrouve le même type de bilan, mais fort moins développé, dans Paul DUMAS, *Nos raisons d'être fiers*, *Tracts Jeune-Canada*, n° 1, novembre 1934, pp. 5, 6 et 9 ; Jean-Marie FORTIN, op. cit., pp. 16-19.

⁶⁷⁴ René MONETTE, « Commerce juif et commerce canadien-français », dans *Politiciens et Juifs*, *Les Cahiers des Jeune-Canada*, 1938, p. 47. Dostaler O'LEARY, op. cit., pp. 5-6.

⁶⁷⁵ Jean-Marie FORTIN, op. cit., p. 14. Paul DUMAS, op. cit., p. 7. Bernard HOGUE, loco cit., 26 mai 1933. René MONETTE, loco cit., 5 mars 1934.

⁶⁷⁶ Bernard HOGUE, loco cit., 20 décembre 1935.

« Nous avons péché contre nous-mêmes. Nous expions. Il le fallait ⁶⁷⁷. Il La leçon est un peu vite administrée... À l'unisson avec son entourage, le même auteur condamne ailleurs l'anglomanie, un travers qui semble fort « goûté » des analystes de l'époque ⁶⁷⁸. La revue avec ses nombreux collaborateurs, ouvrait à la fois la porte aux diagnostics les plus divers. Pour l'un, la mauvaise littérature gagne la jeunesse ; pour l'autre, la faute va au « machinisme » qui a pour conséquences néfastes d'entretenir la nonchalance ⁶⁷⁹, etc.

Les émules de Groulx sont surtout retenus par l'état pathologique de la nation. La prolétarianisation que le maître identifiait comme la cause première de notre déchéance, c'est-à-dire l'abandon du rural, est à peine évoquée lorsqu'elle l'est. L'évaluation de la situation d'après un constat plus immédiat est frappant chez les Jeune-Canada qui, à tout prendre, ne proposent pas un approfondissement dans l'analyse mais tout simplement un prompt rétablissement de l'ordre.

⁶⁷⁷ Esdras MINVILLE, « L'économie et le national », *l'Action nationale*, t. VII, n° 4, avril 1936, p. 212.

⁶⁷⁸ Esdras MINVILLE, « Les chocs en retour de l'anglomanie », *l'Action nationale*, t. III, n° 4, avril 1934, pp. 195-220. Arthur LAURENDEAU, « Politiciens et éducation nationale », *l'Action nationale*, t. V, n° 4, avril 1935, pp. 197 et 202. François CHANTAL, « Faisons comme les Anglais », *l'Action nationale*, t. III, n° 6, juin 1934, pp. 346-356. Viendrait aisément se greffer : Arthur LAURENDEAU, « Bilinguisme intégral », *l'Action nationale*, t. I, n° 5, mai 1933, pp. 290-297.

⁶⁷⁹ Père Gonzalve POULIN, « De quelques devoirs de la culture chez nous », *l'Action nationale*, t. IV, n° 1, septembre 1934, pp. 68-72 ; Arthur LAURENDEAU, « La radio », *l'Action nationale*, t. IV, n° 2, octobre 1934, pp. 117-134. Le lecteur apprend dans ce dernier article que les appareils électriques n'ont rien apporté de positif sinon que l'illusion d'un bonheur factice...

[268]

II. - La reconstitution du Canada français

1. Le « nous » social

a) L'Identité du nous

[Retour à la table des matières](#)

Au niveau de sa définition, le nous trouve surtout auprès des Jeune-Canada des chantres qui vont pour le moins tenter de lui donner un sens, une orientation globale. Nous ne saurions, en ce domaine, nous attendre à une élaboration détaillée et précise de l'entité qu'on se propose de ranimer. Les auteurs renvoient spontanément à des valeurs en devenir, donc forcément imprécises. D'ailleurs, une bonne part de ces approches se posent en négation de valeurs à repousser. Claude Robillard recherche ainsi une culture pour nous qui ne sera ni française, ni anglaise, ni américaine, mais qui sera proprement *nôtre* ⁶⁸⁰. Dostaler O'Leary se tient sensiblement dans le même ordre de pensée quand il incite le Canada français à réformer de fond en comble sa mentalité afin de devenir *lui-même* ; pour ce faire, il lui faut, entre autres, se défaire de l'anglomanie qui le paralyse ⁶⁸¹. Pour J.-L. Dorais, la Providence nous a confié le soin de faire régner la « pensée française » ; nous devons donc rester français et non « jazzier comme nos voisins... ⁶⁸² ». Il revient à André Laurendeau de passer outre ce négativisme à l'avantage d'un élan mystique qui rappelle son attachement à *la Relève*. Il s'interroge, comme c'était courant à l'époque, sur les diverses manières d'agir, soit en catholique, soit en tant que catholique ⁶⁸³. Pour lui, il incombe à sa génération de *créer* en cette terre d'Amérique des conditions de vie véritablement

⁶⁸⁰ Jean-Marie FORTIN (pseudonyme de Claude Robillard), *Notre position au Canada*, p. 25.

⁶⁸¹ Dostaler O'LEARY, *L'Inferiority Complex*, pp. 22-23.

⁶⁸² J.-L. DORAIS, dans *le Devoir*, 20 décembre 1935, p. 2

⁶⁸³ André LAURENDEAU, *Notre nationalisme*, *Tracts Jeune-Canada*, n° 5, 1935, p. 14.

française. « De vie, s'applique-t-il à le souligner, et non de survie ⁶⁸⁴. » Il y a là un pas de franchi qui le situe un peu en avance de Groulx, sans nier l'esprit du maître. Chez Laurendeau, la mystique nationale débouche sur l'oubli de soi et prépare comme il le dit à « un sacrifice plus total ⁶⁸⁵ ».

Le nationalisme laurentien sera donc avant tout une attitude (une position) de l'homme, attentif à ne rien laisser perdre des forces que le passé lui transmet et [269] que le pays lui offre généreusement, désireux de les lancer avec les siennes propres dans une grande aventure, l'épopée mystique (renouvelée) des Anciens ⁶⁸⁶.

Se reportant au mythe historique, il renvoie le lecteur à l'esprit d'aventure qui animait nos pères et ajoute que, finalement, la sainteté s'impose comme la plus exaltante des aventures.

Laurendeau, comme il nous sera offert de l'explicitier plus loin, fixe le lieu du nationalisme, sa patrie, la Laurentie, quoique l'impression ne soit pas exempte d'ambiguïté puisqu'il la fait coller sans autre explication aux contours du Canada français. Doté d'un univers de référence, l'homme d'ici sera alors pourvu dans son devenir d'un sens du collectif en même temps que d'un sens de la personnalité ⁶⁸⁷.

La teneur du discours de Laurendeau le range dans une catégorie un peu à part. Comme nous le faisons remarquer, il appartient à l'esprit de *la Relève*, tout en s'en distinguant. Il conserve de cette dernière la poussée mystique ; du mouvement nationaliste, de Groulx plus précisément, il retient la dimension d'un collectif d'appartenance obligatoire, mais surtout singulier dans ses finalités. Laurendeau est donc en posture d'éclairer l'un par l'autre, et réciproquement, ces deux horizons, universalisant une aspiration qui risque de s'asphyxier par sa fermeture au monde, et singularisant un élan qui court le danger de ne mordre à aucun concret social. Pourvu d'instruments plus raffinés, affûtés, par son séjour en Europe, il lui est rendu possible de proposer une issue, un peu hors de l'étroite ornière historique de Groulx. Ainsi, est-il amené à conseiller une réflexion sur l'homme présent, l'homme concret, celui de 1934, avec, ajoute-t-il, ses aspirations, ses richesses, ses faiblesses, ses conditions

⁶⁸⁴ Ibid., p. 49.

⁶⁸⁵ Ibid., p. 43.

⁶⁸⁶ André LAURENDEAU, op. cit., p. 45.

⁶⁸⁷ Ibid., p. 43.

de vie ; l'important demeurant de se réclamer de « raisons vécues ⁶⁸⁸ ». Alors que son entourage idéologique immédiat reste ancré irrémédiablement au passé, plus obnubilé par la lettre que l'esprit de Groulx, Laurendeau annonce l'amorce, mais sans plus, d'un déblocage. Son bagage idéologique semble lui interdire un affranchissement. Son nationalisme respecte en pratique les règles de l'orthodoxie, seule l'en dégage l'intention générale, car ses conceptions à son sujet se coulent quand même dans les moules anciens.

Laurendeau n'est pas tout à fait seul parmi les Jeune-Canada à vouloir donner au nationalisme un facteur positif. En quelques pages, Thuribe Belzile reprend certains thèmes chers au groulxisme : le sentiment [270] national, l'esprit national et même la conscience nationale ⁶⁸⁹. Il recherche en ces expressions, quasi interchangeables dans ce vocabulaire incertain, une « passion, un état d'âme collectif ⁶⁹⁰ ». Bref, il veut « faire vivre dans nos âmes l'idéal de notre nation ⁶⁹¹ ».

Auprès des autres Jeune-Canada, la refrancisation de la Province et surtout de la Métropole, avant 1942, c'est-à-dire avant le troisième centenaire de sa fondation, semble avoir un poids égal sinon supérieur à l'expression d'une mystique ⁶⁹². Sans nier l'apport de celle-ci, ils semblent vouloir s'arrêter à un nombre délimité de solutions, un peu en accord avec la logique de leur dénonciation qui elle aussi était sélective. De même préfèrent-ils défendre l'identité du Canada français par la lutte livrée à certains mouvements hostiles et par l'affirmation de certains droits sociaux ou politiques tels la sanctification du dimanche et, d'autre part, la reconnaissance du bilinguisme. Nous aurons l'occasion d'y revenir.

L'Action nationale, au contraire des Jeune-Canada, se passe sans douleur des manifestations d'intentions quant à l'identité de la nation. Plus pragmatique, plus habituée à la revendication à forte fréquence, peut-être aussi un peu usée au combat, moins perméable à la dimension parfois mystique des Jeune-Canada, elle adopte une démarche plus classique qui la conduit à deux types de voies : d'une part, celle de l'enquête comme ce sera le cas pour l'éducation nationale, et, d'autre part, la

⁶⁸⁸ Qui sauvera Québec, *Les Cahiers des Jeune-Canada III*, 1935, p. 60.

⁶⁸⁹ Qui sauvera Québec, p. 35.

⁶⁹⁰ Thuribe BELZILE, op. cit., pp. 35-36.

⁶⁹¹ Ibid., p. 47.

⁶⁹² *Le Devoir*, 20 décembre 1935.

forme du grief au sujet duquel on consent à revenir à tout propos. Cette dernière forme, très répandue, est l'apanage du *Devoir* ; elle atteint aussi les Jeune-Canada, presque jamais *la Relève*. Selon ce type, les campagnes de refrancisation, d'achat chez nous, de colonisation, etc., reviennent périodiquement. Ainsi, pour ce qui intéresse l'identité ou encore l'identification du collectif canadien-français, émerge la refrancisation qui pourra aller jusqu'à la rédaction d'un éditorial totalement consacré au changement de nom du « Pont du Havre » dit de Longueuil, en pont « Jacques-Cartier ⁶⁹³ ». Au plan religieux, la Ligue du dimanche n'est pas laissée pour compte, aussi les réclamations en vue d'obtenir un drapeau national reconnu ⁶⁹⁴.

[271]

Marquante, pour la période étudiée, est la grande et longue enquête que *l'Action nationale* conduit durant toute l'année 1934 au sujet de l'éducation nationale et qui, à toutes fins utiles, se prolonge sur toute la durée de l'année suivante. Au cours de cette période, la place d'honneur est réservée à cette question ; tantôt c'est l'éducation nationale au niveau primaire, tantôt au niveau secondaire, à un autre moment au couvent, puis à l'école normale et ainsi de suite ⁶⁹⁵. Le problème sera repris à l'envi, ce sera le grand cheval de bataille du moment.

⁶⁹³ « Pont Jacques-Cartier », *l'Action nationale*, t. III, n° 4, mai 1934, pp. 257-259. Paul GOUIN, « Refrancisation de la province », *l'Action nationale*, t. I, n° 4, avril 1933, pp. 195-205. Esdras MINVILLE, « Les chocs en retour de l'anglomanie », *l'Action nationale*, t. III, n° 4, avril 1934, p. 215.

⁶⁹⁴ J. P.-ARCHAMBAULT, s.j., « Le respect du dimanche », *l'Action nationale*, t. I, n° 4, avril 1933, pp. 236-237 ; « Dieu ou Mammon », *l'Action nationale*, t. III, n° 3, mars 1934, pp. 192-193 ; « Pour le drapeau national », *l'Action nationale*, t. VII, n° 3, mars 1936, pp. 129-130 ; « Arborons notre drapeau national », *l'Action nationale*, t. V, n° 6, juin 1935, pp. 321-322.

⁶⁹⁵ Esdras MINVILLE, « L'Action nationale », *l'Action nationale*, t. II, n° 4, décembre 1933, pp. 219-229. Hermas BASTIEN, « L'éducation nationale, son fondement : le droit », *l'Action nationale*, t. III, n° 2, décembre 1934, pp. 67-84. René CHALOULT, « L'éducation nationale : le devoir national », *l'Action nationale*, t. III, n° 3, mars 1934, pp. 131-143. Arthur LAURENDEAU, « L'éducation nationale : à l'école primaire », *l'Action nationale*, t. III, n° 5, mai 1934, pp. 268-279. Fr M.-A. DION, o.f.m., « L'éducation nationale et l'enseignement secondaire », *l'Action nationale*, t. III, n° 6, juin 1934, pp. 323-340. Marie-Claire DAVELUY, « L'éducation nationale et le couvent », *l'Action nationale*, t. IV, n° 2, octobre 1934, pp. 91-104. Esdras MINVILLE, « À l'Université », *l'Action nationale*, t. V, n° 1, janvier 1935, pp. 5-25. Étienne ROBIN, « Jeunesse et formation nationale », *l'Action nationale*, t. I, n° 3, mars 1933, pp. 159-160. Paul GOUIN, sur le rôle de la femme dans l'éducation nationale, un article en quatre tranches : « En marge du féminisme »,

La revue ouvre cette enquête dès janvier 1934, avec un long article de Lionel Groulx sur le sujet. Introduction révélatrice de la fidélité groulxiste affichée par *l'Action nationale* ⁶⁹⁶. Suivent périodiquement une diversité de variations sur le même thème. La teneur étonne souvent par la banalité des propos. L'éducation apparaît dans ces pages comme un moyen, un appareil pour soulever un sentiment détonateur, la fierté. Arthur Laurendeau parle de la nécessité qu'il y a d'avoir une doctrine, d'exalter par l'étude de la langue, la géographie et l'histoire, « la grandeur du passé français, l'expansion de la race française, son oeuvre de civilisation ⁶⁹⁷ ». Il s'agit de transmettre un sentiment dans la grande majorité des cas. Le frère M.-A. Dion, franciscain, exprime cette intention tout en lui donnant à la fois une prétention à la rationalité et aussi une allure qui n'est pas sans évoquer le « lavage de cerveau » :

[272]

(L'éducation nationale) est nécessairement une lente saturation de toute l'âme (intelligence, volonté, sensibilité, imagination) d'idées, d'émotions, d'images canadiennes françaises ⁶⁹⁸.

Les avis se contredisent rarement. Ils convergent généralement vers une même fin de fierté nationale. Se distingue des autres l'entrevue inusitée accordée à la revue par le père Thomas Migneault, du Collège Sainte-Marie. Pour lui, l'éducation nationale relève d'un esprit plutôt que d'une méthode ⁶⁹⁹. Sa réserve vise en particulier un article publié précédemment et qui recommandait fort naïvement l'emploi de techniques parfois fort rudimentaires comme, par exemple, l'utilisation de l'imagerie d'Edmond Massicotte ⁷⁰⁰ très connue à l'époque. D'une inspiration plus élevée et d'une vision plus large que les autres, il déclare qu'« on ne met pas l'éducation

l'Action nationale, t. V, nos 1, 2, 3, 4, janvier, février, mars et avril 1935, pp. 31-36, 88-90, 184-187 et 221-228.

⁶⁹⁶ Lionel GROULX, « L'éducation nationale », *l'Action nationale*, t. III, n° 1, janvier 1934, pp. 6-20.

⁶⁹⁷ Arthur LAURENDEAU, loco cit., pp. 266ss.

⁶⁹⁸ Loco cit., p. 333.

⁶⁹⁹ LEGUET, « L'éducation nationale au Collège Sainte-Marie », *l'Action nationale*, t. VI, n° 4, novembre 1935, pp. 158-159.

⁷⁰⁰ René GUÉNETTE, « Une méthode d'éducation nationale à l'école primaire », *l'Action nationale*, t. VI, n° 1, septembre 1935, pp. 7-31.

nationale au programme ; on insuffle un esprit, on galvanise par une mystique ⁷⁰¹ ». L'intention rejoint celle qu'a exprimée Laurendeau, ancien élève de Sainte-Marie. Sans s'opposer à l'orthodoxie, cette optique propose un aperçu plus approfondi des choses alors que les autres écrits à ce sujet se satisfont très souvent d'une rhétorique presque sans contenu. Certains passages d'Esdras Minville sont typiques de cette manière ; nous devons, selon lui, envisager la solution de deux difficultés majeures :

Les indiquons-nous encore une fois ? Ce sont : d'une part, ressaisir notre âme française anémiée par trois quarts de siècle d'une éducation adaptée à n'importe qui et à n'importe quoi, sauf aux sujets qu'elle avait pour mission de former ; cultiver nos innéités ethniques, les polir, les affiner, les appliquer aux problèmes de notre milieu et en obtenir la plénitude de rendement dans toutes les branches de l'activité ; d'autre part, réorganiser notre vie économique conformément à notre génie propre, aux exigences de notre situation. Problèmes connexes et qui par leur ampleur même nous fixent un but. Mais pour l'atteindre, ce but, point n'est besoin de chercher des directives hors de nous, de nous demander ce que font les autres, ce qu'ils feraient à notre place. Nous en convaincrions-nous à la fin ? C'est en nous guidant sur les autres que nous nous sommes égarés. Nos directives, nous les demanderons, en premier lieu, à l'éducation nationale, en second lieu à l'enseignement social de l'Église, auquel, tout peuple catholique que nous aimions à nous proclamer, nous n'avons accordé jusqu'ici qu'un acquiescement passif. Voilà les éléments essentiels de la doctrine dont nous avons un si pressant besoin ⁷⁰².

[273]

En guise de cul-de-lampe à ce même article, la revue complète par un paragraphe anonyme, qui, quoique en contradiction avec lui-même et avec l'écrit précédent, est symptomatique d'une inconscience étonnante :

Quand le Canada français se remettra-t-il en marche ? Quand nos éducateurs abandonnant les vieilles formules de patriotage rhétoricien, de l'abstraction, effectueront une grande plongée de racines en terre réelle. Quand au lieu de se nourrir d'une fade idéologie, d'un pâle décalque des images livresques du patriotisme, on y mettra de la chair, du sang.

⁷⁰¹ LEGUET, op. cit., p. 159.

⁷⁰² Esdras MINVILLE, « L'économique et le national », *l'Action nationale*, t. VII, n° 4, avril 1936, p. 213.

Heureux ceux qui sont morts pour la terre charnelle ⁷⁰³.

En pleine crise économique, la revue se saisit de la question en soumettant des solutions qui, au mieux des mieux, ne permettraient un relèvement national qu'une génération plus tard. Il s'agit donc, somme toute, d'une idéologie portée par des agents fort peu pressés, ou encore résignés à un lent rétablissement. Rien ne laisse croire qu'ils étaient très affectés par le chômage, réalité quotidienne de ces années critiques.

L'Action nationale s'intéresse donc peu à la découverte collective de soi ou à l'émergence d'un *nous* contemporain. Sensible à la démarche de Groulx, elle cherche le recouvrement d'attitudes, de dispositions suscitées par la diffusion d'une fierté fécondée dans les profondeurs de l'histoire mythique. Néanmoins, elle se dépouille des éléments qui participaient chez le maître à la résurrection d'une mystique (présumée), à l'avantage de principes directifs très éthérés qui se contentent de réclamer une doctrine, ou qui se proposent dans l'abstrait de suivre *la* doctrine. Quant aux préceptes de cette dernière, ils se résument en lisant *l'Action nationale* à des recettes comme l'achat chez nous... Pour avoir résisté (inconsciemment selon toute probabilité) à suivre Groulx sur le terrain de la mystique, la revue est obligée, dans la presque totalité de ses articles, de se satisfaire d'un code rudimentaire où le fade rivalise avec le superficiel.

Les Jeune-Canada ne sauraient rester indifférents à cette enquête qui revêt plutôt le caractère d'une campagne intensive d'éducation nationale. Pour André Laurendeau, cette dernière constitue sans nul doute, et de loin, l'instrument le plus important de notre ressaisie :

Qui sauvera Québec ? Ou mieux encore, qui fera de Québec une puissance conquérante ? Les éducateurs ⁷⁰⁴.

[274]

Bernard Hogue et Thuribe Belzile y sont tout aussi sensibles, accordant à ce moyen précis des vertus thérapeutiques exclusives ⁷⁰⁵.

⁷⁰³ Esdras MINVILLE, loco cit., p. 214.

⁷⁰⁴ André LAURENDEAU, « Qui sauvera Québec », dans *Qui sauvera Québec ? Les Cahiers des Jeune-Canada III*, pp. 51-70.

Dans l'ensemble, les Jeune-Canada se situent dans un univers moins calfeutré que *l'Action nationale* ; ouverts qu'ils sont à une nouvelle définition possible de soi quoiqu'ils adopteront dans les faits tous les moyens pour demeurer dans l'impasse : calque de leurs prédécesseurs, nous verrons combien leur action est respectueuse des aînés.

L'action économique du nous, telle que la proposent *l'Action nationale* et les Jeune-Canada, accentue les travers qu'il est coutumier de trouver chez les nationalistes traditionnels de l'époque : la fidélité au sol, le retour à la terre, bref, la ruralité comme mode idéal de vie ; la solidarité économique qui généralement se résume dans le slogan de l'achat chez nous, la coopération, valeur peu exploitée ; la moyenne et la petite entreprise...⁷⁰⁶. Sans commettre d'excès en termes de quantité d'écrits : honneur et gloire sont réservés, faut-il le rappeler, à la divinité qu'est presque l'éducation nationale. Les Jeune-Canada appuient un peu plus, toute proportion gardée, sur l'achat chez nous. L'indépendance économique implicite à la chasse aux trusts n'apparaît qu'en filigrane ; quelquefois explicitée, elle ne donne lieu à aucune action en vue de sa réalisation⁷⁰⁷.

⁷⁰⁵ Bernard HOGUE, « Comment chacun de nous fera de l'éducation nationale », dans Qui sauvera Québec ? *Les Cahiers des Jeune-Canada III*, pp. 71-84. Thuribe BELZILE, *Nos déficiences, conséquences, remèdes*, p. 34.

⁷⁰⁶ La moralité n'a pas à chercher longtemps ses défenseurs auprès de *l'Action nationale*. Ils sont légions. Alexandre DUGRÉ, s.j., dans « Le retour à la terre » (*l'Action nationale*, t. I, n° 5, mai 1933, pp. 259-266), inscrit la vie rurale dans un contexte de moralité à conserver précieusement. « Notre race sera agricole, écrit-il finalement, ou elle ne grandira plus, elle disparaîtra » (p. 262). Dans le même esprit, Jacques Dumont commente « La semaine sociale de Rimouski », sous le même titre, *l'Action nationale*, t. II, n° 1, septembre 1933, pp. 54-59. Voir également : Mgr COURCHÊNES, évêque de Rimouski, « Le problème de la terre », *l'Action nationale*, t. I, n° 1, janvier 1933, pp. 6-17. Alexandre DUGRÉ, s.j. « La leçon de nos centenaires », *l'Action nationale*, t. IV, n° 1, septembre 1934, pp. 44-45. A. Rioux, « Devons-nous obéir à nos évêques ? » *l'Action nationale*, t. III, n° 5, mai 1934, pp. 299-304. Paul GOUIN, « À la hache », *l'Action nationale*, t. III, n° 1, janvier 1934, pp. 19-24. L'achat chez nous et autres valeurs classiques : Rodolphe LAPLANTE, « La solidarité économique », *l'Action nationale*, t. III, n° 2, février 1934, pp. 99-107 ; « La vie courante », *l'Action nationale*, t. I, n° 6, juin 1933, p. 370. A. RIOUX, « La coopération agricole », *l'Action nationale*, t. I, n° 3, mars 1933, pp. 131-145. Wilfrid GUÉRIN, « L'épargne rendue plus humaine », *l'Action nationale*, t. III, n° 5, mai 1934, pp. 305-312. François HERTEL, « Essai sur l'inquiétude des jeunes », *l'Action nationale*, t. VII, n° 3, mars 1936, pp. 162-175. Chez les Jeune-Canada : Paul SIMARD, dans *le Devoir*, 26 mai 1933, p. 8.

⁷⁰⁷ Thuribe BELZILE, op. cit., p. 27. René MONETTE, « Commerce juif et commerce canadien-français », dans *Politiciens et Juifs*, p. 48. André LAURENDEAU, dans *le Devoir*,

[275]

L'action conjuguée est implicitement exclue de ces propos, à laquelle lui est substitué un élan collectif agissant sous l'effet de propulsion suscitée par l'éducation nationale. Celle-ci, par sa dynamique, influencerait sur l'agir éventuel. Ainsi, la solidarité économique répond directement à un sentiment national qui commande des dispositions à sacrifier son intérêt particulier au profit d'un cheminement collectif vers l'émancipation. Sans être dans l'absolu, étrangère à ce mouvement, l'organisation, comme réalité sociale, repose sur une dynamique différente, puisque généralement elle se fonde sur l'avantage que les agents sont en droit d'attendre en se groupant. C'est selon cette logique que le concret conduit Albert Rioux, président de l'U.C.C., à substituer à la communion première une conjugaison d'intérêts bien compris qui éventuellement pourra servir l'intérêt national, mais qu'en *second*⁷⁰⁸.

Dans *l'Action nationale*, les allusions à l'organisation sont rarissimes. Monseigneur Courchênes, dont les affinités à l'U.C.C. étaient connues, y fait immédiatement mention ; un article d'Albert Rioux se devait également de le faire⁷⁰⁹. Quant au reste, il faut fouiller les textes pour y trouver quelques timides propositions. Le Programme de restauration sociale qui comportait un long paragraphe sur la ruralité, à l'intérieur duquel l'association avait sa place, fournit très peu l'occasion à des commentaires sur cet aspect. Pour leur part, les Jeune-Canada sont en marge de l'organisation ; seuls quelques propos de Paul Simard retiennent, de la coopération et de l'U.C.C., que l'union fait la force⁷¹⁰. À la vérité, autant pour *l'Action nationale* que pour les Jeune-Canada, les structures mentales se révéleront au grand jour lors de la confrontation du nous avec l'adversaire et déjà même dans la défense de l'ordre.

14 novembre 1933, p. 4. Les Jeune-Canada et l'indépendance économique du Canada français, voir *le Devoir*, 20 décembre 1935, p. 2.

⁷⁰⁸ Dans « La coopération agricole », *l'Action nationale*, t. I, n° 3, mars 1933, en page 136, Albert Rioux écrit : « Ces principes (de la coopération) furent formulés par de modestes ouvriers anglais. En recherchant entre eux les moyens d'accroître la valeur réelle de leurs salaires insuffisants, les tisserands de Rochdale se rendirent compte de la force que leur conférerait la mise en commun de leur pouvoir d'achat. En étudiant la manière dont ils pourraient utiliser cette puissance au mieux de leurs intérêts, ils découvrirent les lois de la coopération. » Dans cette même page, il revient sur l'aspect intéressé de leur mise en commun.

⁷⁰⁹ Albert RIOUX et Mgr COURCHÊNES, « Le problème de la terre », *l'Action nationale*, t. I, n° I, janvier 1933, p. 9.

⁷¹⁰ Paul SIMARD, dans *le Devoir*, 26 mai 1933.

[276]

b) L'ordre*1) L'Action nationale*

L'Action nationale ne se trouble pas outre mesure des perturbations économiques et sociales qui marquent la période. Le *chômage* est presque ignoré ; quelques rarissimes phrases rappellent au lecteur attentif sa présence en pleine crise. Jean-Robert Bonnier, lui reconnaissant le statut de problème numéro un, le perçoit à titre de danger social, de menace pouvant conduire à la subversion ⁷¹¹. La proclamation en mai 1931 de l'encyclique *Quadragesimo Anno* offre à une éminence reconnue du moment l'occasion de quelques commentaires instructifs : après une longue partie constituée d'éloges intarissables, monseigneur L.-A. Paquet aborde le contenu de l'encyclique ; il dégage, en premier lieu, l'affirmation des droits de l'Église et, en second lieu, fait part des dangers que fait courir le socialisme par ses assauts contre la propriété privée ⁷¹². Dans une seconde tranche, publiée le mois suivant, l'auteur poursuit sa réflexion en mettant en relief les *abus* du présent régime économique qui ne respecte pas le juste salaire. Il est apparent de par le contexte que sa préoccupation majeure porte sur la prévention d'une « rupture de l'équilibre social ⁷¹³ ». Il préconise la protection des « petits » et des « humbles » en précisant avec soin qu'elle doit être assurée dans le respect de « *l'inégalité des rangs et des conditions* ⁷¹⁴ ». L'abbé Philippe Perrier ne pense pas autrement lorsqu'il retient de la « question ouvrière » son visage menaçant, celui d'un « péril permanent » :

Laisserons-nous ces enfants (car le peuple est un enfant sublime ou égoïste), laisserons-nous ces ouvriers, flattés dans leurs passions ou leur orgueil, consommer la ruine de la patrie et du monde... ⁷¹⁵

⁷¹¹ « Désespérance des jeunes », *l'Action nationale*, t. VI, n° 2, octobre 1935, p. 120.

⁷¹² « Regard d'ensemble sur deux encycliques », *l'Action nationale*, t. I, n° 3, mars 1933, pp. 150-158.

⁷¹³ Ibid., n° 4, avril 1933, pp. 217-323.

⁷¹⁴ Ibid., n° 3, mars 1933, p. 157.

⁷¹⁵ « Après vingt-cinq années de journalisme catholique », *l'Action nationale*, t. I, n° 3, mars 1933, p. 180.

Pour l'auteur en proie à ces inquiétudes, les encycliques papales se révèlent comme des instruments conçus en vue de contrer les doctrines dites subversives.

Quelques mois plus tard, soit dans sa livraison d'octobre 1933, *l'Action nationale* ouvre ses pages au père Georges-Henri Lévesque, dominicain, qui, sous les auspices de l'École sociale populaire, évalue le programme de [277] la C.C.F. (*Cooperative Commonwealth Federation*) en regard de la doctrine catholique. Après certaines précautions intellectuelles, l'auteur ne dissimule pas ses craintes envers la conception *cécéfiste* de l'État et de l'économie dirigée. Il s'en prend surtout à la guerre, à son dire injuste, qu'elle livre à la *propriété privée*. Car même s'il s'agit de la grande entreprise, fait-il remarquer, le principe est vicié et conduit dans sa logique à la dépossession ⁷¹⁶.

Les quelques articles consacrés au social se portent tous à la défense de valeurs propres à une classe moyenne dont les contours demanderaient à être déterminés. À l'instar de l'Église, *l'Action nationale*, par l'intermédiaire de ses collaborateurs, soumet une pensée sociale où la liberté de manoeuvre est très réduite et interdit presque toute action véritable. Elle se condamne elle-même à l'impuissance : inspirée par un souci de stabilité, elle confère à la propriété des droits d'inviolabilité que seuls les abus criants permettent d'atténuer. Sa position est pour le moins inconfortable, elle s'appuie sur la logique rentière du bien-fonds comme valeur de référence, « d'équilibre ». Toute remise en question de la propriété comme principe immuable, menace forcément son échafaudage idéologique. Elle se contente donc de condamner les abus d'un système, le capitalisme, qui, dans sa finalité, ses moyens et ses techniques, lui est foncièrement étranger. Ces représentations de la classe moyenne puisent aux sources d'un esprit qui, par contre, ne se voit rien en commun ni avec l'industrialisation ni, plus globalement, avec le libéralisme - autant politique d'ailleurs qu'économique. Un peu à la manière de Bourassa qui, malgré lui, se rendait implicitement compte combien un retour à la société de type médiéval était impossible, ces auteurs se sentent forcés d'admettre ce que nous serions convenu d'appeler la modernité. Ils sont de cette façon coincés ; se sentant incapables de produire un projet social inédit, ils se réfugient, bon gré mal gré, dans une certaine défense du statu quo.

⁷¹⁶ « Socialisme canadien », *l'Action nationale*, t. II, n° 2, octobre 1933, pp. 91-116.

La presque totalité des propos d'ordre social transpire ce besoin inquiet de rétablir un genre de société, une certaine stabilité encore mal définie. Ce n'est, en gros, qu'à partir de 1936 que s'impose vraiment l'organisation corporative valorisée par l'École sociale populaire. *L'Action nationale* se cherche donc et emprunte toutes les voies de l'ordre pour récupérer un état social qui manifestement lui échappe.

Dans cet esprit, Eugène L'Heureux, journaliste à *l'Action catholique*, après avoir fait le procès du régime capitaliste, mise sur le rétablissement de valeurs abstraites comme la justice et la charité ⁷¹⁷. Là n'est évidemment [278] pas l'intérêt de ses propos mais plutôt les principes sous-jacents à sa réflexion, ces affirmations un peu à la dérobee qui en disent souvent assez long sur les préférences foncières d'un auteur : « que la propriété ait son mot à dire dans la gestion de la chose publique, nous en sommes ; mais ce doit être la vraie propriété et non la gérance de fabuleux capitaux mouillés... ⁷¹⁸ ».

Il n'est pas étonnant de trouver parmi ces rares écrits sur les problèmes sociaux un texte sur la protection de l'épargne que la spéculation dans les milieux financiers et boursiers rend nécessaire ⁷¹⁹. Encore là, il s'agit de défendre des intérêts bien identifiables, ceux d'une classe qui dispose de moyens lui permettant de placer son argent au marché des actions et obligations.

L'Action nationale présente les traits d'une idéologie supportée par une classe qui, se sentant menacée, recourt aux moyens qui sont à sa portée. Son champ de manœuvre est limité à cause de sa situation précaire et, aussi, à cause des contraintes d'ordre idéologique qu'elle s'impose. Il lui est donc normal de tabler sur un nationalisme sans contenu social et, pour l'animer, employer l'instrument de diffusion à sa disposition, l'éducation nationale.

Face au mouvement de restauration sociale dont elle servira de courroie de transmission, *l'Action nationale* manifeste une sympathie de courtoisie sans plus. Le programme lancé au printemps 1933 est bien accueilli par la revue qui lui accorde très tôt un éditorial élogieux. Le ton est bien le sien et laisse percer une pointe d'inquiétude qui sera davantage celle de l'École sociale populaire.

⁷¹⁷ Eugène L'HEUREUX, « La dictature économique dans la province de Québec », *l'Action nationale*, t. I, n° 1, janvier 1933, pp. 69-70.

⁷¹⁸ Ibid., p. 78.

⁷¹⁹ Alban POIRIER, « La protection de l'épargne », *l'Action nationale*, t. IV, n° 2, pp. 105-116.

De plus en plus, la saine opinion s'inquiète dans notre pays. La crise présente a plongé un grand nombre de travailleurs dans une extrême détresse. Seule l'aide des pouvoirs publics et des associations charitables écarte de leurs foyers la misère noire.

Situation propice aux semeurs d'idées subversives. Ils ne manquent pas d'en profiter. Une active propagande s'efforce d'exploiter le mécontentement général. Et déjà des rumeurs sinistres, des grondements inquiétants se font entendre au sein des masses.

Les autorités alertées se disposent à des mesures rigoureuses. Une sévère répression tâchera de maintenir l'ordre menacé...

Rien d'étonnant que des groupes nouveaux se fondent, que des programmes hardis soient lancés pour réformer la situation actuelle. Mais combien il est facile sur ce terrain de dépasser le but, de tomber, par exemple, dans l'erreur socialiste formellement condamnée par l'Église... ⁷²⁰

[279]

Il serait injuste de croire que la revue appréhendait vivement le spectre du communisme. Contrairement à l'École sociale populaire qui s'en fera une spécialité, l'anticommunisme ne recrute pas un grand nombre d'adeptes auprès d'elle ⁷²¹. Cependant, le lecteur n'apprend que fort peu sur le contenu même du programme ; il lui faudra attendre la livraison du mois d'octobre suivant pour prendre connaissance du message. Fidèle à elle-même, *l'Action nationale* est surtout frappée d'abord par le « problème de la terre », puis ensuite par la question des trusts ⁷²².

En novembre 1933, la revue publie, en appendice, le programme signé par un bon nombre de ses propres militants, intitulé « Programme de restauration sociale ⁷²³ ». Il s'agit d'une reprise en main par des laïcs d'un projet initialement conçu par un groupe de clercs sous l'égide de l'École sociale populaire. Prise de position sur le social, l'économique et le politique, il résume bien les intentions de *l'Action nationale*,

⁷²⁰ « Le programme de restauration sociale », *l'Action nationale*, t. I, n° 5, mai 1933, p. 306.

⁷²¹ « La menace rouge », *l'Action nationale*, t. VII, n° 5, mai 1936, pp. 257-258 ; « Le péril communiste », *l'Action nationale*, t. IV, n° 2, octobre 1934, pp. 89-90.

⁷²² « Restauration sociale », *l'Action nationale*, t. II, n° 2, octobre 1933, pp. 89-90.

⁷²³ « Programme de restauration sociale », *l'Action nationale*, t. II, n° 3, novembre 1933, pp. 210-216.

à la seule différence qu'il tranche par sa teneur sociale qui n'obtiendra aucun écho véritable dans ses pages, même pas de la part des auteurs du programme.

Que contient-il ? D'abord, bien sûr, un préambule ; celui-là, assez long. La crise est d'ordre moral et nécessite un retour à l'esprit chrétien de justice, de charité, de modération... L'État, ayant pour rôle la protection des droits et des libertés légitimes, doit intervenir contre les *abus* du capitalisme. La distinction entre le capitalisme et le socialisme est déjà nécessaire en ces premières lignes : « contrairement au socialisme, intrinsèquement mauvais, le régime capitaliste n'est pas condamnable en soi ⁷²⁴ ». L'apport des corps professionnels fait son apparition précisément pour soulager le fardeau de l'État.

Passant aux résolutions concrètes, le projet se scinde en cinq parties passablement égales. Les honneurs de la première partie sont évidemment accordés à la restauration rurale ; la seconde, à la question ouvrière ; la troisième, à la lutte contre les trusts ; la quatrième, aux réformes financières, et la cinquième, aux réformes politiques. Hormis la dernière partie, qui sera abordée ultérieurement, le programme respecte l'esprit de *l'Action nationale* dans ses grandes lignes. Il intègre surtout en matière ouvrière des éléments complètement ignorés dans la revue et qui demeureront lettre morte dans les livraisons subséquentes. Ces apports émanant [280] probablement de préoccupations propres à l'École sociale populaire sont les moins assimilables à l'idéologie de moyenne bourgeoisie intellectuelle sécrétée par la revue. Compte tenu de ces réserves, il faut que ces recommandations n'offrent rien de révolutionnaire, au contraire. Si elles se montrent favorables à « *l'organisation progressive* » des assurances sociales à base contributive, à l'application immédiate, mais comme mesure transitoire, de la loi fédérale des pensions de vieillesse, aux allocations aux mères nécessiteuses, à « l'expérimentation prudente » des allocations familiales, elles sont également fermes sur le retour de la mère au foyer, la stricte observance du dimanche ⁷²⁵. D'autres sont révélatrices d'un esprit bien particulier : celles qui proposent de susciter l'accès des ouvriers à la propriété et l'organisation corporative de la profession

⁷²⁴ « Programme de restauration sociale », *l'Action nationale*, t. II, n° 3, novembre 1933, p. 210.

⁷²⁵ « Programme de restauration sociale », *loco cit.*, pp. 212-213.

Les autres parties tant sur la ruralité que sur les trusts ne nécessitent aucun commentaire. La section sur les « réformes financières » demande une brève explication : il faut bien comprendre qu'il ne s'agit en l'occurrence que de propositions touchant les milieux financiers et boursiers au sujet desquels le programme recommande des contrôles plus vigilants à l'intention des actionnaires et des obligataires. Inutile d'insister, les intentions sont transparentes qui tentent de rehausser la situation financière d'une strate déjà avantagée dans la société.

L'Action nationale accepte volontiers de reproduire dans ses pages le programme en question. Elle le fait également commenter par Jean-Paul Verschelden, président de l'A.C.J.C. (Action catholique des jeunes Canadiens français), sous un titre évocateur qui résume bien l'article : « Vers l'ordre ⁷²⁶ ». Les considérations générales abondent, au début, sur l'angoisse du monde et la « déspiritualisation de l'être », puis sur la nécessité d'opérer une réaction face à l'anarchie que nourrit l'athéisme ⁷²⁷. Quant au projet lui-même, il savoure l'aspect agricole, souligne au passage la nécessité d'un conseil économique extérieur au politique et prolonge sa réflexion selon une trajectoire qui se rapproche rarement des recommandations concrètes auxquelles il renvoie fort abstraitement.

Le comportement ultérieur de la revue sera à l'avenant, agissant comme si l'élaboration de ce document, qui sera pourtant à l'origine de l'A.L.N. et servira, au fond, de texte fondamental à l'action politique de Gouin et sa suite, n'avait été qu'un épisode très passager dans sa vie, sans plus.

[281]

2) Jeune-Canada

Quoi qu'on puisse croire au sujet des Jeune-Canada, à savoir qu'ils ont par leurs activités enthousiastes secoué l'inertie de leurs aînés, leurs professions de foi en l'ordre et en la stabilité sociale ont été trop de fois répétées pour passer inaperçues. Il est toujours possible que le recul du temps ait permis une certaine décantation et clarifié une situation ambiguë.

⁷²⁶ *L'Action nationale*, t. II, n° 3, mars 1933, pp. 155-170.

⁷²⁷ Ibid., pp. 156-159.

Bien sûr, les gens de cette époque se sont émus devant les agissements en apparence turbulents de cette jeunesse qui, tout à coup, s'empare de la tribune publique et obtient un vaste succès, remplissant, presque à tout coup, des salles de la dimension du Monument national à Montréal ou, encore, du Palais Montcalm à Québec. La vive réaction d'hommes politiques chevronnés comme le premier ministre de la Province, Alexandre Taschereau, et l'âpreté des attaques lancées par la presse libérale officielle, *le Canada* et *le Soleil*, donnent lieu de croire à un mouvement de fortes représailles à l'égard d'une équipe assez dangereuse, ou tout le moins gênante pour la tranquillité publique. Il est vrai que certaines déclarations enflammées pouvaient semer la confusion dans les esprits timorés. Soit, en particulier, ce passage qui fera bondir Taschereau :

Il n'est aucun moyen légitime, si extrême soit-il, devant lequel nous devrions reculer. Le temps n'est plus aux moyens modérés. Ce n'est pas avec de l'eau de rose que nous purifierons notre système social ; s'il faut du vitriol pour nous délivrer de ces microbes de la spéculation et du trust, employons-le ⁷²⁸.

Le « vitriol » semble avoir agacé on ne peut plus le premier ministre ⁷²⁹.

À une autre occasion, André Laurendeau devra fournir de plus amples explications au sujet d'une affirmation qui, elle aussi, avait laissé auprès de personnes intéressées - les libéraux - une saveur suspecte. Le jeune orateur aurait prévenu son auditoire que si des mesures appropriées n'étaient pas prises pour mater les trusts, le peuple usurperait ce droit de l'autorité à le faire ⁷³⁰.

Voilà des énoncés fort inoffensifs, surtout lorsqu'ils sont remis dans leur contexte et affaiblis par un discours qui, lui, poursuit une ligne axée sur l'ordre. Les définitions que le groupe se donne de lui-même corroborent amplement cette interprétation. Pierre Dansereau repousse le qualificatif de révolutionnaire et précise que « le mouvement des Jeune-Canada procède avant tout d'une volonté de réaction ⁷³¹ ». Beaucoup plus tard, [282] André Laurendeau affirme catégoriquement :

⁷²⁸ *Le Devoir*, 14 novembre 1933, p. 4.

⁷²⁹ Ibid., p. 3.

⁷³⁰ Ibid., 19 décembre 1933, p. 8.

⁷³¹ « Jeune-Canada », *l'Action nationale*, t. I, n° 5, mai 1933, pp. 267-268.

« Nous ne sommes pas des révolutionnaires, mais des réactionnaires de droit ⁷³². » En réponse au Soleil, Georges-Étienne Cartier assure que l'équipe ne préconise ni sédition ni révolte ⁷³³. Il n'en fallait pas tant pour le constater.

Dans ses faits et gestes quotidiens, le groupe respecte l'ordre sous tous ses visages. Son anticommunisme souvent réaffirmé témoigne d'une orthodoxie rassurante. Pour Gilbert Manseau, Marx est un démagogue et un conspirateur. André Laurendeau exprimera assez souvent son hostilité au communisme, un long article publié dans *le Devoir* offre un excellent exemple de sa suspicion envers ce mouvement. Et même lorsqu'il proclame un peu paradoxalement que le communisme n'est pas assez radical pour eux, il le fait en précisant que sa révolution plus profonde touchera le fond du cœur de chacun et suscitera l'avènement de l'homme nouveau à la lumière du christianisme social ⁷³⁴. S'il combat les trusts, c'est, entre autres raisons, parce qu'ils fournissent, dit-il, aux miséreux, les armes de cette idéologie ⁷³⁵. Pierre Dansereau voit dans les socialistes, les encyclopédistes d'aujourd'hui ; ce qui revient à dire dans son langage qu'ils sont les précurseurs d'une révolution de leur confection ⁷³⁶.

Les Jeune-Canada sont très respectueux de la faune nationaliste autour d'eux. Bourassa, avant sa célèbre exorcisation des démons du nationalisme, est applaudi par eux, au même titre, semble-t-il, que Lavergne, leur champion ⁷³⁷. Ils rendront à Groulx l'ultime hommage de le pressentir publiquement comme chef de la nation ⁷³⁸. Leurs séances seront animées par des communications d'Esdras Minville, d'Édouard Montpetit et de combien d'autres ⁷³⁹.

Le côté un peu fils-à-papa n'est pas négligeable dans l'évaluation de cette équipe. Par l'entremise d'André Laurendeau, elle a ses entrées assurées à *l'Action nationale*,

⁷³² *Le Devoir*, 13 février 1935, p. 7.

⁷³³ *Le Devoir*, 11 janvier 1934.

⁷³⁴ « La IVe internationale », *le Devoir*, 18 juillet 1936. D'après *le Devoir* du 13 et du 20 février 1936, André Laurendeau demande aux autorités de faire taire la propagande communiste, véhicule de désordre.

⁷³⁵ *Le Devoir*, 14 novembre 1933, p. 4.

⁷³⁶ *Le Devoir*, 14 novembre 1933, p. 4.

⁷³⁷ *Le Devoir*, 22 février 1934.

⁷³⁸ Voir infra, p. 287.

⁷³⁹ *Le Devoir*, 7 mars 1933.

où Arthur Laurendeau deviendra au cours de cette période le directeur de la revue. La presse fait état de la présence d'un conseiller législatif qui a d'ailleurs fait fortune dans la vente de [283] produits pharmaceutiques, Georges Simard, aux premiers rangs de l'assemblée du 8 avril 1935, tenue au Monument national ⁷⁴⁰.

Les incidentes dans les discours sont des plus révélatrices et non dépourvues de saveur tant par leur naïveté et leur inconscience que par leur spontanéité. André Laurendeau se plaint candidement qu'« aujourd'hui, tout est centralisé : les avocats sont devenus des salariés quand ce n'est pas des crève-la-faim ⁷⁴¹ ». Selon lui, les causes de la crise sont multiples : soit la surproduction, la mauvaise production, les luttes tarifaires, etc., et termine par les plus morales, comme la soif de jouir et « l'absence de tempérance dans les différents domaines de la vie privée et publique... ⁷⁴² ». Toujours au sujet de la crise, Bernard Hogue évoquera le sort pitoyable de nos institutions religieuses et éducatives : « Nos communautés religieuses sont écrasées de dettes. Nos collègues ont peine à rejoindre les deux bouts ⁷⁴³. » Se reportant au temps de la conscription, Paul Dumas l'abordera en termes de « gaspillage de capital humain... ⁷⁴⁴ ». C'est donc dire que la terminologie employée et, raison de plus, les références plus globales renvoient à un univers relativement quiet, où la crise suscite l'occasion d'un examen de conscience et de certaines incertitudes pour l'avenir de la Société ⁷⁴⁵. Au plus, à leur sujet, peut-on parler de turbulence juvénile, et ce, surtout à cause du style qu'ils se donneront à l'adresse de la gent politique.

⁷⁴⁰ *Le Devoir*, 9 avril 1935, p. 8.

⁷⁴¹ *Le Devoir*, 13 février 1936.

⁷⁴² *Le Devoir*, 22 février 1934, évocation toute bourassiste.

⁷⁴³ *Le Devoir*, 20 décembre 1935, p. 7.

⁷⁴⁴ *Le Devoir*, 20 décembre 1932, p. 2.

⁷⁴⁵ *L'Action nationale*, en accusant les ruraux de manquer à leurs devoirs dominicaux, lorsque pour profiter du tourisme ils étaient le jour du Seigneur des éventaires de fruits et légumes le long de nos routes, se range dans un état d'esprit analogue. Voir « Dieu et Mammon », *L'Action nationale*, t. III, n° 4, avril 1934, pp. 193-194.

2. Le « nous » politique

a) Les principes

[Retour à la table des matières](#)

L'Action nationale se tient à l'écart de toute théorisation en matière politique. Hormis les vœux pieux tirés d'une scolastique rebattue que par exemple pouvait servir monseigneur L.-A. Paquet, la revue se désintéresse totalement de la construction même hypothétique d'une structure politique. L'organisation corporative de l'État sera quelques très rares fois [284] évoquée, sans être davantage exploitée. *L'Action nationale* se cantonne plutôt dans l'antipolitisme classique qui se renfrogne et lance des anathèmes aux politiciens.

Jean-Robert Bonnier ramasse en quatre pages coiffées d'un titre évocateur, « Un parallèle classique : politicien ou politique », l'attitude du nationalisme traditionnel devant la gouverne collective ⁷⁴⁶. Le politicien comme de raison encaisse tous les coups, il est d'abord l'esclave de l'opinion publique ; puis, un peu à l'inverse, il est le courtisan qui flatte le naïf pour mousser ses intérêts. De courte vue, peu scrupuleux, opportuniste, il se livre sans hésitation au chantage, à la calomnie, etc. Enfin, il « ruisselle » de dollars. On le sait fort « marchandable » de sa personne. À l'opposé, il va sans dire que le politique dans sa grandeur olympienne et incorruptible domine de haut : il est prêt à se moquer de l'opinion lorsqu'elle lui est contraire, il « s'éloigne par goût du troupeau », il « rebute le citoyen par la sincérité de ses propos » ; dans ces conditions, il est « sûr d'épouser dame Pauvreté ⁷⁴⁷ ». Une distinction pratique et révélatrice les sépare à nouveau :

Le politicien parle volontiers des droits du peuple, le politique des devoirs ⁷⁴⁸.

⁷⁴⁶ *L'Action nationale*, t. V, n° 4, avril 1935, pp. 252-255.

⁷⁴⁷ Jean-Robert BONNIER, loco cit., pp. 252-253.

⁷⁴⁸ Ibid., p. 252.

Il serait inutile d'épiloguer longuement sur cette attitude généralisée d'animosité aiguë envers la gent politique. Le régime des formations politiques institutionnalise en somme une forme de guerre civile, de lutte intestine ⁷⁴⁹. Il introduit une division factice qui distrait des enjeux fondamentaux.

Les Jeune-Canada se livrent pour leur part à une joute beaucoup plus rude envers ces hommes et la rendent spectaculaire par le recours à l'apostrophe. Contrairement à leurs prédécesseurs qui se plaignaient plus ou moins dans l'abstrait de la conduite éhontée des hommes politiques, les Jeune-Canada identifient avec précision leurs cibles aux délices de leurs auditeurs. La célébrité de l'équipe lui vient, ce nous semble, de ces mises en demeure devant de vastes publics où sont visées des personnalités qui savent d'ailleurs leur répondre. L'acoquinement de ces agents avec les trusts qui les alimentent et leurs relations avec une presse stipendiée sont découverts au grand jour avec un enthousiasme juvénile.

[285]

L'Action nationale et les Jeune-Canada se rejoignent dans leur critique de la « démocratie » qui doit encaisser quelques coups de boutoir souvent donnés au revers d'une affirmation. Les Laurendeau, père et fils, offrent l'exemple de cette méfiance, ouverte chez l'un, feutrée chez l'autre, envers le présent système. Le père parle d'emblée des abus qui découlent de la démocratie et dont la crise exacerbe les vices ; le fils, plus prudent, estime qu'on ne fait pas uniquement de la politique en faisant élire des députés, quoiqu'en pensent ceux dont le « démocratisme » brouillé les idées ⁷⁵⁰.

L'antilibéralisme légendaire du nationalisme au Québec s'insinue entre les lignes plus qu'il ne s'affiche en des thèses bien démontrées. Contigu à la condamnation des hommes politiques, il s'exprime tantôt par l'antiétatisme ou « statophobie », tantôt par une appréhension de la plèbe, ou les deux combinés. Dans ces quelques passages transparaît l'inquiétude fondamentale qui les agite, celle d'une exaspération des

⁷⁴⁹ « Guerre civile », *l'Action nationale*, t. VI, n° 1, septembre 1935, p. 3 : « Beaucoup d'activités se dépensent actuellement en pure perte. Une élection peut-être deux : cela dépendra des résultats de la première. » Arthur LAURENDEAU, « Politiciens et éducation nationale », *l'Action nationale*, t. V, n° 4, avril 1935, pp. 197-200.

⁷⁵⁰ Arthur LAURENDEAU, « La radio », *l'Action nationale*, t. IV, n° 2, octobre 1934, p. 124, et André LAURENDEAU, *Notre nationalisme*, p. 17.

instincts populaires - pour s'exprimer selon leur manière de voir et sentir. Dollard Dansereau l'exprime on ne peut mieux en ces mots :

Depuis quelques années, les gouvernements démocratiques, pour complaire au corps électoral, se sont constitués la Providence des affligés, des chômeurs et des imprévoyants. Chacun des électeurs croit que c'est un autre qui solde les frais d'assistance publique... ⁷⁵¹

L'Action nationale, comme équipe, propose le même type de réflexion lorsque, en éditorial, au début de l'automne 1935, période électorale échauffée, elle estime que la politique est généralement trop mise à contribution ; « on attend trop d'elle et trop peu de soi ⁷⁵² ».

Quant à la gouverne, les Jeune-Canada révèlent leur conservatisme foncier que ne saurait répudier ni les anciens nationalistes ni l'arrière-garde de *l'Action nationale* :

Nous sommes plus persuadés que jamais [écrit J.-L. Dorais] que la vraie politique doit remplir un rôle infiniment noble : celui de gardienne de l'ordre social et de protectrice des droits sacrés de la nation ⁷⁵³.

[286]

Au niveau des grands énoncés de principes, certains n'appréhendent pas les zones éthérées et élitistes comme Thuribe Belzile :

La politique... doit donc réaliser le paradoxe suivant : s'abaisser vers le peuple, afin de connaître son âme, comprendre ses besoins et ses aspirations. S'élever au niveau de la nation, afin de la diriger dans l'accomplissement de sa mission et l'orienter vers la fin ultime des individus dont elle se compose ⁷⁵⁴.

⁷⁵¹ « La Constitution canadienne est-elle illogique ? » *l'Action nationale*, t. IV, n° 3, novembre 1934, p. 182. « Le système parlementaire anglais implanté dans notre pays, dans notre province, et pratiqué par notre peuple sans discernement, nous a précipités dans cette indifférence, cette apathie, ce matérialisme politique auxquels la démocratie, du reste, convie tous les peuples », dans « Les Canadiens français et la Confédération », Sur les pas de Cartier, *Les Cahiers des Jeune-Canada II*, p. 51.

⁷⁵² « Guerre civile », *l'Action nationale*, t. VI, n° 1, septembre 1935, pp. 4-5.

⁷⁵³ *Le Devoir*, 9 avril 1935, p. 8.

⁷⁵⁴ *Le Devoir*, 9 avril 1935, p. 8.

Dans sa perspective, les qualités premières de l'homme d'État idéal s'inspirent d'une morale chrétienne qui ne laisse rien à la raison comme moyen de connaissance et d'action : elles sont la prudence, la discipline et l'intégrité, puis, en second, l'abnégation et, enfin, la personnalité. Pour lui, la politique est une « vie de sacrifice », un « sacerdoce ». La compétence, c'est-à-dire le savoir jumelé à l'expérience, est totalement absente de ces considérations. Ces qualités précitées se logent à l'enseignement des bonnes dispositions.

Est-il indiqué de préciser que cette tangente, très accentuée en faveur d'une espèce de nouvelle classe politique, se double d'un élitisme évident ? Peu souvent explicité, il sous-tend la plupart des propos réformateurs tenus par les nationalistes, quel qu'en soit leur lieu d'expression. À la suite de Groulx et ses prédécesseurs, *l'Action nationale* et les Jeune-Canada s'entendent pour réclamer une élite aux teintes généralement littéraires, mais sans en préciser les formes ni les fonctions ⁷⁵⁵.

Dans un texte intitulé « L'action nationale », Esdras Minville définit le rôle qu'il assigne à la revue : tribune pour l'élite, elle est destinée à l'éducation populaire :

Elle voudrait apprendre à chacun de nos compatriotes ce que comporte d'avantages réels mais aussi de responsabilités contraignantes sa qualité de Canadien français et catholique ⁷⁵⁶.

S'il arrive parfois à *l'Action nationale* de faire mention du célèbre chef groulxiste, il est surtout le lot des Jeune-Canada d'en faire un usage on ne peut plus fréquent. Leurs propos éclipsent chez eux les quelques allusions passagères à l'élite. Les appels lancinants au chef manifestent une accentuation importante des propos groulxistes ; là encore faudrait-il voir combien le maître a pu être également influencé par ses disciples...

L'esprit *cheffiste* est transparent chez Belzile, qui consacre la position du leader dans le groupe comme définisseur de situation et d'action :

[287]

⁷⁵⁵ François HERTEL, « Essai sur l'inquiétude des jeunes » (IV), *l'Action nationale*, t. VII, n° 3, mars 1936, p. 175. Gilbert MANSEAU, « Les Canadiens français et le régime anglais », dans *Sur les pas de Cartier, Les Cahiers des Jeune-Canada II*, p. 37.

⁷⁵⁶ *L'Action nationale*, t. II, n° 4, décembre 1933, pp. 220 et 227.

Nous n'avons jamais eu, pour corriger l'un ou l'autre de nos partis, un chef digne de ce nom. Le parti n'est pas un mai en soi, à condition qu'il réponde à une idée. *Or, l'idée vient du chef et c'est le chef qui doit la faire triompher* ⁷⁵⁷.

Des appels incantatoires aux vertus quasi prophétiques sont lancés périodiquement. À une assemblée un peu plus obscure qu'à l'ordinaire qui réunissait une association de commis-voyageurs à Verdun, André Laurendeau s'exclame :

Nous demandons à la Providence de nous envoyer cet homme qui nous tirera du désarroi social et national, qui nous arrachera d'entre les mains des puissances d'argent, d'entre les trusts accapareurs ; il nous faut un vrai Canadien français, cent pour cent, qui aime sa patrie et la sauve. Pour ce chef, nous consentirons tous les sacrifices et quand il apparaîtra, nous le reconnaitrons, nous nous mettrons à ses ordres, car nous serons prêts à lutter et à vaincre.

.....

Ce que la jeunesse réclame pour rallier toutes les énergies éparses, c'est un chef, un vrai chef national ⁷⁵⁸.

Laurendeau se révèle le plus sensible à l'avènement indispensable du chef pour relever la nation, quoiqu'il cède à Paul Simard l'insigne honneur de désigner devant une foule électrisée, réunie au Monument national, la personne, le chef, vers lequel les Jeune-Canada se portaient instinctivement. Même s'il ne s'agissait que de confirmer devant un public une prise de position déjà officiellement diffusée par la presse, *le Devoir* rapporte que le délire fut tel qu'il fallut baisser le rideau de la scène pour refroidir l'auditoire. Après une longue présentation (reproduite en bas de page), l'orateur s'écrie : « Cet homme, vous l'avez reconnu... l'abbé Lionel Groulx ! Pourquoi pas ⁷⁵⁹ »

⁷⁵⁷ Nos déficiences, conséquences, remèdes, p. 20. L'italique est de nous.

⁷⁵⁸ *Le Devoir*, 28 février 1935, p. 2.

⁷⁵⁹ *Le Devoir*, 9 avril 1935, p. 8. Paul Simard fait précéder sa solennelle désignation par une présentation non dépourvue d'intérêt aujourd'hui :

« Il nous faut un chef, c'est-à-dire un Canadien français catholique, concevant aussi clairement qu'il se peut la mission apostolique à laquelle nous sommes appelés, capable de subjuguier le peuple par son allant, sa fierté, son indépendance, un Canadien français catholique, ne craignant pas de risquer sa propre vie, et à plus forte raison son intérêt personnel, lorsque la grandeur de la patrie l'exige, un homme sage, intègre, ferme, joignant à

[288]

L'Action nationale s'illustre dans cette revue par un éditorial, publié en janvier 1935, qui, ouvertement, donne son adhésion à la déclaration de Groulx invoquant la nécessité cruellement ressentie de pourvoir la nation d'un chef :

Un joug étranger pèse sur elle et lui enlève cette personnalité ethnique qui atteste une volonté de vivre, puisée dans ses propres ressources et génératrice de fierté.

Mais au moins si nous avons un chef, un vrai chef national ! Car de tout joug, si lourd et si asservissant soit-il, un peuple peut se libérer. Il suffit de le vouloir et pour le vouloir de s'unir, et pour s'unir de se grouper autour d'une volonté ardente. Une volonté ardente (...) c'est-à-dire un chef ⁷⁶⁰.

Dans cet éditorial transparaît la protection recherchée à l'abri d'une autorité triomphante, incarnée dans le chef :

Des jours se lèvent dont nous ne savons de quoi ils seront faits. Un ordre nouveau s'élabore où des théories dont nous vivons aujourd'hui apparaîtront peut-être périmées. Qui veillera sur nos droits ? Qui fera respecter les bases du pacte d'union entre les deux races ? Qui saura discerner dans les constructions futures si c'est un foyer ou une geôle qu'on prépare à la pensée française ⁷⁶¹ ?

une science étendue, un abîme d'amour pour Dieu et sa patrie, le Canada français, la Laurentie ».

Il nous est impossible de trouver un chef parmi nos hommes publics, c'est vrai. Mais alors, cherchons ailleurs, et, s'il le faut, brisons une tradition, et notons que le fait s'est déjà produit en d'autres pays. Il se trouve parmi nous un homme sur lequel nous pouvons fonder de grands espoirs, un homme qui, par sa fierté, son indépendance, a su faire passer un frisson d'amour dans l'âme de notre jeunesse, un homme qui est à la fois un profond catholique et un vrai Canadien français et dont la vie tout entière est un ardent poème chanté à la gloire de Dieu et du Canada français ; un homme ferme, sage, intègre, qui jamais ne s'est souillé dans les boueuses compromissions des politiciens et dont l'oeuvre magistrale est pour notre peuple un aliment de vie ; un homme qui s'est formé à l'étude du passé, au contact de nos plus purs héros, un homme qui n'a jamais reculé à l'heure du combat, qu'on a toujours trouvé sur les remparts et dont l'âme est trop haute pour flancher aujourd'hui, un homme que notre grand Armand Lavergne jusqu'à l'heure de sa mort n'a pas cessé de nommer son chef ; un homme qui cristallise dans sa personne toutes les aspirations, tous les désirs, toutes les espérances de notre peuple et qui vit pour lui. Cet homme, vous l'avez reconnu... L'abbé Lionel Groulx ! Pourquoi pas ? »

⁷⁶⁰ « Un chef », *l'Action nationale*, t. V, n° 1, janvier 1935, p. 3.

⁷⁶¹ Ibid., p. 4. L'italique est de nous.

Ce on exprime l'inquiétude que suscite une adversité en apparence indéfinie. Or le contexte permet de conclure sans trop de danger que l'ordre nouveau viendrait de l'interlocuteur anglophone à Ottawa qui se proposerait de remanier la législation sociale de fond en comble ⁷⁶². Pour le moment, il importe de retenir le visage plus protecteur que conquérant du leader qu'on prie la Providence de faire surgir. La consolidation d'un acquis chèrement gagné et entretenu dans le passé l'emporte sur la réalisation d'un nous projeté dans l'avenir. La création, la définition d'une action à entreprendre n'ont pas leur place dans ce discours.

Ni *l'Action nationale*, ni les Jeune-Canada ne sont allés guère plus loin, même dans l'élaboration d'une gouverne utopique. Dans ces considérations, [289] le silence le plus opaque est entretenu touchant soit la mise en place de structures, soit l'organisation de mouvements ou encore de formations politiques en vue de réaliser leurs objectifs. Les finalités sont globales et lointaines, presque reportées avec amertume aux calendes grecques. Le conservatisme qui les couvre n'y est finalement pas pour rien dans cette torpeur qui en dernier ressort les rive à l'inaction. L'exutoire du verbe ou de l'écriture semble leur seule issue. Le combat présent ne prend aucune autre forme et se tient à l'écart de l'arène politique en dépit des quelques apparitions à peine remarquées des Jeune-Canada lors de campagnes électorales. Ceux-ci se veulent virulents contre l'ennemi, au stade prétentieux de l'éveil des foules. Le spectacle terminé, chacun rentre chez lui et prépare la représentation suivante. La lutte de ces jeunes est évidemment plus vive que celle livrée fort timidement par le cadre classique que s'est imposé ce type de nationalisme : l'action par la parole et le signe écrit.

⁷⁶² Voir infra, pp. 290-291.

b) La pratique politique

À l'endroit de la gouverne, *l'Action nationale* et les Jeune-Canada partagent en commun un bon nombre de griefs qui font plus que les rapprocher. Il est frappant de remarquer combien, à l'instar du maître, la constitution de 1867 sert à ces deux groupes de valeur de référence. En soi, ils ne demandent pas plus que ce que contient selon leur interprétation le document. À l'unisson, ils réclament le respect de cette constitution : le bilinguisme, c'est-à-dire une représentation satisfaisante des nôtres dans la fonction publique fédérale, la monnaie imprimée dans les deux langues, de même les publications gouvernementales ⁷⁶³, etc. S'insère dans cette logique la politique d'immigration d'Ottawa qui, progressivement, fait incliner la balance contre nous et augmente le chômage ⁷⁶⁴.

[290]

Les Jeune-Canada, par l'intermédiaire de Laurendeau, inclineront vers le nationalisme laurentien quoiqu'il faille bien retenir de Paul Dumas au soir de leur première apparition en public les mots suivants :

⁷⁶³ En plus de divers articles en ce sens publiés par Groulx sous le pseudonyme de Jacques Brassier dans sa chronique « Pour qu'on vive » ; *l'Action nationale* propose entre autres les articles suivants : « À chacun son dû », t. I, n° 3, mars 1933, p. 127 ; Charles Gautier, « Canadiens français et services fédéraux », t. I, n° 6, juin 1933, pp. 343-347 ; Esdras MINVILLE, « Discours de M. Minville », t. I, n° 2, février 1933, pp. 120-128 ; « Pour la monnaie bilingue », t. I, n° 2, février 1933, p. 65 ; Anatole VANIER, « Les billets bilingues », t. V, n° 2, février 1935, pp. 100-110 ; « La vie courante », t. I, n° 4, avril 1933, pp. 250-252 ; Léopold RICHER, « Presse de langue française et services de traduction », t. I, n° 4, avril 1933, pp. 213-216.

⁷⁶⁴ Dominique BEAUDIN, « À propos d'immigration », *l'Action nationale*, t. IV, n° 2, octobre 1934, pp. 142-143. La chronique « La vie courantes », au début sous ta plume de Pierre Homier, puis sous celle de Guet, rapporte en 1933 et 1934 les menus faits touchant les entorses au français un peu partout et se fait le propagandiste de la reffrançaisation. Quant aux Jeune-Canada : André LAURENDEAU, Paul SIMARD et Cie., dans *le Devoir*, du 6 mars 1934. Bernard HOGUE, « Notre situation en Canada », dans *le Canadien français*, ses droits, son idéal, Montréal, Tracts Jeune-Canada, n° 3, 1935, pp. 10-15 ; Dostaler O'LEARY, *l'Inferiority Complex*, p. 11. Bernard HOGUE et Dollard DANSEREAU, dans *le Devoir*, 20 décembre 1932. Pierre DAGENAIS, dans *le Devoir*, 13 février 1936 ; Dollard DANSEREAU, « Les Canadiens français et la Confédération », dans *Qui sauvera Québec ?* p. 44.

Ce n'est pas une révolution que nous désirons, ni la tête d'un gouvernement ou d'un parti, ni la réforme de la constitution, nous voulons seulement la renaissance pleine et entière, et en fait, des droits des Canadiens français et de la langue française au Canada, droits sacrés fondés sur la loi naturelle et sur toute notre histoire... ⁷⁶⁵

L'aspect le plus important touche davantage la facture de réaction qu'il est possible de détecter en seconde analyse autant auprès de *l'Action nationale* qu'auprès des Jeune-Canada ; et ce, à travers leurs vives critiques anticentralisatrices ⁷⁶⁶. Il n'est certes pas à propos de porter en ces pages un jugement sur le bien-fondé des visées fédéralistes de l'époque. Seule suffit pour les besoins de la démonstration, la manière dont est perçue la politique outaouaise. Il apparaît assez rapidement que la hantise du centralisme est fondée en premier lieu sur une crainte du changement et qu'en second lieu (seulement) sur d'autres considérations d'ordre national.

La crise offre aux anglophones l'occasion de corriger leur conception du social. Apparaissent des mouvements d'idées dans les diverses formations qui remettent en question l'ordre des choses tel qu'on l'avait toujours imaginé. Progressivement, même les conservateurs alors au pouvoir se sentent des l'obligation de suivre le courant, se rappelant peut-être l'échec de l'impuissant Hoover aux mains de Roosevelt. Ces réflexions accouchent de politiques réformistes qui ont tout pour inquiéter les nationalistes quand ce ne sont que ceux-là.

Avec force citations de Groulx et d'autres, Léopold Richer, du *Droit d'Ottawa*, met habilement le doigt sur le point en litige, à savoir qu'il n'est pas indifférent aux Canadiens français catholiques du Québec que la [291] législation sociale soit d'origine fédérale ou provinciale ⁷⁶⁷. Ainsi s'exprimait le maître sur lequel naturellement il s'appuie :

⁷⁶⁵ *Le Devoir*, 20 décembre 1932, p. 1.

⁷⁶⁶ Léopold RICHER, « La réforme de la constitution », *l'Action nationale*, t. VII, n° 3, mars 1936, pp. 131-153 ; Dollard DANSEREAU, « La constitution canadienne est-elle illogique ? » *l'Action nationale*, t. IV, n° 3, novembre 1934, pp. 183-184 ; J.-L. DORAIS, « Les Canadiens français et la Confédération », dans *Qui sauvera Québec ?* pp. 9-19 ; Émilien BRAIS, « L'idéal historique de la nation canadienne-française », dans *le Canadien français, ses droits, son idéal*, p. 17.

⁷⁶⁷ Léopold RICHER, « La réforme de la constitution ». *L'Action nationale*, t. VII, n° 3, mars 1936, pp. 149-151.

Il y a une économie, une législation sociale, qu'il nous est défendu de faire ou de laisser faire ; des lois qu'il est honteux d'aller capter chez le voisin, sans même tenir compte des principes qui régissent chez nous la famille et le droit public ⁷⁶⁸.

Au dire de Richer, les « Anglo-Canadiens » sont désorientés par les effets ruineux de la crise et désirent à tout prix réviser la constitution afin d'introduire des mesures sociales pour en sortir. Woodsworth, ajoute-t-il, a très bien compris que « le socialisme ne sera jamais possible au Canada tant qu'il n'y aura pas centralisation des pouvoirs à Ottawa ⁷⁶⁹ ». Ne serait-ce qu'au nom des valeurs spirituelles et culturelles qui hiérarchiquement dominent les valeurs matérielles, il nous faut défendre notre autonomie contre les assauts répétés des centralisateurs intéressés à remanier l'ordre social sur tout le territoire ⁷⁷⁰.

Anatole Vanier conclut le mois suivant que la restauration sociale « devrait » être effectuée par le pouvoir provincial ⁷⁷¹.

Auparavant, la revue faisait part en éditorial de ses appréhensions envers l'esprit centralisateur d'Ottawa qui, en mal de réformes économiques et sociales, débouchera nécessairement dans sa démarche sur la refonte de la constitution ⁷⁷². Or, pour *l'Action nationale*, l'issue est prévisible ; nous nous trouverons devant une alternative fort simple, à savoir : ou la décentralisation - qui semble improbable, ou la rupture. Car, centraliser contre notre gré c'est rompre le pacte fédératif.

Dans l'ordre du refus, les Jeune-Canada manifestent les mêmes dispositions et récusent une législation sociale conçue pour l'ensemble du Canada, parce que, de toute manière, elle serait foncièrement incompatible avec nos besoins propres ⁷⁷³.

Si ce refus (autant de *l'Action nationale* que des Jeune-Canada) était accompagné d'un contre-projet, il serait aisé de comprendre leur intention en somme de « rapatrier » des compétences en vue d'un exercice distinct d'après lequel il serait possible d'en évaluer le progressisme et le réalisme. [292] Il n'en est rien, ou pres-

⁷⁶⁸ Ibid., p. 149.

⁷⁶⁹ Ibid., n° 2, février 1936, pp. 72-73.

⁷⁷⁰ Ibid., p. 74.

⁷⁷¹ « La réforme de la constitution - II - Les questions financières », *l'Action nationale*, t. VII, n° 4, avril 1936, p. 206.

⁷⁷² « De deux choses l'une », *l'Action nationale*, t. V, n° 3, mars 1935, pp. 129-130.

⁷⁷³ Jeune-Canada, *Qui sauvera Québec ?* p. 4.

que, dans le cas présent, puisque le nouveau collectif à constituer est encore loin au large... Paul Simard le confirme on ne peut mieux en ces lignes :

L'idée sur laquelle nous voulons insister, c'est la nécessité pour nous, Canadiens français, d'affaiblir le pouvoir central au profit des gouvernements provinciaux, et cela en vue de devenir plus maîtres de nos destinées ⁷⁷⁴.

Mises à part les évocations à la catholicité et la francité de notre collectivité, l'observateur cherche en vain un contenu souvent défendu. Invoquer le Programme de restauration nationale est franchement illusoire lorsque l'on se rappelle le peu d'appui véritable qu'il a obtenu. Jolie toile de fond, il ne féconde aucune réflexion de l'action en ce sens. Autrement dit, le projet se veut national, là il n'y a pas de doute, mais nullement social.

Au point de vue de l'autonomie plus ou moins grande de la nation, les Jeune-Canada proposent des solutions nettement plus audacieuses que *l'Action nationale* qui, pour sa part, n'offre rien de neuf (c'est-à-dire une politique plus respectueuse des compétences dévolues aux provinces par la constitution). Leurs positions sont un peu ondoyantes, se prêtant ainsi à de multiples interprétations. En principe, la sécession est admise et même recherchée ⁷⁷⁵. Elle constitue un idéal lointain. Le moyen et le court termes les contraignent semble-t-il à moins d'optimisme.

Tous, ou à peu près, tombent d'accord pour affirmer que la Confédération a été un échec ⁷⁷⁶. À partir de ce constat, chacun y met de ses perceptions pour en évaluer les conséquences. Certaines positions se font conciliantes. Constatant que « *notre caractère ethnique n'est pas en harmonie avec la vie économique, sociale et politique qui nous est faite* et que cet état de fait représente l'entrave principale à l'essor de notre peuple vers ses destinées ⁷⁷⁷ », Dollard Dansereau parvient à la conclusion, après quelques considérations sur nos caractéristiques propres et les aspirations centralisatrices d'Ottawa, qu'une nouvelle répartition des compétences entre le gouvernement central et les provinces s'impose. Armé d'un si en guise de protection contre toute interprétation captieuse, J.-L. Dorais se risque à dire :

⁷⁷⁴ PAUL SIMARD, « Notre idéal politique », dans *Qui sauvera Québec ?* p. 33.

⁷⁷⁵ Jeune-Canada, *Qui sauvera Québec ?* p. 3.

⁷⁷⁶ PAUL SIMARD, loco cit., p. 27.

⁷⁷⁷ Dollard DANSEREAU, op. cit., p. 49ss.

Nous serions même justifiables d'ériger la sécession, si la volonté impérieuse d'une majorité dictatoriale tentait de vider malgré l'opposition formelle du [293] groupe canadien-français notre particularisme national consacré par le pacte fédératif de 1867 ⁷⁷⁸.

André Laurendeau établit que « la nation canadienne-française, si elle y aspire, n'est pas arrivée à cette étape de nation adulte », entendre ici l'indépendance ⁷⁷⁹.

Elle partage, avec la nation canadienne-anglaise, la souveraineté politique. Elle n'est - en théorie - qu'à moitié maîtresse de ses destinées ; en fait, elle ne l'est pas ⁷⁸⁰.

L'auteur se console pourtant à la pensée qu'il nous reste l'essentiel, car « nous sommes les maîtres de notre pensée et de notre art... ⁷⁸¹ » Notre patrie demeure le Québec dont le salut sera assuré largement par l'éducation nationale ⁷⁸².

Plus marginaux, Dostaler O'Leary, dans le cadre des Jeune-Canada, et François Hertel, dans celui de *l'Action nationale*, adoptent des positions plus tranchées. Selon le second :

Le parti politique - quel qu'il soit - qui nous sauvera sera celui qui mettra en tête de son programme, comme article premier et essentiel, une rupture de la Confédération ⁷⁸³.

Aucun développement ne venant préciser cette affirmation péremptoire, il serait présomptueux de lui donner un sens que le contexte ne légitime en aucune manière. La portée du terme *rupture* demanderait de plus amples précisions, puisque rien ne corroborerait par la suite une interprétation qui lui attribuerait une intention franchement « séparatiste ». Percevait-il, par exemple, une forme de reconstruction par les deux parties en cause à la suite de cette rupture ?

Dostaler O'Leary est plus catégorique et ne prête à aucune équivoque ; l'indépendance constitue le point d'arrivée que la loi naturelle de l'évolution assigne à tous

⁷⁷⁸ Op. cit., p. 20.

⁷⁷⁹ « Qui sauvera Québec ? », dans *Qui sauvera Québec ?*, p. 56.

⁷⁸⁰ Ibid.

⁷⁸¹ Ibid., p. 57.

⁷⁸² Ibid., pp. 62ss.

⁷⁸³ François HERTEL, « Essai sur l'inquiétude des jeunes », *l'Action nationale*, t. VII, n° 3, mars 1936, p. 166.

les peuples fiers ⁷⁸⁴. Il va sans dire que, pour les Canadiens français, l'issue normale c'est la « sécession ». Peu prisé parmi les Jeune-Canada, l'auteur se retrouvera plus à son aise en militant parmi [294] les Jeunesses-Patriotes, dont l'organe officiel s'intitulera *l'Indépendance* ⁷⁸⁵.

Paul Simard plongera plutôt dans l'ambiguïté groulxiste au sujet de l'État français :

Québec doit devenir au plus tôt un État libre dans lequel la nation canadienne-française sera absolument maîtresse de ses destinées ⁷⁸⁶.

Lancée sans autre élaboration, cette déclaration ajoute à la confusion déjà existante qu'inconsciemment, selon toute vraisemblance, l'idéologie nationaliste entretient en certains milieux. L'abcès s'apprête à crever. Pour le moment, *l'Action nationale* et davantage les Jeune-Canada représentent en matière d'autonomie une avant-garde qui lance une opération tout-risque quitte à être débordée sur sa droite par *l'Indépendance* et surtout, en terme d'influence, par *la Nation*.

c) L'arène politique

Les Jeune-Canada ont beaucoup fait parler d'eux vers la fin du régime Taschereau à cause de leurs déclarations fracassantes, qui ne demeuraient d'ailleurs pas sans écho auprès de leur public, et d'une vive réaction des interpellés. C'est ainsi qu'à quelques reprises Taschereau lui-même, tête de Turc des Jeune-Canada, se trouva engagé dans ce processus d'altercation indirecte dont la presse assurait le relais.

En novembre 1933, au lendemain d'un meeting tenu à la salle du Gesù, Taschereau s'empresse de commenter publiquement leurs affirmations. Ironique envers ces jeunes, il leur rappelle qu'à leur âge il réglait comme eux en une soirée les questions les plus complexes, et que demain ces jeunes à leur tour seront l'objet des critiques

⁷⁸⁴ L'Inferiority Complex, p. 15.

⁷⁸⁵ *L'Action nationale*, sous la direction d'André Laurendeau, ne lui fermera pas les portes pour autant.

⁷⁸⁶ *Le Devoir*, 9 avril 1935.

de la génération montante ⁷⁸⁷. Le premier ministre se fait par contre moins serein envers les Jésuites qu'il se garde bien de nommer :

Ils (les Jeune-Canada) ont parlé de révolution, si leurs suggestions ne sont pas acceptées. Ceux qui leur ont donné l'abri, hier soir, ne doivent pas oublier qu'ils seront les premiers appelés à disparaître en cas de révolution ⁷⁸⁸.

Sachant probablement que les Jeune-Canada avaient convoqué une assemblée pour le 19 décembre, Taschereau revient à la charge le 16, [295] devant la Jeunesse libérale de Québec, réunie à Saint-Roch. Sa position est inversée, à l'adresse de la Compagnie de Jésus, il est cette fois tout sucre tout miel ; à l'endroit des Jeune-Canada, tout fiel tout vinaigre. Lettres en main, il déclare que les Jésuites désapprouvent les paroles criminelles prononcées dans leurs locaux. Suit un hommage aux effluves des plus manifestement politiques, où il est fait mention des subventions que le gouvernement leur a accordées et qui montrent combien les libéraux ne sont pas leurs adversaires. À la suite de la levée de boucliers suscitée par ses mots de novembre, le Premier Ministre se ravise en disant : « Partout où la révolution a éclaté, ce sont d'abord les bons Pères Jésuites qui ont été chassés ⁷⁸⁹. »

Envers les Jeune-Canada, l'ironie de novembre se mue en colère. S'en prenant au célèbre vitriol, Taschereau accuse ces jeunes de prôner la révolution dans « notre bonne province ⁷⁹⁰ ». Ceux qui, selon lui, accusent les hommes politiques en leur disant : « disparaissez, vous n'êtes que des politiciens qui ne pensent qu'à leurs intérêts personnels », prononcent des paroles criminelles et se livrent à de la démagogie. En outre, à son dire, ces jeunes font « de la politique bleue » sous le couvert de la rénovation sociale et de l'Église ⁷⁹¹.

Pouvait-on demander meilleure publicité pour un groupe de leur âge ? Inutile de s'étendre longuement sur le meeting du 18 décembre, qui, selon *le Devoir*, fait salle comble au Palais Montcalm de Québec. Adaptation de l'assemblée tenue le mois précédent à Montréal, cette réunion pouvait difficilement être ratée après un tel bat-

⁷⁸⁷ *Le Devoir*, 14 novembre 1933.

⁷⁸⁸ Ibid.

⁷⁸⁹ *Le Devoir*, 18 décembre 1933.

⁷⁹⁰ *Le Devoir*, 18 décembre 1933.

⁷⁹¹ *Le Devoir*, 18 décembre 1933.

tage offert gracieusement par le Premier Ministre lui-même et la presse ministérielle à sa suite. La partie est fort belle, le jeu consiste tout simplement à doubler la mise. En plus de répondre aux accusations de sédition portées contre eux par Taschereau, ils lui renvoient la balle en lui rappelant qu'il accepte la diffusion de journaux communistes à Montréal. Les attaques contre son anticléricalisme fusent de toutes parts et servent à raviver la flamme ⁷⁹². Ces mises en demeure réciproques nous semblent avoir beaucoup contribué à surfaire la réputation combative et turbulente des Jeune-Canada.

Le style de la dénonciation envers la gent politique marque presque chacune de leurs apparitions publiques. L'assemblée du 5 mars 1934 enfourche dans une même brochette Bennett, Duranleau, Taschereau, Duplessis et d'autres aujourd'hui moins connus ⁷⁹³. Leur antinationalisme, [296] leur anticléricalisme, de même que leur acquinement à la « haute finance anglaise, juive et américaine », leur domination oppressante sur la presse constituent avec leurs manoeuvres électorales les principaux sujets de reproche ⁷⁹⁴. Au fond, les Jeune-Canada se prêtent, à leur insu, au jeu des querelles politiques classiques. Sans trop pénétrer dans l'arène, ils se tiennent le plus près possible du ring pour lancer leurs quolibets à la manière des plus enthousiastes du match politique. La dimension négative de leur message s'apparente à celle du *Devoir*, et, comme lui, ils paralysent au stade de l'action positive à entreprendre. Ravivés dans leur ardeur par la victoire à la Pyrrhus des forces gouvernementales en novembre 1935, les Jeune-Canada se montrent plus fougueux à l'endroit des libéraux et jubilent à la pensée que cette étape indique pour eux la première victoire des principes de restauration sociale contre la dictature économique ⁷⁹⁵. Bientôt, croient-ils, le Québec aura un gouvernement qui saura organiser notre activité selon nos traditions catholiques et françaises. Qu'est-ce à dire ? Mystère.

En termes d'engagements fermes, les Jeune-Canada se rangent en faveur de l'Union nationale en novembre 1935 tout en se gardant bien, disent-ils, de poursuivre

⁷⁹² *Le Devoir*, 19 décembre 1933.

⁷⁹³ *Le Devoir*, 6 mars 1934.

⁷⁹⁴ Thuribe BELZILE, « Vue d'ensemble de notre vie nationale », *Qui sauvera Québec ?* p. 44, et *le Devoir*, 20 décembre 1935. André LAURENDEAU, *Notre nationalisme*, p. 20, et *le Devoir*, 11 janvier et 13 novembre 1934, 20 février 1936. Georges-Étienne CARTIER, dans *le Devoir*, 14 novembre 1933 et 11 janvier 1934. Dollard DANSEREAU, dans *le Devoir*, 26 mai 1933. Bernard HOGUE, dans *le Devoir*, 9 avril et 20 décembre 1935.

⁷⁹⁵ *Le Devoir*, 20 décembre 1935.

un but politique ⁷⁹⁶. À l'été 1936, Dollard Dansereau se trouve aux côtés de Duplessis au moment célèbre du lancement de la campagne à la Baie du Febvre, le 12 juillet 1936, et reparaît plus tard à au moins un autre meeting ⁷⁹⁷. Ses paroles lors de la première assemblée sont très élogieuses et traduisent le projet vague que caressait cette jeunesse ⁷⁹⁸.

Envers le gouvernement central, les Jeune-Canada gardent leurs distances et se contentent finalement des doléances classiques globalement [297] axées sur le bilinguisme. C'est donc dire que, tournés vers Québec, les Jeune-Canada ont beaucoup agité, semble-t-il, l'opinion publique par la présumée verueur de leurs accusations mais sans jamais dépasser de beaucoup le stade où s'était arrêté *le Devoir*, Ardents dans la dénonciation, ils résistent à toute action ou définition d'action portant sur un devenir à réaliser. Tout est dit lorsqu'ils invoquent en leur faveur la légitimité de la pensée nationale et la morale catholique. À moins que leurs émissions radiophoniques aient franchi ce seuil, alors qu'il est peu probable qu'ils aient changé de style, leur agir s'inscrit dans la même veine passive de leurs prédécesseurs et contemporains, Hormis ses diatribes à l'emporte-pièce contre le gouvernement provincial, l'équipe des Jeune-Canada respecte en tout point le nationalisme de l'inaction.

L'Action nationale se confine à une conduite moins déclamatoire et surtout moins exposée aux aléas de la politique. Que lui reste-t-il après avoir réaffirmé les droits des nôtres à Ottawa et critiqué à quelques occasions la domestication des politiciens par les grandes puissances économiques ⁷⁹⁹ ? De bien rares incursions dans le monde

⁷⁹⁶ *Le Devoir*, 19 novembre 1935. Au nom des Jeune-Canada, Bernard Hogue engage le mouvement en faveur des forces de l'opposition.

⁷⁹⁷ *Le Devoir*, 13 juillet 1936.

⁷⁹⁸ « Un homme s'est révélé alors, qui réunit tous les hommes de bonne volonté ; il fit adopter par une grande partie des électeurs une politique vraiment nationale ; à l'Assemblée législative, il porta contre un gouvernement, encore fort de 38 années de pouvoir, de si terribles coups qu'il le fit sombrer dans la honte et le mépris public. L'immense majorité de la jeunesse canadienne-française s'est rangée sous son étendard. Son nom est devenu un signe de ralliement qui conduira à la victoire non le parti conservateur, non le parti libéral, mais l'union des honnêtes gens qui veulent en finir avec un régime qui combattit les réformes même les plus urgentes tant qu'il ne fut pas écrasé ; cet homme, c'est le futur premier ministre de la province, monsieur Maurice Duplessis. » *Le Devoir*, 20 juillet 1936.

⁷⁹⁹ L'article d'Anatole VANIER, « Les billets bilingues » (*L'Action nationale*, t. V, n° 2, février 1935) est le seul qui rende compte du débat politique auquel a donné lieu le projet sur la question de la « monnaie bilingue ».

de la politique. Quant à la conjoncture outaouaise, une page, la dernière de la livraison de novembre 1934, sur le limogeage du ministre Stevens ; quelques lignes à propos de l'enquête Turgeon sur le prix du charbon ; la diminution d'un siège représentant les intérêts franco-ontariens à la chambre basse... ⁸⁰⁰

Le scrutin (fédéral) d'octobre 1935 suscite quelques commentaires. L'éditorial intitulé « La guerre » du numéro de septembre se joint à la clameur du Devoir pour crier : « Pas un homme, pas un sou, pas un fusil, pas une cartouche pour les guerres de l'Angleterre ⁸⁰¹. » Un second article de cette même livraison fait siennes, sous la plume du journaliste Léopold Richer, les accusations classiques portées contre l'ostacisme auquel les conservateurs, avec Bennett en tête, s'étaient livrés à l'égard des Canadiens français ; ce, autant dans l'attribution des maroquins que dans la fonction publique ⁸⁰². Ces deux écrits font suite à un premier éditorial destiné à remettre les choses à leur place, et qui, sous le titre de « Guerre civile », [298] condamne globalement la politique ⁸⁰³ celle qui s'étalera au grand jour lors des scrutins attendus autant au provincial qu'au fédéral.

À la suite de la consultation d'octobre 1935, Richer fait le point et n'hésite pas à affirmer que, contrairement à ce qui s'est passé ailleurs au Canada, Bennett n'a pas connu la défaite au Québec qu'à cause du chômage et de la misère. Car, ajoute-t-il, si ça n'avait été de son mépris envers notre groupe ethnique, il était apprécié par nous comme homme, comme chef, comme homme d'action notamment en ce temps de crise. Surtout, insiste-t-il, nous l'admirions pour son anticommunisme irréductible :

Conservateurs dans l'ordre social, les Canadiens français approuvaient monsieur Bennett lorsqu'il s'opposait, même brutalement, aux forces subversives ⁸⁰⁴.

⁸⁰⁰ E.-M., « L'aventure de M. Stevens », *l'Action nationale*, t. IV, n° 3, novembre 1934, p. 216. « L'enquête sur le prix du charbon », *l'Action nationale*, t. I, n° 4, avril 1933, p. 205. Léopold RICHER, « Les Franco-Ontariens perdront le comté de Russell », *l'Action nationale*, t. I, n° 4, avril 1933, pp. 233-235.

⁸⁰¹ « La guerre », *l'Action nationale*, t. VI, n° 1, septembre 1935, p. 33.

⁸⁰² « Le ministère Bennett et les Canadiens français », *l'Action nationale*, t. VI, n° 1, septembre 1935, pp. 42-51.

⁸⁰³ *L'Action nationale*, t. VI, n° 1, septembre 1935, pp. 3-6.

⁸⁰⁴ Léopold RICHER, « Les Canadiens et les élections », *l'Action nationale*, t. VI, n° 3, p. 179.

De la crise abyssinienne, obsession incurable du *Devoir*, aucun mot. Les projets d'avenir se tiennent dans le sillon des doléances classiques et l'appréhension d'une centralisation plus accusée.

Envers la politique québécoise, guère plus d'opinions. Il est remarquable cependant de constater combien elle apparaît à *l'Action nationale* graviter autour de chefs ou de personnages bien en vue. Tout entière absorbée par les forces d'opposition, elle brosse à loisir des portraits. Lors de l'accession de Maurice Duplessis à la tête des conservateurs québécois, en octobre 1933, elle s'empresse dans sa livraison suivante de peindre l'homme sous un jour favorable ⁸⁰⁵. Élogieux, dithyrambique par moments, l'article souligne discrètement son manque de programme original et surtout national. La conclusion est significative :

Le peuple souhaite confusément un Chef qui lui apporte du nouveau. Maurice Duplessis pourra-t-il être ce Chef ? Le voudra-t-il ⁸⁰⁶ ?

C'est la première et la dernière fois, à notre connaissance, que la revue s'arrête à ce personnage au cours de la période étudiée.

Le maire Grégoire aura également droit à un portrait ⁸⁰⁷. L'ironie du sort voudra que *l'Action nationale* fasse celui du Dr Philippe Hamel, un mois après l'élection de 1936, c'est-à-dire le mois même de son éviction, au moment où son influence politique était réduite à zéro... ⁸⁰⁸ Deux ans [299] auparavant, un paragraphe de sept lignes le félicite pour son intervention auprès de la Commission Lapointe sur l'électricité ⁸⁰⁹.

La fondation de l'A.L.N., à l'été 1934, passe absolument inaperçue. Dieu sait pourtant combien cette nouvelle formation politique s'associait étroitement au Programme de restauration sociale déjà publié dans la revue mais sans grands commentaires. Par contre, l'adhésion de Paul Gouin à la campagne d'éducation nationale lui

⁸⁰⁵ « Portrait : Maurice Duplessis », *l'Action nationale*, t. II, n° 3, novembre 1933, pp. 171-174.

⁸⁰⁶ Ibid., p. 174.

⁸⁰⁷ « Portrait : M. le maire Grégoire », *l'Action nationale*, t. III, n° 4, avril 1934, pp. 221-225.

⁸⁰⁸ « Le Docteur Philippe Hamel », *l'Action nationale*, t. VIII, n° 1, septembre 1936, pp. 19-23.

⁸⁰⁹ Ibid., t. IV, n° 3, novembre 1934, p. 200.

vaut les faveurs du directeur qui lui ouvre ses pages et lui consacre quelques paragraphes louangeurs ⁸¹⁰.

En février 1935, paraît un éditorial isolé qui reprend le thème de la restauration sociale. Élogieux, il ne rapporte rien de sa teneur et, ainsi, se range parmi ces publications qui, comme *le Devoir*, ont développé une incapacité chronique à dépasser le stade de la caution morale :

Leurs idées analysées, discutées, critiquées ont fait leur trouée dans les esprits.

.....

Ceux qui nous interrogent actuellement sur telle ou telle réforme à l'ordre du jour, nous ne pouvons que les renvoyer à cet exposé si compréhensif, si ferme, si clair ⁸¹¹.

Comme faux-fuyant, qui pourrait trouver mieux ? À bien remarquer que l'écrit ne fait aucune référence à des commentaires hypothétiques dont la revue se serait constituée le véhicule naturel. On renvoie au texte sans autre explication.

Conclusion

Lorsque confrontées les unes les autres, les finalités proposées par *l'Action nationale* et les Jeune-Canada sont en somme presque identiques. Elles suivent assez docilement les intentions du maître ; plus mystiques, parfois, chez les Jeune-Canada, elles rejoignent malgré tout le faisceau traditionnel, si bien que les objectifs poursuivis par ces deux mouvements se recoupent et, qui plus est, se confondent. Ils se distinguent plutôt d'après le *type de combat* qu'ils comptent livrer.

L'Action nationale poursuit dans la voie déjà tracée par le nationalisme classique qui entretient presque à loisir le complexe du minoritaire. L'identification de l'adversaire se réduit à de succincts exposés, peu élevés [300] en nombre. Par contre,

⁸¹⁰ Paul GOUIN, « Politique nationale et éducation nationale », *l'Action nationale*, t. VI, n° 1, septembre 1935, pp. 81-84 ; Arthur LAURENDEAU, « Sur le manifeste de Paul Gouin », *l'Action nationale*, t. VI, n° 1, septembre 1935, pp. 64-66.

⁸¹¹ « Vers une restauration sociale », *l'Action nationale*, t. V, n° 2, février 1935, p. 66.

les références au *nous* abondent selon une logique assez particulière qui consacre dans les faits un état de dispersion fort reconnaissable. Minoritaires sommes-nous devenus au Québec par la dilapidation de notre bien collectif dont les premiers coupables sont les hommes politiques. Minoritaires sommes-nous avec une intensité renforcée au Canada ; à l'intention des gouvernants à Ottawa, combien d'articles en vue de la restitution de nos droits, mais aussi ceux des autres provinces ⁸¹² ? Non satisfaits de se destiner à une mission pancanadienne, *l'Action nationale*, tout comme Orner Héroux au *Devoir*, et conformément à une tradition bien ancrée, embrasse l'Amérique du Nord ; elle se découpe un public outre-frontière, la francité américaine ⁸¹³. Ainsi dispersée dans ses activités, elle doit recourir à des moyens de ralliement que l'amplitude de son champ de rayonnement lui commande. Rien d'étonnant à lui voir adopter des modes résolument symboliques d'action comme la diffusion par l'éducation nationale. Celle-ci, d'inspiration mystique chez Groulx, prend l'allure d'un dispositif de simple rassemblement sous l'égide de *l'Action nationale*.

En contraste avec la dispersion de *l'Action nationale*, les Jeune-Canada, se voulant plus combatifs, s'activent autour de questions chocs : les « trusts », les « politiciens » et la presse partisane à leur solde. Leur action dégage, du moins en apparence, une impression de lutte intense, Avec le ton approprié, les Jeune-Canada ne redoutent pas l'affrontement brutal avec les hommes politiques qu'ils prennent bien soin d'identifier pour lever toute équivoque. Le public de l'époque semble avoir cru à leur engagement, qu'il ait été derrière eux ou non pour les appuyer. À l'assemblée de décembre 1935, au lendemain du demi-échec de Taschereau, Thuribe Belzile se félicite que l'équipe ait donné une dimension politique à son activité ⁸¹⁴.

Cette combativité semble, à première vue, les différencier sensiblement de *l'Action nationale* ; or, ils la rejoignent d'emblée quant à la nature de leurs revendications. Les deux expriment, dans leurs déclarations d'intentions originales, des

⁸¹² Donatien FRÉMONT, « Les Canadiens français du Manitoba », *l'Action nationale*, t. III, n° 1, janvier 1934, pp. 31-44. Georges L'OISEL, « Régionalisme manitobain », *l'Action nationale*, t. VII, nos 1 et 2, janvier et février 1936, pp. 54-57 et 88-96. Augustin MARTIN, « Écoles acadiennes du Nouveau-Brunswick », *l'Action nationale*, t. V, n° 3, mars 1935, pp. 133-144. « Portrait : Samuel Genest », *l'Action nationale*, t. I, n° 3, mars 1933, pp. 146-149.

⁸¹³ Paul DUFAULT, « Le Français aux États-Unis », *l'Action nationale*, t. II, n° 1, septembre 1933, pp. 32-44.

⁸¹⁴ *Le Devoir*, le 20 décembre 1935.

voeux communs. Harry Bernard, directeur des [301] premières heures de la revue, est explicite lorsqu'il met au premier plan de ses préoccupations politiques les droits constitutionnels des nôtres ⁸¹⁵. Il résume en ces quelques mots la raison d'être politique de son mouvement. Or, les circonstances qui ont conduit ceux qui, plus tard, devaient prendre pour nom les Jeune-Canada à se révéler au grand jour s'inscrivent dans le même ordre de sensibilisation politique. Leur manifeste d'origine s'ouvre par le paragraphe suivant :

Quelques récents événements de notre vie nationale, tels que la composition du personnel des techniciens à la conférence impériale et quelques nominations de fonctionnaires au Ministère du Revenu national et au service des douanes à Montréal, ont ému l'opinion canadienne-française. Elle attend à bon droit une réaction énergique et immédiate. Nous voici, au moins quelques-uns de la jeune génération, pour répondre à cet appel. La question dépasse de haut les intérêts ou la responsabilité d'un groupe ou d'un parti politique. C'est un régime trop prolongé, un malheureux état de choses trop ancien qu'il faut redresser. Voici, au nom de quels sentiments et de quels principes nous entendons le faire ⁸¹⁶.

Suit une énumération de requêtes familières : le bilinguisme et notre droit à un particularisme propre au Canada français.

Les deux, *l'Action nationale* et les Jeune-Canada, se retrouvent également dans l'opposition aux intentions ambitieuses du gouvernement central. Sans jamais aborder nommément le *New Deal* canadien, formule Bennett, à propos duquel ils respectent un silence significatif, ils font la guerre au centralisme outaouais en revendiquant une expression politique québécoise, qui serait en meilleure posture pour faire valoir notre entité nationale. Dans les faits, la conduite de *l'Action nationale* est navrante. Car, en dépit de l'engagement formel pris par une partie importante de ses directeurs qui se sont faits les cosignataires du Programme de restauration sociale, soit sept sur quinze (des huit non ouvertement engagés, certains ne pouvaient de par leur fonction sacerdotale afficher des sympathies quasi politiques, soit Lionel Groulx, Olivier Maurault, Albert Tessier), la revue demeure en retrait marqué du politique, et ne revient même plus sur cet engagement, estimant peut-être ne plus

⁸¹⁵ *L'Action nationale*, t. I, n° 1, janvier 1933, p. 3.

⁸¹⁶ Les jeunes s'en mêlent », *l'Action nationale*, t. I, n° 2, février 1933, p. 117. L'italique est de nous.

avoir à se mêler de ces questions qui, elles, se politisaient au fur et à mesure que l'A.L.N. prenait corps. La chose nationale prise en main, au début par Paul Gouin, puis de manière cavalière par Maurice Duplessis jusqu'au scrutin d'août 1936, il semble, à en juger par l'examen de la revue à cette époque, qu'il ne lui restait plus qu'à se taire...

[302]

Autant chez les Jeune-Canada que dans *l'Action nationale* le projet collectif n'est qu'effleuré, celui d'une société idéale plutôt rassemblée autour de Québec sans avoir rompu les amarres d'avec Ottawa, qui réaliserait certains objectifs vagues : une indépendance spirituelle, intellectuelle, économique et politique, au dire de Paul Simard ; bref, selon lui, une « résurrection spirituelle...⁸¹⁷ ». Fondée sur un corpus doctrinal fort vague, inspiré des enseignements de l'Église, cette société à définir s'arrête là dans leurs développements. Ainsi s'exprime Pierre Dansereau, pour qui la religion doit dicter notre doctrine sociale :

Nous ne sommes ni démocrates, ni monarchistes, ni communistes, ni même national-socialistes, nous sommes catholiques⁸¹⁸.

Les intentions exprimées par les Jeune-Canada et *l'Action nationale* les tiennent éloignés de la jungle politique. Pour André Laurendeau (s'adressant à la C.C.F.) :

Ils (les Jeune-Canada) ne descendront pas sur le terrain électoral, mais ils feront la lutte dans le domaine des idées et des doctrines⁸¹⁹.

L'affirmation pouvait tenir également quant à leur rôle sur la scène provinciale, puisque, mises à part quelques incursions remarquées, ils s'en sont tenus à l'écart aux moments cruciaux. (Il n'est également pas moins étonnant de constater qu'autant en matière d'idées et que de doctrines ils n'ont guère brillé par leur loquacité.)

⁸¹⁷ Paul SIMARD, dans *Le Devoir*, les 2 et 9 avril 1935.

⁸¹⁸ Pierre DANSEREAU, *Politiciens et Juifs*, p. 13. André LAURENDEAU, dans *Notre nationalisme*, entretenait une vision analogue à l'intention de sa Laurentie, en page 47 : « Sans la politique, le social, l'économique, le nationalisme laurentien n'aura pas de formule propre. Il ne sera qu'une façon d'instaurer une politique sociale conçue selon l'Église et la politique économique qui en découle, pour la fondation d'un état chrétien. » Inutile d'ajouter que le lecteur chercherait en vain, au-delà de la lutte contre les trusts, etc., en quoi consiste précisément cette dite « politique économique ».

⁸¹⁹ *Le Devoir*, 22 février 1934.

Pour *l'Action nationale*, sa position étant toujours restée sensiblement la même, les quelques mots satisfaits d'André Marois suffisent à la résumer :

La vie politique n'agite que l'entour de notre âme. La vie nationale pénètre l'essence même de notre âme ⁸²⁰.

La seule note discordante provient de Dollard Dansereau qui, dans le numéro d'octobre 1935 de *l'Action nationale*, invite le lecteur à mettre de côté la vaine morgue qu'on entretient envers les partis et les politiciens et [303] de s'intéresser, suivant ses mots, à la politique selon un état d'esprit un peu inattendu ⁸²¹.

Bref, ni les Jeune-Canada ni *l'Action nationale* ne s'arrêtent à définir une action collective à entreprendre. Les orientations sont résolument vagues et se posent hors d'atteinte ; le *nous* n'est sujet à aucune organisation ferme, soit en termes de formations politiques soit encore en termes de mouvements structurés. Et, dans l'immédiat, ils ne s'insèrent qu'avec beaucoup de timidité dans le courant politique auquel donne lieu l'A.L.N. ; et aussitôt aperçoivent-ils une issue heureuse à l'horizon, soit le renversement probable du gouvernement après la « mini-victoire » de Taschereau en novembre 1935, qu'ils se retirent presque instinctivement d'une situation susceptible de les compromettre. Dès lors que l'opération nationale réussit, les promoteurs des premières heures se retirent comme par répulsion spontanée. Ce ne sera qu'au moment où les jeux seront faits, c'est-à-dire en 1937, que *l'Action nationale* lancera une vaste enquête, couvrant toute l'année, sur l'opportunité de produire une politique nationale. À cette occasion, Arthur Laurendeau s'interrogera candidement à savoir si la situation actuelle est acceptable ? Et fera volontiers référence au réveil d'un État français, susceptible d'émerger au Québec ⁸²². Pour sa part, Guy Frégault se demandera « où est la révolution », proposera plus tard un « ordre laurentien » et reviendra à la charge avec « révolution et liberté ⁸²³ ». André Lauren-

⁸²⁰ André MAROIS (pseudonyme de Lionel Groulx), « Pour vivre », *l'Action nationale*, t. VI, n° 3, novembre 1935, p. 214.

⁸²¹ « Le peuple veut voter », *l'Action nationale*, t. VI, n° 2, octobre 1935, pp. 134-137. Il propose comme mot d'ordre : « La province de Québec avant tout, le peuple canadien-français avant les autres : en politique, l'égoïsme est de rigueur. »

⁸²² « La situation actuelle est-elle acceptable ? », *l'Action nationale*, t. IX, no 2, février 1937, pp. 68-80.

⁸²³ « Où est la révolution ? », *l'Action nationale*, t. IX, n° 2, février 1937, pp. 81-89 ; « Pour un ordre laurentien », *l'Action nationale*, t. IX, n° 3, mars 1937, pp. 144-150 ; et « Révolution et liberté », *l'Action nationale*, t. IX, n° 4, avril 1937, pp. 233-239.

deau pratiquera des ouvertures avec un entretien en compagnie d'Emmanuel Mounier ⁸²⁴, etc.

La période chaude révolue, les canons politiques s'étant tus, *l'Action nationale* semble dans un esprit inconscient de contre-pied, vouloir à la faveur de la morte saison reprendre l'initiative de l'orientation nationale. Toutes ses interventions tombent à contretemps quand elles ne sont pas desservies par un jeu de circonstances contraires. C'est ainsi que la livraison de septembre propose un portrait du Dr Philippe Hamel en qui la revue reconnaît un *chef*, épithète qui constituait l'éloge suprême. Quelques pages plus loin, Arthur Laurendeau rend hommage aux trois des [304] directeurs (de la revue) qui se sont engagés dans la mêlée le mois précédent : A. Rioux, René Chalout et le Dr Hamel en qui il perçoit celui qui est en train de galvaniser nos forces politiques. L'ironie du sort a voulu, d'une part, que le Dr Hamel soit le premier évincé et, d'autre part, que la nouvelle soit connue dès le début septembre ⁸²⁵.

En guise d'ouverture pour la nouvelle année (1937) qui s'amorce sous le signe de la politique nationale, la revue ne trouve pas mieux que de proposer trois grandes figures qui se sont illustrées dans des domaines différents : le Frère André, dans le domaine surnaturel, l'abbé Groulx dans le national et le Dr Hamel en politique ⁸²⁶. Dans le cas de ce dernier, ce ne pouvait être qu'un geste de condoléances pour une personne dont le sort politique était déjà fixé, c'est-à-dire hors du pouvoir.

Cette ressaisie subite en faveur du politique après l'intensité des combats vécus sur l'agora dénote combien, à la manière du *Devoir* et de plusieurs autres, ces idéologues en apparence dégagés des contingences politiques se laissaient au fond porter par les événements, mais à leur insu.

⁸²⁴ « La fécondité de l'argent, mécanisme contre nature », *l'Action nationale*, t. IX, n° 1, janvier 1937, pp. 24-43.

⁸²⁵ « Le docteur Philippe Hamel », *l'Action nationale*, t. VIII, n° 1, septembre 1936, pp. 19-23. Arthur LAURENDEAU, « Pour trois de nos directeurs », *l'Action nationale*, t. VIII, n° 1, septembre 1936, p. 85.

⁸²⁶ Arthur LAURENDEAU, *loco cit.*, p. 4.

[305]

L'APOLITISME DES IDÉOLOGIES QUÉBÉCOISES.
Le grand tournant de 1934-1936.

Troisième partie

LA VIE CORPORATIVE

[Retour à la table des matières](#)

[307]

Troisième partie.
La vie corporative

Chapitre V

L'École sociale populaire, le corporatisme. Réponse au socialisme

Introduction

[Retour à la table des matières](#)

Un rapide coup d'oeil sur l'oeuvre entreprise par l'École sociale populaire explique, par voie de transition, le mouvement général qui s'oriente progressivement vers l'idéal corporatiste. Aussi est-il indiqué de refaire le chemin parcouru à partir du moment où la direction réagit à une menace qui lui apparaît sérieuse, soit le communisme, puis à travers son cheminement qui la conduit en premier lieu à produire un contre-projet au manifeste « cégéliste de Régina », embryon du Programme de restauration sociale et, en second lieu, avec le temps, à la formulation d'une nouvelle dynamique sociale, la corporation, lieu de ralliement dans la définition ultérieure à 1936 d'un nous enfin reconstitué.

I. - L'École sociale populaire: réaction au communisme puis au socialisme

[Retour à la table des matières](#)

L'École sociale populaire n'éprouve aucune gêne à se définir comme institution de *réaction*. Telle elle est dans ses fondements, comme il est coutumier de l'affirmer, et aussi comme il lui était naturel de se définir :

Bien que destinée à promouvoir et susciter toutes les oeuvres sociales nécessaires à notre peuple [écrit Alfred Charpentier à l'occasion du 25, anniversaire de l'École sociale populaire], sa première tâche, et pendant de longues années, fut de dépister les erreurs qui avaient pénétré les milieux ouvriers, d'enseigner la doctrine de l'Église en matières sociales, de préparer la voie à l'organisation ouvrière confessionnelle ⁸²⁷.

[308]

Or, la poursuite de son action au cours de la période étudiée s'inscrit dans le même ordre de préoccupations. Avec la crise, c'est le danger imminent du communisme qui hante ce mouvement. L'amorce de la réaction est aisée à fixer en termes de date : la brochure de mars 1931 annonce les débuts d'une série d'articles sur le communisme, le bolchévisme, l'U.R.S.S., etc., que l'École publiera durant tout le reste des années 30. De mars 1931 à août 1936, vingt-cinq numéros sur cinquante-six, consacrés aux questions économiques et sociales, sont dans leur totalité absorbés par l'anticommunisme sous toutes ses formes d'expression ; c'est-à-dire près de 45 p. cent (et près de 40 p. cent de l'ensemble des numéros). En termes de brochures, puisque certaines comportaient selon l'importance deux et parfois même trois numéros, l'anticommunisme est retenu dans une proportion de presque 50 p. cent des écrits d'ordre économique et social, et de 39 p. cent de l'ensemble. Inutile donc d'épiloguer longuement sur ces proportions statistiques qui se passent de commentaire.

⁸²⁷ Alfred CHARPENTIER, « L'École sociale populaire et le syndicalisme catholique », dans *les Vingt-Cinq Ans de l'École sociale populaire*, Montréal, École sociale populaire, 1936, pp. 269-270.

Dès 1931, l'École sociale populaire multiplie les affiches et, plus tard, elle fournit par l'entremise de son service de presse un communiqué hebdomadaire destiné à une centaine de journaux francophones au Canada et dont le contenu est consacré en bonne part au communisme. L'étonnant dans cette campagne massive c'est, à n'en point douter, le rapide démarrage qui répondait, il faut croire, à une appréhension aussi fortement que subitement ressentie ⁸²⁸.

Au premier stade, celui de l'anticommunisme sans mélange, le combat est désarmant par la simplicité de ses manœuvres. L'École sociale populaire passe à l'attaque directe et généralement sans le recours intensif aux arguments d'autorité puisés auprès des enseignements de l'Église. *Le Manuel antibolchévique* résume en trois aphorismes son point de vue : être communiste, c'est être contre toute propriété privée, c'est vouloir la destruction de la famille, c'est rejeter la religion ⁸²⁹. L'affiche n° 3, mise en vente par l'École sociale populaire, se lit comme suit : « Le travail du dimanche conduit l'ouvrier au communisme... ». Mis à part le numéro 206 d'ouverture (mars 1931), intitulé *En Russie soviétique*, l'apologétique de l'École ne se réclame que très rarement de l'argument d'autorité que constituent les encycliques *Rerum Novarum* et celle de mai 1931, [309] *Quadragesimo Anno*. Cette dernière, par contre, gagnera en importance avec l'ascendant présumé grandissant de la social-démocratie en notre milieu.

Au second stade, la lutte s'engage contre le socialisme et vise plus directement - pour ne pas dire exclusivement - la C.C.F. Elle se jumelle à la première opération tournée uniquement contre le communisme pour combattre en somme un adversaire presque dédoublé, le socialisme se présentant sous les auspices d'un avatar du premier ou encore comme une version édulcorée mais néanmoins pernicieuse. Le mouvement de réaction contre le second ennemi s'amorce en 1932 et coïncide grosso modo avec la restructuration des forces de gauche sous l'égide de Woodsworth. La brochure hors-série écrite par le père Archambault, sous le titre englobant de *la Restauration de l'ordre social*, marque cette année-là les débuts de ce mouvement qui aboutira dans sa dernière configuration à la formulation d'un contre-projet. Elle se

⁸²⁸ Une exposition de la propagande communiste au Canada, sous l'égide de l'École sociale populaire, a même lieu à la Palestre nationale de Montréal, du 6 au 18 décembre 1935. Voir, dans le Devoir du 6 décembre 1935, une entrevue avec son principal organisateur, le père Papin-Archambault, s.j.

⁸²⁹ *École sociale populaire*, nos 207-208, Montréal, 1931, pp. 59-62.

prétend d'abord être un commentaire de *Quadragesimo Anno*, publiée l'année précédente. L'auteur y est formel dans ce texte comme l'était d'ailleurs l'encyclique, il condamne irrévocablement le socialisme - c'est-à-dire la C.C.F. en voie de formation - parce que celui-ci rejette la propriété privée ; secondairement, à cause de la lutte des classes qu'il encourage, puis du matérialisme qu'il prône de manière implicite. À la suite du *Manifeste de Régina* (1933), l'École sociale populaire s'ameute, de même que des membres éminents du clergé. Sous les auspices de l'École se tient une importante réunion de clercs le 9 mars de la même année pour riposter à l'initiative *cécéfiste*. Cette célèbre Journée des treize avait pour but bien arrêté de discuter d'abord le programme de la C.C.F. » que le parti de Woodsworth venait de lancer et qui, au dire du commentateur, « commençait à faire tourner bien des têtes », puis de proposer une contrepartie doctrinale qui deviendra après quelques réaménagements la première version du *Programme de restauration sociale* reprise en seconde version plus tard par des laïcs.

Il n'est pas sans intérêt d'observer que *Quadragesimo Anno* ne s'insère vraiment dans les préoccupations de l'École qu'avec la manifestation du danger socialiste. Bien sûr, elle prend soin de publier le texte dans son intégralité (nos 210-211) dès sa parution et lui consacre une session entière des *Semaines sociales* à l'été 1932, sous le titre de *l'Ordre social chrétien*. Les premières réactions au cours de l'année qui suit la publication de l'encyclique, sans être indifférentes, ne font preuve d'aucun enthousiasme envers ce texte qui semble perçu comme un simple appendice aux enseignements de Léon XIII, mort en 1903. Ainsi, à l'été 1931 qui suit chronologiquement de très près l'encyclique, la Xe session des *Semaines sociales du Canada* sur *l'État se fonde presque uniquement sur Immortale [310] Dei* (1892) pour traduire la pensée de l'Église en cette matière. Il est plus symptomatique de prendre connaissance de l'opinion que se fait le père Archambault, jésuite, de l'encyclique, un an après, lors de la XIe session qui, cette fois, portait sur celle-ci :

Qu'est en effet l'Encyclique *Quadragesimo Anno*, sinon une reprise, une réédition, adaptée aux temps présents, de l'Encyclique *Rerum Novarum* ⁸³⁰ ?

Ce n'est qu'avec l'apparition du spectre socialiste que cet enseignement pontifical prend une actualité certaine et, de ce fait, une autorité qu'on ne lui prêtait pas à

⁸³⁰ PAPIN-ARCHAMBAULT, s.j., « Déclaration d'ouverture », *l'Ordre social chrétien, Semaines sociales du Canada*, XIe session, École sociale populaire, Montréal, 1932, p. 19.

ses tout débuts. Quel usage en fait-on alors ? Un emploi double. Sans doute un instrument contre les finalités poursuivies par l'adversaire. L'amorce de 1932 le préfigurait par la brochure du père Archambault dont nous avons parlé. Les écrits successifs de l'hiver 1934, c'est-à-dire presque *trois ans* après la publication de l'encyclique, sous la plume d'abord de l'abbé Philippe Perrier, l'Encyclique *Quadragesimo Anno*, qui sous ce titre innocent se veut une réponse à la C.C.F. et, le mois suivant, la lettre de monseigneur Georges Gauthier, lue dans toutes les églises sous sa juridiction, *La Doctrine sociale de l'Église et la C.C.F.*, ne laissent planer aucun doute quant à l'usage que l'École - peut-être l'Église québécoise - en a fait à cette époque ⁸³¹. D'une sympathie mitigée envers ce texte, elle lui trouve des qualités dans l'adversité. À ce stade de défense, elle sert grandement au moment du raidissement de 1933, moment de la Journée des treize, puis quelques mois plus tard à l'occasion des grands interdits. En second, *Quadragesimo Anno* sert de caution morale très utile à la vision rentière de la société que, à l'instar de son entourage idéologique, l'École sociale populaire partageait.

Dans sa déclaration d'ouverture à la XI^e session des *Semaines sociales sur l'Ordre social chrétien*, en 1932, le père Archambault résume en quelques phrases l'esprit qui, selon lui, se dégage de l'encyclique : la doctrine catholique prêche l'inégalité des classes, la résignation aux maux de la vie, et revendique en même temps pour l'ouvrier une existence moins précaire ; elle rétablit le droit de propriété mais s'élève contre la concentration des richesses entre les mains d'une minorité au détriment de la « multitude » ; enfin, elle confirme la soumission à l'autorité... ⁸³²

Les communications présentées par la suite respectent cette ligne de [311] pensée. Une impression de diversité se dégage dans les commentaires qui s'attachent, chacun à leur manière, à mettre en relief une dimension du texte. Le commentaire de Damien Jasmin proclamant les droits exclusifs, perpétuels et inviolables de la propriété dans son article sur les « Droits et les devoirs de la propriété » sert néanmoins d'indicateur ⁸³³. De la même année, *la Restauration de l'ordre social*, qui se veut un commentaire de *Quadragesimo Anno*, s'empresse de bien faire valoir que

⁸³¹ Philippe PERRIER, l'Encyclique *Quadragesimo Anno*, École sociale populaire, n° 241, février 1934 ; Mgr Georges Gauthier, *la Doctrine sociale de l'Église et la C.C.F.*, n° 242, mars 1934.

⁸³² PAPIN-ARCHAMBAULT, loco cit., p. 24.

⁸³³ *L'Ordre social chrétien*, op. cit., pp. 48-61.

Pie XI aborde en premier lieu le droit à la propriété comme une des bases de l'ordre social.

Cette défense et illustration de la propriété privée n'intéresse jamais la grande entreprise, quoique la rigidité du droit à la propriété ne puisse l'en exclure. La *terre* comme propriété idéale, en somme, figure bonne première dans l'ordre de la stabilité. Lors des *Semaines sociales* tenues à Rimouski en 1933, consacrées au problème de la terre, le chanoine Groulx tient des propos rarement aussi catégoriques de sa part mais qui cadrent fort bien dans le paysage de l'École sociale populaire. Selon lui, la propriété représente le meilleur moyen pour enrayer les poussées révolutionnaires et, particulièrement, la propriété rurale ; faisant sienne la remarque d'un ministre de Louis XV qui prétendait qu' « en donnant une espèce de propriété à des gens qui n'en ont aucune, on les attache à leur possession, on forme des chefs de famille et des citoyens ⁸³⁴ ».

De là l'importance apportée à l'accession du prolétariat à la propriété ⁸³⁵. Et dans cet esprit tout absorbé par ces valeurs d'*avoir*, les entretiens sur l'usufruit qui s'y greffent sont autant bienvenus. Les caisses populaires, par les bienfaits moraux qu'elles dispensent, se voient conférées l'épithète louangeuse et excessive à la fois d'« oeuvre de rédemption sociale » par l'archevêque de Québec, le cardinal Villeneuve ⁸³⁶.

Si elle comporte des droits, la propriété impose également des devoirs ; mais généralement ceux-ci relèvent d'une vague morale qui, plus souvent qu'autrement, n'implique en dernière analyse que la conscience individuelle des agents en cause. Il y a là déséquilibre, puisque les droits sont dès lors défendus par une caution sociale et politique tandis que les devoirs relèvent d'une morale obligeant plutôt les individus. Au stade de la [312] contrainte politique, les droits sont éminemment protégés alors que les devoirs ne sont dans leur esprit que fort timidement prescrits.

⁸³⁴ Lionel GROULX, « La survivance canadienne-française et la terre », le Problème de la terre, *Semaines sociales du Canada*, XIe session, Montréal, 1933, p. 346.

⁸³⁵ PAPIN-ARCHAMBAULT, *la Restauration de l'ordre social*, École sociale populaire, Montréal, 1932, p. 36. Arthur SAINT-PIERRE, « Le relèvement économique des travailleurs par l'accession à la propriété », l'Ordre social chrétien, *Semaines sociales du Canada*, XIe session, Montréal, 1932, pp. 140-167.

⁸³⁶ « Les caisses populaires, oeuvre de rédemption sociale », les Caisses populaires, École sociale populaire, n° 271, Montréal, 1936.

Comme toujours, le capitalisme n'est condamnable que dans ses abus ; par ses profits éhontés, ses manipulations boursières, ses monopoles... puis, au versant politique, par son emprise sur les gouvernants et la presse en général.

Ayant dans l'esprit ces lignes directrices inspirées d'une perception plutôt rentière de la dynamique sociale, les « treize » réunis débouchent sur la présentation d'un *Programme de restauration sociale*, arrêté au cours du printemps 1933, suite à la grande journée du 9 mars de la même année. Cette première version rend fidèlement compte des préoccupations de ce milieu. En treize articles assez brefs, le programme s'en prend aux excès du capitalisme, consacre à nouveau le droit à la propriété privée, réclame des mesures de protection contre la spéculation abusive - donc protection pour les épargnants -, mais ne reconnaît que timidement le droit d'intervention par voie de nationalisation auprès des entreprises fautives. Plus progressistes, mais timorés dans leurs explicitations, les propos sur l'assurance sociale contre la maladie et le chômage, etc., font leur apparition mais entourés de précautions qui en amortissent l'impact. Le chômage comme tel ne paraît qu'au dixième article ; peu présent dans les brochures de l'École sociale populaire que l'on aurait pu croire plus sensible à cette réalité que les autres, il ne fait l'objet que d'une brochure, *le Chômage de la jeunesse* (n° 257). Dans l'ensemble, le chômage est perçu comme un danger social, comme une menace à l'ordre, sans plus. Deux articles annoncent l'avènement d'un nouvel appareil susceptible de concilier ces multiples positions plutôt défensives, l'anticommunisme, l'antisocialisme, l'antilibéralisme, ou protectrices, la propriété privée, l'épargnant, l'ordre, etc., en un tout reconstruit : la corporation.

II. - La corporation, produit de l'École sociale populaire et de son entourage

1. Ses antécédents

[Retour à la table des matières](#)

Ouvrir le dossier sur le sort du corporatisme au Québec, c'est s'engager dans une autre tranche de l'évolution idéologique du milieu et pénétrer jusqu'au cœur des années 40. Si nous l'abordons, c'est parce qu'il marque un aboutissement de l'apolitisme dans notre milieu en plus de réaliser la [313] rencontre du social et du national en un tout dissocié et affranchi du politique.

Lancé en grande partie grâce au militantisme des Jésuites qui, par l'École sociale populaire et son action le fait pénétrer plusieurs milieux, le mouvement atteint également l'*Action nationale*. Au lieu de nous restreindre à la seule ligne de l'École sociale populaire, nous avons cru désirable de lui donner sa pleine extension afin d'en rendre compte le plus fidèlement possible. C'est donc dire qu'en plus des brochures de l'École sociale populaire, des *Semaines sociales* et de l'*Ordre nouveau*, bimensuel fondé par la même école en 1936, nous accueillerons les expressions de cette pensée où qu'elles se trouvent, à la condition qu'elles respectent l'identification initiale qu'en fait l'École sociale populaire dès les débuts, un corporatisme *social*. Car avec *Vivre et la Nation*, c'est une autre conjugaison que nous aborderons après cette première, quoique chronologiquement elle lui soit antérieure mais également extérieure.

Avec la guerre, l'existence collective prend un autre sens qui la dégage de la crise ; en conséquence, nous nous sommes arrêté là où une nouvelle définition du *nous* va déboucher sur le Bloc populaire. Il n'est pas inutile toutefois de rappeler que le corporatisme social se survivra assez longtemps. Quelque deux ans avant sa mort, le cardinal archevêque de Québec, Rodrigue Villeneuve, en parle encore en termes très favorables (1945) ⁸³⁷. L'École sociale populaire patronne encore, en 1946 et 1947,

⁸³⁷ « Le corporatisme en regard de la liberté sociale », dans le Devoir, 25 septembre 1945, pp. 6-7.

des textes dans ce sens et ouvre même ses pages à Salazar qui, après avoir été publié en 1943, a droit à nouveau, en 1950, aux honneurs d'une brochure entière, intitulée *Mon témoignage et mes positions*⁸³⁸. De ces écrits, nous intéressent davantage l'éclosion de cette idéologie et son affirmation en notre milieu dans sa période de temps fort.

Le corporatisme comme modèle de la société idéale pénètre notre univers idéologique par le biais d'articles redevables à des européens, français ou belges pour la plupart. À partir de 1933, et plus massivement en 1934 et 1935, *l'Actualité économique*, la revue de l'École des Hautes Études commerciales, publie avec régularité de ces écrits exclusivement [314] tournés sur la conjoncture du Vieux Continent⁸³⁹. L'École sociale populaire, pour sa part, ouvre ses brochures au père Albert Muller, jésuite, en 1934 et à Eugène Duthoit, en 1935, président des *Semaines sociales de France*, tous deux gagnés à la cause corporatiste⁸⁴⁰. Les *Semaines sociales du Canada* de juin 1936 porteront sur l'ordre corporatif, suite aux *Semaines sociales de France* qui, l'année précédente, l'avaient adopté comme thème. En guise de prépara-

⁸³⁸ *Nationalisation et Organisation corporative*, École sociale populaire, n° 395, octobre 1946. Jean DAUJAT, *Dirigisme et Corporatisme*, École sociale populaire, n° 407, décembre 1947. Oliveira SALAZAR, *l'Organisation corporative portugaise*, École sociale populaire, n° 355, août 1943, et *Mon témoignage et mes positions*, École sociale populaire, n° 435, juin 1950.

⁸³⁹ Par ordre de parution dans *Actualité économique* : Charles HÉRISSON, « Le national-socialisme et l'organisation corporative », 9e année, n° 11, février 1934, pp. 553-564. Pierre JOLLY, « L'édification de la structure économique de l'Italie », 10e année, nos 3-4, juin-juillet 1934, pp. 137-148. P. BENAERTS, « La marche vers l'État corporatif en Europe », 10e année, juin-juillet 1934, pp. 156-165. Pierre JOLLY, « L'édification de la structure économique allemande », 10e année, n° 8, novembre 1934, pp. 377-387. G. BRIGIDI (consul royal d'Italie à Montréal), « Le Régime corporatif en Italie », 10e année, n° 8, novembre 1934, pp. 388-398. P. JOLLY, « Le corporatisme, de ses origines à nos jours », 10e année, n° 12, mars 1935, pp. 665-679. Bernard LAVERGNE, « La réforme des démocraties : le double suffrage universel, suffrage individuel et suffrage social », 11e année, nos 5-6, août-septembre 1935, pp. 301-316. Bernard LAVERGNE, « Corporatisme ou libéralisme économique ? », 11e année, vol. 2, n° 5, mars 1935, pp. 427-438.

Et un article plus nuancé, écrit de Rome, de François PERROUX, « Sur la signification générale du fait fasciste », 12e année, vol. 1, n° 1, avril 1936, pp. 52-67.

Sans parler des recensions favorables à des textes récemment parus sur le régime corporatiste, dans la chronique « À travers les revues », 10e année, nos 3-4, juin-juillet 1934, pp. 201-206 ; n° 12, mars 1935, pp. 723-727 ; 11e année, nos 5-6, août-septembre 1935, pp. 376-380 ; 11e année, vol. 2, n° 1, novembre 1935, pp. 72-81.

⁸⁴⁰ Albert MULLER, *Essais d'organisation corporative*, École sociale populaire, Montréal, nos 247-248-249, août-septembre-octobre 1934. Eugène DUTHOIT, *l'Organisation corporative*, École sociale populaire, Montréal, n° 256, mai 1935.

tion à ces assises de 1936, l'École sociale populaire fait succéder d'assez près deux brochures sur cette même question, l'une par le père Muller, en mars, sous le titre *la Crise libératrice* et l'autre, en mai, par le tandem réuni cette fois, Muller et Duthoit, intitulée banalement *l'Ordre corporatif*⁸⁴¹. C'est dire qu'avant l'été 1936 la corporation, dans ce milieu, appartient en propre aux Européens, et surtout de culture latine. Il n'est sans doute pas indifférent que, par exemple, *Actualité économique* soit allé puiser aussi massivement à cette école. Mais il n'est pas moins intéressant de constater que son adaptation du corporatisme à notre société se soit amorcée si tard, soit en 1936.

Si, dès l'année 1931, *Quadragesimo Anno* fait explicitement référence à la corporation, l'École sociale populaire pour sa part s'en tient aux corps ou associations professionnelles. Dans son exégèse de l'encyclique, le [315] père J. Papin-Archambault ne va pas plus loin que de proposer dans le concret la fondation de syndicats patronaux qui, en collaboration avec les syndicats ouvriers, opéreraient une forme de soudure⁸⁴². Une brochure inattendue sur la Ligue canadienne dite de la classocratie, publiée en juillet et août 1935, offre un modèle organique du social où les « hiérarchies du travail » assurent un ordre au sommet duquel trône le roi d'Angleterre ; l'École sociale populaire cède ses pages à cette ligue d'inspiration catholique dont le mouvement demeure sans suite dans cette collection de brochures⁸⁴³.

Annoncée en somme par un apprivoisement à l'idée du corporatisme dans les pages de *Actualité économique*, cédées aux Européens, cette nouvelle pensée organique ne prend vraiment forme qu'au cours de 1936 et connaît alors un démarrage impressionnant lorsque l'École sociale populaire lui consacre sa session d'été des *Semaines sociales*.

Il est bien entendu que l'idée corporatiste n'a jamais été l'apanage exclusif de l'École sociale populaire. Bien avant son éveil à celle-ci, le milieu clérical par exemple

⁸⁴¹ Albert MULLER, s.j., *la Crise libératrice*, École sociale populaire, n° 266, Montréal, mars 1936. A. MULLER et E. DUTHOIT, *l'ordre corporatif*, École sociale populaire, n° 268, Montréal, mai 1936.

⁸⁴² *La Restauration de l'ordre social*, École sociale populaire, Montréal, 1932, p. 92.

⁸⁴³ Déclaration-thèses-statuts, École sociale populaire, n° 258-259, Montréal, juillet-août 1935, p. 26.

s'y était déjà montré sensible ⁸⁴⁴. Assez près de lui, Eugène L'Heureux de *l'Action catholique* en fait état en octobre 1934 et commente deux mois plus tard l'intervention d'Oscar Drouin, alors en rupture de ban officieuse avec le parti libéral, qui avait proposé à l'Assemblée la transformation de la Chambre haute à Québec en Conseil corporatif ⁸⁴⁵. En outre, nous avons pu constater l'ascendant de cette vision éconómico-sociale sur des hommes aussi différents qu'Albert Rioux et Roger Duhamel. Néanmoins, la véritable lancée du corporatisme s'opère sans contredit sous l'impulsion de l'École sociale populaire qui en fait sa cause au même titre que l'anticommunisme.

2. L'organisation de la corporation

[Retour à la table des matières](#)

Le corporatisme, véhiculé par l'École sociale populaire puis par d'autres organes de diffusion comme *l'Action nationale*, est résolument réfractaire à toute intervention directe de l'État dans ses rouages propres et [316] réciproquement peu enclin de participer au reliquat de pouvoir qu'il consent à lui laisser. Il se pose tout d'abord en opposition aux formes fascisantes mises en oeuvre par certains régimes européens où l'État intègre à son exercice celui des associations professionnelles. À toutes fins utiles, l'unanimité se réalise dans ce milieu pour prôner sans hésitation le corporatisme dit social, ou d'association, par opposition au corporatisme dit politique, ou d'État ⁸⁴⁶. Il arrivera même de pousser la distinction jusqu'à vouloir substi-

⁸⁴⁴ Rodrigue VILLENEUVE (Cardinal), « Corporatisme politique et corporatisme économique », dans *l'Organisation corporative* d'Eugène DUTHOIT, École Sociale populaire, n° 256, mai 1935, pp. 31-32.

⁸⁴⁵ *L'Action catholique*, 1er octobre et 22 décembre 1934.

⁸⁴⁶ PAPIN-ARCHAMBAULT, « Déclaration d'ouverture », *l'Organisation professionnelle*, Semaines sociales du Canada, XI^e session, Montréal, 1936, p. 26. Richard ARÈS, s.j., *Catéchisme de l'organisation corporative*, École sociale populaire, nos 289-290, Montréal, 1938, pp. 21-22. Mgr Wilfrid LEBON, « La journée des treize, un programme de restauration sociale », *les Vingt-Cinq Ans de l'École sociale populaire*, en collaboration, École sociale populaire, nos 269-270, Montréal, 1936, p. 30. Esdras MINVILLE, « L'institution corporative », *l'Ordre nouveau*, 1^{re} année, n° 4, 20 novembre 1936, p. 1.

tuer à l'expression *corporatisme*, qui évoquerait une société où tout serait corporation et absorberait de ce fait l'individu, le terme *institution corporative* ⁸⁴⁷.

De la structure même de l'organisation corporatiste, les auteurs ne s'y attachent pas outre mesure ; ils préfèrent volontiers s'arrêter aux qualités inhérentes à ce nouveau système plutôt que d'en défaire le mécanisme. L'esprit de l'ensemble prendra d'ailleurs toujours le dessus sur son armature qui, de toute manière, ne fait aucun problème. La structure épouse naturellement la forme d'une pyramide qui retient la base fortement décentralisée où fourmillent un bon nombre d'unités locales puis régionales très actives, en un tout par paliers, et au dessus duquel siège l'« Office national des forces productives », autorité ultime ⁸⁴⁸. Esdras Minville prévoit même un tribunal du travail dont les compétences demeurent floues, comme du reste les instances supérieures qui ont pour fonction de voir au respect du bien commun face à des unités que l'intérêt particulier de leur domaine pourrait aveugler ⁸⁴⁹.

Ce qu'on retient surtout et avant tout c'est, à n'en pas douter, la *réconciliation* que ce dispositif social aux vertus presque magiques permettrait d'opérer en cet état présent où tout est chaos. Le corporatisme s'offre donc en premier lieu comme facteur de concorde puis, en second, comme instrument de solidarité, d'ordre et d'unité.

[317]

La première propriété aménage la conciliation d'intérêts que le capitalisme maintient dans une tension de divergence et que le communisme ne résout que par la dissolution des droits reconnus par la loi naturelle et la morale chrétienne ⁸⁵⁰. Selon les auteurs, la facture de cette conciliation variera. Chez Esdras Minville, l'association professionnelle - dans le cadre du régime corporatiste - comporte au besoin un conseil supérieur réunissant les deux parties, soient le syndicat d'employés et le

⁸⁴⁷ Léo PELLAND, « La profession et son rôle », *l'Organisation professionnelle*, Semaines sociales du Canada, XIVe session, Montréal, 1936, p. 50.

⁸⁴⁸ Esdras MINVILLE, *Comment établir l'organisation corporative au Canada*, École sociale populaire, n° 272, Montréal, septembre 1936, pp. 21ss.

⁸⁴⁹ Ibid., p. 24. Pour Richard Arès, dans son *Catéchisme de l'organisation corporative*, op. cit., p. 16, l'organisme interprofessionnel n'a qu'un rôle de liaison.

⁸⁵⁰ Pour Richard ARÈS, op. cit., pp. 5, 6 et 43, cette vue organique est une réponse à l'atomisme libéral qui rend l'individu vulnérable dans ses rapports avec l'État et aussi aux vues mécaniques de la société.

syndicat de patrons ⁸⁵¹. Dans l'esprit du père Desrosiers, chaque secteur ou branche met fin à la distinction entre différentes catégories de travailleurs, entendre ici, employeurs et employés, grâce à la fusion ⁸⁵². Paradoxalement, ceux-ci parviennent à s'entendre, selon lui, par le truchement de la formule paritaire... ⁸⁵³ Maximilien Caron, dans une périphrase significative, établit la nécessité d'une collaboration nécessaire entre les intéressés en se fondant sur le fait que « le patron et le serviteur ont des intérêts communs ⁸⁵⁴ ». Le moins que nous puissions dire c'est que bien de ces propos n'entretiennent pas dans leur formulation des virtualités d'égalitarisme. Un peu sous le charme de l'harmonie enfin restituée, le raisonnement pallie en plus les situations conflictuelles *entre secteurs* économiques ou l'expression d'intérêts professionnels particuliers en contradiction avec l'intérêt public, grâce à une conciliation aux divers niveaux supérieurs.

Néanmoins, la corporation est aussi défense d'intérêts. Elle l'est à deux niveaux. D'abord, défense de la profession, l'association corporative se situe, pour l'École sociale populaire, en continuité avec le syndicalisme qui l'est au premier chef ⁸⁵⁵. En second lieu, le mécanisme corporatif garantit malgré tout une forme d'égalitarisme selon lequel les grands patrons se retrouvent au même niveau que les représentants de la moyenne et de la petite entreprise ⁸⁵⁶. Encore plus globalement, se trouve ainsi réglé, au dire d'Esdras Minville, le problème de l'exploitation de la collectivité canadienne-française par la machine capitaliste laissée sans frein :

[318]

⁸⁵¹ Op. cit., pp. 21-22.

⁸⁵² J.-B. DESROSIERS, P.S.S., « Principes et description de l'organisation corporative », *l'Action nationale*, t. XI, n° 2, février 1938, pp. 148-150.

⁸⁵³ Ibid., p. 151.

⁸⁵⁴ *La Corporation professionnelle*, École sociale populaire, n° 306, 1939, p. 4.

⁸⁵⁵ Pour le père Archambault, les vrais syndicats sont d'abord des organisations de défense professionnelle, mais en même temps ils doivent être un instrument de pacification sociale, conduisant à l'ordre corporatif. (*Le Syndicalisme catholique au Canada*, École sociale populaire, n° 267, avril 1936, pp. 2-3)

⁸⁵⁶ Esdras MINVILLE, op. cit., p. 28.

La politique sociale et économique ne serait donc plus dictée par des co-teries, par des puissances financières, etc., mais par une sorte de vaste coalition de toutes les forces sociales et nationales ⁸⁵⁷.

Troisième propriété, aussi retenue que les autres, l'ordre dans la cité :

Notre vie économique et sociale s'est organisée au hasard, sans idées directrices, sans vues synthétiques, sous l'impulsion anarchique de forces étrangères ⁸⁵⁸.

La corporation implique un ordonnancement dont le besoin commence à se faire douloureusement sentir dans notre milieu. Elle introduit une discipline dans l'ordre économique, là où précisément depuis la fin du Moyen Âge les agents les plus influents ont tout fait pour s'y soustraire. J. P.-Archambault l'explicite ; le régime corporatif signifie une production réglée, donc hors des fluctuations économiques, une production également de qualité et, finalement, la fixation du juste prix. Avant même, selon lui, la recherche de l'intérêt particulier, l'association professionnelle a pour objectif, l'autodiscipline ⁸⁵⁹.

Le père Desrosiers, nostalgique des corporations médiévales, en dégage sensiblement les mêmes attributs : qualité et probité du travail accompli, sens professionnel, de même que justice et charité ⁸⁶⁰. Cette dernière souffre peut-être d'omission chez les autres auteurs, quoiqu'elle semble intégrée à ce nouvel ordre, sensible à une certaine justice distributive. Pour cet ecclésiastique, et il ne nous semble pas avoir tort, les enseignements pontificaux se proposent de faire revivre les corporations selon l'esprit du XIII^e et du XIV^e siècle, mais en les adaptant à la situation actuelle ⁸⁶¹.

Pour le père Richard Arès, la corporation est aussi facteur d'ordre ⁸⁶². Gérard Picard, pour sa part, lui donne une dimension encore plus grande :

⁸⁵⁷ Esdras MINVILLE, op. cit., p. 25.

⁸⁵⁸ IDEM, « Le corporatisme et le national », *l'Action nationale*, p. 135.

⁸⁵⁹ « Déclaration d'ouverture », *l'Organisation professionnelle*, Semaines sociales du Canada, XIV^e session, Montréal, 1936, pp. 24-25.

⁸⁶⁰ « La corporation : nature et structure », *l'Association professionnelle*, p. 161.

⁸⁶¹ Ibid., p. 164.

⁸⁶² Catéchisme de l'organisation corporative, p. 247.

... on considère l'association professionnelle, le syndicalisme, comme un élément d'ordre et le corporatisme comme un régime d'ordre. L'expérience démontre aussi que les pays qui luttent le mieux contre les théories subversives sont ceux où la véritable organisation professionnelle est établie sur les bases les plus solides ⁸⁶³.

[319]

Finalement, la corporation est facteur *d'unité* et, à ce titre, elle opère la jonction entre le social et le national ; ainsi le percevait Esdras Minville. La « réforme sociale » coïncide avec la « restauration nationale ⁸⁶⁴ ». Le social et le national sont enfin réunis en une seule entité ou organisation sociale ⁸⁶⁵. Là, l'unité restituée permet à ces deux aspects de se fondre, de se compénétrer. Loin donc de ne pourvoir qu'une simple cohésion économique, l'ordre nouveau laisse prévoir une ère de réconciliation des diverses composantes de l'homme que le libéralisme installé chez nous a compartimentées pour ne pas dire dispersées. Dans ce climat de retrouvailles, ne demeure-t-il pas, cependant, la tâche ingrate de dépister la bête noire qu'est le pouvoir ?

3. La corporation et le politique

[Retour à la table des matières](#)

Le régime corporatif de type dit social - par opposition au régime corporatif de type dit étatique ou politique à la Mussolini -, qui rallie un consensus important du milieu intellectuel de l'époque d'immédiate avant-guerre, fonde son assise sur une exclusive quasi absolue de l'État au point d'acquérir une autonomie sujette à lui permettre de s'y substituer. Il retient, à l'intention de l'État, un rôle d'arbitre et de surveillant qui demeure généralement en marge de sa dynamique propre ⁸⁶⁶. Obligés d'accorder à l'État le droit à l'investiture officielle du régime, les adeptes du

⁸⁶³ « Association professionnelle et corporation », *l'Action nationale*, t. XI, n° 5, mai 1938, p. 389.

⁸⁶⁴ « Le corporatisme et le national », loco cit., p. 135.

⁸⁶⁵ Comment établir l'organisation corporative au Canada, op. cit., pp. 27, 30 et 31.

⁸⁶⁶ J.-B. DESROSIERS, loco cit., p. 153. Gérard FILION, « La corporation en marche », *l'Action nationale*, t. XI, n° 6, janvier 1938, p. 524.

corporatisme consentent à lui assigner de vagues fonctions d'arbitrage qui semblent plutôt satisfaire des exigences d'ordre strictement juridique ⁸⁶⁷. Les propriétés d'autorégulation de ce système le rendent, à toutes fins utiles, indépendant de la gouvernance étatique ⁸⁶⁸. Esdras Minville relègue à cette dernière les questions qu'il dénomme « administratives », « judiciaires » et « etc. », pour ce qu'elles signifient... ⁸⁶⁹. Il lui est toutefois donné de préciser plus tard que son corporatisme social « ne doit rien à la politique, en face de laquelle il se dresse ⁸⁷⁰ ». Ainsi, le doute est levé. Ce régime est [320] précisément conçu en contrepartie au libéralisme individualiste qui aurait tout reporté ses responsabilités sur l'État :

Longtemps [poursuit-il] nous avons attendu de la politique la solution à tous nos problèmes. La politique nous a déçus - comme elle devait forcément nous décevoir ⁸⁷¹.

Aussi, le père Richard Arès peut affirmer de manière élégante que le corporatisme libère l'État d'une foule de questions secondaires et techniques - croit-il... ⁸⁷² En pratique, l'État est absent de cette composition qui s'installe franchement en qualité de substitut.

Dans ses intentions premières et avouées, l'organisation corporative n'ose pas afficher avec désinvolture son affranchissement de l'État sur lequel elle doit compter pour être juridiquement reconnue. Il n'est pas indifférent à ce sujet que, du moins à ses débuts, on parle volontiers de la corporation professionnelle, terme qui se prête à un emploi au pluriel, donc à un usage en apparence moins étendu ; et, par conséquent, moins universel. À ce titre, elle serait à la fois un corps social, en ce sens, un « organisme autonome de droit naturel, intermédiaire entre la famille et l'État, régi par un droit propre : le droit corporatif », et un corps public, parce que reconnu par

⁸⁶⁷ J.-B. DESROSIERS, loco cit., p. 152.

⁸⁶⁸ Anonyme, « La corporation professionnelle », *l'ordre nouveau*, 3^e année, n° 5, 5 décembre 1938, p. 1.

⁸⁶⁹ Comment établir l'organisation corporative, p. 25.

⁸⁷⁰ « L'institution corporative », *l'ordre nouveau*, 1^{re} année, n° 4, 20 novembre 1936, p. 1.

⁸⁷¹ Ibid., p. 1.

⁸⁷² « L'âme de la corporation », *l'Action nationale*, t. XII, n° 3, novembre 1938, p. 248. Voir également, Wilfrid LEBON, « Corporatisme social et corporatisme politique », *l'Action nationale*, t. XII, n° 1, septembre 1938, p. 44.

l'État ⁸⁷³. Mais, contrairement à la dynamique étatique qui procède plutôt par l'établissement de structures pour conditionner des comportements, le mouvement corporatiste *dans notre milieu* prétend prendre son élan de la base, faisant appel au besoin à la coopération comme moyen, comme mouvement auxiliaire à cette fin ⁸⁷⁴. Il s'agit donc d'un déplacement progressif qui, se servant des corporations déjà existantes (le Barreau, le dit Collège des médecins, etc.), engage le futur dans cette voie par la « corporatisation », si l'on veut, des syndicats ouvriers et des associations agricoles puis de l'industrie... ⁸⁷⁵ Pour Esdras Minville, l'institution corporative en arrive à un stade final d'« effort unanime » au redressement de notre condition collective ⁸⁷⁶.

[321]

Progressivement s'affirment des intentions plus politiques. On aura beau n'assigner à la corporation qu'un rôle de détermination dans l'ordre économique et social qui apparaît comme externe, donc indépendant des pouvoirs publics, il n'en demeure pas moins que, ce faisant, on sollicite à son corps défendant l'autorité tant appréhendée.

Ce qu'il nous faut, c'est [écrit Minville] de concerter les initiatives individuelles conformément à une doctrine nationale et sociale bien définie pour ensuite dicter la politique qui répondra à nos besoins ⁸⁷⁷.

.....

Il sera donc possible de dicter à nos gouvernants la politique que nous entendons faire prévaloir dans notre province, et, à travers la législation, les règlements auxquels les entrepreneurs étrangers devront se soumettre ⁸⁷⁸.

⁸⁷³ « La corporation professionnelle », article anonyme cité plus haut. Maximilien CARON, dans *l'Organisation corporative au service de la démocratie*, n° 347, décembre 1942, préfère parler d'un corps semi-public, p. 28.

⁸⁷⁴ François-Albert ANGERS, « Corporatisme et Coopératisme », *l'Ordre nouveau*, 3e année, n° 17, 5 juin 1939, p. 1. PAPIN-ARCHAMBAULT, « Déclaration d'ouverture », la Coopération, Semaines sociales du Canada, XVe session, Montréal, p. 31. Firmin LÉTOURNEAU, « Les coopératives dans une économie corporative », *ibid.*, p. 228.

⁸⁷⁵ Richard ARÈS, *Catéchisme de l'organisation corporative*, pp. 21-22.

⁸⁷⁶ « L'institution corporative », *loco cit.*

⁸⁷⁷ Comment établir l'organisation corporative au Canada, p. 12.

⁸⁷⁸ *Ibid.*, p. 13.

Raisonnement ainsi c'est admettre, tout au moins de manière implicite, que l'ordonnement économique et social passe bon gré mal gré par la gouverne, que ce soit par la voie du contact direct de la transmission de requêtes, ou encore par celle de la législation déléguée.

Quant à sa régie interne, la corporation reproduit, dans l'esprit de plusieurs, les fonctions de l'État. Car l'autorité de la corporation admise, le caractère plus impératif de celle-ci surgit assez tôt. Après avoir posé comme postulat que le gouvernement le plus parfait, en « saine philosophie », c'est le « gouvernement hiérarchique », le père Desrosiers, ardent défenseur du nouvel ordre, voit l'autorité ainsi conçue s'insérer entre l'autorité finale et les individus⁸⁷⁹. Au fond, il s'agirait d'une hiérarchie discontinue entre le premier et le second palier - entre l'État et la corporation. Pour un autre, comme le syndicaliste Alfred Charpentier, l'aspect ordre-autorité prédomine et traduit une préoccupation bien précise dans l'organisation de la corporation :

Il n'y a pas d'ordre sans autorité. En régime démocratique, l'autorité prend sa source dans trois pouvoirs : le législatif, l'exécutif, le judiciaire. La corporation professionnelle s'édifiera sur trois pouvoirs. Par elle, dans des organes appropriés, patrons et ouvriers organiseront mutuellement l'économie de leur industrie, la dirigeront et la feront observer. En d'autres termes, ils détermineront ensemble les principes et les conditions de stabilisation de leur industrie, de même que les mesures de leur exécution⁸⁸⁰.

[322]

Pour le père Arès, l'aspect *ordre* est à retenir plus probablement que l'aspect concorde ou simplement solidarité⁸⁸¹. Cependant, l'unanimité est loin de se réaliser sur cette question. La période de 1936 à 1940 est particulièrement féconde en articles de toutes sortes qui se portent en faveur du corporatisme social. *L'Action nationale* lui consacre l'année 1938, *l'Ordre nouveau*, une publication qui fait suite aux *Semaines sociales* de 1936 sur l'organisation professionnelle, fait de l'année 1939 celle de la corporation. L'École sociale populaire multiplie les sessions d'études

⁸⁷⁹ « La corporation : nature et structure », *l'Organisation professionnelle*, Semaines sociales du Canada, Montréal, 1936, p. 161.

⁸⁸⁰ Alfred CHARPENTIER, « L'ordre corporatif. Ce qu'en pense un ouvrier », *l'Ordre nouveau*, Ire année, n° 12, le 20 mars 1937, p. 2.

⁸⁸¹ « L'âme de la corporation », *l'Action nationale*, t. XII, n° 3, novembre 1938, p. 26.

quand ce ne sont pas des simili-retraites fermées sur ce sujet. Ce fourmillement fournit avec le recul du temps une masse considérable de redites, mais permet aussi de nuancer. Si bien que, au chapitre du contenu même des compétences dévolues à la corporation, les avis divergent sans ouvertement s'affronter. Ces différences d'opinions fondamentales offrent le spectacle de malentendus parfois majeurs, à cet égard. Dans l'esprit de Minville, le projet est clair et embrassant, il s'inspire du modèle français dont *Actualité économique* est à ce moment le premier véhicule ⁸⁸². Par contre, à l'autre extrême, un adepte aussi engagé que Maximilien Caron, membre de l'Action corporative - suscitée en 1938 par *l'Ordre nouveau* et l'École sociale populaire et à laquelle Esdras Minville appartient aussi - arrive à une formulation très atténuée de la corporation. Il lui confie un pouvoir réglementaire, disciplinaire et arbitral à l'instar du Barreau qui, pour lui, représente la corporation par excellence ⁸⁸³. Ses écrits tendent à l'identifier à un ordre de stricte solidarité professionnelle. Qu'il y ait eu quelques malentendus aussi fondamentaux étonne un peu, surtout lorsqu'ils s'insinuent chez d'aussi fervents promoteurs, et cela, sans donner lieu à des mises au point. En dépit de cette réserve, la lame de fond favorable était poussée, à n'en pas douter, par un désir de rétablir à la fois la concorde, la solidarité, l'ordre et l'unité dans le social et le national, les deux ayant partie liée dans cette aventure collective. Que certains ne lui aient pas donné sciemment ou non sa pleine extension était peut-être inévitable, de même que l'accent mis parfois sur l'ordre d'abord. Dans ces deux cas, il s'agissait d'opinions un peu marginales. Le mouvement dans son ensemble engageait une totalité et c'est à ce titre qu'il fut vécu par [323] l'École sociale populaire, *l'Ordre nouveau* et *l'Action nationale*, pour ne nommer que ceux-là. Était vraiment à l'ordre du jour la recherche d'une *conciliation à divers niveaux* et selon des *dimensions multiples*; recherche mue par un désir de solidarité économique puis sociale et nationale, devant conduire à une nouvelle cohésion en raison de l'ordre naturel ou spontané qui en résulterait.

⁸⁸² Ce qui n'interdira pas à l'Ordre nouveau de poursuivre dans la même veine au cours de sa brève existence (de 1936 à 1940).

⁸⁸³ Maximilien CARON, « Les corporations existantes dans la province de Québec », *l'Ordre nouveau*, 2e année, n° 5, 5 décembre 1937, pp. 1 et 4 ; *la Corporation professionnelle*, École sociale populaire, n° 36, Montréal, 1939, p. 23, et « La corporation au Canada », dans *Vers un ordre nouveau par l'organisation corporative*, en collaboration, École sociale populaire, n° 312, Montréal, 1940, p. 21.

Le conflit dans cet agencement assez primaire, c'est-à-dire démunie de tout raffinement, est totalement résolu. S'il ne l'est pas aux étages inférieurs - ce qui serait de toute manière un cas relatif d'exception -, il le sera au niveau des instances supérieures. Effectivement, rien ne permet de saisir les raisons qui sous-tendent l'établissement de paliers dont le nombre - du local et régional au national - semble fixé de façon un peu arbitraire, convenant à une intuition probablement répandue des collectivités naturelles. L'articulation entre ces niveaux est absente et n'inquiète aucun, tant l'attention paraît rivée à l'unité observée comme cellule de conciliation ⁸⁸⁴. Hormis la fugitive observation de Gérard Fillion - et peut-être quelques autres - touchant les problèmes d'horizontalité et de verticalité dans les rapports, l'argumentation s'arque exclusivement sur l'unité - espèce de chambre de compensation, faisant abstraction de ses relations possibles avec d'autres paliers. Elle expose volontiers cette structure pyramidale mais ne lui insuffle aucune vie, l'activité véritable se résorbant dans l'unité sélectionnée pour les fins de la démonstration. Même si la présentation retient une bidimensionnalité des rapports économiques : les agents d'une même industrie comme constituant un tout et le clivage entre employeur et employé, l'action se déroule néanmoins dans un secteur, une cellule de référence.

Sur le plan strictement économique, la corporation règle, pour une industrie donnée, la production ; de ce fait, elle contrôle le « jeu aveugle de l'offre et de la demande », elle supprime la « concurrence meurtrière », la « guerre des prix » et leurs succédanés ⁸⁸⁵. Elle résout le conflit qui serait [324] susceptible de prendre naissance à ce niveau. Sur le plan économique-social, elle organise une collaboration constante entre patrons et travailleurs ; elle devient, au dire d'Alfred Charpentier, « le

⁸⁸⁴ Esdras MINVILLE dans *Comment établir l'organisation corporative au Canada*, aux pages 21 et suivantes, explique comment, selon le degré d'implication inhérent aux divers niveaux, le système prévoit des compétences à étendues multiples : locales, régionales, etc., mais le partage respecte une spontanéité difficile à structurer juridiquement et semble fonder sur les règles d'un bon sens un peu candide.

⁸⁸⁵ Gérard FILION, « La corporation en marche », *l'Action nationale*, t. XI, n° 6, juillet 1938, pp. 531-532 ; Richard ARÈS, *Catéchisme de l'organisation corporative*, op. cit., p. 15 ; Wilfrid LEBON, « Corporatisme social et corporatisme politique », loco cit., p. 44. Plus nuancé, François-Albert Angers précise, dans « Le rôle économique de la corporation », *l'Ordre nouveau*, 4e année, n° 7, 5 janvier 1940, p. 2, « que la corporation ne dissout pas la concurrence, mais empêche les débordements du principe de la concurrence pour en conserver ce qui est sain pour le corps social ».

gouvernement de la profession ⁸⁸⁶ ». Non sans surprendre, la pensée de Maximilien Caron est la seule - ou presque - à prendre conscience du conflit dans toute sa force entre ce qu'il est convenu d'appeler le capital et le travail. Dans sa perception, deux camps se dressent l'un contre l'autre, le monopole suscité par l'âpreté au gain, d'une part, contre le syndicat, contrepoids qui s'est constitué sous l'action du premier, d'autre part.

Les capitalistes et les ouvriers ne pouvant se rencontrer que sur le terrain politique y ont porté leur lutte. Ils ont tirailé l'État afin, les uns de conserver leur prééminence, les autres, de bonifier leur sort...

La cupidité, l'entêtement, les courtes vues des riches, l'exagération, l'incompréhension de leurs dépendants, de leurs clients, perpétuent l'atmosphère d'opposition où s'entrechoquent les intérêts personnels ⁸⁸⁷.

La solution : offrir aux citoyens, dit-il, l'occasion de mettre fin eux-mêmes à leurs « luttes de classes ⁸⁸⁸ ». C'est à ce stade que s'opère la magie de la conciliation. Sans transition aucune, le passage à l'état de béatitude se réalise grâce à une structure d'aménagement quasi automatique des conflits. Sans autre mode d'explication, le même auteur précise :

Tous les patrons, tous les ouvriers, dans leur profession respective organisée, participent activement à l'obtention du bien commun de leur métier et, par là même, à celle de l'intérêt général. Ils réalisent de la sorte, eux-mêmes encore, comme des hommes libres et égaux, l'équilibre, l'ajustement entre eux... ⁸⁸⁹

Paix donc à ces hommes de bonne volonté qui mettent en commun leur labeur. Ainsi se dissout dans un alléluia unanime la lutte des classes ⁸⁹⁰. (Tout ce dévelop-

⁸⁸⁶ Loco cit. Voir Maximilien CARON, « La corporation au Canada », loco cit., p. 4. Gérard FILION, loco cit., pp. 522ss. J.-B. DESROSIERS, loco cit., p. 168.

⁸⁸⁷ Maximilien CARON, *l'Organisation corporative au service de la démocratie*, École sociale populaire, n° 347, décembre 1942, p. 18.

⁸⁸⁸ Ibid., pp. 19-20. À remarquer que ces propos datent de 1942 et qu'auparavant le conflit social était présenté sous sa plume de manière un peu plus abstraite dans la Corporation professionnelle, pp. 14ss.

⁸⁸⁹ Maximilien CARON, *l'Organisation corporative au service de la démocratie*, loco cit., p. 20. Voir également la Corporation professionnelle, pp. 17-19.

⁸⁹⁰ Pour l'auteur, la corporation défend le bien commun alors que le syndicat s'identifie aux intérêts d'un groupe : *l'Organisation corporative*, p. 30.

pement ne lui interdit pas d'envisager à la fois cette fusion des intérêts en termes de solidarité professionnelle.)

L'incidence sociale de cette résolution du conflit économique est plus grande que les apparences pourraient le laisser croire, puisque la [325] corporation en plus de satisfaire l'harmonie économique, dégage en même temps l'État de son fardeau social. Il est d'abord entendu qu'en ces siècles d'individualisme envahissant, l'État a dû prendre à sa charge des obligations sociales qui autrefois revenaient aux collectivités intermédiaires. Grâce à ce recouvrement des collectivités naturelles, le social est cédé à ceux qui sont en meilleure posture pour en assumer la responsabilité. Quoique cette dimension soit plus souvent absente que présente, il arrive parfois à certains auteurs, comme Maximilien Caron, d'y faire référence pour mieux l'intégrer au processus de dépolitisation qui signifie dessaisissement de l'État puis harmonie par la charité ⁸⁹¹. Voilà donc réglée la question sociale par cette habile combinaison d'intérêts autrement antagonistes.

Cet appareil d'autoréglage que devient la corporation n'interdit pas, dans l'esprit de certains, l'intervention concurrente d'une élite qui exercerait un leadership jugé en l'occurrence comme indispensable. Elle exercerait cette influence à des titres divers, d'abord facteur de *compétence*, donc véhicule d'information, elle passerait au rang de *direction* qui, alors là, s'accorderait peut-être un peu moins avec la dynamique de collaboration spontanée, prévue par le système ⁸⁹². Au-delà des structures, au-delà d'un habile agencement harmonique, se perçoit en contrepoint un élitisme latent qui se présente comme un *ascendant* plutôt que comme une *autorité* officiellement reconnue. Ce seront les chefs, les sages ; cette aristocratie intellectuelle au statut imprécis : animateurs, informateurs, conciliateurs, catalyseurs, arbitres ? On ne saurait dire au juste... puisque ces rôles renvoient à des dispositions. Cet aspect secondaire demeure le seul à se référer à une relation de pouvoir ; le fait qu'il soit si peu exploité, et surtout si insaisissable de par sa nature diffuse et non structurable, révèle une absence de rapports identifiés ou pressentis entre gouver-

⁸⁹¹ *La Corporation professionnelle*, p. 20. « La corporation », *l'Ordre nouveau*, 3e année, n° 15, 5 mai 1939, p. 1.

⁸⁹² Richard ARÈS, loco cit., p. 253 ; et *le Catéchisme*, op. cit., pp. 35-37. La Direction, « Comment hâter l'établissement du corporatisme », *l'Action nationale*, t. XII, n° 4, décembre 1938, p. 316. PAPIN-ARCHAMBAULT, « L'institution corporative dans la province de Québec, organisation professionnelle et tempérament national », *l'Ordre nouveau*, 1re année, n° 19-20, 5 et 20 juillet 1937, p. 2.

nants et gouvernés. Tout est laissé à la bonne volonté des participants. La seule construction perceptible renvoie aux paliers des diverses instances - locales, régionales, nationales, etc., - et, pour cette raison, elle est la seule à toucher, mais de manière très formelle, la gouverne. Quelques membres du clergé, comme les pères Desrosiers et Arès, ont bien exprimé des vues [326] franchement hiérarchisantes et organicistes, mais sans vraiment leur donner de suite ⁸⁹³.

Nonobstant ses dénégations envers le politique, le mode corporatif poussera à l'occasion des pointes vers la reconnaissance de sa présence dans les pouvoirs constituants de l'État. Assez tôt, soit en 1937, le père Georges-Henri Lévesque, dominicain, propose une composition mixte à l'Assemblée législative, où une partie désignée par les divers groupements corporatifs viendraient se joindre aux élus du peuple... Selon ce projet, le Conseil législatif - la chambre haute - se transformait en Conseil économique destiné à devenir plus tard le Conseil intercorporatif ⁸⁹⁴. Néanmoins, les plus fidèles au corpo-ratisme social maintiendront leur allégeance stricte à l'autonomie du système économique. Maximilien Caron et Richard Arès, parmi tant d'autres, sont formels à ce sujet : le premier, en juriste de formation et de profession, ne saurait souffrir d'entorse à la souveraineté du Parlement ; le second, en principe, ne reconnaît au Conseil intercorporatif (ou *Office*) aucune compétence, aucune responsabilité, donc aucune prétention légitime à un rôle politique ⁸⁹⁵. Encore plus près de l'esprit corporatiste, Esdras Minville, résume en quelques mots le sens de cette poussée sociale, presque contraire à l'effort politique :

Pour naître viable, s'établir sur des bases définitives, l'institution corporative ne doit pas être imposée d'autorité par un texte de loi ou autrement ; elle doit jaillir de la réalité sociale elle-même, surgir de la masse populaire comme la réalisation d'un désir, le fruit d'une conviction profonde et générale ⁸⁹⁶.

⁸⁹³ J.-B. DESROSIERS, « Nature de l'organisation corporative », *Organisation corporative*, Cercle d'études sociales, Montréal, 1937, pp. 23-24 et « La corporation : nature et structure », loco cit., p. 161. Richard ARÈS, *le Catéchisme de l'organisation corporative*, op. cit., pp. 6, 8 et 10.

⁸⁹⁴ Dans *l'Action catholique*, Québec, 8 septembre 1937.

⁸⁹⁵ Maximilien CARON, la Corporation professionnelle, p. 24 ; Richard ARÈS, *Catéchisme de l'organisation corporative*, p. 34.

⁸⁹⁶ Comment établir l'organisation corporative au Canada, p. 11.

Conclusion

Suivant une interrogation inquiète sur l'exaltation du politique dans le social, par le communisme soviétique, le mouvement de l'École sociale populaire est amené sur les sentiers du corporatisme d'association qui, sournoisement, se substitue à la gouverne. La corporation ravit alors à celle-ci ses compétences de régulateur final de l'ordre économique et social, [327] tout en dépouillant ce même ordre de son contenu conflictuel. Par la cohésion sociale ainsi accomplie, le national se parachève ; la boucle est adroitement fermée.

Hors de toute implication politique soit par le biais des partis, des hommes politiques ou de vagues organisations, le mouvement se réduit à la ressource résiduaire que devient la diffusion par le truchement de campagnes d'éducation ⁸⁹⁷. Rien de nouveau donc en termes de stratégie. Dans l'immédiat, l'objectif est fixé, eu égard au territoire et au niveau de gouvernement, à la collectivité québécoise. Des ambitions plus étendues auraient été dérisoires. On reconnaissait à la Province une homogénéité culturelle et, à son gouvernement, les compétences institutionnelles pour en rendre la réalisation possible.

Ni indépendantiste, ni plus nationaliste qu'il le faut, le corporatisme lancé par l'École sociale populaire reproduit par contre la même dynamique apolitique que le nationalisme mystique de Groulx. Réplique de l'unanimité suscitée par ce dernier, cette pensée sociale dissout le politique selon un esprit analogue, à peine plus préoccupé de structure que ne l'était le chanoine.

Plus précoce, dans son implantation, le corporatisme dit politique aura la prétention d'offrir un vécu plus global que revitalise une énergie à l'allure toute politique.

⁸⁹⁷ Wilfrid LEBON, « Corporatisme social et corporatisme politique », loco cit., p. 49. Esdras MINVILLE, « Le corporatisme et le national », loco cit., pp. 137ss. Richard Arès, s.j., « L'âme de la corporation », loco cit., pp. 253ss.

[329]

Troisième partie.
La vie corporative

Chapitre VI

Vivre et La Nation. La séduction du fascisme

I. - Vivre

[Retour à la table des matières](#)

Le corporatisme d'État, inspiré de l'expérience italienne, apparaît à peu près en même temps que son pendant, le corporatisme d'association, à la différence qu'il donne lieu à des engagements plus précoces. Si, dans le cas du second, le milieu ne réagit qu'en 1936, le premier prend position mais plus gauchement dès sa présentation avec *Vivre* que Jean-Louis Gagnon lance à Québec en compagnie de Philippe Vailancourt. De courte durée, puisqu'elle ne connaîtra que deux brefs printemps - de mai 1934 à mai 1935 - cette revue sera reprise en main par les *Cahiers noirs*, dont la fortune sera encore moins heureuse, puis par *la Nation*, où, pour un court moment (qui couvre grosso modo la fin de la période étudiée), Jean-Louis Gagnon se liera avec Paul Bouchard. Fondé en février 1936, cet hebdomadaire confirmera dans les faits un cheminement de pensée qui, d'une confusion certaine où se mêlent nationalisme, cléricisme, laïcisme (dans *Vivre*...), évolue vers un faisceau unifié qui exprimera à haute voix ses objectifs « séparatistes » et « corporatistes étatiques ».

Vivre prend tout son sens lorsque saisie comme étape première, murissement d'une pensée qui se cherche. Respectueuse des idées reçues à ses débuts, la revue assimile progressivement des valeurs laïcistes de type plutôt voltairien qui sabordent nécessairement la cohérence de l'ensemble. Des pulsions profondes poussent Gagnon vers une radicalisation de droite où se dévoileront au fur et à mesure les sources très françaises de ces aspirations autoritaires et fascisantes. À ses débuts, en 1934, la revue véhicule comme tant d'autres les valeurs nationalistes du milieu ; dans une perspective groulxiste, elle désire récupérer les forces du caractère français en nous, afficher une pensée canadienne-française, combattre l'influence [330] anglaise et surtout américaine et enfin conserver l'« héritage ancestral ⁸⁹⁸ ». Cet aspect somme toute traditionnel de la revue, lui attire l'approbation de l'entourage nationaliste plutôt classique, Armand Lavergne, Lionel Groulx ⁸⁹⁹. Une lettre d'encouragement du chanoine, reproduite dans la livraison de novembre 1934, célèbre Mussolini et Dollfuss mais aussi met discrètement la revue en garde contre la lutte pour la lutte et lui prescrit de ne pas tout détruire pour ensuite reconstruire, mais plutôt d'« ordonner ». L'observation tombe à point puisque progressivement *Vivre* prendra une orientation plus audacieuse. Elle fait sienne le radicalisme libéral de Jean-Charles Harvey qui, à la suite d'Olivar Asselin se propose comme le fidèle héritier de la tradition rouge transmise par Buies. En plus d'ouvrir ses pages à Harvey qui en profite pour se lancer à l'assaut de la « littérature jeanbaptistarde », et de commenter en plusieurs tranches « La vie aventureuse d'Arthur Buies » de Raymond Douville, *Vivre* engage le combat contre le système d'éducation au Québec qui, au dire de Jean-Louis Gagnon, bourre le cerveau des jeunes d'idées fabriquées en série et produit des refoulés qui craignent la vie et l'audace ⁹⁰⁰. Ce que la jeunesse attend ce ne sont pas, dit-il, des fossiles, mais des maîtres ⁹⁰¹.

⁸⁹⁸ La Direction, « *Vivre* », *Vivre*, 1re série, n° 1, mai 1934, p. 3. Claude BERRÉ (pseudonyme), « Vive l'Amérique », *Vivre*, 1re série, n° 1, mai 1934, p. 25.

⁸⁹⁹ Armand LAVERGNE, « Propos d'un jeune... un peu mûr », *Vivre*, 1re série, n° 6, janvier 1935, pp. 10-12 ; « Témoignage.... l'abbé Groulx nous écrit », *Vivre*, 1re série, n° 4, novembre 1934, pp. 18-19.

⁹⁰⁰ Jean-Charles HARVEY, « La littérature jeanbaptistarde », *Vivre*, 1re série, n° 6, janvier 1935, pp. 28-30. Rex DESMARAIS, « La vie aventureuse d'Arthur Buies, de Raymond Douville », *Vivre*, 1re série, n° 5, décembre 1934, pp. 16-19 ; n° 6, janvier 1935, pp. 39-40 ; n° 7, février 1935, pp. 24-26 ; 2e série, n° 1, mars 1935, p. 6.

⁹⁰¹ Jean-Louis GAGNON, « Des maîtres, pas des fossiles », *Vivre*, 1re série, n° 3, octobre 1934, pp. 5-7.

Au-delà de ces propos peu familiers au nationalisme d'entre-deux-guerres sourdent des attitudes qui débordent le bassin idéologique québécois ou simplement canadien. Originalité de la revue qui, contrairement à toutes les autres, s'alimente directement à *l'Action française* - condamnée par Rome en 1926 - d'où elle tire progressivement une identité qui la distingue au Québec. Dès sa parution, *Vivre* ne dissimule pas ses auteurs de référence ; en exergue, un extrait de Léon Daudet légitime et explicite le titre : « *Vivre, c'est lutter ; qui n'a pas lutté n'a pas vécu.* » Jean-Louis Gagnon répète sans ambages que « l'homme bien qu'étant rationnel est plutôt animal que rationnel ⁹⁰² ». Quiconque avait l'œil clair, comme Lionel Groulx par exemple, pouvait prévoir le cours futur de cette évolution. Certains traits font foi d'un mimétisme évident ; « Paris, [331] écrit Gagnon, est en rectiligne avec Athènes et Rome ; Périclès a un héritier dans Maurras, César dans Lyautey... ⁹⁰³ ». C'est plutôt en politique que la revue est la plus conforme mais aussi la moins à son aise. L'antiparlementarisme est à l'ordre du jour, sans par contre donner cours à l'enflure verbale à laquelle se livrait avec passion *l'Action française*. « Toute l'histoire de la démocratie, déclare Gagnon en octobre 1934, se résume dans ce mot : DÉSORDRE » ; et déjà il propose comme « réaction, l'état corporatif sous une direction autocratique ⁹⁰⁴ ». Il lui manque, bien entendu, la monarchie pour couronner à la manière de Maurras ce système organiquement conçu ⁹⁰⁵.

Suivant sa dernière version, avant de se ressaisir par *la Nation*, la pensée de Gagnon pousse plus loin dans le sens de l'énergie collective tenue par le chef. La confusion s'installe lorsqu'il se met en frais de concilier cette orientation franchement fasciste avec une économie dirigée de type soviétique. Or, à tout prendre, ce texte révélateur intitulé simplement « Politique » réfléchit une aspiration d'emblée fascinante : les affirmations lapidaires sont légions et traduisent un esprit peu porté aux nuances :

⁹⁰² IDEM, « Les beautés du régime », *Vivre*, Ire série, n° 2, juin 1934, p. 18.

⁹⁰³ « Folies françaises », *Vivre*, Ire série, n° 5, décembre 1934, p. 13.

⁹⁰⁴ « Les beautés du régime », loco cit., p. 18.

⁹⁰⁵ « Pour aujourd'hui, contentons-nous d'ajouter, pour ceux qui auraient l'idée cocasse de nous prêter des intentions monarchiques, que plusieurs parties de la politique maurrasienne seraient avantageusement applicables, même s'il fallait nous passer d'un monsieur dûment numéroté », dans « Note de la rédaction » à l'article de Jean-Charles HARVEY, « Le père et le fils », *Vivre*, 1re série, n° 4, novembre 1934, p. 12.

Le parti - l'État - n'a pas besoin d'hommes non-producteurs : artistes, poètes, philosophes. Ce qu'il lui faut : des paysans, des techniciens, des économistes, des politiques. L'État doit être la chose des producteurs ⁹⁰⁶.

Et sa pensée se précise vers la fin de la même page :

Le parti national-socialiste n'a pas besoin d'intellectuels.

Mais il y a plus. L'intellectuel est généralement un tourmenté qui s'embarrasse le cerveau de raisonnements superflus et inutiles. Au contraire, l'homme d'action, le militant, travaille vite et s'appuie les pieds sur un matérialisme pratique et sûr...

L'intellectuel ne comprendra jamais qu'agir est 1,000,000 de fois plus beau que penser ⁹⁰⁷.

À la suite de Mussolini, Gagnon envisage l'individu comme un moyen, l'État comme le tout ⁹⁰⁸. Le chef concentre tout le pouvoir qui, de par [332] nature, est un et absolu ⁹⁰⁹. De l'expérience soviétique, finalement, l'auteur ne retient que son visage autoritaire où toute l'économie est organisée, c'est-à-dire où « le rendement du travail-nation » est mis au profit du « capital-État ⁹¹⁰ ». Par ce biais de réflexion sont réunis Mussolini et Lénine - à son dire - les « deux fanaux rouges d'un nouveau Moyen Âge », termes empruntés à Maryse Choisy ⁹¹¹.

La livraison suivante sert au lecteur un éditorial des plus enlevé. Gagnon fixe aux nôtres un double objectif : une révolution sociale conduite en parallèle avec une révolution nationale - les deux au contenu inexistant. Puis, évoquant l'avènement du bolchevisme, il s'écrit :

Ici comme là-bas, la victoire appartiendra aux radicaux - aux partisans de la violence. Ce mot et cette chose qui effarouchent, sont quasi à la base de tout succès politique - c'est parce que les Canadiens se sont toujours

⁹⁰⁶ Jean-Louis GAGNON, « Politique », *Vivre*, 2e série, n° 3, 12 avril 1935, p. 2.

⁹⁰⁷ Ibid.

⁹⁰⁸ Ibid.

⁹⁰⁹ Jean-Louis GAGNON, loco cit.

⁹¹⁰ Ibid., p. 2 : « ... ici se pose la question, qu'est-ce que le soviétisme russe ? Réponse : c'est du fascisme au carré, ou plutôt du corporatisme, du socialisme intégral, de l'économie dirigée. » Voir aussi « Économie », *Vivre*, 2e série, n° 5, mai 1935, p. 2.

⁹¹¹ « Politique », loco cit., p. 2.

contentés de demander leurs droits poliment - que les vieux nationalistes ont toujours raté le coup... Le Canada français crève d'un manque de violence ⁹¹².

La lecture de ces pages, depuis la fondation de la revue, révèle une évolution rapide qui, d'un nationalisme assez classique, débouche en quelques mois sur un fascisme accompli par le biais du rationalisme. Or, il est intéressant de noter deux points, l'un quant au contenu, c'est-à-dire l'articulation et la cohérence des principes, et l'autre quant à l'insertion de cette revue dans l'univers québécois.

Le contenu se veut fort souple, mais aussi camoufle péniblement de sérieuses lacunes. Les idées émergent à la manière tantôt d'adages, de mots célèbres, de jugements d'autorité, tantôt à coup de boutades sans autres formes de développements. Les contradictions se font nécessairement jour ; à partir d'un rationalisme de type libéral puisé à la tradition de Buies, Asselin et Harvey, Gagnon attaque le système d'enseignement, à qui il reproche en dernière analyse de ne pas former la raison critique. Or, cette dernière se dresse chez le fasciste comme la première influence dans la voie de la dissolution des énergies collectives.

D'autre part, ses prises de positions vis-à-vis des autres mouvements tels [333] les *Jeune-Canada* et l'A.L.N. font preuve d'un esprit mordant, audacieux même, très absorbé par le mot choc, le coup d'estoc. Non probablement sans raison, Gagnon est plus que sceptique envers l'action entreprise par « le Jeune-Canada », il ne lui prête aucune chance de succès, car, à son dire, il se propose par l'évolution de réaliser un programme révolutionnaire ⁹¹³. Gagnon ne voit pour redresser le système économique et politique qu'une arme valable : la force, la révolution, que seul le peuple peut faire. Il ne reste donc qu'à déclencher le « soulèvement populaire » par « l'activisme politique ⁹¹⁴ ».

À l'endroit de l'A.L.N. et du *Devoir*, Gagnon réserve des coups de griffes ; envers Paul Gouin, c'est vraiment le déchaînement. Il s'en prend d'abord à sa personne,

⁹¹² La Direction, « Vivre », *Vivre*, 2e série, n° 4, 26 avril 1935, p. 1. Et de préciser : « Si au lieu de leur (les Canadiens) enseigner des formules rococos comme l'histoire du miel plus attrape-mouches que le vinaigre, on leur avait mis entre les mains « Les Réflexions sur la violence », nous ne serions peut-être pas rendus aussi bas. »

⁹¹³ Politique », loco cit., p. 3.

⁹¹⁴ Jean-Louis Gagnon adresse deux reproches précis aux Jeune-Canada : 1) leur stratégie réformisme qui table sur les dîners-causeries, les ralliements patriotiques en habit, bref le « travail propre », un peu aussi la forme « cénacle » du groupe ; et 2) leurs incertitudes en matière économique.

le Gouin descendant d'une dynastie qui a su tirer profit de la politique ; ce qui lui fait dire qu'il aurait eu plus confiance en un homme sorti des couches obscures du peuple comme Mussolini... ⁹¹⁵ De plus, son programme n'aurait rien de radical ni d'original : « Tout ce qu'on y découvre, c'est l'histoire d'un poète lamartinien, mordu par la politique et par le virus de la gloriole ⁹¹⁶. » En guise de dernière chance, sous le couvert d'un semblant de *fair play*, Gagnon somme Gouin de faire preuve de sa sincérité en introduisant à son programme des éléments que lui, Gagnon, trouve décisifs ; entre autres, la réduction du nombre des ministères (à quatre) et des parlementaires, de même que l'abaissement de leur indemnité, le nettoyage dans l'administration et la promesse formelle de supprimer le suffrage universel par l'introduction du mode électoral italien. Hormis ce dernier élément, cette mise en demeure n'offre rien de particulièrement audacieux ; et sa position en faveur du fascisme italien est patente par le vide de son contenu.

Aussi antifédéraliste qu'antiparlementaire, dans ses prétentions, *Vivre* ne dépasse guère dans ce sens un certain attentisme plus opportuniste que prudent. Parfois enflammé dans son rejet de la « bonn anntannt à Wilfrid [334] Laurier » et cie, la revue n'offre aucune valeur de rechange véritable ⁹¹⁷. D'ailleurs, ses opinions à ce sujet sont noyées parmi tant d'autres. L'autoritarisme ramassé dans le chef unique et les propos sur l'État l'emportent sur l'antifédéralisme. Quant à la stratégie, elle fait figure de grande absente, hors des appels vagues à la violence et au ressaisissement.

L'éditorial de février 1935 n'affirme-t-il pas que la revue n'a pas de programme, et qui plus est, s'en félicite ? Favorable à l'union des Canadiens français, elle se donne pour fonction de « combattre la peur de vivre... ⁹¹⁸ »

⁹¹⁵ Paul Gouin, « Êtes-vous sérieux ? », *Vivre*, 2e série, n° 5, 15 mai 1935, pp. 1 et 12.

⁹¹⁶ Ibid., p. 12. « Cette vieille politicaillerie, écrit Gagnon, en page 1, ne saurait intéresser qu'un journal pieux comme *le Devoir* ou la sacrosainte et action bondieusarde », toujours prêtes, ces fouilles d'égouts (attention typo, nous écrivons : « de goût ») à encourager tout mouvement politique d'où qu'il vienne et quel qu'il soit, pourvu qu'il attaque le régime Taschereau. »

⁹¹⁷ Jean-Louis GAGNON, « Écoles », *Vivre*, 1re série, n° 6, janvier 1935, pp. 37-38. « *Vivre* », *Vivre*, 1re série, n° 4, novembre 1934, pp. 3 et 5. La Direction, « Messieurs, voici le courrier... », *Vivre*, 1re série, n° 3, octobre 1934, p. 38. Philippe VAILLANCOURT, « Débâcles », *Vivre*, 1re série, n° 2, juin 1934, pp. 9-10.

⁹¹⁸ « *Vivre* », loco cit., p. 3.

Émule de *l'Action française*, non dépourvue d'une ironie voltairienne que les serments à la cause fasciste ne parviennent pas à dissimuler ni à conjurer, la revue *Vivre* excelle dans la critique incisive. Il n'y a cependant pas grand-chose de positif à retirer d'elle. Encore faut-il admettre que, nonobstant leur maladresse, les quelques efforts de théorisation traduisent, surtout vers la fin, une amorce de recherche dans la définition de l'action ; et ce, hors des sentiers battus. Nouvel enfant terrible après Buies, Asselin et Harvey, Jean-Louis Gagnon se révèle à cette époque aussi enfant que terrible. En soi, il n'y a rien à tirer dans cette revue qui s'épuise à piquer par ci et par là. Aucun contre-projet ne surgit à la suite de ce feu d'artifices ; le temps intervient ici pour faire le constat des cendres retombées.

En termes politiques, *l'adversité* comme telle retient presque toute l'attention de *Vivre* qui fait flèche de tout bois. Nous avons délibérément passé sous silence le contentieux qui la mit aux prises avec les principaux collaborateurs d'*Hebdo-Laval* ; le procès n'ajoute rien à ce rapide examen, sinon qu'il témoigne du degré d'âpreté que pouvait à l'occasion prendre des diatribes exclusivement destinées au combat pour le combat. Après s'être aliénée jusqu'au voisinage idéologique le plus immédiat, il ne restait peut-être plus à cette publication que l'issue du sabotage... Face à la conjoncture politique immédiate, elle se rendait de plus en plus marginale par son action, incapable par ailleurs d'accoucher d'un projet. De cette tentative d'action pour l'action, il se dégage l'impression d'une fatalité contraire qui progressivement rive à l'inaction et à l'impuissance un mouvement tout absorbé de survie. Antérieure à *la Nation*, où l'apport nationaliste-séparatiste de Paul Bouchard s'allie au fascisme latent de [335] Jean-Louis Gagnon, *Vivre*, avec les *Cahiers noirs*, sert d'antichambre à un hebdomadaire qui, lui, sera en situation d'exprimer plus totalement ces aspirations encore imprécises.

II. - La Nation

Introduction

[Retour à la table des matières](#)

La Nation paraît pour la première fois le 15 février 1936 et poursuit son existence jusqu'au seuil de la seconde grande guerre. Paul Bouchard et Pierre Chaloult occupent alors respectivement les postes de directeur et de rédacteur en chef. Jean-Louis Gagnon y prend une part active jusqu'en décembre 1936, moment de son départ. De ce fait, elle adopte un style qui sera le sien jusqu'à la fin de l'année ; c'est à cette période que nous nous arrêterons, privilégiant par instants l'été « brûlant » de 1936 et ses signes précurseurs.

Lors de sa parution, le journal traduit déjà l'intensité politique qu'éprouvaient les divers milieux idéologiques après la première secousse infligée à l'administration libérale en novembre 1935. Le manifeste d'intentions intitulé « Les forces nouvelles » fixe un triple objectif : le journal se déclare séparatiste, corporatiste et anti-parlementaire ⁹¹⁹. Indépendant de toute formation politique existante, il se veut un « mouvement de libération » à la manière de 1837, préconisant l'« émancipation finale » de la « nation canadienne-française » par la réalisation d'un « État libre français » en cette terre d'Amérique. Plus combatif, dans le ton de *Vivre*, Jean-Louis Gagnon aiguille le lecteur vers des orientations plus fascisantes. S'inspirant ouvertement du Duce, il fait sienne cette affirmation que « la guerre est à l'homme ce que la maternité est à la femme, un parachèvement de l'Être ⁹²⁰ ». Pour lui, le lancement de cet hebdomadaire répond à un impérieux besoin de réunir en faisceaux les « haines » contre l'adversaire ⁹²¹.

⁹¹⁹ Paul BOUCHARD, « Les forces nouvelles », *la Nation*, vol. 1, n° 1, 15 février 1936, p. 1.

⁹²⁰ Jean-Louis GAGNON, « Paye Baptiste », *la Nation*, vol. 1, n° 1, 15 février 1936, p. 3.

⁹²¹ Ibid., « Nous avons fondé *La Nation* pour grouper en faisceaux les haines de tous les hommes qui ont encore assez d'amour pour la guerre sainte et notre avenir national pour pouvoir haïr ceux qui nous empêchent d'aller d'avant.

Notre peuple est pauvre. Nous sommes sans destinée. Nous avançons guidés par de mauvais bergers. La Nation est en danger ! Le sursaut doit être immédiat.

[336]

Le style hardi d'un bon nombre des articles pastiche la presse française de droite : *Gringoire* - dont en particulier Henri Béraud qui fait l'objet d'admiration -, *Candida*, de même que le quotidien célèbre, *l'Action française*. Ce mimétisme ne s'en tiendra pas, à la longue, au seul contenant. Progressivement, la forme affectera le fond et conduira *la Nation* à vivre la politique canadienne et surtout québécoise selon un axe étranger de rivalité entre une droite et une gauche extrêmes, c'est-à-dire à l'heure des grands choix continentaux entre le marxisme (ou le communisme) et le fascisme. Et, à l'instar du modèle français auquel le journal fait emprunt, il revient à l'adversaire ou, plus précisément, aux adversaires, d'occuper l'avant-scène.

1. L'adversaire

[Retour à la table des matières](#)

La Nation se garnit d'une panoplie impressionnante d'adversaires. Du moins en apparence, puisque, à bien y penser, elle s'applique à exacerber les adversités latentes éprouvées par les formes précédentes de nationalisme. Le journal s'implique d'abord dans un *combat*, puis, au gré des attaques, selon la manière dont le combat évolue, il se définit lui-même. La démarche ressemble d'emblée à celle adoptée par Gagnon dans *Vivre*. La part du lion revient donc naturellement au rapport même d'altérité d'où est censé émerger une cohérence, qu'elle soit pensée ou action.

De la grande diversité des adversaires, se dégage une impression de déjà vu qui s'explique par l'appartenance de *la Nation* au tronc nationaliste. À la vérité, elle rigidifie des altérités latentes ou manifestes déjà présentes dans son idéologie d'appartenance. L'énumération n'étonnera donc pas, elle risquera même de lasser. Par contre, la facture provocatrice des propos, qui voisinent le libelle, assure au journal un certain inédit que même *Vivre* ne parvenait pas à rendre.

Deux thèmes directeurs ramassent pour ainsi dire un ensemble qui, à prime abord, semble se disperser dans une cacophonie, tellement l'adversité apparaît diffuse. Le premier fait son entrée dès les débuts du journal, *l'anti-impérialisme*, thème on ne peut plus bourassiste, abordé d'après une démarche que n'aurait proba-

Vers la Vie, nous nous tendons comme la lame d'une grande épée latine. »

blement pas récusée le fondateur du *Devoir* - pour autant bien entendu que le journal s'en fut tenu là. Donc, durant toute l'année 1936, *la Nation* reprend à son compte une lutte classique au Canada français. Certes le Jean-Louis Gagnon de *Vivre* ne ménageait pas l'« *Empêâre* » et ses influences multiples, mais le thème n'avait pas gagné ce caractère absorbant que Paul Bouchard lui donne. L'attaque, il est important de le noter, se porte presque toujours sur le terrain politique, puis économique. Elle vise au fond ce qu'il conviendrait d'appeler [337] *l'occupant* qui, par ses habiles manières de pénétration, devient l'intrus. Celui donc qui se sert de nous pour continuer son action hégémonique. Il faut, selon le mot de Pierre Chaloult, « briser le joug d'un maître - l'Anglais ⁹²² ». La Grande-Bretagne est d'abord condamnée pour son emprise sur les décisions des nôtres, les Canadiens, à Ottawa. Thèse familière à Bourassa, primo, l'Empire domine nos engagements militaires et notre politique extérieure ; secundo, il se sert de nous pour ses fins expansionnistes - politiques et économiques. De là, la teneur agressive du journal contre l'« assassin de la paix » - c'est-à-dire, bien entendu, la perfide Albion, cette partie intéressée à mettre en échec la bonne Italie mussolinienne en Éthiopie ⁹²³. Vers la fin du printemps 1936, le journal renforce ses articles d'illustrations destinées à répandre l'horreur contre les moyens employés par les Britanniques pour contrer les Italiens. Entre autres, « La barbarie en armes », de Robert Chénier, rapporte à cette même fin, photos à l'appui, les atrocités anglaises en ce pays d'Afrique ⁹²⁴. De même les articles du professeur Baravelli, de l'Université de Rome, sont conçus pour convaincre les plus sceptiques ⁹²⁵.

Dans un second temps, toujours selon la logique directrice de l'anti-impérialisme, s'inscrit l'antifédéralisme du journal. Le Canada est une confection britannique qui, par le politique, coiffe un système économique, tous deux condamnables et fort bien

⁹²² « Ne lisez pas *La Nation* », *la Nation*, vol. 1, n° 1, 15 février 1936, p. 1.

⁹²³ Paul BOUCHARD, « L'assassin de la paix », *la Nation*, vol. 1, n° 5, 14 mars 1936, p. 1. *La Direction*, « R. B. Bennett parle de guerre », *la Nation*, vol. 1, n° 3, 29 février 1936, p. 1 ; et « 236,000,000 de piastres au diable », *la Nation*, vol. 1, n° 4, 7 mars 1936, p. 1. Pierre CHALOULT, « Lettre ouverte à monsieur Lapointe », *la Nation*, vol. 1, n° 5, 14 mars 1936, p. 1. Paul BOUCHARD, « Le nouveau Janus », *la Nation*, vol. 1, n° 6, 21 mars 1936, p. 1. Marcel HAMEL, « Vols et massacres, 200 ans d'empire », *la Nation*, vol. 1, n° 21, 2 juillet 1936, p. 4.

⁹²⁴ *La Nation*, vol. 1, n° 14, 14 mai 1936, pp. 3-4.

⁹²⁵ « Ce que protégeait l'Angleterre et monsieur Ernest Lapointe », *la Nation*, vol. 1, n° 18, 19 et 21, les 11 et 18 juin et 2 juillet 1936, p. 2.

accommodés l'un à l'autre pour nous dominer. Sur le plan politique, nous sommes des étrangers qu'on domestique avec la « *bonn annntannnte* » et autres succédanés du même acabit ⁹²⁶. « La pieuvre fédérale », chronique épisodique, dénonce les multiples tentatives centralisatrices du gouvernement central, instrument de l'Anglais d'ici. Effectivement, la Confédération est, il va sans dire, constamment remise en question puis rejetée. La « trahison » du « premier lâcheur » que fut George É. Cartier sert de point de repère ⁹²⁷. Tout, depuis, témoigne, [338] surtout à travers l'optique historique de Paul Bouchard, d'une faillite dont les conséquences nous sont désormais évidentes : les politiques émanant du gouvernement central nous sont contraires, que ce soit le bilinguisme intégral, agent d'américanisation, les emplois fermés aux nôtres dans la fonction publique, l'immigration massive qui nous envahit de « métèques... » ⁹²⁸. Pierre Chaloult est catégorique en affirmant que le peuple n'a jamais voulu de la Confédération ; elle lui fut imposée par des politiciens qui ne représentaient pas son idée ⁹²⁹.

Au point de vue économique, l'argument tient du même ordre. C'est la « ploutocratie » de « St. James Street » qu'au dire de Paul Bouchard il faudra un jour exproprier ou rendre incapable de nuire ⁹³⁰. Nombreuses sont les caricatures illustrant la voracité cupide de ces agents. Ces grands magnats, bénéficiaires du régime économique, sont évidemment les premiers abouchés au régime politique pour en tirer tous les avantages ⁹³¹. Conséquence navrante du parlementarisme importé des îles...

Se tournant vers l'adversaire qui mine le *nous* de l'intérieur, *la Nation* s'en prend naturellement à la gent politique, première coupable de notre abrutissement collectif. Dans ces condamnations sans retenue, l'antiparlementarisme fait bon ménage

⁹²⁶ Jean-Louis GAGNON, « Paye Baptiste », loco cit., p. 3.

⁹²⁷ Paul BOUCHARD, « Séparatisme », *la Nation*, vol. 1, n° 22, 9 juillet 1936, p. 3, et n° 25, 30 juillet 1936, p. 1.

⁹²⁸ Ibid., nos 22, 25, 33, 38, 43, 9 juillet et 30 juillet 1936, 24 septembre, 29 octobre, 12 novembre et 3 décembre 1936, p. 1. Pierre CHALOULT, « Monnaie », *la Nation*, vol. 1, n° 8, 4 avril 1936, p. 1. « Ça ne balance pas », *la Nation*, vol. 1, n° 10, 18 avril, p. 1.

⁹²⁹ Pierre CHALOULT, « L'idée », *la Nation*, vol. 1, n° 2, 22 février 1936, p. 1.

⁹³⁰ Jean-Louis GAGNON, « Paye Baptiste », loco cit., p. 3. Paul BOUCHARD, « Séparatisme, l'idée neuve de la nation », *la Nation*, vol. 1, n° 7, 28 mars 1936, p. 4.

⁹³¹ Jean-Louis GAGNON, « St. James Street et le gangstérisme politique », *la Nation*, vol. 1, n° 9, 11 avril 1936, p. 1 ; et « La chute de la maison Price », *la Nation*, vol. 1, n° 11, 23 avril 1936, p. 1.

avec la critique des politiques gouvernementales, qu'elles émanent d'Ottawa ou de Québec. La chronique, « Ces messieurs au... parloir », reflète abondamment la perception du journal qui s'attache plus à l'atmosphère des débats parlementaires à la Législature québécoise qu'au contenu des discours. Pierre Chaloult se livre dans ces pages à une ironie à bon marché ⁹³². Des articles du type « L'art oratoire, sport national » de Roger Vézina, sans rien apporter de neuf dans le genre, entretiennent un état d'esprit plus qu'ils ne suscitent une action ou ne visent un programme ⁹³³. Reproduisant l'antiparlementarisme gouailleur de la droite française, le journal se complaît dans ce ton accusateur, dénonciateur et railleur à la fois, qui daube à loisir les hommes politiques, expression vivante à son dire du désordre libéral dont ils sont les agents les [339] plus serviles, marchant la main dans la main avec ces adversaires précités - qu'ils soient de Québec ou d'Ottawa. Le politique couvre de sa légitimité factice tout cet appareil oppressif, instrument en quelque sorte de l'occupant.

Au niveau culturel, c'est la même logique impitoyable qui s'impose à notre condition de vaincu : la franc-maçonnerie, l'orangisme en Ontario, ne font de nous qu'une bouchée ⁹³⁴.

En appendice, espèce de sous-produit de ce système maléfique, s'insinue l'élément de choix, la bête galeuse, le Juif. Contrairement à l'entourage qui faisait mine de prendre des gants blancs pour se prémunir des critiques trop vives en guise de réactions, *la Nation* se jette sur lui à bras raccourcis. L'article en manchette du 21 mars rapporte sous le titre « 1,000 youpins de contrebande au pays » :

Le chant gras de 1,000 youpins voleurs et anarchistes vient de passer dans les airs de Montréal avec des relents d'ail... Au tarif de cent dollars par

⁹³² *La Nation*, vol. 1, n° 9, 11 avril 1936, p. 4 et autres.

⁹³³ Ibid., n° 12, 30 avril 1936, p. 2.

⁹³⁴ La Direction, « Le Volcan Toronto en éruption », *la Nation*, vol. 1, n° 2, 22 février 1936, p. 1. Article dans lequel il est entre autres écrit que « la racaille orangiste veut encore manger du canayen et du catholique ». « Les crapules de Toronto jettent le masque », *la Nation*, vol. 1, n° 9, 18 avril 1936, p. 1. Jean-Louis GAGNON, « Paye Baptiste », loco cit., p. 3. Le même dans ses lettres à ses « sept patrons de Granby », c'est-à-dire à ses employeurs de *la Voix de l'Est* : « Où 12.7% de canailles mènent le bal », *la Nation*, vol. 1, n° 5, 14 mars 1936, p. 1. Aussi, « Les ploutocrates de la loge 26 », *la Nation*, n° 6, 21 mars 1936, p. 1 ; « Les lâcheurs de Granby », *la Nation*, n° 8, 4 avril 1936, p. 1.

circoncis nous comprenons que le Ministère de l'Immigration embarque dans le racket... ⁹³⁵

Ces « métèques », est-il nécessaire de le rappeler, en plus de diffuser des idées subversives, ravissent aux nôtres des emplois que la crise rend de plus en plus rares ⁹³⁶.

L'Anglais se pose surtout chez Bouchard comme le Saxon en opposition au Latin. Pour lui, comme pour ses collaborateurs, c'est un empire qui s'écroule ⁹³⁷. Signe des temps, l'Italie est en passe, par son ordre nouveau, de reconquérir son ascendant de l'ère antique et d'imposer au monde par son expérience politique, économique et sociale des valeurs supérieures [340] propres en tout cas à lui gagner les faveurs du monde latin, englobant ainsi l'Amérique dite latine. La situation simplifiée se résumerait ainsi : l'Empire britannique touche à sa fin, il périclité ; un nouvel empire se lève de ses ruines anciennes, il appartient de plus à notre famille culturelle. Un troisième, par contre, se dresse menaçant ; descendant anarchique du libéralisme outrancier, il est force de mort, c'est le communisme. Partisan du fascisme mussolinien, *la Nation*, après avoir détecté son premier adversaire dès le début, ne reconnaît le second qu'avec un léger retard. D'anti-impérialiste, le journal se double à l'été 1936 d'un anti-communisme virulent qui aura sur sa perception de la politique au Québec un impact non négligeable.

Le printemps et l'été 1936 mettent en évidence deux expériences intensément vécues en pays de tradition latine : la victoire du Front populaire en France et, deux mois plus tard, les débuts de la guerre d'Espagne. Impressionné par la faveur que se gagnait en France le Front avant même le scrutin de la fin avril, Jean-Louis Gagnon transpose dès ce moment la réalité française au Québec et se lance à l'assaut de ces forces qui ourdissent de rouges complots dans les antres de l'obscur journal qui,

⁹³⁵ *La Nation*, vol. 1, n° 6, 21 mars 1936, p. 1.

⁹³⁶ *La Direction*, « Après 1,000 youpins, 8,000 mennonites », *la Nation*, vol. 1, n° 9, 11 avril 1936. « Nous savons, précise l'article, que le Ministère de l'Immigration d'Ottawa peut nous passer en contrebande tous les voyous et les rastaquouères du monde ». Paul BOUCHARD, « Citoyenneté canadienne », *la Nation*, vol. 1, n° 9, 11 avril 1936, p. 1. Albert PELLETIER, « Xénophilie », *la Nation*, vol. I, n° 3, 29 février 1936, p. 1 ; et « L'immigration », vol. 1, n° 9, 11 avril 1936, p. 1. Marcel HAMEL, « La question juive, Hitler avait raison », *la Nation*, vol. 1, n° 37, 22 octobre 1936, p. 4.

⁹³⁷ *La Nation*, « Le Volcan Toronto en éruption », loco cit., p. 1.

paradoxalement, s'intitule *Clarté*, organe semi-officiel du P.C. canadien ⁹³⁸. À partir de ce moment, vivement touché par l'ampleur de la vague socialiste et communiste, le journal dispense ses anathèmes dans notre milieu et entreprend avec la guerre d'Espagne une campagne d'assez forte amplitude contre les forces de gauche dans la péninsule ibérique. Dès juillet, *la Nation* offre en première page des caricatures terrifiantes qui sont, à la vérité, plutôt des illustrations. Celle du 30 juillet, par exemple, se propose de montrer « la terreur communiste en Espagne ». Le commentaire se lit comme suit : « églises brûlées, prêtres pendus à des crochets de boucher, religieuses violentées et décapitées. Mort, famine et peste par tout ». La légende poursuit, décrivant toujours ce dessin qui met à l'avant-scène deux comparaisons dont au moins un Israélite : « Mon cher Jacob, tout va très bien, dit l'un. Il faut que notre professeur de l'Université McGill organise quelque chose de semblable dans la Province de Québec ⁹³⁹. » Il en est sensiblement de même pour ces photos qui alimentent au gré des livraisons l'appréhension du spectre rouge.

L'intérêt porte avant tout sur la transposition rapide de ces phénomènes politiques européens à la réalité non pas tellement canadienne que [341] proprement québécoise. *La Nation* ne tarde pas à forcer pour ainsi dire le Québec à s'intégrer au grand choix du moment : « Rome ou Moscou ⁹⁴⁰ ». L'Empire britannique en sérieux déclin, il reste à se poser par rapport à un axe bipolaire simplifié, soit le communisme qui n'est au fond - à leur dire - que l'aboutissement normal du libéralisme, ou le renouveau, la société de l'avenir, c'est-à-dire le fascisme de facture mussolinienne. Probablement très marqués par la férocité du duel tel qu'il se livrait outre-mer, les collaborateurs placent le combat d'après un clivage communisme-fascisme qui n'avait pas grand sens chez nous, à moins d'avoir été profondément convaincu du caractère inévitable de cette dualité à laquelle devait irrémédiablement se réduire toute

⁹³⁸ Jean-Louis GAGNON, « Le front ouvrier », *la Nation*, vol. 1, n° 6, 8 et 12, les 21 mars, 4 avril 1936, p. 4, et 30 avril 1936, p. 3.

⁹³⁹ Vise le professeur Ryerson.

⁹⁴⁰ L'article de Dostaler O'LEARY, « Rome ou Moscou », *la Nation*, vol. 1, n° 30, septembre 1936, pp. 1 et 3, cristallise en une opposition de capitales une opposition déjà ressentie bien avant. De même, Paul BOUCHARD, dans « De Moscou à Madrid », de Roger Vézina, dans *la Nation*, vol. 1, n° 27, 13 août 1936, pp. 1 et 4, qui rend compte de cette déclaration :

« Nous vivons à l'époque des grands bouleversements politiques, nous assistons présentement à la faillite de l'État parlementaire et de l'économie libérale. Le reste du siècle sera le champ clos de cette bataille. Rome ou Moscou ? Communisme ou corporatisme ? »

confrontation politique en Occident. C'était, à n'en pas douter, le postulat que pouvait sous-tendre un engagement aussi déchaîné contre le militantisme communiste au sein de notre société. Si l'École sociale populaire avait bien avant eux soulevé l'épouvantail communiste, elle l'avait fait par crainte bien sûr d'une contagion idéologique, mais sa lutte ne présentait rien d'aussi intensément politique, car, pour *la Nation*, il ne s'agit pas tellement d'une querelle d'idées que d'un combat final entre deux empires qui convoitent la domination du monde occidental.

Combattant toujours l'impérialisme anglais, parce que encore présent en notre milieu, *la Nation* insère son action en fonction des grandes polarisations. Se situant à l'extrémité droite, elle affronte le grand adversaire, le communiste. Elle l'attaque là où elle le trouve : le professeur Ryerson, de McGill, qui, sous la plume de E. Roger, anime la revue communiste *Clarté* ; puis progressivement, elle étend son réseau et atteint aisément « le *tovaritch* Edmond Turcotte » du journal libéral de Montréal, *le Canada* ⁹⁴¹. En très peu de temps, l'aire politique québécoise se réduit à un simple axe de bipolarité très recherchée. Il reste à voir comment le journal définit son fascisme séparatiste et, seulement après, comment dans le concret québécois il tente de tout ramener à son axe de référence.

[342]

2. Le nous

[Retour à la table des matières](#)

Après tant d'ardeur dans l'interpellation et la dénonciation des adversaires, *la Nation*, comme c'était le cas pour la revue *Vivre*, se retrouve avec une définition, somme toute, assez courte de soi (en tant que publication), du nous et de l'action à entreprendre, que légitimait mal il nous semble un port si hautain au moment de regarder autrui. Qu'en est-il au juste ? En dépit de l'affirmation péremptoire par laquelle, selon Pierre Chalouit, le journal prétendait savoir où il allait et d'où il partait, les intentions de Paul Bouchard démontrent, et dans ses explicitations et dans l'allure générale de l'entreprise, qu'au fond leur action était appelée à s'orienter selon la

⁹⁴¹ Jean-Louis GAGNON, « McGill succursale de *Clarté* », *la Nation*, vol. 1, n° 16, 28 mai 1936, p. 1 ; et « Le *tovaritch* Edmond Turcotte », *la Nation*, vol. 1, n° 13, mai 1936, p. 1.

conjoncture politique ⁹⁴². En effet, il se dit franchement contre les programmes tout faits. Et selon lui toujours, il y a peu de vérités absolues. C'est dire que dans son esprit - et il le confirme volontiers - il ne saurait être question dans *la Nation* de s'enfermer dans la rigidité d'un système de pensée ⁹⁴³. S'il se soumet à une certaine formalisation à l'occasion d'un article terriblement long en termes de tranches - pas moins de 33, c'est-à-dire du 7 mai au 4 mars 1937 - c'est, croit-il, pour satisfaire aux « goûts spéculatifs de la formation trop livresque de notre élite intellectuelle encline à voir tous les événements historiques à leur point d'arrivée... et non à leur point de départ, comme si César avant de construire l'Empire s'était demandé ce qu'il adviendrait trois siècles plus tard ⁹⁴⁴ ». Son opinion au sujet de ces gens est faite, ce sont en gros des « petits bourgeois dévirilisés » qui ont peur de vivre, et ainsi disposés, préfèrent l'esclavage à la joie de « vivre audacieusement et dangereusement comme les hommes libres et les peuples virils ⁹⁴⁵ ». Sempiternelle rengaine d'un fascisme où l'action précède la pensée. Elle rejoint le Gagnon de *Vivre*. Bouchard appréhende cette « voyoucratie intellectuelle » qui foment les révolutions et soulève la lutte entre les classes ⁹⁴⁶. Dans ces dispositions, il lui était peut-être difficile de fournir un projet politique ou social à propos duquel il se refusait en principe à toute théorisation. À la limite, il ne saurait en toute logique y avoir un autre projet que celui du combat.

Le journal affirme d'abord son séparatisme puis son fascisme. Le premier puise, sous la direction de Paul Bouchard, dans les tréfonds de l'histoire. Le passé à la manière de Groulx est garant de l'avenir.

[343]

Je vais essayer de découvrir les tendances historiques de notre peuple, sa raison d'être et sa vocation historique, et réussir cette découverte, vers quels objectifs il doit tendre pour parfaire son destin. C'est ce que j'aurais

⁹⁴² Pierre CHALOULT, « L'idée », *la Nation*, vol. 1, n° 2, 22 février 1936, p. 1.

⁹⁴³ Paul BOUCHARD, « Séparatisme », *la Nation*, vol. 1, n° 13, 7 mai 1936, p. 1.

⁹⁴⁴ Ibid.

⁹⁴⁵ Ibid.

⁹⁴⁶ IDEM, « Séparatisme, l'idée neuve de la nation », *la Nation*, vol. 1, n° 7, 28 mars 1936, p. 4.

voulu faire dans *La Nation* au gré des circonstances et des besoins de la polémique ⁹⁴⁷.

Malgré ses dénégations catégoriques, l'auteur pose comme principe la nécessité d'une « philosophie de notre histoire », qui, sous cet apprêt pompeux et probablement inexact se donne pour objectif de révéler notre évolution historique ⁹⁴⁸. Ses longues considérations sur notre passé s'alimentent au groulxisme et poussent parfois au-delà dans l'expression d'un idéalisme sans frein. C'est ainsi que dans nos origines, tout est « mystique » : mystique de nos missionnaires, « mystique nationale » de nos fondateurs, etc. Aspirations bien différentes, il faut le noter, des pèlerins de la Nouvelle Angleterre qui n'étaient, à son dire, qu'une « poignée d'exilés religieux et de non-conformistes incapables de vivre dans leur propre pays... ⁹⁴⁹ » La suite est à l'avenant. Nombreux seront les numéros spéciaux consacrés à des moments cruciaux de l'histoire du XIXe et du XXe siècle, comme Papineau et la révolte de 1837-1838, Riel, l'École nationaliste de 1911 et *l'Action française* (version québécoise) ⁹⁵⁰. Toute cette histoire se veut, il va de soi, une démonstration des vexations dont les Canadiens français ont été les victimes, soit de l'extérieur, soit de l'intérieur. L'analyse n'est cependant pas toujours aussi recherchée. L'usage du raccourci est des plus fréquent et peut se résumer en slogans gratuits du genre « À bas la Confédération ! Vive la Nouvelle France ! et M... aux Anglais ⁹⁵¹ ! »

Si *la Nation* peut se permettre de longues considérations sur le séparatisme et les conséquences néfastes de la Confédération, elle est beaucoup moins à l'aise pour expliciter ses convictions fascistes. Ce n'est certes pas parce qu'elle en éprouvait une honte quelconque. La pénurie de matériaux en serait davantage la cause. Mettons de côté ces quelques articles reproduits de toute pièce comme par exemple le discours de Mussolini sur les corporations, pour ne retenir que ce qui appartient au cru

⁹⁴⁷ Paul BOUCHARD, « Séparatisme », loco cit., p. 1.

⁹⁴⁸ Ibid.

⁹⁴⁹ Ibid.

⁹⁵⁰ *La Nation*, vol. 1, nos 7 et 15, 28 mars et 21 mai 1936 ; et vol. 11, n° 1, 11 février 1937.

⁹⁵¹ Fernand LACROIX, « Troisième réponse », *la Nation*, vol. 1, n° 4, 7 mars 1936, p. 4. Par contre, Paul Bouchard est explicite, *la Nation*, se veut nationaliste et antiraciste, donc, selon lui, contre les thèses avancées par Gobineau et Hitler en la matière. Voir : « Séparatisme », *la Nation*, n° 14, 14 mai 1936, p. 1.

[344] même du journal ⁹⁵². Dans les premières livraisons, *la Nation* s'en tient à la défense du corporatisme tout en se reportant à la « rénovation nationale » réalisée par Mussolini ⁹⁵³. Le journal s'avoue franchement fasciste au fur et à mesure que la démonstration l'exige, et légitime l'emploi du mot :

Qu'on le veuille ou non, la création d'un État totalitaire et technique - donc fasciste - est le moyen pour nous de bondir hors du cercle vicieux où nous a entraîné le double jeu du parlementarisme saxon et du libéralisme économique ⁹⁵⁴.

À travers ces aspirations s'expriment des intentions fort diffuses. Elles se prétendent revitalisation à l'intention du *nous* ; ce nous aujourd'hui dévirilisé, peureux et petit bourgeois, abruti par des élites primaires ou des « tapettes intellectuelles », et assujetti à l'influence « supercrétinisante » du politicien ⁹⁵⁵. Elles se veulent aussi tournées vers l'ordre. C'est le rôle du « sage contrôle de l'État sur l'économie nationale », facteur de discipline - par opposition à la « dégénérescence démocratique » -, contrepartie heureuse, semble-t-il, à l'énergie et au dynamisme ⁹⁵⁶. Dans ce qu'il convient d'appeler lui-même son *Mein Kampf* du mouvement séparatiste, Paul Bouchard propose cette fois une « mystique », une « mystique de construction » précise-t-il plus loin, qui permettra « une réfection complète et intégrale de notre peuple sur le plan corporatif et totalitaire ⁹⁵⁷ ». Règle générale, l'argument de *la Nation* s'arrête là. Jean-Louis Gagnon se charge parfois de le reprendre sans jamais lui donner un contenu beaucoup plus substantiel. Certains développements renseignent sur le fonctionnement du régime mussolinien selon la célèbre Charte du travail. Le lecteur y retient alors l'aspect conciliation entre le capital et le travail qui rend caduque la lutte des classes ⁹⁵⁸.

⁹⁵² MUSSOLINI, « Discours sur les corporations », *la Nation*, vol. 1, n° 3 et 4, 29 février et 7 mars 1936, p. 2.

⁹⁵³ Paul BOUCHARD, « Séparatisme, l'idée neuve de la nation », loco cit.

⁹⁵⁴ Jean-Louis GAGNON, « Le front ouvrier », *la Nation*, vol. 1, n° 17, 4 juin 1936, p. 3.

⁹⁵⁵ Paul BOUCHARD, « Séparatisme », *la Nation*, vol. 1, n° 35, 8 octobre 1936, p. 4.

⁹⁵⁶ Ibid., et « Séparatisme, l'idée neuve de la nation », loco cit.

⁹⁵⁷ « Séparatisme », *la Nation*, vol. 1, n° 13, 7 mai 1936, p. 1, et n° 35, 8 octobre 1936, p. 4.

⁹⁵⁸ Jean-Louis GAGNON, « Le front ouvrier », loco cit., et n° 8, 4 avril 1936, p. 4. avril 1936, p. 4.

Seul Jean-Louis Gagnon ouvre son champ de vision sur la dimension économique et sociale qui, elle, semble échapper totalement à un Paul Bouchard tout absorbé à démontrer la scission inévitable en perspective. Sur le plan économique, l'étatisation de la grande industrie et des services publics est une mesure désirable et nécessaire quoique, note-t-il bien, l'intervention de l'État ne doit se réaliser que lorsque l'initiative privée fait [345] défaut ou lorsque, ajoute-t-il, les intérêts politiques de l'État sont en jeu ⁹⁵⁹. Qu'est-ce à dire ? Rien ne permet de le préciser.

Sur le plan social, l'État fasciste protège le patron et l'ouvrier, permettant au dernier de s'en tirer mieux sans appauvrir le patron (comment ?), mais elle sert aussi le patron en tant que producteur contre la concurrence déloyale tout en préservant les intérêts du consommateur ⁹⁶⁰. Bref, toutes les composantes de la société, selon les divers rôles qui sont les leurs, tirent un avantage de ce réaménagement du social.

L'industrialisation comme phénomène de notre époque n'est pas retenue même si Jean-Louis Gagnon anime la chronique sur « Le front ouvrier ». Responsable également de la chronique sur « Le front paysan » - propos intermittents -, il traduit bien en ces pages le vieux fond ruraliste de son entourage :

C'est en retournant à la terre que nous retrouverons notre capital et notre devenir national. L'usine et l'industrie peuvent avoir une valeur économique, mais pour nous cela sera toujours un cosmopolis financier et racique ⁹⁶¹.

Si le prolétaire est reconnu comme l'homme de choc d'une nation, dit-il ailleurs, le paysan en serait le grand bâtisseur... Cette « grande force statique » de la paysannerie pour la société n'est pas sans le séduire ⁹⁶². C'est avec des échos évoquant la « survivance » qu'il en célèbre la grandeur ⁹⁶³. Il n'était évidemment pas le seul à voir la « nation » sous cet angle assez exclusif. Tout au cours de la période observée, et surtout au printemps 1936, le journal agrémenté sa page frontispice de pastorales signées Maurice Gaudreau. Un des rares articles à résonance économique sous la plume de Paul Bouchard donne sensiblement le même son de cloche : notre

⁹⁵⁹ IDEM, et « St. James Street et le gangstérisme politique », loco cit.

⁹⁶⁰ Jean-Louis GAGNON, « Machinisme et travail », *la Nation*, vol. 1, n° 23, 16 juillet 1936, p. 2, et « Le front ouvrier », loco cit.

⁹⁶¹ IDEM, « Le front paysan », *la Nation*, vol. 1, n° 9, 11 avril 1936, p. 4.

⁹⁶² Ibid., n° 5, 14 mars 1936, p. 3.

⁹⁶³ Ibid., n° 11, 23 avril 1936, p. 3.

« génie national » nous porte naturellement vers l'agriculture et ses activités connexes, l'artisanat, le commerce agricole... ⁹⁶⁴

À tout prendre, les réflexions sur l'organisation corporatiste de l'État sont plutôt rares et ne se livrent à aucun approfondissement. Le corporatisme comme système, en cette année 1936, n'a pas encore vraiment pénétré le milieu. D'autre part, il n'est pas sans intérêt de faire valoir combien le chef est absent. Albert Pelletier peut bien écrire des mots élogieux à l'endroit de Hitler dans un article très circonscrit, et la revue [346] apprécier l'action entreprise par Mussolini, qu'ils ne traduisent pas, ce faisant, un élan vers *le* ou *un* chef ⁹⁶⁵. On chercherait en vain les appels lancinants de Groulx et des « Jeune-Canada » dans *la Nation*. La raison en est probablement que le sens donné au terme lui-même n'est pas tout à fait le même chez les uns que chez les autres.

En termes de stratégie, le journal ne laisse pas d'étonner par la fluidité de ses propos. Là se révèle la disparité marquante qui les sépare du fascisme européen ; celui-ci règle générale se pourvoit d'une milice, ou du moins d'une organisation un peu structurée. L'action immédiate est quasi inexistante dans cette publication ; que de rarissimes parenthèses viennent ajouter de la confusion à un mouvement qui en somme ne s'est pas encore saisi. À un moment donné, Jean-Louis Gagnon parle très curieusement d'un faisceau qu'il qualifie de révolutionnaire, à constituer des techniciens, des prolétaires, des intellectuels - ceux qui ne sont pas « toqués » - et du front paysan ⁹⁶⁶. À un autre moment, soit en décembre 1936, neuf mois plus tard, Paul Bouchard s'en tient à l'usage des moyens strictement légaux et constitutionnels, formule qui va bien sûr à l'encontre de la thèse à prétention révolutionnaire qu'avait soutenue Gagnon dans la défunte revue *Vivre* :

⁹⁶⁴ Paul BOUCHARD, « L'avenir économique du Québec », *la Nation*, vol. 1, n° 12, 30 avril 1936, p. 2.

⁹⁶⁵ Albert PELLETIER, « Le caporal Hitler... », *la Nation*, vol. 1, n° 18, 11 juin 1936, p. 1.
Roger VÉZINA, « Un dictateur moderne », *la Nation*, vol. 1, n° 31, 10 septembre 1936, p. 4.

⁹⁶⁶ Jean-Louis GAGNON, « Paye Baptiste », *la Nation*, vol. 1, n° 1, 15 février 1936, p. 3.

Il n'est pas question de batailles à coups d'escopettes ou de faux emmanchés à l'envers comme ont pu le faire croire les formules révolutionnaires livresques d'adolescents en mal de publicité ⁹⁶⁷.

Il reviendra plutôt, selon Bouchard, à un grand parti autonomiste à vocation provinciale de prendre le pouvoir à Québec, et là, de « commencer un sabotage méthodique et savant de la Constitution fédérale et de toute la machine gouvernementale d'Ottawa à l'aide des privilèges qu'octroie aux provinces la loi de l'Amérique britannique du Nord... » Ce parti autonomiste prend naissance en pleine période électorale ; il appartient à la dynamique même de la conjoncture politique qui, avec l'avènement de Duplessis, renforce les positions sécessionnistes du mouvement.

3. Les élections de 1936

[Retour à la table des matières](#)

Si la Nation entretient des idées assez courtes sur sa propre action, elle n'hésite cependant pas à réfléchir et condamner les travers des gouvernants. [347] L'agonie du régime libéral, sous Taschereau puis sous Godbout, lui offre l'occasion de charges classiques contre la gent politicienne. Sans être excessives en quantité, elles demeurent percutantes ; elles se singularisent par leur caractère *ad hominem*. Le journal s'en prend à des agents bien précis reproduisant à son insu et d'une manière plus gouailleuse le style personnalisé du *Devoir* : Alexandre Taschereau, le « dictateur sud-américain » s'agrippe au pouvoir, il cumule les directorats et encaisse les dividendes, dilapide à qui mieux mieux nos richesses naturelles ⁹⁶⁸. Avec les révélations de la commission des comptes publics, le climat s'envenimant, le journal gagne en assurance, les manchettes provocatrices se succèdent : « À quand l'arrestation d'Antoine Taschereau ? », « Lanctôt ira-t-il au bagne ou au Mexique ⁹⁶⁹ ? » La cam-

⁹⁶⁷ Paul BOUCHARD, « Séparatisme », *la Nation*, vol. 1, n° 47, 31 décembre 1936, p. 1. Jean-Louis Gagnon ayant quitté le journal depuis quelques semaines, peut-être ces fléchettes lui étaient-elles destinées...

⁹⁶⁸ La Direction, « Appel aux jeunes », *la Nation*, vol. 1, n° 8, 4 avril 1936, p. 1.

⁹⁶⁹ Jean-Louis GAGNON, « Ces messieurs au... parloir », *la Nation*, vol. 1, n° 16 et 17, les 28 mai et 4 juin 1936, p. 4 ; et *La Direction*, « À quand l'arrestation d'Antoine Taschereau ? », *la Nation*, vol. 1, n° 18, 11 juin 1936, p. 1. Paul BOUCHARD, « Lanctôt ira-t-il au bagne ou au Mexique ? », *la Nation*, vol. 1, n° 21, 2 juillet 1936, p. 1.

pagne électorale gardera ce cachet très particularisé, le grand titre du 6 août se lit comme suit : « P. Gagnon, marsouin de Kamouraska...⁹⁷⁰ ». Cependant, à l'opposé du *Devoir* et des autres, *la Nation* se différencie sous de multiples aspects qui en feront sa force et sa faiblesse. Comme de raison, elle vit la campagne à la manière d'un événement s'inscrivant dans la réalité européenne ; imitant la presse de droite française, il lui faut se trouver un adversaire d'extrême gauche, le Front populaire au Québec. Dans cette veine, elle sera conduite à des interprétations pour le moins surprenantes. À sa décharge, on doit reconnaître que mis à part Paul Gouin et son entourage immédiat de la moribonde A.L.N. qui avait des raisons évidentes de se méfier de Maurice Duplessis, *la Nation* se compte parmi les seuls à s'être interrogés sur la sincérité du futur « chef » et à l'avoir dénoncé aussi rapidement après la constitution de son cabinet, c'est-à-dire dès les premiers jours de septembre 1936.

Il ne fait aucun doute que le journal vit l'élection d'août 1936 comme une confrontation avec le communisme où les vraies parties en cause ne présentent aucun candidat, les formations officiellement dans la mêlée demeurant susceptibles de faire à leur insu le jeu de l'adversaire redoutable, le Front populaire. C'est donc presque dans un imaginaire que *la Nation* rend compte de la campagne électorale où elle joue un rôle actif, mais hors du cadre des opposants en titre. Sous le coup de la guerre d'Espagne qui éclate en juillet, *la Nation* tient le même langage et [348] reproduit au Québec les combats qui se livrent en Europe. La campagne anticommuniste remplace assez rapidement l'apostrophe désinvolte aux libéraux corrompus. Bref, le journal se dégage lestement de l'atmosphère créée par l'examen des comptes publics et enfourche son grand cheval de bataille contre le communisme omniprésent⁹⁷¹.

Le spectre rouge est partout, si bien que sa présence ne semble pas nécessiter une démonstration, seule suffit selon toute apparence l'évocation suggestive que provoquent des titres et des manchettes à l'emporte-pièce : « Nous voulons la tête de Stanley B. Ryerson ; comment le Front populaire fera battre l'Union nationale », « Haute gueule et plate figure ; T.-D. Bouchard, taureau des Cantons de l'Est, l'homme du Front populaire » ; plus tard, le 3 septembre, « Trois journaux bolchévi-

⁹⁷⁰ Robert CHÉNIER, *la Nation*, vol. 1, n° 26, 6 août 1936, p. 1.

⁹⁷¹ Le parti communiste tient une assemblée entre autres le 23 juillet 1936 à la Salle des débardeurs, rue Bonsecours, à Montréal ; au dire du *Devoir*, le lendemain, elle réunit environ deux cents auditeurs « débraillés dans leur tenue, mais attentifs et enthousiastes ».

cotrustards, le sénateur Dandurand, patron du communiste Edmond Turcotte », - c'est-à-dire, *Clarté*, *le Canada* et *l'Autorité*⁹⁷². Ces titres qui coiffent dans deux cas sur trois des articles signés de Jean-Louis Gagnon ne sont certes pas sans effet sur le lecteur, surtout lorsqu'ils occupent la manchette ; avec des illustrations cultivant le macabre de la guerre civile espagnole, ils confèrent à la page frontispice une atmosphère particulière. Au fond, leur contenu n'assure que fort imparfaitement les rapprochements que tentent d'opérer ces titres entre la réalité québécoise et le milieu européen de référence.

Non satisfaite d'avoir plongé, du moins en imagination, la conjoncture québécoise en plein combat révolutionnaire, la *Nation* sert de point de ralliement à un mouvement dont elle prend l'initiative. Appelé Front commun autonomiste, il voit officiellement le jour à la fin juillet et réunit en son comité central des personnes aux horizons de droite : Walter O'Leary, des Jeunesses patriotes, Paul Dumas et Dostaler O'Leary des Jeune-Canada, puis Philippe Ferland et Émile Latrémouille de la Jeunesse libérale nationale⁹⁷³. Il tiendra à la fin de juillet et au début d'août des réunions dont l'objectif premier est sans conteste de contrer les manoeuvres communistes au Québec ; l'annonce parue les 16 et 23 juillet pour la [349] réunion du 29 ne laisse aucune équivoque : « Grand meeting du mouvement séparatiste et fasciste contre le Front populaire et le parti communiste⁹⁷⁴ ».

Le communisme est à nos portes [préviend Jean-Louis Gagnon], il faut y aller à fond de train. Que tous les ramollis s'écartent - place aux radicaux. Comme disait Ariante : *l'heure du chirurgien a sonné, que le médecin s'écarte*⁹⁷⁵.

L'illustration en frontispice du 13 août, dernière livraison avant le jour du scrutin, montre les maisons de France et d'Espagne, l'une en voie de démolition, l'autre rasée par le communisme ; puis, au fond, la Maison du Québec, toujours debout, avec

⁹⁷² Jean-Louis GAGNON, « Nous voulons la tête de Stanley B. Ryerson... », *la Nation*, vol. 1, n° 21, 2 juillet 1936, p. 4 ; et « Haute gueule et plate figure, T.-D. Bouchard, taurau des Cantons de l'Est... », *la Nation*, vol. I, n° 24, 23 juillet 1936, p. 1. *La Direction*, « Trois journaux bolchévico-trustards... », *la Nation*, vol. 1, n° 30, 3 septembre 1936, p. 1.

⁹⁷³ Paul BOUCHARD, « Candidats autonomistes dans la lutte », *la Nation*, vol. 1, n° 25, 30 juillet 1936, p. 1.

⁹⁷⁴ *La Nation*, vol. 1, n° 23 et 24, les 16 et 23 juillet 1936, p. 3.

⁹⁷⁵ Jean-Louis GAGNON, « Après Saint-Sauveur, Saint-Jacques ! », *la Nation*, vol. 1, n° 27, 13 août 1936, p. 1.

à sa porte une affiche interdisant l'entrée, la Nation, et en avant-scène un membre de la C.C.F. avec un volume de Marx sous le bras convoitant la proie que l'on devine.

Plus le temps avance au cours de la campagne, plus *la Nation* insère son action dans un conflit étranger aux enjeux reconnus par les autres parties. Tant et si bien qu'elle livrera ses combats à côté de la mêlée. Se définissant au-dessus des partis politiques, le mouvement annoncera, sans jamais lui donner suite, son intention de présenter des candidatures autonomistes ⁹⁷⁶. Doté d'un programme assez court, il se dira en gros « contre les forces étouffantes de la finance judéo-anglaise des capitalistes trustards et contre les forces dissolvantes des immigrés communistes du Front populaire ⁹⁷⁷ ». Cette quasi-mascarade ne demeure pas tout à fait sans lendemain puisque l'idée de l'infiltration communiste en notre milieu persiste, bien après la campagne, dans les chroniques du journal.

Vers la toute fin de la lutte électorale, *la Nation* se sent tout de même contrainte de prendre position. Le lecteur assidu et attentif avait pu apprendre dans la chronique « Les hommes et les journaux » - espèce de revue de presse surtout commentée - que Paul Bouchard ne niait pas son admiration pour Duplessis malgré l'anti-séparatisme de celui-ci ; il voyait avant tout en cet homme celui qui avait « botté » Alexandre Taschereau ⁹⁷⁸. Ce n'était dans cet article qu'une parenthèse, sans plus. À toutes fins utiles, l'Union nationale était en ces pages du journal la grande ignorée. Deux articles de la livraison du 6 août tentent de faire le point : Albert T. Pelletier, dans « À nous jeunesse » est formel : il se pose d'abord contre les partis en général, puis contre cette Union nationale affaiblie par le départ [350] de Gouin qui, lui, avait rallié la jeunesse autour de son personnage aux élections de novembre 1935 ; contre également cette Union nationale qui ne table que sur l'enquête des comptes publics et met sous le boisseau le programme tiré de l'École sociale populaire ⁹⁷⁹. Dans une fenêtre de la même livraison, *La Nation* présente ses « positions » : elle se range par stratégie en faveur de Duplessis pour mieux abattre le « régime Taschereau-Godbout », puis une fois cette étape franchie, elle se propose de poursuivre le combat contre le parti au pouvoir ⁹⁸⁰. La livraison suivante, celle du 13 août, que l'on

⁹⁷⁶ Paul BOUCHARD, « Candidats autonomistes dans la lutte », loco cit., p. 1.

⁹⁷⁷ Ibid.

⁹⁷⁸ « Les hommes et les journaux », *la Nation*, vol. 1, n° 22, 9 juillet 1936, p. 2.

⁹⁷⁹ Albert T. PELLETIER, « À nous jeunesse », *la Nation*, vol. 1, n° 26, 6 août 1936, p. 1.

⁹⁸⁰ La Direction, « Nos positions », *la Nation*, vol. 1, n° 26, 6 août 1936, p. 3.

aurait cru plus engagée en ce sens, en profite plutôt pour porter à son paroxysme la tension anticomuniste. L'étonnant, par contre, c'est de constater l'effet de satisfaction subite que produit la victoire de l'Union nationale au lendemain du vote. « Victoire de l'Union nationale, premier pas vers la sécession », titre Paul Bouchard dans la livraison du 20. À son dire, si Duplessis suit le programme de l'A.L.N., il sera conduit naturellement à la séparation. Mais l'euphorie est de courte durée, puisque dès l'annonce de la formation du cabinet Duplessis, le journal ne tarde pas à réagir.

L'éviction du Dr Hamel marque un tournant décisif dans les rapports du journal avec le nouveau gouvernement. Dans le numéro du 27 août, Paul Bouchard déclare que « La rue Saint-Jacques refuse le Dr Hamel dans le cabinet de Duplessis ⁹⁸¹ ». Dès la semaine suivante, il s'en prend à la duplicité de Duplessis, jeu de mots qui fera fortune au journal ⁹⁸². À cette occasion, l'auteur attaque *le Devoir* qui, depuis le 26 novembre 1935, serait devenu la presse de l'Union nationale. Enfin le 10, Jean-Louis Gagnon s'empare de la question dans un article à sa façon : « L'affaire Hamel et la menace communiste », où il exprime ses appréhensions que la guerre sociale, que voulait éviter le Dr Hamel par un ordre nouveau, puisse bien être inéluctable ⁹⁸³. À partir de ce moment, le fossé ne fera que s'agrandir. L'hiver 1937 sera fécond en manchettes dénonciatrices suivant le fil de « l'histoire d'une trahison » : « L'histoire d'une trahison ; Maurice Duplessis, prince des fourbes, un noeud de vipères sous le soleil de satan » - laissons de côté les références littéraires plus pédantes et candides à la fois que pertinentes -, « L'histoire d'une trahison ; l'âme damnée de l'Union nationale : Duplessis la duplicité », « L'histoire d'une trahison : le ministre de la trahison nationale, une élection antitrustarde au service des [351] trusts ⁹⁸⁴ ». En dépit de son style mis au service du calembour, l'accusation ne manque pas de justesse.

Les lendemains de l'élection d'août 1936 donneront lieu à de multiples réalignements. D'abord, l'antiduplessisme précoce du journal le force à prendre une position rigide contre des alliés éventuels qu'il convenait de ménager. Il ne nous appartient pas d'établir un rapport de cause à effet entre la rupture de septembre 1936 et le

⁹⁸¹ *La Nation*, vol. 1, n° 29, 27 août 1936, p. 3.

⁹⁸² *La Nation*, vol. 1, n° 30, 3 septembre 1936, p. 3.

⁹⁸³ *La Nation*, vol. 1, n° 31, 10 septembre 1936, p. 4.

⁹⁸⁴ Paul BOUCHARD, « L'histoire d'une trahison... », *la Nation*, vol. II, nos 3, 4 et 5, les 25 février, 4 et 11 mars 1937, p. 1.

lancement du Parti autonomiste en mars 1937, formation qu'annonce dès le 1er octobre 1936 la fondation des Faisceaux d'action séparatiste, suivant l'initiative de Paul Bouchard. Synchroniquement à cette formalisation du mouvement « autonomiste », la *Nation* se trouve engagée sur un nouveau front contre Adrien Arcand en octobre 1936. Le ton demeure fidèle à lui-même et se ramasse très souvent dans des manchettes à l'emporte-pièce : « cloaques et sentines de la politique, Adrien Arcand, rastaquouère et cabotin. Le P.N.S.C. (Parti national social chrétien), nazisme pan-canadien, traquenard de trahison nationale ⁹⁸⁵ ». Il ne nous revient pas de révéler les dessous de cette algarade qui ne sera pas sans suite puisque, pour les mois qui suivront, Arcand se rangera parmi les adversaires Prédestinés du journal. Officiellement, Paul Bouchard lui reproche - du moins à l'origine - d'avoir proclamé la nécessité de soutenir l'impérialisme britannique, c'est-à-dire en ses termes, favoriser une « puissance judéo-anglaise ⁹⁸⁶ ». *La Nation* s'affirme contre le nazisme et surtout contre ce qu'elle croît être son antinationalisme ⁹⁸⁷.

Si *la Nation* tourne ses canons en direction du duplessisme et du nazisme, elle revient à des positions moins obnubilées par le spectre rouge avec, semble-t-il, le départ de Gagnon qui cesse sa collaboration au journal en décembre 1936. À cet égard, elle adopte une attitude un peu plus traditionnelle, s'en tenant toujours à l'anti-impérialisme classique où le brocard ajoute, mais que superficiellement, une touche d'originalité.

À la suite de *Vivre*, *la Nation* offre le spectacle analogue d'une impuissance chronique face aux événements. Toute son action se résume dans une recherche d'adversité à tout prix. Selon une démarche familière à la droite française de l'époque, elle est plus « anti » que « pro » quoi que ce [352] soit. L'adversité absorbe toute son action. La définition du nous et de son action n'occupe aucune place qui vaille. *L'État* n'est au fond qu'évoqué, pourtant il est censé constituer une pièce maîtresse dans cette construction. Le *chef* n'apparaît que sous le déguisement de Mussolini, il n'a aucune existence propre comme autre composante majeure du sys-

⁹⁸⁵ IDEM, « Cloaques et sentines de la politique », *la Nation*, vol. 1, n° 37, 22 octobre 1936, p. 1.

⁹⁸⁶ Ibid.

⁹⁸⁷ Paul Bouchard se définit antiraciste dans *la Nation*, vol. 1, n° 13, p. 1, où il s'en prend à Gobineau et Hitler. Par contre, Albert Pelletier dans « Le caporal Hitler », *la Nation*, vol. 1, n° 18, 11 juin 1936, p. 1, est tout en louanges envers celui qui a « régénéré » l'Allemagne.

tème proposé. L'éternelle élite est absente à tous égards, on ne saurait dire si elle est bienvenue ou rejetée dans cette utopie. L'organisation d'une formation militante : mouvement, parti ou milice, tourne strictement à rien, du moins au cours de cette année cruciale. La stratégie relève plus de la recherche littéraire que de l'action politique.

Lorsque, avec assurance, Paul Bouchard se permet de blâmer les patriotes de 1837 pour n'avoir pas suscité un puissant mouvement populaire, une agitation politique générale en leur faveur, d'avoir manqué de préparation et de directives, lorsque, enfin, il reproche à Papineau d'avoir été un « beau parleur » plutôt qu'un « homme d'action et d'organisation », le lecteur est certes en droit de s'attendre à une stratégie mieux arrêtée que ces parcimonieuses considérations sans aucun effet sur la réalité politique ⁹⁸⁸.

Bref, *la Nation* s'est fabriqué de toute pièce un conflit selon des axes de forces étrangères aux coordonnées de la conjoncture québécoise. La logique de ses postulats ne pouvait que l'acheminer très souvent sur de fausses pistes et de faux problèmes. C'était tout simplement vivre éveillé un rêve ou un cauchemar, en somme, une aventure don-quichottesque.

⁹⁸⁸ Paul BOUCHARD, « Séparatisme », *la Nation*, vol. 1, n° 20, 25 juin 1936, p. 1.

[353]

L'APOLITISME DES IDÉOLOGIES QUÉBÉCOISES.
Le grand tournant de 1934-1936.

CONCLUSION GÉNÉRALE

L'adversaire

[Retour à la table des matières](#)

De la diversité que reproduit l'analyse des idéologies précédentes, se découpe un profil moyen, un idéal type. Il apparaît, par exemple, que tous les projets proposés s'affrontent à un adversaire commun. Si les solutions varient, il n'en est pas ainsi des constats. Car lorsqu'il arrive à ces derniers de se distinguer dans l'identification de l'adversaire, c'est eu égard aux divers niveaux d'explication. L'*anti-fragment* (s'il est permis de le dénommer ainsi en tant qu'il est menace à l'intégrité même du fragment) adopte des formes plus ou moins totalitaires selon la profondeur de son influence. Groulx et *la Relève* perçoivent dans l'adversaire d'abord un esprit, l'individualisme protestant issu de la Renaissance et de la Réforme, qui a produit comme idéologie le libéralisme. Sans innover, Bourassa avait, avant eux, fait sien ce modèle d'explication ⁹⁸⁹. À cet égard, il y a continuité depuis au moins le début du siècle.

Tous s'entendent, du Devoir à *la Nation*, pour dénoncer irrévocablement un *système*, l'industrialisation selon la tradition libérale du laisser-faire et du laisser-passer. L'individualisme consacré, autant dans les structures politiques qu'économiques, est condamné sans rémission. Aussi est-on conduit à repousser également les

⁹⁸⁹ Henri BOURASSA, *la Langue, gardienne de la foi*, 1918, Montréal, pp. 30 et 32 ; *la Propriété, ses bornes, ses abus*, 1925, Montréal, p. 8.

forces retenues par ces structures : le bloc économique, c'est-à-dire les monopoles et, d'autre part, le bloc politique, c'est-à-dire les partis. Les deux abouchés l'un à l'autre forment un tout qui consolide une position de domination. Il n'est pas sans intérêt de signaler ici le caractère idéaliste de cette construction d'étapes, qui décrit une progression de l'idée à l'action.

Si, dans un premier moment, il est évident que c'est la nation que l'adversaire met en cause, il apparaît cependant, lors d'un second moment dans l'analyse, qu'en parallèle avec cette inquiétude sur notre sort collectif, [354] se distingue la défense d'intérêts propres à une classe. Il serait gratuit à ce stade de l'analyse d'affirmer, sans autre forme de procès, qu'il s'agit indubitablement d'une classe à la recherche d'une réhabilitation. Il faudrait en faire la preuve. Par contre, il crève les yeux qu'il s'agit bien de *représentations* tournées vers le relèvement d'une classe de petits propriétaires, appelée par ses avocats, la classe moyenne. Celle-ci est présentée comme menacée d'extinction dans son *avoir* et, de ce fait, dans son influence ; influence dont l'existence prend l'allure d'un gage de responsabilité sociale, donc de stabilité et d'ordre. Selon cet aperçu, la classe des petits propriétaires - qu'ils soient urbains ou ruraux importe nullement - au Canada français se trouve en quelque sorte coincée entre deux puissantes forces sociales, à savoir, les « trusts » au pouvoir économique et politique écrasant et, à l'autre extrémité de l'échelle sociale, les masses dont la turbulence virtuelle et la vulnérabilité aux sollicitations démagogiques sont fortement appréhendées. Traduite en langage politique, cette inquiétude situe cette classe en affrontement avec, d'une part, le libéralisme débridé, favorable à l'extermination progressive du petit propriétaire par l'érosion de son pouvoir économique et, d'autre part, le communisme ou le socialisme, idéologies attitrées de la *dépossession*, intervenant cette fois par l'exercice direct de l'État. Dans cette alternative entre deux extrêmes irréductibles, l'homme politique est perçu au fond comme parvenant à réduire sinon à satisfaire pleinement ces deux tensions opposées, par le contentement tantôt de l'un, tantôt de l'autre ; et ce, presque toujours au détriment de cette classe médiane qui, en somme, ferait les frais de la conciliation. Ainsi traquée, cette classe subit la crise économique comme un processus de compression qui la soumet dans les faits à un état de *sujétion*.

Par l'effet de *sujétion* se trouvent associées deux réalités qui se confondent : la *nation* bien entendu et aussi une *classe élue* qui a pour vocation la transmission des valeurs propres à cette nation. La nation et la « classe moyenne » sont toutes deux

menacées dans leur existence même. Il apparaît que l'une ne pourra survivre qu'avec l'autre. Elles ont en somme partie liée.

Le nous

[Retour à la table des matières](#)

Le *nous* se présente sous une certaine diversité d'images. Le fragment est perçu comme renvoyant infailliblement à une réalité passée, à un esprit révolu ; ceci admis, il n'en demeure pas moins qu'il peut adopter divers visages. Un peu à la manière de l'adversaire, il se situe à des niveaux divers de perception. Au stade le plus élevé domine la mystique nationale, celle de [355] Groulx, qui, fidèle au mythe historique de la communion entre les nôtres lors des grands moments de la sainte colonie, produit une forme d'anarchisme conservateur. Que faut-il en l'occurrence conserver ? Deux ordres de valeurs non synchroniques dans l'histoire de France mais qui, chez nous, se sont trouvés réconciliés : le classicisme religieux, soit les vertus médiévales épargnées des courants modernes - à savoir la Renaissance et le XVII^e siècle en France et, bien sûr, les siècles qui suivront - et le classicisme littéraire du XVII^e siècle, un classicisme à la coupe assez étriquée, qui constitue un patrimoine littéraire et plus largement intellectuel. Les titres de noblesse religieux vont chercher leur légitimité dans un passé d'orthodoxie plus profond que l'ordre des références intellectuelles : pour restituer la communion primitive des colons, l'individualisme du Grand Siècle n'avait rien à offrir. L'absolutisme de cette époque, quoiqu'on veuille en croire, ne trouve dans les années 30, et même bien avant, fort peu d'adeptes. Le *nous* médiéval est vraiment le type de collectif retenu, il semble le plus conforme tant aux aspirations religieuses qu'aux aspirations sociales du milieu. Tout comme les puritains du Mayflower ont quitté l'Europe pour établir une nouvelle société distincte de la mère patrie, les nôtres, déjà *différents* selon la mythologie groulxiste, de l'esprit du siècle, viennent perpétuer sur les rives du grand fleuve une vie collective qui, en France, se meurt. Un destin élevé prescrit aux nôtres une mission somme toute exceptionnelle, non seulement de survivance québécoise ou canadienne-française après la Conquête, mais une survivance toute française que la mère patrie elle-même n'est plus capable d'assumer. Avant Groulx, Tardivel et Bourassa avaient traduit ce manichéisme de façon tranchée : depuis le XVIII^e siècle qui se conclut

logiquement par la Révolution, la France n'a plus rien à nous apprendre. Et après Groulx, Victor Barbeau nous fait tout autant appartenir à la vieille France celle d'avant la révolution (avec un *r* minuscule probablement intentionnel) de 89 : « dans l'histoire de la pensée nous sommes un archaïsme ⁹⁹⁰ ». Mais Français nous demeurons car, « *biologiquement, psychologiquement, intellectuellement, nationalement, nous ne pouvons pas être autre chose* ⁹⁹¹ ». Pour tout dire, l'isolement, depuis, est notre lot mais aussi notre grandeur. La thèse hartzienne trouve là sa confirmation la plus éloquente.

Voisine de la communion nationale, habite la conciliation sociale de type corporatiste défendue par l'École sociale populaire et suscitée à un degré moindre par *la Relève*. Tout apparent qu'il soit avec *la Relève*, le rattachement au Moyen Âge l'est à un degré moindre auprès de l'École du [356] père Archambault. Riposte à la crise et aux désordres qu'elle implique, l'ordre nouveau se veut au premier chef une réponse sociale, mais de même nature selon, finalement, le même déterminisme idéologique qui régit les choix nationaux de Groulx. En d'autres mots, l'École sociale populaire puise à la même source et soumet ainsi des solutions dont les conséquences apolitiques sont les Mêmes ⁹⁹². Il n'y a rien d'étonnant que Minville, et combien d'autres après lui, les ait rapprochés au point de les juxtaposer. Il est vrai que la mystique groulxiste comporte une batterie d'exigences dans les relations sociales que le corporatisme d'association n'ose pas imposer. Ce dernier relève souvent d'une mécanique étrangère à cet égard au national. Les deux dynamiques se rejoignent néanmoins en ce qu'elles relèvent d'une intention de supprimer les conflits internes sans le recours à la gouverne. Le social s'autogouverne chez les deux ; pour l'un, le conflit n'a même pas l'occasion de poindre à l'horizon car rien ne laisse croire à l'émergence même d'une dissidence, c'est l'accomplissement parfait de la communion ; chez l'autre, le conflit est susceptible de surgir, au-delà des états d'âme ; il faut donc s'outiller d'appareils régulateurs qui dispensent des services de l'État. Comme on le per-

⁹⁹⁰ Victor BARBEAU, *Pour nous grandir....* 1937, Montréal, p. 43.

⁹⁹¹ Ibid., p. 47.

⁹⁹² À propos du corporatisme français, Matthew Elbow observe un phénomène analogue qui, quant à nous, explique les emprunts fréquents faits par l'École sociale populaire à son pendant européen : « (French corporatism)... differed from corporatism in other countries, The French unlike corporatists of some of the other nationalities, never freed themselves from a romantic attachment to the guilds of the Old Regime and a hostile attitude toward the power of the State », in *French Corporative Theory, 1789-1948, A Chapter in the History of Ideas*, Octagon Books, N.Y., 1966, p. 114.

çoit au Moyen Âge, l'ordre social s'achève au seuil même du politique, le réduisant à un rôle de gendarme.

Alors que certains conçoivent une expression proprement collective du Canada français, d'autres, comme *le Devoir* et *l'Action nationale*, planent en rase-mottes tout absorbés qu'ils sont à observer le plus fidèlement possible un code préétabli, une sorte de vade-mecum de bon nationaliste. Ce sont des techniques ou des recettes qui prescrivent des conduites aisément identifiables : les rites de la vie traditionnelle en voie de disparition, l'achat chez nous, le français langue dans nos rapports avec le gouvernement central, etc. Que *le Devoir* ne soit pas arrivé à se prémunir d'une dispersion dans la fixation d'une action collective n'a rien pour étonner : la vie nationale se résumait à une mosaïque de conduites ne reproduisant aucun tableau d'ensemble. La lecture du *Devoir* et de *l'Action nationale* est terne précisément parce que ces publications adoptent la facture de manuels qui répètent les mêmes consignes sans vue globale et surtout sans remise en question. Elles semblent avoir pour fonction la transmission non d'un savoir ou d'une critique, mais plutôt [357] d'une symbolique pour ranimer ou entretenir une disposition nationaliste assez mal définie. À la longue, ces publications délaissent l'objectif poursuivi au profit d'une tradition qui perd en qualité ce qu'elle gagne en quantité. Ce faisant, le nous se dissout dans des rites, néglige sa cohésion identifiable par le groupe et finalement s'autostérilise. Dans les années 1935 et 1936, *le Devoir* n'a de raison d'être qu'en regard de l'adversaire, impuissant est-il à réfléchir une action collective précise.

Contiguës à cette plate perception du nous, s'insinuent, en dépit des apparences contraires, la rhétorique et l'inflation verbale que suscite l'esprit pseudo-conquérant auprès de la génération montante de *Vivre*, de *la Nation* et des *Jeune-Canada*. Chez les uns comme chez les autres, il ne sera à l'origine d'aucun remaniement qui vaille dans l'identification du nous. Les plus impatients dans *Vivre* et dans *la Nation* s'emporteront en faveur de l'énergie, mais qu'à de très rares moments ; il sera d'ailleurs apparent que ce thème peu exploité s'épuise sur lui-même, ce sera l'énergie pour l'énergie. Plus modérés, les *Jeune-Canada* s'en tiennent en dernier ressort à un univers de clichés, passée leur invocation quasi incantatoire au chef-rédempteur. En définitive, la conquête aux dépôts très hardis s'enlise rapidement dans le marais d'une symbolique vaseuse. À la manière de Groulx, elle se réduit à une entreprise de croisés, des croisés d'écoles et de collèges à qui on offrait plus sou-

vent qu'autrement une religion de rentiers, un salut assuré à la suite de rites qui pourvoient à une caisse de thésaurisation spirituelle.

Quant à l'action privilégiée, l'unanimité se fait sans heurt aucun, autour de la *diffusion* comme moyen de nous réaliser en tant que collectivité. Travail sur les mentalités, l'éducation sociale ou nationale, selon les cas, se résume finalement à une intervention qui intéresse les *consciences individuelles* puisque aucune structure d'accueil n'est prévue pour canaliser l'ardeur des convertis. Le caractère fortement institutionnel de la corporation dont la vocation ne pouvait être que lointaine était, à tout prendre, la seule référence à un appareil concret. Dans sa lettre d'encouragement, et aussi d'apaisement, à la revue *la Nation*, Groulx exprime très bien cette intention :

Notre mal n'est pas tant politique que national. Le grand mal c'est qu'il n'y a pas de Canadiens français.

Et de conclure plus loin :

Je crois pratique de créer la faculté et le sentiment de réformer l'âme avant d'exiger l'action ⁹⁹³.

[358]

La conscience nationale ne s'accomplit que dans les consciences individuelles prises en tant que telles, et se refuse passablement à l'action. Dès lors qu'il est question d'agir, le propos se contente de la transmission d'une symbolique destinée à susciter de bonnes dispositions.

Si le nationalisme a la prétention de faire appel aux qualités *d'être*, il devient apparent que le sens de l'avoir y trouve son compte. La crise est subie comme le drame de la dépossession ; la dépossession d'une classe moyenne, pivot de la société canadienne-française. Les représentations renvoient le sentiment d'abord d'un pillage puis d'un sabordement. Cette crise de *l'avoir* sera même réfléchie dans les lettres où les grandes réussites abordent de plain-pied le sujet : *Un homme et son péché*, de Claude-Henri Grignon, *Menaud, maître draveur*, de Félix-Antoine Savard et *Trente Arpents* de Ringuet. Par contre, cette préoccupation de l'avoir collectif plon-

⁹⁹³ Lettre de Groulx à Chaloult, reproduite en première page de *la Nation*, 1^{re} année, n° 2, 22 février 1936.

ge ses racines plus profondément, car, au-delà de la crise, le thème de la possession à la manière du petit propriétaire - selon un esprit rentier - s'exprime autant avant qu'après la dépression économique. L'assimilation qu'Errol Bouchette fait, à la suite de Carl Rodbertus-Jagetzow, des richesses naturelles au capital, appuyant fortement sur notre avoir national, manifeste déjà une perception qui sera souvent reprise ⁹⁹⁴. Au cours des années 30, Victor Barbeau se livre au recensement de notre propriété nationale ; même si le but énoncé veut avant tout exposer notre « vassalité économique », il l'exprime par la *dépossession*, notre lot ⁹⁹⁵. Après lui, E. Montpetit brosse un tableau très comptable et rentier du nous où l'expression *capital* sert à identifier un avoir à bien placer :

Tout proche du capital intellectuel, souvent confondu avec lui, la société offre son capital d'art, l'oeuvre des hommes et des siècles : littérature, musique, beaux-arts. Quelle richesse ⁹⁹⁶ !

Combien de fois est-il question en cette célèbre trilogie intitulée *la Conquête économique* de capitaux de toute sorte : la main-d'oeuvre est capital humain, le tourisme (à la manière de Bouchette, même s'il en est conscient), le « capital-nature » et le « capital traditions », au plan intellectuel, le « capital pensée », ailleurs le « capital institutions... » Chez Montpetit, l'art et l'avoir s'enchevêtrent indistinctement : aussi en arrive-t-on à la possession de la culture générale ⁹⁹⁷. Il s'avère, à la lecture de Montpetit, que [359] l'économique se réduit à une simple question de *richesses* où les valeurs immobilières identifiables comme le sol, le sous-sol, les édifices, etc., retiennent l'attention ; conception on ne peut plus *rentière* de l'action économique entreprise par une collectivité.

Le Citoyen canadien-français, de Minville, publié en 1946, prolonge cette pensée où l'esprit de l'entrepreneur cher à Schumpeter y est totalement absent. L'épargne

⁹⁹⁴ Dans *l'Indépendance économique du Canada français*, pp. 187ss.

⁹⁹⁵ *Mesure de notre taille*, pp. 10ss.

⁹⁹⁶ *La Conquête économique*, t. III, p. 15.

⁹⁹⁷ *Ibid.*, t. I, pp. 209, 239 ; t. II, pp. 21, 23, 261 ; t. III, pp. 15, 57ss et 172. Il est bien entendu que seule une analyse de contenu axée sur une confrontation des valeurs d'avoir par opposition aux valeurs d'être, d'agir ou de penser pourrait en rendre plus rigoureusement compte.

et le travail garantissent à eux seuls l'aisance et le progrès sous toutes ses formes ⁹⁹⁸.

La vision rentière gagne les représentations les plus abstraites de l'avoir collectif, à la manière de Montpetit, et sensiblement à la même époque que lui, Victor Barbeau nous entretient de la bourgeoisie et de la culture où se dégage clairement l'impression qu'il s'agit bien de la classe possédante du savoir ⁹⁹⁹. Quelques années auparavant, Wilfrid Morin aperçoit selon une optique analogue la civilisation :

C'est un patrimoine ; c'est un legs du passé au présent. C'est un héritage à capital matériel ; c'est un apanage à ressources morales et spirituelles ¹⁰⁰⁰.

Le politique

[Retour à la table des matières](#)

La lacune la plus probante dans ces productions idéologiques porte sur l'absence chronique de structuration à l'intention du *nous* à quelque niveau qu'il se situe. Il est coutumier de souligner le caractère grandement élitiste de cette époque. Élitiste peut-être l'était-on ; mais ceci admis, il faut également reconnaître, et ce nous semble beaucoup plus important, l'état *diffus* de cette pseudo-aristocratie de la pensée, qui n'offrait surtout rien d'oligarchique. Cette « élite » était susceptible d'exercer un certain ascendant, non de par la qualité de son réseau mais tout simplement parce qu'elle transmettait en gros le même message, ou davantage (en langage plus groulxiste) un état d'âme.

Il en est de même pour le *chef* qui souvent se situe bien *hors* de la gouverne. Pour Groulx, il s'agit en somme d'un catalyseur qui amorce ou accélère une réaction de retour à notre composition d'origine. Son rôle n'est au fond que provisoire et aussi le serait son recours à l'État s'il y avait effectivement recours. Chez les Jeune-Canada, le chef était déjà tout désigné : il revenait à l'auteur des *Orientations* et *Directives* de tracer la voie... Dans ces formulations plus ou moins mitoyennes, le

⁹⁹⁸ Tome 1, pp. 30ss., t. II, pp. 110ss.

⁹⁹⁹ « La bourgeoisie et la culture », dans *l'Avenir de notre bourgeoisie*, pp. 59-90.

¹⁰⁰⁰ *L'avenir du Canada, nos droits à l'indépendance politique*, p. 71.

conquérant d'une part et le dictateur de l'autre y sont tout simplement absents. Elles [360] sollicitent une *protection*, au plus un principe de vague autorité, mais jamais un véritable principe d'action.

Ni ladite « élite » ni ledit « chef » n'ont, pour asseoir leur autorité, une quelconque *hiérarchie*. L'organicisme parfois exprimé ne se maintient que dans les zones non structurables ou encore à l'état non structuré du modèle. La hiérarchie situe des *valeurs* mais non des rôles. Tout évolue autour de sphères exclusivement *culturelles*. L'élite et le chef sont même dépourvus de troupes. L'organisation ne touche aucunement l'action. Elle n'est jamais évoquée ni même mentionnée.

L'absence de gouverne comme élément organisateur de dernière instance sert de révélateur encore plus puissant et confirme la cohérence d'apolitisme qui dénote tout l'ensemble.

Le *nous* hors du politique, ce *nous* économique, social, religieux, etc., pouvait tendre vers la récupération d'un monde passé ; par contre, l'achèvement du *nous* devait s'arrêter au seuil de la gouverne. Le fragment est susceptible de reconstitution mais à l'exclusion de son apport politique. En termes de déterminismes idéologiques, la pensée devra donc s'articuler hors de ce dernier, faire mine qu'elle n'a jamais compté et que surtout elle ne saurait compter sur lui aujourd'hui ou demain. La *monarchie*, le seul régime de référence propre au fragment, est impossible à réinstituer. Et pour cause...

Esdras Minville entretiendra bien une certaine nostalgie pour la monarchie française qui, de par sa nature autoritaire et hiérarchisée, convenait, croyait-il, à la formation religieuse et sociale de notre milieu. Avec l'avènement du parlementarisme anglais qui nous était, à tous égards, étranger, nous aurions alors connu l'esprit de parti « que le suffrage généralisé a répandu jusqu'aux couches inférieures de la société ¹⁰⁰¹ ». *Le Devoir*, sans trop se l'avouer, arguait dans le même sens. Par moments, *la Relève* ne s'y montre pas réfractaire non plus.

En France, les mouvements de tradition conservatrice ont tâté fait de reconstituer un modèle supposément déjà connu dans le passé. Pour les maurrassiens, le nationalisme intégral se fondait sur la monarchie. Cette institution constituait d'ail-

¹⁰⁰¹ Esdras MINVILLE, « La bourgeoisie et l'économie », dans *l'Avenir de notre bourgeoisie*, pp. 40-41.

leurs la pièce maîtresse de l'ensemble. Jusqu'à la seconde grande guerre, elle s'imposait comme condition *sine qua non* du relèvement national ¹⁰⁰².

Au Québec, la question ne se posait pratiquement pas. Aucun, que nous sachions, n'a sérieusement envisagé la création d'une royauté autochtone ¹⁰⁰³. [361] La nier, comme la réalité politique le rendait nécessaire, c'était aussi nier une dimension active et surtout l'achèvement naturel du fragment. Le recours à une dynamique et à une conciliation, à un niveau infraétatique était le seul moyen de rassembler la collectivité canadienne-française : l'unité acquise par la restitution d'un mythe historique, c'est-à-dire par la *communion* de tous ses membres, ou par une structure d'*autorégulation sociale*, la corporation. En face du politique selon son expression la plus forte, la *gouverne*, cette pensée se voit absolument démunie. Toute son énergie passe à contourner cet obstacle infranchissable, à refuser au politique ses droits dans la cité. L'entreprise marginale de Jean-Louis Gagnon pour le réinstaller se solde par un refus cette fois de la pratique politique telle qu'elle s'exerce au pays.

Les courants qui se définissaient comme « séparatistes » favorisaient, on le sait, le mode corporatiste. Or, il est intéressant de noter que dans le feu même de l'enthousiasme la *gouverne*, appelée en principe à prendre la relève d'Ottawa, est souvent escamotée et parfois tout bonnement oubliée. *La Nation* toute fiévreuse de mussolinisme, surtout à ses débuts, n'aborde jamais de front la *gouverne* à son sommet, là où siégeait le magnifique Duce. Le journal s'en tenait aux étages intermédiaires où logeaient dans l'harmonie la plus indéfectible les corporations. Dans son *Séparatisme, doctrine constructive*, publié en 1937, Dostaler O'Leary opte naïvement pour la dictature (à son dire) mais oublie d'en établir les modalités d'accession et les véritables compétences ¹⁰⁰⁴. Puis, après avoir vibré intensément aux accents résolument autoritaires de l'État fasciste à instaurer en terre laurentienne, l'auteur achève son plaidoyer politique dans les termes suivants :

¹⁰⁰² Charles MAURRAS, *Mes idées politiques*, pp. 279ss.

¹⁰⁰³ On retrouve, il est vrai, des références nombreuses par moment à la Couronne britannique : Tardivel et plus tard O'Leary retiennent dans chacune de leurs réflexions « séparatistes » l'apport de la monarchie anglaise, ne serait-ce que nominale. J.-P. TARDIVEL, *Mélanges ou Recueil d'études religieuses, sociales, politiques et littéraires*, 1^{re} série, t. II ; Dostaler O'LEARY, *Séparatisme, doctrine constructive*, p. 196.

¹⁰⁰⁴ Op. cit., pp. 182ss et 194ss.

(...) Se grouper, tendre tous vers le même but en dehors et au-dessus de la politique, telle doit être notre devise, notre plus chère préoccupation ; car de l'union de toutes nos énergies, de tous nos efforts, dépend notre salut ¹⁰⁰⁵.

Plus modéré et jouissant par surcroît d'une tradition juridique sur laquelle s'appuyer, Wilfrid Morin s'attache à la règle du droit pour fonder la légitimité d'un État indépendant à l'intention des nôtres et, pourtant, [362] néglige totalement l'aspect institutionnel ¹⁰⁰⁶. Tout absorbé par une démonstration ponctuée de références brillantes à Jellinek, Duguit, Hauriou..., où la thèse est axée sur le passage de la nation à l'État, Morin n'ouvre même pas une parenthèse sur l'organisation probable ou désirable de cet État auquel nous sommes censés avoir droit.

Dans cette tradition nationaliste, Albert Lévesque, du moins dans un de ses écrits, se distingue de ce courant. En effet, dans la *Nation canadienne française*, son existence, ses droits, ses devoirs, l'auteur n'hésite pas à prendre une position peu orthodoxe pour son milieu idéologique en recommandant très vivement l'action politique. L'orientation nationale à laquelle nous aspirons nous sera fournie par l'élite et la politique ¹⁰⁰⁷. Catégorique en cette matière, Lévesque affirme qu'il faut dépasser l'action intellectuelle en organisant la solidarité nationale dans les actes ¹⁰⁰⁸. Aux jeunes, il déclare :

Soyez plus que des citoyens. Et si vous voulez être des apôtres, des chefs, faites de l'action politique ¹⁰⁰⁹.

Et de poursuivre qu'il faut cesser de discréditer et de mépriser la chose publique à cause de la faiblesse des hommes ou des partis qui en ont la charge. À son dire, ce dégoût a été provoqué par la réaction trop poussée contre l'esprit de parti ¹⁰¹⁰.

Pourquoi (...) s'attacher à cultiver un patriotisme vigilant, un catholicisme conquérant, au sein de la jeunesse laïque, si on lui interdit l'entrée dans l'arène politique, si on lui refuse l'opportunité de vivre et d'éprouver ses

¹⁰⁰⁵ Ibid., pp. 182 et 198. L'italique est de nous.

¹⁰⁰⁶ Dostaler O'LEARY, op. cit., pp. 49, 50, 79 et 122.

¹⁰⁰⁷ Ibid., p. 106.

¹⁰⁰⁸ Ibid., pp. 113-114.

¹⁰⁰⁹ Ibid., p. 145.

¹⁰¹⁰ Ibid., pp. 147-148.

convictions dans les cadres naturels où *elle seule* peut accomplir cette mission ¹⁰¹¹ ?

Pour lui, l'action politique occupe, parmi les devoirs sociaux, le premier rang ¹⁰¹². Désormais, conclut-il, le salut de la nation repose sur la valeur de notre vie politique ¹⁰¹³. Convaincu des qualités du corporatisme, Lévesque franchit néanmoins le seuil du politique. Il est probablement l'unique exception à s'être avancée dans cette direction. À ce titre, il méritait certes une mention, sinon davantage, même si quant au reste ses vues ne l'en distinguent pas du peloton nationaliste.

[363]

La négation *et* de l'organisation de la gouverne et de la participation à celle-ci, conduit tout naturellement à la négation ou encore à l'omission pure et simple du projet en tant que représentation cohérente d'une action à entreprendre sous l'impulsion de la gouverne entendue comme instrument de l'agir collectif. *Le Devoir*, à l'analyse, se révèle dans un état de paralysie chronique à cet égard, surtout vis-à-vis du mouvement lancé par l'A.L.N. et repris par l'U.N. *La Relève* s'assigne une mission supérieure, bien au-dessus de ces considérations trop immédiates. Lionel Groulx aspire au retour qui implique de soi une dilution progressive du projet au profit d'une mystique somme toute assez statique. *L'Action nationale* et les Jeune-Canada se révèlent, un peu à la manière du *Devoir*, impuissants à une projection cohérente et suivie d'une activité entreprise par la gouverne. L'École sociale populaire se fixe comme objectif la dépossession de l'État au profit d'appareils sociaux de substitution ; le projet au-delà de la conciliation rudimentaire est non existant. Enfin, *Vivre* et *la Nation* tant obnubilés par la magnificence du mussolinisme n'en demeurent pas moins, dans les faits, très éloignés du politique comme formulé par l'État. Tous, du *Devoir* à *la Nation*, s'en tiennent à la valeur d'un *ordre* bien particulier qui souligne, on ne peut plus, leurs inquiétudes de classe moyenne menacée d'extinction.

L'appréhension chez tous est grande de voir le désordre s'installer et probablement entraîner l'avènement du socialisme ou du communisme. Ce désordre signifierait dans le concret une perte *d'avoir*. D'une part, il est apparu manifeste que la lutte très discrète livrée contre le chômage s'inspire plus souvent qu'autrement

¹⁰¹¹ Albert LÉVESQUE, op. cit., pp. 158-159.

¹⁰¹² Ibid., p. 158.

¹⁰¹³ Ibid., p. 161.

d'une crainte de voir les classes dites inférieures s'activer un peu trop et renverser les structures présentes. Le chômeur offre un certain intérêt à un double titre, en tant que révolutionnaire en puissance et en tant que facteur débilitant de la « race », pour les plus nationalistes. D'autre part, la chose publique sera vite identifiée, par ceux qui lui prêteront une certaine attention, comme une projection de leur acquis personnel. Par le biais d'une transposition des actions individuelles au niveau des actions collectives, elle doit se conformer aux vertus de modération et d'épargne, à l'instar du *rentier* qui en est finalement le modèle. Les propos quasi quotidiens de Georges Pelletier dans *le Devoir* gravitaient très souvent, comme nous l'avons constaté, autour de ces questions qui mettaient en cause ce « cochon de payant », celui-là qui, également, ne pouvait être à ses yeux que le petit et le moyen propriétaire ¹⁰¹⁴. La superposition des aperçus entre la situation de la gouverne et celle de l'individu revenait à une simple équation puisque, non satisfait de [364] projeter un éclairage rentier sur l'action de l'État, on identifiait l'avoir de ce dernier à celui de la classe moyenne, cette grande pourvoyeuse de taxes.

Un peu dans le même ordre, il est loin d'être indifférent qu'Édouard Montpetit ait abordé dans deux ouvrages des années 30, primo, le trésor public, c'est-à-dire l'avoir de l'État dans *les Cordons de la bourse* et, secundo, la monnaie et l'argent dans *Sous le signe de l'or*. Ces préoccupations des plus mercantilistes reflètent on ne peut mieux la hiérarchie des valeurs proposées en cette période socialement troublée.

Dans la pratique immédiate, ces idéologies se sont accrochées à quelques sujets de prédilection, elles ont combattu les politiques les plus directement menaçantes, l'impérialisme britannique, la centralisation des compétences, etc. Sur la défensive, elles se sont *opposées* à coups de redites. En ce domaine de la politique dans ce qu'elle a de plus concret, elles se sont contentées de revenir à la charge sans jamais approfondir la nature de leur intervention. Sans être impressionnante en soi, la quantité a plus que primé sur la qualité, si bien qu'on ne trouve nulle part - hormis le Programme de restauration qui ne fut d'ailleurs jamais l'objet de nombreux commentaires - une réflexion originale sur l'action à entreprendre, que ce soit à Ottawa ou à Québec. Axées sur une démarche négative, ces représentations se portaient plus

¹⁰¹⁴ Thème très bourassiste. Voir *la Crise... trois remèdes : tempérance, justice, charité*, l'Action sociale, Québec, 1932.

spontanément contre le gouvernement qui prêtait davantage flanc à la critique. Au moment de la grande secousse qui mit un terme à la longue dynastie libérale à Québec, c'est encore selon un engagement surtout *négatif* que la lutte sera entreprise, quand elle le sera. En termes de chronologie, il est clair qu'en dépit de leur indifférence sinon de leur hostilité à la gent politique et à ses appareils, elles ont toutes été conditionnées en somme par les remous que provoquait le jeu politique. L'année 1936 marque un tournant ; elle est tributaire, jusqu'à l'élection en août, de l'agitation suscitée par la campagne et le scrutin de novembre 1935 alors que le gouvernement Taschereau est fortement ébranlé. Or, à cette période correspond l'éclipse des *Jeune-Canada* ; puis, après celle-ci, le réveil mais que trop tard du *Devoir* et de *la Nation*. Loin de se tenir à l'avant-garde de l'action « étatique », ces journaux se tiennent inconsciemment à la *remorque* des développements dans la gouverne. Aucune de ces idéologies ne peut prétendre avoir affecté profondément par son action *publique* le cours des événements. Il est illusoire de croire naïvement qu'elles ont contribué activement à l'avènement de Duplessis. Lorsqu'elles l'ont fait, comme c'est le cas en particulier pour *le Devoir*, ç'a été davantage comme agent plus ou moins servile de l'action déjà entreprise par le leader trifluvien qui habilement s'est tenu à l'écart des engagements nationalistes de ces milieux. La campagne de 1936 s'est surtout livrée contre les libéraux, [365] comme séquelle des affrontements animés auxquels la Commission des comptes publics avait été le théâtre.

Dépourvues d'armatures politiques, ces diverses expressions ne pouvaient mieux se comporter lorsque mises en situation de se prononcer dans des conjonctures bien précises. Devant l'ascension de Duplessis, elles font au mieux figure de spectatrices, au pire, de naïves suiveuses. Rien ne permet d'avancer que ces idéologies ont beaucoup contribué à la victoire fictive du nationalisme à cette occasion. Qu'il s'agisse du *Devoir* ou de *la Nation* qui se sont montrés les plus actifs durant la campagne, aucun des deux n'a contribué pour la peine à la reconnaissance du programme officiellement adopté de l'A.L.N. Ils se sont plutôt concentrés, chacun à sa manière, contre l'ennemi à rayer de la carte ; pour le premier, c'était l'administration libérale, pour le second, le spectre rouge. Quant aux autres, ils se sont tenus à l'écart, laissant le soin aux hommes politiques d'accomplir leurs rites électoraux.

Bref, à quelque niveau qu'elle se situe, l'analyse révèle un état chronique d'apolitisme. Il est bien clair que cet apolitisme revêt des formes diverses qui sont dues dans une grande mesure au niveau où le nous se fixe. Le refus, d'après une mystique

selon Groulx ou *la Relève*, n'aura rien de commun avec celui d'après l'énergie pseudo-fascisante de *Vivre* ou de *la Nation*. La cause de ces refus n'en demeure pas moins la même. C'est le lieu de ralliement où toutes ces idéologies finalement se retrouvent. Elles ont d'abord un même point d'ancrage : l'intention avouée ou non de restituer une dynamique sociale désormais révolue. Toutes ressortissent selon des configurations diverses à la logique du fragment qui épouse donc des formes variées. Or, à la suite de la Conquête, le fragment est décapité, donc frappé d'impuissance politique. Il n'est plus en mesure de fournir une quelconque réponse permettant une adaptation aux temps présents. Mutilé, il peut sensiblement tout proposer en guise de fidèle reproduction - authentique ou non - à l'exception du visage politique propre à lui donner sa pleine cohésion. Par voie analogique, ces ensembles idéologiques inachevés et inachevables ¹⁰¹⁵ font penser à la Victoire de Samothrace, cette déesse ailée qui, par l'élan et la grâce, séduit l'oeil et fait oublier la mutilation dont elle fut l'objet.

En revanche, il est significatif de bien observer combien l'apolitisme, comme cran d'arrêt, oblige à un réaménagement de la dynamique sociale. À défaut de la couronne, on lui substitue le régime le plus près, celui qui, [366] au fond, s'y apparente pour l'avoir précédé : une autarcie locale de type médiéval où le politique se dissout à l'avantage de la tradition comme règle de vie collective. Tout est mobilisé dès lors pour évincer la gouverne et, pour ce faire, il faut d'abord déloger la notion même de conflit. Pour les uns, grâce à la tradition, il disparaît ; pour les autres, il est domestiqué par la corporation qui rend caduque la gouverne comme arbitre. Il reste finalement à s'interroger sur les désirs de ces uns et de ces autres quant aux intérêts qu'ils se proposent ouvertement ou non de défendre.

Il serait fort risqué d'imputer le phénomène d'apolitisme à une appartenance hypothétique de classe. Pour notre part, il ne nous apparaissait ni nécessaire ni même utile d'établir avec preuves à l'appui que ces représentations appartenaient en propre à une classe moyenne - à définir. Nous n'avons que constaté la défense d'intérêts propres à une catégorie de gens, une classe fort extensive de petits propriétaires. On pourrait croire que dans la plupart des cas une sous-classe de notables à vocation de profession libérale se porte à la rescousse d'un plus grand ensemble plus

¹⁰¹⁵ Au niveau des représentations, cet inachevé aurait pu donner prise à une profonde poétique ; malheureusement, à cette époque, on n'a trouvé dans le rural qu'un lieu de vulgaire apologétique...

signifiant, celui qui couvrirait tous ceux qui disposent d'une propriété petite ou moyenne à protéger.

Même en acceptant pour les besoins de la démonstration l'appartenance étroite de ces auteurs à une classe de moyenne bourgeoisie, rien ne permet de conclure à un quelconque rapport entre l'apolitisme et cette situation de classe. Si, par exemple, on se livre à une comparaison avec la France, celle des notables et des professeurs de la III^e République, des différences appréciables doivent être retenues. Pour ce qui nous intéresse - afin de ne s'en tenir que là -, la construction d'un idéal politique préside à la naissance même du nouveau régime qui, comme on s'en souvient, voit un peu le jour sans que personne ne prenne vraiment conscience de sa portée. De Gambetta à Herriot, en passant par Ferry, Clemenceau, Jaurès même, le projet collectif appuyé par les intellectuels s'empare du politique pour en faire une pièce maîtresse, si bien que la République comme idéal politique s'installera d'abord en ennemi d'un autre pouvoir, l'Église. Courte en matière économique et sociale, la pensée radicale en France, expression éclatante de la classe des notables, fait sienne d'abord un champ qui a toutes les apparences de lui revenir presque de droit et qui lui reviendra de fait. Il serait possible de reprendre selon des cheminements différents et couronnés de succès plus ou moins grands, selon les cas, l'affirmation de cette classe un peu en mal de politique, surtout, nous semble-t-il, dans la tradition latine. Sans doute, la preuve demeure à être faite.

Que l'on accepte ou refuse l'explication du reflet de classe, il est indéniable qu'un conditionnement idéologique de première ou de secondé instance détermine les nôtres (à cette époque) à fuir le politique. [367] L'explication de P.E. Trudeau à savoir que les Canadiens français n'ont pas fait l'apprentissage de la démocratie pour ne pas l'avoir produite ni défendue, ne fournirait ici aucun élément de réponse puisque, en l'occurrence, l'interrogation ne porte nullement sur le caractère démocratique ou non de ces idéologies, mais plutôt sur leur nature politique. Le blocage, car blocage il y a, ne relève pas tant en principe d'une pratique qui ne serait plus politique parce que, même en la niant, sa présence était tout aussi lourde en ces temps qu'auparavant. Tous les témoignages, même des plus apolitiques, sont là pour le confirmer. La lacune ne peut donc ne se situer qu'au niveau des représentations. On voulait restituer le fragment dans ce qu'il recelait de plus authentique ; la pierre d'achoppement ne pouvait ainsi que se trouver sur le passage du politique.

Par ailleurs, les quelques indices d'éclatement touchant le fragment n'atteignent pas le niveau de la gouverne dans la plupart des cas. Trois types d'éclatements se sont finalement manifestés. Deux d'entre eux traduisent plus immédiatement les effets d'une influence externe. D'abord, il y a *la Relève* qui subit l'ascendant du personnalisme édulcoré transmis par des prédicateurs, conférenciers et collaborateurs européens et, plus globalement, du catholicisme français affecté par les mouvements intellectuels que suscitent la crise et ses séquelles. À l'autre extrémité du spectre politique, *Vivre* et *la Nation* - sous l'impulsion de Jean-Louis Gagnon - juxtaposent sans nuance la conjoncture européenne à la conjoncture québécoise. Ces emprunts indiquent une certaine ouverture à l'extérieur, une disposition à briser l'autarcie idéologique du milieu. En revanche, dans le premier cas, *la Relève* accouche d'un projet collectif qui, en somme, reprend en fermeture, au plan de la gouverne, ce qu'elle cédait en termes d'ouverture au monde, au plan de la mystique. Quant à *Vivre* et à *la Nation*, ces deux publications marquent en principe un semblant d'hyperpolitisation par l'hypostase présumée de l'État selon le fascisme mussolinien ; mais, en pratique, elles se tiendront à l'écart de cette conception maximale de l'action gouvernementale, se contentant de mettre plutôt en relief la conciliation économique et sociale dans un premier temps et, dans un second temps privilégié, l'omniprésence étouffante de l'ennemi, à savoir le communisme. Dans les deux cas, l'éclatement du fragment est incomplet et ne parvient pas à son achèvement dans l'organisation du collectif en conformité avec la logique respective des processus d'ouverture. Il s'arrête là où l'État commence.

Le troisième type d'éclatement renvoie à une double expérience plus marginale quoique probablement plus féconde. Il s'agit des filières suivies par Albert Rioux et Louis Dupire qui se livrent inconsciemment à un travail de sape qui, logiquement poursuivi, aurait pu conduire au minage [368] systématique de l'appareil social. Non fermé aux influences externes, mais plus retenu par la résistance de la pratique économique elle-même, Rioux était sujet à déboucher sur une remise en question sérieuse des perceptions reçues du milieu. Il n'en est rien dans les faits puisque, au niveau des représentations un peu plus abstraites, sa réflexion, comme celle de Dupire, rejoint fidèlement le faisceau convergent des perceptions sociales admises et reconnues. Il y a donc avortement dans ces deux cas comme dans les deux chemine-ments précédents. Néanmoins, chacun à sa manière et en dépit de leurs effets contradictoires les uns sur les autres, au niveau des principes, chacun marque les

premières lézardes du fragment. Brisures provoquées indéniablement par la crise qui force à un nouveau contact avec le réel. Il reviendra à la génération d'après-guerre d'exercer une nouvelle tension dissociatrice.

Ces fissures dans le fragment sont un peu les prodromes de son éclatement éventuel. *Cité Libre*, expérience d'une jonction d'éléments personnalistes et libéraux, renvoie précisément à ces précurseurs qui, par humanisme, remettent en question l'existence néo-capitaliste du milieu ou, encore, heurtent de front par leur appel au réalisme économique et social. Cette phase cité-libriste qu'accompagne une tendance que Marcel Rioux a heureusement qualifiée d'idéologie de contestation et de rattrapage correspond au cours de l'après-guerre à une ouverture au courant *libéral*, rencontre idéologique qui remet en branle le mouvement dialectique arrêté deux siècles auparavant ¹⁰¹⁶. Engagé à nouveau dans ce processus, il était normal, selon la dynamique hartzienne, qu'en réaction à cet assaut individualiste, l'esprit communautaire issu de l'ère médiévale se pose comme antithèse au libéralisme envahissant. L'idéologie dite de participation en serait la réponse. D'un anarchisme archaïque idéalisé par le mythe groulxiste, il y aurait passage - après un intermède de libéralisme - à un anarchisme (entendu dans son acception noble) de gauche où, à nouveau, l'observateur serait bien forcé de constater là aussi une finalité apolitique qui se dissimule parfois derrière un militantisme forcené dans l'emploi des moyens.

¹⁰¹⁶ Marcel RIOUX, « *Sur l'évolution des idéologies au Québec* », *Revue de l'Institut de sociologie*, 1968/1, pp. 112-117. [Texte disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

[369]

L'APOLITISME DES IDÉOLOGIES QUÉBÉCOISES.
Le grand tournant de 1934-1936.

BIBLIOGRAPHIE

CADRE THÉORIQUE

[Retour à la table des matières](#)

AKZIN, Benjamin. *State and Nation*. Londres, Hutchison University Library, 1964.

APTER, David E. *Ideology and Discontent*. Glencoe, Free Press, 1964.

BACHRACH, Peter, et Morton S. BARATZ. *Power and Poverty, Theory and Practice*. Toronto, Oxford University Press, 1970.

BAILEY, F. G., *Les Règles du jeu politique*. Paris, P.U.F., 1971.

BALTHAZAR, Louis. *Les Idées politiques de L.-J. Papineau : une étude comparative*, thèse de doctorat. Harvard University, 1970.

BALTHAZAR, Louis, et David V. J. BELL. *Nation and Non-Nation, Ideological Persistence in Canadian Political History : The Early Nineteenth Century*. Polycopié.

BERGERON, Gérard. *Le Fonctionnement de l'État*. Québec, P.U.L., 1965. [Livre disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

_____, *La Philosophie politique du Canada français*. Polycopié, Québec, 1965.

BUNZEL, John H. *Anti-Politics in America : Reflections on the Anti-Political Temper and its Distortions of the Democratic Process*. New York, Alfred A Knopf, 1967.

BURDEAU, Georges. *L'État*. Paris, Éditions du Seuil, 1970.

CATLIN, G.E.G. *A Study of the Principles of Politics*. Londres, Georges Allen & Unwin, 1930.

_____, *Systematic Politics*. Toronto, Toronto University Press, 1965.

CLAUSEWITZ, Carl von. *De la guerre*. Paris, Éditions de Minuit, 1955.

DAHL, Robert A. *L'Analyse politique contemporaine*. Paris, Éditions Robert Lafont, 1973.

DELOS, J.T. *Le Problème de civilisation, la nation*, tomes I et II. Montréal, Éditions de l'Arbre, 1944.

DION, Léon. *Société et Politique, la vie des groupes*, tomes I et II. Québec, P.U.L., 1971 et 1972. [Livres disponibles dans Les Classiques des sciences sociales : [tome I](#), [tome 2](#). JMT.]

DOOB, Leonard W. *Patriotism and Nationalism, Their Psychological Foundations*. New Haven & London, Yale University Press, 1964.

DUMONT, Fernand. « **Idéologie et savoir historique** », *Cahiers internationaux de Sociologie*, 35, 1963, pp. 43-60. [Texte disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

_____, « **Notes sur l'analyse des idéologies** », *Recherches sociographiques*, vol. IV, n° 2, mai août 1963, pp. 155-165. [Texte disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

DUVERGER, Maurice. *Institutions politiques et Droit constitutionnel*. Paris, P. U. F., 1970.

EASTON, David. *A Systems Analysis of Political Life*. New York, John Wiley and Sons, 1965.

ELBOW, Mathew. *French Corporative Theory. 1789-1948, A Chapter in the History of Ideas*. New York, Octagon Books, 1966.

ETZIONI, Amitai. *The Active Society, A Theory of Societal and Political Processes*. Glencoe, Free Press, 1968.

[370]

GURVITCH, Georges. *Les Cadres sociaux de la connaissance*. Paris, P.U.F., 1966.

_____, *La Vocation actuelle de la sociologie*, t. I. Paris, P. U. F., 1968.

HARTZ, Louis. *Les Enfants de l'Europe, essais historiques*. Paris, Éditions du Seuil, 1968.

_____, *The Liberal Tradition in America, An Interpretation of American Political Thought Since the Revolution*. New York, Harcourt, Brace & World Inc., 1955.

_____, « Violence and Legality in the Fragment Cultures », *C.H.R.*, vol. 50, n° 2, juin 1969, pp. 123-140.

HAYES, Carlton J.H. *Essays on Nationalism*. New York, Russell and Russell, 1966.

JOHANNET, René. *Le Principe des nationalités*. Paris, Nouvel-le Librairie nationale, 1923.

KEDOURIE, Élie. *Nationalism*. New York, Frederick A Praeger, 1961.

KOHN, Hans. *Nationalism, its Meaning and History*. Princeton, N.J., Van Nostrand, 1965.

LEMIEUX, Vincent. « Le jeu de la communication politique », *Revue canadienne de science politique*, vol. III, n° 3, septembre 1970, pp. 359-375.

_____, *Parenté et Politique, l'organisation sociale dans l'Île d'Orléans*. Québec, P.U.L., 1972.

_____, « **Les partis et leurs contradictions** », dans J.-L. MIGUÉ, *le Québec d'aujourd'hui, regards d'universitaires*. Montréal, H.M.H., Hurtubise, 1971, pp. 153-172. [Texte disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

_____, « **Les partis politiques dans la région de Québec** », *Recherches socio-graphiques*, vol. X, n° 1, 1969, pp. 97-101. [Texte disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

_____, « Le patronage politique dans l'Île d'Orléans », *l'Homme*, vol. X, n° 2, 1970, pp. 22-44.

_____, *Quatre Élections provinciales au Québec, 1956-1966*. Québec, P.U.L., 1969.

LÉNINE, V. *L'État et la Révolution*. Paris, Éditions Sociales, 1946. [Livre disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

MANNHEIM, Karl. *Ideology and Utopia, An Introduction to the Sociology of Knowledge*. New York, Harcourt, Brace & Co., 1936. [Version française du livre sous le titre *IDÉOLOGIE ET UTOPIE*, disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

MARCH, James G. « The Power of Power », dans David EASTON, édit., *Varieties of Political Theory*. Englewood Cliffs N. J., Prentice-Hall, 1966, pp. 39-70.

MEEHAN, Eugene J. *Contemporary Political Thought, A Critical Study*. Homewood, III., Dorsey Press, 1967.

PRÉLOT, Marcel. *La Science politique*. Paris, P.U.F., 1969.

RIKER, William H. *The Theory of Political Coalitions*. New Haven, Yale University Press, 1962.

SCHELLING, Thomas C. *The Strategy of Conflict*. New York, Oxford University Press, 1970.

WOLIN, Sheldon S. *Politics and Vision : Continuity and Innovation in Western Political Thought*. Toronto, Little, Brown E. Co., 1960.

SOURCES

Publications périodiques

Action nationale, L', Montréal, tomes I à XII, 1933 à 1938.

Actualité économique, Montréal, 1933 à 1936, 9e à 12e année.

Devoir, Le, Montréal, 1933-1937.

École sociale populaire, Montréal, Brochures 1931-1938, nos 204 à 298.

Esprit, Paris, 1934-1936, 2e à 4e année.

Nation, La, Québec, vol. I, n° 1 ou vol. II, n° 5, 15 février 1936 au 11 mars 1937.

Ordre nouveau, L' (mensuel), Montréal, de 1936 à 1940.

Presse, La, Montréal, 1936.

Relève, La, Montréal, 1re à 4e série, 1934-1938.

[371]

Semaines sociales du Canada, Xe session : *l'État*, 1931 ; XIe session : *l'Ordre social chrétien*, 1932 ; XIIe session : *le Problème de la terre*, 1933 ; XIIIe session : *l'Éducation sociale*, 1935 ; XIVE session : *l'Organisation professionnelle*, 1936 ; XVe session : *la Coopération*, 1937 ; XVIe session : *Pour une société chrétienne*, 1938, Montréal, École sociale populaire.

Vivre, Québec, 1re série, n° 1 à 2e série, n° 5, mai 1934 à mai 1935.

Ouvrages et articles

BARBEAU, Victor. « La bourgeoisie et la culture », *l'Avenir de notre bourgeoisie*, Montréal, Bernard Valiquette, 1939. [Livre disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

_____, *Mesure de notre taille*. Montréal, Le Devoir, 1936.

_____, *L'Oeuvre du chanoine Lionel Groulx ; témoignages, bio-bibliographie*. Montréal, Les Publications de l'Académie canadienne-française, 1964.

_____, *Pour nous grandir, essai d'explication des misères de notre temps*. Montréal, Le Devoir, 1937.

BASTIEN, Hermas. *Conditions de notre destin national*. Montréal, Éditions Albert Lévesque, 1935.

BELZILE, Thuribe. *Nos déficiences, conséquences, remèdes*. Montréal, Tracts Jeune-Canada, n° 4, mai 1935.

CARON, Maximilien. *La Corporation professionnelle*. Montréal, E.S.P., n° 306, 1939.

_____, *L'Organisation corporative au service de la démocratie*. Montréal, E.S.P., n° 347, décembre 1942.

DUMAS, Paul. *Nos raisons d'être fiers*. Montréal, Tracts Jeune-Canada, n° 1, novembre 1934.

École sociale populaire. *Nationalisation et Organisation corporative*. Montréal, E.S.P., n° 395, octobre 1946.

GROULX, Lionel. *L'Amitié française d'Amérique*. Montréal, Bibliothèque de l'Action française, 1922.

_____, *L'Appel de la race*. Introduction de Bruno Lafleur, Montréal, Fides, 1956.

_____, « La bourgeoisie et le national », *l'Avenir de notre bourgeoisie*. Montréal, Bernard Valiquette, 1939. [Texte disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

_____, *Le Canada français missionnaire, une autre grande aventure*. Montréal, Fides, 1962.

_____, (sous le pseudonyme de Alonié DE LESTRES). *Au Cap Blomidon*. Montréal, Librairie Granger Frères, 1932.

_____, *Chemins de l'avenir*. Montréal, Fides, 1964.

_____, *Chez nos ancêtres*. Montréal, Albert Lévesque, 1933.

_____, *La Confédération canadienne*. Montréal, *Le Devoir*, 1918.

_____, *Constantes de vie*. Montréal, Fides, 1967.

_____, *Une croisade d'adolescents*. Québec, Imprimerie de l'Action sociale, 1912.

_____, *La Découverte du Canada*. Montréal, Librairie Granger Frères, 1934.

_____, *Directives*. Montréal, Éditions du Zodiaque, 1937.

_____, *Dix Ans d'action française*. Montréal, Bibliothèque de l'Action française, 1926.

_____, *Dollard est-il un mythe ?* Montréal, Fides, 1960.

_____, *L'Enseignement français au Canada*, t. I. Montréal, Librairie d'Action canadienne-française, 1931 ; t. II, Montréal, Librairie Granger Frères, 1933.

_____, *Le Français au Canada*. Paris, Librairie Delagrave, 1932.

_____, *Histoire du Canada français*, tomes I et II. Montréal, Fides, 1960.

[372]

GROULX, Lionel. *Lendemain de conquête*. Montréal, Bibliothèque de l'Action française, 1920.

_____, *Méditation patriotique*. Montréal, Bibliothèque de l'Action française, 1920.

_____, *Mes mémoires*, t. I : 1878-1920 ; t. II : 1920-1928 ; t. III : 1926-1939. Montréal, Fides, 1970, 1971, 1972.

_____, *La Naissance d'une race*. Montréal, Librairie de l'Action canadienne-française, 1930.

_____, *Notre grande aventure, l'Empire français en Amérique du Nord (1535-1760)*. Montréal, Fides, 1958.

_____, *Le Nationalisme canadien français*. Ottawa, 1949.

_____, *Nos positions*. Québec, Éditions de l'Action catholique, 1935.

_____, *Notre maître, le passé*, 1re, 2e et 3e série. Montréal, Librairie Granger, 1937, 1936 et 1944.

_____, *Orientations*. Montréal, Éditions du Zodiaque, 1935.

_____, *Paroles à des étudiants*. Montréal, Éditions de l'Action nationale, 1941.

_____, *Pour bâtir*. Montréal, Éditions de l'Action nationale, 1953.

_____, *Les Rapailages*. Montréal, Éditions Albert Lévesque, 1916.

_____, « La survivance canadienne-française et la terre », le Problème de la terre, *Semaines sociales du Canada*, XIIe session, Montréal, 1933.

_____, *Vers l'émancipation*. Montréal, Bibliothèque de l'Action française, 1921.

_____, « Les vingt ans de l'ACJC », *l'Action française*, t. XI, n° 6, juin 1924, pp. 360-372.

Jeune-Canada, *Politiciens et Juifs*. Montréal, Les Cahiers des Jeune-Canada I, 1933.

_____, *Qui sauvera Québec ?* Montréal, Les Cahiers des Jeune-Canada III, 1935.

_____, *Sur les pas de Cartier*. Montréal, Les Cahiers des Jeune-Canada II, 1934.

LAURENDEAU, André. *Notre nationalisme*. Montréal, Tracts Jeune-Canada, n° 5, 1935.

LÉVESQUE, Albert. *La Nation canadienne-française, son existence, ses droits, ses devoirs*. Montréal, Éditions Albert Lévesque, 1934.

MANSEAU, Albert, Bernard HOGUE, Émilien BRAIS. *Le Canadien français, ses droits, son idéal*. Montréal, Tracts Jeune-Canada, n° 3, avril 1935.

MINVILLE, Esdras, « La bourgeoisie et l'économie », *l'Avenir de notre bourgeoisie*. Montréal, Bernard Valiquette, 1939. [Livre disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

MONTPETIT, Édouard. *La Conquête économique*, tomes I, II et III. Montréal, Éditions Bernard Valiquette, 1939, 1940, 1942. [Livres disponibles dans [Les Classiques des sciences sociales](#). [Tome I](#), [tome II](#) et [tome III](#). JMT.]

_____, *Les Cordons de la bourse*. Montréal, Éditions Albert Lévesque, 1935.

_____, *Sous le signe de l'or*. Montréal, Éditions Albert Lévesque, 1932.

MORIN, Wilfrid, *L'Avenir du Canada, nos droits à l'indépendance politique*. Paris, Fernand Sorlot, 1938.

Notre avenir politique : enquête de l'Action française 1922. Montréal, Bibliothèque de l'Action française, 1923.

O'LEARY, Dostaler. *L'Inferiority Complex*. Montréal, Tracts Jeune-Canada, n° 2, mars 1935.

_____, *Séparatisme, doctrine constructive*. Montréal, Éditions des Jeunesses patriotes, 1937.

Organisation corporative, compte rendu des journées d'études sociales tenues au Grand Séminaire les 30, 31 août et 1er septembre 1937. Montréal, Cercle d'études sociales, Grand Séminaire, 1937.

PAPIN-ARCHAMBAULT, Joseph. *La Restauration de l'ordre social*. Montréal, E.S.P., 1932.

PELLETIER, Georges. *L'Immigration canadienne*. Montréal, Le Devoir, 1913.

FORTIN, Jean-Marie (pseudonyme de Claude Robillard). *Notre position au Canada*. Montréal, Tracts Jeune-Canada, n° 6, mars 1936.

[373]

ÉTUDES

Ouvrages et articles

ALLEN, Patrick, et al. *La Pensée de Henri Bourassa*. Montréal, L'Action nationale, 1954.

ANGERS, François-Albert. « Naissance de la pensée économique au Canada français », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, t. XV, n° 2, septembre 1961, pp. 204-229.

ARÈS, Richard. *Dossier sur le pacte fédératif de 1867, la Confédération : pacte ou loi ?* Montréal, Éditions Bellarmin, 1967.

_____, *Notre question nationale*, t. I : *les Faits* ; t. II : *Positions de principes*. Éditions de l'Action nationale, Montréal, 1944, 1946.

ASSELIN, Olivar. *L'Oeuvre de l'abbé Groulx*. Montréal, Bibliothèque de l'Action française, 1923.

BADOUR, Mireille. *Le Nationalisme de l'Action nationale*, thèse de maîtrise. McGill, 1967.

BARNES, Samuel H. « Quebec Catholicism and Social Change », *The Review of Politics*, vol. 23, n° 1, janvier 1961, pp. 52-76.

BERGERON, Gérard. *Le Canada français après deux siècles de patience*. Paris, Éditions du Seuil, 1967. [Livre disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

BONENFANT, Jean-Charles, et Jean-Charles FALARDEAU. « Cultural and Political Implications of French Canadian Nationalism », *Canadian Historical Association Report*, Toronto, University of Toronto Press, 1946, pp. 56-73.

BOUCHARD, Gaston (édit.). *La Renaissance campagnarde*. Montréal, Éditions Albert Lévesque, 1935.

BOUCHETTE, Errol. *L'indépendance économique du Canada français*. Arthabaska, Cie d'imprimerie d'Arthabaskaville, 1906. [Livre disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

BOURASSA, Henri. *L'Affaire de Providence et la crise religieuse en Nouvelle Angleterre*. Montréal (sans éditeur), 1929.

_____, *La Crise... trois remèdes, tempérance, justice, charité*. Québec, Action sociale, 1932.

_____, *Femmes-hommes ou hommes et femmes ?* Montréal, Imprimerie du Devoir, 1925.

_____, *La Langue, gardienne de la foi*. Montréal, Bibliothèque de l'Action française, 1918.

_____, *La Propriété, ses bornes, ses abus*. Montréal (sans éditeur), 1925.

_____, *Syndicats nationaux ou internationaux*, Montréal, Le Devoir, 1919.

BOUVIER, Émile. *L'Organisation corporative est-elle réalisable au Québec*. Montréal, I.S.P., n° 478, mai-juin 1955.

BRUNEL-GUITTON, Marie-Louise. *La Pensée historique de Lionel Groulx, 1915-1920*, thèse de maîtrise. Université de Montréal, 1969.

BRUNET, Michel. *Canadiens et Canadiens. Études sur l'histoire et la pensée des deux Canadas*. Montréal, Fides, 1954.

_____, *La Présence anglaise et les Canadiens, étude sur l'histoire et la pensée des deux Canadas*. Montréal, Beauchemin, 1958.

_____, *Québec, Canada anglais ; deux itinéraires, un affrontement*. Montréal, Éditions H.M.H., 1968.

Catéchisme des électeurs, Le, d'après l'ouvrage de A. Gérin-Lajoie. Montréal, J.-B. Thivierge et fils, 1936.

CHAGNON, Louis, s.j. *Directives sociales catholiques*. Montréal, L'Action paroissiale, 1937.

CHALOULT, René. *Mémoires politiques*. Montréal, Éditions du Jour, 1969.

CHARBONNEAU, Robert. *Chronique de l'âge amer*. Ottawa, Éditions du Sablier, 1967.

[374]

CLICHE, Paul. *Les Élections provinciales dans la province de Québec, de 1927 à 1956*, thèse de maîtrise. Université Laval, 1960.

COMEAU, Robert. « Lionel Groulx, les indépendantistes de la Nation et le séparatisme (1936-1938) », *R.H.A.F.*, vol. XXVI, n° 1, juin 1972, p. 83-102.

COOK, Ramsay. *French Canadian Nationalism, an Anthology*. Toronto, Macmillan of Canada, 1969.

_____, *Le Sphinx parle français, un Canadien anglais s'interroge sur le problème québécois*. Montréal, H.M.H., 1966.

_____, « Some French Canadian Interpretations of the British Conquest : une quatrième dominante de la pensée canadienne-Française », *Canadian Historical Association Report*, Toronto, University of Toronto Press, 1966, pp. 70-83.

CORMIER, Guy. « Petite méditation sur l'existence canadienne-française », *Cité libre*, vol. 1, n° 1, juin 1950, pp. 25-36.

CORNELL, P., J. HAMELIN, F. OUELLET, M. TRUDEL. *Canada : unité et diversité*, Holt, Rinehart & Winston, 1968.

DANDURAND, Pierre. *Analyse de l'idéologie d'un journal nationaliste canadien-français, le Devoir, 1911-1956*, thèse de maîtrise. Université de Montréal, 1962.

DANSEREAU, Pierre. *Contradictions et Biculture*. Montréal, Éditions du Jour, 1964.

DAUJAT, Jean. *Dirigisme et Corporatisme*. Montréal, E.S.P., n° 407, décembre 1947.

DE GRANDPRÈ, Pierre. *Histoire de la littérature française du Québec*, t. II : 1900-1945. Montréal, Beauchemin, 1968.

DESROSIERS, J.-B., P.S.S. *Choisissons la doctrine sociale de l'Église ou la ruine*. Montréal, Éditions de l'E.S.P., 1936.

DION, Léon. « Le nationalisme pessimiste, sa source, sa signification, sa validité », *Cité libre*, n° 18, novembre 1957, pp. 3-18.

_____, « Varieties of Nationalism, Trends in Quebec », in *French Canada Today*, C.F. MacRae, édit., Sackville, Mount Allison University Publication, n° 6, 1961.

DUBUC, Alfred. « The Decline of Confederation and the New Nationalism », *Nationalism in Canada*, Toronto, McGraw-Hill, 1966.

DUHAMEL, Roger. *Bilan provisoire*. Montréal, Beauchemin, 1958.

DUMONT, Fernand. « [L'étude systématique de la société globale canadienne-française](#) », *Recherches sociographiques*, vol. III, nos 1 et 2, janvier-août 1962, pp. 277-292. [Texte disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

_____, « [La représentation idéologique des classes au Canada français](#) », *Cahiers internationaux de sociologie*, vol. XXXVIII, 1965, pp. 85-98. [Texte disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

_____, *La Vigile du Québec*, octobre 1970 : l'impasse ? Montréal, Éditions Hurtubise, H. M. H., 1971.

_____, « Souvenir et présence de Lionel Groulx », *le Devoir*, 25 mai 1972.

DUPONT, Antonin. *Quelques Problèmes politiques et sociaux (1933-1935) d'après « l'Action nationale », « le Canada » et « le Devoir »*, thèse de maîtrise. Université de Montréal, 1965.

Esprit, « Le Canada français » (numéro spécial), 20e année, nos 8-9, août-septembre 1952.

ÉTHIER-BLAIS, Jean. « Lionel Groulx », discours de réception à l'Académie française, *le Devoir*, 11 décembre 1971.

FALARDEAU, Jean-Charles. « Les Canadiens français et leur idéologie », dans Mason WADE (édit.), *la Dualité canadienne. Essais sur les relations entre Canadiens français et Canadiens anglais*. Québec, P.U.L., 1960, pp. 20-38.

_____, *Essais sur le Québec contemporain*. Québec, P.U.L., 1953.

_____, *French Canada Past and Present*, polycopié, Montréal, 1951.

[375]

FALARDEAU, J.-C. « La génération de la Relève », *Recherches sociographiques*, vol. VI, n° 2, mai-août 1965, pp. 123-133.

FAUCHER, Albert, *Histoire économique et unité canadienne*. Montréal, Fides, 1970.

_____, « Pouvoir politique et pouvoir économique dans l'évolution du Canada français », *Recherches sociographiques*, vol. VII, nos 1-2, janvier-août 1966, pp. 61-79.

FORTIN, Gérald. *An Analysis of the Ideology of a French Canadian Nationalist Magazine 1917-1954*, thèse de doctorat. Cornell University, 1956.

_____, « [Changements sociaux et transformations idéologiques : deux exemples](#) », *Recherches sociographiques*, vol. IV, n° 2, mai-août 1963, pp. 224-227. [Texte disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

_____, « Le nationalisme canadien-français et les classes sociales », *R.H.A.F.*, vol. XXII, n° 4, mars 1969, pp. 525-535.

FORTIN, Lucienne. *Les Jeune-Canada (1932-1936)*, photocopié. Québec, 1970.

GABOURY, Jean-Pierre. *Le Nationalisme de Lionel Groulx, aspects idéologiques*, Ottawa, Éditions de l'Université d'Ottawa, 1970.

GAUDREAU, Marie Agnès de Rome. *The Social Thought of French Canada as Reflected in the Semaines sociales*, Washington, D.C., Catholic University of America Press, 1946.

GOUIN, Paul. *Servir la cause nationale*. Montréal, Éditions du Zodiaque, 1938.

GRENON, Hector. *Notre peuple découvre le sport de la politique*, chroniques vécues. Montréal, Éditions de l'Homme, 1967.

HAMELIN, Jean, et André BEAULIEU. « Aperçu du journalisme québécois d'expression française », *Recherches sociographiques*, vol. VII, n° 3, septembre-décembre 1966, pp. 305-348.

HAMELIN, Jean, et Marcel HAMELIN. *Les Mœurs électorales dans le Québec, de 1791 à nos jours*. Montréal, Éditions du Jour, 1962.

HAMELIN, Jean, Jacques LETARTE, Marcel HAMELIN. « Les élections provinciales dans le Québec », *Cahiers de géographie de Québec*, IV, année, n° 7, octobre 1959-mars 1960.

HERTEL, François. *Leur inquiétude*. Montréal, Éditions Albert Lévesque, 1936.

HUDON, Théophile, s.j. *Est-ce la fin de la Confédération ?* Montréal, Imprimerie du Messager, 1936.

HUGHES, Everett C. *French Canada in Transition*. Chicago, Illinois University of Chicago Press, 1956. [La version française du livre est disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#) sous le titre : Rencontre de deux mondes. La crise de l'industrialisation du Canada français. JMT.]

HULLIGER, Jean. *L'Enseignement social des évêques canadiens de 1891 à 1950*. Montréal, Fides, 1958.

JONES, Richard, *Community in Crisis : French Canadian Nationalism in Perspective*. Toronto-Montréal, McClelland, 1967.

_____, *L'idéologie de l'« Action catholique » 1917-1939*, thèse de doctorat. Université Laval, 1971.

LACROIX, Benoit. *Lionel Groulx*. Montréal, Fides, 1967.

LALANDE, Jean-Guy. *L'idéologie de « la Nation »*, polycopié. Ste-Foy, 1970.

LAURENDEAU, André. *Nos maîtres de l'heure, l'abbé Lionel Groulx*. Montréal, Éditions de l'Action canadienne-française, 1939.

LEVITT, Joseph. *Henri Bourassa and the Golden Calf*. Ottawa, Les Éditions de l'Université d'Ottawa, 1969.

L'HEUREUX, Eugène. *Libéralisme économique et Action catholique*. Québec, Les Ateliers de l'Action Catholique, 1934.

_____, *La Participation des Canadiens français à la vie économique*. 1931 (sans lieu ni éditeur).

LINTEAU, Paul-André. « Georges Pelletier et les questions économiques (1910-1929) », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. XXIII, n° 4, mars 1970, pp. 584-587.

[376]

LINTEAU, P.-A. *La Pensée économique et sociale de Georges Pelletier*, thèse de maîtrise. Université de Montréal, 1969.

MAURRAS, Charles. *Mes idées politiques*. Paris, Librairie Arthème Fayard, 1937.

MINVILLE, Esdras. *Le Citoyen canadien-français*, tomes I et II. Montréal, Fides, 1946.

_____, *Invitation à l'étude*. Montréal, Fides, sans date.

_____, *Notre milieu*, Montréal, Fides, 1943.

MONTPETIT, Édouard, *D'azur à trois lys d'or*. Montréal, Éditions de l'Action canadienne-française, 1937.

MOUNIER, Emmanuel. *Qu'est-ce que le personnalisme ?* Paris, Éditions du Seuil, 1946.

MURROW, Casey. *Henri Bourassa and French Canadian Nationalism, Opposition to Empire*. Montréal, Harvest House, 1968.

NEATBY, H. Blair. *The Politics of Chaos, Canada in the thirties*. Toronto, Macmillan of Canada, 1972.

NEVERS, Edmond DE. *L'Avenir du peuple canadien-français*. Montréal, Fides, 1964. [Livre disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

O'CONNELL, M. P. « The Ideas of Henri Bourassa », *Canadian Journal of Economics and Political Science*, vol. XIX, n° 3, August 1953, pp. 361-376.

OLIVER, Michael. *The Social and Political Ideas of French Canadian Nationalists 1920-1945*, thèse de doctorat. McGill, 1957.

PAQUET, Mgr L.-A. *Discours et Allocutions*. Québec, Imprimerie franciscaine missionnaire, 1915.

DULAC, Paul (pseud. de Georges Pelletier). *Silhouettes d'aujourd'hui*. Montréal, Le Devoir, 1927.

PELLETIER, Jacques. « *La Relève* » : *une idéologie des années 30*, thèse de maîtrise. Université Laval, 1969.

POULIN, Hélène. « *La Relève* » : *analyse et témoignages*, thèse de maîtrise. McGill University, 1968.

QUINN, Herbert F. *The Union Nationale. A Study in Quebec Nationalism*. Toronto, University of Toronto Press, 1967.

RAYMOND, Maxime. *Politique en ligne droite*. Montréal, Éditions du Mont-Royal, 1943.

REID, Patricia G. *Action libérale nationale 1934-1939*, thèse de maîtrise. Queen's, 1966.

REYNOLD, GONZAGUE DE. *L'Europe tragique*. Paris, Éditions Spes, 1935.

RICHER, Léopold. *Marché de dupes ? La Conférence impériale d'Ottawa (1932)*. Montréal, Éditions Albert Lévesque, 1933.

_____, *Nos chefs à Ottawa*. Montréal, Éditions Albert Lévesque, 1935.

_____, *Notre problème politique*. Montréal, Éditions de l'A. C. F., 1938.

_____, *Silhouettes du monde politique*. Montréal, Éditions du Zodiaque, 1940.

Rioux, Marcel. « *Conscience nationale et conscience de classe au Québec* », *Cahiers internationaux de sociologie*, vol. XXXVIII, janvier-juin 1965, pp. 99-108. [Texte disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

_____, *La Question du Québec*. Paris, Seghers, 1969.

_____, « *Sur l'évolution des idéologies au Québec* », *Revue de l'Institut de sociologie*, 1968/1, Bruxelles, pp. 95-124. [Texte disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

Rioux, Marcel, et Yves MARTIN. *French Canadian Society*, vol. I. Ottawa, Carleton Library, n° 18, 1965.

ROBERTS, Leslie. *The Chief, A Political Biography of Maurice Duplessis*. Toronto, Clarke, Irwin & Co., 1963.

ROBERTSON, Susan M. *L'« Action française » : l'appel à la race*, thèse de doctorat. Université Laval, 1970.

Roy, Jean-Louis. *Maîtres chez nous (Dix années d'Action française) (1917-1927)*. Montréal, Les Éditions Léméac, 1968.

[377]

RUMILLY, Robert. *Chefs de file*. Montréal, Éditions du Zodiaque, 1934.

_____, *Henri Bourassa*. Montréal, Éditions Chanteclerc, 1953.

_____, *Histoire de la province de Québec, l'Action libérale nationale et Unité de Taschereau*, tomes XXXIV et XXXV. Montréal, Fides, 1963.

_____, *Maurice Duplessis et son temps*, t. I : 1890-1944. Montréal, Fides, 1973.

RYAN, Claude. « Une classe oubliée », *l'Action nationale*, vol. XXXV, n° 2, février 1950, pp. 93-110 ; « Les classes moyennes au Canada français », vol. XXXV, nos 3 et 4, mars et avril 1950, pp. 207-228 et 266-274.

SALAZAR, Oliveira. *Mon témoignage et mes positions*. Montréal, E.S.P., n° 435, juin 1950.

_____, *L'Organisation corporative portugaise*. Montréal, E.S.P., n° 355, août 1943.

SAVARD, Louis. « *Cité Libre* » et l'idéologie monolithique du XXe siècle au Canada français, thèse de maîtrise, Université Laval, 1962.

SÉGUIN, Maurice. *L'Idée d'indépendance au Québec ; genèse et historique*. Trois-Rivières, Boréal Express, 1968.

TARDIVEL, Jules-Paul. *Mélanges ou Recueil d'études religieuses, sociales, politiques et littéraires*, tomes I, II et III. Imprimerie L.-D. Demers et Frère, 1901.

TREMBLAY, Grégoire. « *Vivre* » et « *La Relève* ». Québec (polycopié), 1970.

TREMBLAY, Maurice. *La Pensée sociale au Canada français* (polycopié). 1950.

_____, « *Réflexions sur le nationalisme* », *Écrits du Canada français*, t. V, Montréal, 1959.

TRUDEAU, Pierre Elliott. *Le Fédéralisme et la Société canadienne-française*. Montréal, Éditions H.M.H., 1967.

_____, *La Grève de l'amiante*. Montréal, Éditions du Jour, 1970.

VAUGEOIS, Denis, et Jacques LACOURCIÈRE. *Histoire 1534-1968*. Montréal, Éditions du Renouveau pédagogique, 1968.

WADE, Mason. *The French Canadians 1760-1945*. Toronto, Macmillan Co. of Canada, 1956.

YOUNG, Walter D. *The Anatomy of a Party, The National C.C.F. 1932-1961*. Toronto, University of Toronto Press, 1969.

[379]

L'APOLITISME DES IDÉOLOGIES QUÉBÉCOISES. Le grand tournant de 1934-1936.

INDEX

[Retour à la table des matières](#)

- Action catholique, L', 22, 277, 315, 326, 333.
- Action corporative, L', 322.
- Action française, L', 67, 248, 330-331, 334, 336.
- Action française, L' (canadienne), 22, 257, 343, 356.
- A.L.N. Voir partis politiques
- Action nationale, L', 22, 171, 180, 251, 257ss, 313, 323, 363.
- Actualité économique, 313ss, 322.
- Adversaire. Voir alter
- Agriculture, 3, 39, 43, 50, 71ss, 97, 99, 112, 136-137, 145, 198, 202ss, 209ss, 219-220, 222, 230ss, 251, 255, 258, 260, 267, 274-275, 280, 320, 345. Voir également colonisation
- Allemagne, 1, 37, 49-50, 68-69, 77, 162, 263, 351,
- Alphonse XIII, 51
- Alter, 7, 9-11, 14, 30ss, 44ss, 57-58, 70-71, 85, 105, 109, 124ss, 144, 147-148, 155, 168, 218ss, 243ss, 253, 261-262, 265-266, 275, 287, 299, 335-336, 338, 340-341, 347, 353-354, 356.
- Ancien Régime, 17ss, 49-50, 54, 64, 68-69, 71, 113-114, 118, 122, 124-125, 134, 143, 154-155, 174, 204, 356.
- André, Frère (Alfred Besset) 304.
- Angers, François-Albert, 320.
- Angleterre. Voir Grande-Bretagne
- Apolitisme. 3-4, 12ss, 21, 46, 87ss, 104, 140, 154-155, 189, 218, 236, 249, 254, 284, 288-289, 301, 304, 312-313, 325ss, 352, 360ss, Voir également politique
- Arc, Jeanne d', 200.
- Arcand, Adrien, 351.
- Arès, Richard, 316ss, 322-323, 325-326.
- Asselin, Olivar, 3, 330, 332, 334.
- A.C.J.C. 280.
- Association professionnelle, 82-83, 86, 88, 90, 145, 160, 279-280, 314, 316ss.
- Autorité, L', 348.
- Barbeau, Victor, 355, 358-359.

- Barrès, Maurice, 192, 220, 240.
 Bastien, Hermas, 271.
 Bayard, 200.
 Beaudin, Dominique, 262, 289.
 Beaulieu, Paul, 159, 175ss, 186-187.
 Belzile, Thuribe, 260, 265, 269-270, 274, 286, 296, 300.
 Benaerts, P. 314.
 Bennett, R.B. 55, 65, 87, 105, 107ss, 111, 113, 116, 295, 297-298, 301.
 Benoist, Émile, 66, 109, 116, 153.
 Béraud, Henri, 336.
 Berdiaeff, N. 173, 182-183.
 Bergeron, Gérard, 3, 5.
 Bergson, Henri, 240.
 Bernard, Harry, 300-301.
 Bertrand, Louis, 69.
 Bilinguisme, 62-63, 66, 106, 109-110, 148, 224, 251, 266, 270, 289, 297, 301, 338.
 Bloc populaire. Voir partis politiques
 Blois, Léon, 160.
 Bonaparte, 10.
 Bonnier, Jean-Robert, 276, 284.
 Bossuet, 200.
 Bouchard, Paul, 329, 334ss.
 Bouchard, T.-D. 85, 133, 137, 348.
 Bouchette, Errol, 249, 358.
 Bourgeois, Marguerite, 208
 [380]
 Bourassa, Henri, 22, 28, 38-39, 44, 48, 51, 53, 59-60, 62, 98, 106, 108, 110, 163, 192, 259, 261, 277, 282, 336-337, 353, 355, 363.
 Bourgeoisie, 160, 165, 204, 223-224, 232, 235-236, 247, 342, 344, 359.
 Brais, Émilien, 290.
 Brigidi, G. 314.
 Brunet, Michel 3.
 Buies, Arthur, 330, 332, 334.
 Burdeau, Georges. 11.
 Burke, E. 114.
 Cadieux, Marcel 184-185.
 Cahiers noirs, 257, 329, 335.
 Canada, Le, 2, 91, 281, 341, 348.
 Candide, 336.
 Capitalisme, 62, 92-93, 98, 156, 166, 183, 261, 277, 312, 317, 324, 349, 368.
 Caron, Maximilien, 317, 322, 324ss.
 Cartier, George-Étienne, 337.
 Cartier, G.-E. 262, 282, 296.
 Cartier, Jacques, 194, 202, 213, 259.
 Catholicisme. 165, 168-169, 171, 176, 209, 228ss, 235, 238, 259, 268, 272, 277, 292, 296-297, 302, 362. Voir également Église
 Catlin, G.E.G. 9.
 César, Jules, 332, 342.
 Chaloult, Pierre, 335, 337-338, 342.
 Chaloult, René, 151, 304.
 Champlain, Samuel de, 213, 244, 254.
 Chapdelaine, Jean, 186.
 Charbonneau, Robert, 159, 161, 163ss, 171ss, 180ss, 187.
 Charpentier, Alfred, 307, 321, 324.
 Chef, 237, 239ss, 248, 282, 286ss, 298, 303, 331, 334, 352, 357, 359-360.
 Chénier, Robert, 337, 347.
 Choisy, Maryse, 332.
 Chômage, 37, 39, 43-44, 58, 60-61, 64, 67, 91, 93ss, 97-98, 100ss, 112, 114, 116, 136-137, 140, 156, 161, 179, 223, 235, 252, 254, 273, 276, 285, 289, 298, 312, 363.
 Cité Libre, 368.
 Clarté, 340, 348.
 Classe des petits propriétaires, moyenne, rentière, 21, 57, 92, 95-96, 98-99, 101-102, 104, 122, 156, 179, 182, 204, 223, 230, 232-233, 235ss, 245ss, 255, 261-262, 277-278, 280, 354, 358-359, 363, 366.
 Clausewitz, K. von, 9.
 Clemenceau, Georges, 366.
 Colbert, J.B. 204.

- Colonisation, 39, 42, 46, 50, 65, 72ss, 76, 86ss, 122, 132, 146-147, 149, 174, 198, 202, 219, 231, 270.
- Commission des comptes publics, 125ss, 134, 138, 141ss, 347-348, 350, 365.
- Commission (Stevens) sur l'écart des prix, 36, 62, 74.
- Commission (Lapointe) d'étude sur l'électricité 62, 121-122, 262, 299.
- Commission du logement salubre (Plan Doucet), 93, 96, 98.
- Commission (Turgeon) sur le prix du charbon, 297.
- Communion., 166, 170ss, 188-189, 211, 213-214, 241, 243-244, 254ss, 261. Voir également unanimité et mystique
- Communisme.
- 44, 53, 67ss, 92, 109, 138, 150, 164ss, 236, 263, 279, 282, 302, 307ss, 312, 315, 317, 326, 336, 340-341, 347ss, 354, 363, 365. Voir également partis politiques
- Confédération. Voir fédéralisme
- C.T.C.C.23.
- Conflit, altérité, combat. 4ss, 20, 33, 69, 73, 75, 81, 84, 90, 104, 113, 129ss, 145, 165, 174, 183, 205, 246, 254, 259, 262, 265, 99-300, 309, 323-324, 326, 330, 334, 336, 349ss, 356, 366. Voir également *alter, nous* et stratégie
- Conquête, 20, 174, 205, 219, 228, 237, 355, 365.
- Conservateurs. Voir partis politiques
- Coopération, 43, 76-77, 79, 87-88, 274-275, 320.
- Corporatisme, 22, 72, 83-84, 145, 160, 182-183, 239, 280, 283, 305ss, 312ss, 329, 331-332, 335, 341, 343-344, 355ss, 361-62, 366.
- Cornu, Auguste, 162.
- [381]
- Cornell, P.G. 56.
- Courchênes, Georges, 274-275.
- Crête, Jean, IX
- Croix de feu, 69.
- Dagenais, Pierre, 262-263, 290.
- Dahl, Robert A. 5-6, 9.
- Dami, Aldo, 162.
- Daniel-Rops, 187, 189.
- Dansereau, Dollard, 285, 290, 292, 296, 302-303.
- Dansereau, Pierre, 262-263, 281-282, 302.
- Daudet, Léon, 330.
- Daujat, Jean, 313.
- Daveluy, Marie-C. 271.
- Desmarais, Rex, 330.
- Desrosiers, J.-B. 317ss, 321, 324, 326.
- Devoir, Le*, 19, 21-22, 27ss, 168, 251, 264, 270, 287, 295ss, 304, 308, 333, 336, 347, 350, 353, 356-357, 360, 363ss.
- Diffusion, 30, 34ss, 39, 41-42, 64, 238, 357.
- Dillon. Voir Loi Dillon
- Dion, Léon, 193, 217.
- Dion, M.-A. 271.
- Dollfuss, E. 241, 330.
- Doncoeur, Paul, 187.
- Dorais, J.-L. 268, 285, 290, 292.
- Douville, Raymond, 330.
- Droit Le*, 22, 66, 290.
- Drouin, Oscar, 152, 315.
- Dufault, Paul, 300.
- Dugré, Alexandre, 274.
- Duguit, Léon, 362.
- Duhamel, Roger, 53, 160-161, 182-183, 186-187, 315.
- Dumas, Paul, 160, 259-260, 266, 283, 290, 348.
- Dumont, Fernand, 3.
- Dumont, Jacques, 274.
- Dunning, Charles, 120.

- Dupire, Louis, 27ss, 43, 71, 90ss, 106, 112, 117-118, 122, 125, 135, 151, 155-156, 367-368.
- Duplessis, Maurice, 1-2, 117-118, 122ss, 128-129, 134ss, 147-148, 151-152, 232, 253, 295, 298, 301, 346-347, 349ss, 364-365.
- Duranleau, Alfred, 103, 295.
- Duthoit, E. 314-315.
- Duverger, Maurice, 5.
- Easton, David, 5.
- École sociale populaire, 20, 276ss, 307ss, 323, 341, 350, 355-356, 363.
- Économie, 1-2, 8-9, 11, 19, 21, 30ss, 38-39, 42-43, 47ss, 58ss, 63ss, 73ss, 99, 102, 111, 122, 125, 144, 156, 161, 166, 174, 177-178, 203ss, 220ss, 232ss, 247, 249ss, 261-262, 264, 267, 272ss, 290, 292, 297, 302, 308, 317ss, 326, 331ss, 336ss, 344, 353-354, 358ss, 367-368.
- Éducation, 41, 62, 72, 170, 172, 180, 188, 237-238, 246, 270ss, 278, 286, 299-300, 330, 332, 357.
- Église. 20-21, 35, 37, 160, 174-175, 177, 207-208, 210, 214ss, 221, 229, 237-238, 245, 247, 249-250, 261, 272, 276ss, 295, 302, 307ss, 366. Voir également catholicisme
- Einstein, Albert, 263.
- Elbow, Matthew, 356
- Élection fédérale 1935, 1, 28, 38, 44, 56, 64, 66-67, 105ss, 117, 124, 186, 298.
- Élections, Québec 1935, 28, 44, 56, 64, 66-67, 85, 105, 116ss, 132, 135, 139, 141-142, 186, 298, 303, 364.
- Élections Québec 1936, 2, 28, 44, 64, 66-67, 105, 113, 119, 121, 125ss, 141, 144, 186, 298, 301, 346ss, 364-365.
- Élie, Robert, 160-161, 164ss, 171, 174ss, 179ss, 187.
- Élite. 52, 57, 75, 84, 113-114, 156, 179-180, 223, 234ss, 243-244, 246-247, 253, 286, 325, 342, 344, 352, 359-360, 362. Voir également chef
- Empire britannique, 34, 37-38, 60-61, 105ss, 148-149, 336-337, 341, 351, 364,
- Encycliques :*
- Immortale Dei*, 21, 309-310.
- Quadragesimo Anno*, 20, 261, 276, 309ss, 314-315.
- Rerum Novarum*, 308, 310.
- Engels, F. 4.
- Espagne, 37, 49, 236.
- Espagne, guerre d', 1, 51, 127, 340, 347ss.
- Esprit*, 161ss, 167, 169, 171, 179.
- [382]
- État, 2ss, 8, 11ss, 31, 35ss, 45ss, 60, 71ss, 76ss, 87, 94-95, 97-98, 113, 115-116, 124, 142, 153ss, 160, 162, 166, 174, 181-182, 185, 216, 221, 224, 227, 232, 245ss, 252, 277, 283, 285, 315ss, 319ss, 324ss, 329, 331, 334-335, 341, 344-345, 352, 354, 356, 359, 361ss.
- États-Unis, 1, 16, 52, 56, 60, 73, 77, 97, 101, 117, 153, 221-222, 235, 259, 265, 268, 330, 338, 343,
- Éthiopie, 105ss, 113, 117, 298, 337.
- Etzioni, Amitai, 10.
- Europe, 16ss, 49, 59, 68-69, 77, 166, 208, 239, 244, 269, 314, 316, 346ss, 355, 367.
- Événement, L'*, 128.
- Faguet, Émile, 248.
- Faisceaux d'action séparatiste, 351.

- Falardeau, J.-C. 189.
 Fascisme 44, 53-54, 102, 108, 162, 167, 239, 241, 316, 331ss, 336, 340ss, 361, 365, 367.
 Fédéralisme, Confédération, IX, 184, 186, 250, 261, 290, 292-293, 333-334, 337-338, 346.
 Ferland, Philippe, 348
 Ferry, Jules, 366
Figaro, Le, 67
 Fillion, Gérard, 260, 323.
 Fortin, J.-M. Voir Robillard, Claude
Fragment, 15ss, 155, 187-188, 190, 200, 228, 230, 236, 254, 353-354, 360-361, 365, 367-368.
 France, 1, 19-20, 30, 49, 67ss, 77, 162, 187, 191, 193ss, 219, 227ss, 230, 236, 239, 254, 259-260, 268, 338, 340, 347, 349, 351, 355-356, 360, 366.
 France, Front populaire, 1, 67, 162, 340.
 François 1er, 194, 199.
 Francœur, Louis, 48
 Frégault, Guy, 303
 Frémont, Donatien, 300
 Front commun autonomiste, 348.
 Frontenac, L. de, 20, 213, 254.
 Front populaire. Voir : France, Front populaire
 Gaboury, J.-P. 192, 231, 253.
 Gagnon, J.-L. 329ss, 361, 367.
 Gagnon, Onésime, 147
 Gagnon, P. 347.
 Gambetta, L. 366.
 Gaudreau, Maurice, 345
 Gaulle, Charles de, 240.
 Gauthier, Charles, 289
 Gauthier, Georges, 310
 Gaxotte, Pierre, 68
Gazette, The, 65, 108
 Gobineau, J.-A. de, 343, 351.
 Godbout, Adélard, 87, 129, 131ss, 136-137, 347.
 Gouvernement Godbout, 127, 131, 134, 350.
 Goldmann, Lucien, 191.
 Gouin, Lomer (gouvernement), 136
 Gouin, Paul, 117-118, 122ss, 128-129, 140, 145, 147-148, 270, 274, 280, 299, 301, 333, 347, 350.
 Gouverne, gouvernants, gouvernement, 5-6, 8, 10-11ss, 30ss, 38, 46ss, 58, 63ss, 71, 81ss, 100ss, 104-105, 109ss, 118ss, 123ss, 154-155, 181, 184-185, 189, 209ss, 214, 216, 237, 241, 245-246, 248-249, 264, 285, 288-289, 321, 326, 356, 361, 363, 366-367.
 Gouvernement central (fédéral), 22, 30, 36, 53, 57, 60, 64ss, 69, 77, 86-87, 91, 96, 103ss, 123, 133, 148-149, 224, 250ss, 266, 280, 285, 288ss, 296-297, 300ss, 336ss, 346, 356, 361, 364.
 Gouvernement du Québec, 1, 30, 36, 52-53, 65, 67, 69, 79, 83, 86ss, 91, 93, 96, 103, 105, 116ss, 224, 235, 250, 266, 291-292, 297-298, 302, 336, 338ss, 346, 364.
 Grande-Bretagne, Angleterre. 37-38, 56, 73, 101, 107, 203, 205, 209, 265, 268, 297, 337ss, 341, 362.
 Grégoire, J.-E. 147, 151, 298, 336.
 Gagnon, Claude-Henri, 358
 Groulx, Lionel, 19, 22, 40, 72, 163, 174, 176, 186, 190ss, 257ss, 263, 266ss, 282, 286ss, 293, 300-301, 304, 311, 327, 329-330, 342-343, 346, 353, 355ss, 363, 365, 368.
 [383]
 Guénette, René, 272
 Guérin, Wildrid, 274
 Guesclin, B. du, 200
 Guillet, Paul, 262
 Gurvitch, Georges, 40

- Hamel, Marcel, 337, 339.
Hamel, Philippe, 128, 140, 147-148, 151-152, 298, 303-304, 350.
Hartz, Louis, 15ss, 71, 187, 355, 368.
Harvey, J.-C. 3, 330ss.
Hauriou, Maurice, 362
Hebdo-Laval, 334
Hepburn, Mitchell, 56
Hérisson, Charles, 314
Héroux, Omer, 27ss, 37ss, 41ss, 58, 61, 65ss, 86, 89, 107-108, 117-118, 121ss, 131ss, 142-143, 145ss, 150ss, 300.
Herriot, Édouard, 366
Hertel, François, 274, 286, 293.
Histoire, 3, 16, 39-40, 72, 176-177, 186, 193ss, 225ss, 237-238, 243, 245, 249, 260-261, 268, 271, 273, 290, 342-343, 355, 361.
Hitler, A. 1, 162, 239, 263, 343, 345, 351.
Hogue, Bernard, 262, 264, 266-267, 274, 283, 290, 296.
Hoover, Herbert, 290
Hornet, Marcel, 162
Hubert, J.-F. 216
Hurtubise, Claude, 159, 161, 163, 169, 171, 175ss, 179ss, 187, 189.
Idéologie, 1-2, 6ss, 12ss, 27, 29, 31, 63, 72, 81, 89ss, 100, 104, 110, 112, 115-116, 125, 135, 140, 148, 155-156, 161, 163ss, 178-179, 182, 187ss, 218, 258, 262, 264, 269, 273, 277-278, 280, 282, 310, 312-313, 334-335, 341, 353, 359-360, 362, 364ss.
Immigration, 34, 37, 68-69, 106, 109-110, 114, 149, 251, 263, 289, 338-339.
Incarnation, Marie de l', 208
Indépendantisme, séparatisme, IX, 186, 250, 252, 292ss, 303, 327, 334-335, 337-338, 341ss, 346, 350, 361.
Indépendance, L', 257, 394.
Indiens, 201, 207ss.
Israélites, Juifs, 34-35, 37, 68, 114, 132, 251, 258-259, 262ss, 296, 339-340, 349.
Italie, 1, 52ss, 68, 77, 85, 107, 239, 329, 333, 337, 339, 341.
Jasmin, Damien, 311
Jaurès, Jean, 366
Jellinek, Georges, 362
Jeune-Canada, 22, 42, 257ss, 333, 346, 357, 359, 363-364.
Jeunesses patriotes (françaises), 69
Jeunesses patriotes (québécoises), 294, 348.
Jolly, Pierre, 314
Juifs. Voir Israélites
Kant, E. 226
Kerensky, A. F. 263
King, W. L. Mackenzie, 66, 102, 109ss, 120.
Lacouture, Jean, 240
Lacroix, Edouard, 139-140, 152.
Lacroix, Fernand, 343
Lafontaine, L.H. 228, 243.
Lalande, Louis, 260
Lanctôt, Charles, 347
Laplane, Rodolphe, 274
Lapointe, Ernest, 110
Latrémouille, Émile, 348
Laurendeau, André, 171, 180, 259, 262ss, 268-269, 272-273, 281ss, 287, 289-290, 293-294, 296, 302-303.
Laurendeau, Arthur, 264, 267, 271, 282, 284-285, 299, 303-304.
Laurier, Wilfrid, 333-334.
Laval, F. de Montmorency, 213
Lavergne, Armand, 259, 282, 288, 330.
Lavergne, Bernard, 314

- Lebon, Wilfrid, 316, 320, 323, 327.
 Lemieux, Vincent, IX, 8.
 Lénine, V. 4, 13, 263, 332.
 Léon XIII, 309
 Le Play, F. 242
 Létourneau, Firmin, 320
 Lévesque, Albert, 362
 Lévesque, Georges-Henri, 276, 326.
 [384]
 Lévinas, E. 162
 L'Heureux, Eugène, 277, 315.
 Libéralisme, IX, 3, 16ss, 47, 49ss, 67ss,
 71, 73, 78, 82ss, 86, 91, 101,
 115, 151, 161, 163, 165, 178, 184-
 185, 187, 219, 221, 223, 248,
 277, 285, 312, 319-320, 330,
 338, 340-341, 343, 353-354,
 368.
 Libéraux. Voir partis politiques
 Linteau, Paul-André, 38, 60.
 Locke, J. 16
 Loi Dillon, 119, 131-132, 141-142, 144,
 150.
 L'Oisel, Georges, 300
 Louis XIV, 54
 Louis XV, 199, 311.
 Lyautey, L.-H. 331

 Machiavel, N. 20
 Maisonneuve, P. de C. de, 196, 213, 244.
 Maistre, J. de, 192
 Mance, Jeanne, 208
 Manseau, Gilbert, 263, 282, 286.
 Match, J.G. 5
 Marie-Victorin, Frère (Conrad Kirouac),
 41
 Maritain, Jacques, 169, 173, 185, 187.
 Martin, Augustin, 300
 Marx, K. 162, 177, 263, 282, 349.
 Marxisme, IX, 4, 13, 15, 20, 50, 165,
 167, 178, 336.
 Massicotte, Edmond, 272
 Maurault, Olivier, 301
 Maurras, Charles, 68, 170, 331, 360.
 Meehan, E.J. 5

 Mercier, Honoré, 122, 148.
 Michelet, Jules, 212
 Migneault, Thomas, 272
 Minville, Esdras, 45, 267, 270ss, 282,
 286, 289, 316-317, 319, 321ss,
 326-327, 356, 359-360.
 Monarchie, 19-20, 49ss, 54-55, 67ss,
 154, 194, 302, 331, 360, 365.
 Monette, René, 263, 266.
 Monk, Fred, 139
 Monopole, Trust, 34,, 38, 46, 58, 61, 74,
 76, 78, 85, 120, 133, 140, 144,
 252, 261-262, 264-265, 274,
 279ss, 284, 287, 300, 302, 312,
 324, 348ss, 354.

 Montaigne, M. de, 200
 Montalembert, C. de, 192
 Montcalm, L. de, 254
 Montesquieu, C. de S. de, 114
 Montpetit, Édouard, 282, 358-359, 363.
 Montréal, ville de, 49, 90ss, 122, 125,
 135, 143.
 Morin, Wilfrid, 359, 361-362.
 Mounier, Emmanuel, 161, 166, 177ss,
 184, 187, 303.
 Moyen Âge, 19-20, 173-174, 181ss, 190,
 200, 209, 215, 254, 277, 318,
 332, 355-356, 366, 368.
 Muller, Arthur, 314
 Mussolini, B. 22, 50, 52ss, 107, 239,
 241, 319, 330, 332-333, 335,
 337, 340-341, 343-344, 346,
 352, 361, 363, 367.
 Mystique. 22, 157, 259, 169, 171ss, 176,
 178ss, 187ss, 194, 212, 217, 227,
 229, 232, 236-237, 240ss,
 253ss, 258-259, 268ss, 273,
 299, 300, 327, 343-344, 354,
 356, 365, 367. Voir également
 communion et unanimité

- Nation, La*, 257-258, 294, 313, 329, 331, 334ss, 353, 357, 361, 363ss, 367.
- Nationalisme, nation, race, 22, 27, 41-42, 44, 72, 87, 89, 100, 136, 153, 163, 172, 175, 178, 181-182, 188, 190, 192ss, 202ss, 219ss, 225ss, 237-238, 241-242, 248, 251ss, 257ss, 263, 266ss, 273ss, 278, 282, 284ss, 292ss, 318-319, 321, 323, 327, 329ss, 343ss, 351, 353ss.
- Necker, J. 155
- Nevers, Edmond de, 192, 201.
- Nous*, 6, 7, 10-11, 14, 30ss, 39ss, 44ss, 58, 62ss, 70-71, 102, 105, 110, 115, 149, 151, 155, 164, 168, 171-172, 177, 180, 188-189, 202, 219ss, 230ss, 244-245, 247, 253-254, 259-260, 264-265, 268ss, 273ss, 283, 287, 300, 303, 307, 338, 342ss, 352, 354ss, 365.
- O'Leary, Dostaler, 239, 265-266, 268, 290, 293, 341, 348, 361.
- O'Leary, Walker, 348
- [385]
- Olivier, Maurice, 186
- Ordre, désordre, 32-33, 58ss, 65-66, 85, 92, 112, 154, 156, 161, 164, 169, 171, 173, 182-183, 185, 188, 189, 217-218, 230, 234, 236-237, 241-242, 244, 247, 275ss, 285, 311-312, 322.
- Ordre, L'*, 3
- Ordre nouveau, L'*, 313, 323.
- Ormeaux, Dollard des, 209, 244, 251
- Ouvriers. Voir prolétariat
- Papin-Archambault, J. 270, 308, 310-311, 315ss, 320, 325, 356.
- Papineau, L.-J. 228, 243, 343, 352.
- Paquet, L.-A. 260, 276, 283.
- Partis politiques, esprit de parti, 38, 47ss, 52, 55ss, 66, 81-82, 100, 105ss, 109, 111, 116, 119, 122, 131, 134, 138-139, 149, 180, 249, 287, 302, 349, 353, 360, 362, A.L.N. 1-2, 22, 28, 39, 44, 48, 67, 73, 83, 120, 122ss, 136, 139, 143ss, 152, 154, 280, 299, 301, 303, 333, 347, 350, 363, 365.
- Parti autonomiste, 351
- Bloc populaire, 313
- Parti communiste canadien. 340, 348-349, Voir également communisme
- Parti conservateur, 1-2, 22, 55, 109, 124, 139-140, 146, 290, 297. C.C.F. 66, 277, 302, 307, 309, 310, 349.
- Parti libéral (canadien), 55, 109, 119-120, 131.
- Parti libéral (québécois), 34, 36, 44, 46, 56, 118ss, 122, 124, 126ss, 150, 259, 281, 295-296. 347-348, 364-365,
- Parti national social chrétien, 351
- U.N. 22, 28, 39, 122ss, 126ss, 144, 147-148, 151-152, 154, 296, 348ss, 363.
- Pascal, B. 200, 263.
- Péguy, Charles, 177-178
- Pelland, Léo, 316
- Pelletier, Albert, 339, 345-346, 349ss.
- Pelletier, Georges, 27ss, 36ss, 43ss, 57ss, 65ss, 82, 86, 89, 108ss, 117, 119-120, 125-126, 132, 134-135, 139, 143-144, 146, 150ss, 363.
- Pelletier, Jacques, 188
- Périclès, 330
- Perrier, Philippe, 276, 310.
- Perroux, François, 314
- Philip, A. 162

- Philippon, Horace, 139
 Picard, Gérard, 318
 Pie XI, 77, 311.
 Poirier, Alban, 278
 Politique, 4ss, 8, 10ss, 14, 17, 20-21, 23, 28, 35, 38, 42, 44ss, 63, 66, 70, 81-82, 84, 88-89, 100, 102, 104, 115, 124, 135, 140, 153ss, 161-162, 169, 174, 177, 180ss, 186ss, 202, 210-211, 216ss, 224-225, 237ss, 241, 245ss, 264, 277, 279-280, 283ss, 296ss, 313, 316, 320-321, 326, 331-332, 336ss, 352ss, 359ss.
 Poulin, Gonzalve, 267
 Prélôt, Marcel, 5
Presse, La, 22
 Presse ministérielle, 44, 105, 119-120, 128, 131ss, 142, 144, 146, 281, 284, 295, 341.
 Programme de restauration sociale, 275, 278ss, 292, 299, 301, 307, 309, 312, 364-365.
 Prolétariat, travailleurs, ouvriers, 39, 96, 183, 220ss, 235, 267, 276, 278-279, 307, 310-311, 314-315, 317, 320ss, 344ss.
 Proudhon, P.-J., 177, 184.
 Rabelais, F. 200
 Racine, J. 200
Relève, La, 19, 22, 53, 159ss, 254, 258, 268ss, 353, 355, 360, 363, 365, 367.
 Renan, Ernest, 193
 Révolution, 161-162, 164ss, 178-179, 188, 281-282, 290, 294, 303, 311, 333, 346, 355, 363.
 Reynold, Gonzague de, 53, 192, 240.
 Richelieu, Du Plessis de, 204
 Richer, Léopold, 289ss, 297-298.
 Riel, Louis, 343
 Riker, W.H., 5
 Ringuet (Philippe Panneton), 358
 Rioux, Albert, 27ss, 43, 66, 71ss, 99, 100, 102ss, 106, 112, 117-118, 121-122, 135, 145, 155-156, 251, 274, 275, 303, 315, 367-368. [386]
 Rioux, Marcel, 368
 Robillard, Claude (J.-M. Fortin), 259, 266, 268.
 Robin, Étienne, 271
 Rodbertus-Jagetzow, C. 358
 Romier, Lucien, 192
 Roosevelt, F.D., 52-53, 97, 108, 153, 290.
 Rousseau, J.-J., 20
 Ryerson, Stanley B., 340-341, 348.
 Saint-Simon, C.-H. de, 4
 Saint-Vallier, C. de, 215
 Salazar, Oliveira, 313
 Savard, Félix-Antoine, 358
 Say, Antoine, 127
 Schumpeter, J. 359
 Schwools, René, 187
 Semaines sociales du Canada, 41, 72, 309ss, 313ss, 322.
 Séparatisme. Voir indépendantisme
 Siegfried, André, 192
 Simard, Georges, 283
 Simard, Paul, 262, 264, 274-275, 287, 289, 292-293, 302. Socialisme, 91, 94, 96, 101, 174, 263, 276, 279, 282, 291, 302, 307, 309, 312, 332, 340, 354, 363.
Soleil, Le, 2, 128, 281-282.
 Sorel, Georges, 332
 Staline, J. 239
 Stavisky, A. 68-69
 Stevens, H. H., 1, 48, 66, 111, 297. Voir Commission sur l'écart des prix
 Stratégie, 4, 6, 10-11, 14, 57, 71, 115, 123-124, 130, 135ss, 147-148, 246, 327, 334, 352.
 Niveau symbolique, 8-9, 62-63, 75, 110, 168, 189, 289, 300, 357.

- Niveau de la diffusion, 9, 11, 75, 119, 168, 180, 238, 246, 258, 273, 278, 300.
- Niveau matériel, 8, 11.
- Symbolique, 34, 39, 40, 64, 80, 258, 300, 357-358.
- Talon, Jean, 20, 206, 212-213, 254.
- Tardivel, J.-P., 47, 192, 249, 355, 361.
- Taschereau, Alexandre. 2, 30, 42, 87, 109, 116-117, 119-120, 123, 129, 131, 136, 143, 146, 281, 294-295, 300, 347, 349.
- Gouvernement Taschereau, 76, 103, 119ss, 127, 131, 134ss, 141ss, 294, 303, 333, 350, 364.
- Taschereau, Antoine, 347
- Témoins de Jéhovah, 37
- Tessier, Albert, 301
- Tocqueville, Alexis de, 185
- Tracy, A. de P. de, 209
- Travailleurs. Voir prolétariat
- Tremblay, Paul, 184-185
- Tremblay, Thomas, 146
- Triolet, Elsa, VII
- Trotsky, L.B. 263
- Trudeau, P.E. 367
- Turcotte, Edmond, 341, 348.
- Unanimité. 4, 18, 19, 212, 241, 243, 245-246. Voir communion
- U.C.C., 27, 75-76, 85, 87-88, 275.
- U.N. Voir partis politiques
- U.R.S.S. 1, 68-69, 164, 263, 308, 326, 331-332, 341, 348.
- Vaillancourt, Philippe, 329, 334.
- Vanier, Anatole, 253, 263, 265, 289, 291, 297.
- Vautrin, Irénée. 43, 65-66, 88, 150. Voir colonisation, Plan Vautrin
- Verchères, Madeleine de, 209
- Verschelden, Jean-Paul, 280
- Veuillot, Louis, 192
- Vezina, Roger, 338, 341, 346.
- Vie syndicale*, 23
- Villeneuve, Rodrique, 82, 252, 311, 313, 315.
- Villey, D. 162
- Villon, F. 200
- Vincent, A. 162
- Vivre*, 257, 313, 329ss, 336, 342, 357, 363, 365, 367.
- Weber, Max*, 15, 226.
- Woodsworth, J.-S.* 291, 309.

[1]

L'APOLITISME DES IDÉOLOGIES QUÉBÉCOISES.
Le grand tournant de 1934-1936.

1

"Quelques réflexions
d'ensemble."

par Fernand Dumont

[pp. 1-12.]

[Retour à la table des matières](#)

Fin du texte